

RENE LAMORISSE

RECHERCHES GÉOGRAPHIQUES
SUR LA
POPULATION
DE LA
CÉVENNE
LANGUEDOCIENNE

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER

— 15 DECEMBRE 1973 —

SERVICE DE REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE DE LILLE III

- 1976 -

COMPOSITION DU JURY

- M. J. LE COZ, *Président, Professeur à l'Université Paul Valéry*
M. R. DUGRAND, *Rapporteur, Professeur à l'Université Paul Valéry*
Mme FAIDUTTI, *Professeur à l'Université Paul Valéry*
M. P. GEORGE, *Professeur à l'Université de Paris I*
M. A. GIRARD, *Professeur à l'Université de Paris IV*
M. A. FEL, *Professeur à l'Université de Clermont - Ferrand*



Digitized by the Internet Archive
in 2026



RENE LAMORISSE

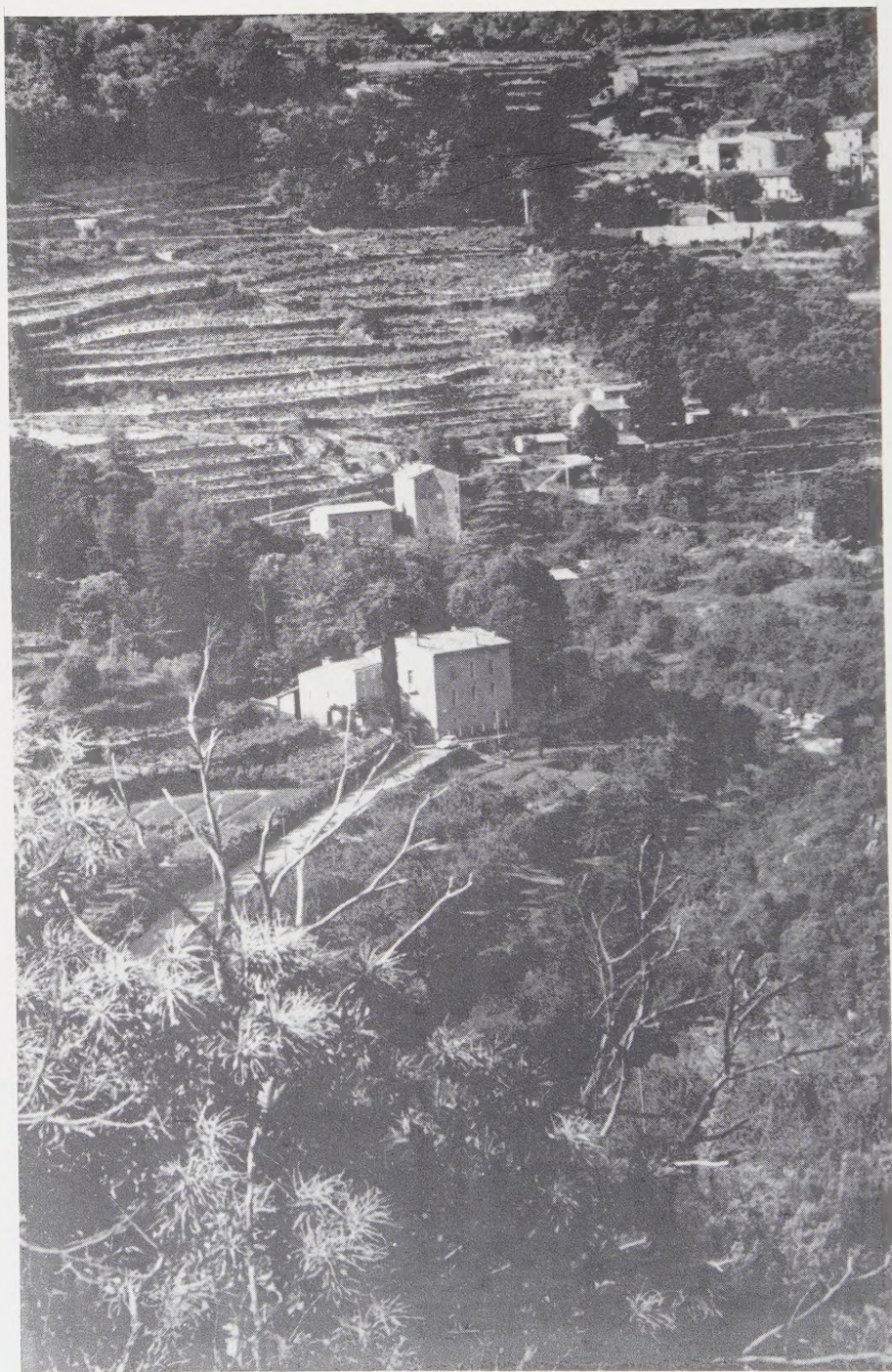
RECHERCHES GÉOGRAPHIQUES
SUR LA
POPULATION
DE LA
CÉVENNE
LANGUEDOCIENNE

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER

— 15 DECEMBRE 1973 —

SERVICE DE REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE DE LILLE III

- 1976 -



AVANT-PROPOS

En présentant le résultat de dix années de recherches, je crois utile de justifier la manière dont je les ai orientées. Ceux qui comptent trouver dans ces pages une somme de la géographie humaine des Cévennes seront déçus. En effet, ceci n'est que la description raisonnée d'un ensemble humain dont les structures et les mouvements sont en continuelle évolution, dans un milieu de vie (le rebord montagneux du Plateau Central, entre Lozère et Aigoual) qui a été transformé par l'habitant. L'équilibre entre la population et sa démographie d'une part, les ressources et les activités d'autre part, y est sans cesse remis en question.

Aujourd'hui, le nombre des hommes se trouve terriblement diminué et le vieillissement est accentué au point qu'il est permis de se demander si la Cévenne authentique y survivra. Essayer de déceler les fondements historiques de cette évolution, c'était courir le risque d'être attiré très loin dans l'examen du temps profond, c'était remonter au moins jusqu'à l'époque où, au XVI^{me} siècle, la Cévenne apparaît à l'historien E. Le Roy-Ladurie comme une « unité dynamique dont toutes les activités sont solidaires : l'arbre à pain y fournit la pâture à des paysans-ouvriers nombreux travaillant dans les mines, le tissage, les moulins, l'industrie du bois et du cuir [...]. La densité démographique est surprenante [...]. La soie y évoque la présence parmi les châtaigniers, du mûrier, l'arbre d'or ». C'était ensuite décrire et justifier la renaissance du XVIII^{me} siècle, après une longue période de dévitalisation.

Aussi excitants que soient ces problèmes, ils dépassent singulièrement les ambitions d'une thèse de doctorat, au surplus de géographie et non d'histoire (la thèse étant d'ailleurs un genre dont il convient de maîtriser les développements). En l'occurrence, je me suis délibérément borné à analyser l'évolution d'un peuplement perturbé depuis le milieu du siècle dernier par des crises techniques et par la Révolution industrielle, cette expression devant être prise dans son sens le plus large.

A l'autre bout de la chaîne, on pourra s'étonner que les essais actuels de rénovation ne soient pas davantage exposés. Les œuvres d'écrivains célèbres, enfants du pays, l'un académicien, le second familier des téléspectateurs, la création d'un Parc national et, plus récemment, la réalisation d'un film et l'attribution d'un grand prix littéraire ont mis la Cévenne à la mode ; elle est devenue un objet de consommation. Parfois déçu de n'y point trouver un musée animé, le visiteur y est

← La chênaie verte de la vallée de l'Hérault aménagée par l'habitant : traversiers à vigne et châtaigneraie (Les Pausas, St-André-de-Majencoules).

pour le moins séduit par d'admirables paysages ; il est regrettable que le citoyen qu'il est aussi ne soit pas invité à réfléchir sur les difficultés de la vie quotidienne, la précarité de la polyculture, les fermetures d'usines ou de puits de mines. La Cévenne languedocienne se dénature et se dépersonnalise. Soucieux de rentabilité, certains promoteurs de sa rénovation sont en train d'achever cette entreprise de « déculturation » qu'inaugura jadis, et pour d'autres raisons, un monarque absolu.

Me fondant sur l'examen objectif des faits, je n'ai voulu que contribuer à éclairer un problème d'aménagement ; la tâche de ceux qui ont pour mission de s'en occuper et qui s'y attaquent honnêtement est des plus malaisées. Il est certes possible de rendre vie à la Cévenne mais elle y abdique son originalité. On apporte une réponse à l'aspect économique du problème ; on ne peut plus en résoudre l'aspect humain.

Je suis heureux que ce travail m'ait permis de mieux pénétrer une région dont la beauté m'avait déjà fasciné il y a une vingtaine d'années lorsque, homme du Nord, j'y vins pour la première fois. Il n'est pas vrai que, dans ce pays d'exode, « ce sont les moins malins qui sont restés », à preuve les gens que j'y ai rencontrés et qui m'ont si bien guidé dans la connaissance de leur Cévenne ou de leur montagne.

Je dois beaucoup par ailleurs à l'enseignement reçu dans les années 1950 à l'Institut de Géographie de Paris. Ma gratitude s'adresse également aux professeurs de Montpellier qui ont été les artisans de ma carrière et en qui j'ai trouvé d'autres maîtres à penser : Raymond Dugrand, dont l'exemple et l'amitié m'ont été si précieux. Paul Marres, dont la sollicitude affectueuse et les conseils éclairés m'ont soutenu tout au long de l'élaboration de cet ouvrage ; il n'aura pas eu la joie de voir l'édition imprimée de cette thèse ; je la dédie à sa mémoire.

Les conclusions auxquelles je suis parvenu procèdent de l'analyse exhaustive d'une masse énorme de documents (bien qu'en certains cas j'aie dû recourir à des sondages). Je ne puis citer tous ceux qui m'ont aidé dans cette collecte ; j'ajoute que je n'aurais jamais pu remplir mon contrat sans l'obligeance extrême des archivistes et de leur personnel, à Nîmes et Mende en particulier, des greffiers de tribunaux civils, du directeur et des services de l'I.N.S.E.E. à Montpellier.

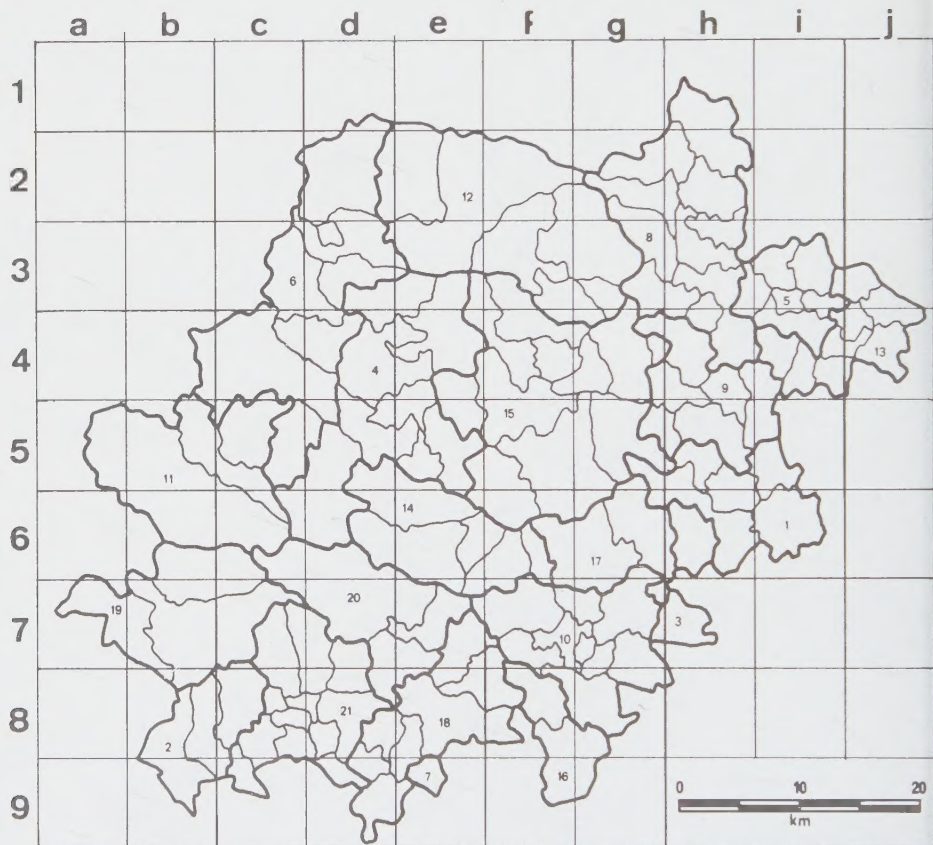
Quels qu'en soient les avantages intellectuels, la thèse de doctorat n'en demeure pas moins une entreprise tyrannique, en particulier lors de sa rédaction. Je comprends que ma femme ait souhaité autant que moi que cela ne tarde pas trop à se terminer. Par sa patience et sa discrétion, elle m'a permis de mener ma tâche à bien ; elle n'est pas la dernière à qui ces Recherches doivent tant.

Le Fesquet, décembre 1974.

La haute vallée de la Dourbie —→
Dans l'étage montagnard, la hêtraie bien dégradée.



Fig. 1. — REPERAGE GEOGRAPHIQUE DES COMMUNES



Le nom de chaque commune est suivi de ses coordonnées de repérage sur la carte (un point cardinal précise éventuellement sa situation dans le carré où elle se trouve) puis du numéro d'ordre alphabétique du chef-lieu auquel elle appartient. Les chefs-lieux de canton sont en italique, ceux d'arrondissement sont écrits en lettres majuscules.

Ex. : FLORAC C — 3 (6)

Saint-Jean-de-Valérisclle i — 4 SE (13).

ALES	i - 6 [1]	Avèze	d - 8 SW [21]
Alzon	b - 8, 9 [2]	Barre-des-Cévennes	d - 4 E [4]
Anduze	h - 7 [3]	Bassurels	d - 5, 6 [4]
Arphy	d - 7 SW [21]	Bédouès	d - 3 N [6]
Arre	c - 9 [21]	Bessèges	i - 3 SW [5]
Arrigas	b - 8 E [2]	Bez-et-Esparon	c - 8 E [21]
Aujac	h - 3 NE [8]	Bondons (Les)	d - 2 [6]
Aulas	c, d - 8 [21]	Bonnevaux	h - 2 S [8]
Aumessas	c - 8 [2]	Bordezac	i - 3 W [5]

Branoux-les-Taillades	g, h - 4 S [9]	Rousses	c - 5 E [6]
Bréau-et-Salagosse	c - 7 SE [21]	<i>Saint-Ambroix</i>	j - 4 [13]
Cassagnas	e - 4 N [4]	St-Andéol-de-Clerguemort	g - 3 SW [12]
Cendras	h - 5, 6 [1]	St-André-de-Lancize	f - 4 W [15]
Chambon	h - 3 S [8]	St-André-de-Majencoules	d, e - 7 S [20]
Chamborigaud	g, h - 3 S [8]	<i>St-André-de-Valborgne</i>	d, e - 5, 6 [14]
Cocurès	d - 3 NW [6]	St-Bonnet-de-Salindrenque	g - 7 SW [10]
Collet-de-Dèze	g - 4 [15]	St-Brès	j - 3, 4 [19]
Cognac	f - 7 S [10]	St-Bresson	d - 8, 9 E [18]
Concoules	g - 2 SE [8]	Ste-Cécile-d'Andorge	h - 4 W [9]
Corbès	g - 7 NE [17]	Ste-Croix-de-Caderle	f, g - 7 N [10]
Courry	j - 3 SW [13]	Ste-Croix-Vallée-Française	e - 5 E [4]
Cros	f - 8 NE [16]	St-Etienne-Vallée-Française	f, g - 5 [15]
Dourbies	b, c - 7 [19]	St-Félix-de-Pallières	g - 7, 8 E [10]
Estréchure (l')	f - 6 SW [14]	St-Florent-sur-Auzonnet	i - 4 S [13]
FLORAC	c - 3 [6]	St-Frézal-de-Ventalon	f, g - 3 S [12]
Foussignargues	i - 3 SE [5]	<i>St-Germain-de-Calberte</i>	f - 4, 5 [15]
Fraissinet-de-Fourques	c - 5 NW [11]	St-Hilaire-de-Lavit	f - 4 E [15]
Fraissinet-de-Lozère	e - 2 W [12]	<i>St-Hippolyte-du-Fort</i>	f, g - 8, 9 [16]
Gabriac	e - 5 SW [4]	St-Jean-de-Valérisclle	i - 4 SE [13]
Gagnières	i - 3 NE [5]	<i>St-Jean-du-Gard</i>	g - 6 [17]
<i>Ganges</i>	e - 9 [7]	St-Jean-du-Pin	h - 6 SE [1]
Gatzulières	b, c - 5 [11]	St-Julien-d'Arpaon	d, e - 3 S [4]
<i>Genolhac</i>	g, h - 3 N [8]	St-Julien-de-la-Nef	e - 8 SW [18]
<i>Grand'Combe (La)</i>	h - 4 SE [9]	St-Julien-des-Points	g - 4 E [15]
Lamelouze	g, h - 5 N [9]	St-Laurent-de-Trèves	d - 4 NW [6]
<i>Lasalle</i>	f, g - 7 S [10]	St-Laurent-le-Minier	d - 9 E [18]
Laval-Pradel	i - 4, 5 W [9]	St-Martial	e - 7 SE [18]
Malons-et-Elze	h - 1, 2 [8]	St-Martin-de-Boubaux	g - 5 [15]
Mandagout	d - 7, 8 [21]	St-Martin-de-Lansusclle	e - 4, 5 E [15]
Mars	c - 8 NE [21]	St-Martin-de-Vaigalques	i - 5 SW [1]
Martinet (Le)	i - 4 W [13]	St-Maurice-de-Ventalon	f - 3 [12]
Meyrannes	j - 4 NE [13]	St-Michel-de-Dèze	g - 4 W [15]
<i>Meyrueis</i>	a, b - 5 [11] b, c - 6	St-Paul-la-Coste	g, h - 5, 6 [1]
Mialet	g - 6 E [17]	St-Privat-de-Vallongue	f - 3, 4 [15]
Moissac	f - 5, 6 W [15]	St-Sauveur-des-Pourcils	b, c - 6, 7 [19]
Molezon	e - 4, 5 W [4]	St-Sébastien	h - 6 SW [3]
Molières-Cavaillac	c - 8 SW [21]	Salle-Prunet (La)	d - 3 S [6]
Molières-sur-Cèze	i, j - 4 [13]	Salles-du-Gardon (Les)	h - 5 N [9]
Monoblet	h - 8 NW [10]	Saumane	e, f - 6 [14]
Notre-Dame-de-la-Rouvière	e - 7 N [20]	Sénéchas	h - 3 N [8]
Peyremale	h, i - 3 S [5]	Soudorgues	f - 7 N [10]
Peyroles	f - 6 SE [14]	Soustelle	h - 5 S [1]
Plantiers (Les)	e - 6 S [14]	Sumène	e - 8 [18]
Pommiers	d - 9 NW [21]	Thoiras	g - 7 NE [10]
Pompidou (Le)	d - 5 NE [4]	<i>Trèves</i>	a, b - 7 [19]
<i>Pont-de-Montvert (Le)</i>	e - 2, 3 [12] f - 2	Vabres	g - 7 S [10]
Ponteils-et-Brésis	g, h - 2 N [8]	<i>Valleraugue</i>	d - 6, 7 [20]
Portes	h - 4 NE [8]	Vébron	c - 4 [6]
Robiac	i - 3 SE [5]	Vernarède (La)	h - 3, 4 [8]
Roquedur	d - 8 SE [18]	Vialas	f, g - 3 N [12]
		VIGAN (LE)	d - 8 [21]



INTRODUCTION

Entre les hauts bassins de l'Ardèche et de l'Hérault se dresse « un talus extraordinairement disséqué auquel les paysans appliquent proprement le nom de *Cévennes* (ils disent aussi *la Cévenne*), synonyme pour eux de pays raviné » [1]. La région qui va être décrite n'est que la partie méridionale de cet escarpement complexe, cernée au Sud et à l'Ouest par les Grands Causses, au Sud-Est par les garrigues languedociennes, à l'Est par le fossé d'Alès. Au Nord, le faite du Mont Lozère est, plus qu'une limite commode, une frontière géographique. Entre ce massif et celui du Lingas-Aigoual, se brisent les lignes du pays des *serres*, « un monde d'abîmes », dont le dessin caractérise aussi les paysages plus septentrionaux de la Cèze, du Chassezac et de l'Ardèche [2].

Par son relief, cette région présente d'indiscutables aspects montagneux : altitudes souvent supérieures à 1.000 m, dénivellations brutales, de plusieurs centaines de mètres, pentes très accentuées. Ce créneau de hautes terres a été furieusement et profondément entaillé par les cours d'eau tributaires de l'Atlantique et de la Méditerranée.

La population qui vit dans le périmètre en question s'évalue en gros à une centaine de milliers d'habitants, très inégalement répartis [3]. En dépit de son déclin, le bassin houiller en retient plus de la moitié ; de Saint-Ambroix au Vigan, les petites villes de la périphérie en rassemblent plus de vingt mille. L'impression de vitalité est d'autant plus forte dans ces domaines animés par l'industrie ou le commerce qu'à leur voisinage immédiat les hommes se raréfient soudain. Dans toute la Cévenne rurale, moins de vingt-cinq mille personnes ont été dénombrées en 1968. Qu'elles soient disséminées sur les versants ou groupées en quelques villages, leurs activités et leur habitat sont ruraux : elles pratiquent le plus souvent une polyculture de subsistance dans un milieu naturel hostile, en marge d'une région plus basse, d'économie plus diversifiée et plus ouverte que la leur.

Le vieillissement démographique est révélé aussi bien par les données statistiques (plus du quart des ruraux ont atteint ou dépassé la soixantaine, et cette proportion est courante dans bien des communes houillères) que par l'observation banale ; en dehors des vacances estivales où monte la marée des visiteurs, les rues de villages bruissent discrètement du trottement et conversations de vieilles femmes bien plus qu'elles ne retentissent de galopades et de

cris enfantins ; des hameaux pleins de monde en août abritent couramment une ou deux familles de vieux paysans... lorsqu'ils ne sont pas complètement déserts. Le groupe des agriculteurs comprend les deux cinquièmes à peu près de l'effectif rural ; son emprise sur le sol est aujourd'hui bien faible. Sans doute la châtaigneraie (du moins ce qu'il en reste !) est-elle trouée de clairières où s'étagent bâtiments et *traversiers* [4], mais la plupart des maisons, sans parler des ruines, sont abandonnées ou occupées temporairement. Les immeubles de construction ou de restauration récente ne donnent qu'une fugitive illusion de renouveau, leur allure les dénonçant aussitôt comme étrangers à l'agriculture. Presque partout règne la polyculture à petits moyens, associant le champ, le pré, les arbres fruitiers, la vigne... Ces jardins et ces arbres qui se pressent autour des maisons ne sont que les îlots d'une opulence plus souvent apparente que réelle : dans l'ensemble, le paysage agraire donne l'impression, plus juste celle-ci, d'un combat d'arrière-garde dont les foyers s'éteignent d'année en année : l'espace cultivé rétrécit parce que la mort ou l'âge forcent à abandonner des terres que dévorent bien vite la lande ou l'enrésinement, spontané ou dirigé. Il n'est pas surprenant que près des trois-quarts de la surface agricole déclarée en 1962 (et la situation ne s'est pas améliorée depuis cette date !) appartiennent à des exploitations dont les chefs ont dépassé la cinquantaine et que ceux n'ayant pas encore atteint quarante ans n'égale pas en proportion (il s'en faut de beaucoup) ceux qui ont déjà soixante-dix ans et davantage. Ce genre de situation n'annonce pas une agriculture orientée vers le progrès ; du reste, un indice sûr d'archaïsme réside en ce que, pour une exploitation spécialisée, il en est seize qui ne le sont pas. Ici règne la polyculture familiale dont les fruits sont presque tous consommés sur place, celle-là même que la jeunesse, et la jeunesse féminine surtout, répudie parce qu'elle est astreignante pour un rapport dérisoire.

Pourtant le passé est réputé brillant ; encore de nos jours, certains, et non des plus âgés, évoquent une « belle époque »... sans doute déformée et embellie par leur mémoire car tout le monde n'a pas fait fortune en ces vallées, même lorsque les temps s'y prêtaient. Sans entrer pour l'instant dans les détails, notons cependant que, jusque vers les décennies 1840-50, l'Homme a élargi son domaine à tel point que la densité brute du peuplement fut bien trois à cinq fois plus élevée qu'elle ne l'est à présent. Jusque là, les étapes de l'humanisation peuvent se résumer ainsi qu'il suit.

Avant le troisième millénaire, l'Homme ne s'installe pas de façon permanente ; puis on compte dans cette histoire au moins quatre poussées démographiques :

1. Celle du *Néolithique récent*, attestée par des sépultures collectives, un outillage fossilisé dans des stations de surface et des fonds de cabanes [5]. Le châtaignier, dont le pollen s'est conservé dans la tourbière de Montals (1.300 m d'altitude, sur le Lingas), est-il déjà utilisé comme arbre nourricier, ne serait-ce que par le ramassage de ses fruits ?... En tout cas, cette avancée sensible a lieu vers la fin de la phase *atlantique* (ou de la *chênaie mixte*) du Postglaciaire, sur des versants vraisemblablement colonisés par la chênaie verte (un pollen d'*Erica arborea* à Montals) relayée plus haut par la chênaie blanche [6]. Un reflux est constaté au *Bronze* et au *Fer* vers les dépressions bordières. Plus tard, la

présence des Gallo-Romains est révélée par des *oppida* qui jalonnent des chemins de crêtes et à l'ombre desquels vivent des hameaux ; on note d'autre part la profusion des toponymes en *-ac* et en *-argues* ; enfin, c'est l'époque où s'amplifie la proportion des pollens de graminées, éricacées et cypéracées, toutes familles habitant des landes post-culturelles, plus sûrement pastorales. Le tracé des voies charretières, dont la densité est plus forte entre Alès et la vallée du Tarn, paraît indiquer un abandon des massifs méridionaux à des pasteurs.

2. Celle du XII^{ème} siècle, dirigée par des Bénédictins, attestée par les nombreuses paroisses portant le nom du saint patron. C'est une colonisation par *mas*, chacun disposant d'un *ager* (des *traversiers*), de châtaigniers et d'un *saltus* (le *travers* ou *travès*) [7].

3. Celle du milieu du XVI^{ème} siècle (1540-60) dont Em. Le Roy-Ladurie a démontré l'importance en soulignant l'extension de la châtaigneraie. « le seul cas où pour le Languedoc on puisse parler de monoculture au XVI^{ème} siècle » [8]. De même, on sait à quel avenir est promis le mûrier qui, à l'aube des temps modernes, n'occupe encore que des avant-postes à l'orée des Cévennes [9]. Cette phase d'expansion est ralentie, voire brisée, par la politique persécutrice de la monarchie, opiniâtrement menée jusqu'au XVIII^{ème} siècle.

4. A ces événements malheureux succède une période de restauration économique ; *grosso modo*, le chiffre de la population double en un peu plus de cent ans, de la première moitié du XVIII^{ème} au milieu du XIX^{ème} siècle, et cette progression se réalise au total grâce à un écart modérément positif entre natalité et mortalité et à des apports migratoires. Sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, s'épanouit une ère de prospérité ; des activités lucratives mobilisant la plus grande partie des habitants, le travail de la terre entretient un afflux régulier d'immigrants [10]. L'industrie textile se rencontre partout et la filature de la soie en représente la branche la plus florissante et la plus prestigieuse. En divers points de la bordure cévenole et, plus généralement, le long des fractures qui accidentent le socle cristallin et sa couverture, l'extraction du charbon et des minerais assure un emploi à de nombreux mineurs et ouvriers qui sont en même temps des agriculteurs. Amorcée sous l'Ancien Régime, l'amélioration de la voirie permet le développement du roulage et l'essor d'un commerce local et inter-régional ; des produits de toutes sortes s'échangent aux foires qui jalonnent le calendrier de villages dont on ne soupçonne plus aujourd'hui le rôle économique passé.

Dans ces vallées à présent dépeuplées, tout porte l'empreinte d'une action pluri-millénaire dont on apprécie les effets avec plus ou moins de respect ou de sévérité ; on admire cependant qu'une multitude de gens ait vécu là, mais sur la défensive tant sont hostiles les conditions naturelles qu'impose la Cévenne, *gigantesque adret élevé sur la frange septentrionale du domaine méditerranéen*.

La barrière des hauts massifs qui semble verrouiller les vallées cévenoles à l'Ouest en impose assurément. Culminant entre 1.500 et 1.700 m, le Lozère et l'Aigoual sont, après le Mézenc, les montagnes les plus élevées de toute la bordure méridionale et orientale du Massif Central. L'obstacle est discontinu puis-

que, au droit du Causse Méjean, les abrupts calcaires dominant de 100 à 200 mètres les hautes crêtes de la Gardonnenque. Cette muraille, dont le pied est coté vers 200 mètres d'altitude, est tapissée d'associations végétales dégradées où le chêne vert est l'essence la plus représentée. Ce qui, faute de mieux ici, pourrait s'appeler l'étage de l'yeuse, jouxte vers 1.000 mètres de haut la hêtraie montagnarde ; cette dernière s'estompe elle-même vers les sommets au profit d'une pelouse à physionomie subalpine [11]. L'agriculture cévenole, considérée dans ses formes les plus délicates, est limitée en altitude par des conditions écologiques assez précises pour que le peuplement humain en accuse l'influence. De même, la marge supérieure de la châtaigneraie est si schématique qu'elle crée l'image d'un étage de végétation ; là encore, on saisit les relations qui existent vraisemblablement entre le fait naturel et l'habitat. Dans un ordre d'idées similaire, rappelons l'intérêt des pâturages d'été pour les troupeaux étrangers et le rôle qu'ont joué longtemps les montagnes et leurs avenues dans l'économie de la Cévenne.

C'est moins par l'altitude que par l'ampleur des dénivellations et la valeur des pentes que le relief constitue une entrave aux activités humaines. Un seul exemple suffira à mesurer le poids de cette contrainte : les Gardons, nés à plus de 1.000 m de haut, sont à moins de 150 m dans les plaines d'Alès et d'Anduze, à quarante kilomètres de leurs sources ; mieux, l'essentiel du creusement est déjà accompli dans la partie supérieure des cours d'eau : sous les cols de Malpertus et de la Baraquette, à la terminaison orientale du Bougès, le Gardon proprement dit entaille en 3.500 m de parcours une fantastique tranchée, profonde de 600 m. Le relief n'étant souvent qu'un hachis menu de *serres* et de *valats*, on imagine toutes les difficultés auxquelles se heurtent ceux qui doivent circuler dans un domaine d'habitat très dispersé où, au surplus, les exploitations agricoles sont loin de rassembler leurs parcelles en un seul tenant. Les pertes de temps infligées par des déplacements longs et malaisés d'un côté à l'autre d'un ravin ont sans doute compté amplement dans la décision d'abandonner tel pré ou champ qui, dans ces conditions, coûtait davantage qu'il ne rapportait. La raideur de la pente impose d'autres servitudes ; la plupart des terroirs les plus riches se trouvent comme suspendus sur des versants inclinés à 30 ou 40 % ; une partie infime de la *surface agricole utile* bénéficie d'une certaine horizontalité naturelle : lambeaux de basses terrasses, interfluves à la confluence de grands cours d'eau. L'inclinaison des versants a été rachetée au prix d'une œuvre séculaire dont la perfection n'a été atteinte qu'à une époque tardive en raison du nombre formidable de travailleurs que suppose la construction de banquettes cultivables, sans le secours d'aucune machine [12].

Tous ces inconvénients s'expliquent par la structure et l'histoire géologique ; la Cévenne appartient en effet à la famille des massifs anciens vigoureusement rajeunis et la matière modelée est très sensible aux sollicitations d'une érosion très agressive, au moins depuis le Quaternaire ancien et jusqu'au Tardiglaciaire.

Après la crise hercynienne, les mouvements du socle ne cessent pas ; tout au long du Secondaire, des déformations peu sensibles autorisent le dépôt, mince et lacunaire, d'une couverture qui ne semble jamais fossiliser le Mont Lozère, pilier septentrional d'une préfiguration de la Cévenne [13]. L'existence d'un relief hardi ne se révèle pas avant l'Oligocène et le Sannoisien du fossé d'Alès

comprend, outre des éléments extraits des schistes sériciteux et chloriteux, une masse épaisse de chailles et galets calcaires que charrient les ancêtres des rivières actuelles ; en découpant la couverture, leur action se borne à exhumer le socle cristallin [14]. Plus tard, les divers étages du Miocène correspondent, dans la plaine de l'Hérault, à des phases de surrection du massif cévenol [15] ; les débris accumulés en contrebas sont arrachés à un édifice qui se désagrège superficiellement ; il est très probable que les *terres rouges*, bien visibles par exemple dans la Vallée Française, sont héritées d'une longue période où l'action des climats tropicaux humides favorise l'hydrolyse des silicates dans le bâti cristallin. Celui-ci comprend [16] :

1. Une masse de schistes sériciteux (d'aspect soyeux) qui se déploie sur 400 à 500 km². Ces roches, que leur forte teneur en argile rend très vulnérables, sont entrelardées ou truffées de bancs ou noyaux plus riches en quartz et ainsi beaucoup plus résistants ; c'est de là que vient le dessin déchiqueté des *serres* [17]. Les principales crêtes sont orientées du Nord-Ouest au Sud-Est ; elles s'élèvent entre 600 et 950 m. Certaines furent autrefois des *drailles* très fréquentées.

2. Des batholithes de granite qui pénètrent le fonds schisteux et forment au Nord le Lozère (1.650 à 1.700 m), le Lingas et l'Aigoual au Sud (1.400 à moins de 1.600 m) ; ce dernier se poursuit vers l'Est, mais le granite est profondément excavé dans le bassin de la Salindrenque où des sommets arrondis n'atteignent plus que 500 à 600 m de haut. Ces montagnes granitiques doivent en somme leur altitude et leur hardiesse aux fractures le long desquelles elles ont été soulevées ; autrement, leur composition pétrographique en fait des masses profondément altérables ; *boules* du Lozère, arène et *gore* très épais de l'Espérou (sources de la Dourbie) et des bassins de Lasalle et de Saint-Jean-du-Gard [18].

3. La granitisation s'est accompagnée de métamorphisme expliquant la présence de zones migmatisées : gneiss de Bonnevaux, au Nord de Bessèges ; Bougès et Ventalon, au Sud du Lozère ; zone quartziteuse étirée de Meyrueis au col d'Uglas, au Nord de Saint-Jean-du-Gard ; crête du Liron dont le voisinage avec le bassin de Lasalle fournit un exemple d'érosion différentielle dans les roches cristallines.

4. Au Sud, le pays viganais est composé de terrains primaires (schistes, calcaires et grès) charriés et cassés le long de failles orthogonales : massif de Saint-Bresson (600 à 700 m), zone schisteuse du Rieutord et de l'Hérault au Nord de Sumène, etc... [19].

Les vallées cévenoles ne se sont pas creusées d'un seul coup ; partout, aussi bien dans la Gardonnenque schisteuse que dans les secteurs granitiques, existent des replats perchés au-dessus du fond des vallées. C'est au cours des périodes froides du Quaternaire que les terres, vraisemblablement fossilisées sous les sols forestiers du Pliocène, ont été évacuées vers l'aval. Cet héritage s'est accru du produit des actions cryoclastiques qui ont dû fournir un abondant matériel. Mais ce qui reste de tout cela représente peu de choses : des nappes et bourrelets soliflués ou simplement descendus le long des versants, des lambeaux de terrasses que grignotent les grandes crues de l'époque historique... Il s'y ajoute les apports

éoliens qu'a décelés P. Marcelin dans les sols d'humus alpin de l'Aigoual, les couches fines de la Vallée Française et les arenés granitiques des environs de Saint-Jean-du-Gard ; ces poussières, reprises par le vent lors des phases sèches du Quaternaire froid, sont, de l'avis de cet auteur, « un des éléments les plus abondants de la terre fine dans l'ordre des débris dont le diamètre est inférieur à 1 mm. » [20]. L'histoire complexe du creusement, dont les périodes restent à dater et à expliquer, rend compte de l'éparpillement en apparence désordonné de l'habitat ; ces terroirs ont porté des cellules de peuplement proportionnelles à leur extension et c'est une véritable « faim de terre » qui a conduit les défricheurs à mettre périodiquement en culture des versants très inclinés et enduits d'une mince et fragile pellicule terreuse ; la destruction de la végétation arbustive a facilité ainsi l'appauvrissement du sol en éléments fins et son enrichissement en cailloux.

En tenant compte à la fois du relief et de l'évolution morphologique, on peut répartir les terres cultivables de la façon suivante : celles des niveaux supérieurs (800 à 900 m) recouvrent les vestiges de la surface post-hercynienne (Bonnevaux au Nord-Est, terroirs situés plus à l'Ouest entre le col de Salidès et Saint-Julien-d'Arpaon [21], banquette de Saint-Paul-Lacoste perchée au-dessus de la rive droite du Galeizon) ; celles des fonds des grandes vallées correspondant à ce qui demeure de la dernière terrasse du quaternaire récent ; enfin celles des versants dont la situation atténue l'intérêt économique aujourd'hui.

Comme élément répulsif de la nature cévenole, le climat ne le cède en rien au relief ; il lui doit en fait nombre de ses aspects. Le seul bénéfice, appréciable il est vrai, qu'en retire l'agriculteur, est une longue saison végétative ; autrement, tout ici n'est qu'excès et irrégularités !

Dans le domaine des *serres*, les hivers sont brefs et modérés. Même au cours d'une décennie réputée froide, comme le fut celle de 1940-49, janvier, mois le plus rigoureux, offre à Valleraugue une moyenne de 3,4. En trente ans, le thermomètre n'y est tombé que dix-neuf fois au-dessous de — 10° C, dont treize fois en janvier [22]. Les conséquences morphologiques d'un tel régime sont nulles et il ne se manifeste aucun agent d'érosion dite periglaciaire. Biologiquement, la douceur relative de l'hiver ne présente pas que des avantages ; E. Reynier par exemple a mis l'accent sur la succession trop prolongée de ces hivers tempérés qui, de 1845 à 1857, ont beaucoup favorisé la pébrine et autres maladies du ver à soie [23].

Si le risque des gelées printanières n'est pas entièrement exclu, l'insolation est d'autre part déjà sensible à cette époque de l'année et ce caractère a bien contribué à la prospérité cévenole au temps de la sériciculture ; en effet, l'éclosion des œufs du *bombyx* puis les mues du ver (avril à juin) n'auraient pas toléré des printemps tardifs et froids condamnant la larve à mourir de faim [24]. Cette précocité de la saison végétative suggère des rapports probables entre le climat et l'occupation humaine ; un raisonnement identique vient à l'esprit lorsque l'on considère la durée des automnes qui sont souvent, avec leurs journées ensoleillées, comme le prolongement de l'été, sans les inconvénients certains que cette saison réserve au paysan.

C'est alors en effet que règnent les hautes températures tandis que sévit la sécheresse. P. Estienne estime à plus de 22° C la moyenne de juillet dans la partie basse des versants et il pense que ce chiffre respectable doit être approché en août. A Valleraugue, le thermomètre a enregistré cent quatorze fois dans l'année moyenne plus de 25° C pendant la décennie 1940-49 [25]. Combinées avec la pénurie des précipitations estivales, ces températures provoquent une forte évapotranspiration, épuisant la réserve d'eau du sol, compromettant la récolte d'herbe sur les prairies artificielles, forçant certaines années les éleveurs à acheter du foin pour nourrir le bétail en hiver.

L'altitude et la continentalité altèrent évidemment ce régime : les montagnes sont plus froides, les hivers y sont plus longs, les gelées printanières plus fréquentes et plus tardives, les étés plus frais. Cela se remarque bien lorsque, dans le secteur de l'Aigoual, on peut comparer les moyennes mensuelles de trois stations (1902-12) [26] :

	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep.	Oct.	Nov.
Valleraugue ... (378 m.)	10°3 C	14°2	17°4	19°1	20°3	15°2	11°6	6°9
St-Sauveur-Pls . (934 m.)	5°3	10°4	15°	18°2	18°5	13°5	9°3	4°4
Mt Aigoual ... (1.567 m.)	0°7	5°6	9°3	11°7	12°5	8°2	4°7	0°4

Sur le versant méridional du Mont Lozère, R. Prieur [27] note des conditions sévères. Le Pont-de-Montvert, pourtant abrité au fond de la vallée du Tarn, connaît des moyennes mensuelles basses : — 0°1 en janvier (les inversions de températures n'y seraient-elles pour rien ?), 16°2 C en juillet ; il y sévit trois mois de gelées quotidiennes et deux mois de gelées occasionnelles... Sur le Lozère, entre 1.200 et 1.500 m de haut, côté Sud, celles-ci occupent cinq à sept mois. La rigueur et l'étalement de la saison froide se traduisent aussi par la durée de l'enneigement ; tandis que dans le domaine des *serres* la neige arrive soudain en flocons épais et abondants, principalement au cœur de l'hiver, imposant de lourdes servitudes pendant quelques jours, plus haut la couche n'est guère moins épaisse mais elle persiste durant des mois ; sous le faite du Lozère, les hameaux et les fermes doivent être débloqués chaque année « au prix d'un travail renouvelé plusieurs fois au cours de l'hiver ». Toutefois, c'est l'exposition au Sud qui a engagé l'habitat à s'installer de façon permanente, malgré ces contraintes, jusqu'à près de 1.200 m sur le pan méridional du Bougès et plus de 1.200 m sur celui du Lozère ; cela représente une différence d'altitude de 200 m au moins avec les versants de ces montagnes qui sont tournés au Nord. Le phénomène d'adret influe visiblement sur la durée de la saison végétative et le peuplement humain.

La pluviométrie est remarquable par ses extravagances. La Cévenne est très arrosée ; mais annoncer plus de 1.500 mm de moyenne annuelle dans la plupart des postes et pour de longues périodes d'observation ne signifie pas grand chose :

les variations annuelles sont énormes et la concentration saisonnière des précipitations est considérable. Le rapport de l'année la plus arrosée à l'année la plus sèche est compris entre 3 et 4 [28]. Dans l'année, le rapport du mois le plus arrosé au mois le plus sec est de l'ordre de 4,45 à 6 (Vialas, Le Vigan). L'indicatif saisonnier est franchement méditerranéen : A P H E.

L'été est généralement sec et il ne recueille dans l'ensemble que 10 à 15 % des précipitations de l'année ; des orages peuvent accentuer les écarts à la moyenne : à Vialas et à Valleraugue, il est tombé jusqu'à six et sept fois le volume moyen observé en juillet [29]. Inversement, le total enregistré de juin à août peut ne représenter que la moitié de la moyenne estivale [30].

Après l'aridité estivale, les pluies d'automne surviennent, en rideaux immenses, opaques et drus : il tombe alors en moyenne deux fois et demi à trois fois et demi plus d'eau que la saison précédente n'en a reçu. Toutefois, ces excès n'ont rien de régulier : en général, le mois d'octobre connaît l'abondance après « les hésitations de septembre » ; mais il se peut que règne alors une véritable sécheresse (1963, 1967) ou que le pluviomètre enregistre un total impressionnant (en octobre 1911, 1.022 mm à Vialas : le cap des 500 mm franchit sept fois sur soixante au Pont-de-Montvert et à Valleraugue). La brutalité du ruissellement peut créer les conditions d'un écoulement en nappe en dépit de la raideur de la pente dans les *valats* ; cela aide à mieux comprendre la fragilité des terroirs de versants et la puissance de destruction que recèle une rivière cévenole quand elle est chargée de boue.

L'hiver est la saison pluviométrique la plus modérée et la plus régulière. C'est une période d'accalmie entre les *maxima* d'automne et de printemps. P. Estienne lui accorde environ le tiers du total annuel ; l'eau tombe sous forme de neige mais surtout de pluie. Au point de vue agricole, c'est essentiellement par la nature des précipitations que l'hiver opprime plus ou moins l'habitant ; l'altitude joue un rôle de premier plan.

Le printemps se remarque par une recrudescence de la pluviosité : on y observe même des averses de durée aussi longue et d'intensité aussi forte qu'en automne et, certaines années, il évince cette dernière saison du *maximum* principal. Mais il lui arrive aussi d'être déficitaire, ce qui aggrave la question de la sécheresse estivale [31].

En somme, il y a dans ce régime pluviométrique deux moments de l'année où le problème de l'eau est pour le moins préoccupant :

— *en été*, le manque d'eau atmosphérique est un phénomène habituel ; que cette saison puisse recevoir de copieuses averses ne change pas grand chose à la situation ; ce ne sont que des exceptions, pas toujours bienvenues car trop souvent les orages s'accompagnent de grêle. L'eau qui humecte la couche superficielle est rapidement pompée ; la réserve emprisonnée sous les loupes de terre s'épuise à son tour et le débit des sources s'amenuise de façon dramatique [32]. C'est l'époque où les incendies de forêts, moins spectaculaires qu'en Provence, alimentent cependant la chronique locale [33] ;

— en automne (à peine moins au printemps), ruisselle une eau précieuse qu'on ne peut retenir et les abats formidables qui se produisent de temps en temps détériorent les biens et les travaux des hommes et sont capables de les ruiner en quelques heures [34].

La Cévenne ne connaîtrait pas ces énormités si le relief n'en était la cause fondamentale. Tous les auteurs insistent sur les traits majeurs qui sont responsables de l'abondance et des excès : *la vigueur d'un talus élevé face au Midi, précédé de crêtes qui guident les nuages jusqu'à ces « bouts du monde » où ils crèvent enfin*. « La barrière des Cévennes appelle dans les bassins des condensations inouïes », écrivait Maurice Pardé en 1919... Et en 1956 P. Estienne : « le relief des *serres* constitue un terrain favorable aux contrastes de pluviosité avec des vallons orientés au Sud-Est et complètement verrouillés à l'amont... les longues crêtes tendent à canaliser les courants de vent et à accentuer les contrastes de versants ». Plus récemment, par l'analyse des séries décennales pour huit stations et l'examen des types de temps saisonniers, P. Carrière a démontré le rôle strictement orographique de cette barricade et ses rapports avec la circulation atmosphérique générale. Lorsque celle-ci est *zonale* (c'est-à-dire en été et en hiver), la barrière abrite la Cévenne des courants perturbés de front polaire ; la circulation étant *méridienne* au printemps et en automne, l'escarpement s'oppose à la progression vers le Nord des fronts pluvieux, ce qui explique « la recrudescence des précipitations avec l'altitude le long du versant cévenol » [35].

Les hommes sont parvenus à maîtriser ce pays rébarbatif au prix de travaux qui les ont contraints à y vivre nombreux ; ce fut une des conditions de leur maintien car un effectif modeste, n'ayant qu'une emprise médiocre sur le milieu, en serait devenu la victime. Mais il faut ajouter que, par le rôle de premier ordre qu'elle a joué dans l'alimentation humaine, la châtaigneraie aide à comprendre, dans une économie pourtant assez ouverte, l'expansion démographique et la forte densité de peuplement atteinte à la veille de la Révolution industrielle.

En dépit des entraves créées par la médiocrité des voies de communications, une vie de relations passablement active explique la diversité de la structure sociale et la hiérarchie des centres habités. L'aménagement des terrasses soutenues par des murs vise davantage à y installer des cultures commerciales (surtout le mûrier) que des plantes alimentaires réservées à la consommation locale (céréales, châtaigniers) [36]. Le mouvement de plantation du mûrier traduit par son rythme et son style le caractère spéculatif de la sériciculture ; l'encouragement donné par la politique officielle après les guerres de religion provoque une véritable invasion de cet arbre mais son reflux est aussi spectaculaire quand les maladies du ver à soie, demeurées latentes tout au long du XVIII^e siècle, prennent les proportions catastrophiques d'une épidémie devant laquelle on reste impuissant (1740-50)... L'anéantissement de Lyon par la Convention, puis la concurrence des soies piémontaises au temps de l'Europe napoléonienne, sont néfastes au mûrier mais il s'en replante un grand nombre sous la Restauration [37]. Ce que représentent l'industrie, sous ses formes familiale et manufacturière, et le commerce lointain dans la société rurale, est une preuve de l'intensité des rapports que celle-ci entretient avec les villes et, en premier lieu, celles de la périphérie [38]. Si favorisée soit-elle par l'afflux de numéraire, cette communauté

ne compte pas que des gens riches. Quelques familles de noblesse acquise par la robe plus que par les armes font fructifier des biens en Cévenne tout en passant une partie de l'année en ville [39] ; au-dessous viennent ceux qui exploitent le sol à titre de propriétaires ou sous diverses formes de contrats ; au bas, se presse la masse des brassiers. Les traditions industrielles ainsi que le caractère spéculatif de l'agriculture font de cette paysannerie un secteur économique actif, animé par l'esprit de lucre, ouvert, capable de progrès [40]. Dans quelques bourgs, une classe dirigeante assume des fonctions urbaines : hommes de loi, commerçants en gros, entrepreneurs de transports, distributeurs de matière première et de travail.

Tout ne va pas pour le mieux cependant parmi cette société enrichie grâce à la présence d'une main-d'œuvre nombreuse et qui est peut-être grisée par les succès, assortis de grands risques, de la sériciculture. D'abord, et malgré la demande pressante de bras, le surpeuplement existe et il se traduit, de la part des prolétaires surtout, par un besoin effréné de terres nourricières et par des mouvements migratoires [41]. De plus, la santé du ver à soie est à la merci des magnaniers qui, en voulant forcer la fortune, commettent assez d'imprudences pour ruiner leur propre *éducation* et celles de leurs voisins [42]. Enfin, cette prospérité est commandée à distance par la métropole qui dirige le marché de la soie : Lyon. Ces diverses raisons, brièvement évoquées ici, montrent que les fondements économiques de cette communauté rurale sont assez fragiles pour qu'elle supporte mal l'impulsion de la Révolution industrielle ; au contact d'un monde qui se transforme vite, elle se désagrège. Ce déclin a été plus ou moins lent jusqu'à la guerre de 1914-18 ; le conflit l'accélère brutalement : en quatre ans, l'appauvrissement matériel et le vieillissement démographique auront sans doute parcouru plus de chemin qu'ils n'en avaient fait depuis le milieu du XIX^e siècle. Auparavant, la décadence a été suffisante pour essouffler une région qui avait compté parmi les secteurs avancés de l'économie nationale ; à la faveur de l'émigration, des transformations sociales ont eu lieu, qui n'ont pas résolu pour autant la question du surpeuplement ; en effet, si les hommes se sont trouvés numériquement plus à l'aise, ils ont en revanche souffert d'un manque de direction, initiatives et capitaux s'étant davantage intéressés à des affaires extérieures.

Mais d'autre part la houille devient à cette époque un élément primordial de la géographie de l'énergie et de la métallurgie du fer ; son exploitation contribue à l'édification d'une région industrielle [43] qui accueille au voisinage immédiat des vallées appauvries ceux qui ne trouvent plus les raisons d'y demeurer et d'autres qui, selon diverses modalités, associent une activité extractive dans le bassin et le travail de la terre dans leur commune d'origine. Au surplus, la politique ordinairement protectionniste des gouvernements de la III^e République a permis le maintien d'un système agricole chancelant et a soutenu ainsi une industrie rurale dont la dépendance vis-à-vis des villes directrices accentuait la précarité. Tout cela a longtemps sauvé de la ruine une Cévenne où, en essayant avec un certain succès de perpétuer les éléments d'une richesse révolue, on ne semait en fait que les ferments des archaïsmes futurs. C'est pourquoi les conséquences de la guerre ont été catastrophiques : à cause de la mortalité formidable qui a frappé les jeunes hommes, la maîtrise du sol s'est énormément affaiblie ; d'autre part, la fécondité s'est effondrée. Les dévaluations monétaires consécu-

tives au conflit, les abandons par découragement expliquent le dénuement où la crise des années 1930 a placé la région [44]. Après la dernière guerre, le rajeunissement est incontestable ; il correspond à une hausse de la fécondité qui, on le sait, a caractérisé la France et à laquelle la Cévenne n'a pas échappé.

C'est l'examen du bilan démographique en 1962 que propose la première partie de cet ouvrage. On dispose à cet effet d'un recensement auquel on peut accorder crédit ; il permet de prendre la mesure de ce regain à un moment où se précise la décadence du bassin houiller [45] et où la naissance de l'Europe des Six accroît ou renouvelle les difficultés des industries sur la bordure méridionale. C'est aussi l'époque où le législateur s'attaque hardiment aux problèmes de l'agriculture [46]. Pour ces diverses raisons, il est indéniable que la Cévenne aborde des temps nouveaux et malaisés et il paraît légitime d'en décrire les aspects humains avant que se poursuive l'évolution.

Comme la situation observée ne peut se comprendre que par référence à un passé vieux de plus d'un siècle, l'analyse nous conduit ainsi jusqu'à la veille de la Révolution industrielle, alors qu'un certain équilibre se réalise entre un peuplement dense et une variété de ressources que le dynamisme de l'habitant lui permet de recueillir. Les étapes de cette recherche constituent la seconde partie de ce travail.

Il ne restera plus dans un troisième temps qu'à explorer la période récente pour envisager l'avenir. La dévitalisation se révèle à travers l'examen du mouvement naturel, du bilan migratoire et du dénombrement de 1968. La gravité du malaise rural se mesure par l'analyse du *recensement général de l'agriculture* (1970-71). Vieillis ou découragés par les obstacles de la vie quotidienne, inhibés par la perspective d'une existence inévitablement médiocre, les paysans ont-ils assez de volonté et de moyens pour rentabiliser leurs exploitations, enrayer l'exode des jeunes et vivre mieux sur place grâce à l'intensification du tourisme ?

Un retournement de l'évolution que subit la Cévenne depuis trop longtemps est-il concevable alors que la conversion du bassin houiller n'avance guère, qu'il se transforme en un séjour de retraités, ce qui n'est pas précisément favorable à une renaissance économique ? Quant aux petites villes de la périphérie, elles risquent bien d'être ravalées au rang de simples bourgades dans un réseau dont les têtes seraient Alès et, plus loin, les villes de la vallée du Rhône, de la plaine bas-languedocienne... et d'ailleurs.

NOTES

- [1] Ph. Arbos, 1951, p. 94.
- [2] La Cévenne vivaraise a été décrite naguère par P. Bozon (1961).
- [3] Sans compter Alès (environ 43.000 habitants au recensement de 1968).
- [4] Terrasses de cultures aménagées sur les versants.
- [5] M. Lorblanchet, 1967. Abondante bibliographie.
- [6] F. Firbas, 1932. Depuis cette époque, les analyses polliniques se sont multipliées : je ne cite ici que M. Van Campo et G. Aymonin, 1962 et N. Planchais, 1973 (bibliographie détaillée). Selon les six profils étudiés dans le messif de l'Aigoual par ce dernier auteur, le châtaignier ne s'est pas encore répandu à la fin de l'*Atlantique* sur les versants cévenols qui sont alors colonisés par une chênaie caducifoliée ; « la chênaie verte commence seulement à se développer si l'on en juge par l'apport lointain, encore infime, des pollens de *Q. Ilex* » (p. 305).
- [7] H. Smotkine, 1945 et 1966.
- [8] Em. Le Roy Ladurie, 1966, p. 211-13 et p. 759.
- [9] *Idem. ibidem*, et Ch. Teissier du Cros, 1903.
- [10] Ce sont surtout des Lozériens. Sous l'Intendance de Balainvilliers, à la veille de la Révolution de 1789, l'arrivée de Rouergats et d'Auvergnats, dont certains se fixent, pallie aussi le manque de main-d'œuvre (AD Hérault, C 47).
- [11] J. Braun-Blanquet, 1915, 1923, 1933 a, 1936, 1947, 1953 ; G. Lemée, 1950. Outre les travaux de palynologie (cf. note 6, *supra*), les recherches de pédologie permettent de suivre les avatars de la végétation au cours du Postglaciaire (synthèse la plus récente par F.-R. Warembourg, P. Lossaint et P. Bottner, 1973, avec bibliographie).
- [12] P. Marcelin, 1964. Outre celui de *traversier* (cf. note 4), ces banquettes portent divers noms locaux : *barres*, *bancels* ; le mot *faïsse* est le plus répandu.
- [13] E. Coulet, 1966, p. 544-71.
- [14] P. Demangeon, 1958, p. 155-70. Cette crise s'achève à l'Aquitainien sur un paysage de pénéplaine dont H. Baulig a démontré l'existence sur le Lozère (1928, p. 246-47).
- [15] P. Demangeon, *ibidem*, p. 238-50.
- [16] Description résumée d'après Lapadu-Hargues (1948), B. Gèze (1949) et P. Bussièrre (1957).
- [17] Selon P. Bussièrre, p. 161 : Si O₂, 56,35. Al₂O₃, 24. Fe₂O₃, 4,65. FeO, 3,50. MgO, 2,25. CaO, 0,70. Na₂O, 0,90. K₂O, 3,10. MnO, 0,05. H₂O +, 4. H₂O —, 0,10. Importance des molécules d'eau chargées positivement : cela facilite l'ionisation des sels et libère les cations. La microfissuration qui affecte ces roches très plissotées y favorise le séjour de l'eau et ainsi, leur désagrégation (P. Marcelin, 1962, p. 358).
- [18] Granite calco-alcalin à biotite, grands cristaux de microcline sodique, quartz et plagioclases à grain plus fin (P. Bussièrre, p. 157).

- [19] Pour le Bougès-Ventalon (1.100-1.400 mètres), carte de P. Bussière (1957, p. 161). Pour le pays viganais, coupe et carte de B. G ze (1949, p. 158).
- [20] P. Marcelin, 1964, p. 27 sqq.
- [21] Le mot *can* ou *cham* qui en désigne certains et signifierait *plateau inculte* se justifierait par la carapace d'arkoses jalonnant la surface pré-triasique.
- [22] P. Estienne, 1956, p. 112.
- [23] E. Reynier, 1921.
- [24] Ch. Teissier du Cros, 1903.
- [25] P. Estienne, 1956, p. 113.
- [26] M. Nègre, 1931.
- [27] R. Prieur, 1958.
- [28] P. Estienne, 1956, p. 96. Pour la période 1949-58, ces rapports sont compris entre 2 et 3 (P. Carrière, 1966, p. 273).
- [29] *Idem, ibidem*, p. 101.
- [30] A. Schenk, 1961, p. 849.
- [31] P. Carrière, 1966, tab. 7, p. 279. L'ordre des saisons dans les indicatifs saisonniers varie d'une année à l'autre, preuve supplémentaire, s'il en fallait, de l'irrégularité du régime.
- [32] R. Lamorisse, 1964 b. P. Marcelin, 1964.
- [33] Ils étaient les plus fréquents entre Villefort et la région de La Grand'Combe à cause des escarbilles que crachaient les locomotives à vapeur. Il y avait d'autres causes sur lesquelles on ne s'attardait pas. Deux choses sont certaines : en premier lieu, si les boisements de feuillus (en particulier les châtaigneraies)  taient mieux nettoyés des broussailles qui les envahissent, le feu trouverait difficilement à s'alimenter et à se propager ; mais l'extension de la gen taie et autres peuplements inflammables s'accroît à mesure que les *quartiers* se d vitalisent. Par ailleurs, l'invasion déjà ancienne des *serres* par le pin maritime ( uvre des houillères soucieuses de leur approvisionnement en bois de mine) puis l'enrésinement entrepris par les Eaux et Forêts ou sous l'impulsion de l'Office National des Forêts, par de nombreux propriétaires privés, augmentent sensiblement les risques de dévastation par le feu. Mais comment persuader les possesseurs de parcelles sans valeur de ne pas tenter de leur faire produire quelque chose ?... L'alternative à l'enrésinement semble bien la friche   genêts et à broussailles ! Et la régénération pourtant nécessaire de la châtaigneraie décourage aujourd'hui les meilleures volontés ; il faudrait implanter une variété qui résiste au *Blepharospora cambivora* (responsable de l'encre) et à l'*Endothia parasitica* ; d'origine extrême-orientale (Corée, Japon), *Castanea crenata* S. et Z. pourrait servir de porte-greffe à notre *Castanea sativa* Mill.
- [34] La liste serait longue des dégâts commis par les pluies diluviennes et les crues de la Cèze, des Gardons et de l'Hérault. Les rapports en sont conservés dans les dépôts d'archives départementales. Outre la bibliographie donnée par P. Estienne, quelques études hydrologiques doivent être signalées : L. Davy sur les Gardons (1956), J. Rougé sur l'Hérault (1959) et M. Pardé (1961).
- [35] P. Carrière, 1966. Les séries concernent la décennie 1949-58.

- [36] P. Marcelin (1964) cite de nombreux exemples où, dans toute la Cévenne et à diverses époques, la construction des terrasses a un but manifestement commercial. De même au XIX^e siècle, les prés peu éloignés des chemins de roulage acquièrent une très forte valeur vénale (R. Lamorisse, 1970 b).
- [37] Ch. Teissier du Cros, 1903, p. 33 *sqq.*
- [38] Alès, Ganges, Anduze, Lyon...
- [39] D'après R. Tinthoin (1958), ces familles sont issues d'une aristocratie terrienne ou d'une bourgeoisie anoblie au XVIII^{ème} siècle. Par exemple, l'un des représentants des Verdelhan de Molles est co-seigneur de Saint-Germain-de-Calberte, sieur de Masbernard (Saint-Etienne-Vallée-Française), avocat au Parlement de Toulouse. La noblesse d'armes, puissante au milieu du XVI^e siècle (Monclar, Roure, Grimoard), s'affaiblit vers la fin du XVII^e siècle au profit d'hommes d'affaires et de notaires qui s'emparent de leurs biens hypothéqués (renseignement aimablement communiqué par l'abbé Roux, à Vialas).
- [40] Les contemporains opposent volontiers les vallées où s'est répandue la sériciculture aux hautes terres dont les habitants seraient plus arriérés.
- [41] Migrations rythmées par les travaux agricoles ou commandées par l'extraction houillère ou la construction des voies ferrées régionales.
- [42] Ch. Teissier du Cros, 1903. Compte tenu des investissements en argent et en travail, les bénéfices peuvent être, certaines années, fabuleux. Le caractère hasardeux de cet enrichissement favorise les superstitions.
- [43] En lui ouvrant des débouchés, les chemins de fer justifient l'exploitation de la houille et lésent du même coup la région d'où on l'extrait (cf. R. Dugrand, 1963, livre I, ch. 2, *Les capitaux industriels*).
- [44] Sacrifié par l'esprit patriotique dès 1914, l'or a manqué. Toutefois, à l'époque où on aurait pu s'en servir, la thésaurisation et les placements extérieurs défavorisaient l'économie locale.
- [45] La production d'après-guerre a culminé vers la fin des années 1950.
- [46] Sous M. Debré et E. Pisani, celui-ci au Ministère de l'Agriculture depuis août 1961.

PREMIERE PARTIE

LA SITUATION DEMOGRAPHIQUE
EN 1962



Un quartier de la Vallée Française : La Roque (commune de Molezon).

Sous une lanière de la surface post-hercynienne exhumée, versants aménagés en bancels, châtaigneraie substituée à la chênaie et mitée par la lande.

Chapitre unique

La jeunesse guettant l'âge de partir, le chiffre global de la population se maintenant à peine grâce au retour ou à l'installation de vieilles personnes, un bilan migratoire pourtant négatif, même pour des ensembles industriels, une balance naturelle déséquilibrée sous le poids d'une mortalité forcément élevée et que ne peut compenser une fécondité bien modeste, voilà les aspects qui caractérisent la démographie cévenole. L'examen de la répartition géographique ainsi que l'analyse des structures et mouvements de cette population révèlent une situation très inquiétante, liée aux tares dont souffre une économie engoncée dans le passé.

I. LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE [1]

L'assiette administrative de chaque groupe humain est la commune ; or le géographe lui reproche de n'offrir qu'une enveloppe abstraite de la réalité. Habitué à travailler sur de grands nombres, le démographe, quant à lui, se rebute devant ces échantillons-miniatures de quelques dizaines ou centaines d'habitants. Malgré les objections sérieuses qu'il soulève et qui devraient même en proscrire l'utilisation, ce concept de « population municipale » offre l'avantage de la commodité et c'est une base de départ pour des recherches plus approfondies.

Le terrain étudié comprend 109 communes ou groupements de communes comptant chacun plus de cent habitants [2]. Les paramètres de dispersion de leur série classée se présentent ainsi :

Extrême inférieur :	102 hab.	Quartile supérieur :	877 hab.
Quartile inférieur :	213 hab.	Décile supérieur :	2.437 hab.
Médiane :	368 hab.	Extrême supérieur :	14.440 hab.

Le tableau suivant montre à la fois la distribution des 109 éléments selon la population et l'apport de chaque tranche ainsi ordonnée :

Lim. sup. de classe	Fréquences cumulées		Lim. sup. de classe	Fréquences cumulées	
	Comm.	Hab.		Comm.	Hab.
100	0	0	900	74,4	24
200	18,8	2,8	1.000	76,2	25,8
300	46	9,3	2.000	83,6	35,6
400	54	12,2	3.000	92	55
500	62,5	15,9	4.000	96,5	71,5
600	66	17,9	5.000	97,7	76
700	68	19	10.000	99,1	86,3
800	73,5	23,3	15.000	100	100

Les fréquences étant cumulées (cumulation directe), la médiane indique que la moitié des Cévenols se dissémine dans 90 % des localités et que le reste est rassemblé dans une dizaine d'agglomérations ; on songe d'emblée au contraste brutal opposant le bassin industriel ou les villes de bordure et l'arrière-pays montagnaux. La médiane est plus significative encore : la moitié des communes n'abrite que 11 % de la population recensée, soit douze mille personnes environ.

La difficulté d'une représentation cartographique réside dans la faiblesse numérique de cet ensemble ; la dyssymétrie de la série inviterait à la traiter mathématiquement selon la loi log-normale mais, pour la raison évoquée, les points de rupture où se brise la courbe semblent bien peu significatifs. Il paraît ainsi plus efficace de recourir à un procédé empirique où le choix des classes peut se justifier comme ci-après.

Au-dessous de 300 habitants, se traduit bien l'indigence démographique des vallées rurales et de leur cadre montagnard occidental.

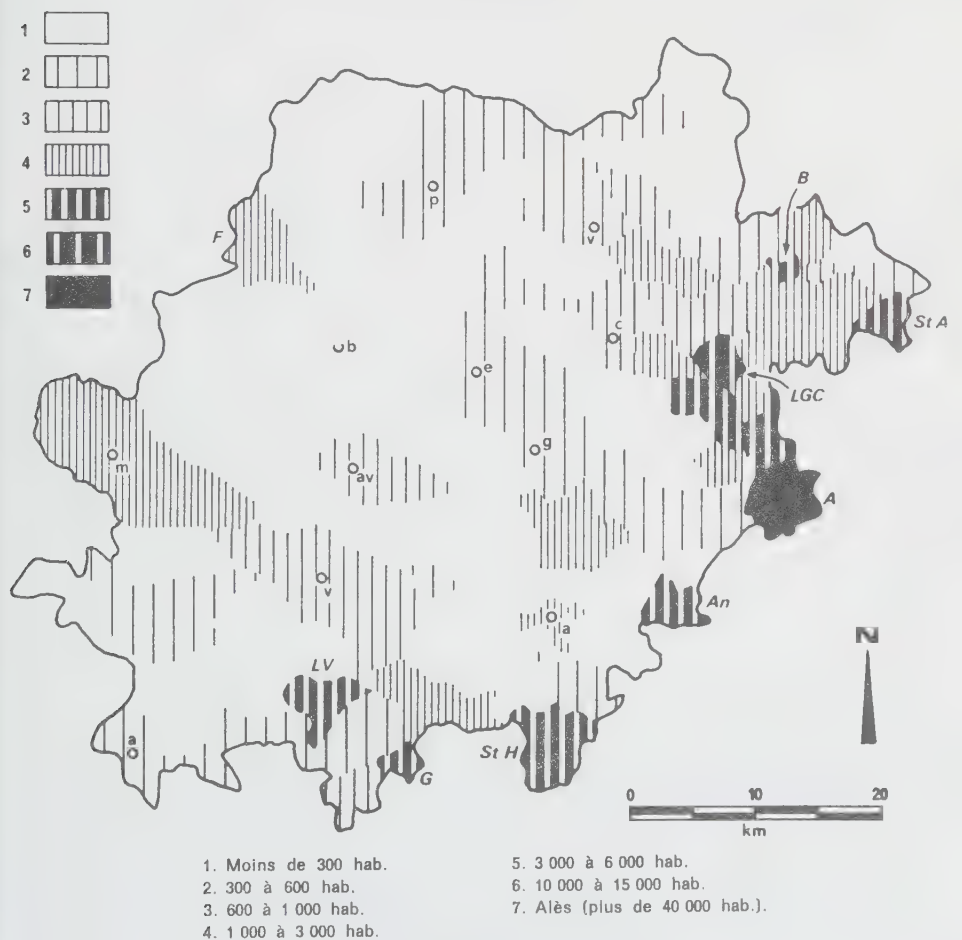
Entre 300 et 600 habitants, se rencontrent des villages déchus de leur importance passée et des communes situées assez près des villes pour en subir l'influence (phénomène de « redéversement » et migrations alternantes). Dans le premier cas, Vialas, Le Pont-de-Montvert, Saint-Germain ou Saint-Etienne se distinguent aisément parmi leurs voisins faiblement peuplés et sans doute le rapprochement n'est-il pas fortuit que l'on fait entre ces localités de médiocre envergure et leurs environs où il ne reste plus grand chose à animer. Par ailleurs, on voit se manifester au Sud l'influence de Ganges et du Vigan, ou encore celle du bassin houiller dans la vallée de la Cèze.

La classe comprise *entre 600 et 1.000 habitants* est surtout intéressante à l'Est où elle permet de voir mourir l'influence de l'industrie lourde sur le peuplement.

Dans la catégorie suivante (1.000 à 3.000 habitants), se trouvent des centres qui semblent commander une petite région (Saint-Jean-du-Gard, Lasalle, Sumène, Meyrueis et, sous-préfecture d'un arrondissement dévitalisé, Florac) ; on y compte aussi presque toutes les communes houillères.

L'avant-dernière classe est représentée par quelques localités industrielles du Nord-Est et comprend également les « portes » cévenoles. Viennent enfin La Grand'Combe et Alès.

Fig. 2 - REPARTITION DE LA POPULATION MUNICIPALE EN 1962.



Abr. A : Alès - An : Anduze - B : Bessèges - F : Florac - G : Ganges - LVC : La Grand'Combe - LV : Le Vigan - St-A : St-Ambroix - St-H : St-Hippolyte.
 a : Alzon - av : St-André-de-Valborgne - b : Barre-des-Cévennes - c : Le Collet-de-Dèze - e : Saint-Etienne-Vallée-Française - g : St-Germain-de-Calberte - ia : Lasalle - m : Meyrueis - p : Le Pont-de-Montvert - v : Vialas.

Erratum : Sur la carte, remplacer g par e et réciproquement, les initiales des deux villages étant interverties.

Cette carte conduit à évoquer les rapports qui existent entre le chiffre de la population, les activités qu'elle exerce et son mode de répartition. On peut ainsi proposer trois grands ensembles : la population rurale, celle du bassin houiller, celle des villes du pourtour [3].

Dans la *première catégorie*, les densités brutes sont faibles [4] : inférieures à 10 hab./km dans 29 communes, comprises entre 10 et 19 dans 30 autres, supérieures à 19 ailleurs (8 communes) ; le plus fort rapport observé atteint 34. Parmi les actifs, les agriculteurs détiennent la majorité relative et leur pourcentage est habituellement élevé : au moins 40 dans 63 communes, au moins 60 dans 37 d'entre elles. La proportion des paysans varie *grosso modo* en fonction inverse de la densité :

Densités brutes (hab./km ²)	Pourcentages d'agriculteurs dans la population active			
	moins de 40	40 - 59,9	60 - 80	plus de 80
35 à 20	2	6		
19 à 10	2	14	10	4
moins de 10		6	15	8

Une lecture diagonale du tableau montre que, sur un total de 67 communes, 55 cas obéissent à la règle énoncée. Il faut pourtant admettre que le reste est aberrant : dans une localité, la présence de quelque commerçant, deux ou trois artisans ou représentants des services publics suffit à perturber la relation examinée ici [5]. Il n'y a pas dans ce domaine un contraste flagrant entre une partie occidentale moins peuplée et une partie orientale où les hommes sont plus nombreux ; une telle opposition se justifierait du fait qu'à l'Est et au Sud, l'influence du périmètre industrialisé remonte quelque peu dans les vallées. La réalité est plus complexe et cela tient au cloisonnement du relief, à ce que les vallées s'insinuent profondément dans le massif, aux contacts menagés entre la Cevenne schisteuse, les montagnes granitiques et les Grands Causses. Cet aspect naturel a favorisé l'éclosion de bourgs dont les fonctions d'échanges et d'animation du milieu rural n'ont pas entièrement disparu : c'est pourquoi, en dépit de leur déclin, ils se remarquent par une certaine hausse de la densité et un affaïssement de la proportion des paysans (Valleraugue, Saint-André-de-Valborgne, Meyrueis, Le Pont-de-Montvert...).

Le *second ensemble* concerne des communes dont la population occupée à la mine de charbon et dans l'industrie lourde arrive en tête des rubriques d'activités [6]. L'éventail des densités brutes est très ouvert, s'étendant de 28 à 1.231. Selon ce caractère, les localités se distribuent ainsi :

Moins de 100	8	151 à 350	10
100 à 150	3	Plus de 350	3

Une telle dispersion amène à penser que le rôle du charbon, très sensible sur le carreau même de la mine, s'amenuise rapidement à mesure qu'on s'en éloigne, et conduit à rechercher s'il existe une relation entre densité et structure socio-professionnelle.

Ce rapport ne se vérifie que pour une minorité de communes :

Densités brutes (hab. au km ²)	Proportion de population active industrielle				
	moins de 40	40-49,9	50-59,9	60-70	plus de 70 %
Plus de 350			1	2	
151-350	2	3	3	2	1
100-150			2	1	
Moins de 100	1	3	2	1	1

L'hypothèse se justifie dans deux séries de cas : d'une part dans les communes où la résidence coïncide avec le lieu de travail (agglomération de La Grand'Combe, vallées de la Cèze et de l'Auzonnet) ; eu égard cependant au genre d'activité dont on connaît le pouvoir de concentration humaine, ces densités restent modestes ; seules Bessèges et La Grand'Combe présentent des quotients « industriels ». Elle se confirme d'autre part dans les communes rurales de bordure où les densités et les pourcentages de population active industrielle sont faibles, alors qu'ils étaient évidemment forts dans le cas précédent. Mais il y a aussi les communes rurales dont une partie de la population active est sollicitée par la proximité de la mine ou de l'usine distantes de quelques kilomètres ; leurs densités sont médiocres tandis que les pourcentages envisagés ici atteignent un niveau élevé : ainsi Peyremale et Bordezac (67,6 et 75) dans la zone d'attraction de Bessèges, Chambon et Portes dans celle de La Vernarède (52,5 et 61,3). La position surprenante de Cendras et de Saint-Martin-de-Valgagues (151 à 350) vient de ce que l'influence d'Alès y est forte : dans ces communes de banlieue règnent des densités élevées, mais la part de population active industrielle se trouve atténuée au profit du secteur tertiaire.

La répartition observée exprime une *industrialisation ponctuelle* ; l'organisation du relief et la tectonique du bassin en sont au premier abord les raisons essentielles. Mais il est hors de doute que le caractère incomplet de cette industrialisation, à partir de l'exploitation du combustible, en porte aussi la responsabilité ; car si la houille avait trouvé sur place son utilisation, on n'enregistrerait pas ces ruptures brutales de densité d'une localité à l'autre. Il est notable que dans les vingt-quatre communes de l'échantillon (Alès et Saint-Ambroix étant laissées de côté), la population active industrielle est entièrement masculine, ou peu s'en faut ; que dans quatre communes seulement (Bessèges, Foussignargues, Bordezac et Peyremale) les ouvriers métallurgistes l'emportent sur les mineurs et que, dans trois autres cas (Robiac, Gagnières et Saint-Martin-de-Valgagues), la proportion s'établit à quelque deux mineurs pour un métallurgiste ; que partout ailleurs, les mineurs de charbon forment pratiquement la totalité de cette population.

De plus, l'aspect rural de ce domaine se dénonce par les faibles densités communales de groupes où se trouvent en abondance mineurs et ouvriers : cela révèle l'existence de ce type social propre aux régions industrielles attardées : *l'ouvrier-paysan*. Les tableaux officiels de l'I.N.S.E.E. (PA 15 et 21) ne permettent pas de le déceler mais le dépouillement des bulletins individuels et des bordereaux de maison montre qu'une proportion appréciable d'exploitations agricoles sont aux mains de mineurs et ouvriers en retraite ou en activité.

Enfin, Alès mise à part, *aucun centre urbain ne se détache nettement*. Bessèges et La Grand'Combe ne semblent que des agglomérations plus grosses que leurs voisines, sans influence véritable sinon par le travail qu'elles offrent à leur population. La simplicité du réseau est sans conteste due au pouvoir d'attraction d'Alès, mais aussi à la manière dont se présente le peuplement industriel : on conçoit mal en effet que, parmi une population demeurée tant soit peu rurale malgré ses activités dominantes, des villes puissent se développer avec des aspects tertiaires nombreux et variés. Au fond, la place ambiguë de Saint-Ambroix est un indice de son rôle traditionnel [7], tandis que La Grand'Combe, création du charbon, n'est qu'un relais de l'influence alésienne dans la Vallée Longue et dans le couloir régordan.

Entre Anduze et Le Vigan, se déroule une ceinture très discontinue de densités brutes supérieures à 50, en relation avec un autre style de peuplement. Les villes ont ici une histoire précoce dans la vie de relations et la diffusion de l'industrie dans les vallées. Aujourd'hui, la nature de leurs fonctions et l'importance relative d'activités variées (mines métalliques, industrie textile, etc...) en rendent la classification incommode.

a) Les densités brutes, supérieures à 50, sont généralement plus faibles que celles observées dans le bassin houiller.

b) Dans cinq localités, la population active industrielle est largement majoritaire et le secteur commercial est écrasé (moins de 10 %). Arre, Bez et Esparon, Molières-Cavaillac, Aulas et Saint-Laurent-le-Minier.

En résumé, cette catégorie s'identifie à la précédente par divers caractères dont on connaît désormais la signification : mosaïque de densités dont les variations ne sont pas obligatoirement liées à celles de la structure socio-professionnelle, juxtaposition d'agglomérations ouvrières et d'exploitations agricoles dispersées, liens sociaux entre la culture du sol et le travail à la mine ou en usine, villes où l'industrie prime les fonctions tertiaires.

On peut conclure cet exposé sur deux plans différents. Au point de vue *méthodologique*, la notion de densité brute, associée à d'autres critères, s'est révélée un moyen d'investigation utile puisque, la série des quotients étant ordonnée, leur regroupement a fait apparaître des modes traduisant une intensité et un style d'implantation ; mais le choix d'un classement assez large ne permet pas d'éliminer les aberrances, comme celles qui sont dues à l'ampleur ou à l'exiguïté d'une commune par rapport à la superficie moyenne de l'ensemble auquel elle appartient. Il est intéressant de confronter la densité avec l'un de ses facteurs, la structure socio-professionnelle, dont on ne retient pour la commodité que l'aspect prédominant. Au point de vue *géographique*, trois domaines se dis-

tinguent : le premier est caractérisé par la prédominance des agriculteurs ; dans la partie la plus occidentale, les densités sont médiocres ; deux centres se remarquent, en relation avec la voie de passage que constitue le *Vallon* sous-causse-nard : Meyrueis et Florac ; vers l'Est, les densités augmentent, la structure sociale se différencie et des bourgs apparaissent. Au Nord-Est, les densités du bassin houiller sont beaucoup plus élevées ; la structure socio-professionnelle y est peu diversifiée et les agglomérations urbaines n'exercent qu'une influence urbaine très limitée lorsqu'elle n'est pas nulle. Au Sud enfin, la complexité s'accroît du fait d'activités industrielles variées et d'une influence urbaine, peu évidente au premier abord, mais qu'exercent forcément des centres situés à la charnière de régions naturelles différentes.

L'ensemble est incontestablement dominé par Alès qui est non seulement, et de loin, la ville la plus peuplée, mais surtout celle où les activités commerciales révèlent des flux bien plus efficaces que partout ailleurs.

II. LES STRUCTURES DEMOGRAPHIQUES

A. Les enseignements du diagramme triangulaire (fig. 3)

Les points correspondants aux cent-neuf unités de peuplement se répartissent dans un secteur dont le périmètre est défini par les valeurs suivantes :

Jeunes (0-19 ans)	14,5 et 41 %
Adultes (20-59 ans)	32,5 et 55,5 %
Vieillards (60 ans et plus)	9,9 et 39,1 %

Ces écarts reflètent des structures très contrastées ; d'après les signes utilisés, on voit se répartir trois ensembles :

- les communes rurales occupent généralement la partie supérieure du diagramme et leur population est vieillie par rapport à celle des autres ;
- les localités du bassin houiller, situées dans la partie inférieure de la figure, sont sensiblement plus jeunes ;
- les communes manufacturières et les villes ont une position intermédiaire et celle d'Alès est à peu près identique à celle de la France.

L'éparpillement des points n'est pas dû au hasard ; les quelques « nuages » que l'on peut observer indiquent un vieillissement plus ou moins accentué mais ils en suggèrent aussi les raisons possibles ; en effet, chaque point est la synthèse de trois variables : en démonter le mécanisme devrait permettre de définir des modes en fonction du rôle prépondérant de l'un des facteurs ou de la combinaison de deux d'entre eux. Les lignes d'*indice de vieillesse* remarquables ont été inscrites sur la figure 50, l'indice national en 1962 ; 85 et 130, ces lignes passant à travers des zones de moindre ponctuation. Quatre quartiers se délimitent, numé-

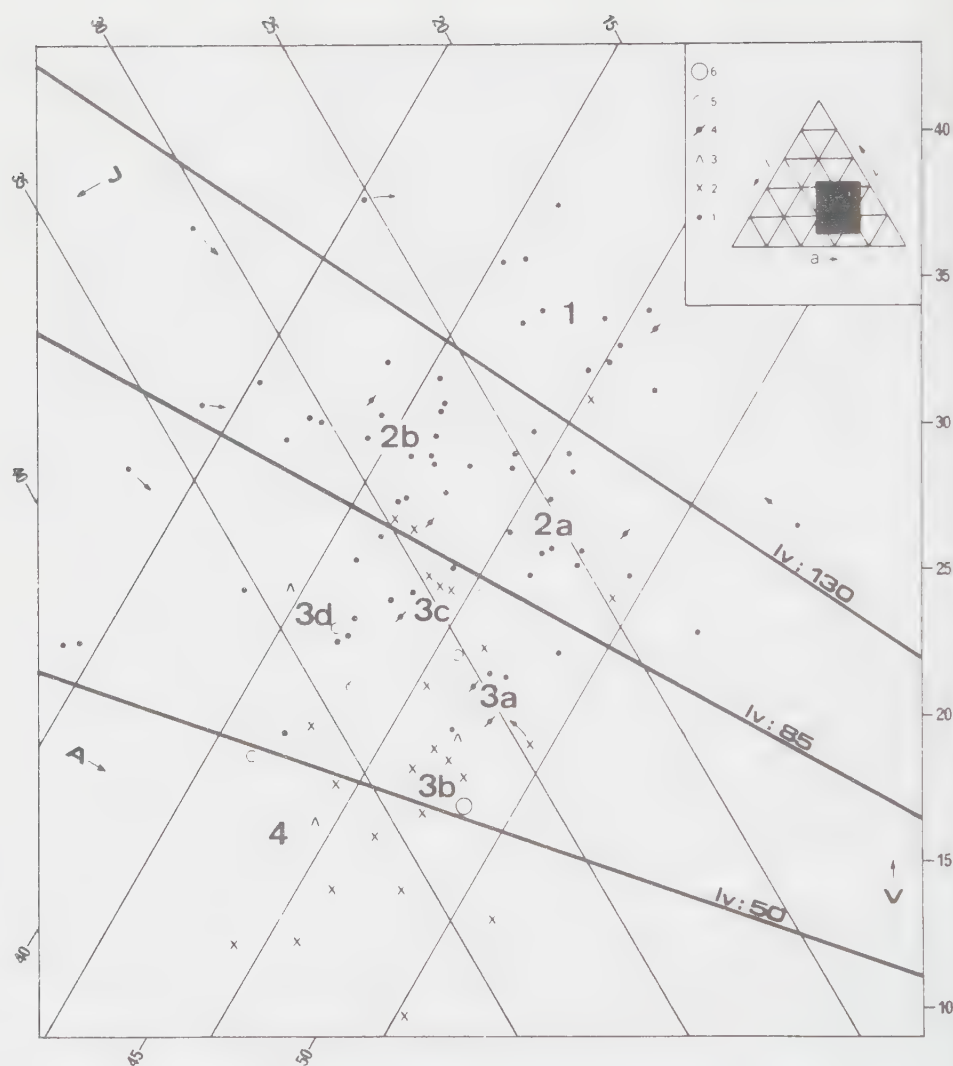


Fig. 3 - STRUCTURES PAR AGES EN 1962 (diagramme triangulaire partiel)

J : 0-19 ans

A : 20-59 ans

V : 60 ans et plus.

1. Communes rurales.

2. Communes houillères. Parmi celles dont l'indice de vieillesse est inférieur à 50, la lecture s'effectuant du NE au SO du diagramme et parallèlement aux axes des jeunes : St-Jean-de-Valérisle, La Grand Combe, Laval-Pradel, Saint-Florent-sur-Auzonnet, Saint-Jean-du-Pin, les Salles-du-Gardon, Molières-sur-Cèze, Cendras, St-Martin-de-Vaigal-gues.

3. Communes minières (minerais métalliques). De haut en bas, St-Félix-de-Pallières, St-Sébastien-d'Aigrefeuille, St-Laurent-le-Minier.

4. Communes textiles et bonnetières.

5. Petites villes et bourgades du pourtour. De haut en bas :

a) file de droite (plus de 47 % d'adultes) : Saint-Jean-du-Gard, Saint-Ambroix, Florac, Ganges ;
b) file de gauche (moins de 47 % d'adultes) : Le Vigan, St-Hippolyte, Anduze.

6. Alès.

rotés de 1 à 4 ; à chacun d'eux correspond une certaine intensité du vieillissement. Dans les quatre secteurs, j'ai ensuite recherché la cause probable des variations de pourcentages de jeunes en fonction des proportions de vieillards et d'adultes. Cet examen conduit à distinguer des sous-groupes dans les secteurs 2 (a et b) et 3 (a, b, c, d). Il se différencie de la sorte huit « nuages » dont il ne faudrait pas toutefois considérer les limites comme rigides et exclusives de toutes autres ; il s'agit moins de définir des catégories rigoureusement typées que de repérer des tendances ; cela doit aider à dégager les liens qu'entretiennent les structures avec le milieu géographique.

Le premier groupe (1) se définit par un déficit sensible de jeunes, en relation avec un énorme pourcentage de vieillards (indice de vieillesse supérieur à 130) ; il comprend 17 communes.

Le second (2), où l'indice de vieillesse est compris entre 85 et 130, se subdivise en deux parties :

a) malgré un pourcentage relativement fort d'adultes, la proportion de jeunes ne dépasse pas 27 % ; cela concerne 16 communes ;

b) avec une proportion d'adultes plus faible qu'en 2 a (moins de 45 %), le pourcentage de jeunes s'élève jusqu'à 32 ; cela intéresse 26 communes.

Le groupe 3 présente un indice de vieillesse compris entre 50 et 85 ; les quatre sous-groupes s'individualisent ainsi :

a) la proportion des jeunes y est inférieure à 32 % en dépit d'un pourcentage d'adultes excédant 47 ; on y compte 11 communes ;

b) la proportion de jeunes varie de 31 à 35 % avec un pourcentage d'adultes identique à celui de 3 a ; mais la part des vieillards y est aussi plus faible (moins de 20 %) de telle sorte que, sur le plan de la fécondité, 3 a et 3 b sont probablement pareils l'un à l'autre ; on y dénombre 9 communes, dont Alès ;

c) la pénurie de jeunes est ici en relation évidente avec une proportion élevée de vieillards (jeunes : 28 à 32 %, vieillards : plus de 23 %). Par rapport à 3 a et à 3 b, on note un déficit d'adultes ; le « nuage » enveloppe 9 communes ;

d) la proportion de jeunes est forte vis-à-vis d'un pourcentage d'adultes modeste : au moins 32 % de jeunes pour 45 % d'adultes au *maximum* ; la jeunesse est d'autant plus remarquable que le pourcentage des vieillards est respectable : plus de 20 % ; 8 communes sont intéressées.

L'indice de vieillesse du groupe 4 est inférieur à 50 ; le pourcentage de jeunes est assez élevé, supérieur à 35 % dans la plupart des cas. Il est en rapport avec une proportion de vieillards généralement inférieure à 20 %. Le groupe rassemble 14 communes.

On remarque ainsi que de 1 à 4 la structure par âges s'améliore, les jeunes finissant par l'emporter nettement sur les vieillards. Mais au fur et à mesure les translations de la coordonnée « adultes » traduisent soit un comportement

différentiel vis-à-vis de la fécondité, soit des variations dans l'état matrimonial, les célibataires étant plus ou moins nombreux selon les endroits. Cela explique les subdivisions introduites dans les groupes 2 et 3. Toute amélioration de la structure s'exprime dans l'ordre alphabétique, *a* étant moins bon que *b*, *b* moins bon que *c*... [8].

Portée sur une carte, ces nuances révèlent surtout l'opposition entre la Cévenne rurale et ses marges (fig. 4).



Fig. 4 - PROPORTION DE JEUNES ET INDICES DE VIEILLESSE EN 1962.

Indice de vieillesse	Proportion de jeunes	Diagramme triangulaire
1 Supérieur à 130	Inférieure à 25 %	1
2 130 à 85	Inférieure à 27 %	2 a
3 <i>idem</i>	Inférieure à 32 %	2 b
4 85 à 50	<i>idem</i>	3 a
5 <i>idem</i>	31 à 35 %	3 b
6 <i>idem</i>	28 à 32 %	3 c
7 <i>idem</i>	32 % et plus	3 d
8 Inférieure à 50	Supérieure à 35 %	4

A la périphérie, le dessin en mosaïque peut répondre d'effets aléatoires sur des populations peu nombreuses ; mais il traduit sans doute aussi la juxtaposition d'effectifs à caractère social différent. On y relève des détails qui ne sont pas dépourvus de signification. C'est ainsi qu'au Sud, les communes à activités textiles (vallée de l'Arre, à l'Ouest du Vigan, Ganges, Sumène, Lasalle...) se signalent par un vieillissement accentué qui n'est pas le seul fait d'une abondance de vieillards. A l'Est, le bassin houiller se diversifie en une partie septentrionale vieillie et une partie méridionale plus favorable à la fécondité et plus jeune ; on aperçoit aussi l'influence très contrastée qu'il exerce sur son périmètre rural (abords de la Vallée Longue, vallées du Galeizon et de la Cèze supérieure).

Malgré les quelques taches claires dont il est parsemé, le bloc rural est homogène : en de nombreuses localités, le vieillissement s'explique par un déficit des adultes qui retentit sur la proportion des jeunes. Certaines des communes où l'indice de vieillesse est faible sont des exceptions dues à l'effet du hasard sur des effectifs restreints ; Sainte-Croix-de-Caderle, au Nord de Lasalle, compte une mère de treize enfants ; des exemples similaires se rencontrent à Trèves, Saint-Sauveur-des-Pourcils... Statistiquement, ces cas sont dépourvus de signification. Cependant, la présence de ces ménages très féconds engage à ne pas interpréter la structure par âges sans la compléter d'une analyse de l'état civil de la population.

B. Les pyramides des âges (fig. 5)

Sur le même diagramme s'inscrivent en bâtons et barres de fréquences les pyramides de la Cévenne rurale à prépondérance agricole (n° 1), de la France entière (n° 2) et d'un échantillon de communes houillères : La Grand'Combe, Laval-Pradel, Les Salles-du-Gardon, Saint-Martin-de-Valgagues et Cendras (n° 3). La pyramide rurale regroupe plus de 21.000 habitants et la dernière, près de 28.000. Pour faciliter la comparaison des structures, la superposition a été jugée préférable à la construction de figures séparées.

1. La pyramide houillère se distingue par une base large, plus étalée que celle de la pyramide nationale. Pourtant, les jeunes adultes y sont moins nombreux : il est donc sûr que la fécondité bénéficie de conditions favorables du côté des ménages. Vers le haut du graphique, la représentation discrète des vieillards est probablement en rapport avec l'habitude de se retirer ailleurs, une fois la retraite acquise ; cela n'est pourtant pas une règle générale : nombre de communes sont devenues des lieux de retraite, surtout dans la partie septentrionale du bassin, cette tendance s'étant du reste accentuée depuis quelques années. Pour en revenir à l'ensemble considéré, le déficit des vieillards, comparé à l'effectif national, est nettement marqué. Comme il s'agit de mineurs et d'ouvriers d'industrie, on songe d'abord à une explication par la surmortalité ; l'argument serait plus décisif cependant si le déficit en question ne concernait que les hommes ; or il se trouve aussi chez les femmes. Cela justifie probablement l'émigration d'une partie des retraités.

La pyramide rurale évoque la silhouette d'un moulin à poivre et se distingue du diagramme français par de vastes poches ouvertes entre les vingtième et cinquantième années et très profondément creusées au niveau des jeunes adultes (vingt à trente ans). Cette pénurie a pour conséquence directe un rétrécissement très accentué de la base, phénomène beaucoup plus discret si l'on considère la France entière. La renaissance démographique des années 1943-52, évidente sur la figure, est suivie par le passage de classes déficitaires aux âges de la pro-

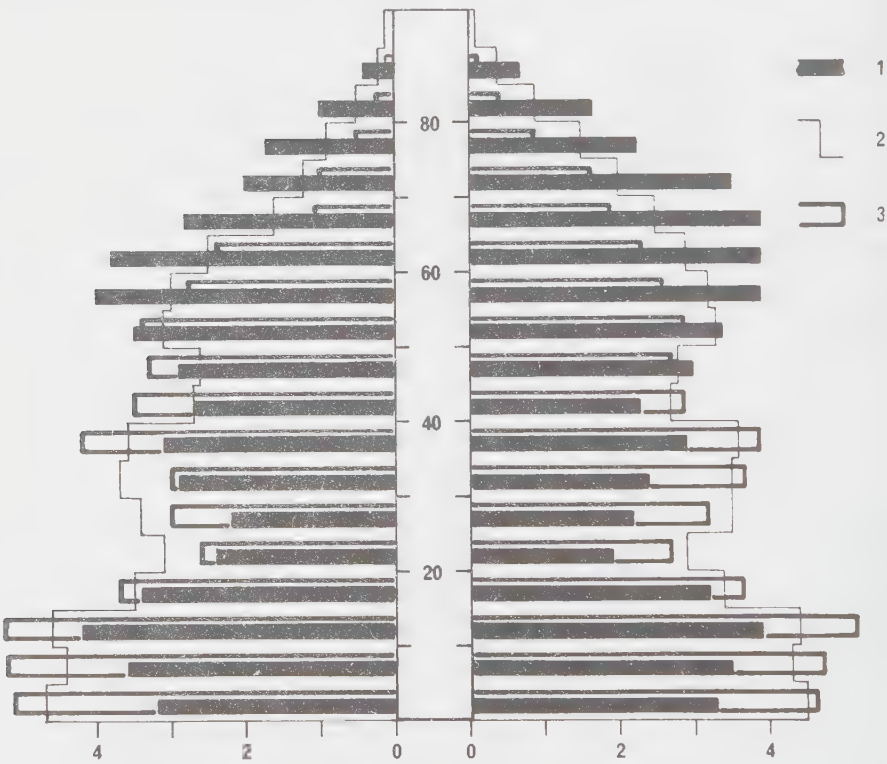


Fig. 5 - PYRAMIDES DES AGES EN 1962

1. Cévenne rurale. 2. France entière. 3. Communes houillères.

création les plus féconds : ainsi s'explique la faible proportion des enfants de moins de dix ans dans la population totale : 13,5 %, contre 18,3 % dans la population française. La moitié supérieure du diagramme est en revanche fort bien garnie : il s'y rassemble plus de 40 % de l'effectif total (France, moins de 30 %) ; la masse des personnes âgées surplombe la portion réduite des adultes. Voilà un aspect que le seul recours au mouvement naturel est incapable de résoudre. Sans doute une illusion est-elle créée par le golfe des générations qui sont nées de 1912 à 1921 (40 à 49 ans) mais la comparaison avec la pyra-

mide nationale montre que le problème se situe un peu plus haut, vers cinquante-cinq ans : tandis que les barres relatives à la France et à la région de La Grand'Combe rétrécissent pour les raisons que l'on sait, celles de la Cévenne rurale s'allongent à un moment où toute une partie du secteur public prend la retraite : mineurs, instituteurs, cheminots, gendarmes... L'afflux migratoire se fait sentir sur trois classes chez les femmes, deux seulement chez les hommes où la surmortalité réduit l'effet du phénomène.

2. L'examen des *taux de masculinité* (nombre d'hommes pour cent femmes) par classes vicennales révèle aussi des anomalies.

Classes d'âges	Echantillon houiller	Cévenne rurale	France
20-39	99	113,2	102
40-59	115,7	106	95,7
60 et + ...	67,2	73,3	65,5

Dans l'échantillon houiller, les variations d'une classe à l'autre vont, chez les adultes, dans le sens inverse de celles qui caractérisent la France. Cela est en rapport avec l'activité principale de cette région : en effet, dans un bassin d'extraction où manquent les emplois féminins, le taux de masculinité des adultes devrait excéder 100. C'est bien ce qui se passe de quarante à cinquante-neuf ans, mais point de vingt à trente-neuf ans. Cette infériorité signifie que la mine de charbon renouvelle peu (ou pas) sa main-d'œuvre et que les jeunes vont se trouver une situation ailleurs. A travers l'analyse de ce genre de structure, s'exprime donc le vieillissement économique de cette région industrielle et la question même de son existence. Chez les vieillards, le déficit masculin traduit vraisemblablement la surmortalité qui frappe la profession de mineur et le maintien sur place de veuves bénéficiant de la retraite de leur mari et du logement fourni par les houillères.

En Cévenne rurale, la comparaison des tranches d'adultes avec leurs homologues nationales appelle deux remarques : d'abord, les variations d'une ligne à l'autre sont les mêmes (7 % environ) ; n'y voyons donc rien de spécial en dehors de l'action différentielle de la mortalité qui donne vers le milieu de la vie humaine l'avantage aux femmes. L'attention est surtout fixée par l'écart qui, en accordant une balance très positive aux hommes dans les deux classes cévenoles, dénonce *ipso facto* la désaffection dont souffre le milieu rural de la part des filles mariables. Il est très probable que la valeur des taux exprime de la sorte une proportion anormale de célibataires masculins et tout indique que cette situation procède d'une attitude féminine déjà ancienne. En effet, la supériorité du taux cévenol chez les vieillards ne peut s'expliquer autrement que par des mouvements migratoires : pour ce qui est de l'immigration, si les premiers rôles sont aujourd'hui féminins, le nombre de ces retours ne compense pas le déficit creusé quelques décennies plus tôt par une émigration plus intense du côté des femmes.

De ces structures diffère la situation rencontrée sur la façade méridionale. Les communes à industries manufacturières (ou qui sont tout au moins la résidence d'une main-d'œuvre qui y travaille) présentent des classes de jeunes mieux étoffées que celles du groupe rural mais cet avantage répond en partie d'une plus forte proportion d'adultes ; d'autre part, le pourcentage des vieillards y est moindre. Des différences s'observent aussi dans l'examen des taux de masculinité (échantillon formé par Arre, Aulas, Avèze, Bez et Esparon, Ganges, Lasalle, Molières-Cavaillac, Saint-Hippolyte, Saint-Jean-du-Gard, Sumène et Le Vigan) :

Classes d'âges	Communes manufacturières	Cévenne rurale	France
20-39	90,5	113,2	102
40-59	90,7	106	95,7
60 et + ...	55,8	73,3	65,5

Chez les adultes, les hommes sont en minorité ; il est possible que cela soit dû à l'industrie textile qui propose surtout des emplois féminins (situation inverse de celle rencontrée dans le bassin houiller : taux de 99 de vingt à trente-neuf ans et de 115,7 de quarante à cinquante-neuf ans). A partir de soixante ans, les femmes sont très nettement majoritaires, bien plus que dans les vallées rurales. Leur part relative étant sensiblement la même dans les deux échantillons, c'est sur le volet masculin qu'il faut chercher les raisons de cet énorme déficit et l'explication suivante paraît vraisemblable. Les hommes seraient partis en plus grand nombre des petites villes que des vallées rurales surtout parce que les possibilités de mener des études secondaires, au moins dans un premier cycle, y étaient plus larges ; comme au surplus l'agriculture est minoritaire dans ces communes, elle contraignait moins d'hommes à demeurer sur le genre d'exploitation qui règne en amont. La probabilité de cette émigration différentielle, dont l'effet augmente celui de la surmortalité, est sans doute la clé qui résout au mieux le problème de cette anomalie.

Sauf pour quelques communes, la Cévenne est donc en 1962 une région bien vieillie et ce vieillissement offre toutes les chances de se généraliser et de s'accroître. L'installation de retraités maintient un effectif pléthorique de gens âgés et la fécondité diminue par suite d'un manque de ménages biologiquement aptes à procréer.

III. LES CAUSES DU VIEILLISSEMENT

A. L'immigration des retraités

Il faudrait en saisir les modalités pendant une assez longue période, mais l'instrument idoine faisant défaut, c'est le recensement qui éclaire le moins mal la question. Quelle qu'en soit la valeur, aussi bien par la finesse de l'enquête que par l'exactitude des réponses, il ne décrit qu'une situation à un moment donné et il ignore la notion de mouvement. Les immigrés, dont l'âge *minimum* est de cinquante-cinq ans (plus rarement cinquante), courant d'assez grands risques de mortalité, surtout les hommes, l'examen statistique n'intéresse de la sorte que des survivants.

Le recensement de 1954 proposait un questionnaire détaillé sur le chapitre des migrations : chacun devait indiquer depuis quelle année il vivait dans la commune, à quel endroit il résidait et quelle profession il exerçait auparavant ; ces renseignements faisant suite à ceux concernant les date et lieu de naissance, il est alors possible de repérer chaque personne, sinon à travers tous les déplacements qu'elle a effectués au cours de sa vie active, du moins entre les deux pôles de sa vie : le lieu où elle a vraisemblablement passé une partie de sa jeunesse, celui où elle a choisi de finir ses jours. Dans les dépôts d'archives, les liasses relatives au recensement de 1954 sont incomplètes [9] ; l'analyse dont les résultats sont présentés ci-dessous ne porte ainsi que sur 357 personnes, échantillon bien mince, instructif cependant. Ces immigrés se répartissent ainsi :

— 255 reviennent au pays natal (ce qui ne veut pas forcément dire la commune de naissance) ;

— 32 se retirent en Cévenne parce que leur conjoint en est originaire ;

— 70 ne possèdent ici aucune attache apparente (en s'en tenant à considérer leur commune de naissance, ce qui, dans certains cas, peut conduire à une erreur d'interprétation).

D'après cet ensemble, environ 80 % des immigrés ont donc une raison précise de s'installer ici.

Le recensement de 1962 comporte une lacune par rapport au précédent : on s'est en effet borné à demander aux gens où ils se trouvaient en 1954, de telle sorte qu'une partie des retraités échappe aux investigations, ceux qui résidaient dans la commune de retraite en 1954 et dont la profession ancienne ne permet pas de savoir s'il l'ont exercée sur place ou ailleurs : par exemple des artisans, commerçants, retraités de l'enseignement primaire ou des postes peuvent fort bien être demeurés en Cévenne depuis leur naissance... Les sondages opérés dans quatre communes (Saint-André-de-Valborgne, Vaileraugue, Génolhac et Vialas) ainsi que l'enquête conduite naguère dans le canton de Saint-Germain-de-Calberte [10] permettent d'évaluer leur part *décelable* entre 7 et 10 % du total des vieillards. En huit années, l'acquis du canton de Saint-Germain est repré-

senté par 408 naissances et 88 arrivées. Certaines communes répartissent ainsi leurs gains :

	Naissances	Immigration de retraités
St-André-de-Valborgne ..	66	20
Valleraugue	109	22
Lasalle	142	22
Bréau-et-Salagosse	18	12
Vialas	45	25
Total	380	101

N.B. — Entre les dénombrements de 1954 et de 1962. Pour les immigrés, il s'agit d'un nombre **minimum** ; il y manque les probables, indécélables d'après les bulletins individuels et décédés après leur arrivée dans la commune de retraite.

Cet exemple montre que le renouvellement de la population rurale est redevable pour les quatre cinquièmes aux naissances et pour le reste à l'installation de retraités ; cependant, toutes les communes n'accueillent pas ces immigrés en aussi grand nombre : on conçoit que les villages où se trouvent commerces et services aient la préférence par rapport aux écarts. Dans les petites villes, la part des retraités est toujours considérable : ils forment plus du tiers de la population âgée de plus de cinquante-quatre ans et cette proportion dépasse la moitié à Anduze et à Saint-Jean-du-Gard. Dans les communes du bassin houiller, leur pourcentage excède partout 80 % [11].

B. Le célibat

La Cévenne rurale est affligée d'une médiocre fécondité dont le calcul d'un indice simple [12] suggère la mesure par rapport au département du Gard et à la France entière : respectivement 72,7, 76,3 et 80,5. Mais si l'on rectifie l'indice en ne faisant intervenir au dénominateur que les seules femmes mariées (y compris celles dont l'union a été rompue), les résultats sont inverses : la Cévenne passe en tête avec 117,2, suivie du Gard, puis de la France (105,4 et 99). Si l'on songe que la fécondité d'une population est pratiquement l'affaire des ménages, le raisonnement qui précède permet de saisir une des tares de la démographie cévenole et une cause incontestable de son vieillissement : le célibat. Comme le montre le tableau ci-dessous, il est plus intense chez les hommes que chez les femmes :

Classes d'âges	Hommes	Femmes
25-29	58,6 (31,5)	29,5 (17,1)
30-34	39,2 (18,7)	17 (11,7)
35-39	33 (14)	12,5 (10,3)
40-44	26 (11,1)	12 (9,7)
45-49	24 (10,7)	13,1 (9)

N.B. — Entre parenthèses, les taux français.

La lecture simultanée des taux cévenols et nationaux parle d'elle-même. Pour ce qui est de la région étudiée, on remarque du côté masculin une fréquence qui reste double de celle observée chez les femmes ; ici, le célibat diminue sensiblement à mesure que l'âge augmente ; on en relève une légère recrudescence dans la dernière classe : il s'agit de celles qui sont arrivées au moment du mariage dans la période qui a précédé la seconde guerre mondiale et qui a été sévèrement marquée par la crise économique. Il est du reste surprenant que cet événement n'ait pas eu les mêmes effets sur les classes masculines et féminines ; exaspérée par la crise, l'émigration des hommes a-t-elle momentanément perturbé le marché matrimonial au détriment des femmes ? Mais pourquoi ces dernières ne seraient-elles pas parties en plus grand nombre elles aussi ?... Ou bien ceci tient-il simplement au retard habituel que subit le mariage chez les hommes ? S'il en était ainsi, il n'y aurait pas de raison que les générations masculines âgées de 45 à 49 ans aient été affectées par cette crise au même titre que les femmes.

Le célibat des agriculteurs est plus intense que celui de l'ensemble rural et son évolution est différente d'une classe à la suivante. Le mariage est plus tardif ; c'est du moins ce qu'indique la chute brutale des taux masculin et féminin (environ 18 %) de la première à la deuxième ligne du tableau ci-après (entre parenthèses, les taux de l'ensemble rural, ci-dessus) :

Classes d'âges	Hommes	Femmes
25-29	70,2 (58,6)	37,8 (29,5)
30-34	52 (39,2)	20 (17)
35-39	41,2 (33)	16,4 (12,5)
40-44	33 (26)	12 (12)
45-49	28,7 (24)	14,4 (13,1)

La lecture du tableau permet de suggérer les explications suivantes :

a) les filles de cultivateurs demeurent célibataires plus longtemps que les autres. La plupart cherchent à fixer leur choix sur le conjoint qui leur évitera de vivre à la ferme avec tout ce que cette existence implique de servitudes pour une femme... Ce comportement les maintient dans un célibat qu'elles espèrent clore dans les meilleures conditions possibles mais qui risque cependant d'être définitif ;

b) l'attitude féminine enferme une bonne proportion des hommes dans une sorte d'isolement psycho-sociologique ; pour ces garçons, les chances de mariage augmenteraient sans doute s'ils abandonnaient l'idée de rester paysans... tout en ayant la certitude de pouvoir embrasser immédiatement une autre situation sociale. La réalité étant différente, les cultivateurs comptent parmi eux une abondante cohorte de célibataires. La trentaine passée, le célibat s'estompe davantage chez les paysans que chez les autres ruraux sans qu'on puisse en déceler les raisons précises ; l'une serait d'ordre psychologique : il est connu que le mariage des cultivateurs est retardé, voire empêché, par la perspective qu'ont les futures

brus de vivre sous le même toit que leur belle-mère ; il se peut alors que la disparition naturelle de ces personnes redoutées favorise tardivement le mariage de vieux garçons... Peut-être aussi ne s'agit-il que de changements subis par l'émigration avant la dernière guerre... ou encore d'effets aléatoires ne revêtant de ce fait aucune signification.

C. L'émigration des jeunes

Le compte rigoureux de leur exode requerrait un travail fastidieux dont les opérations seraient en premier lieu une mise en ordre alphabétique de la population dénombrée en 1954, l'âge de chaque individu étant noté ; puis, après soustraction des fiches des décédés, il resterait à comparer cette liste avec celle de 1962 : les manquants seraient les émigrants. A défaut de cela, l'observation du solde migratoire ne peut que suggérer l'ampleur du phénomène : il est très probable en effet que la diminution du nombre des habitants entre les deux dates ressortit en quasi-totalité au départ de jeunes adultes, soit célibataires, soit mariés et, pour la plupart, chargés de famille. Prenons l'exemple du canton de Saint-Germain-de-Calberte :

Population en 1954 : 3.864 hab. Mouvement naturel : — 38.
Population en 1962 : 3.471 hab. Immigration : 443.

Par déduction, le chiffre des émigrés s'écrit :

$$E = 3.864 + 443 - (3.471 + 38) = 798.$$

Voilà donc un canton qui, en huit années, a perdu plus du cinquième de son effectif ; or c'est le groupe d'âges compris entre 0 et 34 ans qui participe pour l'essentiel à cet exode, ainsi qu'on va le voir. En effet, toutes les personnes entrées depuis 1954 dans le canton ont été classées selon leur âge : comme nous disposons par ailleurs d'une répartition par sexes et groupes d'âges en 1954 [13], il est aisé, compte tenu des naissances et des décès, d'extraire de chacun des groupes la cohorte qui a émigré.

	Groupe 0-14 ans	Groupe 15-34 ans
Effectif en 1954	763	876
Effectif en 1962	766	691
Immigrés (1954-62)	95	120
Décès (1954-62)	8	10
Naissances (1954-62)	408	

Nous obtenons de la sorte :

$$\text{Effectif (0-14 ans)} = 763 + 95 + 408 - (766 + 8) = 492,$$

$$\text{Effectif (15-34 ans)} = 876 + 120 - (691 + 10) = 295,$$

ce qui représente 99,9 % des gens qui sont partis de ce canton.

En calculant le solde migratoire pour chacun des deux groupes, nous voyons que l'ensemble a perdu entre les deux recensements 397 jeunes de 0 à 14 ans sur 763 (52 %) et 175 adolescents et jeunes adultes sur 876 (20 %). Le nombre des enfants est considérable ; comme ils ne partent pas de leur propre chef, cela signifie que l'émigration ne sollicite pas que des célibataires mais aussi des ménages pour lesquels la vie ne paraît plus possible ici. A cette saignée directe, il faut ajouter le déficit des naissances qui seraient arrivées et auraient ainsi entravé le vieillissement ; elles sont toutefois en partie compensées par celles dont répondent les ménages immigrés : 131, soit 32 % des nouveaux-nés enregistrés de 1954 à 1962.

Si le départ des jeunes contribue à vieillir la population, il serait étonnant qu'en retour ce vieillissement ne les conduise à quitter un milieu humain où leurs initiatives se heurtent à l'indifférence ou à l'hostilité de ceux qui, parvenus au soir de leur existence, ne cherchent pas à en rompre les habitudes.

Les aspects que nous venons de rencontrer sont pour le moment spécifiques du milieu rural ; le malaise démographique gagne la bordure méridionale et le bassin houiller : que l'industrie y perde ses positions et la grisaille du vieillissement s'étale (fig. 4). Le dommage est qu'aucune forme de conversion ne se soit réalisée même si, depuis une décennie et davantage, il en est question.

IV. LE MOUVEMENT NATUREL

Pour comparer les trois ensembles déjà définis par les structures, j'en ai extrait des échantillons aussi représentatifs que possible ; pourtant, le chiffre de leur population (dix à douze mille habitants) se révèle en certains cas inapte à traduire le niveau de la mortalité ou de la natalité.

Le premier englobe six cantons ruraux où certaines communes subissent toutefois l'influence de l'extérieur par l'attrait qu'y exercent les industries extractives et manufacturières. En tout cas, la population active y est en très grande majorité agricole et l'indice de vieillesse voisin de 100. Cela comprend 12.000 habitants [14].

Le second est composé de trois communes houillères : Molières-sur-Cèze, Saint-Florent-sur-Auzonnet et Les-Salles-du-Gardon ; il rassemble 10.500 habitants environ. Cet effectif paraît mince pour mener des analyses convaincantes mais il est difficile de faire mieux, compte tenu des critères exigés. Il convient en effet de choisir des communes qui soient jeunes et où la proportion de population active employée à l'extraction du charbon emporte la majorité absolue. Ici, le pourcentage des jeunes (0-19 ans) varie de 36 à 38 et l'indice de vieillesse demeure inférieur à 40 ; par ailleurs, la part des actifs employés à la mine atteint 65,3 % à Saint-Florent, 55,8 % à Molières et 51,2 % aux Salles-du-Gardon. De ce point de vue, le choix de Portes, La Vernarède ou Laval aurait été plus indiqué si elles avaient présenté des indices de vieillesse plus bas.

Le troisième groupe comprend Le Vigan, Ganges, Sumène et des villages franchement ruraux de leur voisinage mais où le pourcentage de population active

inscrite aux rubriques 4 et 5 des catégories définies par l'I.N.S.E.E. [15] dépasse 50 et où la part de femmes dans cette population indique le genre d'activité industrielle qui les concerne (tableau ci-dessous). Comme nous l'avons vu, cet ensemble est moins vieilli que les vallées intérieures, mais aussi moins jeune qu'une portion du bassin houiller : les pourcentages de jeunes y varient de 18,8 (Molières-Cavaillac) à 31,5 (Ganges), la moyenne atteignant 30,6 ; l'indice de vieillesse se cote à 69,7, moyenne qui recèle l'énorme indice de Molières-Cavaillac : 176,5 ! Les huit communes comptent un peu plus de 13.000 habitants.

	a Pop. active totale	b dont en 4 & 5	c dont femmes en 4 & 5	d $\frac{b}{a} \times 100$	e $\frac{c}{b} \times 100$
Arre	170	135	50	79,4	37
Aulas	133	73	29	54,2	39,7
Avèze	263	103	60	38,2	58,2
Bez et Esparon ..	199	152	66	76	43,5
Ganges	1.959	1.066	539	54,5	50,4
Molières-Cav.	144	62	35	43,2	56,1
Sumène	959	644	308	67,3	47,7
Le Vigan	1.530	501	277	32,8	55
Total	5.357	2.798	1.334	52	48,8

A. Signification des taux bruts

	Taux de natalité (p. 1 000)		Taux de mortalité (p. 1 000)	
	1	2	1	2
Cantons ruraux	14,8	13,9	17	16,4
Echantillon houiller	18,8	14,7	8,4	9,2
Groupe méridional	12,6	14,9	12,6	13,7

1. Taux moyens calculés sur huit années (1954-61).

2. Taux moyens calculés sur quatre années (1960-63).

Les différences relevées entre les taux d'un même groupe selon la période choisie sont trop sensibles pour qu'on néglige de les commenter ; à quoi tiennent-elles ?

La baisse du taux de natalité dans les cantons ruraux exprime à sa façon le bilan migratoire ; il semble normal en effet que l'exode des jeunes entraîne un déclin des naissances entre le début (1954...) et la fin de l'intervalle observé (1960-63) ; de son côté, l'effectif inscrit au dénominateur a compensé les pertes subies grâce à l'arrivée des retraités. Mais on comprend moins dans ce cas le léger recul du taux de mortalité car, dans une région aussi vieillie et où le vieillissement s'accroît encore, il devrait augmenter, la médecine étant en bien faible mesure capable de réduire sensiblement les décès du troisième âge.

On voit en revanche les deux taux s'accroître dans le groupe manufacturier et la variation y est plus nette que dans l'ensemble précédent. Cela devrait signifier qu'en dépit d'un vieillissement démographique (augmentation du taux de mortalité), la fécondité a été favorisée par un comportement plus nataliste des familles : c'est une hypothèse à retenir pour résoudre la contradiction. Qu'en est-il ? Entre 1955-59 et 1960-63, la moyenne annuelle des naissances s'effondre (Sumène, Arre, Bez-et-Esparon) ou stagne (Aulas, Avèze, Molières) ; dans le même ensemble, la proportion des femmes âgées de vingt à cinquante-quatre ans a diminué entre les recensements de 1954 et de 1962 : 22,4 et 19,7 % [16]. Au Vigan et à Ganges, cette moyenne passe respectivement de 47,4 à 66 et de 64,6 à 83 (1955-59 à 1960-63 ; or de 1954 à 1962 la part de ces classes féminines tombe de 23,9 à 21,1 % au Vigan et de 25,8 à 22,6 % à Ganges. Par conséquent, là où la natalité diminue, on peut en partie admettre qu'elle subit l'effet du déclin numérique des femmes qui en répondent ; si elle augmente alors que les structures lui sont contraires, il y a des chances que les couples lui soient favorables.

Les communes houillères se distinguent par une chute étonnante du taux de natalité et, de fait, la moyenne annuelle des naissances passe entre 1955-59 et 1960-63 de 205,4 à 169 (— 18 %) ; la régression atteint — 17 % à Laval Pradel, — 11 % à La Grand'Combe et à Saint-Martin-de-Valgalmes ; la chute est encore plus spectaculaire à Portes et à La Vernarède : — 38 % ! La corrélation avec le repli de la houille est si net qu'elle en deviendrait même suspecte ; et pourtant, comment expliquer d'autre manière un déclin qui procède d'une réorganisation des sièges d'extraction, ce qui entraîne une réduction de la main-d'œuvre, et en premier lieu de celle qui est la moins qualifiée... et la plus prolifique ? La façon dont sont présentés par l'I.N.S.E.E. les résultats du recensement en 1954 puis en 1962 ne permet pas de s'en rendre compte ; c'est ainsi que des communes charbonnières, et non des moindres, n'apparaissent pas individuellement dans les tableaux dressés en 1954 et que les musulmans originaires d'Algérie figurent comme Français à ce moment-là [17]. En tout cas, la réalité est plus complexe et la natalité ne doit pas seulement souffrir de l'émigration puisque le groupe des femmes âgées de vingt à cinquante-quatre ans n'est que grignoté entre les deux dénombrements : pour l'ensemble formé par La Grand'Combe, Les Salles-du-Gardon et Saint-Martin-de-Valgalmes, leur part dans la population totale passe de 23,9 à 22,3 % tandis que la moyenne annuelle des naissances descend de 10 % entre 1955-59 et 1960-63.

La crise de la natalité est solidaire de celle qui affecte l'industrie extractive et, comme le montre le tableau ci-après, elle se poursuit à mesure que se précise le malaise économique.

	Moyenne annuelle des naissances		Variation
	1960-63	1962-67	(%)

Les Salles, Molières, St-Florent	169	146,8	— 13
La Grand'Combe	230	215,1	— 6,5
St-Martin-de-Valgalmes	103,7	77	— 25,3
Portes, La Vernarède	29,4	22,6	— 23

Le taux de mortalité se gonfle quelque peu, ce qui semble conforme à l'évolution de la structure par âges ; s'il n'a pas pris plus d'ampleur, c'est que la mort a reculé devant les progrès de l'hygiène et de la prophylaxie ; ces progrès ne l'empêcheront pas de s'accroître énormément, jusqu'à atteindre 12,3 ‰ pour la période comprise entre 1962 et 1967.

B. La mortalité

La ventilation des décès par classes et groupes d'âges confirme les suggestions contenues dans les taux bruts (années 1960-63). Pour 100 décès :

	0-4 ans	5-19 ans	20-39 ans	40-59 ans	60 ans et plus
Ech. rural (788 d.)	2,4	0,25	2,4	9,5	85,45
Ech. méridional .. (717 d.)	2,9	0,4	2,1	12,1	82,5
Ech. houiller (382 d.)	6,7	1	5,3	16,6	70,4

Ce genre de répartition ne peut certes pas indiquer le niveau de la mortalité puisqu'elle est dominée par la structure par âges ; pourtant, la simple lecture des pourcentages évoque une surmortalité dans le bassin houiller par rapport aux deux autres groupes.

1. La mortalité infantile

Les décès ayant été transcrits à partir des registres d'état civil, il n'est pas possible de distinguer parmi les *enfants déclarés sans vie* les vrais et les faux mort-nés, de telle sorte que les taux qui vont être calculés et discutés ne sont pas *rectifiés*. De plus, comme il s'agit d'événements survenus pendant quatre années (1960-63), les taux en question sont établis d'après les décès infantiles et les naissances vivantes de la même période et ainsi, ils ne sont pas *corrigés*.

	Naissances vivantes	Décès Infantiles	Taux brut de mortalité infantile
Echantillon rural	620	14	22,5
Echantillon méridional	781	19	24,3
Echantillon houiller	676	23	34

Ces taux sont présentés à la réserve près qu'ils ne sont pas hautement significatifs du fait que le nombre des défunts est modeste et qu'alors les effets aléatoires sont redoutables ; que par exemple une autre localité ait remplacé l'une de celles-ci dans l'échantillon, qu'une naissance gémellaire y ait abouti un jour plus tard à un double décès et voilà notre indice surélevé de plus de trois points.

ce qui est considérable. Comme le taux brut de la Lozère se tient en 1962 à 19 ‰ [18], devra-t-on conclure aussitôt à une surmortalité cévenole ? En vérité, le problème est insoluble : d'une part, le champ de l'expérience est étroit et il est inextensible ; allonger d'autre part la période d'observation en y incluant les cinq ou six années précédentes, c'est altérer les résultats car, en peu de temps, le niveau de la mortalité infantile a sérieusement chuté [19].

Le rassemblement de *tous* les décès est une opération malaisée ; certains actes échappent à la domiciliation et demeurent consignés au seul registre de la commune où ont eu lieu ces événements. Il faut donc rechercher dans les villes où fonctionnent les maternités ceux qui ont pu s'y produire pendant le séjour de l'accouchée et du nouveau-né et ne pas se contenter des actes effectivement transcrits. Le défaut de cette comptabilité est la raison vraisemblable pour laquelle le répertoire communal des décès et mort-nés tenu par l'I.N.S.E.E. ne correspond pas toujours à leur nombre réel. On retrouve par exemple à Alès ou aux Salles-du-Gardon de trop nombreux mort-nés et décédés des tout premiers jours dont les parents habitent La Grand'Combe et qui ne figurent pas à l'état civil de cette localité.

Ces remarques étant faites, nous voyons tout de même apparaître un phénomène attendu : la surmortalité du bassin houiller. Elle ne dément pas ce que d'autres études ont mis en évidence ailleurs, dans l'autres secteurs d'industrie lourde ou extractive. C'est ainsi que, pour la même période, A. Brasseur dénonce la « situation franchement désastreuse » qui, dans la région du Nord, sévit dans le pays minier et sidérurgique [20]. La situation n'était guère différente en Lorraine industrielle [21].

La répartition des défunts selon le nombre de jours vécus dévoile quelque peu les aspects de la surmortalité. Pour affermir le raisonnement, j'ai réuni les deux premiers groupes et ajouté La Grand'Combe à l'échantillon houiller ; j'ai aussi mentionné les mort-nés (leur nombre sera utile à la discussion).

	Mort-nés	Temps vécu, en jours							
		0-1	2	3-7	8-14	15-28	29-60	61-90	
Ech. rural et mérid.	5	10	5	2	2	2	2	2	8
Ech. houil- ler élargi	29	7	5	4			5	2	7

Le traitement selon la méthode proposée par J. Bourgeois-Pichat [22] est ici sans grand intérêt : que signifierait en effet une courbe cumulative de quelques dizaines de décès ? C'est un ensemble au moins dix fois plus étendu qui aurait autorisé une conclusion valable. Nous voyons pourtant s'esquisser les caractères de cette mortalité cévenole.

En premier lieu, les deux groupes se distinguent par la fréquence des décès qui surviennent à partir du troisième mois : environ le quart dans le premier ensemble, plus du tiers dans le groupe charbonnier. L'attention est surtout

attirée par les événements des six derniers mois : c'est là que la mort frappe avec le plus de rigueur et, si nous nous en tenons aux seuls chiffres, plus intensément en milieu rural ou manufacturier que dans le secteur minier. La *mortalité exogène* paraît virulente : *mutadis mutandis*, alors que la France de 1963 enregistre du septième au douzième mois *un décès infantile sur un total annuel de sept* [23], il s'en produit en Cévenne *un sur quatre à cinq* pendant le même intervalle [24]. Une telle différence ne surprend pas dans un bassin houiller où les fortes densités humaines, les conditions matérielles de la vie et le niveau socio-économique de certaines familles rendent les maladies plus dangereuses qu'ailleurs ; elle est plus étonnante en milieu rural où l'écologie est plus favorable à l'habitant ; toutefois, n'oublions pas que l'isolement encourage les progrès rapides des maladies infectieuses chez les nourrissons ; ce facteur n'est du reste pas toujours en cause puisque, sur huit décès de ce genre, quatre ont été déclarés au Vigan, à Molières et à Sumène, un aux portes de Lasalle, deux à Vialas et un seul dans la Vallée Longue. Considérons à présent la *mortalité des premiers jours* : de ce côté, les choses sont beaucoup plus nettes car, si l'on ajoute les mort-nés aux défunts des premières vingt-quatre heures ou à ceux de la première semaine, le total du secteur minier atteint plus du double de l'autre : 45 pour 22. En regard du second groupe, le nombre des mort-nés semble énorme dans les communes houillères mais cette mortinatalité n'est en rien démesurée : en 1962, le total des mort-nés approche celui des décès infantiles dans l'ensemble de la France (17.055 et 18.569). C'est donc la mortinatalité de l'échantillon rural et méridional qui est exceptionnellement basse, mais voilà sans doute un aspect aberrant qui, dans ce cas, défie tout commentaire.

Il serait aussi présomptueux de calculer avec des effectifs dérisoires des taux de mortalité endogène et exogène et de les comparer utilement à des indices caractérisant des populations beaucoup plus nombreuses ; les taux bruts et *a fortiori* les taux rectifiés sont déjà contestables [25]. D'après ce que suggèrent les chiffres, il est cependant légitime d'envisager les explications tenant au milieu humain dans lequel sévit cette mortalité de la première année.

Compte tenu de la documentation utilisée, une telle recherche s'avère difficile ; mais, comme il a été démontré que l'âge maternel était responsable d'une mortinatalité et probablement d'une mortalité néonatale différentielles [26], j'ai essayé de savoir si le phénomène se vérifiait là où il se manifestait le plus, dans le bassin houiller. Les accouchements ayant lieu surtout dans des maternités (Les Salles, Alès), les risques de mortalité sont certainement moindres que s'ils se déroulaient à domicile ; il reste cependant que le défaut d'hygiène générale peut en accroître la fréquence. Pour ce genre d'enquête, les bulletins de décès ne sont d'aucune utilité puisqu'ils sont anonymes et ne portent rien de plus que l'âge des défunts ; les bulletins de mort-nés (eux aussi anonymes) décrivent l'histoire démographique de la famille où est survenu l'accident ; finalement, c'est l'état civil qui ouvre la voie : à partir de là, il serait possible d'établir des fiches généalogiques comportant toute la descendance de la mère avec les dates des naissances et, le cas échéant, celles des décès infantiles. Sans recourir à un procédé aussi fin [27], je me suis adressé aux listes nominatives de 1962, document intéressant en ce qui concerne l'âge de la mère mais imparfait pour deux raisons : d'abord n'y sont inscrits que les gens résidant ici à la date du recensement ; or

ils ont pu quitter la ville quelque temps plus tard ou encore d'autres familles ne sont venues s'y installer qu'après la fin de cette opération ; ensuite, le nombre des enfants portés sur la liste n'est pas forcément celui de *tous* les enfants nés et dont certains seraient décédés ou auraient déjà quitté la maison paternelle... En dépit de ces déficiences, les renseignements obtenus sont assez révélateurs d'un climat où les risques de mortinatalité et de mortalité infantile sont élevés.

Sur 64 familles, 52 ont été identifiées, totalisant 54 cas ; l'échantillon comprend 24 mort-nés, 13 décès des trois premiers jours et 17 décès des jours et mois suivants. Pour ce qui est des deux premières séries, la répartition s'effectue comme suit :

Age de la mère	Nombre d'enfants recensés avec leur mère en 1962 et nés avant leur frère ou sœur mort-né ou décédé								Total
	0	1	2	3	4	5	6	7	
Moins de 25 ans	4		2						6
De 25 à 34 ans ..	6	5		1			2		15
35 ans et plus ..	2	2	3	2	2*	2		2	16

* dont une naissance gémellaire.

Selon le tableau, la mortalité serait plus fréquente dans les ménages annonçant trois enfants au *maximum* (27 morti-naissances et décès sur 37) ; examinée en fonction de l'âge de la mère, elle augmente avec lui.

Dans la troisième série en revanche, les décès sont plus fréquents lorsque les familles comptent beaucoup d'enfants et, comme il dépend de ce dernier facteur, l'âge de la mère ne présente aucun intérêt. Sur 17 actes de décès, 12 concernent des nourrissons qui avaient devant eux quatre à neuf frères et sœurs. Il semble donc que la venue d'un enfant supplémentaire dans une famille déjà nombreuse soit considérée comme un événement plutôt banal ; le nouveau-né ne bénéficie probablement pas de tous les soins dont on l'entourerait s'il était le premier ou le second ; à la merci de négligences, d'imprudences, voire tout simplement de la situation difficile où se trouve trop souvent la mère d'une famille nombreuse, sa santé court donc des risques graves, d'autant plus que, d'un point de vue strictement biologique, son rang de naissance le défavorise. Il convient de noter aussi que cet échantillon se compose en bonne part de familles nord-africaines peu instruites, habituées à une mortalité qu'elles ne savent pas combattre, fort mal intégrées à la région où elles sont implantées. Cette remarque vaudrait du reste pour les séries précédentes : si la mortinatalité y est sous la dépendance étroite d'un facteur biologique (l'âge de la mère), il ne faut pas rejeter pour autant toutes les explications relatives au milieu humain ; mais les composantes de ce climat ne peuvent se connaître que par des enquêtes patientes et minutieuses que nous ne possédons pas [28].

En résumé, si la mortinatalité et la mortalité infantile répondent de causes biologiques, il est vrai aussi que les facteurs économiques et sociaux se manifestent à tout moment au cours de la première année. Dans le bassin charbonnier, l'échan-

tillon est presque entièrement composé de mort-nés et d'enfants de manœuvres, ouvriers et mineurs ; dans l'autre, les mortinaissances et décès surviennent dans des endroits qu'une partie de la population active rattache soit à l'extraction houillère, soit à l'industrie textile mais le plus lourd tribut, et de loin, est acquitté par les ouvriers en bonneterie du Vigan, de Ganges et de Sumène : il est fort probable que la fréquence du travail féminin n'y est pas étrangère. Dans chacun des deux ensembles, où elles sont pourtant bien représentées, il est rare que les catégories socio-professionnelles du secteur tertiaire soient touchées. Ce n'est pas la faiblesse des effectifs qui peut infirmer cette observation : une double différence existe d'une part entre une Cévenne rurale assez bien épargnée et une Cévenne industrielle plus sérieusement atteinte ; elle se manifeste d'autre part sur le périmètre industriel et urbain entre de larges groupes sociaux.

2. La mortalité au-delà du premier anniversaire

Il est illusoire de chercher un sens aux taux par classes quinquennales pour des populations de quelques milliers d'habitants. Il faut rassembler les décès par groupes d'âges en tâchant d'isoler toutefois les tranches où la mortalité est forte : 1 à 4 ans, puis au-delà de 60 ans. Et encore, les résultats engendrent-ils le doute !

Les taux suivants (‰) ont été calculés d'après la moyenne des décès enregistrés de 1960 à 1963 rapportée à la population recensée en 1962. Pour la France entière, n'entrent en ligne de compte que les décès survenus en 1962.

	Ech. rural	Ech. mérid.	Ech. houiller	France entière
1- 4 ans	0,81	0,35	1,38	1,17
5-19 ans	0,19	0,24	0,41	0,48
20-39 ans	1,90	1,24	1,86	1,51
40-59 ans	6,58	6,77	5,70	7,31
60-69 ans	20,2	18	25	22,1
70-79 ans	47,8	56,2	62	54,8
80 ans et + ...	150	223	141	156

Ces taux donneraient les tables de mortalité ci-dessous :

Pour 10 000 nés vivants, survivants à	Ech. rural	Ech. mérid.	Ech. houiller	France entière
1 an	9.775	9.757	9.660	9.783
5 ans	9.743	9.744	9.607	9.737
20 ans	9.716	9.709	9.548	9.674
40 ans	9.346	9.469	9.192	9.382
60 ans	8.090	8.189	8.150	8.012

Grâce à quelques taux aberrants dans l'un ou l'autre des trois groupes, l'échantillon houiller offre la table de survie la plus favorable, ce qui est contredit par ce que nous connaissons de la mortalité dans ce genre de région. Aussi arbitraire que soit le procédé, il semble finalement plus logique de recourir aux *indices de mortalité* pour situer le niveau du phénomène dans chaque groupe par rapport à ce qu'il est dans une population-type. En appliquant à chaque classe d'âges de chaque échantillon les taux français correspondants [29], nous recueillons trois séries de décès dont le total est évidemment fictif puisqu'il s'agit des décès qui seraient survenus dans les ensembles en question s'ils subissaient la même mortalité que la France. Comme nous connaissons par ailleurs le nombre réel de défunts dans chacun d'eux, le rapport de ces décès réels aux décès fictifs nous fournit trois *indices de mortalité* :

	Ech. rural	Ech. mérid.	Ech. houiller
Décès réels *	197	179,25	95,5
Décès fictifs	211	169,36	90,55
Indices de mortalité	0,93	1,06	1,05

* Moyenne des quatre années 1960-63.

Ces indices n'ont aucune valeur intrinsèque et n'ont d'intérêt que comparés à l'indice national qui est égal à 1. Ils montrent que la Cévenne rurale connaît une mortalité relativement faible et que, passé le cap de la première année [30], les habitants y ont des chances de survie plus grandes que celles dont bénéficie l'ensemble des Français ; la situation est plus défavorable dans les petites villes et bourgades manufacturières ainsi que dans le bassin houiller. En somme, l'intense mortalité des vallées rurales n'est que la conséquence d'un vieillissement très accentué ; sur le pourtour, sont en cause les conditions de vie liées aux activités industrielles et aux contrastes sociaux qu'elles ont créés.

C. La natalité

En examinant les causes du vieillissement en Cévenne rurale, j'ai montré que la faible représentation des jeunes était imputable à une natalité médiocre répondant elle-même à un célibat largement répandu ; ce sont les ménages qui, par leur fécondité, freinent le délabrement démographique [31].

Etant donné la mobilité géographique des nouveaux mariés, toute étude statistique de la nuptialité s'avère inutile : le nombre de mariages conclus dans tel ou tel groupe humain pendant une période donnée ne signifie pas grand chose puisque la plupart des couples ne sont pas originaires du pays (au niveau de leur génération) ou bien ne sont qu'à demi autochtones (par la mariée) et que, de toute manière, ils s'apprentent à le quitter. De même, l'âge au mariage ne présente pas d'intérêt pour des femmes qui, en quasi-totalité, ont l'intention de limiter leur progéniture et connaissent les moyens d'y parvenir. Dans ces conditions, il n'est pas possible de calculer autre chose que des taux de fécondité globale et légitime ; on peut aussi mesurer la dimension des familles au moment

du recensement et rechercher s'il existe, comme pour la mortalité, des différences significatives entre les trois échantillons retenus et, dans chaque ensemble, entre les divers groupes sociaux ou même, en ce qui concerne les vallées rurales, les divers milieux géographiques, l'isolement jouant ici un grand rôle.

1. Les taux de fécondité [32]

	Ech. rural	Ech. mérid.	Ech. houiller
Naissances vivantes (moyenne 1954-61)	179,25	160,25	197,75
Femmes de 15-49 ans (rec. de 1962)	2.027	2.829	2.443
T F G (‰)	88,5	59	81,3
dont non célibataires (rec. de 1962)	1.314	1.825	1.636
T F L (‰) [33]	136,5	91,4	121

Les taux de fécondité globale suivent les taux bruts de natalité dans les deux groupes du pourtour industriel ; la faible fécondité apparente de l'échantillon méridional est vigoureusement dénoncée par rapport à celle des deux autres : confronté au taux de natalité, le taux de fécondité globale prend un relief saisissant dans l'ensemble rural ; comme nous savons quelle y est l'intensité du célibat féminin, ce taux est en lui-même assez explicite et la valeur du taux légitime ne fait qu'en approuver la signification. Avec ce dernier taux, se confirme d'autre part la médiocre fécondité du groupe bonnetier. Enfin, le taux légitime houiller n'offre rien de surprenant : déjà le taux global, fort peu altéré par le célibat féminin ici modeste, n'annonçait pas une fécondité des ménages très élevée.

Ces valeurs, qui paraissent représentatives d'ensembles humains homogènes, cachent une réelle diversité. C'est ainsi que la carte des taux de fécondité (globale) que présentent les auteurs de l'Atlas régional du Languedoc-Roussillon (Pl. 23-2) montre un secteur déprimé vers le Sud (bassin de l'Hérault) avec des taux de 60 à 80 ‰ ; plus au Nord, la Salindrenque et la Haute Gardonnenque se teignent de couleurs plus foncées (80 à 90 ‰) mais il s'y insinue des taches plus claires puisque la Vallée Française et ses annexes de Saint-Martin-de-Lansuscle et de Saint-Germain-de-Calberte ne sont cotées qu'entre 70 et 80 ‰ ; enfin, à l'Ouest et au Nord, se développe une couronne de haute fécondité qu'expriment des taux de 80 à 100 ‰. On songe (un peu trop vite sans doute) aux influences religieuses pour expliquer ces variations, les protestants ayant été plus libéraux en ce domaine que l'église catholique... En fait, le schéma qui vient d'être décrit ne correspond pas tout entier à la répartition confessionnelle de la population puisque la haute vallée du Tarn est en grande partie huguenote et qu'il se trouve des foyers de catholicisme dans le haut bassin de l'Hérault. Si même, dépassant le cadre de cette étude, nous comparons une série de cantons caussenards et cévenols, il est bien difficile, avec des taux de 81,5 ‰ pour ces derniers et de 82,1 pour les autres, d'opposer pour la circonstance le « calcaire

catholique » et le « schiste protestant » (34). On ne peut pas se fonder avec assurance sur des taux de fécondité globale pour trancher ce genre de problème ; les influences des structures sont capables de dénaturer le sens des résultats, surtout quand les groupes observés sont modestes.

Le taux légitime élimine évidemment le rôle inhibiteur du célibat ; il convient donc de le substituer au précédent pour établir la corrélation entre le niveau de la fécondité et l'appartenance à l'une ou l'autre des religions. Une telle comparaison serait intéressante si les effectifs étaient suffisamment nombreux pour la justifier ; or les catholiques sont partout en minorité, sauf en deux communes (Les Bondons et Bédouès) où, pour respectable qu'il soit (153 ‰), le taux légitime prête à contestation car il est calculé avec une moyenne de sept naissances et un groupe de quarante-cinq femmes. Il faut se borner à constater les fluctuations sensibles de la fécondité à l'intérieur de la communauté protestante, les taux légitimes étant parallèles aux taux globaux, sauf en Vallée Borgne et Salindrenque ; le taux global y subit l'effet déprimant d'un célibat féminin plus intensif qu'ailleurs.

	Naissances vivantes	Femmes (15-49 ans)		Taux global (p. 1 000)	Taux légitime (p. 1 000)
		Total	Non célib.		
Vallée Borgne et Salindrenque *	46,4	536	346	87,1	133,9
Vallée Française **	30,4	355	231	95	145,5
Vallée Longue ***	43,9	468	332	94	132
Hautes terres ****	22,6	240	164	94,6	138

* Bassurels, canton de St-André ; Cognac, Lasalle, Vabres, St-Bonnet, Soudorgues.

** du Pompidou à St-Etienne et St-André-de-L., St-Germain-de-C., St-Martin-de-L.

*** de St-Privat à Ste-Cécile-d'Andorge.

**** Fraissinet-de-Loz., Le Pont-de-Montvert, Saint-Maurice-de-V^o, St-Julien-d'Arp., Cassagnas, Barre-des-Cévennes, St-Laurent-de-Trèves.

N.B. — Pour les naissances, moyenne calculée sur la période 1954-61 (INSEE, 1963).

Si le problème des rapports entre fécondité et religion ne peut pas recevoir de solution satisfaisante ici, les variations selon les structures socio-professionnelles sont-elles plus significatives ? Les différences que nous avons rencontrées entre les trois échantillons conduisent à orienter l'analyse dans cette direction. Considérons ainsi une quinzaine de communes qui se partagent la Vallée Longue entre le col de Jalcreste et l'amont immédiat de La Grand'Combe, ainsi que la haute vallée de la Cèze jusqu'à l'entrée de Saint-Ambroix en aval. D'après l'exploitation des bulletins individuels, on peut admettre que 10 % au moins des actifs en « descendant » chaque jour vers le bassin minier et métallurgie. Bien qu'il ne soit pas possible de chiffrer le phénomène, il est par ailleurs très probable que la proportion des mineurs-paysans et ouvriers-paysans y est élevée. Tous n'ont pas déclaré en 1962 qu'ils exploitaient quelques arbres, ceps de vigne... mais, dans les rares communes où le bordereau de maison a été rempli consciencieusement de bout en bout, on les trouve en grand nombre : ainsi à Courry et à Saint-Brès, au Nord-Ouest de Saint-Ambroix, sur les 89 exploitations de moins de cinq hectares qui sont recensées, une cinquantaine sont cultivées par des mineurs,

metallurgistes et ouvriers d'usine en activité ou à la retraite. Ce genre de vie ne crée-t-il pas une mentalité autre que celle du paysan ? S'il en est ainsi, ne peut-on en mesurer l'incidence sur la fécondité ? L'ensemble ainsi composé offre un taux global de 87 et un taux légitime de 120,5 [35] : en dépit des apparences, la fécondité réelle, dénoncée par le second taux, est plus faible dans ce milieu humain qu'elle ne l'est dans les vallées qui ne sont pas touchées par l'industrie. Nous rencontrons ici un fait social déroutant au premier abord : en principe, il semble que la situation matérielle d'un ouvrier ou mineur-paysan soit plus confortable que celle d'un polyculteur vivant parcimonieusement, à la merci des marchands qui lui achètent en lésinant une partie de sa production, peut-être endetté parce qu'il a dû s'équiper, ne bénéficiant pas des avantages sociaux qu'implique le travail salarié ou, mieux encore, l'emploi dans les houillères. Il est vraisemblable que l'ouvrier ou le mineur, qu'il ne soit que salarié ou, ce qui est plus fréquent, à la fois salarié industriel et agriculteur, se comporte à la génération où nous l'étudions comme son homologue du *Pays noir* décrit par Ph. Ariès ; devinant peut-être que par son métier il court de plus grands risques de disparaître prématurément, inquiet de ne pas avoir à élever un autre enfant alors qu'il prend de l'âge, ou tout simplement soucieux d'assurer au plus petit nombre les meilleures chances de réussite, il restreint sa descendance : « Ce garçon, il n'est pas question qu'il travaille à la mine (...). Peut-être ira-t-il jusqu'au bachot. Et après ? On n'en parle pas, mais on peut soupçonner, au fond des consciences, le désir d'en faire un ingénieur, l'égal de ces chefs qui ont plié sous leur fêrule des générations de mineurs. Seulement, c'est une ambition si déraisonnable qu'on la dissimule avec soin. Mais qui sait ? » [36]. Certes, la comparaison est un peu faussée du fait que Ph. Ariès écrivait en 1946, en pleine « bataille du charbon » tandis qu'en 1962 le charbon a perdu une autre bataille... Mais, la conscience humaine étant toujours hantée par la peur du chômage ou du sous-emploi, n'est-ce pas une raison supplémentaire de se rendre encore plus malthusien lorsque la conjoncture s'assombrit ?

Les mêmes raisons contribuent sans doute à expliquer la situation qui caractérise le groupe méridional ; si nous en extrayons les petites villes de Ganges et du Vigan ainsi que Sumène, nous y trouvons des taux extrêmement bas : 60,5 et 91 à Ganges, 59 et 93 au Vigan, 47,2 et 76 à Sumène ; dans aucune de ces localités, le taux légitime n'arrive à égaler le taux global de la plupart des ensembles ruraux (cf. p. 57) ! Pourtant, l'évolution du nombre des naissances et des femmes en âge de procréer entre 1954 et 1962 y avait laissé croire à un regain effectif de la natalité, tout au moins à Ganges et au Vigan. Nous sommes bien loin des taux français en 1962 (80,2 et 112) et, si l'échantillon présente les valeurs que nous savons, c'est grâce aux quelques villages qu'il comprend (66,3 et 102). Au premier abord, il semble bien que la crise dont souffre alors la bonneterie se traduise par un abaissement de la fécondité. Comme l'écrivait R. Dugrand en 1953 (37) : « fin de la crise économique générale, implantation d'industries nouvelles, c'est à ce prix que la population gangeoise peut obtenir le plein emploi » ; la formule peut s'appliquer à tout le groupe et c'est dans la mesure où s'estompe la menace du chômage et où naît l'espoir de plus hauts salaires dans un ensemble concurrentiel que la natalité peut retrouver un certain dynamisme [38].

Tandis que se résorbe la crise du textile (sans que, du reste, la structure des activités se soit radicalement transformée ni que les mentalités aient beaucoup évolué), la natalité subit de profonds changements et la fécondité progresse vivement dans les deux villes du groupe alors qu'elle stagne à Sumène et qu'elle décline sensiblement dans les villages ; tout cela apparaît avec la moyenne des naissances enregistrées de 1960 à 1963 (entre parenthèses, rappel des taux calculés sur la moyenne 1954-61) :

	Taux global	Taux légitime
Le Vigan	77 (59)	121,5 (93)
Ganges	77,8 (60,5)	117 (91)
Sumène	48,6 (47,2)	78,5 (76)
Villages	49,8 (66,3)	76,3 (102)
Ensemble	67 (59)	103,6 (91,4)

Il est possible que dans les villes, où la structure socio-professionnelle est plus diversifiée, le relèvement du taux soit le fait d'autres classes sociales que celle des ouvriers en bonneterie ; dans les villages, la régression s'explique mal et elle est trop importante pour répondre d'un aléa statistique dû au faible effectif mis en œuvre. Se pourrait-il que la crise se manifeste ici avec quelque temps de retard sur les villes ?

Vis-à-vis de ces régions industrielles où le malaise économique s'exprime à travers le déclin de la fécondité, les vallées rurales présentent une natalité bien plus élevée, sans grand rapport semble-t-il avec l'état de crise permanent où elles se trouvent depuis plusieurs générations. Sans doute est-il banal de ne voir là qu'un exemple parmi d'autres de forte fécondité paysanne ; il est toutefois bien difficile de déceler à coup sûr les raisons qui la soutiennent. Fonder une famille, est-ce une façon de vouloir dominer une terre ingrate, qu'on n'a jamais abandonnée, soit de son propre gré, soit par force des circonstances ?

2. La dimension des familles

L'analyse structurale des familles où l'âge de la mère est compris entre quinze et trente-neuf ou quarante-quatre ans est un autre moyen d'apprécier la fécondité d'une population ; mais la mortalité infantile prélève un contingent de nouveau-nés, la mortalité juvénile quelques rares enfants et ces ponctions perturbent quelque peu les résultats de telle sorte que ce n'est pas toute la descendance née avant le recensement qui est dénombrée mais c'est une *fécondité nette* que l'on observe. Pour la femme, la limite d'âge inférieure ne prête pas à critique tandis que l'on peut discuter sur celle de trente-neuf ou quarante-quatre ans. Cette dernière englobe des familles qui, au point de vue biologique, sont définitivement constituées ; en effet, aux approches de la ménopause, la procréation est un événement exceptionnel [39] ; en revanche, si l'on choisit cette limite, on court le risque de comptabiliser des familles qui ne sont plus complètes parce que

les aînés auront quitté le domicile de leurs parents. Fixer d'autre part la borne supérieure à l'âge de trente-neuf ans, c'est négliger quelques naissances tardives mais c'est éliminer pratiquement tout risque d'émigration juvénile [40].

Reprenons les trois échantillons proposés ci-dessus pour l'analyse de la fécondité ; d'après les tableaux de la page 66, la structure familiale s'y présente ainsi :

	Ech. rural	Ech. mérid.	Ech. houiller
A : Femmes non célib. (15-39 ans)	837	1.245	1.151
B : Enfants de A	1.739	2.206	2.345
B/A $\times$ 100	212	178	203
C : Femmes non célib. (35-39 ans)	330	399	358
D : Enfants de C	779	895	875
D/C $\times$ 100	235	224	244

La faible fécondité relative du secteur bonnetier apparaît de nouveau ; l'écart avec les deux autres groupes s'atténue lorsqu'il s'agit des familles définitivement constituées ou supposées telles ; en effet, elles comprennent les enfants des unions qui se sont conclues après la guerre et qui ont été généralement fécondes ; la crise du début de la décennie 1950 n'est pas très perceptible à travers le quotient de D/C mais elle contribue sérieusement à réduire celui de B/A.

La différence entre ces deux rapports est presque aussi importante dans le bassin minier ; certes, le quotient de D/C profite de la présence des ménages nord-africains dont nous avons eu à évoquer la nombreuse progéniture ; cela dit, il correspond surtout à la période d'intense activité qu'ont connue les houillères pendant la « bataille du charbon ». En regard, le rapport B/A paraît bien victime de la récession et les jeunes ménages ont jusqu'à présent une descendance moindre que celle de leurs aînés lorsqu'ils avaient leur âge.

L'écart assez faible qui sépare les deux quotients ruraux confirme ce que nous a enseigné l'analyse des taux de fécondité ; il y a sans doute un recul par rapport à la période de forte natalité qui suit la dernière guerre mais la dimension des familles varie moins qu'ailleurs et elle se trouve en complète dysharmonie avec la situation économique.

Le comportement des ruraux se révèle aussi à l'examen du *nombre moyen d'enfants par femme classée selon l'âge* (cf. tableau en annexe à la fin de ce chapitre, p. 66).

Classes d'âges	15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44 ans
Ruraux	0,50	0,97	1,90	2,42	2,12	2,31
Ech. méridional	0,56	0,86	1,52	1,93	2,24	2,51
Ech. houiller	0,62	1,16	1,87	2,22	2,45	2,50

Par rapport aux deux groupes suivants, cette moyenne est la plus élevée chez les ruraux pour les classes de 25-29 et de 30-34 ans ; comme celle de la classe de 20-24 ans est relativement déprimée, c'est probablement sur elles que repose la forte fécondité annoncée par le taux légitime. Examinons à ce propos la fréquence des familles classées selon le nombre d'enfants et dont la femme est âgée de vingt-cinq à trente-quatre ans.

Familles de	0	1	2	3	4	5 enfants et plus	Total
Ruraux (409 f.)	12,2	23,2	28,4	18,4	9,7	8,1	100
Ech. méridional ... (641 f.)	18,2	28,9	27,8	14	6,7	4,4	100
Ech. houiller (621 f.)	11,1	28,6	31,5	13,5	9,5	5,8	100

Les ménages comptant au moins trois enfants sont les plus fréquents dans l'échantillon rural (36,2 %) suivi par le secteur minier (28,8 %), le groupe bonnetier n'en cumulant que 25,1 % ; le classement serait identique pour « quatre enfants au moins » ou pour « cinq enfants au moins ». Les fortes familles sont donc plus nombreuses dans les vallées rurales qu'ailleurs et c'est avant tout sur elles que s'appuient les taux de fécondité légitime que nous avons commentés plus haut. D'autre part, il semble bien que les jeunes ménages ruraux soient plus féconds que ne l'ont été leurs aînés (femme âgée de trente-cinq à trente-neuf ans) dont les mariages ont été pourtant célébrés au plus tôt pendant la guerre (les femmes ayant trente-neuf ans en 1962 en avaient vingt en 1943) et dont la descendance moyenne est légèrement inférieure (2,12 pour 2,42) après une durée d'union plus longue. Cela est d'autant plus surprenant que pour la classe comprise entre quarante et quarante-quatre ans, la moyenne remonte à 2,31 alors que, du point de vue économique, la situation n'était guère brillante en Cévenne au cours des années qui ont précédé la guerre. Ces variations en apparence illogiques restent à démontrer au prix d'une reconstitution des familles à l'aide de l'état civil : avec les dates des mariages et naissances, nous verrions mieux quelle a pu être l'influence de ces difficultés sur l'attitude des couples en face de la natalité.

La fécondité paysanne apparaît la plus élevée lorsque les habitants vivent dans de plus rudes conditions. J'ai comparé à cet effet deux ensembles de la Cévenne lozérienne ; l'un comprend des écarts difficilement accessibles qui sont faiblement peuplés et où se pratique le plus souvent une agriculture attardée ; ils sont isolés ou enclavés. Le second rassemble des villageois et une population éparses dont les liaisons avec l'extérieur sont plus rapides et aisées [41]. L'examen concerne 81 femmes de trente-cinq à quarante-quatre ans avec leur progéniture pour le groupe le plus défavorisé et 278 femmes avec leurs enfants pour l'autre lot. Pour les familles qui subissent l'entrave de l'isolement, la descendance moyenne par femme s'élève à 2,75 et la fréquence cumulée à trois enfants au moins atteint

54,3 % ; chez les autres, bénéficiant de meilleures conditions géographiques, ces chiffres sont respectivement de 2,30 et 38,8 %. Mais cette variation nettement positive tient à la présence de trop rares ménages dont la fécondité, involontaire ou raisonnée, ne peut enrayer le dépérissement plus rapide des secteurs enclavés ; tout compte fait, leur bilan démographique est plus médiocre que celui de l'ensemble rural dont ils font partie.

Aux approches du bassin houiller, là où vivent de nombreux mineurs et ouvriers-paysans, les secteurs de moindre fécondité sont de nouveau repérés par la structure des familles : 192 enfants pour cent femmes âgées de quinze à trente-neuf ans ; la descendance moyenne reste faible chez les ménages les plus jeunes, ne dépassant les valeurs proprement rurales que dans les deux dernières classes considérées :

Age de la femme	15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44 ans
Descendance moyenne ...	0,58	0,82	1,72	2,13	2,27	2,47

Dans le bassin lui-même, les variations sont sensibles d'un endroit à l'autre : elles reflètent un peuplement hétérogène, les cités ouvrières offrant la plus forte fécondité. Comparons à ce sujet trois communes de quelques milliers d'habitants : au Nord, Bessèges s'identifie à la métallurgie du fer et il y vit bon nombre de mineurs de telle sorte que ces deux groupes forment plus de 60 % de la population active ; elle distribue en outre quelques services qui lui donnent une certaine teinture urbaine. En aval, avec un secteur tertiaire plus large (46 % de la population active, contre 29 % à Bessèges), mais avec une part appréciable de mineurs (20 %) et d'ouvriers (20 %), Saint-Ambroix s'apparente mieux à la série des petites villes. Au Sud, dans la banlieue septentrionale d'Alès, à proximité du puits Destival, Saint-Martin-de-Valgagues est avant tout une cité minière et ouvrière qui étouffe l'ancien village et où près de 70 % de la main-d'œuvre est recensée dans le secteur industriel. L'influence de ces activités s'exprime à travers les structures familiales :

		Nombre moyen d'enfants par femme de			Dans la classe de 25-34 ans, part des mères ayant au moins		
		15-24	25-34	35-39 ans	3	4	5 enfants
Bessèges	(5.575 h.)	1,70	1,69	2,20	19,1	8,4	2,5
St-Ambroix	(3.570 h.)	1,97	1,95	2,13	26,4	12,1	4,5
St-Martin	(3.703 h.)	2,67	2,87	3,01	45,5	28,9	19,3 %

Dans la vallée de la Cèze, l'agglomération de Bessèges a subi depuis 1955 deux revers sérieux : les Houillères ont abandonné le puits Grangier pour consacrer leurs efforts à celui de Molières, plus en aval, et à celui de Saint-Florent, dans la vallée plus méridionale de l'Auzonnet. De son côté, la métallurgie man-

que de ressort et, lorsqu'elle se ressaisit, c'est au détriment de la main-d'œuvre, victime d'un automatisme plus productif. Il n'est donc pas étrange d'y trouver pour les jeunes ménages la moyenne la plus basse encore jamais rencontrée (1,69) et, parmi eux, un lot considérable ayant au plus un seul héritier (15,7 %) tandis que se remarque le bien faible pourcentage de familles nombreuses. La situation est meilleure en aval où Saint-Ambroix, voisine de Molières et de Saint-Florent, ne souffre pas trop du déclin économique ; les moyennes et pourcentages placent toutefois cette ville à un niveau inférieur par rapport à l'échantillon minier ; il n'est pas impossible par ailleurs que la structure sociale atténue l'effet de la crise charbonnière : de la sorte, l'écart se réduit entre la descendance moyenne de la famille supposée complète (mère âgée de trente-cinq à trente-neuf ans) et celle de la famille en train de se constituer (mère âgée de vingt-cinq à trente-quatre ans) ; tenue à un degré relativement moins élevé dans une commune où les activités tertiaires sont prépondérantes, la fécondité accuse peu le contrecoup d'un malaise frappant de manière plus directe une population ouvrière habituée à procréer davantage. Au près de ces deux exemples, Saint-Martin prend des allures de cité pionnière ; il est probable que, si l'évolution annoncée continue, les ménages encore jeunes atteindront une moyenne plus forte que celle de leurs devanciers lorsque leur descendance sera complète, le recul de la mortalité infantile poussant du reste dans ce sens. Le pourcentage des familles de trois, quatre ou cinq enfants au moins en dit long sur leur fécondité. Celle-ci est due en partie aux étrangers récemment immigrés du pourtour méditerranéen ; c'est ainsi que les 57 mères âgées de vingt-cinq à trente-quatre ans et annonçant au moins quatre enfants proviennent pour la moitié d'Italie, d'Espagne et d'Algérie ; avec une telle population, il est évident que les menaces de crise ne peuvent contraindre la fécondité à décliner car elle obéit à un atavisme dont les effets ne s'estomperont sans doute qu'avec les générations suivantes, en admettant qu'elles s'intègrent aux autochtones, ce qui ne sera vraisemblablement pas le cas pour toutes les communautés nationales représentées ici. En attendant, la présence de ces étrangers relève sensiblement la proportion de jeunes dans ce genre de localité ou dans certains quartiers urbains. L'exemple de La Grand'Combe est à ce propos très démonstratif. Dans la partie méridionale où, en évoquant l'histoire locale (Paulin Talabot...) et nationale (la République, Jean Jaurès, Pasteur...), les rues rappellent que cette commune créée il y a un peu plus d'un siècle a déjà un passé, la structure sociale est dominée par la présence d'actifs du secteur tertiaire (commerçants, employés, etc...) et de retraités ; toutefois, mineurs et ouvriers n'y sont pas en reste (ils sont plus souvent spécialisés ou qualifiés que manœuvres) ; de toute façon, la fécondité est ici notoirement médiocre, ce que dénonce en première analyse la proportion des jeunes : sur les 2.521 habitants, 27,8 % ont moins de vingt ans (33,7 % pour l'ensemble de la commune) alors que les femmes non célibataires et âgées de quinze à quarante-quatre ans représentent 13,9 % de ce total. Montons à Champclauson : les crassiers et les énormes banquettes de déblais limitent l'horizon d'une sorte de gros village où vivent 1.479 personnes parmi lesquelles 35 % n'ont pas vingt ans tandis que la cohorte féminine déjà citée rassemble 12,5 % de l'effectif ; les mineurs et manœuvres l'emportent dans la population active. Passons à l'Est, dans la vallée voisine : autour du puits Ricard, les « camps » et les « casernes » n'abritent pratiquement que les mineurs et leurs familles, en grande partie étrangers de telle manière

que se rencontrent ici certains aspects des pays en voie de développement : 52,3 % de jeunes pour un groupe de femmes mariées (15-44 ans) totalisant 14,4 % des 770 habitants de l'échantillon [42]. La fécondité différentielle selon les trois secteurs s'exprime ainsi :

	Nombre moyen d'enfants par femme de			Dans la classe de 25-34 ans, part des mères de	
	15-39	25-34	35-39 ans	3	4 enfants au moins
Quartier Sud	1,50	1,64	1,79	21,2	7,6
Champclauson	2,19	2,30	2,71	27,5	17,5
Puits Ricard	2,85	3,20	3,39	53,5	37,8

Si, pour la ville entière, nous comparons la fécondité de trois ensembles humains, les employés des houillères (quelle que soit leur qualification), ceux qui n'y sont pas occupés (quelle que soit leur activité : chauffeur de poids lourd, artisan, médecin, etc...) et les étrangers, de nouvelles différences apparaissent. Le classement proposé est inattendu et il convient de le justifier. Il existe certes un écart sensible entre l'ingénieur des mines, le secrétaire de bureau, le mineur de fond ; les voilà cependant rassemblés alors que le manœuvre des houillères est plus proche du manœuvre de la S.N.C.F. ou d'une quelconque entreprise et ce dernier côtoie dans le second lot le commerçant et le fonctionnaire de telle ou telle administration. Un classement plus minutieux et plus conforme aux distinctions socio-économiques habituelles était possible, mais au prix d'une véritable « pulvérisation » des effectifs à observer. Il m'a semblé plus intéressant de voir dans quelle mesure la régression d'une grande affaire comme l'extraction du charbon peut marquer la fécondité d'une part dans le groupe humain qu'elle concerne directement (et l'aspect sentimental du problème ne doit pas être négligé, il s'en faut !), et d'autre part chez ceux qui, du fait même qu'ils habitent La Grand'Combe, vivent indirectement mais à coup sûr de l'exploitation houillère. Quant aux étrangers, leur traitement particulier s'impose pour plusieurs raisons : ils proviennent de pays à forte fécondité et ils en gardent les coutumes ; ils occupent le bas de l'échelle sociale ; n'ayant qu'un contrat de travail, ils ne se sentent pas attachés à la mine et ils sont moins touchés par son déclin que ceux qui la considèrent comme leur raison de vivre. De la première à la troisième ligne du tableau suivant, les résultats concernent 937, 562 et 260 femmes de quinze à trente-neuf ans.

	Nombre moyen d'enfants par femme de			Dans la classe de 25-34 ans, part des mères de	
	15-39	25-34	35-39 ans	3	4 enfants au moins
Employés des Houillères	1,87	1,94	2,19	24,6	10,9
Autres actifs	1,69	1,82	1,97	24,1	11
Etrangers	3,22	3,64	3,61	67,5	54

Les chiffres relatifs aux étrangers soulignent par contraste la faible fécondité des Français ; parmi ces derniers, une légère différence s'observe en faveur des employés des houillères : ce n'est qu'une bien pâle illustration de l'idée banale selon laquelle les mineurs sont à la tête de familles nombreuses... Autrement, deux conclusions doivent être tirées de tous ces résultats : d'abord, la crise charbonnière se traduit par un déclin *général* de la fécondité et, de cette manière, s'exprime la solidarité qui unit toute la population d'une région qui se dévitalise ; en second lieu, le bassin houiller doit sa relative jeunesse au soutien de ménages plus nombreux que dans l'arrière-pays cévenol mais aussi à la présence des travailleurs étrangers et de leurs familles. Ces nouvelles souches peuvent-elles conduire à un regain démographique ? Cela paraît peu probable : en 1962, la conversion d'une industrie extractive localement aussi vitale que celle-ci n'est que très vaguement prévue et cela ne peut qu'accentuer le vieillissement. En admettant par ailleurs que ces gens-là s'enracinent, les générations qui en proviennent se montreront moins prolifiques du fait de mariages avec des gens du pays ou même par simple contagion ; c'est ce qui est arrivé aux émigrés qui se sont succédé ici depuis plus d'un siècle. On voit mal enfin de quelle façon la communauté aujourd'hui la plus féconde, celle des Algériens, peut s'implanter solidement car l'activité qui justifie leur présence va disparaître et leurs possibilités de réembauche sur place sont des plus limitées ; en outre, compte tenu de la mentalité peu favorable aux Nord-Africains (mais cette attitude peut changer), leurs souches demeureront réfractaires au creuset qui a déjà digéré des foules d'immigrants.

En conclusion, trois séries de faits doivent être dégagées de cette analyse. C'est d'abord l'opposition entre les vallées rurales et la bordure industrialisée et urbanisée où la pression démographique est sensiblement plus forte mais où, en dehors d'Alès, il n'y a pas de véritable ville mais seulement des agglomérations ouvrières, des petites villes et bourgades, la limite entre ces deux derniers types étant du reste bien délicate à tracer.

Presque constamment, nous avons trouvé des populations vieilles ; seules, quelques communes minières se trouvent à l'avant-garde mais leur jeunesse ne pourra sans doute pas résister au déclin de la houille.

Enfin, l'observation des mouvements naturels oblige aussi à distinguer les vallées paysannes des bordures industrialisées. Ce n'est pas tant le niveau de la mortalité (difficile à interpréter sur le plan statistique) que celui de la fécondité qui différencie les divers ensembles examinés. En dépit de son vieillissement et d'un bilan naturel négatif, la Cévenne demeure une terre d'émigration mais cette source plus que séculaire est en train de se tarir. Si en contrepartie le périmètre est mieux structuré, plus jeune et plus peuplé, le déclin économique en fait un réservoir humain pour des villes ou régions plus ou moins lointaines du territoire national ; le courant risque cependant de diminuer assez vite à cause d'une fécondité légitime médiocrement honorée, sauf dans les familles étrangères dont nous avons un peu plus haut supputé l'avenir.

Telle est la situation démographique vers le début de la décennie 1960. Comment s'est-elle développée ? Pourquoi est-elle si médiocre ? Ce sont des questions que peut éclairer l'analyse historique, objet de la seconde partie.

ANNEXE
(cf. p. 60)

1. Echantillon rural

Enfants	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ages :														
15-19	7	4	1											
20-24	35	24	23	3	1	4	1	1	1					
25-29	24	53	47	31	13	14	7	4	1					
30-34	26	42	69	44	27	18	11	3	3	1		1		1
35-39	53	69	77	58	34	19	3	2		1				
40-44	32	42	55	45	22									

2. Echantillon méridional

Enfants	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9				
Ages :														
15-19	13	10	2											
20-24	69	79	21	11		4	2	2	1					
25-29	64	88	70	31	9	11	6	1	1					
30-34	53	97	108	59	34	22	8	5	2	2				
35-39	55	103	84	75	43	17	9	4		3				
40-44	23	70	74	62	42									

3. Echantillon houlleir

Enfants	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Ages :														
15-19	9	11	1											
20-24	33	79	25	12		2								
25-29	30	89	92	29	16	9	2	3						
30-34	39	88	104	55	43	3	6	8	5					
35-39	30	96	94	58	34	23	11	2	6	2	2			
40-44	30	79	72	57	32	17	6	5	4	2	2	1		1

NOTES

- [1] D'après les feuilles de ménages du recensement du 7 mars 1962.
- [2] Situation au 7 mars 1962. Alès n'est pas comprise dans cette série. Regroupements opérés : Gatuzières et Fraissinet-de-Fourques (canton de Meyrueis) ; Saint-Maurice, Saint-Andéol et Saint-Frézal (canton du Pont-de-Montvert) ; Aujac et Bonnevaux (canton de Génolhac) ; Lamelouze et Soustelle (canton de La Grand'Combe et Alès-Ouest) ; Corbès et Mialet (canton de Saint-Jean-du-Gard) ; l'Estréchure et Peyroles (canton de Saint-André-de-Valborgne) ; Saint-Bonnet et Vabres (canton de Lasalle) ; Mars et Bréau (canton du Vigan). La nécessité de traiter des éléments qui ne soient pas trop maigres justifie ces regroupements ; seul, leur voisinage immédiat peut légitimer la façon dont deux ou plusieurs communes sont ainsi assemblées ; ces opérations demeurent malgré tout entachées d'arbitraire.
- [3] Document utilisé : tabl. PA 15 et 21 des *catégories d'activités économiques*, dressé par l'I.N.S.E.E. pour chaque commune, à partir du recensement de 1962.
- [4] Les *densités relatives* (rapport entre population et surface effectivement utilisée) seraient bien plus expressives. En l'état de la documentation, il n'est malheureusement pas possible de les employer : ce n'est pas à l'aide des renseignements portés sur les *bordereaux de maison* d'un *Recensement général de la population* qu'il faut compter résoudre la question. Le document le plus proche dans le temps serait le *Recensement général de l'agriculture* de 1955 mais il n'est guère crédible ; il faudra attendre celui de 1970 pour obtenir une vision sérieuse de la situation (cf. *infra*, troisième partie).
- [5] Il n'est sans doute pas superflu de rappeler non seulement le faible effectif des communes, mais aussi le nombre d'habitants qui y résident en permanence...
- [6] Malgré ses liens évidents avec la houille, Alès en est exclue ; ses fonctions urbaines la différencient nettement des autres agglomérations comprises dans cet ensemble.
- [7] Plus de 3.500 habitants agglomérés, le tiers de la population active employé à la mine ou dans l'industrie mais aussi près du quart dans la rubrique « commerce, banque, assurances ». La situation au débouché de la Cèze montagnarde dans la plaine désigne Saint-Ambroix comme un centre urbain, mais elle fait aussi fonction de banlieue ouvrière (cf. R. Lamorisse, 1971).
- [8] Il semble surprenant que dans le groupe 3, *c* et *b* soient *intervertis* puisque le pourcentage des jeunes est plus élevé en *b* qu'en *c* ; mais, compte tenu d'une proportion d'adultes sensiblement plus forte, la fécondité trouve en *b* des conditions moins favorables qu'en *c*.
- [9] Des locaux de l'I.N.S.E.E. (Montpellier), elles sont parvenues en totalité à Mende ; mais à Nîmes ne se trouvent le plus souvent que les paquets de bulletins qui avaient été utilisés pour un sondage au vingtième.
- [10] R. Lamorisse, 1964 a, p. 22.
- [11] Ce dernier pourcentage est calculé pour les hommes seulement. En effet, dans les rubriques 94 à 96 du tabl. SOC 5 de l'I.N.S.E.E., la part des femmes est sous-estimée, la plupart d'entre elles ayant été recensées comme épouses ; elles sont considérées de ce fait comme inactives sans retraite. L'utilisation statistique en serait ainsi dépourvue de sens.

- [12] P. Estienne, 1955, p. 767. Rapport du nombre d'enfants de moins de dix ans pour cent femmes âgées de quinze à quarante-neuf ans.
- [13] I.N.S.E.E., 1960, Recensement général de la population de mai 1954, résultats statistiques, Lozère, tabl. d 1, p. 31.
- [14] Cantons de Barre-des-Cèvennes, du Pont-de-Montvert, de Saint-Germain-de-Calberte, Saint-André-de-Valborgne, Valleraugue et Lasalle (sauf Saint-Félix-de-Pallières où on exploite des minerais métalliques).
- [15] « Autres industries de transformation » que les industries extractives (n° 2) et celles du bâtiment et travaux publics (n° 3) in Code n° 101 du recensement de la population de 1962, catégories d'activités économiques en 41 postes, I.N.S.E.E., 1962.
- [16] Calculs portant en réalité sur l'ensemble des communes rurales des cantons de Sumène et du Vigan en 1954 et 1962. Chiffres de 1954 in Résultats statistiques du recensement général de la population. I.N.S.E.E., 1960, tab. 1, p. 49.
- [17] Résultats du recensement de 1954, I.N.S.E.E., 1960, tabl. d 1, p. 44, Gard.
- [18] D'après les statistiques annuelles du mouvement de la population tenues par la Direction régionale de l'I.N.S.E.E. à Montpellier. Si les données sont justes, ce taux place la Lozère au même rang que la Finlande où est alors enregistré un des taux les plus bas d'Europe. Toutefois, ce taux brut devrait être aux environs de 23 ‰ s'il était *rectifié*; or l'Atlas régional du Languedoc-Roussillon indique en 1962 un taux rectifié de 32,5 ‰ (Pl. 23-1 et 2) .
- [19] Le taux brut de la France est tombé de 36,1 (1953-55) à 21,7 ‰ (1962).
- [20] A. Brasseur, 1965, p. 25, tabl. X (taux *non rectifié* des générations groupées) : abondante bibliographie sur la question dans la région du Nord. Les taux atteignent 32,9 ‰ dans l'Ouest du pays minier, 32,5 autour de Douai et 34,5 dans la vallée de l'Escaut, entre Denain et Valenciennes.
- [21] Les taux bruts s'élèvent en 1962 à 27,6 ‰ en Meurthe-et-Moselle (région de Nancy, vallée de l'Orne et plateau de Briey, secteur de Longwy), à 29,5 en Moselle (triangle sidérurgique Thionville-Hayange-Rombas et bassin houiller) ; ils tombent à 22,6 et 20,6 ‰ dans la Meuse et les Vosges.
- [22] J. Bourgeois-Pichat, 1951.
- [23] Etudes et conjoncture, 1965, n° 2, fév., tab. XLI, p. 71.
- [24] Un échantillon de 50.000 habitants comme celui-ci serait plus significatif s'il représentait un ensemble géographique homogène.
- [25] L'introduction de la mortalité permet de *rectifier* les taux bruts si l'on admet que les *taux mort-nés* composent le cinquième environ de l'effectif des mort-nés (hypothèse tirée de l'observation d'ensembles beaucoup plus vastes). D'autre part, la prise en compte de La Grand'Combe où la mortalité infantile est faible diminue sensiblement le taux qui était valable pour les trois communes choisies dans le bassin, ce qui donne :

	Naissances	Faux mort-nés (supposés)	Décès Infantiles	Taux brut	Taux rectifié
E.R.M.	1.401	1	33	23,5	24,1
E.H.E.	1.606	6	37	23	26,6
				(34 sans La	et Grand'Combe) 36,4

E.R.M. : échantillon rural et méridional.
E.H.E. : échantillon houiller élargi.

- [26] L. Tabah et J. Sutter, 1948.
- [27] De toute manière, il resterait muet sur les avortements spontanés ; or les risques de mortinatalité et de mortalité néo-natale sont deux fois plus élevés chez les femmes qui ont déjà perdu un ou deux enfants que chez celles qui n'en ont perdu aucun (Tabah et Sutter, 1948, p. 85 *sqq.*).
- [28] Il faudrait lire les dossiers constitués par les assistantes sociales et conservés aux archives de la Direction de la Santé du Gard. Sur la mortalité infantile dans le Gard et en Lozère, R. Barthélémy-Ferrier, 1969.
- [29] Etudes et conjoncture, 1965, n° 2, tab. XXXV, p. 65.
- [30] La prise en compte de la mortalité infantile dans le calcul de l'indice n'altère pas les résultats ; si nous l'écartons, l'indice rural s'élève d'un demi-centième tandis que les deux autres descendent à 1,03.
- [31] Le phénomène a été souligné en d'autres régions rurales de montagne (P. Estienne, 1947 et L. Gachon, 1947).
- [32] Comme ce sont les naissances survenues de 1954 à 1961 qui entrent dans le calcul de ces taux (la moyenne se situe à la charnière des années 1957 et 1958), il aurait sans doute été plus logique de les rapporter au nombre de femmes âgées de vingt à cinquante-quatre ans en 1962 ; en effet, les plus âgées étaient encore biologiquement aptes à procréer puisqu'elles avaient alors entre quarante-cinq et quarante-neuf ans ; quant à la classe la plus jeune (15-19 ans en 1962), elle n'était encore peuplée que de fillettes ou de filles à peine nubiles en 1957-58. Mais, ces taux n'ayant d'intérêt que comparés les uns aux autres, je me suis conformé à l'usage qui requiert la cohorte féminine âgée de quinze à quarante-neuf ans pour leur élaboration.
- [33] Ils ne sont pas vraiment « légitimes » du fait que, parmi ces naissances, il en est quelques rares « naturelles ».
- [34] Rapport de la moyenne des naissances domiciliées de 1954 à 1961 au nombre de femmes âgées de quinze à quarante-quatre ans en 1954 (tab. d'1 des « Résultats statistiques du recensement de 1954 », I.N.S.E.E., 1960) pour les cantons de La Canourgue, Chanac, du Masségros, de Meyrueis et Sainte-Enimie d'une part, pour ceux du Pont-de-Montvert, de Saint-André-de-Valborgne, Saint-Germain-de-Calberte et Valleraugue d'autre part. Le premier groupe comprend 1.458 femmes et totalise 955 naissances ; le second rassemble 1.521 femmes et compte 993 naissances.
- [35] Branoux-les-Taillades, Sainte-Cécile-d'Andorge, Le Collet-de-Dèze, Saint-Julien-des-Points, Saint-Michel-de-Dèze, Saint-Privat-de-Vallongue ; Aujac, Bonnevaux, Sénéchas, Malons et Elze, Pontails et Brésis, Concoules, Génolhac, Chambon, Peyre-male, Gagnières, Courry et Saint-Brès.
Moyenne annuelle des naissances (1954-61) : 145,9. Femmes de 15 à 49 ans : 1.750 dont 1.211 non célibataires.
- [36] Ph. Ariès, 1948, rééd. 1971, p. 111-118.
- [37] R. Dugrand, 1953, p. 140.
- [38] Cela suppose non seulement des industries nouvelles mais aussi la création d'emplois tertiaires et une revalorisation du travail féminin. Plus lourd est le poids d'une activité unique dans une région comme celle-ci, plus grave est l'incidence du malaise qui l'affecte sur les événements démographiques : émigration de la jeunesse qui désespère de trouver un emploi sur place, crise de la fécondité ; on peut comparer les taux qu'on vient de lire avec les pourcentages de la population active employée dans les « industries de transformation » : 36,8 au Vigan, 54,4 à Ganges et 67,2 à Sumène où, par ailleurs, la part des femmes

adultes a diminué de 1954 à 1962. Cependant, ce parallélisme n'est pas absolu puisque, dans les villages voisins, le pourcentage en question (56,5) correspond au taux légitime le plus élevé de l'ensemble (102). La fécondité paysanne y relèverait-elle le niveau ?

- [39] La classe de quarante-cinq à quarante-neuf ans met au monde moins de 0,2 % des nouveau-nés d'une année.
- [40] Ce pourcentage est de 3 à 3,5 pour la classe de quarante à quarante-quatre ans et de plus de 10 pour celle de trente-cinq à trente-neuf ans. Si l'on considère d'autre part la durée du mariage, la proportion des naissances (toujours par rapport au total annuel) descend de 3 à 1,8 % après dix à quatorze ans d'union ; à partir de quinze ans de vie commune, elle tombe à 1,5, 1,3 %, etc... Or il est fort probable que les cohortes étudiées ici ont en 1962 au moins quinze ans de mariage (si elles ont entre quarante et quarante-quatre ans) et au moins dix ans de mariage (si elles se trouvent dans la classe quinquennale précédente).
- [41] Tout est question d'appréciation ; il est évident qu'il ne peut y avoir de limite indiscutablement tranchée entre population enclavée et population mieux reliée avec l'extérieur.
- [42] Liste nominative de La Grand'Combe, 1962, AD Gard, 10 M 1419. Les trois ensembles sont ainsi composés :
- les cinq premiers districts du recensement ;
 - les districts 24 à 26 : Champclauson, A, B, C ;
 - les districts 16 (Camp Planète et Camp Fougère) et une partie du district 17 (Camp Forêt, Puits de la Forêt, Cité Forêt).

DEUXIEME PARTIE

UN SIECLE ET DEMI DE MUTATIONS
DEMOGRAPHIQUES ET SOCIALES



Introduction

Depuis un siècle et demi, la population cévenole a subi des transformations qui en ont accéléré le déclin. Si nous remontons en effet le cours de l'histoire pour comprendre la situation précaire qui vient d'être décrite, nous rencontrons en premier lieu la crise des années 1930 : son incidence a été grave sur un groupe humain sérieusement désorganisé par la guerre de 1914-18. Or, le conflit avait touché une population qui, depuis une soixantaine d'années, évoluait selon le style qu'imposait la Révolution industrielle : les migrations avaient créé un déséquilibre numérique entre les hautes vallées vieillies et les dépressions bordières plus jeunes ; l'industrie régionale, mais aussi d'autres secteurs de l'économie nationale, étaient en train de dévitaliser le milieu rural qui demeurait malgré tout un réservoir humain à la veille du conflit. Enfin, l'événement avait perturbé une démographie qui offrait, dans ses mouvements et dans ses structures, des caractères « pré-industriels ».

Cette brève évocation suggère la marche à suivre : dans un premier temps est examinée la situation à l'aube de la phase la plus intensive de l'industrialisation ; puis on observe les conséquences de la Révolution industrielle et enfin, la période de crises aiguës qu'inaugure la première guerre mondiale. L'analyse met essentiellement en œuvre des registres d'état civil et des recensements officiels de population.

La collection des premiers est complète depuis le début du XIX^{me} siècle [1] mais la série des listes nominatives est toute dépenaillée : pour la partie lozérienne, il n'existe plus rien qui soit antérieur à 1911, ce qui est fâcheux lorsqu'on se propose d'étudier les modifications subies par les structures démographiques dans des cantons qui se dépeuplent. Il existe en revanche une documentation à peu près convenable pour la région bordière [2] ; c'est que le répertoire gardois est plus riche bien que, pour la première moitié du XIX^{me} siècle, il ne subsiste qu'une vingtaine de cahiers communaux du dénombrement de 1836 [3]. Il est conservé du recensement de 1851 une répartition par commune de la population classée selon les âges, sexes et professions ; pour la suite, il demeure la série complète des dénombrements quinquennaux entre 1876 et 1906. Il semble que les listes de 1911 n'aient jamais été inventoriées aux Archives de Nîmes et, pour décrire la situation au début du XX^{me} siècle, il faut accepter un décalage de cinq années entre le Gard et la Lozère.

← Brugairolle (commune de Mialet).

Les hautes maisons à magnaneries d'un hameau cévenol.

Malgré leurs défauts, ces documents sont utilisables car ils fournissent une description vraisemblable des structures. Leur qualité est variable d'une commune à l'autre ; généralement, un cahier bien présenté est un gage d'exactitude, tout au moins de la part de celui qui s'est occupé du recensement... En effet, les renseignements que donnent les gens au sujet de leur âge, de leur année de naissance, du degré de parenté avec le chef de famille, de la profession, ne sont pas toujours sûrs. La marge d'erreur que l'on doit bien admettre s'élargit lorsque, d'une commune rurale, on aborde une localité du bassin houiller ou une ville de quelques milliers d'habitants. Dans le premier cas, le responsable de l'opération connaît pratiquement tout le monde et, en s'aidant au besoin de l'état civil, il corrige çà et là des indications suspectes ; à moins de tricherie systématique, la liste établie est juste. Dans le second exemple en revanche, on s'adresse beaucoup à des immigrés, illettrés pour la plupart (l'amélioration sera sensible, mais n'oublions pas qu'en 1876 encore l'obligation scolaire n'est le plus fréquemment qu'un vain mot) et les erreurs risquent de s'accumuler. Il faut espérer que la loi des grands nombres en atténue la portée ; on ne peut en effet, dans une recherche comme celle-ci, instruire le procès des listes nominatives et il vaudrait sans doute mieux renoncer à les utiliser que consacrer un temps énorme à une telle affaire [4].

En dépit du préjugé favorable qu'ils inspirent, les registres d'état civil n'en sont pas moins, eux aussi, criticables. Remplis de formules qui doivent enchanter les gens de justice et dont on pense qu'elles sont tout de même utiles à l'authentification des actes, certains sont bien décevants sur le plan statistique. C'est ainsi par exemple que les scribes municipaux portent les mort-nés aussi bien au compte des décès qu'à celui des naissances ; mais, comme nombre d'entre eux sont omis, ce défaut est préjudiciable à l'étude de la mortalité infantile ou de la fécondité potentielle [5]. Le plus irritant est l'oubli trop souvent répété d'informations indispensables à l'analyse démographique ; il est demandé son âge à la personne venue déclarer une naissance ; aux yeux du législateur, c'est un témoin de l'événement et son identité doit être la plus détaillée possible ; mais l'âge de la mère n'est pas mentionné : la mesure de la fécondité s'en trouve abrégée et, si l'on tient absolument à ce renseignement, il faut recourir au registre des mariages... ou à celui des naissances car j'ai trouvé trop souvent des actes de mariages où la mariée figure sans âge ni date de naissance ! Un autre problème demeure en suspens, celui de la mortalité des nourrissons pendant la première moitié du XIX^{ème} siècle ; ainsi qu'on le lira, les taux de mortalité infantile sont quelquefois trop bas pour qu'on ne soupçonne pas aussitôt un défaut d'enregistrement ; cela n'est pas impossible dans ces vallées de montagne, dans ce pays protestant où la vie et la mort relèvent d'un culte familial et où les cimetières sont aussi dispersés que les maisons... Quelles que soient ces raisons, un doute subsiste cependant à ce propos.

Malgré ces imperfections, l'ensemble de ces documents autorise à composer une suite cohérente des grandes phases annoncées ci-dessus, avec leurs caractères originaux. Pour la clarté de l'exposition, cette vaste période est divisée en quatre chapitres. Le premier traite de la phase pré-industrielle. A partir des années 1840 l'évolution se complique au point qu'il n'est pas souhaitable d'analyser en bloc une époque couvrant deux générations humaines ; une coupure s'est révélée

nécessaire ; elle a été fixée dans les années 1870-80 pour des raisons de commodité : elle partage la période en deux parties égales et l'existence des listes nominatives de 1876 (tout au moins dans le Gard) permet de dresser un bilan. De 1836 à 1906, les effectifs de quelques ensembles ont évolué de la manière suivante [6] :

	1836	1846	1856	1866	1876	1886	1896	1906
1	41.805	41.856	41.252	37.790	36.565	33.767	31.639	30.062
2	6.186	8.721	11.336	14.834	16.879	20.935	24.007	22.667
3	25.200	25.430	24.898	22.749	22.932	21.458	20.192	19.716
4	13.566	17.838	20.084	19.964	20.893	21.661	23.829	26.271

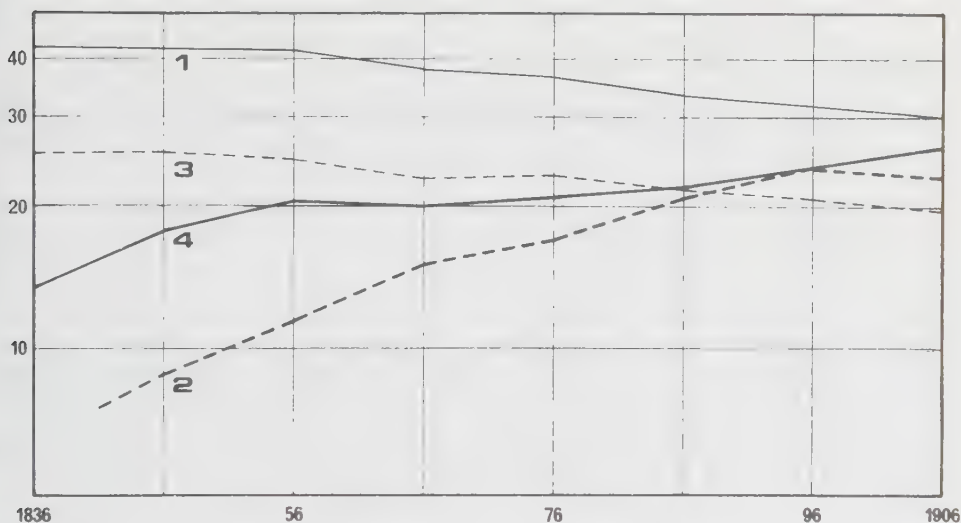


Fig. 6 - EVOLUTION DE LA POPULATION GLOBALE (1836-1906).

1. Echantillon rural. 3. Petites villes
2. Echantillon houiller. 4. Alès.

Pour la composition des modèles 1, 2 et 3, voir note 6, p. 76.
Effectifs en ordonnées (en milliers).

Deux images de ces groupes humains sont donc prises au cours d'une période de soixante années : la première au moment où, les séquelles de la guerre de 1870 s'étant estompées, la France s'engage dans un nouvel épisode de son industrialisation et de son urbanisation ; et la seconde tandis que se prépare le premier conflit mondial. Bien que les mouvements migratoires aient été intenses, la population rurale n'est encore amputée que du quart de son effectif de 1836 quand éclate cette tragédie. Inscrite entre les deux guerres mondiales, l'ère des crises majeures occupe naturellement le quatrième et dernier chapitre de cette histoire.

NOTES

- [1] AD Gard et Lozère pour les registres de plus de cent ans. Greffes des tribunaux civils pour les autres (Alès, Mende, Nîmes).
- [2] Seuls vestiges lozériens : un inventaire communal d'après le recensement de 1876 (AD Lozère, série T) et la liste nominative de Saint-Hilaire-de-Lavit en 1876 (*Ibidem* E 4.025).
- [3] Communes des cantons de *Génolhac* (Portes, Sainte-Cécile-d'Andorge), *Saint-Ambroix* (Castillon, Courry, Meyrannes, Robiac, Saint-Ambroix, Saint-Brès, Saint-Jean-de-Valvignole, Saint-Florent-sur-Auzonnet), *Saint-Jean-du-Gard* (Corbès, Mialet, Saint-Jean-de-Morac), *Saint-Martin-de-Valgalgues* (Blannaves, devenue plus tard Branoux, Lamelouze, Laval, Saint-Martin, Les Salles-du-Gardon, Soustelle). Au total, 22.180 habitants.
- [4] Les listes nominatives comportent des erreurs dont on peut déceler certaines mais il en reste probablement beaucoup qu'il est impossible de remarquer, encore moins de corriger. En tout cas, je n'ai pas rencontré le genre de supercherie monumentale dénoncée à Lyon, de 1911 à 1936 (J. Bienfait, 1968).
- [5] Ils étaient simplement déclarés au curé ou au pasteur ; leur inscription obligatoire à l'état civil est périodiquement rappelée aux maires par des circulaires officielles.
- [6] L'échantillon rural (1) comprend les cantons de Barre-des-Cévennes, Saint-Germain-de-Calberte, Saint-André-de-Valborgne, Lasalle, Valleraugue et celui du Vigan (cette dernière ville étant exclue).
L'échantillon houiller (2) rassemble les communes de La Grand'Combe, Laval, Les Salles-du-Gardon, Saint-Florent, Meyrannes et, créée en 1882, Molières-sur-Cèze. Le chiffre de 1836 ne correspond pas exactement au découpage annoncé. La Grand'Combe apparaissant officiellement en 1846.
Enfin, celui des petites villes (3) est composé d'Anduze, Saint-Jean-du-Gard, Saint-Hippolyte-du-Fort, Ganges et du Vigan.

Chapitre premier

La période pré-industrielle

Jusque vers 1850, la population augmente assez peu ; puis, elle commence à décliner (chiffres concernant toute la partie lozérienne du domaine ainsi que les cantons de St-André-de-Valborgne, Valleraugue, Lasalle, Sumène, Le Vigan (p), St-Jean-du-Gard, quelques communes de l'arrière-pays d'Alès et la partie septentrionale du canton de Génolhac) :

1826 : 88.811 hab.
(100)

1846 : 90.442 hab.
(101,8)

1856 : 88.841 hab.
(100,03)

Pour expliquer ce maigre croît humain, nous examinerons successivement le rôle du mouvement naturel et les divers aspects structuraux que recèle la documentation disponible. Cela permettra aussi de saisir les disparités qui existent entre les vallées montagnardes et les petites villes de la périphérie. Enfin, l'analyse des caractères économiques et sociaux, perceptibles à travers quelques enquêtes officielles conservées aux archives et les publications de divers auteurs, devra justifier l'existence de migrations qui entraînent les hommes d'une région surpeuplée vers d'autres horizons de travail ou vers d'autres milieux de vie.

I. LE MOUVEMENT NATUREL

A. La natalité

1. Les taux bruts

Un calcul portant sur l'ensemble de la Cévenne lozérienne pour les quinquennats 1824-28 et 1834-38 donne les taux respectifs de 31,6 et de 30,6 ‰. C'est à peu de choses près le taux national à la même époque : 31 ‰ en 1821-30 et 29 ‰ en 1831-40. La répartition géographique accuse des différences sensibles d'une vallée à l'autre ; de toute manière, les taux suivants ne sont pas le signe d'une forte fécondité et ils peuvent tout au plus être rapprochés de

ceux que l'on observe aujourd'hui dans certains pays en voie de développement où la fécondité a été en partie maîtrisée [1] :

	1824-28	1844-48
Haut Tarn, Mimente	29,6	28,4
Vallée Longue	38,4	30,7
Vallée Française	29,6	30,5
(au sens large)		
Vallée Borgne	27,1	24,7
Haut bassin de l'Hérault ..	35,7	33,6

Le niveau de la fécondité n'étant mesurable qu'à l'aide des structures par âges et par sexes, il faut donc examiner l'échantillon des dix-neuf communes de la Cévenne gardoise en 1836 [2] ; notons au passage que le taux brut de natalité y atteint dans l'ensemble 37,5 ‰ (1834-38). Le taux de fécondité globale se trouve à 145 et le *taux restreint* [3] à 180 ‰. Ils indiquent une forte natalité, au moins deux fois plus élevée que celle de la France actuellement. Ils ne signifient pas obligatoirement qu'elle est plus forte ici, entre le Gardon de Saint-Jean et la Cèze, qu'elle peut l'être en amont, dans la plupart des hautes vallées [4].

La natalité observée dans ce modèle tient à divers facteurs parmi lesquels la nuptialité joue un rôle de premier plan car, en dehors du fait banal que les naissances répertoriées sont presque toutes légitimes, il s'agit d'une population qui émigre peu et qui n'est que modérément malthusienne. Il est donc opportun d'interroger l'état civil de la population mariable et de noter l'âge au mariage, et la durée des unions, cette dernière étant sous la quasi-dépendance de la mortalité (aucun exemple de divorce parmi les quelque 350 mariages inventoriés).

2. La nuptialité

a) *l'intensité*

A mesure que l'âge augmente, la proportion des célibataires diminue rapidement, tout en demeurant plus élevée du côté des hommes. Dans le tableau qui suit et qui montre la fréquence du célibat en 1836, les pourcentages de 1962 sont rappelés entre parenthèses (cf. p. 44).

Âges	Hommes	Femmes	Âges	Hommes	Femmes
15-19	100	98,6	35-39	12,2 (33)	8,6 (12,5)
20-24	91	66,4	40-44	12 (26)	8 (12)
25-29	55,2 (58,6)	29,8 (29,5)	45-49	9,7 (24)	5,3 (13,1)
30-34	24,3 (39,2)	16 (17)			

Le célibat demeure tenace chez les hommes qui ne présentent de taux « normaux » que tardivement (35-39 ans) ; la même remarque vaut pour les femmes.

S'il n'y a aucune commune mesure entre ce qu'il est et ce qu'il sera au siècle suivant, il faut cependant admettre que l'intensité du célibat ne favorise pas la fécondité.

b) Les mariages ont été dénombrés dans une dizaine de communes totalisant 14.261 habitants. En trois ans (1835-37), 384 unions y ont été conclues, ce qui représente un taux brut de nuptialité de 9 ‰ (France : 7,3 ‰). Quatre rubriques ont été retenues selon qu'il s'agissait de mariages de célibataires (325), d'un veuf avec une célibataire (21), d'un célibataire avec une veuve (8), de deux veufs (7). Quand on compare l'âge auquel hommes et femmes se marient, on a l'impression que les futurs époux ne sont pas toujours libres de choisir leur conjoint : les différences d'âges sont énormes dans un sens comme dans l'autre, ce qui traduit peut-être le souci des intérêts que ces unions mettent en jeu à une époque où la terre a beaucoup de valeur (châtaigniers, prés et mûriers irrigués...) ; cet aspect sociologique du mariage étant suggéré, c'est l'analyse de l'âge féminin qui, du point de vue démographique, retient l'attention.

Age	Nombre	Age	Nombre	Age	Nombre	Age	Nombre	Age	Nombre
15 ans	1	22 ans	29	29 ans	13	36 ans	2	43 ans	2
16	3	23	27	30	10	37	1	44	
17	10	24	25	31	4	38	6	45	1
18	15	25	25	32	5	39	4	46	1
19	16	26	37	33	8	40	2	> 46	5
20	32	27	17	34	5	41		Total ...	361
21	31	28	17	35	6	42	1		

1835-37 : Age au mariage des femmes dans les communes de Lamelouze, Portes, Robiac, Saint-Ambroix, Saint-Florent (en 1835 seulement, à cause de l'omission de la date de naissance de la fiancée lors des 23 mariages de 1836 et 1837), Saint-Jean-de-Valérisclé, Saint-Jean-du-Gard, Saint-Martin-de-Valgalgues, Les Salles-du-Gardon, Soustelle.

Après soustraction des quinze remariages de veuves, les mariages se distribuent ainsi par classes quinquennales :

15-19 ans	45 (13,0 %)	35-39 ans	18 (5,2 %)
20-24 ans	143 (41,3 %)	40-44 ans	3 (0,9 %)
25-29 ans	106 (30,6 %)	45 ans et + ...	3 (0,9 %)
30-34 ans	28 (8,1 %)	Total	346 (100)

L'âge féminin au mariage n'est donc pas des plus précoces : la moyenne arithmétique se place à 24,4 ans, la médiane est située à un peu moins de 24 ans et le mode à 26 ans. Si la distinction était faite, nous verrions que le mariage est plus tardif dans la société paysanne, plus avancé dans les petites villes ou les communes qui sont touchées par l'industrie.

Supposons que le nombre des unions se répartit également d'une année à l'autre ; cela fait 15 mariages de filles âgées de quinze à dix-neuf ans et 48 mariages de filles âgées de vingt à vingt-quatre ans. Considérons ensuite la popu-

lation totale de ces deux classes : 1.106 filles dans la première et 895 dans la seconde. Les taux de nuptialité sont ainsi de 13,7 (15-19 ans) et de 53,6 ‰ (20-24 ans). Approximativement, cela signifie que sur mille filles parvenues à l'âge légal de convoler, et ne devant par ailleurs courir aucun risque de mortalité, 69 se marieront avant leur vingtième anniversaire puis, des 931 qui restent, 250 trouveront un époux avant l'âge de vingt-cinq ans. Il demeurera encore 681 célibataires, environ les deux tiers de l'effectif initial [5].

Cette analyse enseigne que l'âge au mariage serait plutôt un facteur limitatif de la fécondité. Mais comme les taux qui expriment celle-ci sont les plus élevés en milieu rural [6], là où justement le mariage est le moins précoce, il est probable que d'autres raisons entrent en lice, qui lui sont plus favorables.

c) En ces temps de forte mortalité, nombre de femmes mariées n'arrivent pas à l'âge de la stérilité définitive. La présence de 28 veufs dans l'ensemble décrit est à ce sujet révélateur : 3 d'entre eux ont moins de trente ans, 11 sont dans la trentaine et 12 n'ont pas atteint cinquante ans. En revanche, il ne se marie que 8 veuves ; cette différence n'est évidemment pas due à une surmortalité féminine (selon les taux par âges, les risques varient peu d'un sexe à l'autre entre vingt-cinq et cinquante ans) ; elle n'est pas non plus liée à un effectif trop faible de candidats. La véritable raison, au reste bien connue, réside en ce que les chances de remariage de veuves sont moindres : d'après ce qu'enseignent les chiffres, trois veufs se remariaient quand une veuve épouse son deuxième mari.

3. La fécondité féminine

Dans beaucoup de communes du modèle manque l'un des éléments indispensables à un examen approfondi : l'âge de la nouvelle accouchée. On ne dispose ainsi pour le quinquennat 1834-38 que de 1.042 naissances [7]. Le premier aspect de cet échantillon est le nombre infime d'enfants naturels qu'il comporte : 14 [8]. Il s'agit donc surtout de fécondité légitime. La ventilation des naissances selon l'âge de la mère s'effectue ainsi :

		25 ans .. 46 (+ 1)	35 ans .. 50	45 ans .. 2
16 ans .. 1		26 ans .. 66 (+ 2)	36 ans .. 61	46 ans .. 1
		27 ans .. 57	37 ans .. 36	47 ans .. 1
18 ans .. 1		28 ans .. 68 (+ 1)	38 ans .. 48	48 ans .. 3
19 ans .. 17 (+ 3)		29 ans .. 44	39 ans .. 19	
20 ans .. 19 (+ 1)		30 ans .. 82	40 ans .. 33	
21 ans .. 18		31 ans .. 48 (+ 2)	41 ans .. 6	
22 ans .. 34		32 ans .. 57	42 ans .. 9	
23 ans .. 45 (+ 1)		33 ans .. 46	43 ans .. 5	
24 ans .. 48 (+ 1)		34 ans .. 53 (+ 2)	44 ans .. 4	

N.B. — Les naissances naturelles sont ajoutées entre parenthèses mais sont comprises dans le total général.

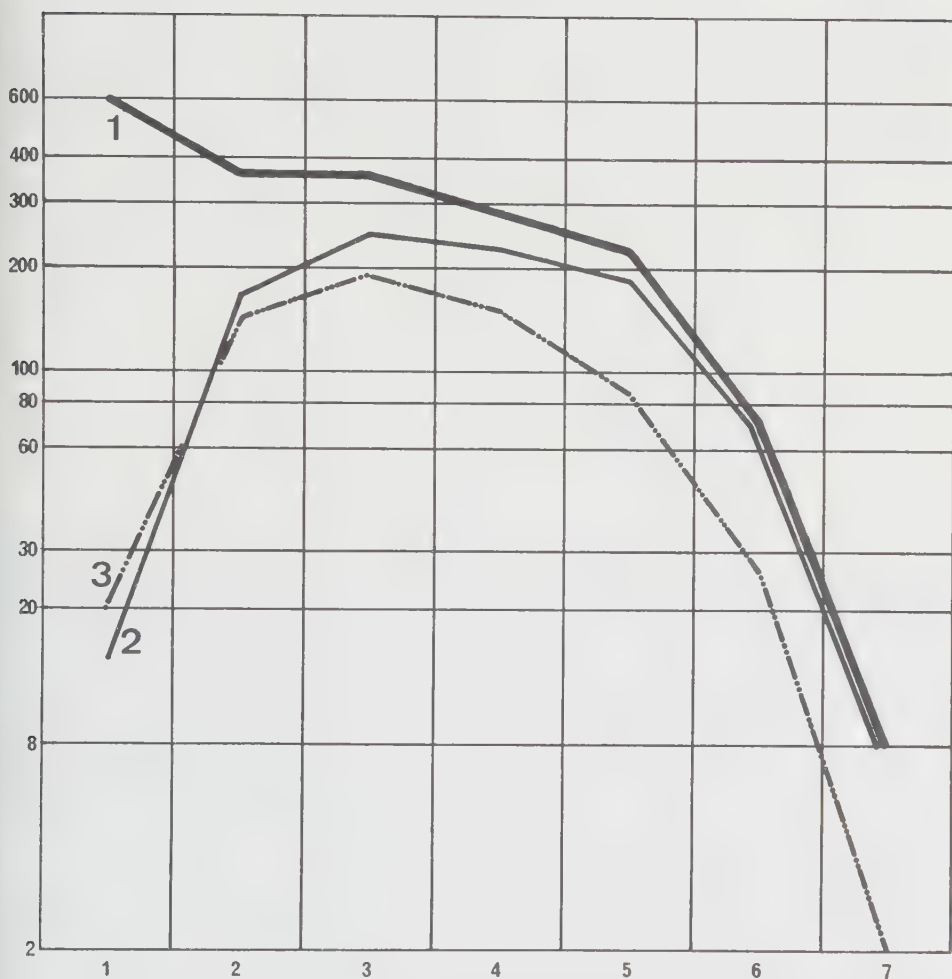


Fig. 7 - LA FECONDITE FEMININE A BLANNAVES, LAMELOUZE, PORTES ET St-JEAN-DU-GARD EN 1834-38.

Taux p. 1 000 (en ordonnées) :

1. Fécondité légitime.
2. Fécondité générale.
3. Fécondité générale de la France en 1946 (année de forte natalité dans un pays malthusien), d'après R. Pressat, 1960, p. 171.

N.B. — Les classes d'âges (abscisses) sont numérotées de 1 (15-19 ans) à 7 (45-49 ans).

Si la première naissance s'inscrit à 16 ans, le décile inférieur ne se place qu'entre 22 et 23 ans et le quartile inférieur entre 25 et 26 ans ; la médiane n'est située qu'à 30 ans où elle coïncide avec le mode ; pour ce qui est du quartile supérieur, il occupe une position conforme à l'aspect biologique de la fécondité humaine. On décèle dans la valeur de ces paramètres un certain caractère tardif de la fécondité ; le retard que nous avons noté en étudiant l'âge au remariage n'y est certes pas étranger mais il ne constitue pas le seul élément d'explication. Les taux de fécondité générale et légitime par classes quinquennales d'âges permettent de mieux interpréter ce que nous venons d'observer.

	Taux général	Taux légitime
15-19 ans ..	14,1	env. 800
20-24 ans ..	165	355
25-29 ans ..	233	355
30-34 ans ..	215	280
35-39 ans ..	179	211
40-44 ans ..	60	65
45-49 ans ..	7,8	8,5

Les taux généraux demeurent supérieurs à 200 entre vingt-cinq et trente-quatre ans : voilà un phénomène original pour qui a l'habitude des populations malthusiennes où, dès l'âge de vingt-cinq ans, ils s'abaissent résolument au-dessous de 200, puis au-dessous de 100 à partir de trente-cinq ans. Le maintien de taux légitimes élevés (sans même s'attarder sur le premier qui exprime la part toujours pesante des conceptions prénuptiales) s'explique aussi bien par la proportion notable des mariages tardifs (25-29 ans) que par un comportement des couples favorable à la natalité (30-39 ans) ; il n'est évidemment pas possible de distinguer dans cette attitude ce qui revient à une option franchement nataliste et à la capacité de réduire volontairement le nombre des naissances ; la part des enfants « trouvés » ou « exposés » sous le porche des hospices urbains donnerait la préférence à la seconde hypothèse (fig. 7, p. 81).

En somme, le caractère tardif de l'âge féminin au mariage contribue à amoindrir la natalité dans la mesure où la population n'est pas capable de pratiquer une contraception efficace ; lorsque les ménages sont constitués, les naissances arrivent nombreuses : le *taux brut de reproduction* de l'échantillon, présenté ici avec les réserves qui s'imposent, s'élèverait au niveau vraisemblable 2,15 : une génération féminine de mille personnes, parcourant sans aucun risque de mortalité les cinquante années qui séparent la naissance de la ménopause, serait remplacée par une descendance de 2.150 filles [9]. Le doublement assuré en moins d'une génération humaine... mais c'est compter là sans une mortalité terriblement efficace !

B. La mortalité

1. La mortalité générale

Tout au long de la période examinée, elle demeure à un niveau élevé ; les taux bruts sont à ce propos plus utilisables pour décrire le phénomène que ne l'étaient les taux de natalité pour commenter la fécondité des populations ; il y a tout lieu de penser en effet que la structure est jeune (probablement plus de 40 % des gens ont moins de vingt ans) et, dans ce cas, des taux bruts excédant 20 ‰ dénoncent une mortalité que n'entrave aucun obstacle sérieux [10]. La répartition par grandes vallées révèle des dissemblances aussi notables que celles des taux de natalité :

	1824-28	1844-48
Haut Tarn, Mimente	21,2	24,5
Vallée Longue	23,5	26,1
Vallée Française (s. l.)	20,5	24,2
Vallée Borgne	18,9	22,1
Haut bassin de l'Hérault	24,8	25,5

Dans les cantons méridionaux de Sumène et du Vigan, les taux bruts sont du même ordre de grandeur : 24,7 et 19 ‰ (1824-28) ; le taux se situe d'autre part à 27 ‰ en 1834-38 dans l'ensemble compris entre les vallées de la Cèze et du Gardon d'Anduze.

La série de ces taux offre un éventail assez large pour susciter la curiosité ; les écarts observés d'une vallée à l'autre et d'une période à l'autre reflètent moins l'influence des structures par âges qui doivent être assez homogènes que l'appétit d'une mortalité fortement aidée par les maladies infectieuses : la valeur exagérée du taux moyen aperçu en 1834-38 traduit peut-être un dernier assaut du choléra (survenu en 1832, il réapparaît en 1834) ou une épidémie de variole, elle aussi très meurtrière alors que la vaccination est encore peu répandue. S'il en est ainsi, on voit la maladie remonter le long des vallées montagnardes et les taux bruts atteignent 26,2, 25,2 et 25 ‰ dans les Vallées Longue, Française et Borgne.

2. La mortalité infantile

Calculés d'après les actes de l'état civil, les taux (non corrigés, non rectifiés) ne correspondent pas à ceux de la mortalité générale. Compte tenu des conditions sanitaires et médicales et la jeunesse de la population étant admise, elle devrait s'exprimer par des taux compris entre 150 et 200 ‰ ; dans la France de Charles X, le taux de mortalité générale est coté aux environs de 25 ‰ et

le taux de mortalité infantile varie dans d'étroites limites, souvent plus près de 200 que de 175 ‰ [11]. Or ils se trouvent ici à un niveau franchement inférieur : le taux moyen en 1824-28 atteint 109,5 (Haut Tarn, Mimente), 128,6 (Vallée Longue) et 124,2 ‰ (Vallée Française, au sens large). Sur la bordure méridionale, entre Sumène et Le Vigan, les taux correspondent un peu mieux à ceux qui expriment la mortalité générale mais ils restent insolites : en moyenne 142 pour 22 ‰. Deux lustres plus tard, dans l'ensemble des dix-neuf communes réparties entre Saint-Ambroix et Saint-Jean-du-Gard, la mortalité infantile se chiffre encore par un taux trop bas en regard de celui de mortalité générale : 159,5 et 27 ‰. Cela pose évidemment le problème du sous-enregistrement des décès survenus dans les tout premiers jours et, si les choses se passent bien ainsi, le nombre des naissances vivantes et celui des décès déclarés à la mairie sont l'un et l'autre défectueux [12].

La répartition selon l'âge des nourrissons décédés s'effectue comme il suit pour la période 1824-28 :

0- 4 jours ..	109	15-30 jours ..	99	91-180 jours ..	147
5- 9 jours ..	113	31-60 jours ..	94	181-270 jours ..	150
10-14 jours ..	71	61-90 jours ..	69	270-365 jours ..	110

Cantons de Barre-des-Cévennes, Saint-Germain-de-Calberte, Sumène, du Pont-de-Montvert et du Vigan (sauf Avèze et Molières-Cavaillac) ; communes de Bédouès, des Bondon, de Cocurès, Florac, Fraissinet-de-Fourques, Gatuzières, Rousses, Saint-Laurent-de-Trèves, La Salle-Prunet.

En principe, le nombre des décès devrait *tomber de trois à moins de un* de la première à la seconde période ; il se trouve en fait que ce nombre est légèrement supérieur de cinq à neuf jours à ce qu'il est dans les quatre premiers jours, nous obtenons 339 au lieu de 109 (c'est le chiffre de la seconde période qui est multiplié par trois) ; après rectification, le taux passe à la cote plus vraisemblable de 153,3 ‰ [13] ; la cumulation directe devient ainsi :

à 5 jours ..	339 décès	91 jours ..	785 décès
10 jours ..	452 décès	181 jours ..	932 décès
15 jours ..	523 décès	271 jours ..	1.082 décès
31 jours ..	622 décès	1 an ..	1.202 décès
61 jours ..	716 décès		

Selon J. Bourgeois-Pichat [14], l'ensemble des décès exogènes se décompose en deux parties :

— ceux qui arrivent entre les second et douzième mois (31-365 j.) ;

— une fraction de ceux qui surviennent au cours du premiers mois, estimés au quart du contingent des onze mois suivants.

Dans le total analysé ici, la mortalité exogène s'inscrit donc pour :

$$1,25 (1202 - 622) = 725 \text{ décès}$$

et la mortalité endogène pour le reste, soit 477 décès.

Les taux respectifs s'élèvent à 92,5 ‰ pour la mortalité exogène (725/7845) et à 60,8 ‰ pour la mortalité endogène (477/7845).

Le taux de mortalité endogène est fort ; vers 1965, il se tient aux alentours de 20 à 25 ‰ dans certains pays européens qui, de ce point de vue, ne figurent pas parmi les plus évolués [15]. Pour en rendre compte, deux raisons pourraient être avancées : la dispersion de l'habitat et l'isolement qui en résulte hâteraient le trépas de nouveau-nés arrivés dans des conditions difficiles ; d'autre part, le cloisonnement du relief augmenterait les risques de mortalité endogène en aidant les mariages consanguins.

Les chiffres semblent bien s'inscrire en faux à l'encontre de la première hypothèse ; en effet, les trois communes de Florac, Sumène et du Vigan, dont la population est en grande partie groupée, présentent ensemble un total cumulé à quinze jours de 154 décès pour 1.742 naissances (ces chiffres sont rectifiés) tandis que les cantons ruraux de Barre, Saint-Germain-de-Calberte et du Pont-de-Montvert, dont les habitants sont en majorité éparpillés sur les versants, n'offrent que 189 décès de la même période pour 3.551 naissances ; dans le premier groupe, le taux qui en résulte atteint 88,4 et dans le second il ne s'élève qu'à 53,3 ‰.

D'autre part, j'ai relevé pour sept communes lozériennes l'origine géographique des futurs mariés d'après les registres de publications, de 1822 à 1826 [16] ; le repérage des fiancés à leur résidence précise donne les résultats suivants : sur 333 bans, 35 concernent des gens du même endroit, 63 des maisons très rapprochées et 82 des familles peu éloignées les unes des autres. D'une façon générale, les mariages sont conclus dans la même grande vallée et, très rarement, ces Lozériens vont prendre mari ou femme dans la Vallée Borgne, dans le bassin de l'Hérault ou dans la Salindrenque ; ils se marient davantage (est-ce un effet de leurs migrations ?) dans une petite ville de la bordure cévenole ou dans le fossé d'Alès. Ces observations engageraient à entreprendre une étude généalogique précise, portant sur un nombre beaucoup plus important de cas ; les résultats d'une telle enquête permettraient de mesurer les relations existant entre ces unions et la mortalité endogène. Quoi qu'il en soit, elle apparaît tout de même plus forte dans les villes et, si elle est liée à des causes héréditaires, elle doit l'être davantage à l'écologie sociale de la grossesse et de l'accouchement ; le niveau de la mortalité féminine aux âges de la procréation témoigne dans ce sens. En tout cas, si la mortalité présumée « endogène » répond au critère statistique (encore qu'il faille se méfier de résultats obtenus à partir de calculs intéressant de petits nombres), elle est en partie exogène dès lors qu'interviennent des causes d'ordre géographique ou social.

La mortalité exogène est elle aussi incisive ; le taux qui l'exprime est plus proche de celui d'un pays sous-développé comme le Maroc rural que de ceux des états européens les plus attardés dans la décennie 1950 [17]. La courbe des décès cumulés (fig. 8) subit une rupture de pente à partir du septième mois, accusant ainsi une surmortalité dont l'origine pose un nouveau problème : quel peut être le rôle respectif des accidents alimentaires et des maladies infectieuses ? En analysant l'exemple de la Corse, R. Pressat a rapproché la surmortalité qui se manifeste dès le troisième mois des « accidents digestifs, consécutifs à l'alimentation artificielle » [18]. Le retard que nous constatons entre cette courbe et celle

de la Corse peut correspondre à un sevrage retardé en un siècle où le lait de chèvre n'abonde pas. Si la cause alimentaire entrerait seule en lice dans cette région de climat méditerranéen (tempéré il est vrai par l'altitude dans les hautes vallées), la surmortalité en question apparaîtrait en été. J'ai comparé à cet effet deux pourcentages : celui des décès estivaux (1^{er} juillet au 30 septembre) parmi ceux qui, au cours de l'année, affectent les nourrissons âgés de six à douze mois (181^e-365^e jour), puis celui des décès survenus durant ce même trimestre par rapport à l'ensemble annuel qui frappe les enfants âgés de un à six mois (31^e-180^e).

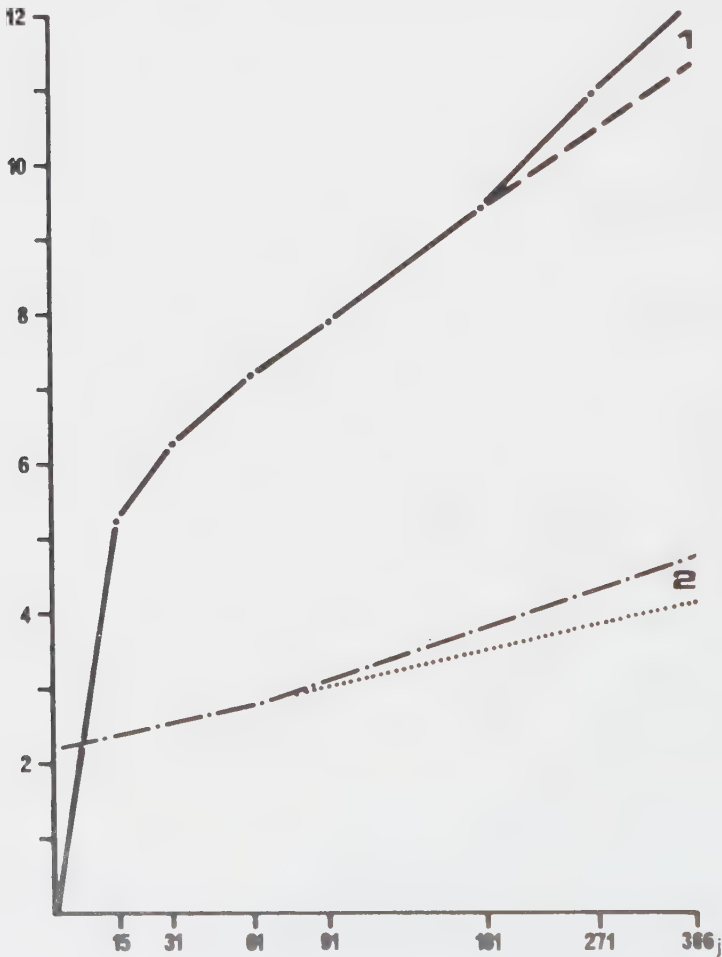


Fig. 6 - LA MORTALITE INFANTILE EN 1824-28 (échantillon du tableau de la p. 84).

- 1. Sans surmortalité exogène.
- 2. Exemple de surmortalité exogène récente : la Corse en 1953-1955 (d'après R. Pressat, 1960, p. 88-89). Décès en ordonnées (échelle en centaines).

Le premier, qui devrait se révéler supérieur au second, lui est en fait inférieur : 28,2 contre 33,8 % et il n'y aurait donc pas de surmortalité estivale d'origine uniquement alimentaire.

Il n'existe pas de corrélation étroite entre les variations de la production laitière selon les saisons et la mortalité infantile exogène. La répartition mensuelle des défunts âgés de un mois à un an [19] est représentée par une courbe (fig. 9) à deux *maxima* dont l'un est secondaire (mars-avril) et l'autre principal (juillet-septembre), séparés par deux *minima*, le premier en mai-juin et le second étalé de novembre à février, avec une poussée en janvier. Or, pour ce qui concerne les chèvres, les mises bas ont lieu de janvier jusqu'à la fin avril et la lactation demeure abondante jusqu'au début de l'été ; puis elle diminue pour devenir nulle pendant la période suivante de gestation. Il pourrait ainsi s'établir une relation entre le débit printanier du lait et la faible mortalité de mai-juin ; mais comment expliquer le *minimum* automnal et hivernal alors que le lait manque le plus [20] ?

Les deux *maxima* et la pointe secondaire de janvier se justifient mieux par l'action prédatrice des maladies infectieuses qui sont d'ailleurs redoutables pour des sujets mal alimentés. De ce point de vue, la surmortalité estivale se comprend bien par le développement des agents pathogènes en saison chaude, à une époque de l'année où, la production laitière diminuant, les risques d'accidents digestifs sont les plus élevés. Quand la mortalité infantile se mettra enfin à reculer, c'est que la médecine aura trouvé les moyens de résoudre le problème de ces maladies [21].

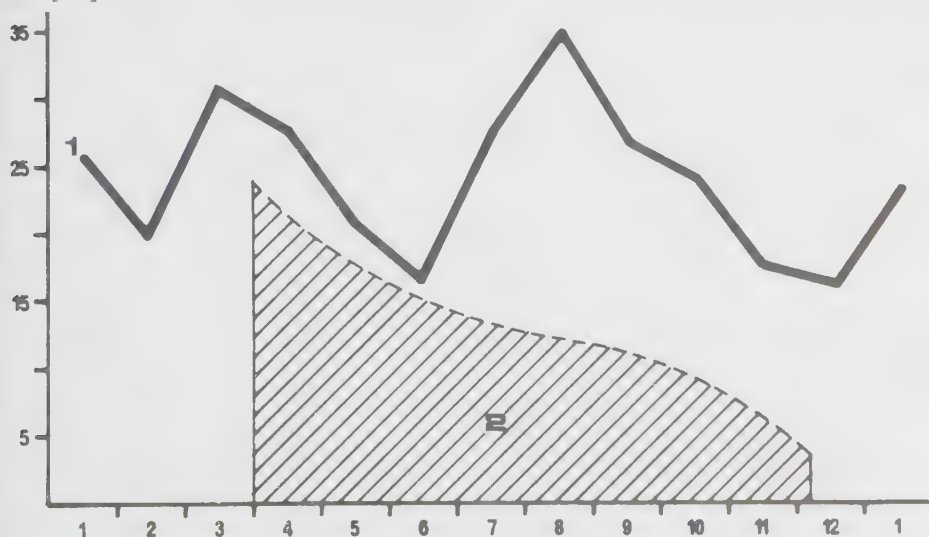


Fig. 9 - REPARTITION MENSUELLE CORRIGÉE DES DÉCÈS INFANTILES ET DE LA PRODUCTION LAITIÈRE CAPRINE.

Seuls les décès compris entre les âges de un mois et un an sont pris en compte. Tous les mois sont supposés égaux (30,4 jours).

1. Courbe des décès (échelle en ordonnées) pendant la période 1824-28.

2. Production du lait, d'après A. Blanchemain, 1962. Ce diagramme ne comporte pas d'échelle.

3. La mortalité des jeunes et des adultes

Etant donné la documentation, l'examen ne porte que sur un échantillon, celui des dix-neuf communes gardoises en 1834-38. Comme cela concerne plus de vingt mille habitants, ces résultats devraient donner une image assez juste de cette mortalité en Cévenne pré-industrielle.

Les 2.927 décès enregistrés au cours du quinquennat se distribuent ainsi à partir de un an :

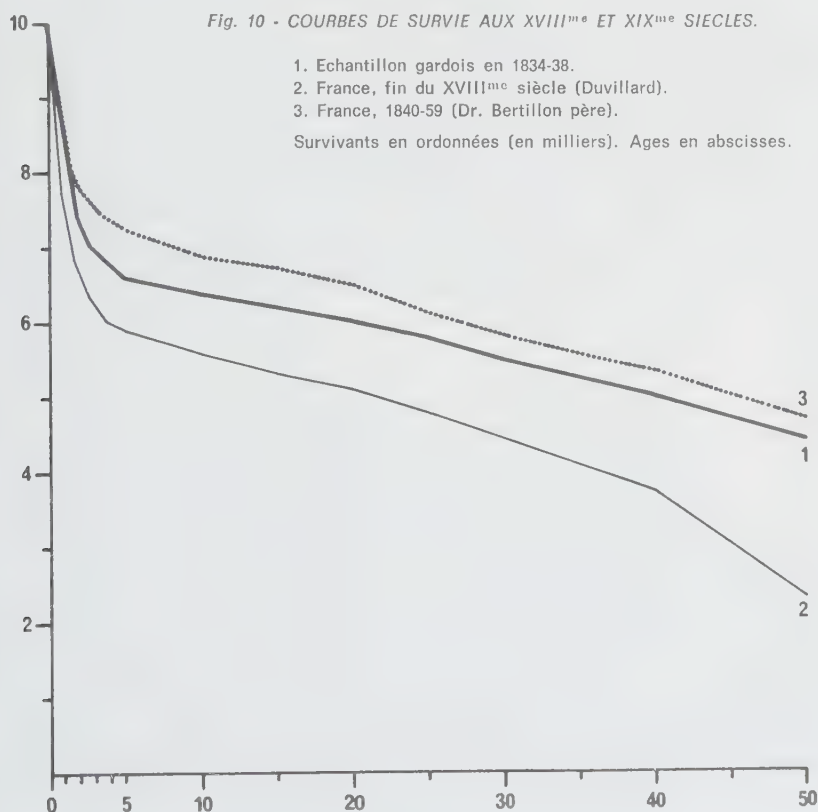
1 an à 4 ans	591	20,2 %
5 ans à 19 ans	196	6,7 %
20 ans à 49 ans	472	16,2 %
50 ans et plus	1.003	34,2 %

Si nous ajoutons à la mortalité juvénile (1 à 19 ans) les décès infantiles, nous voyons que la jeunesse est sévèrement décimée puisqu'elle totalise presque la moitié des actes tandis qu'elle ne forme que 42 % de la population : en 1962, pour des proportions de jeunes comprises entre 35 et 40 %, les décès juvéniles du bassin houiller cumulent 7 à 8 % de la mortalité ; or c'est ici que nous avons constaté son niveau le plus élevé.

La table de survie ci-contre dénonce les ravages que subit le groupe des enfants et adolescents : une cohorte de 10.000 nouveau-nés ne compte déjà plus au second anniversaire que 7.325 survivants ; cela représente un progrès par rapport au siècle précédent (6.718 survivants selon la table de Duvillard). Mais c'est

Age	Taux de mortalité (p. 1 000)	Survivants	Survivants (d'après Duvillard) [22]	Survivants (d'après Docteur Bertillon père) [22]
0	159,5	10.000	10.000	10.000
1	128	8.405	7.675	8.339
2	56,5	7.325	6.718	7.822
3	34	6.911	6.246	7.543
4	18,4	6.675	5.987	7.362
5	7,4	6.553	5.831	7.232
10	5	6.311	5.510	6.872
15	5,4	6.153	5.290	6.673
20	8,8	5.987	5.022	6.427
25	11,1	5.723	4.714	6.073
30	9,3	5.405	4.382	5.782
40	11,6	4.903	3.694	5.242
50		4.334	2.297	4.618

encore énorme : 7.325 est le nombre qui, un siècle plus tard (1933-38), subsistera à quarante-cinq ans d'un effectif initial de 10.000. Les taux que nous observons entre deux et cinq ans concerneront dans les années 1960-70 le troisième âge (soixante à quatre-vingts ans) ; de même, ceux qui s'appliquent entre vingt et cinquante ans en 1834-38 n'apparaîtront vers 1960-65 qu'à partir de cinquante ans. Etant donné le combat vraiment inégal que l'on peut alors mener contre la morbidité infectieuse, il n'est pas étonnant de constater, à partir du premier âge de l'enfance, un repli très lent du taux de mortalité et de lui trouver, pour la cinquième année, une valeur qui équivaut à peine aujourd'hui au taux de mortalité infantile rectifié. Dans ces conditions, les chances de survie sont limitées et la *vie moyenne* n'atteint pas trente-cinq ans.



Cette mortalité ralentit sensiblement la progression démographique, ne laissant à l'accroissement naturel qu'un gain annuel de 1 % environ : c'est le cas de l'ensemble que nous venons d'examiner ; c'est également ce qui apparaît dans les vallées montagnardes pour la période 1824-28 (0.82 à 1.49 %) mais ce ne



semble plus vrai vingt années plus tard (1844-48) alors que l'écart se rétrécit entre les taux bruts de natalité et de mortalité (0,2 à 0,8 ‰). Le poids de cette entrave s'exprime à travers le *taux net de reproduction* : selon la table qui vient d'être présentée, ce ne sont plus dix mille filles qui arrivent à l'âge légal du mariage, mais seulement 6.153 et, aux âges où les taux de fécondité demeurent élevés, les effectifs sont terriblement mutilés :

	Taux de fécondité	Taux nets selon tables	
		Cévenne	Bertillon père
15-19 ans	14,1	8,7	9,4
20-24 ans	165	98,6	106
25-29 ans	233	133,5	141
30-34 ans	215	116	124
35-39 ans	179	94,5	99
40-44 ans	60	29,5	31,6
45-49 ans	7,8	3,8	3,9

Les 2.150 filles qui allaient remplacer leurs mères ne se comptent plus ainsi que 1.190 ou 1.268, selon l'une ou l'autre des tables de mortalité : ces nombres excèdent la moyenne française de la décennie 1831-40 : 1.040 [23]. Ici même, les générations féminines parviennent à se renouveler ; mais la valeur de certains taux de natalité et de mortalité dans les vallées de l'amont font penser qu'il n'en est pas partout ainsi.

II. LES STRUCTURES DE POPULATION

Leur examen repose sur les données fragmentaires du recensement de 1836. Il est vraisemblable qu'à cette époque, encore peu bouleversée par l'exode rural et caractérisée par un mouvement naturel peu évolué, cet échantillon de 22.180 habitants est assez représentatif de l'ensemble cévenol.

A. Structures par âges et par sexes

Les *groupes d'âges* se distribuent comme il suit :

0-19 ans : 42,4 % 20-59 ans : 49,1 % 60 ans et plus : 8,5 %

La population est jeune mais les proportions indiquées ci-dessus n'autorisent pas à l'apparenter à celles du Tiers Monde actuel où le pourcentage des jeunes avoisine toujours 50 %. Il se manifeste donc un certain vieillissement

que l'étude du mouvement naturel oblige à mettre au compte d'une fécondité quelque peu bridée et non d'une mortalité qui aurait plutôt tendance à gonfler la part des jeunes aux dépens de celles des autres groupes.

Les *taux de masculinité* se présentent ainsi :

0-19 ans	104	20-39 ans	103	40-59 ans	98,3	60 ans et plus	108
----------	-----	-----------	-----	-----------	------	----------------	-----

La prépondérance des hommes dans les deux premiers groupes est banale. Il en est de même pour le léger excès de femmes dans le troisième groupe. En revanche, le taux de masculinité des vieillards s'explique mal : il est possible qu'il soit dû à des erreurs de recensement.

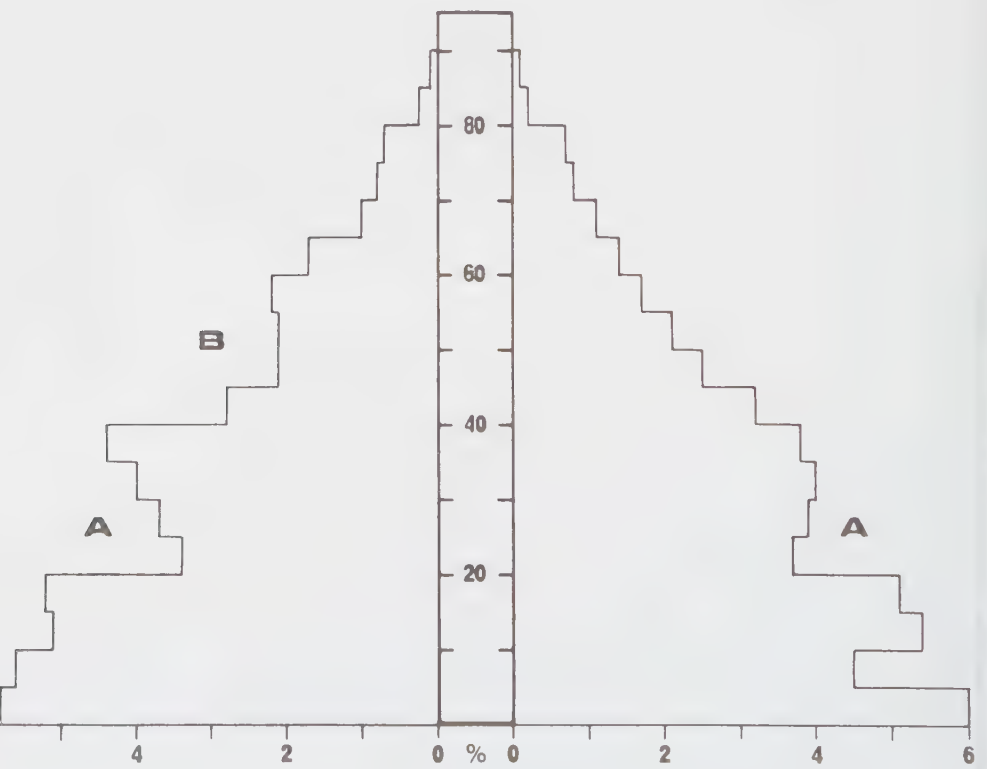


Fig. 11 - PYRAMIDE DES AGES DE L'ECHANTILLON GARDOIS EN 1836.

Hommes à gauche, femmes à droite.
Chaque barre est une fréquence de la population totale.
A. Période de sous-natalité (Révolution, Empire).
B. Surmortalité masculine (guerres révolutionnaires et impériales).

La forme générale de la pyramide des âges (fig. 11) est celle d'un triangle équilatéral dont les côtés seraient légèrement convexes. Le vieillissement est visible : en effet, la base du diagramme serait plus large et la concavité bien imprimée si la mortalité que nous connaissons frappait une population à très forte natalité. L'influence des deux petites villes de Saint-Ambroix et de Saint-Jean-du-Gard, qui cumulent le quart de l'ensemble, est ici perceptible.

On remarque d'autre part sur les profils des accidents dont certains ne sont pas en rapport avec les inévitables fantaisies que recèlent les listes nominatives. Entre vingt et vingt-cinq ans, deux encoches symétriques traduisent le déficit de la natalité entre 1800 et 1815 ; elles contribuent sans aucun doute au rétrécissement de la pyramide. Du côté masculin, les guerres ont sérieusement amputé les tranches d'âges à partir de quarante ans.

La grande majorité des communes rurales compte plus de 42 % de jeunes et cet aspect est lié à une fécondité soutenue ; cette dernière s'affaiblit dans les petites villes et le pourcentage des jeunes s'en ressent.

COMMUNES	Nombre d'habitants	Jeunes (0-19 ans) (%)	Adultes (20-59 ans) (%)	Vieillards (60 ans et +) (%)
St-Florent	1.520	48,3	45,7	6
Laval	1.088	47	45,8	7,2
Portes	935	45,6	46,6	7,8
St-Jean-de-Valérisle	881	45,5	46,9	7,6
Salles-du-Gardon	1.244	45	46,6	8,4
Meyrannes	749	44,6	48	7,4
Soustelle et Lamelouze	633	44,5	45,5	10
Castillon	1.362	44,4	47,5	8,1
Ste-Cécile-d'Andorge	670	43,7	47,5	8,8
Courry, St-Brès	1.255	42,7	50,8	7,5
St-Martin-de-Valgalgues	807	42,5	49,8	7,7
Robiac	1.344	39,3	53,9	6,8
Mialet, Corbès et partie rurale de St-Jean-du-Gard	2.859	38,7	50,7	10,6
St-Ambroix (rural)	1.007	38	52,1	9,9
Blannaves	714	37,4	53	9,6
St-Jean-du-Gard (ville)	2.949	36	54,3	9,7
St-Ambroix (ville)	2.100	35	58	7
Ensemble	22.180	42,2	49,1	8,5

B. La dimension des familles

J'ai déjà utilisé en première partie les listes nominatives pour juger de la fécondité nette des ménages, après intervention de la mortalité. Etant donné le niveau que nous lui connaissons, les familles ne comptent dans l'ensemble que la moitié des enfants que feraient attendre les taux global et légitime de fécondité, ainsi que le taux brut de remplacement.

Dans la population rurale, la descendance finale des femmes nées entre 1792 et 1796 (cohorte âgée de quarante à quarante-quatre ans en 1836) atteint 322 pour cent femmes (1.151/357). Pour l'ensemble, le rapport s'élève à 240 et, si nous établissons la limite supérieure à trente-neuf ans pour comparer cette population au groupe rural examiné en 1962 (cf. p. 60), nous le rencontrons ici à 221 (212 en 1962). Toutes proportions gardées, la virulence de la mortalité place la Cévenne pré-industrielle dans une situation similaire à celle où elle se trouvera un siècle et quart plus tard, non plus à cause d'une mortalité devenue insignifiante mais en raison d'une fécondité bien plus efficacement planifiée qu'autrefois.

Communes rurales

Enfants âgés	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Total
15-19	5	1	1									
20-24	59	54	53	6	3							
25-29	64	150	88	33	21	4	1					
30-34	56	92	111	106	73	29	8	2				
35-39	42	59	95	92	81	34	40	12	5	3	1	
40-44	36	37	63	76	58	40	23	8	11	4	1	
Total (femmes)	262	393	411	313	236	107	72	22	16	7	2	1 841
Total (enfants)	0	393	822	939	944	535	432	154	128	63	20	4 430

Si nous comparons à ce tableau celui qui concerne les deux petites villes de Saint-Ambroix et de Saint-Jean-du-Gard, nous constatons immédiatement leur infériorité ; dans chaque classe, la dimension moyenne des familles s'affaiblit nettement.

Saint-Ambroix et Saint-Jean-du-Gard

Enfants âgés	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Total
15-19	5	1	1									
20-24	49	40	8									
25-29	31	55	41	15	2							
30-34	32	43	66	35	11	3	2					
35-39	20	49	56	35	24	9	1					
40-44	13	30	38	19	19	10	3	3				
Total (femmes)	150	218	210	104	56	22	6	3				769
Total (enfants)	0	218	420	312	224	110	36	21				1 311

La descendance finale des femmes nées entre 1792 et 1796 n'est plus que de 243 pour cent femmes (328/135) et le rapport global tombe à 176 (1.341/769). Quelle que soit la manière dont elle s'exprime, la fécondité paraît bien mesurée dans les petites villes et très avantagée en milieu rural :

— *Nombre d'enfants pour cent femmes âgées de :*

	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44 ans
Communes rurales	109	148	237	306	322
St-Ambroix et St-Jean ..	58	132	183	213	243

— *Dans la classe décennale de 35-44 ans, fréquence des familles de :*

	0	1	2	3	4	5	6 enfants et +
Communes rurales	9,6	11,8	19,2	20,4	16,9	9	13,1
St-Ambroix et St-Jean ..	10	24	28,5	16,4	13,1	5,8	2,1

— *Dans la classe décennale de 20-29 ans, fréquence des familles de :*

	0	1	2	3	4 enfants et +
Communes rurales	22,9	38	26,3	7,3	5,4
St-Ambroix et St-Jean ..	33,1	39,3	20,4	6,2	0,8

Des différences notoires se lisent dans chaque tableau. Parmi les ménages où la femme a moins de trente ans, près de 40 % comptent déjà au *minimum* deux enfants chez les ruraux ; il en est 27 % chez les citadins. Les familles nombreuses sont bien plus fréquentes à la campagne qu'à la ville où, pour un âge féminin compris entre trente-cinq et quarante-quatre ans, il persiste une forte proportion de ménages ayant au *maximum* un seul enfant.

Les structures de population et le niveau de fécondité qu'elles traduisent expriment donc le contraste entre deux milieux géographiques : la petite ville et la campagne. Est-il possible, à travers la documentation dont nous disposons, de nous faire une idée convenable de leurs aspects sociaux ?

C. Paysans et citadins

Par référence à la répartition classique en trois secteurs, nous constatons que l'agriculture retient plus des trois quarts des chefs de ménages. Mais l'exactitude n'étant pas la vertu majeure du recensement, il laisse ignorer les liens qui unissent l'homme à la terre ; trop souvent n'est portée que la mention « propriétaire » ou « cultivateur »... Le titre de propriétaire implique-t-il que l'on vit des fruits d'un bien foncier travaillé par un autre ou bien qu'on l'exploite soi-même ? Etre cultivateur signifie-t-il que l'on possède le sol cultivé ou bien qu'on le loue, ou même que l'on s'y loue ? Autant de questions pour lesquelles il faut recourir à d'autres sources pour les éclairer. Il est par ailleurs impossible de savoir si l'agriculture est partagée avec une autre activité ; cela doit pourtant bien exister dans un secteur où est implantée l'industrie... Rien de tel n'apparaît pourtant à Robiac où sont inscrits un maître de forge employant quelques manœuvres et une quarantaine de mineurs ; aucun rapport ne se révèle entre l'extraction du charbon ou le travail du fer et l'exploitation agricole. Il en est de même à Saint-Florent, petit centre métallurgique (une centaine de cloutiers), à Portes (houille), aux Salles-du-Gardon (verre et chaux). Il n'est pas moins remarquable que dans ces vallées où le travail féminin est si actif (soie), on n'indique rien à ce sujet : le rôle des femmes dans l'économie locale serait-il à ce point négligeable qu'on n'en souffle mot, ou bien éprouverait-on quelque retenue à le mentionner ? L'activité textile n'est représentée çà et là que par quelques tisserands et cardeurs. Des artisans complètent cette liste : tailleurs d'habits, cordonniers, maçons, menuisiers... mais il ne se trouve presque jamais de commerçants de détail.

L'indice indiscutable d'une surcharge humaine réside dans la mention de nombreux journaliers parmi les chefs de ménages ou ceux qui, vivant dans une famille paysanne, sont ainsi désignés. Il n'est pas sûr qu'ils soient uniquement attachés à la terre, qu'ils ne fassent aussi des journées à la mine ou ailleurs, mais sur ce point la liste nominative est muette. Pour ne s'en tenir qu'aux chefs de familles, le rapport des journaliers aux exploitants (propriétaires ou non) est de 1 à 3 à St-Florent, 1 à 4 à Meyrannes, presque égal à l'unité à Laval [24] ; la part de l'erreur étant réservée, on imagine tout de même à travers ces quelques exemples les réserves de manœuvres que s'apprête à intégrer la grande industrie naissante.

On devine que les deux petites villes de l'échantillon animent leur environnement rural mais il n'est guère possible d'apprécier ce rôle tant il est vrai que certains de leurs aspects sociaux les distinguent bien peu de leur voisinage.

La proportion de ceux qui vivent de l'agriculture est impressionnante : environ les quatre cinquièmes des chefs de ménages d'après la *Statistique* de 1810. La lecture des listes nominatives conduit à la même interprétation : *intra muros*.

habitent des propriétaires dont certains ne sont vraisemblablement que des rentiers du sol, les autres exploitant leur fonds ; quant à la banlieue rurale, elle n'est peuplée en apparence que de cultivateurs. Cette répartition est sans doute trop schématique pour être entièrement exacte ; elle traduit toutefois une certaine ségrégation : à l'époque où nous nous trouvons, les capitaux acquis grâce à la manufacture, au négoce, voire à l'usure, ont pu s'investir dans la terre, la vente des biens nationaux ayant facilité les transferts de fortunes [25]. Une partie des propriétaires vit ainsi « bourgeoisie » (le terme doit se prendre dans ses diverses acceptions en louant à des gens beaucoup moins fortunés soit des terres, soit des métairies, sous diverses formes de contrats. Les microfundiaires dont la propriété n'assure pas la subsistance sont 366 en 1810 (contre 260 qui travaillent seulement pour eux-mêmes) et les journaliers forment une imposante cohorte avec 438 personnes. Les listes nominatives de 1836 ne révèlent guère leur importance numérique mais on peut penser qu'à ce moment-là les petites villes abritent bon nombre de prolétaires agricoles qui n'en sont du reste pas tous originaires.

L'industrie donne à ce que l'on qualifierait volontiers de « gros village » une première teinte urbaine ; le textile accapare ici tout ce secteur économique : tisserands et cardeurs, fabricants de bas (23 à Saint-Jean), « négociants » (on dirait aujourd'hui « industriels ») en soie qui emploient une foule de fileuses [26]. A cet égard, l'influence de la ville se manifeste par le rôle de distributeur de travail que joue le fabricant sur place et dans les communes d'alentour : le moulage de la soie par exemple s'effectue en atelier mais il est précédé du dévidage des cocons à domicile. Il existe donc toute une population ouvrière dont les rapports avec la vie rurale sont à coup sûr étroits. Combien en effet de tisserands ou de fabricants de bas ne possèdent ni vigne, ni mûriers, ni olivette [27] ? Quelle fille de paysan ne va pas travailler à la filature à vingt sous par jour ?

Enfin, le secteur tertiaire est assez large et varié pour accorder à ces modes-agglomérations le titre de petite ville. En dépit de l'extension du prolétariat qui serait surtout prodigue de dettes, il existe un marché de consommation à rayon certes limité mais entretenu par des classes qui ont de l'argent à dépenser : les bouchers, pâtisseries, modistes, chausseurs, orfèvres... sont des personnages spécifiquement urbains mais leur clientèle n'est pas que citadine. Par ailleurs, la gestion et la défense de fortunes familiales expliquent la vogue de la charge notariale et la présence de divers hommes de loi. C'est aussi à la ville que résident médecins, officiers de santé, sages-femmes et pharmaciens : ils manquent d'efficacité mais on les requiert tout de même pour se soigner et cela traduit une mentalité urbaine. Cette société serait incomplète si l'on n'y mentionnait ceux qui tirent profit de la situation de ces villes-relais sur de grands itinéraires routiers : aubergistes et autres métiers que justifient les moyens de transports de l'époque, le charroi et la diligence, ainsi que la présence de marchands à rayonnement régional [28].

Ce bref examen des structures sociales a révélé deux plans de clivage. D'une part, que ce soit en milieu rural ou urbain, des classes possédantes et un prolétariat se distinguent facilement, mais l'opposition n'est pas franche, surtout dans le secteur agricole. Elle s'affirme mieux dans les petites villes à bourgeois-

sie convenablement nantie en capitaux fonciers, industriels et commerciaux. Le second plan se dessine entre les vallées rurales [29] et les villes : il se justifie dans ces dernières par la diversification de l'éventail économique, le travail industriel en manufacture, la distribution de salaires dans l'environnement rural, l'habitat d'une classe possédante qui contrôle les investissements locaux.

Si la documentation utilisée ne permet pas de mesurer avec précision les effets sociaux des injustices qui accablent la pauvreté, la répartition géographique des associations humaines [30] dénonce les inégalités entre paysans et citadins. En premier lieu, l'espérance de vie est moins élevée dans les villes où les conditions d'existence laissent aux classes défavorisées moins de chances de survie qu'en milieu rural [31]. Par ailleurs, le manque d'instruction est plus répandu chez les ruraux que chez les citadins. Les actes d'état civil en portent témoignage : considérons par exemple les mariages conclus dans quelques communes rurales et à Saint-Jean et Saint-Ambroix (1835-37) :

<i>Acte signé par</i>	<i>Communes rurales *</i>	<i>Saint-Jean Saint-Ambroix</i>
les deux époux	25	74
le mari seul	54	53
la femme seule	2	3
aucun des deux	108	65

* Lamelouze, Portes, Robiac, St-Florent, St-Jean-de-Valborgne, St-Marin-de-Valborgne, Les Salles-du-Gardon, Soustelle.

Dans le premier lot (189 pièces), un peu moins du septième des actes est signé par les deux époux ; la proportion atteint près des deux cinquièmes à Saint-Ambroix et Saint-Jean (195 actes). Il est banal de noter aussi qu'une certaine instruction est plus fréquente chez les hommes [32].

Enfin, la fécondité est plus forte dans les vallées rurales, comme le montrent les proportions de jeunes et la structure des familles où la femme est en âge de procréer. Sans prétendre établir de manière rigoureuse un rapport de cause à effet, nous constatons un parallélisme entre l'intensité de la fécondité et celle de l'ignorance : sans être la raison unique d'une natalité mesurée, l'instruction y contribue : être instruit, c'est aussi vouloir donner ou refuser la vie.

III. LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES

Examiné entre 1826 et 1846, le bilan naturel fait attendre un léger gain de population [33]. Prenons par exemple les trois cantons de Valleraugue, Saint-André-de-Valborgne et Saint-Germain-de-Calberte : il s'y trouve 21.486 habitants en 1826 ; du fait de l'excédent des naissances sur les décès, il devrait s'en dénombrer 22.678 dix ans plus tard puis, compte tenu de la situation réelle en 1836, 23.178 en 1846. Or, selon les recensements, l'ensemble a perdu par émi-

gration apparente 942 personnes au cours de la première décennie (balance naturelle : + 1.192) et 1.434 pendant la seconde, annulant ainsi les effets de l'accroissement naturel : + 1.442. Dans le bas pays, nous savons que les villes s'accroissent depuis 1830 grâce à l'immigration : en une génération humaine, Nîmes acquiert ainsi l'équivalent du quart de sa population de 1821 [34]. Plus proche de nos vallées, Alès devrait présenter un taux d'augmentation annuel moyen de 3,8 % pour justifier son développement de 1826 à 1846 (+ 7.586 habitants). Comme ce taux ne doit pas excéder en fait 0,7 à 0,8 % dans les années les plus fastes, le rôle du solde migratoire est des plus évidents pour expliquer l'essor de cette ville. Rien de comparable dans le rythme de croissance des petites villes : avec + 33 % en vingt ans. Saint-Ambroix apparaît comme une ville pionnière ! Mais le style s'apparente à celui des autres cités par l'influence des migrations dans l'évolution démographique. C'est ainsi qu'entre 1836 et 1846 Saint-Ambroix doit près des trois quarts de ses gains à l'excédent des entrées sur les sorties ; de même, la population du Vigan ne s'est accrue que de 300 habitants de 1826 à 1846 et elle le doit surtout à un renouvellement par l'extérieur, le solde naturel se réduisant le plus souvent à presque rien. Il existe donc des mouvements qui entraînent *définitivement* des ruraux vers l'aval ; il en est d'autres qui les déplacent *selon les saisons* : ce sont les plus nombreux. Leur intensité s'explique précisément par le fait que l'industrie et les activités tertiaires n'ont encore qu'une faible puissance de polarisation [35]. L'agriculture méridionale, fort peu mécanisée, est la principale utilisatrice de cette main-d'œuvre dont les cheminements obéissent à un calendrier biologique, vers telle ou telle région, pour effectuer telle ou telle besogne : taille des arbres, éducation des *magnans*, moissons, etc...

A. La nature des migrations

1. Les courants saisonniers

Dès le début d'avril jusqu'à la fin octobre, la Cévenne connaît une véritable turbulence, expédiant ses gens en aval puis en amont, tandis qu'elle en attire des hautes terres du Plateau Central. Sous le Premier Empire, les rapports officiels des préfets révèlent l'ampleur de ces allées et venues : « la plupart des manouvriers passent la moitié de l'année dans les départements du Sud où ils s'occupent des vers à soie, récoltent les foins et les blés » relate le préfet de la Lozère [36] ; et son collègue du Gard de noter le voyage de quelques dizaines de journaliers qui, des cantons d'Alès et d'Anduze, se rendent vers les plaines du Bas-Rhône pour le ver à soie au printemps, la moisson et les vendanges en été, les salins maritimes en août. Quatre cents ouvriers et journaliers du canton de Génolhac descendent en mars pour bêcher les vignes dans l'Ardèche, le Gard et le Vaucluse ; le *magnan* les y retient en avril ; certains d'entre eux restent pour élaguer les mûriers et moissonner mais les autres remontent chez eux dès le mois de juin pour les travaux agricoles. La moisson les appelle ensuite en Lozère, Aveyron, Haute-Loire et ils ne rentrent chez eux qu'à la fin octobre. Plus au Sud, trois cents moissonneurs quittent début juin la Salindrenque et les vallées du massif de l'Aigoual à destination de l'Hérault (à peu près jusqu'au méridien

de Montpellier à l'Ouest duquel se manifeste la concurrence des Aveyronnais et montagnards du rebord Sud du Massif Central). De retour début juillet, les voilà repartis en août vers la Lozère. Le rapport signale aussi les ramasseurs de châtaignes qui se mettent en route dès la fin septembre, offrant leurs services de commune en commune ; les courants en sont parfois régulièrement organisés, comme celui d'Aveyronnais vers Valleraugue ou celui du Causse de Barre dans le bassin de Lasalle. L'hiver venu, tous ne sont pas rentrés : certains resteront absents jusqu'en mars, occupés à travailler la terre dans les plaines méridionales [37].

La sériciculture du couloir rhodanien et du Bas-Languedoc déplace beaucoup de monde. Le décalage climatique autorise les départs à un moment où les opérations commencent à peine dans les vallées cévenoles et ne réclament encore qu'un personnel restreint. Menée dans le canton de Saint-Germain-de-Calberte, l'enquête agricole de 1852 précise que « les ouvriers qui émigrent périodiquement en Provence et Languedoc pour l'éducation des vers à soie reviennent presque tous pour faire celle du canton qui a lieu entre le 15 ou 20 mai et la fin juin [38]. Le canton de Valleraugue fournit sous l'Empire soixante à soixante-dix magnaniers aux bassins et plaines de l'Hérault où ils demeurent quinze à quarante jours selon le travail qui les attend chez eux [39]. Dans un mémoire rédigé vers 1810, un hobereau de Saint-Etienne-Vallée-Française, porte au compte d'un déficit en mûriers le fait que « trois cents ou quatre cents paysans sortent de la commune au commencement d'avril et se rendent en Bas-Languedoc, dans le Vivarais et en Dauphiné (jusqu'aux portes de Lyon) pour y élever le ver à soie (...) après la récolte, il en reste encore un grand nombre dans ces pays, soit pour élaguer les mûriers, soit pour moissonner... » [40]. Plus tard, dans une communication sur la sériciculture, un autre propriétaire montre que dans certains cas l'éducation du *magnan* demeure une spécialité cévenole : « Dans l'arrondissement d'Uzès où se trouvent de grandes éducations, les propriétaires donnent des chambrées de quarante onces à un Cévenol qui se charge de supporter tous les frais qu'elle occasionne (...) les propriétaires fournissant la graine, le matériel et la feuille (...) et ne retirant que les deux cinquièmes du prix de vente des cocons » [41]. Lorsque l'altitude inhibe la végétation du mûrier, les paysans ignorent tout de cette spéculation ; ils ne donnent plus que des ouvriers agricoles et des bergers comme ceux qui, en automne, descendent avec les transhumants des versants du Lozère et du Bougès pour s'engager l'hiver au gardiennage des troupeaux en Languedoc [42].

Les vides creusés par cet exode temporaire sont comblés çà et là par l'afflux de paysans originaires des plateaux à polyculture vivrière médiocre et peu diversifiée, plus mal lotis que les Cévenols eux-mêmes. Les exploitations d'une certaine taille ne peuvent en effet se passer d'une abondante main-d'œuvre et leurs propriétaires ne manquent pas de juger avec amertume une pratique qui, selon le Sieur de Cabiron, « cause un réel préjudice à l'agriculture » ; mais, avec ce qu'ils rapportent, ces migrants « paient leurs contributions, les marchands de blé et leurs autres dettes », toutes obligations qu'ils ne pourraient sans doute pas honorer avec le travail et la rémunération qu'on peut ou veut bien leur offrir ici. Au surplus, en distribuant des salaires moins bas que l'agriculture, l'industrie rurale lui soustrait une partie de ses effectifs. Les *gavots* suppléent à cette pénurie, bêchant, construisant et entretenant les murs, etc... [43].

2. L'émigration définitive

Il est notable que les auteurs de la première moitié du XIX^{ème} siècle (rapports officiels, mémoires, communications à des sociétés savantes) ne font jamais état d'un quelconque exode rural ; l'émigration prélève pourtant des gens de façon régulière mais le phénomène n'a rien qui puisse frapper l'esprit des contemporains. La simple arithmétique permet de l'appréhender mais les moyens d'en saisir les modalités manquent le plus souvent. Aussi instructif soit-il, le dépouillement des actes d'état civil n'apporte qu'une solution partielle du problème par le repérage d'événements démographiques tels que le mariage ou la mort ; du moins l'espère-t-on lorsqu'on entreprend leur inventaire systématique... Les résultats sont bien décevants et on regrette d'autant plus que, lors des recensements quinquennaux de l'époque, leur lieu de naissance ne soit pas demandé aux habitants.

L'examen des 203 actes de mariages contractés de 1836 à 1845 à Lansargues et à Lunel-Viel [44] montre qu'une quinzaine de fiancés au *maximum* sont nés loin de ces villages : en dehors de quelques lieux « divers », nous en remarquons trois ou quatre de la garrigue et trois autres de la façade montagneuse : Nant (sur la Dourbie, en contrebas du Larzac et du Causse Noir), Pégairolles (sur la Lergue, en amont de Lodève), Avène (sur l'Orb, en amont de Bédarieux). Il est quasiment certain que, si l'expérience avait porté sur la Gardonnenque moyenne, la Costière ou toute autre région présumée d'accueil, elle aurait conduit à des réponses similaires. C'est que nous observons une période où les mariages se font presque de porte à porte, où un bien-fonds s'allie à un autre, où il existe fort peu de chances qu'un ouvrier agricole allogène épouse non pas tant la fille de la ferme où il s'engage régulièrement depuis quelques années qu'une ouvrière venue d'une autre région ou quelque fille du village, même issue d'une famille de journaliers. Cet aspect social du mariage a déjà été évoqué ci-dessus à propos d'autre chose ; examinons de nouveau, sous un angle différent, les bans publiés dans ces sept communes de la Haute-Cévenne [45].

Deux séries ont été choisies à une génération d'intervalle : la première comprend 333 promesses d'unions entre 1822 et 1826 ; la seconde en compte 310, de 1851 à 1855. La très grande majorité des bans concerne des gens de la même commune ou de localités voisines :

	1822-26	1851-55
Les deux fiancés de la même commune	83 (25,0 %)	81 (26,1 %)
Un des fiancés dans une commune voisine	204 (61,7 %)	168 (54,2 %)
Un des fiancés dans une commune lointaine	43 (13,3 %)	61 (19,7 %)

Les alliances se font souvent dans une même vallée ; étant donné la situation géographique de l'échantillon, il advient que l'un des fiancés habite la Vallée Borgne ou le Vallon de Florac mais il est rare d'en rencontrer au-delà : personne ne franchit le faite du Mont Lozère ; au total, quatre époux viennent de Trèves, Meyrueis, Valleraugue et Soudorgues. Sans doute le cloisonnement du relief favorise-t-il des habitudes casanières ; mais, à travers elles, s'exprime bien la sta-

bilité socio-économique d'une population que retiennent ses biens, ses activités, son cadre familial. Au surplus, le facteur religieux contribue à maintenir un isolat démographique que les crises futures finiront bien par rompre. Toutes ces influences se traduisent dans la valeur banale du taux de nuptialité en 1822-26 : 18,3 ‰ ; nous le retrouvons en 1851-55 à 15,7 ‰ ; cet affaiblissement correspond à une désorganisation de l'économie et des genres de vie ruraux [46].

La Cévenne ignore les Grands Causses et autres plateaux de la Lozère et de l'Aveyron : nous ne voyons que deux hommes s'apprêtant à convoier dans la région de Marvejols-Saint-Germain-du-Teil, aux confins de l'Aubrac et des plateaux calcaires ; de son côté, une fille va épouser un habitant du Causse de Sauveterre installé au Pompidou (période 1822-26). D'autre part, si l'on descend en nombre dans les bassins et plaines qui s'ouvrent à la sortie de ces montagnes, on s'y fixe peu en y prenant mari ou femme. C'est ainsi que de 1822 à 1826 vingt-et-un mariages puis, de 1851 à 1855, seize unions (soit respectivement 6,3 et 5,2 % du total) vont être célébrés entre Cévenols et gens du bas pays compris dans un arc Aigremont-Euzet-Saint-Victor-de-Malcap [47]. Si les migrations de travail peuvent entraîner un abandon définitif du pays natal, le mariage n'en apparaît pas alors comme un moyen très utilisé. Autant que l'on puisse en juger, les filles sont plus attirées vers l'extérieur que les garçons : seize cas sur vingt-et-un en 1822-26, dix sur seize en 1851-55 ; le phénomène semble préfigurer l'émigration différentielle qui caractérisera les générations futures.

En admettant que les mariés s'installent au domicile de l'époux, nous constatons que la plupart des nouveaux ménages demeurent ruraux : le bassin d'Alès et son exutoire, la vallée du Gard, accueillent davantage que des villes comme Alès ou Anduze ; Nîmes et la Costière apparaissent aussi dans cet inventaire. Mais il s'agit presque toujours de mariages entre paysans : en effet, l'attirance des villes n'a aucunement la signification que nous lui connaissons aujourd'hui : leur banlieue est rurale et c'est surtout entre paysans cévenols et banlieusards que se nouent ces unions, moins fréquemment entre ruraux et ouvriers, probablement jamais entre paysans et bourgeoisie urbaine.

Dans cet ensemble humain des hautes vallées, les relations entre mariages et mouvements migratoires sont donc lointaines ; c'est une impression analogue que laisse l'analyse de sondages effectués dans l'état civil des villes du périmètre. Retenons en premier lieu les actes de mariages d'Alès, de Saint-Jean-du-Gard et du Vigan pendant quelques années comprises entre 1830 et 1840 ; en ce qui concerne la *résidence*, ne considérons que le groupe des hommes, plus significatif que celui des femmes [48] :

	Alès	Saint-Jean	Le Vigan
Les fiancés :			
— habitent la ville où ils se marient	84	90 (76,2 %)	93 (71,5 %)
— habitent une commune voisine ..	9	11 (9,4 %)	18 (14,8 %)
— habitent une commune du haut pays	2	5 (4,2 %)	4 (3,8 %)
— habitent une ville de la région	3	10 (8,5 %)	9 (7,4 %)
— habitent ailleurs	2	2 (1,7 %)	6 (4,6 %)

La situation n'est plus entièrement la même si nous examinons les *lieux de naissance* des hommes et des femmes ; nous remarquons alors qu'une proportion appréciable d'entre eux se sont installés dans la commune où ils résident, au moins à la suite d'une migration [49], ce caractère s'affirmant bien davantage à Alès que dans les petites villes du Vigan et de Saint-Jean. A travers le tableau ci-dessous le pouvoir d'attraction d'Alès est mieux affirmé que celui des deux petites villes. La part des nouveaux mariés autochtones y est en effet sensiblement plus basse et le pourcentage de ceux qui sont nés « ailleurs » que dans les environs ou les vallées montagnardes y est nettement plus élevé. Les disséminations entre Le Vigan et Saint-Jean méritent d'être commentées : ici, l'arrière-pays est borné par de hauts massifs de telle sorte que cette localité est le réceptacle des émigrants descendus de la Gardonnenque médiane et méridionale (Alès joue le même rôle vis-à-vis de la Vallée Longue et du couloir régordan, mais son arrière-pays ne se limite pas là). En aval, Anduze étouffe l'influence de Saint-Jean qui n'exerce aucun attrait sur les pays de la Gardonnenque moyenne. Tout cela explique l'importance de la retombée cévenole sur cette ville et l'extrême indigence des effectifs nés *ailleurs*. En dépit des aspects qui apparentent les deux communes (situation dans un bassin bien individualisé, passage d'une grande voie inter-régionale). Le Vigan entretient des relations plus serrées avec des régions plus lointaines (le Rouergue à l'Ouest et, à l'Est de Ganges, le Bas-Languedoc). Il est fort possible que la fonction administrative y accentue l'intensité des flux humains et qu'elle contribue ainsi à ouvrir plus largement qu'à Saint-Jean le marché matrimonial.

	Alès • (183)	Saint-Jean (202)	Le Vigan (219)
Les fiancés sont nés :			
— dans la ville où ils se marient ..	78 (42,6 %)	149 (73,5 %)	147 (67,1 %)
— dans une commune voisine	15 (8,2 %)	7 (3,5 %)	23 (10,5 %)
— dans une commune du haut pays [50]	43 (23,5 %)	42 (20,7 %)	27 (12,4 %)
— ailleurs	47 (25,7 %)	4 (2,3 %)	22 (10,0 %)

* Il s'agit de gens qui habitent dans les villes étudiées à l'époque de leur mariage ; leur nombre est donc inférieur au total des nouveaux mariés et la différence correspond à l'effectif des allogènes : 17 (Alès), 41 (Le Vigan), 36 (Saint-Jean).

L'examen des publications apporte d'autres lucurs sur ce problème des migrations liées au mariage [51].

	St-Ambroix	Alès	Anduze	St-Jean- du-Gard	Le Vigan
— Les deux époux sont de la même commune ou l'un d'eux d'une commune voisine	149	197	169	121	106
— L'homme est du haut pays	8	9	2	16	22
— La femme est du haut pays	10	14	5	30	41
— L'homme est de Nîmes, Montpellier, Alès (52)	7	4	7	7	9
— La femme est de Nîmes, Montpellier, Alès (52)	3	2	3	0	6
Proportion concernée par rapport au total des publications	88,5 %	94,1 %	91,4 %	87 %	83 %

La lecture de la première ligne confirme ce qu'indiquait celle du tableau précédent : en très grande majorité, les couples se constituent dans la ville de résidence ou avec un conjoint des environs. Les deux rubriques suivantes sont plus éloquentes : pour les femmes de la montagne, le mariage apparaît comme un moyen de descendre vers la plaine ; en effet, si nous retenons le principe selon lequel « la femme suit le mari », cent épouses vont s'installer dans les cinq villes de l'échantillon mais, d'après la même règle, cinquante-sept devraient partir dans les hautes vallées de l'intérieur. Si les choses se passent bien ainsi, le solde des échanges est favorable aux villes de la périphérie cévenole [53]. Par ailleurs, elles perdent des gens au profit des grandes villes régionales qui sont plus attractives (4^e et 5^e lignes du tableau). Toutefois, il ne faut pas attacher trop d'importance à telle ou telle direction préférentielle : le champ où s'inscrivent les mouvements les plus fréquents est assez limité : en moyenne, plus des deux tiers des unions se nouent dans un rayon d'une quinzaine de kilomètres, à trois ou quatre heures de marche... Somme toute, le mariage répond modestement de migrations définitives dont l'intensité est au reste assez faible. Arrivés enfants, les fiancés sont domiciliés avec leurs parents à Alès, Le Vigan, etc... Venus plus tard en quête de travail, ils ont laissé leurs parents dans la commune rurale où eux-mêmes sont nés.

B. Les causes de migrations

Le besoin d'émigrer, ne serait-ce que temporairement, est l'indice d'un surpeuplement. De quel côté faut-il en rechercher les raisons ? Dans une pénurie de terres à exploiter ? Dans une structure sociale où abondent les prolétaires ? Dans une économie rurale où l'exploitation du sol ne s'accompagne pas d'autres activités ?

1. Le problème vital de l'utilisation des terres

La vigueur du relief interdit de consacrer à l'agriculture la plupart des terres qui enduisent les versants. Tout ce qui a été répertorié dans les cadastres de la première moitié du XIX^{me} siècle sous les divers titres de « terres labourables », « terres à mûriers », « jardins », « vignes », « prés », n'atteint pas 5 % de la superficie exploitée. Cependant, la faible capacité nourricière de l'agriculture cévenole est largement compensée par l'extension de la châtaigneraie. Pour conduire cette analyse, j'ai eu recours aux premiers cadastres de l'époque contemporaine où j'ai choisi douze communes représentatives de l'ensemble [54] et tiré parti de la distribution par classes des différents types d'exploitation du sol. Avec d'autres renseignements qui seront discutés au fur et à mesure, c'est un moyen d'apprécier les disponibilités alimentaires : aspect essentiel du peuplement, la faim contraint l'habitant à émigrer, quand du moins il sait où pouvoir aller.

La plupart des communes interrogées distinguent les terres labourables (pour nombre d'entre elles, on devrait plutôt écrire « piochables ») de celles qui sont plantées de mûriers, arbres fruitiers, châtaigniers ou vignes. Au vrai, le paysage est extrêmement « mêlé » et, en de nombreux endroits, la terre est vouée à des fins diverses, simultanément, plus au détriment qu'à l'avantage des cultures qui y sont pratiquées. Il est incommode de se faire une idée rigoureusement précise des rendements que l'on peut attendre de ces terres ; il est toutefois possible à ce sujet d'interpréter le classement et le revenu matriciel qui en résulte. Lorsque ce travail est effectué, il est tenu compte de la rentabilité intrinsèque de la parcelle mais aussi de la distance qui la sépare du centre de l'exploitation, de ses facilités d'accès, ces dernières notions devant en principe avoir peu d'influence sur des rendements liés à la richesse du sol. Elles en ont tout de même : une terre peu éloignée, aisément accessible, a de fortes chances d'être plus fertile qu'une autre plus lointaine, où l'apport de fumier est moindre à cause des difficultés d'acheminement ; cette raison compte beaucoup dans une région où les engrais n'abondent pas. Les terres les mieux classées sont généralement bien situées, peu éloignées, peu inclinées, enrichies par des apports colluviaux, faciles à fumer et à travailler. Les commissions cadastrales ont retenu, outre la « distance par rapport aux habitations, le ravinement qui nécessite la construction et l'entretien des murs » pour constituer la troisième classe ; au-delà sont invoquées les raisons de rendements souvent médiocres ou nuls : « sol maigre et stérile, difficultés de transport des engrais » ; ici, les revenus cadastraux sont cinq à dix fois inférieurs à leur niveau de première et seconde classes. Cela correspond vraisemblablement à des rendements en seigle quatre à cinq fois plus élevés dans ces catégories supérieures. Selon le hobereau de Saint-Etienne-Vallée-Française, cette céréale rapporterait 16 à 18 ho/ha (ou 11 à 13 quintaux) en bon sol et, si cette condition n'est pas réalisée, le rendement tombe de moitié, voire à presque rien [55].



La répartition des terres labourables s'effectue ainsi dans les douze communes du modèle (total : 751 ha 75 a 69 ca) :

Classes	ha	Contenance		% du total	Revenu matriciel moyen
		a	ca		
1	56	65	99	7,5	39 Frs
2	140	60	21	18,7	23 Frs
3	258	07	30	34,3	10 Frs
4	222	25	58	29,6	6 Frs
5	74	16	61	9,9	3 Frs

Admettons pour simplifier que ces terres ne se reposent pas, qu'elles sont soumises à un assolement biennal où alternent régulièrement du seigle et des pommes de terre. Supposons que dans les trois premières classes le rendement en seigle soit de 12 ho/ha et qu'il ne s'élève plus qu'à 6 ho dans les deux dernières ; il se récolte ainsi :

$(12 \times 227,17) + (6 \times 148,19) = 3.615$ ho ou, à 73 kg/ho, 2.639 quintaux.

C'est la quantité requise pour fabriquer 306 tonnes de pain (blutage à 80 %) devant nourrir vers 1840 quelque 11.600 habitants. Si dans sa ration journalière cette population demande en moyenne 20 millions de calories aux aliments riches en glucides et si elle ne dispose pour cela que de pain, la seule production locale lui permet de tenir cinq semaines puisque les 306 tonnes de pain représentent environ 765 millions de calories [56]. Avec la provision de pommes de terre récoltées sur la deuxième sole, elle obtiendrait un sursis de huit semaines ; en effet, à raison de 70 ho/ha sur des terres de première, seconde et troisième classes et 30 ho/ha sur les autres, on devrait ramasser 20.347 ho (ou 14.243 quintaux) ; à 900 calories/kg, ce tubercule apporte donc un total de 1,28 milliard de calories [57].

En mettant les choses au mieux, tout cela signifie que les terres labourables nourrissent les gens le quart de l'année ; en ajoutant ce que l'on peut moissonner sur des terres à mûriers ou dans certaines châtaigneraies, il doit être possible de porter cette fraction au tiers [58]. De toute manière, d'autres ressources s'avèrent indispensables : il y a le châtaignier, ce fameux « arbre à pain ».

Toutes les *châtaigneraies* sont des régions de forte densité humaine et la Cévenne languedocienne n'échappe pas à la règle. Si dans les Alpes piémontaises « le rôle providentiel tenu par le châtaignier » justifie l'occupation compacte du XVIII^{ème} siècle avec 50 à plus de 100 hab./km [59], en Cévenne schisteuse son extension correspond à l'essor démographique du milieu du XVI^{ème} siècle [60]. Vers 1840, la densité de l'échantillon retenu s'élève en moyenne à 46 hab./km² de surface exploitable [61].

Comment peut-on estimer la contribution du châtaignier au régime alimentaire des paysans cévenols ? Dans les circonstances optimales, les arbres étant âgés de soixante à quatre-vingts ans au moins et chacun disposant d'un bon espace vital, on pourrait recueillir jusqu'à 200 kg de fruits par individu... mais c'est exceptionnel [62]. En suivant les indications données par A. Camus (1929, p 148

sqg), nous supposons que, d'une année à l'autre, le produit varie de 12 à 25 ho/ha (ou 0,86 à 1,8 t/ha) ; après dessiccation, cette récolte tombe à 0,43 ou 0,91 t et représente, à raison de 2.000 cal./kg 0,86 à 1,82 million de calories. Dans ces limites, le rendement à l'hectare de la châtaigneraie est donc inférieur à celui d'une bonne terre à seigle dont il est légitime d'espérer 2,53 et même 3,46 millions de calories [63].

Dans le groupe de communes dont il est question ici, les plantations occupent 13.966 ha et c'est par là que s'impose la supériorité de la châtaigneraie : grâce à une superficie vingt fois plus étendue que celle des terres labourables, elle apporte aux 11.600 habitants 12 à 25,4 milliards de calories, *six à douze fois plus que le système alterné seigle-pommes de terre*. Elle pourvoirait à la subsistance des hommes pendant au moins dix-huit mois ! C'est peut-être beaucoup : en effet, selon le Sieur de Cabiron, la production de quelques localités de la Haute Gardonnenque accorderait à la population une survie de trois mois seulement [64]. D'après le baron d'Hombres-Firmas, qui écrit en 1819, un Cévenol aisé (je souligne) récolte de quoi subvenir aux besoins d'une famille de cinq personnes pendant quinze mois [65]. Si dans le paysage végétal la « royauté du châtaignier » est évidente, elle l'est cependant moins dans l'économie de l'alimentation. Revenons aux douze cadastres ; la châtaigneraie y est ainsi distribuée :

Classes	ha	Contenance		% du total	Revenu matriciel moyen
		a	ca		
1	292	19	98	2,1	36,5 Frs
2	814	22	13	5,8	22,3 Frs
3	2.031	13	39	14,5	10,0 Frs
4	4.541	55	74	32,6	4,0 Frs
5	6.286	94	34	45	1,4 Frs

Nous remarquons l'énorme pourcentage des châtaigneraies à faible revenu : sur des sols maigres, en proie au ravinement ou sur les marges supérieures de l'« étage » biologique, les risques de mauvaises récoltes sont en effet considérables ; de plus, les difficultés d'accès font que les fruits n'y sont peut-être pas ramassés de façon régulière ; les arbres n'y donneraient pas plus de 15 kg de châtaignes « une année dans l'autre et quand ils sont en plein rapport » [66]. Au total, il serait déjà bien beau que la production couvre les besoins de l'année, par la consommation directe ou par les échanges sur les marchés ; il n'est d'ailleurs pas certain que tout ce qui est disponible puisse se vendre, à cause de l'indigence des voies de transports. Ces réserves faites, il reste que le châtaignier supplée au manque de céréales tout en n'exigeant pas les soins qu'il ne serait pourtant pas superflu de lui accorder [67]. Son existence justifie l'occupation d'une partie des terres par le mûrier.

Généralement, les *traversiers* portent une ligne de mûriers et un ou deux rangs de vignes, ou bien des mûriers et du seigle ou des légumes ; certains prés en sont ourlés ; de même, les arbres fruitiers voisinent avec les mûriers... Ces terres sont les plus prisées. A Mandagout par exemple, toutes celles qu'on peut arroser sont consacrées à cet arbre ; à Lasalle, toutes les terres des versants



portent des mûriers, bénéficient d'une irrigation très soignée, reçoivent la meilleure part des engrais et l'engouement semble tel que « l'on ne recueille en grains que la quantité nécessaire pour nourrir les habitants pendant quinze jours ou trois semaines au plus » [68]. La superficie réservée aux mûriers excède très largement celle des terres labourables ne portant que des cultures vivrières : 94 ha à Soudorgues (contre 43 ha), au moins 51 à Génolhac (contre 24), 186 à Saint-Etienne (contre 42), 71 à Saumane (contre 5,5), etc...

L'invasion des mûriers répond à une politique nationale de production des cocons et les budgets familiaux prennent grand intérêt à la sériciculture. Si on ne comptabilise pas le prix de son travail (taille, fumure, bêchage, arrosage des arbres puis éducation du ver), l'entreprise apparaît entièrement bénéfique : en quelques semaines s'opère une rentrée d'argent qui permet d'acquitter les contributions, des dettes, quelques achats indispensables... ou superflus. Les *maenans* fascinent les esprits dans une région où le numéraire n'abonde pas ; la tradition et la littérature poétisent le mythe de l'or : « arbre d'or », « fileuses d'or », « âge d'or ». Plus prosaïquement, les revenus matriciels rappellent l'importance économique du mûrier ; les parcelles où il est implanté sont taxées à un niveau très supérieur à celui où est fixé le tarif des terres labourables : en première classe, 60 pour 40 francs à Malons, 60 pour 20 à Soudorgues, 90 pour 30 à Saint-Etienne et à Génolhac, 70 pour 18 à St-André-de-Majencoules et 150 pour 30 à Saumane. La valeur vénale d'un hectare de mûriers serait de 25 à 30.000 frs. On a même vu se vendre à Valleraugue une prairie-mûreraie de moins de 2 ha pour 80.000 francs [69] ! Supposons une plantation de 400 individus occupant un hectare ; ils devraient fournir 10 à 12 tonnes de verdure et rapporter 600 à 1.000 francs de produit brut (25 à 35 kg de feuilles par arbre et le prix variant de 5 à 8 francs le quintal) ; c'est la valeur de 40 à 70 ha de seigle récoltés sur 2,5 à 4,3 ha d'une très bonne terre labourable.

Considérons le problème autrement : un exploitant met à incuber deux onces de graine, ce qui n'exige pas de lourds investissements ; selon G. de Labaume (1842-44), c'est à la portée du « paysan le plus encroûté ou de la femme la plus ridiculement superstitieuse ». Il lui faut environ quatre-vingt mûriers. Si tout se passe bien, cette graine lui donnera 80 kg de cocons et notre homme va encaisser 320 francs. Mais s'il a dû acheter toute la feuille au prix fort, à cause des intempéries, il n'empochera que 80 francs, de quoi acheter du seigle pour assurer aux siens et à lui-même les calories nécessaires pendant deux mois et demi [70].

Ces gains ne sont pas réguliers. Il est probable que le propriétaire moyen (qui est un petit propriétaire) ne peut guère avancer d'argent pour nourrir ses vers. Comme les accidents climatiques surviennent à un moment où l'entreprise est déjà bien avancée, beaucoup de sériciculteurs sont amenés à détruire tout ou partie de leur élevage. Fruit de l'imagination populaire, l'« âge d'or » est en réalité une suite de bonnes et de mauvaises années [71]. Ce peut être une des raisons pour lesquelles il semble plus sage à certains de s'engager dans les grandes éducations du bas pays. Mais, si les années ne sont pas toujours fastes, tout le monde est attiré par une spéculation qui est l'un des piliers de l'économie rurale ; la crise qui inaugure la seconde moitié du siècle en est *a contrario* une preuve indiscutable.

Chaque exploitation possède des bêtes mais les réserves fourragères en limitent les effectifs ; du reste, il ne semble pas que beaucoup de paysans parviennent à investir le capital nécessaire à la constitution et à l'entretien d'un cheptel considérable. Nous savons l'intérêt que présentent les chèvres dans l'économie alimentaire [72] ; plus nombreux, les ovins sont élevés pour leur toison et les agneaux [73] : le Sieur de Cabiron en compte plus de quinze mille dans la Vallée Française et ses abords, soit un peu moins de deux têtes par habitant ; c'est énorme en regard de ce que peut supporter la superficie consacrée aux prés : en supposant que tous soient irrigués et que leur rendement moyen atteigne 3 tonnes/hectare de matière sèche, il en faudrait 2.100 ha pour subvenir aux besoins de ce troupeau ! Or il est probable que dans ces quelques vallées il n'existe pas 100 ha capables d'un tel rapport. En réalité, la disette de fourrage répond de la faible productivité de ces animaux et de leur modeste participation aux trésoreries familiales [74]. Lorsque les prés se trouvent près d'une route à charrois ou d'un foirail régulièrement fréquenté, l'herbe se vend très cher mais l'aubaine profite à quelques privilégiés [75].

Les prés enregistrés aux cadastres des douze communes choisies pour cette étude se répartissent ainsi (total : 711 ha 63 a 83 ca) :

Classes	Contenance			% du total	Revenu matriciel moyen (et revenus extrêmes)
	ha	a	ca		
1	66	33	96	9,3	Frs 85,0 (150 - 45)
2	144	91	64	20,4	Frs 58,4 (100 - 30)
3	215	58	03	30,2	Frs 29,4 (50 - 15)
4	164	89	86	23,2	Frs 16,3 (30 - 4)
5	119	90	34	16,9	Frs 7,8 (15 - 8)

D'une étendue presque aussi vaste que celle des terres labourables, ils sont cotés à un niveau deux fois et demi plus élevé ; il se peut que leur valeur tienne davantage aux mûriers qui y végètent qu'à l'herbe qui y pousse. Nous remarquons l'ample proportion de ceux où le revenu est inférieur à la moyenne (au moins 70,3 % au-dessous de 39,4 francs) : les faibles rendements et les difficultés de rentrer le foin pour l'hiver sont les raisons qui justifient la contribution des pâtures à la nourriture du bétail. Il conviendrait de compléter le tableau suivant avec les châtaigneraies que l'on fait parcourir et le feuillage prélevé à toutes sortes d'arbres et arbustes ; aux cadastres sont inscrits 6.066 ha 31 a de pâtures ainsi distribués :

Classes	Contenance			% du total	Revenu matriciel moyen
	ha	a	ca		
1	765	31	11	12,6	3,4 Frs
2	1.373	86	98	22,6	1,4 Frs
3	2.564	18	82	42,3	0,8 Frs
4 - 5	1.362	94	10	22,5	0,46 Frs

C'est donc environ le quart de la surface exploitable qui est consacré à un élevage très extensif puisque, l'un dans l'autre, il faut un hectare par ovin alors que, de nos jours, on en mettrait trois sur la même superficie, dans un système analogue. Avec d'aussi maigres ressources, auxquelles ne s'ajoute aucune plante fourragère cultivée, la présence du gros bétail est difficilement concevable ; écartons l'idée insolite de la vache laitière ou du bovin à viande... L'animal de trait est lui-même assez peu répandu ; les équidés sont mal représentés. Le plus souvent, l'homme bêche et pioche sa terre et il porte les fardeaux. Dans le secteur que décrit le Sieur de Cabiron, celui-ci ne recense que 266 bêtes de somme, une pour 33 habitants. C'est l'indice d'une économie qui, en dépit des échanges potentiels, ne peut offrir le luxe d'entretenir à la fois des hommes et des animaux [76]. Beaucoup de paysans n'ont les moyens ni d'acheter ni de nourrir un mulet. Selon notre témoin « une partie des chevaux et des mulets appartiennent à des muletiers qui transportent blé et châtaignes ; quelques propriétaires aisés ont une bête de somme ». C'est pourquoi le possesseur d'une quinzaine de mulets est un « personnage important » alors que son capital vaut le prix d'une propriété de dix hectares : en Cévenne, ce n'est pas commun [77].

Généralement, l'homme doit donc remplacer l'animal sur des terroirs ingrats où, pendant la saison agricole, il faut beaucoup payer de ses forces pour obtenir la portion congrue de la subsistance quotidienne ; et c'est ce qui exige le moins d'efforts qui accorde la part la plus généreuse : la châtaigneraie. En théorie, la châtaigne devrait améliorer sensiblement la ration alimentaire grâce à sa transformation en viande de porc. Cette « branche fort importante de l'économie domestique des Cévenols » est certes à la portée de toutes les exploitations puisque l'engraissement d'un porc exige de 300 à 350 kg de châtaignes sèches, ce qui ne représente pas loin de l'équivalent énergétique consommé par un ménage de cinq personnes pendant sept à huit semaines (cf. note 65, p. ...). En immolant deux porcs gras pour sa provision, on obtiendrait ainsi les protéines animales indispensables (ici, 200 grammes) pour plus de sept mois [78]. Or il ne semble pas qu'il puisse en être de la sorte partout. Selon le mémoire du baron d'Hombres-Firmas « on tue un cochon dans chaque maison *aisée* ; deux familles peu nombreuses s'associent pour en partager un et les *grands* propriétaires en font égorger deux et quelquefois trois (...). Dans une *bonne* ferme des Cévennes, on engraisse ordinairement quatre cochons... ». Quant à acheter au moment voulu des porcs prêts à l'engrais « amenés du Périgord et du Quercy par bandes », peu de paysans peuvent y songer « à cause des avances qu'il faut faire » et la perte d'un de ces animaux serait ruineuse pour beaucoup d'entre eux [79]. Un porc prêt à l'engrais coûtant 60 francs à l'époque (la valeur de quatre hectolitres de seigle, ce qui nous semble tout de même énorme !), ces considérations traduisent les embarras financiers d'une paysannerie incapable d'investir des sommes modestes ou d'affronter un revers de fortune, ce qui, en agriculture, arrive trop souvent.

Avec la basse-cour, les ruches, la chasse et la pêche (y compris le braconnage), les arbres fruitiers, les légumes et le vin [80], la Cévenne apparaît ainsi dans l'ensemble comme une région où le surpeuplement ne s'explique pas par un déséquilibre entre le nombre d'habitants et les réserves alimentaires dis-

ponibles, surtout dans le domaine du châtaignier. Pourtant, au cours de la discussion, nous avons rencontré des signes de difficultés qui trahissent un partage inégal des ressources ; l'examen des disparités sociales contribue à les justifier.

2. Richesse foncière et structure sociale

Les résultats du recensement effectué en 1851 révèlent une société ainsi constituée [81] :

Propriétaires-cultivateurs	5.903		62,5 %
Fermiers-propriétaires	171	869	9,2 %
Fermiers « faisant en même temps un autre état »	10		
Fermiers	688		
Métayers-propriétaires	20	89	0,9 %
Métayers « faisant en même temps un autre état »	11		
Métayers	58		
Journaliers-propriétaires	619	2.580	27,3 %
Journaliers « faisant en même temps un autre état »	133		
Journaliers	1.818		
Total	9.431		

La plus grande partie des agriculteurs dispose d'un fonds suffisant pour vivre puisque le faire-valoir direct rassemble 62,5 % du total. Mais 12 % des propriétaires sont obligés d'arrondir leur exploitation ou de travailler à la journée chez les autres (171 + 20 + 619 sur 6.733). D'autre part, le fermage apparaît comme la forme de contrat la plus répandue ; sur 958 locataires, 89 seulement sont métayers (moins de 10 %) ; c'est un signe probable d'évolution vers une économie d'échanges fondée davantage sur la monnaie que sur le troc [82]. Enfin, le prolétariat couvre un secteur assez vaste (20,6 %) et, si nous envisageons l'ensemble des journaliers, nous comprenons déjà l'intensité de l'émigration sous ses diverses formes [83].

Parmi les propriétaires, la plus forte proportion ne possède pas grand'chose, d'après l'analyse d'un groupe de dix communes [84] :

Moins de 1 ha —	588 prop.	24,4 %	10-14,99 ha ..	196 prop.	8,2 %
1-1,99 ha	305 prop.	12,7 %	15-19,99 ha ..	153 prop.	6,4 %
2-4,99 ha	451 prop.	18,8 %	20-39,99 ha ..	206 prop.	8,5 %
5-9,99 ha	421 prop.	17,5 %	40 ha et + ..	86 prop.	3,6 %

Les structures de la propriété foncière sont contrastées : sur un total approximatif de plus de 22.000 ha, moins du dixième (1.774 ha à peu près) appartient à la moitié des propriétaires tandis que le quart d'entre eux concentre près des trois quarts de la surface totale, soit 16.560 ha environ.

Ces caractères apparaissent plus précisément à l'examen d'un sous-ensemble de quatre communes (fig. 12). La médiane se place à un peu plus de 4 ha, la moitié des propriétaires ne détenant que 7,5 % du sol alors que le quart d'entre eux en rassemble 71 %, presque dix fois plus. La médiane n'est pas moins suggestive : située à plus de 25 ha, elle révèle que la moitié de la superficie est réunie par le huitième des possédants.

Taille des propriétés (en ha)	PROPRIETAIRES			SURFACES		
	Nombre	%	Cumulation à ha	Taille (ha, a)	%	Cumulation à ha
Moins de 1 ..	202	21,6		67,33	0,7	
1- 1,99	93	10	1 : 21,6	132,64	1,3	1 : 0,7
2- 2,99	70	7,5	2 : 31,6	171,75	1,7	2 : 2,2
3- 3,99	56	6	3 : 39,1	198,16	1,9	3 : 3,7
4- 4,99	43	4,6	4 : 45,1	193,82	1,9	4 : 5,6
5- 9,99	149	16	5 : 49,7	1.052,05	10,1	5 : 7,5
10-14,99	92	9,9	10 : 65,7	1.148,45	11,3	10 : 17,6
15-19,99	73	7,8	15 : 75,6	1.267,10	12,4	15 : 28,9
20-29,99	63	6,8	20 : 83,4	1.489,10	14,6	20 : 41,3
30-39,99	43	4,6	30 : 90,2	1.467,11	14,4	30 : 55,9
40-49,99	18	1,9	40 : 94,8	791,34	7,7	40 : 70,3
50-99,99	27	2,9	50 : 96,7	1.705,70	16,9	50 : 78
100 et + ...	4	0,4	100 : 99,6	525,25	5,1	100 : 94,9
Total	933	100		10.209,80	100	

Concentration de la propriété non bâtie dans quatre communes, d'après les matrices des cadastres de 1834-1836 : Sainte-Cécile-d'Andorge, Saint-Etienne-Vallée-Française, Saumane et Soudorgues (courbe fig 12).

Nous découvrons donc l'importance statistique des propriétaires qui doivent cultiver des terres sous contrat ou à la journée. Imaginons en effet une propriété de quatre hectares qui serait ainsi constituée :

— 40 ares de terres labourables rapportant en moyenne chaque année 2,4 quintaux de seigle et 11 quintaux de pommes de terre ;

— 16 ares de vigne (environ 200 litres de vin) et 80 mûriers pour éduquer deux onces de graine de *magnan* ;

— 2 ha de châtaigneraie fournissant 3 tonnes de fruits ;

— 40 a de prés irrigués (2 tonnes de foin), le reste en pâtures, etc...

Théoriquement, cette structure suffit à entretenir la famille de cinq personnes devant consommer 12.000 calories par jour ; elle lui laisse même des bénéfices (excédent énergétique supérieur à un mois) et autorise un petit élevage (porc gras, chèvre et une dizaine de brebis grâce au parcours essentiellement) ; un potager, des arbres fruitiers et une basse-cour complètent les ressources de cette polyculture vivrière et la sériciculture renfloue opportunément la trésorerie... à la condition toutefois que les cocons ou la soie se vendent bien, ce qui n'est pas

toujours le cas. Mais l'hypothèse adoptée est optimiste puisque ce sont des rendements moyens (et confortables) qui sont envisagés. Si des pluies intempestives surviennent au moment de la floraison des châtaigniers ou si des gelées tardives compromettent le repas des *magnans*, c'est la gêne, l'endettement et la menace de voir fondre son bien au profit des usuriers [85]. Il semble ainsi que la limite de quatre hectares constitue pour l'exploitation rurale un seuil au-dessous duquel l'entretien d'une famille de taille normale n'est pas régulièrement assuré chaque année. Dans le système du métayage, il s'agit du reste d'un niveau trop bas dans la mesure où le propriétaire recueille la moitié du « blé » et des légumes, le quart des châtaignes, le tiers du vin et toute la feuille de mûrier [86].

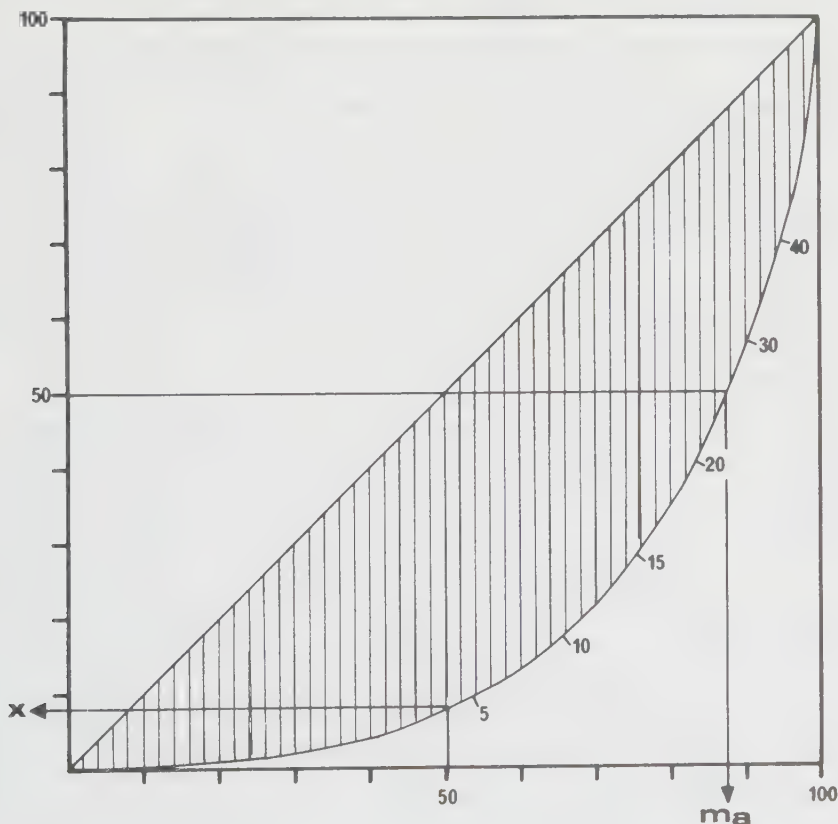


Fig. 12 - CONCENTRATION DE LA PROPRIÉTÉ NON BÂTIE A SAINTE-CÉCILE-D'ANDORGE, SAINT-ETIENNE-VALLEE-FRANÇAISE, SAUMANE ET SOUDORGUES.

Source : Matrices cadastrales du XIX^m siècle.

x : médiane. ma : médiale.

Fréquence des apports en superficie en ordonnées.

Fréquence des propriétaires en abscisses.

* La surface des propriétés est portée en hectares le long de la courbe.

3. Sous-emploi et surpeuplement

Si l'exploitation de quatre hectares peut servir à déterminer un « seuil de subsistance », elle est trop exiguë pour assurer à plusieurs personnes un travail à plein temps. C'est évidemment sur la femme que pèsent de façon régulière les charges, sinon les plus lourdes, du moins les plus astreignantes puisque, chaque jour, elle s'occupe de son ménage, de ses enfants et du cheptel ; quand l'époque en est venue, elle surveille la marche de la magnanerie puis elle dévide les cocons... à moins que, pressé par le besoin, on ait dû les céder au-dessous du cours à quelque « margoulin ». Elle est en outre mobilisée au pré pour activer la fénaison, sollicitée au moment de la moisson puis en automne, lorsqu'il faut ramasser et préparer les châtaignes.

L'homme travaille au total moins que son épouse. Qu'ils aient lieu en automne ou au printemps, les labours (ou le bêchage le plus souvent) lui prennent environ une décade, les semailles, plantations et autres façons, une autre décade. La période la plus délicate du calendrier se présente avec les vers à soie dont la dernière mue coïncide avec les foin. La moisson puis les regains (s'il y en a) posent moins de problèmes. La récolte des châtaignes étant achevée, les fumées des *clèdes* bleussent encore les matins frisks de novembre ; le battage des fruits est l'occasion d'une fête qui marque la fin des travaux agricoles. Le seigle est semé ; dans la soue, le porc se gave innocemment des *brises* dont il raffole. Le mort-temps hivernal commence : l'homme s'occupe de ses arbres, entreprend le perfectionnement ou les réparations de son outillage, de sa maison, des murs soutenant les *traversiers*, du réseau d'irrigation...

Il faudrait tenir compte du jardin, des ruches, du vignoble, voire dans le bas des vallées, des olivettes. Il convient aussi de considérer l'émiettement des champs et des prés, la durée des trajets à accomplir avec une charge de fumier ou de foin sur le dos, la raideur du versant qui accroît démesurément le travail de celui qui porte, etc... Il semble ainsi que le « seuil d'occupation » *doive osciller entre quatre et sept hectares* : en l'absence de machines, d'animaux de trait ou de bât, une exploitation comprise dans ces limites peut justifier *deux unités de travail humain (U.T.H.) dont une masculine et une féminine*. En somme, une ferme de sept hectares, normalement structurée et entretenue par un ménage ayant deux fils dont l'un serait marié, arriverait bon an mal an à nourrir tout le monde. Mais sous le rapport du nombre de travailleurs, elle serait surpeuplée. Or nous savons déjà que près de 70 % des propriétés ont au plus sept hectares ; nous ignorons certes leur structure démographique, mais le style du mouvement naturel de l'époque nous porte à croire que nombre d'entre elles sont surchargées d'hommes en âge de produire [87].

Un calcul rapide permet de nous en rendre compte. Dans l'échantillon déjà considéré, les hommes de dix-huit à soixante ans doivent rassembler 2.500 à 2.600 des 11.600 habitants ; pendant les sept mois environ que dure la saison agricole, ils offrent au total 471.750 journées de travail. D'autre part, l'ensemble des prés de fauche et des terres labourables compte quelque 3.000 hectares. Si nous admettons que chacun d'eux nécessite trente journées (ce qui est largement évalué), le tout ne représente que 90.000 journées ; doublons encore ce chiffre

pour tenir compte des autres tâches, cela n'atteindrait encore que moins des deux cinquièmes de ce qui serait souhaitable pour occuper à plein temps saisonnier la main-d'œuvre disponible.

En dehors de l'agriculture, peu d'activités locales sont capables d'arrêter des courants migratoires. L'*industrie extractive* concerne la pierre à chaux, le minerais de fer, le charbon (vers 1840, 150 ouvriers dans le Viganais et 2.500 entre la Cèze et le Gardon d'Alès). En Cévenne cristalline, on exploite épisodiquement des mines métalliques mais, de ce point de vue, il n'est que celle de Vialas pour offrir un réel intérêt humain [88].

Les *industries de transformation lourdes* sont liées à la présence des matières premières (sable, minerais de fer) et à la possibilité d'utiliser la houille comme source d'énergie : les verreries et la sidérurgie (avec les fabrications situées à l'aval) retiennent ainsi un peu plus d'un millier d'ouvriers entre Robiac, Les Salles-du-Gardon et Alès [89]. Mais rien de ce genre n'anime les vallées du socle.

Les industries textiles imprègnent davantage la vie économique cévenole. Pendant longtemps, la laine a servi à tisser les *serges* et *cadis* dans de petites draperies (Mandagout, Valleraugue, Meyrueis, Saint-André-de-Valborgne, Saint-Etienne-Vallée-Française, Saint-Germain...) mais, à la veille de la Révolution, il ne reste rien de ces manufactures qui se sont déplacées vers la périphérie : Lasalle, Saint-Hippolyte-du-Forf, Saint-Jean-du-Gard, Anduze ; ses jours sont d'autre part comptés au Pont-de-Montvert [90]. Le travail de la soie est en revanche très prospère sous la direction des centres intérieurs (Valleraugue, Saint-Germain, etc...) ou bordiers (Saint-Ambroix, Anduze, Saint-Jean, le secteur de Ganges-Le Vigan et Alès). Mais la soie requiert un personnel presque exclusivement féminin (le rapport varie de dix à vingt femmes pour un homme) : le moulinage et la filature apportent donc au problème du sous-emploi masculin une bien piètre solution. Il n'y aurait que la bonneterie et les autres industries de l'habillement pour mobiliser une main-d'œuvre masculine ; toutefois, leur extension géographique se limite à la frange méridionale comprise entre Saint-Jean et Arre tandis que les vallées intérieures y sont étrangères.

Créées par des familles autochtones, les manufactures rurales emploient donc essentiellement des femmes. La liste électorale de Saint-Germain-de-Calberte en 1849 fournit un bon exemple de ce qu'est une bourgade cévenole [91] : sur les 590 noms inscrits, 484 désignent des agriculteurs (82 %) ; il se dénombre en outre 31 artisans (5,2 %), 18 commerçants (3 %), 36 représentants des services publics et des professions libérales, au sens actuel des termes (6,2 %), 16 militaires du contingent dont la plupart doivent rejoindre vraisemblablement le groupe des paysans, 5 retraités et « sans profession » ; parmi ces électeurs (en novembre 1848, la Constitution avait maintenu le suffrage universel masculin), il ne se trouve aucun ouvrier d'industrie. Nous avons appris ci-dessus comment la richesse et la notoriété s'acquerraient par le négoce lointain, l'exploitation du sol... et celle des paysans ; nul doute que ces hommes d'affaires portent quelque responsabilité dans les déplacements forcés de certains de leurs concitoyens.

Vers 1840-50, le rôle alimentaire de la châtaigneraie demeure capital et la consommation régulière de ses fruits est le signe d'une économie qui, pour

beaucoup, reste fermée. Non seulement le mauvais état ou l'absence de voies de communications n'autorisent pas de lourds transports de marchandises, mais aussi le manque de numéraire restreint, en plein « âge d'or » cependant, les possibilités d'achat [92].

Les fortes densités humaines sont tributaires du châtaignier et il est fort probable que la répétition de mauvaises récoltes aurait vite plongé nombre d'habitants dans la misère si le cas s'était produit... mais il n'existe aucun souvenir de famine dans cette première moitié du XIX^{ème} siècle [93]. Du point de vue des subsistances, la châtaigneraie n'est pas le terme unique du rapport entre la population et le milieu où elle vit. Si les fruits en étaient également répartis, la pratique de l'essartage ou de l'écobuage ne se prolongerait pas ; signalée dans le chartrier de Cabiron puis, ultérieurement, dans certains rapports de forestiers s'occupant de reboisement, elle ne se justifie que par les besoins alimentaires des brassiers et petits propriétaires. La structure sociale de la terre favorise donc les départs temporaires ou définitifs ; il s'agit d'une « émigration de pauvres » [94]. Enfin, *si le châtaignier est un arbre « peuplant » par l'énergie que contiennent les bogues, il ne l'est nullement par les travaux qu'il nécessite : sa culture est extensive* et, à ce propos, les densités qu'il supporte se mesurent en dizaines d'habitants au kilomètre carré alors que, s'il s'agissait de riziculture irriguée, la pression s'exprimerait en centaines d'habitants sur la même unité de surface. Le sous-emploi qui en résulte contribue à justifier l'émigration dans un domaine où la balance naturelle est toujours positive : 0,5 à 1 % par an [95].

Sur les hautes terres, la pression démographique se relâche : le kilomètre carré de surface exploitable porte par exemple 24 habitants à Fraissinet de Lozère et à Saint-Sauveur-des-Pourcils, et 17 à Dourbies. Dans ces trois communes, la châtaigneraie occupe respectivement 3.1, 1.1 et 5.2 % de la S.E.T. (ou, au mieux, une superficie égale à 40 % des terres labourables). La subsistance est en principe assurée par l'assolement triennal seigle, pommes de terre, jachère. Le classement des terres labourables s'opère comme il suit :

Classes	ha	Contenance		% du total	Revenu matriciel moyen
		a	ca		
1	51	02	72	2,6	38 Frs
2	160	40	03	8,3	27 Frs
3	537	51	97	27,7	10,5 Frs
4	378	67	17	19,5	6,5 Frs
5	812	38	53	41,9	3,3 Frs
Total ..	1.940	20	42	100	

Admettons des rendements moyens à peu près identiques à ceux que nous avons rencontrés en Cévenne schisteuse (cf. p. 107) ; la population de ces trois communes dispose donc en théorie de larges surplus énergétiques puisque les quelque 2.250 habitants peuvent se partager un apport d'au moins 2.75 milliards de calories, de quoi se nourrir pendant 22 mois [96].

Si le bilan alimentaire global ne révèle aucune surcharge humaine, la situation est toutefois aussi critique que celle de la *châtaigneraie* : inégalité dans la répartition des terres, inaptitude de l'agriculture à utiliser tous les bras, absence d'industries rurales. L'exemple du cadastre de Fraissinet est significatif ; sur 328 propriétaires inscrits, plus de la moitié possède moins de deux hectares (51.2 %) et les deux tiers ont moins de cinq hectares :

Effectifs et fréquences cumulés à 1, ... 221 ha [97]

1	129	39,4	6	229	70	20	296	90,5
2	168	51,2	7	240	73,2	30	311	95
3	190	57,9	8	245	74,8	40	320	97,6
4	208	63,5	9	252	77	50	323	98,5
5	218	66,6	10	258	78,5	100	327	99,9
			15	278	84,6	221	328	100

Or la ration quotidienne d'une famille de cinq personnes (12.000 cal./jour, note 65) exige une exploitation comprenant deux hectares de première classe de terres labourables où se récoltent chaque année plus de 8 ho de seigle et environ 30 quintaux de pommes de terre. Comme beaucoup de parcelles composant ces propriétés sont des prés ou des pâtures dans ce système agro-pastoral, il est à présumer que, sous le rapport des subsistances, la majeure partie des propriétés classées plus haut est surpeuplée [98].

A ces petits propriétaires doit s'ajouter le lot des brassiers dont la documentation ne permet pourtant pas de préciser le nombre [99]. Etant donné le système de cultures, il apparaît ainsi un excédent de travailleurs que l'industrie rurale, pratiquement inexistante, est bien incapable d'absorber. L'émigration est donc active [100], vraisemblablement freinée au début de l'été, la fenaison correspondant à peu près aux moissons dans les plaines méridionales. Elle doit connaître sa plus forte intensité en hiver, particulièrement long dans cet étage biologique. Comme pour les gens de la *châtaigneraie*, les pôles d'attraction se trouvent sur la bordure cévenole : bassin houiller naissant, villes (où les exploitations agricoles réclament des tenanciers et des ouvriers saisonniers) ; mais, si le plus grand nombre s'arrête là, d'autres sont entraînés par le canal des grandes vallées jusque dans les plaines du Bas-Rhône et sur le littoral languedocien.

NOTES

- [1] Habituellement, le taux brut y est nettement supérieur à 40 ‰. En quelques endroits, il tombe au-dessous de 30 (Formose, Maurice, Porto-Rico...).
- [2] AD Gard, 10 M 26, 29, 30, 32. En voir la liste à la note 3, p. 76.
- [3] N'interviennent que les femmes âgées de 20 à 49 ans. Il se rapproche du taux légitime, le célibat féminin étant bien moins intense au-delà de 20 ans.
- [4] A titre comparatif, une population du Causse de Sévérac (12 469 hab) offre un *taux restreint* de 178 pour un taux de natalité de 29,4 en 1876 ; à la même date, un groupe de 9.101 habitants du Causse Noir et du Larzac présente le même *taux restreint*, mais avec un taux de natalité de 34,2 (d'après listes nominatives, AD Aveyron, 29 M 4 8, 9, 13, 14). Aucune conclusion sérieuse sur la fécondité ne peut être envisagée sans l'appui des structures démographiques.
- [5] Dans la paroisse d'Auneuil-en-Beauvaisis, vers le milieu du XVII^e siècle : âge moyen excédant de peu 25 ans, mode à 23 ans ; moins de 15 % des filles se marient avant 20 ans (P. Goubert, 1960, p. 32).
- [6] Taux de fécondité globale ‰ : 121 pour St-Jean-du-Gard et St-Ambroix (2.025 femmes) et 167 pour un groupe formé par Les Salles-du-Gardon, Soustelle, Lamelouze, St-Martin-de-Valgalgues, St-Jean-de-Valérisclé, Robiac, Portes (1.490 femmes).
- [7] Blannaves, Lamelouze, Portes et St-Jean-du-Gard. Pour fixer les idées, ce nombre équivalait presque à la moitié des naissances vivantes enregistrées dans toute la Cévenne rurale entre 1954 et 1961. On peut craindre qu'un effectif de cette dimension ne conduise à des résultats discutables.
- [8] Soit 1,34 % du total ; à Alès, pendant le même temps (AD Gard, 5 E 31-35) cette proportion atteint 6,8 % de l'ensemble des nés vivants : 173 sur 2.710. Dans cette ville, il faut tenir compte aussi des 345 enfants « trouvés » ou « exposés » qui cumulent 11,3 % des actes de naissance ; lors de leur découverte, on estime leur âge entre un jour et deux ou trois mois. L'intensité du phénomène traduit avant tout la pauvreté du prolétariat urbain. Peu-être se trouve-t-il parmi eux des nouveau-nés originaires des communes étudiées ici...
- [9] St-Jean tenant une large place dans le sous-ensemble considéré et la fécondité y étant relativement faible, le taux de remplacement aurait été plus élevé si le calcul avait concerné toutes les communes rurales.
- [10] Ce sont les taux du Tiers Monde vers 1930-50 ; ils dénoncent un très haut niveau de mortalité. Pour la France de Louis-Philippe, 24 à 25 ‰.
- [11] A. Armengaud, 1971, p. 14 et 18.
- [12] D'un point de vue arithmétique, l'incidence est bien plus forte sur la mortalité infantile (numérateur minimisé par rapport au dénominateur) que sur la natalité et la mortalité générale (le dénominateur étant bien plus grand que le numérateur, le quotient serait très peu sensible à la faible variation positive de ce dernier). Le bilan naturel ne serait pas modifié, l'écart restant le même entre des taux également accentués. Mais ces défunts non déclarés devenant des mort-nés, l'interprétation de la fécondité en est faussée.

- [13] 1.202 d.i./7.615 n.v. + 230 (différence entre 109 et 339). Le taux est encore éloigné de celui proposé par A. Armengaud pour la France (*supra*, note 11) : il se rapproche de ceux indiqués par A. Landry : 158 ‰ (1816-25), 163 ‰ (1826-35) (A. L., 1949, p. 251).
- [14] J. Bourgeois-Pichat, 1951, p. 241.
- [15] Taux des 27 premiers jours : Italie, 21,8 (1964) ; Pologne, 21,7 (1964) ; Portugal, 25,9 (1964). Il est compris entre 10 et 15 ‰ dans les pays les plus évolués (Ann. dém. ONU, 1966, tabl. 15).
- [16] Cassagnas, St-Andéol-de-Clerquemort, St-André-de-Lancize, Ste-Croix-Vallée-Française, St-Martin-de-Boubaux, St-Martin-de-Lansuscle, St-Maurice-de-Ventalon.
- [17] 105 à 110 ‰ en 1962, selon D. Noin, 1970, t. 2, p. 65.
Portugal : 69,5 et Yougoslavie : 76,6 ‰ (R. Pressat, 1961, p. 92).
- [18] *Id.*, *ibid.*, p. 88-89.
- [19] A une époque où l'on est incapable de prolonger aussi peu que ce soit la vie des nouveau-nés débiles, où même de trop nombreux enfants normaux perdent la vie au cours d'un accouchement mal conduit, il est certain que la mortalité endogène a cessé d'agir avant la fin du premier mois et, à partir de 31 jours, il ne peut plus s'agir que de décès exogènes.
- [20] L'intérêt alimentaire de l'élevage caprin est évident. « Dans les Hautes Cévennes, presque tous les habitants ont une ou deux chèvres » (L.-A. d'Hombres-Firmas, 1838, vol. 3, p. 92). Chaque exploitation en élève en effet une ou deux qui fournissent lait, *pélardons*, chevreaux. Elles sont environ dix fois moins nombreuses que les ovins (agneaux et laine). La chèvre est pourtant la plus mal nourrie du cheptel, goûtant fort peu ou pas du tout à l'herbe des prés, devant se contenter de fagots de châtaigniers, arbousiers, chênes ou de fougère en hiver ; c'est sans doute en automne que sa ration est la plus riche en protéines grâce à la dernière pousse des feuilles de mûrier. Son pâturage est le plus appétissant au début de l'été mais il se dégrade à mesure que la saison s'avance. Dans ces conditions, la production laitière doit être parcimonieuse et un rendement annuel de 150 à 200 litres est ce que la chèvre peut donner de mieux (aujourd'hui, il est courant de recueillir au moins le double).
- [21] J. Bourgeois-Pichat, 1951, p. 476 : lors de la régression de la mortalité exogène, la mortalité infectieuse recule d'abord, suivie « au bout d'un temps plus ou moins long » par la mortalité alimentaire ; celle-ci représente encore durant cette phase 10 à 20 % des décès. Lors d'un dernier recul, « l'amélioration porte uniformément sur toutes les causes de décès ».
- [22] La *table de Duvillard* a été dressée en 1806 d'après plus de cent mille décès enregistrés en France avant la Révolution. « Elle est censée représenter la mortalité française moyenne au XVIII^e siècle ; $E_0 = 28,8$ ans » (R. Pressat, 1961, p. 265).
Celle du *docteur Bertillon père* est construite pour la France d'après les décès enregistrés de 1840 à 1859.
- Une autre table de survie a été élaborée par *Demonferrand* à partir de treize millions de décès survenus en France de 1817 à 1831. Le nombre de survivants aux différents âges se présente ainsi :
- | | | |
|-----------------|------------------|------------------|
| 8.350 à un an ; | 7.199 à 5 ans ; | 6.377 à 20 ans ; |
| 7.825 à 2 ans ; | 6.605 à 15 ans ; | 4.591 à 50 ans. |
- Il ne faut évidemment pas considérer comme rigoureusement exacte une table comme celle qui est présentée ici, confectionnée avec les données imprécises du recensement et à partir de nombres dont l'ordre de grandeur est dans un

rapport de un à cent, mille ou dix mille vis-à-vis de ceux qui ont été utilisés dans les tables indiquées ci-dessus. C'est ainsi que le taux de la seconde année paraît exagéré (il est à peu près égal au taux de mortalité infantile exogène, tout au moins à celui des onze derniers mois de la première année)... De même, les fluctuations observées entre vingt et cinquante ans ne revêtent sans doute pas une grande signification.

[23] A. Landry, 1949, p. 329.

[24] Selon la *Statistique générale de population* dressée en 1810, on compte dans ces communes (Robiac, Ste-Cécile, Génolhac, Meyrannes, St-Florent, St-Jean-de-Valérisclle, Mas-Dieu, Laval, Soustelle et Mialet) 36 propriétaires « vivant bourgeoisement » (c'est-à-dire de leurs rentes), 472 propriétaires-exploitants, 637 propriétaires « travaillant pour autrui » et 218 « manouvriers-cultivateurs », soit respectivement 2,6, 34,7, 46,7 et 16 % du total. Dans le même ensemble, on dénombrait en 1806 762 hommes et 149 femmes « travaillant à la journée » (AD Gard, 12 M 2).

[25] Par exemple à St-Ambroix s'est constituée une classe nouvelle de propriétaires fonciers avec les biens de l'évêché d'Uzès.

[26] Vraisemblablement plus du millier à St-Ambroix, dans une vingtaine de filatures (C. Clément, 1965) ; à St-Jean, en 1840, il s'en dénombre officiellement 653, réparties en dix-neuf entreprises (AD Gard, 12 M 59).

[27] Dans le cadastre de 1837, le petit artisan ou l'ouvrier à moins d'un demi-hectare voisin avec le filateur propriétaire de vingt à vingt-cinq hectares de terres à mûriers, vigne et châtaigneraies (St-Jean, AD Gard, 3 P 1462).

[28] De fait, c'est dans ce domaine que se dénonce l'impuissance de ces localités à être de véritables villes ; peu nombreux, ces marchands sont exclusivement des marchands de « blé » dont le commerce est à la charnière de deux domaines céréaliers (froment et seigle) et s'explique par le marché local de consommation du pain.

[29] L'industrie n'est pas absente pour autant dans ces vallées : manufactures de soie un peu partout, embryons de la grande industrie entre Cèze et Gardon.

[30] J'emprunte aux écologistes le mot « association » dans le sens de groupement d'individus vivant ensemble dans tel milieu dont les caractères expliquent sa physionomie économique et sociale.

[31] Parmi elles, Le Vigan détient de sinistres records : le taux brut de mortalité infantile atteint 189 puis 235 ‰ en 1834-38 et 1844-46. Il n'en est pas ainsi partout : en 1834-38, 143 et 148 ‰ à St-Ambroix et St-Jean-du-Gard.

[32] A St-Ambroix et à St-Jean, 65 % des hommes et 39,5 % des femmes signent ; à la campagne, 41,7 et 14,3 %. A Toulouse en 1789, 54 % des hommes et 20 % des femmes signent leur nom (E. Sullerot, 1968). Le milieu paysan est-il seul responsable de cette infériorité ? Il ne le semble pas. En effet, le dépouillement de 108 actes de mariages célébrés en Haute Cévenne au même moment, en 1835-37 (St-Frézal, St-Germain, Ste-Croix, Moissac) révèle que 66 % des hommes et 22 % des femmes signent. Le facteur religieux intervient sans doute : dans ces vallées où les persécutions ont renforcé la foi, la lecture et l'exégèse des textes sacrés engagent l'habitant à s'instruire. Il en va autrement en pays catholique où les paroissiens s'en remettent à l'autorité du prêtre ; cela doit contribuer à expliquer que pour 144 mariages conclus dans les cantons de Mende (ville exclue) et du Massegros en 1835-37 54 % des hommes seulement mais aussi 20,8 % des femmes signent (quelle que soit la religion, la condition sociale de la femme est toujours inférieure...). Pour aboutir à des conclusions valables, ces observations trop limitées devraient être systématiquement étendues à de plus vastes ensembles humains.

- [33] Cf. taux bruts de natalité et de mortalité, p. 78 et 83.
- [34] R. Dugrand, 1963, p. 443 et courbes d'évolution de 1801 à 1851, p. 440-41.
- [35] Voir aussi *infra* (seconde partie, chapitre 2) des migrations saisonnières entre le bassin houiller et l'arrière-pays rural.
- [36] G.-J. Jerphanion, 1803, p. 23.
- [37] AD Gard, 12 M 24.
- [38] Archives de la mairie de St-Germain-de-Calberte, série non classée.
- [39] AD Gard, 12 M 24.
- [40] Mémoire sur les Cévennes in Charrier de Cabiron, 1810, p. 164, AD Gard, 3 J 51. Notons au passage que ce nombre d'émigrants cumule le sixième ou le cinquième de la population de la commune.
- [41] G. de Labaume, 1842-44, p. 87. La mise en incubation de quarante onces est une très grosse affaire. En Cévenne, l'entreprise familiale ne peut pas se permettre d'éduquer plus de deux ou trois onces.
- [42] D.-M. Blanquet, 1846, p. 77-85.
- [43] AD Hérault, C 47 ; J. Perrier, 1957, p. 67 ; R. Lamorisse, 1968, p. 265. Une partie de ces arrivées entrerait dans la catégorie des « migrations de mort-saison » envisagée par A. Fel, 1962, p. 146-48.
- [44] A l'Ouest de Lunel. AD Hérault, série 3 E.
- [45] Cf. *supra*, note 16.
- [46] Nombre des nouveaux mariés des sept communes par rapport à 1.000 habitants de l'ensemble. Pour une population rurale, il s'agit d'un taux ordinaire : il est en effet plus élevé qu'un taux national où les villes entrent dans le calcul ; dans quelques pays européens, le taux se trouve entre 15,7 et 17,7 en 1821-30 (A. Landry, 1949, p. 338).
- [47] Soit dans un rayon d'environ 20 km autour d'Alès, du Sud vers le Nord.
- [48] AD Gard, série 5 E. St-Jean, 1833-35, 118 actes ; Le Vigan, 1833, 35, 37, 39, 130 actes ; Alès : 100 actes recueillis en prenant au hasard un acte sur trois en 1839-41.
L'analyse des communes de résidence féminine n'offre guère d'intérêt puisque, par suite des habitudes, le mariage y a lieu ; de ce fait, la quasi-totalité des chances existe que les futures épouses habitent la ville en question.
- [49] En outre, les renseignements familiaux portés sur les actes ne permettent pas toujours de distinguer ceux qui sont arrivés ici avec leurs parents de ceux qui se sont installés seuls alors qu'ils étaient adolescents ou adultes.
- [50] A St-Jean et au Vigan, la marge entre « commune voisine » et « haut pays » est difficile à définir à cause du relief des régions où elles se trouvent.
- [51] AD Gard, 5 E 2. St-Ambroix, 200 publ. (1833-34 ; cinq premières de 1835 et 1836-39) ; Alès, 240 publ. (janvier-juin, 1834-36) ; Anduze, 204 publ. (1833-36 et 1841) ; St-Jean, 200 publ. (1833-36) ; Le Vigan, 221 publ. (1833, 35, 37, 39).
- [52] Sauf pour Alès. Par ailleurs, cette ville vient au premier rang pour St-Ambroix, Anduze et St-Jean (rôle de ville voisine, sans plus). Pour Le Vigan et Alès, cette place est tenue par Nîmes.
- [53] Très médiocre descente vers Anduze car St-Jean joue le rôle d'écran.

- [54] Du Nord au Sud : Malons, Aujac, Génolhac, St-Michel-de-Dèze, Ste-Cécile-d'Andorge, St-André-de-Lancize, Moissac, St-Etienne-Vallée-Française, Saumane, Peyroles, Soudorgues et St-André-de-Majencoules.
- [55] Chartrier de Cabiron, AD Gard, 3 J 51.
- [56] La structure par âges de cette population peut être imaginée comme suit : 0-4 ans 17 % 5-9 ans : 13 % 10-14 ans : 10 % 15-19 ans : 8 % (soit J. = 48 %) Adultes : 44 % (hommes et femmes par moitié) Vieillards (60 et +) : 8 %.
- Les besoins en calories étant appliqués à chaque groupe (d'après R. Lalanne, 1967, tabl. I, p. 53), l'énergie globale nécessaire atteint 25×10^6 cal jour dont on peut penser que 80 % sont demandés au pain ou à des denrées similaires.
- [57] Chartrier de Cabiron (AD Gard, 3 J 51) et Dr Blanquet, 1847.
- [58] Selon le baron d'Hombres-Firmas (1838, vol. 3, p. 86-87), « ce serait une erreur de croire que nos châtaigneraies produisent double récolte... chaque Cévenol ne sème sous les châtaigniers que faute d'autres champs... les terres schisteuses qui forment la majeure partie des châtaigneraies ne sont ni labourées ni semées... souvent le pauvre paysan n'y retrouverait pas le semence qu'il y aurait jetée ».
- [59] R. Blanchard, 1954, p. 310.
- [60] Em. Le Roy Ladurie, 1966, p. 759.
- [61] Les écarts sont trop sensibles pour autoriser une relation évidente entre ces quotients et les rapports châtaigneraies/surface exploitable totale (SET). Pour des Chât./SET compris entre 55 et 60, les densités s'échelonnent entre 35 et 97 ! Au Chât./SET le plus faible, 26, correspond bien la densité la plus médiocre : 30 à St-André-de-Lancize... Mais au Chât./SET le plus fort, une densité de 46 seulement (St-Michel-de-Dèze). D'autres raisons concourent à expliquer la valeur des densités communales, telles l'industrie rurale ou les fonctions de bourgs-marchés...
- [62] C'est l'opinion de diverses personnes consultées à Lasalle, St-Roman-de-Tousque, St-Germain-de-Calberte, St-Andéol-de-Clergumort.
- [63] Un hectare de seigle fournit $12 \text{ ho} \times 73 \text{ kg/ho} = 876 \text{ kg}$ de grains ou 700 kg de farine ou 1.015 kg de pain à 2.500 cal/kg. En système biennal, l'apport énergétique se réduit de moitié mais il faut alors lui ajouter les calories dispensées par les 2.450 kg de pommes de terre (900 cal/kg).
- [64] 7.040 *salmées* pour quelque 8.800 habitants. Une *salmée* d'Alès = 26 décalitres
- [65] B. d'Hombres-Firmas, *ibid.*, p. 96 : « ...une récolte de 30 *salmées*... L'étendue de terrain capable de fournir cette quantité est assez considérable dans un pays de montagnes ; c'est, terme moyen, ce que possède un Cévenol aisé ». La famille imaginée comprend père, mère et trois enfants de dix à seize ans ; elle consomme 12.000 calories par jour.
- [66] Chartrier de Cabiron, AD Gard, 3 J 51, p. 138.
- [67] Nettoyage du sous-bois où végètent bruyères, genêts, ronces et divers arbrisseaux ; émondage tous les deux ou trois ans ; greffe des jeunes sujets issus des pépinières deux ans après leur plantation ; soins attentifs les premiers temps... Toutes ces opérations réclament de la main-d'œuvre, moins toutefois que le ramassage lui-même, en octobre et novembre.
- [68] AD Gard, 12 M 26 et 11.
- [69] Enquête agricole, séance du 5 nov. 1866, Min. Agr., 1869, p. 242.

- [70] D'après quelques exemples puisés au hasard dans les registres cadastraux, les propriétés ont en principe de quoi subvenir aux besoins de la magnanerie familiale avec des mûriers ou des terres à mûriers occupant 40 à 90 ares sur un total de 5 à 10 ha. Quel que soit son attrait, la dimension de l'entreprise est limitée par la place et par le travail qu'elle réclame impérieusement. Pour deux onces, il faut trois personnes en permanence durant les quinze jours qui précèdent la formation de la chrysalide (Ch. Teissier du Cros, 1903).
- [71] Etant donné son prix, on n'a aucun intérêt à acheter la feuille, sauf si on y est forcé. Dans ce cas, elle renchérit d'autant plus que la médiocrité du réseau de communications en limite l'approvisionnement. Même les gens fortunés renoncent à leurs ambitions, tels ce Borrelli de Serres qui a obtenu en 1832 un rendement de 50 kg/once et qui, en 1834, doit se contenter de la moitié, le temps ayant été des plus capricieux depuis la fin mars (B. de S., 1834). L'opinion de R. Tinthoin (1965, p. 203) selon lequel « les gens s'endettent pour plusieurs années » quand la saison a été médiocre, semble exagérée.
- [72] Cf. *supra*, note 20.
- [73] « 10 à 30 bêtes à laine par exploitation : moutons, brebis, agneaux, une ou deux chèvres... » (R. Tinthoin, 1956, p. 204). Autrefois, la laine cévenole alimentait une industrie locale, tombée en désuétude depuis la fin du XVIII^e siècle (L. Dutil, 1911, p. 427 *sqq.*) ; la fabrication domestique des *cadis* persiste çà et là (ex. : St-Maurice-de-Ventalon, St-Julien-d'Arpaon, AD Lozère, série T). Le mouton ne paraît guère prisé : dans une *déclaration de mutation par décès* du 17 oct. 1848 (bureau de Valleraugue), un troupeau de 45 têtes est estimé à 120 F tandis qu'un porc l'est à 40 F (AD Gard, 35 Q³ 11).
- [74] 2.450 bêtes à laine et 90 t. de foin (de quoi en nourrir 130 !) à St-Martin-de-Lansuscle et Ste-Croix-Vallée-Française en 1763. « Le mouton pèse 24 livres, la brebis 16 ; l'un porte 2,5 livres de laine, la seconde 1,5... » (AD Lozère, C 483). Aujourd'hui, une bonne lainière de race *Lacaune* fournit 5 livres et une brebis *mérinos* porte une toison de 15 livres (Australie).
- [75] R. Lamorisse, 1970 b, p. 344.
- [76] Le coût d'une journée de mulet est évalué au double du salaire journalier masculin (nourriture comprise dans les deux cas).
- [77] Soit 15.000 F-or (R. Tinthoin, 1965, p. 205-07).
- [78] « Une *salmée* de châtaignes fait un quintal de graisse » selon un vieux dicton cévenol. Pour prendre 100 kg (soit 2 qx du système populaire), le porc engloutit jusqu'à sa mise à mort quelque 350 kg de fruits secs (soit 2,6 ho par *salmée* d'Alès à 65 kg/ho) ; d'un point de vue technique, c'est un très bon *indice de consommation* : 200 UF (UF = unité fourragère = 3.400 calories) pour 100 kg de croit ! On peut admettre d'autre part que le cochon de 200 kg fournit 70 kg de lard (7.650 cal/kg) et 110 kg de sang, viande et abats mangeables donnant 1.700 cal/kg. Le bénéfice énergétique est appréciable puisque d'une « mise » de 510.000 cal. on en retire 722.500 ; en outre, les deux carcasses contiennent 44 kg de protéines : de ce point de vue, les besoins quotidiens de nos cinq personnes peuvent s'estimer à 200 gr de protéines animales et ainsi, elles en auraient pour sept mois.
- [79] *Mémoire sur les porcs gras des Cévennes*, livre cité, 1820, p. 173-180. J'ai souligné les mots dans le texte.
- [80] Dans l'échantillon (note 54), la superficie des jardins est minuscule : à peine 0,2 % de la SET, 35 m²/hab. Avec 506 ha, le vignoble est plus étendu : il pourvoit surtout à la table familiale. Les ceps de 1^{re} classe occupent 6,8 % de l'ensemble et le revenu matriciel moyen n'en est que de 24,5 F/ha (moins qu'un hectare de pré ou de terre à mûriers de 3^e classe).

- [81] AD Gard, 10 M 139. Meyrannes, Blannaves, Lamelouze, Laval, St-Martin-de-Valgalgues, Les Salles-du-Gardon, Lasalle, Soudorgues, Vabres, St-Bonnet, Cognac, Ste-Croix-de-Calberte, St-Martial, St-Laurent-le-Minier, cantons de Génolhac, St-André-de-Valborgne et Valleraugue.
- [82] « On afferme plus à mi-fruit qu'à prix fixe à cause du peu de solvabilité des paysans (Ch. de Cabiron, AD Gard, 3 J 51). L'extension du fermage depuis le début du siècle paraît donc indiquer un enrichissement de la paysannerie ; cela ne signifie pas pour autant que tout le loyer est payable en argent.
- [83] La Statistique générale de 1810 indiquait dans le même ensemble environ le quart de manouvriers-cultivateurs, 45 % de propriétaires « travaillant pour autrui », à peine le tiers de propriétaires-cultivateurs (AD Gard, 12 M 2). Il se peut que l'enrichissement paysan réponde en partie de la croissance relative de ce dernier groupe.
- [84] Au total, 2.406 propriétaires (Malons, Aujac, Peyremale, Génolhac, Ste-Cécile, St-André-de-Majencoules, Moissac, St-Etienne-Vallée-Française, Saumane, Soudorgues.
- [85] Dans son mémoire (AD Gard, 3 J 51, p. 165), le sieur de Cabiron dénonce la rapacité des marchands de grains qui « vendent une *carte* de seigle 4 F après l'avoir achetée 0,50 F »... avec un bénéfice de 700 % ! Il ajoute : « C'est cet intérêt qui ruine le paysan cévenol. Beaucoup ont mangé leur modique récolte avant de l'avoir enfermée ». On comprend dans ces conditions les fortunes que réalisent certains négociants dont R. Tinthoin (1958 b) fait revivre un saisissant exemple avec ce paysan-commerçant de St-Etienne-Vallée-Française qui pratique la vente à crédit, prête de l'argent et acquiert des immeubles par la *vente à réméré* (parmi ceux qui hypothèquent leurs biens, fort peu arrivent à les récupérer à la fin du délai convenu) ; à sa mort, il laisse un actif de 158.000 F-or et un passif de 66.000 F dont 52.000 représentent le montant de prêts qu'il a consentis quelque temps auparavant... C'est le genre de personnage qu'on imagine aisément parmi ceux de la *Comédie humaine*.
- [86] Le métayer ne garde aussi que la moitié du croît du cheptel (porc compris) et la moitié de la laine. Pour ce qui est de la feuille de mûrier, il peut l'acheter à son propriétaire au-dessous du cours qui est pratiqué ; mais en a-t-il seulement les moyens ? Vu les conditions imposées au locataire, il semble bien que la superficie minimale d'une métairie (de structure et de rapport analogues à ce qui a été conçu p. 114) doive se tenir vers 6 hectares.
- [87] Ces fortes densités n'auraient-elles pas dû susciter une agriculture plus savante et plus riche ? Mais vers quel marché ?
- [88] Une fonderie traite depuis 1827 le minerai de plomb argentifère extrait dans la vallée du Luech (50 t de plomb et 1 t d'argent par an). « Plusieurs centaines d'ouvriers, originaires de la région, qui en été travaillent aussi leurs terres » (M. Balmelle, 1966) contribuent à faire de Vialas une bourgade très active.
- [89] H. Rivoire, 1842, t. 2, p. 53 et 192.
C. Angelier, 1959, p. 128 *sqq.*
- [90] P. Higonnnet, 1971, p. 100.
- [91] Archives de la mairie de St-Germain, série non classée.
- [92] La fréquence et l'emplacement des foires donnent l'impression d'une économie largement ouverte. En fait, mis à part quelques marchés de premier ordre, tenus surtout dans les villes de la périphérie (c'est une de leurs fonction, liée à leur situation) ou sur un grand itinéraire inter-régional (ex. : Barre-des-Cévennes), ces foires n'intéressent qu'une clientèle locale et les transactions portent sur des denrées et objets indispensables à la vie quotidienne (grains, châtaignes, porcs, quincaillerie, toiles...). Sur cet aspect de l'économie rurale : AD Lozère, 796 P 3 et H. Rivoire, 1842, t. 2, p. 206.

- [93] Etant donné le contexte économique général, on peut imaginer les effets d'une généralisation brutale de l'*encre* (provoquée par *Blepharospora cambivora*, un champignon qui s'attaque aux racines de l'arbre) à cette époque-là.
- [94] Comme partout : ainsi les déplacements des moissonneurs *jurdanos* en Estramadoure puis en Vieille Castille (M. Legendre, 1927, p. 293) et ceux des moissonneurs marocains (D. Noin, 1970, t. 2, p. 161).
- [95] Ce surpeuplement n'interdit pas l'immigration de montagnards qui descendent travailler pour des salaires que n'accepteraient pas les autochtones. C'est ainsi que dans la haute vallée de l'Hérault, les terrasses de cultures auraient été construites par des « manouvriers lozériens venus en hiver chercher quelque travail, pour la nourriture et un salaire bien modique » (J. Perrier, 1957, p. 67).
- [96] Le bilan est optimiste ; en réalité, la crise vivrière du milieu du siècle a été, sur ces hautes terres, particulièrement vive, les rendements en tubercules et en grains tombant facilement de moitié.
- [97] Non compris les propriétaires collectifs « Habitants de... » possédant au total 845 ha dont un sectionnal de 785 ha, deux de 26 et 28 ha, etc...
- [98] La fringale de terres jusqu'en plein XIX^e siècle est encore bien illustrée aujourd'hui par l'aménagement des moindres bourrelets de terres sur les versants très escarpés. L'écobuage de la lande était aussi très répandu. Peu à peu cependant, l'herbe gagne du terrain. Des rendements relativement élevés tiennent surtout à l'utilisation du fumier de ferme et à celui des transhumants. Au sujet de ces derniers, voir bibliographie *in fine* : D.-M. Blanquet, 1846 ; P. Magne et A. Clave, 1956 ; P. Marres et R. Vacquier, 1968-69.
- [99] En 1851, aucune mention de journaliers agricoles à Dourbies ni à St-Sauveur-des-Pourcils (AD Gard, 10 M 139). Au Pont-de-Montvert, P. Higonnet place le départ définitif des pauvres dans le premier tiers du XIX^e siècle (1971, p. 101).
- [100] La faible densité brute contraste avec la forte fécondité des familles montagnardes (taux légitime vraisemblablement voisin de 230 ‰). Ces hautes terres sont réputées à juste titre comme des réservoirs humains pratiquement inépuisables grâce à un taux d'accroissement annuel de l'ordre de 1,3 à 1,5 % de 1840 à 1850.



Chapitre second

Les transformations économiques et leurs conséquences démographiques (vers 1840-1876)

Au cours des années 1840, la grande industrie commence à modifier sensiblement les aspects humains de la région comprise entre la Cèze et le Gardon d'Alès. Tandis qu'elle comptait environ 10.000 habitants à l'avènement de Charles X, cette ville en rassemble quelque 18.000 vingt ans plus tard. En 1842 s'achève la construction d'une voie ferrée dont l'ouverture résulte d'une entente entre la Compagnie houillère de La Grand'Combe et des capitalistes parisiens et marseillais ; reliant le bassin à Beaucaire par Alès et Nîmes, elle permet de décupler la production de charbon de 1836 à 1846 : 32.000 à 306.000 tonnes. Lorsque La Grand'Combe devient une commune en 1846, elle groupe, grâce aux dépouilles de ses voisines, à peu près 4.000 âmes ; quinze ans plus tard, ses effectifs auront plus que doublé. De même, la liaison ferroviaire de Bessèges à Alès par Saint-Ambroix et Salindres (1854-57) fait passer le tonnage extrait dans la vallée de la Cèze de 130.000 (1853) à 260.000 (1860) puis 440.000 tonnes (1877) ; de la sorte, les communes de l'agglomération de Bessèges (outre cette localité, Bordezac, Castillon et Robiac) où étaient recensés 4.694 habitants en 1846, en comptent 9.333 en 1856 et 13.614 en 1866 : vingt ans auront suffi à tripler la population [1].

L'industrie se concentre et, grâce aux moyens de transport nouveaux, elle touche des marchés lointains ; les progrès dont bénéficient les techniques de production, que ce soit l'extraction de la houille ou la fabrication des métaux, accentuent les besoins en main-d'œuvre. Celle-ci est prélevée dans le Sud de l'Ardèche, le fossé d'Alès et dans la paysannerie cévenole. Des relations étroites se nouent ainsi entre les vallées rurales, les puits de mines et les usines métallurgiques ; elles n'étouffent pas pour autant les rapports traditionnellement entretenus avec les petites villes du pourtour. Au surplus, à mesure que se développent en France et ailleurs les formes nouvelles de l'organisation économique, à mesure que diminuent les distances et le coût des transports, le caractère marginal de l'économie montagnarde s'accroît et l'appauvrissement social qui en résulte accentue l'émigration.

← Sur la voie régordanne, Le Pont-de-Rastel et l'usine à « filer de l'or », au bord du Luech.

LE BASSIN HOUILLER, REGION D'ACCUEIL

Nous connaissons déjà le rythme de sa croissance démographique (fig. 6) mais nous ignorons encore la part respective de la balance naturelle et des mouvements migratoires dans cette évolution. Considérons à cet effet l'exemple de La Grand'Combe depuis sa création en 1846 jusqu'en 1876, en nous repérant sur les recensements décennaux.

	Population recensée	Naissances vivantes	Décès	Balance naturelle	Balance migratoire
1846	4.011				
1856	6.315	2.558	2.172	+ 386	+ 1.918
1866	9.366	4.141	2.588	+ 1.553	+ 1.498
1876	10.152	4.498	3.310	+ 1.188	— 402

Dans un premier temps, l'allure de la courbe s'explique par un bilan migratoire très nettement positif ; il se ralentit quelque peu ensuite mais il est relayé par une vigoureuse poussée de la natalité ; enfin la balance naturelle rend compte à elle seule d'une progression au reste bien ralentie par une forte mortalité, tandis que le solde migratoire devient négatif. Pour analyser l'évolution démographique de l'ensemble du bassin, j'ai retenu le témoignage de quelques communes : La Grand'Combe et un groupe de cinq localités réparties dans les divers secteurs d'extraction ; celui-ci sera désigné par l'expression « échantillon houiller » dans l'exposé qui suit [2].

I. LE MOUVEMENT NATUREL

A. La natalité

Le nombre des naissances et les taux bruts se présentent ainsi :

	La Grand'Combe		Echantillon houiller	
	Naissances	Taux bruts	Naissances	Taux bruts
1849-53	1.237	52,3	1.334	42,2
1854-58	1.667	52,6	1.952	38,2
1859-63	2.029	52,1	1.856	50,9
1864-68	2.144	45,8	2.432	48
1869-73	2.141	48,3	2.899	50
1874-78	2.482	49	3.628	51,5

Au début de la période évoquée, les taux de La Grand'Combe sont nettement supérieurs à ceux de l'échantillon ; les conditions structurales y sont favorables : la population de La Grand'Combe est plus jeune et la proportion des habitants ayant au moins soixante ans n'y atteint que 2,7 % alors qu'elle s'élève à plus de 5 % ailleurs. D'autre part, si la fraction des femmes aux âges féconds est à peu près la même dans les deux ensembles (16,5 et 15,5 %), le taux de fécondité légitime est sensiblement plus fort à La Grand'Combe : 316 contre 284 ‰. C'est que la composition sociale intervient comme élément de différenciation : la grosse industrie rassemble un peu plus de 1.500 ouvriers à La Grand'Combe et 600 dans le groupe des cinq communes. Mais avec l'ouverture du réseau ferroviaire et des puits de mines, la situation change rapidement et, mis à part le quinquennat 1854-58 où le taux flanche [3], la natalité s'élève dans l'échantillon au même niveau qu'à La Grand'Combe.

En tout cas, il s'agit de taux énormes par rapport à ceux qui caractérisent la France à ce moment-là ; en effet, pendant ce quart de siècle, ils y ont oscillé de 25,3 (1869-73) à 27,2 ‰ (1864-68). Les taux de fécondité globale atteignent aussi des valeurs doubles du taux national : en 1876, la France entière s'inscrivant pour 101, celui de La Grand'Combe se lit à 201 et l'autre à 221. Pour expliquer des indices de ce genre, caractéristiques des bassins houillers durant cette époque de l'histoire européenne [4], il faut analyser la nuptialité et l'attitude des adultes devant la fécondité.

1. La nuptialité

La proportion d'enfants naturels étant très faible (0,5 % des naissances enregistrées en 1874-78), un examen des habitudes de mariage se justifie pleinement.

a) *l'intensité*

En 1851, le pourcentage des célibataires des classes comprises entre quinze et quarante-neuf ans s'ordonne ainsi à La Grand'Combe (hommes et femmes) et dans le canton de Génolhac (femmes) :

	15-19	20-24	25-29	30-34	35-49 ans
Hommes (LGC) ...	100	87,7	55,4	30	15,7
Femmes (LGC) ..	81,8	23,5	5,5	3,5	2,4
Femmes (c. Gén.)	96,8	66,4	24,7	18,5	7,9

L'intensité du célibat masculin dénonce l'aspect encore pionnier de l'extraction houillère. En revanche, la fréquence des femmes mariées aux âges les plus féconds augure déjà du niveau de la natalité ; la comparaison avec le canton voisin de Génolhac, presque entièrement rural, est très instructive : le mariage

s'y révèle comme un événement tardif (moins cependant que dans l'échantillon de 1836, cf. *supra*, p. 79-80) et le célibat définitif y est plus répandu, toutes circonstances qui contribuent à infléchir le taux de fécondité globale : 155 ‰.

En 1876, le célibat féminin présente des pourcentages voisins de ceux qui s'observaient à la génération précédente. Pour ce qui est des hommes, la proportion des garçons a diminué, preuve que le charbon a fixé une main-d'œuvre désormais structurée en familles ; à ce sujet, il est possible que les taux plus élevés qu'offre l'échantillon houiller traduisent une situation moins évoluée qu'à La Grand'Combe : un indice en serait fourni par le lot respectable des pensionnaires recensés dans les communes qui le composent : 13,9 % des hommes âgés de vingt à quarante-neuf ans [5].

		15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49 ans
Hommes	{ La Grand'Combe	100	83,5	43,6	20,9	13,3	10	9
	{ Echantillon houiller ..	100	83,4	48,5	28	17,5	13,5	9
Femmes	{ La Grand'Combe	89,7	29,5	5,2	5	2	2	2
	{ Echantillon houiller ..	82,6	26,8	6,5	5	5	6	2,5

La part médiocre des filles relevée dans les second et troisième quinquennats permet de saisir l'intérêt que prend l'âge féminin au mariage dans l'explication de la fécondité.

b) l'âge féminin au mariage

Selon ce caractère, les 352 mariages conclus du 1^{er} janvier 1875 au 31 décembre 1877 dans quatre communes (Saint-Florent n'y figurant pas par défaut de renseignements) sont ventilés comme il suit :

Age	Age	Age	Age	Age	Age
15 .. 4	20 .. 44	25 .. 16	30 .. 7	35 .. 5	40 et + .. 16
16 .. 19	21 .. 17	26 .. 11	31 .. 5	36 .. 2	
17 .. 36	22 .. 30	27 .. 10	32 ..	37 .. 1	
18 .. 35	23 .. 22	28 .. 9	33 .. 5	38 ..	
19 .. 34	24 .. 15	29 .. 6	34 .. 2	39 .. 1	
T .. 128	T .. 128	T .. 52	T .. 19	T .. 9	Total .. 352

Comme cet ensemble comprend 28 remariages de veuves, il reste 324 mariages de filles ; leur distribution s'établit comme ci-dessous :

15-19 ans	127 (39,2 %)	30-34 ans	14 (4,3 %)
20-24 ans	127 (39,2 %)	35-39 ans	5 (1,6 %)
25-29 ans	48 (14,8 %)	40 ans et +	3 (0,9 %)

Le mariage féminin est donc très précoce (âge moyen : 21,5 ans ; médiane : 20 ans ; Q3 : un peu plus de 23 ans ; mode à 20 ans) ; pour les hommes, ces trois derniers paramètres seraient placés à 26, 29 et 26 ans.

Pour chacune des deux premières classes, la moyenne annuelle des mariages atteint 42 ; les taux de nuptialité sont ainsi :

$$— 42/518 = 81,3 \text{ ‰ (15 à 19 ans)}$$

$$— 42/555 = 75,8 \text{ ‰ (20 à 24 ans)}$$

Selon ces taux, une cohorte de mille filles âgées de quinze ans et exemptes de tout risque de mortalité donnerait 406 nouvelles mariées avant le vingtième anniversaire ; des 594 filles restantes, 225 convoleraient avant d'atteindre vingt-cinq ans. Il demeurerait alors 369 célibataires, un peu plus du tiers de l'effectif initial. C'est la situation inverse de ce qui se passait ici, quarante ans plus tôt, avant la Révolution industrielle.

c) la durée des unions

Peu touchée semble-t-il par le divorce, elle est en revanche compromise par de grands risques de mortalité ; ils sont considérables chez les femmes âgées de trente à quarante ans [6] ; cela apparaît au nombre de veufs qui se remarient entre trente et quarante-cinq ans : 16 pour 77 célibataires compris dans les mêmes limites d'âges. S'il est permis d'en juger d'après le modèle décrit, le veuvage est plus précoce pour les femmes : dans l'échelle des âges, le premier cas s'inscrit à dix-neuf ans, cinq autres entre vingt-cinq et vingt-huit ans, huit de trente à trente-cinq ans, quatorze à partir de trente-neuf ans (chez les hommes, aucun remariage ne se signale avant trente-quatre ans). Cet accroissement soudain du remariage des veuves correspond à celui des risques dans la table de mortalité masculine. Ces unions tardives ne sont pas dénuées d'intérêt lorsqu'on examine la courbe des taux de fécondité par classes quinquennales (fig. 13) : au-delà de quarante ans, les naissances sont encore nombreuses et on comprend ainsi l'importance prise par la durée du mariage et la fréquence des remariages dans un groupe où la fécondité ne s'éteint qu'au moment où l'impose la stérilité biologique.

2. La fécondité féminine

a) la fécondité globale

Au cours du triennat 1875-77, on a enregistré 2.206 naissances vivantes ainsi réparties selon l'âge de la mère (cinq communes) :

15-16 ..	3	20 ..	70	25 ..	148	30 ..	136	35 ..	85	40	46
17-18 ..	37	21 ..	91	26 ..	162	31 ..	68	36 ..	71	41-44	92
19	37	22 ..	79	27 ..	136	32 ..	99	37 ..	54	45 et + ..	17
T	77	23 ..	107	28 ..	153	33 ..	79	38 ..	76	Total	155
		24 ..	129	29 ..	106	34 ..	75	39 ..	50	Total	
		T ..	476	T ..	705	T ..	457	T ..	336	général ..	2.206

Les paramètres de dispersion se trouvent à 15 et 46 ans (extrêmes inférieur et supérieur), 21 ans (D1), 24 ans (Q1), 28 ans (médiane), 34 ans (Q3) et 38 ans (D9). Le mode se place à 26 ans et la moyenne arithmétique à 29.

Ces valeurs signifient que la natalité demeure élevée jusqu'à un âge avancé de la vie féconde des femmes (position de Q3) ; et, si la moitié des naissances survient au-delà de 28 ans (médiane), cela n'est pas lié à l'aspect tardif de la nuptialité comme c'était le cas quarante ans plus tôt, mais bien à une attitude très favorable à la fécondité, ce que montrent du reste les taux généraux (fig. 13) :

Ages	Naissances	Femmes	Taux	Ages	Naissances	Femmes	Taux
15-19 ...	77	518	50,1	35-39	336	439	255,1
20-24 ...	478	555	286	40-44	138	338	136
25-29 ...	705	669	351	45-49	17	285	21
30-34 ...	457	461	330	Taux global ...	2.206	3.265	225

N.B. — Le nombre des naissances portant sur trois années, le calcul des taux exige en compensation le triplement des effectifs. Taux p. 1.000.

b) la fécondité légitime

Des 2.206 naissances examinées jusqu'à présent, 13 sont naturelles, surveuées pour la plupart chez de toutes jeunes femmes (10 entre quinze et vingt-et-un ans, 3 au-delà de trente ans). Les taux de fécondité légitime se distribuent donc ainsi pour mille femmes non-célibataires de chaque tranche quinquennale :

15-19 ..	266	25-29	376	35-39	267	45-49	21,6
20-24 ..	336	30-34	347	40-44	145	Ensemble ..	284

Par rapport à la liste des taux relatifs aux ménages de 1836 (cf. p. 82), celle-ci décrit une population plus prolifique. C'est une conséquence de l'industrialisation dont nous retrouvons les effets dans d'autres régions du même type : dans le Nord de la France, le taux légitime (pour mille femmes mariées et âgées de quinze à quarante-quatre ans) s'élève à 280 ; ainsi défini, notre taux de 284 monterait à 321 et il se trouve dans deux secteurs de la Ruhr à 351 et 358 [7].

Deux sortes de mesures permettent de situer cet échantillon dans l'espace et dans le temps. D'abord, le *taux brut de remplacement* est énorme : mille filles arrivées à l'âge nubile procréeront en une trentaine d'années 7.145 enfants, dont 3.520 filles, en l'absence de mortalité ; 3,52, voilà un taux qui excède le double du taux national pendant la décennie 1871-80 : 1,68. Même à notre époque, les pays sous-développés ne peuvent en aligner de pareils ; le Guatemala de 1964, qui passe pour un des pays du monde où la natalité est la plus élevée, atteint 3,28. D'un point de vue historique, c'est un taux « ancien » : dans le Pays de Thelle, vers la fin du XVIII^{ème} siècle, il se trouve à 3 [8] ; parmi les travaux

consacrés à des populations de l'époque moderne, les Genévoises du XVII^m et les Canadiennes du début du XVIII^m siècle présentent des valeurs supérieures à celle que nous venons de rencontrer [9].

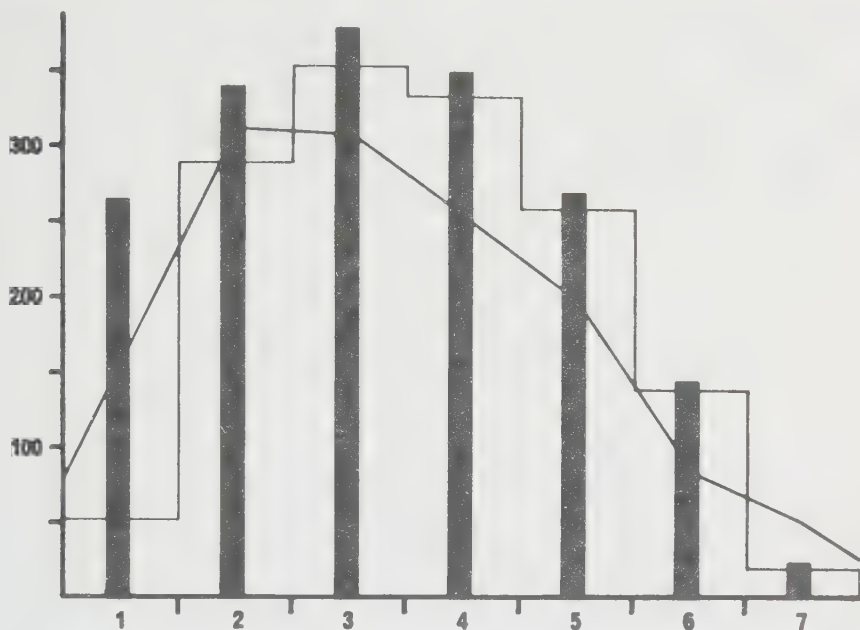


Fig. 13 - LA FECONDITE FEMININE DANS LES CINQ COMMUNES DE L'ECHANTILLON HOUILLER EN 1876 (t. p. 1 000).

Barres : Fécondité générale.

Bâtons : Fécondité légitime.

Courbe comparative : Fécondité générale au Guatemala en 1965 (d'après Ann. dém. ONU, 1967).

N.B. — Les classes quinquennales sont numérotées de 1 (15-19 ans) à 7 (45-49 ans).

Comme la natalité n'est pas freinée, la fécondité légitime peut être utilisée pour calculer, à travers les taux quinquennaux, le nombre de descendants que donnera en moyenne toute femme mariée à tel ou tel âge. Comme l'âge moyen au mariage se situe à 21,5 ans, une femme qui convole à ce moment-là aura engendré, vingt-huit ans plus tard, entre six et sept enfants. La comparaison avec des groupes de type « ancien » se justifie à nouveau [10].

Canada (1 ^{re} moitié du XVIII ^m siècle)	10.065
Pays de Thelle (1740-1799)	8.730
Genève (milieu du XVII ^m siècle)	8.210
Crulai (XVII ^m -XVIII ^m siècles)	7.605
Bassin houiller cévenol (1874-78)	6.719

Si cette population ne subissait qu'une faible mortalité (exprimée par un taux brut inférieur à 10 ‰), son accroissement naturel lui assurerait le doublement en une vingtaine d'années. Mais il en va tout autrement...

3. La mortalité

Les taux bruts sont exorbitants en regard de la structure par âges des populations ; c'est ainsi qu'en 1851, les quelque 6.000 habitants du modèle comptent 5,4 % de jeunes (0-19 ans) et la fraction cumulée à trente-neuf ans dépasse les trois quarts du total ; en 1876, cette proportion approche des quatre cinquièmes et les jeunes représentent encore près de 43 % de l'effectif. A La Grand'Combe, le pourcentage des jeunes passe de 40,7 à 44,6 de 1851 à 1876 et, lors de ce dernier recensement, 78 % de la population déclare un âge inférieur à quarante ans. En dépit de tout cela, les taux bruts culminent à des niveaux incroyablement élevés :

	La Grand'Combe		Echantillon houiller	
	Décès	Taux (p. 1 000)	Décès	Taux (p. 1 000)
1849-53	853	36	806	26,7
1854-58	1.575	49,7	1.522	29,8
1859-63	1.523	39,1	1.190	32,6
1864-68	1.689	36,6	1.755	34,3
1869-73	1.635	36,9	2.168	37,4
1874-78	1.831	36,2	2.583	36,7

L'entassement humain encourage la propagation des maladies infectieuses et des épidémies ; il faut sans doute porter au compte du choléra le taux extraragant de 1854-58, période au cours de laquelle il rattrape quasiment le taux de natalité !

Les valeurs que nous rencontrons dans cette région la ramènent à une situation « ancienne » : la France de Louis XV était affligée d'un taux comparable. Mais, depuis le début du XIX^{ème} siècle, le cap des 30 ‰, encore franchi sous l'Empire, ne l'est plus qu'exceptionnellement en 1871. En 1851 et en 1876, le taux national se trouve à 22,3 et 22,6 ‰ et, en un quart de siècle, il n'a excédé que cinq fois 25 ‰ [11].

1. La mortalité infantile

Sa voracité confond l'imagination : avec un taux de 252 ‰ dans l'échantillon des cinq communes en 1874-78 [12], elle dépasse de beaucoup la mortalité française : 167 à 168 ‰ (période 1872-80). Elle est supérieure à celle calculée en 1806 par Duvillard pour les décennies 1770 à 1790, soit 232,5 ‰ [13]. Ce n'est certes plus l'hécatombe décrite en Beauvaisis (288 pour l'intervalle compris entre 1656 et 1735) ou en Sologne (326 dans la première moitié du XVIII^{ème} siècle) [14]. Mais, tandis que dans l'ensemble du pays elle est en légère baisse, son

énormité exprime dans le bassin houiller cévenol (qui n'est pas un exemple unique) un des aspects lamentables de la condition ouvrière sous le règne de la « bourgeoisie conquérante » [15].

La ventilation des 918 décès (1874-78) s'opère comme il suit :

0- 4 j.	51	15-30 j.	93	91-180 j. ..	183
5- 9 j.	50	31-60 j.	72	181-270 j. ..	182
10-14 j.	40	61-90 j.	73	271-365 j. ..	168

En appliquant la règle de J. Bourgeois-Pichat, nous trouvons :

$$1,25 (918 - 234) = 855 \text{ décès exogènes}$$

et, par déduction, 63 décès endogènes.

Dans ces conditions, le taux de mortalité endogène est faible ; il faudrait évidemment parvenir à comptabiliser tous les faux mort-nés... Mais combien sont-ils parmi les 201 « enfants déclarés sans vie » ? Si nous supposons leur nombre égal au cinquième environ de cet effectif, il s'en trouverait de la sorte une quarantaine qu'il faudrait ajouter aux 918 décès [16] ; il y aurait ainsi 103 décès endogènes et les taux s'établiraient de la manière suivante :

		Taux endogène (p. 1 000)	Taux exogène (p. 1 000)
Brut	(/3.628 n.v.) ..	17	235
Rectifié	(/3.668 n.v.) ..	28	232

Ces taux endogènes sont encore trop hauts pour traduire la réalité ; dans une population comme celle-ci, il s'en faut que la majorité des décès survenus dans les premiers jours ou heures de la vie soient d'origine endogène ! Que signifie que, d'un quinquennat à l'autre, la mortalité progresse rapidement [17] ? La gestation deviendrait-elle en soi une aventure pleine d'aléas, les embryons seraient-ils intrinsèquement plus fragiles ? Certes non ! Ce sont les conditions d'existence qui se sont délabrées et ce que, d'un point de vue purement statistique, nous convenons d'appeler « mortalité endogène » ressortit à l'influence du milieu : c'est de la mortalité exogène. Pendant la grossesse, la santé et l'hygiène des femmes sont à la merci d'un travail pénible, d'un habitat défectueux, de maladies sociales, de tout un environnement qui accentue les risques d'accouchements difficiles où la vie du nouveau-né et celle de la mère sont bien précaires... C'est pourquoi le *taux de mortalité périnatale*, observé à 73 ‰, ne donne pas une idée beaucoup plus juste de la situation que le taux de mortalité endogène [18].

La mortalité exogène répond d'une écologie néfaste aux jeunes enfants : malnutrition, promiscuité favorable à la diffusion rapide des maladies, ignorance des parents... La cumulation des décès à $(n + 1)$ jours permet d'en mesurer l'intensité :

Cumulation à	15 jours : 141 décès	181 jours : 568 décès
	31 jours : 234 décès	271 jours : 750 décès
	61 jours : 306 décès	366 jours : 918 décès
	91 jours : 385 décès	

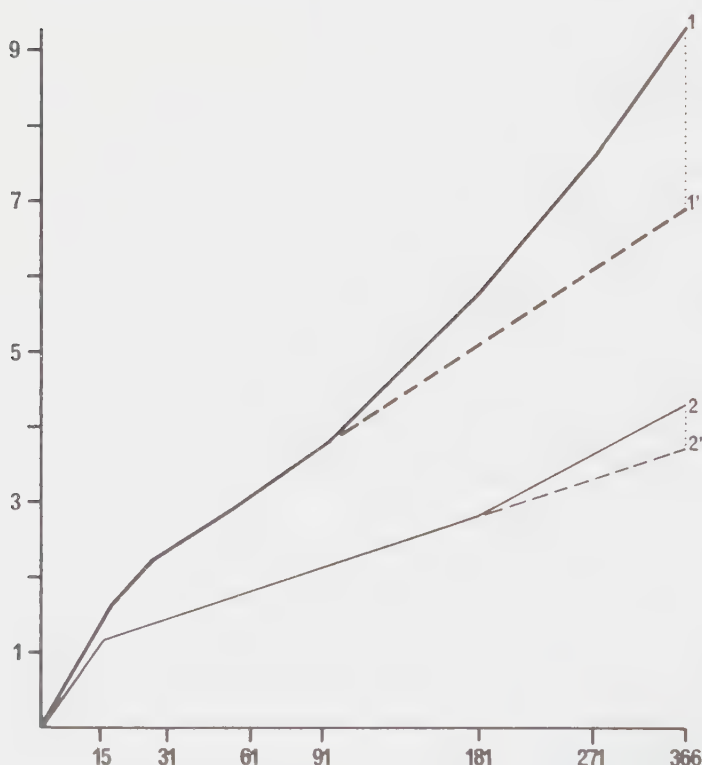


Fig. 14 - LA MORTALITE INFANTILE EN 1876.

1. Echantillon houiller (1' : sans surmortalité exogène).

2. Echantillon rural (2' : sans surmortalité exogène).

Echelle des décès en ordonnées (en centaines).

La courbe représentative (n° 1, fig. 14, ci-dessus) montre un alignement des points jusqu'à la fin du troisième mois ; puis elle devient concave, exprimant ainsi une surmortalité qui peut se mesurer graphiquement entre les points d'ordonnées 1 et 1' : sur les 855 décès exogènes, il en est 240 en excès et cela repré-

sente 26,1 % de la mortalité infantile brute alors que, un demi-siècle plus tôt, la surmortalité exogène ne comptait que pour 6,2 % du total (cf. *supra*, p. 85-87 et fig. 8).

2. La mortalité au-delà de la première année

La jeunesse est durement éprouvée puisque des 1.665 décès qui surviennent à partir d'un an :

- 443 concernent des enfants de moins de deux ans 26,6 %
- 226 enlèvent des enfants âgés de deux à moins de cinq ans 13,6 %
- 179 frappent des enfants et adolescents de cinq à dix-neuf ans .. 10,8 %

En incluant de nouveau la mortalité infantile, nous voyons que, avec 43 % de la population totale, les jeunes fournissent les deux tiers des sépultures !

Après être passé par un *minimum* entre dix et vingt-neuf ans, le niveau de la mortalité s'élève derechef. La table ci-dessous montre son évolution jusqu'à cinquante ans en le comparant à celui de la France à la même époque. Les risques de mortalité courus dans le bassin houiller cévenol sont franchement supérieurs à ceux qui guettent l'ensemble des Français (fig. 15). En effet, l'industrie extractive est devenue indirectement une pourvoyeuse diligente des cimetières ; une

Age	Taux p. 1 000	Survivants (Ech. houiller)	Survivants (France, 1877-81) (19)
0		10.000	10.000
1	250,3	7.497	8.169
2	200	5.997	
3	63,8	5.616	
4	42	5.380	
5	17,2	5.288	7.300
10	13,8	4.923	7.063
15	6,2	4.770	6.916
20	7,1	4.600	6.703
25	7,4	4.430	6.437
30	7,7	4.260	6.135
40	12,3	3.735	5.552
50	15	3.175	4.916

vingtaine d'années auparavant, selon une statistique relative à la population urbaine de l'arrondissement d'Alès, la mortalité infantile et juvénile est, *mutatis mutandis*, identique à celle que nous venons de rencontrer [20]. Il est amer de constater que l'on meurt davantage ici que dans le royaume de Louis XVI, un siècle plus tôt [21]. Cependant, la vaccination devrait tenir en échec une maladie

particulièrement dangereuse, la variole [22] ; mais la médecine pastorienne et autres découvertes n'en sont encore qu'à leurs débuts. S'il existe des médecins et officiers de santé [23], leur science est impuissante à guérir et les soins ne peuvent être que préventifs... mais alors ils constituent un véritable luxe ! Une

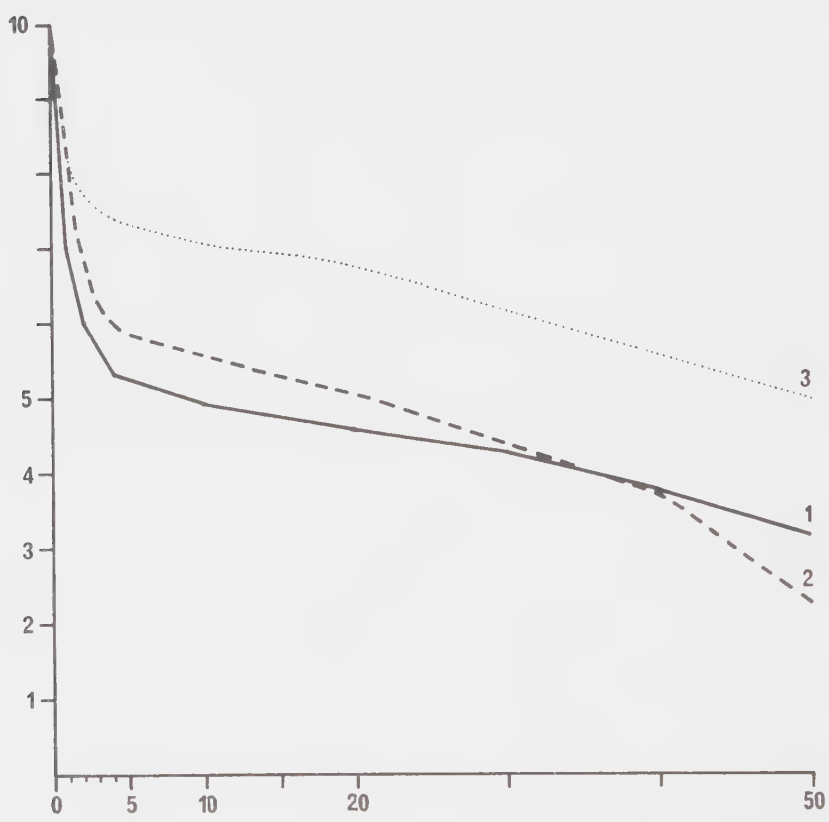


Fig. 15 - COURBES DE SURVIE EN 1876.

- 1. Dans le bassin houiller (échantillon des cinq communes).
 - 3. Dans l'échantillon rural élargi.
 - 2. Pour comparaison, courbe française de la fin du XVIII^{me} siècle (Duvillard).
- Survivants en ordonnées (en milliers).
Âges en abscisses.

preuve de cette inefficacité est fournie par les ravages dont répondent les épidémies, une autre par l'énorme pourcentage des décès inexpliqués : 53,9 % du total dans la population urbaine de l'arrondissement d'Alès en 1854, et encore les autres causes sont-elles bien peu explicites [24].

En tout cas, c'est un effectif très amaigri qui parvient à l'âge de la procréation ; c'est ainsi que le *taux net de remplacement* ne dépasse pas 1,51, à un niveau toutefois supérieur à celui du taux national durant la même période : 1,09 [25]. Dans ces conditions, plus de quarante années sont nécessaires au doublement de la population.

II. LES STRUCTURES DEMOGRAPHIQUES

A. Structures par âges et par sexes

Elles caractérisent une région d'industrie extractive qui, ayant dépassé le stade initial de l'exploitation, commence à se stabiliser. A vingt-cinq années d'intervalle, nous voyons augmenter la proportion des jeunes, se réduire le déséquilibre numérique entre hommes et femmes et s'accuser un peu le poids de la vieillesse. Ainsi en va-t-il à La Grand'Combe :

	1851			1876		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
J (0-19)	970	959	1.929 (41,2 %)	2.337	2.184	4.521 (44,5 %)
A (20-39)	1.219	688	1.907	1.827	1.517	3.344
A (40-59)	421	297	718	1.034	796	1.830
V (60 et +) ..	57	71	128 (2,7 %)	226	231	457 (4,5 %)
Total	2.667	2.015	4.682	5.424	4.728	10.152

Alors qu'en 1851 le *taux global de masculinité* s'établit à 133, il descend à 115 en 1876 ; entre temps, les classes adultes se sont étoffées du côté féminin et les taux régressent de 177 à 120,8 (20-39 ans) et de 142 à 129,6 (40-59 ans). Cette évolution est évidemment favorable à la natalité, ce qu'exprime l'augmentation relative des jeunes. Cependant, la virulence de la mortalité fixe leur proportion à un niveau modeste ; autrement, le groupe en question retiendrait bien la moitié de la population en 1876, compte tenu de la structure de l'ensemble adulte et de sa fécondité.

La pyramide des âges traduit les changements survenus au cours du développement de la cité. En 1851, se notent (fig. 16) :

- l'excédent masculin, très net entre vingt et quarante ans ;
- les golfes assez profonds entre dix et vingt ans ;
- l'élargissement de la base de la pyramide.

Ces deux derniers aspects s'expliquent aisément : à un groupe d'adultes jeunes et récemment introduits correspond une descendance surtout enfantine.

A ce diagramme dyssymétrique se superpose la pyramide de 1876, mieux équilibrée mais qui se gonfle encore du côté masculin entre vingt et cinquante ans ; ce bombement altère le profil « Tour Eiffel » qui caractérise les populations jeunes soumises à un mouvement naturel primitif (natalité et mortalité fortes).

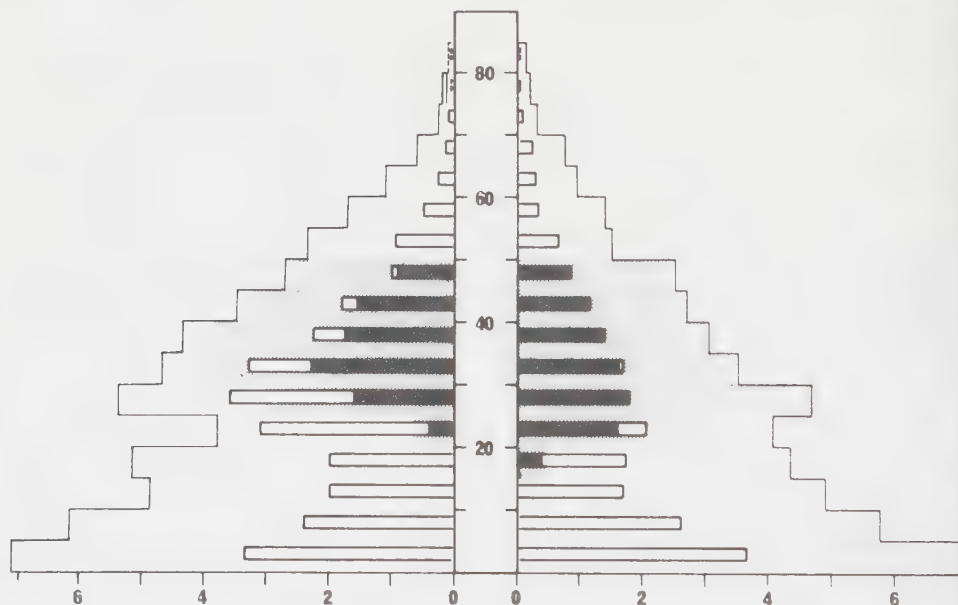


Fig. 16 - PYRAMIDES DES AGES DE LA GRAND'COMBE EN 1851 ET EN 1876.

Bâtons : 1851 Barres : 1876.

Hommes à gauche, femmes à droite. Effectifs en centaines.

Taux de masculinité élevé entre 25 et 60 ans.

Entre 15 et 49 ans, les non-célibataires sont indiqués par un noircissement des bâtons (1851) ou par une trame grisée (1876).

Les choses ne se présentent pas de la même façon dans les cinq communes de notre échantillon houiller ; en 1851, elles sont encore peu touchées par l'extraction industrielle du charbon tandis que, vingt-cinq ans plus tard, elles sont transformées par cette activité.

Comme le montre le tableau ci-après (p. 143), l'ensemble des jeunes s'affaiblit entre 1851 et 1876 ; à cette date, il est d'ailleurs moins fort que son homologue de La Grand'Combe, ce qui ferait croire à une natalité plus mesurée ici ; l'hypothèse se renforcerait à l'examen comparatif des groupes d'adultes (20-39 ans), celui de La Grand'Combe étant plus léger... mais elle est contredite par le taux de fécondité globale, plus bas dans cette dernière ville : 201 contre 221.

Si la proportion des jeunes régresse, c'est que les structures de l'effectif adulte se modifient : le pourcentage du premier groupe d'entre eux (20-39 ans) s'élève sensiblement tandis que le taux de masculinité, à peine supérieur à 100 en 1851 (101,5), se trouve à 135,5 en 1876. Parmi les hommes de ces tranches d'âges, nombreux sont les pensionnaires : 546, soit près du cinquième de

leur total. L'industrie extractive justifie la dilatation du groupe des adultes au détriment des deux autres, jeunes et vieillards. Il se produit pour la même raison un déséquilibre entre hommes et femmes aux âges les plus féconds et cela aussi peut porter préjudice à une forte représentation des jeunes dans la population [26]. A part ces différences, la pyramide relative à ce modèle (fig. 17) n'est qu'une autre illustration d'une population semblable à celle de La Grand'Combe.

	1851			1876		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Jeunes			2.740	3.190	2.805	5.995
0-19 ans			(45,4 %)			(42,7 %)
Adultes	911	897	1.808	2.872	2.124	4.996
20-39 ans			(29,9 %)			(35,7 %)
Adultes	582	477	1.059	1.389	991	2.380
40-59 ans			(17,5 %)			(17,0 %)
Vieillards			430	334	318	652
60 ans et + ..			(7,2 %)			(4,6 %)
Total			6.037	7.785	6.238	14.023

N.B. — Pour comparaison : proportion d'adultes à La Grand'Combe :

	1851	1876
— 20-39 ans	40,8	32,9
— 40-59 ans	15,3	18,1

Par rapport à celles d'Alès, ces structures sont originales ; située presque en marge du bassin houiller, cette ville est moins « jeune » en 1876 puisque la part des moins de vingt ans n'y atteint que 36,3 % ; pourtant, la mortalité peut difficilement y être plus forte que sur le carreau même des mines et le taux de masculinité des adultes (55,2 % de la population) y est voisin de l'unité ; mais la fécondité y est moins débridée et cela tient à l'ambiance bourgeoise d'une ville en partie industrialisée : pour 45,5 % des actifs employés aux mines, usines et manufactures, il s'en trouve 42,7 % qui peuplent l'artisanat et le secteur tertiaire [27].

B. La dimension des familles

En fonction du nombre des enfants recensés avec elles en 1876, les femmes de l'échantillon houiller se répartissent ainsi :

Enfants	0	1	2	3	4	5	6	7	8	Total
âges										
15-19	59	29	2							90
20-24	152	170	72	10	2					406
25-29	132	205	182	69	33		1			622
30-34	51	96	121	92	51	21	3	3		438
35-39	30	62	102	95	73	32	19	3	2	418
40-44	29	51	66	59	60	29	18	2	3	317
Total (femmes)	453	613	545	325	219	82	41	8	5	2.291
Total (enfants)	0	613	1.090	975	876	410	246	56	40	4.306

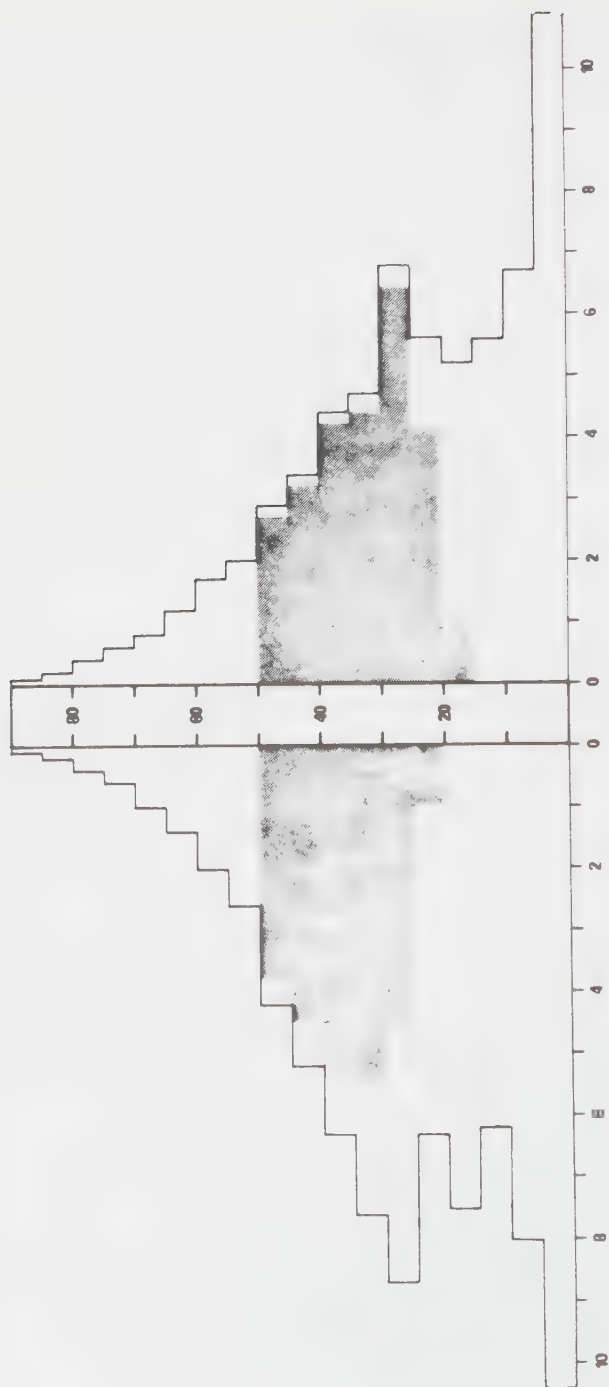


Fig 17 - PYRAMIDE DES AGES EN 1976 DANS L'ECHANTILLON DES CINO COMMUNIS DU BASSIN HOUILLE.

Effectifs en centaines

Hommes à gauche, femmes à droite.

Partie grisée : non-célibataires, entre 15 et 49 ans.

L'intensité de la mortalité est telle qu'il n'est pas surprenant de rencontrer le *mode à un seul enfant* pour l'ensemble des familles et le *mode à deux enfants* pour celles qui sont définitivement constituées ou sont en passe de l'être (femme âgée de 40 à 44 ans ou de 35 à 39 ans). La descendance finale des femmes nées entre 1832 et 1836 atteint 281 enfants pour 100 femmes : nous sommes très éloignés de la descendance attendue pour 100 femmes qui se sont mariées à 21,5 ans : 672 enfants. La fréquence des familles nombreuses est bien faible, comparée à celle que nous avons observée parmi les ménages ruraux recensés en 1836 (*supra*, p. 95) :

— Dans la classe décennale de 35-44 ans, fréquence des familles de :

	0	1	2	3	4	5	6 enfants et +
Ech. houiller (1876)	8,1	15,4	22,8	20,9	18,1	8,3	6,4
Ruraux (1836)	9,6	11,8	19,2	20,4	16,9	9	13,1

Dans l'échantillon de 1876, la moyenne arithmétique s'élève à 2,78 mais elle atteignait 3,13 dans celui de 1836. La médiane et le quartile supérieur se trouvaient à 2,48 et 3,84 en 1836 ; les voici à 2,19 et à 3,43 en 1876 [28]. La régression des paramètres est significative : les gens rencontrent dans cette région qui s'est industrialisée des conditions de vie pires que celles dont « bénéficiaient » leurs aînés, une ou deux générations plus tôt.

L'analyse des structures révèle donc le rôle de la mortalité dans la démographie houillère ; mais le renouvellement humain est assuré par les apports extérieurs : de la sorte, le nombre global s'accroît, non seulement par l'effet du bilan migratoire, mais aussi par l'afflux d'une population jeune, garante d'une forte fécondité.

III. L'IMMIGRATION

La documentation disponible permet de déceler certains aspects du phénomène ; on peut par exemple analyser les registres de mariages ou de publications de mariages, utiliser la colonne « lieu de naissance » de la liste nominative de 1876. Il reste d'autre part quelques carnets d'ouvriers conservés aux Archives départementales du Gard [29] ; on y trouve matière à définir le genre de relations qui existent entre le bassin houiller et des régions rurales plus ou moins éloignées mais toujours surchargées de paysans en quête d'emplois et de gagne-pain.

D'après quelques listes nominatives convenablement établies, nous voyons que chaque siège attire à l'intérieur d'un cercle bien précis, les vallées canalisant en quelque sorte la main-d'œuvre vers les puits. C'est ainsi qu'à Meyrannes, les 130 pensionnaires, c'est-à-dire des mineurs temporaires, voire saisonniers (17,2 %

de l'effectif masculin recensé dans les mêmes classes d'âges) proviennent pour environ les trois quarts des bassins de l'Ardèche, du Chassezac et de la Cèze, dans un rayon d'une trentaine de kilomètres ; la haute Gardonnenque fournit très peu de gens et rares sont ceux qui, vers l'Ouest, habitent au-delà du Mont Lozère ; par ailleurs, l'origine d'une dizaine d'entre eux n'offre aucune signification particulière ; enfin, cinq Italiens et un Belge représentent dans ce lot l'apport étranger. En amont, à Bessèges et Robiac, la population originaire de l'Ardèche cumule, avec 4.446 personnes, 29 % du total alors que la fraction lozérienne n'atteint que 6,6 %. Aucune surprise à cela : du point de vue hydrographique, le secteur en question est un meilleur exutoire de l'Ardèche que de la Lozère. Naturellement, la situation s'inverse à Portes où les Lozériens sont bien trois fois plus nombreux que les Ardéchois ; mais cette commune, placée à l'interfluve de la Cèze et du Gardon d'Alès, draine plus facilement les façades méridionale et orientale du Lozère ainsi que la Vallée Longue tandis que les Ardéchois sont plus sollicités entre Bessèges et Meyrannes.

Le dépouillement systématique des « lieux de naissance » des gens recensés à La Grand'Combe en 1876 conduit à la répartition suivante.

Une faible majorité rassemble 5.697 habitants dont :

- 4.445 sont indigènes (ce sont surtout des enfants) ;
- 1.253 sont originaires du voisinage industrialisé.

Suivent 2.071 personnes dont :

- 912 Ardéchois (Montagne, Cévenne et avant-pays) ;
- 438 qui sont originaires de la Vallée Longue ;
- 411 venus des autres vallées cévenoles (Gardons, Salindrenque, Hérault) ;

180 d'entre eux sont nés dans les petites villes qui s'échelonnent entre Anduze et Le Vigan ;

— 204 issus du « couloir régordan », entre Génolhac et le secteur du Bleymard ;

— 106 nés dans les Vallons de Meyrueis et de Florac ainsi que dans la vallée supérieure du Tarn.

Le troisième contingent (1.326 habitants) afflue du reste du Massif Central :

- 569 descendent des plateaux cristallins de la Lozère ;
- 221 de la Haute-Loire et du Cantal ;
- 197 des Grands Causses ;
- 182 proviennent de l'Aveyron et du Tarn ;
- 87 des plateaux et dépressions de la bordure orientale ;
- 70 sont du Limousin et du département du Puy-de-Dôme.

Du Sud-Est de la France sont venues 897 personnes, soit :

- 613 Bas-Languedociens dont la plupart ont quitté des plateaux et bassins de garrigues ;
- 148 Alpains ou originaires du piedmont rhodano-dauphinois ;
- 136 Provençaux et Corses.

Le reste de la France a fourni :

— 55 habitants nés dans le Sud-Ouest, des Pyrénées au Poitou ;

— 56 « gens du Nord » nés au-delà d'une ligne Saint-Nazaire-Orléans-Dijon.

Enfin, 50 étrangers complètent ce tableau où les Italiens sont majoritaires (30), suivis des Espagnols (10), etc... (fig. 18).

La variété des origines exprime le caractère général de la crise qui affecte toutes les régions rurales à une époque de mutations économiques profondes. Les « hautes terres » sont abondamment représentées et la grande masse des immigrants temporaires ou définitifs [30] provient du Plateau Central. Certains empruntent la vallée de l'Allier qui se prolonge au Sud par la voie régordannaise tombant directement sur le bassin houiller. Depuis son ouverture en 1870, le chemin de fer Brioude-Langogne-Alès draine le Velay, la Margeride, les massifs de Bauzon et du Tanargue ainsi que les hauts plateaux du Chassezac, de l'Altier et du Lot (Goulet, Causse du Bleymard...). Mais le défaut de voie ferrée n'empêche pas les plateaux compris entre le Cantal, les Ségalas et les Grands Causses de participer largement à ces mouvements humains [31].

La proximité géographique suffirait à expliquer la place tenue dans ce tableau par les montagnes et *serres* cévenols ; régions déjà surpeuplées à l'époque pré-industrielle, elles le sont encore bien plus quand se gâte leur économie. Dans les vallées, voici plusieurs lustres que de médiocres récoltes de cocons gênent les budgets. Plus haut, une intensification des systèmes de cultures où entraient en force les plantes fourragères n'est guère concevable ; en revanche, les assolements traditionnels, déjà bien secoués au milieu du siècle par une trop longue série de mauvaises années, résistent mal aux progrès du commerce international des céréales.

Les effectifs venus de tout le Sud-Est de la France expriment les transformations qu'y subissent les cadres habituels de la vie humaine. Il peut sembler étonnant de dénombrer tant de Savoyards ou Dauphinois : en gros, les Alpes du Nord ont envoyé ici une bonne centaine de leurs enfants. Ces montagnards sont accoutumés aux migrations ; les crises agricoles en précipitent le rythme : on sait par exemple que l'Oisans rural se dépeuple depuis 1845-50 à cause des maladies de la pomme de terre et « depuis 1870, bien des jeunes hommes sont allés d'ici vers Rive-de-Gier et Saint-Étienne » comme migrants temporaires [32]. Rien ne leur interdit de se diriger plus au Sud où les attire la perspective de salaires plus élevés dans une région minière en pleine expansion. La partie méridionale du sillon alpin participe aussi au peuplement du bassin cévenol ; il est probable que le petit bassin de la Mure a suscité dans la population rurale des vocations de mineurs de charbon. Dans la vallée du Rhône et ses plaines méridionales, la crise des vers à soie et l'incapacité pour la polyculture de s'adapter aux nouveautés de l'économie agricole favorisent aussi l'exode [33].

L'ampleur du contingent bas-languedocien se justifie certes par le voisinage géographique mais aussi par la diversité et la gravité des crises : déclin de la polyculture, maladies des vers à soie et concurrence de l'étranger, boulever-



sements créés par l'extension du vignoble de masse et, depuis 1870, dégâts jusqu'alors irréparables causés par le phylloxéra [34].

Une troupe beaucoup plus nombreuse descend du Plateau Central. La poussée démographique y est en effet sensible depuis 1820 et l'introduction de la pomme de terre dans l'assolement encourage le développement ultime de la petite culture vivrière. L'élan est rompu à partir de 1846 par une période de disette alimentaire et par la flambée des prix que provoquent la rareté des vivres et la révolution politique. La décennie 1846-55 se caractérise ainsi par une forte vague d'émigration définitive qui se gonfle d'autant mieux que dans maintes régions (Margeride, Aubrac, Velay, Monts du Vivarais) le solde naturel contribue à accroître le nombre des hommes tandis que le système de cultures devient de moins en moins productif [35].

Tous ces paysans ne sont pas installés définitivement dans le bassin houiller depuis qu'ils y travaillent ; au moment où nous sommes, les carnets individuels révèlent l'aspect saisonnier que revêt pour une partie de cette main-d'œuvre sa présence à la mine. Sur les quarante-quatre pièces consultables (bien piètre vestige en regard des milliers de gens qui sont passés ici), onze concernent des personnes nées entre 1835 et 1867, ouvriers journaliers ou natifs d'exploitations agricoles surchargées d'enfants. Ils descendent de l'Aubrac, des confins de la Margeride ou de la Montagne ardéchoise et des Cévennes [36]. Il vaut la peine d'en suivre quelques-uns à travers leurs pérégrinations.

Fig. 18 - ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES ALLOGENES RECENSES A LA GRAND'COMBE EN 1876.

Dans le cartouche :

1. Le volume des sphères est mesuré par leur rayon (100, 200, ... pers.).
2. Chemins de fer en service en 1876 (N.B. : Sur la carte, le tracé des voies ferrées est schématisé).
3. Principaux bassins houillers exploités en 1876 (à l'exclusion du bassin cévenol).

Abréviations : Villes (grosses lettres droites).

A. Alès - D. Decazeville - LP. Le Puy - Md. Mende - Rz. Rodez - C. Carmaux - LGC. La Grand'Combe - M. Millau - N. Nîmes - St-E. Saint-Etienne.
 Fleuves et rivières (petites lettres italiques) A : Allier ; Ar : Ardèche ; Av : Aveyron ; D : Dordogne ; G : Gard ; Ht : Hérault ; L : Lot ; Rh : Rhône ; T : Tarn ; Tr : Truyère.

Chaque sphère représente une région d'origine.

- | | |
|--|---|
| 1. Vallée Longue (amont de La Grand'Combe). | 8. Fossé d'Alès, vallée du Gard et garrigues gar- |
| 2. Reste de la Cévenne languedocienne dont : | doises. |
| a. Haute-Garonnienne (sauf 1.) - b. Salindren- | 9. Hauts plateaux lozériens (essentiellement Aubrac |
| que, Hérault supérieur - c. Le Vigan - Avèze - | et Margeride). |
| d. Ganges - e. Sumène - f. Saint-Hippolyte - | 10. Plateaux de la Haute-Loire (Velay). |
| g. Anduze. | 11. Plateaux et montagnes du Cantal. |
| 3. Grands Causses. | 12. Causses, vallées et ségalas aveyronnais (sauf |
| 4. Vallons sous-caussenards. | 3.). |
| 5. Tarn supérieur. | 13. Rebord Sud-Ouest du Massif Central et bassin |
| 6. Couloir régordan. | de Carmaux. |
| 7. Montagne et Cévenne ardéchoise. | |

Extérieures au secteur cartographié ici, les sphères 14 à 20 sont placées en marge et fléchées.

- | | |
|--|---|
| 14. Alpes et piedmont alpin (en France). | 18. Plateaux et montagnes du Nord-Ouest du Massif |
| 15. Alpes méridionales, Provence et Corse. | Central. |
| 16. Bas-Languedoc (sauf 1., 2., 8.). | 19. Façade orientale du Massif Central (surtout les |
| 17. Midi aquitain (sauf 13.). | silons houillers de St-Etienne et de Monceau- |
| | les-Mines). |
| | 20. Reste de la France et Etranger. |

Ce paysan quitte La Chapelle-sous-Aubenas à vingt-deux ans (il est né en 1854) et se trouve aux mines de La Grand'Combe en 1876 ; il en part en octobre de la même année. Nostalgie de la terre ? Le voici domestique de ferme à Ucel, près de son village natal. De retour à La Grand'Combe, il est réembauché par la Compagnie puis s'engage dans une ferme de La Levade. Il passera ainsi sa vie active entre le charbon, l'agriculture et les chantiers de travaux publics... Mais le voilà derechef manœuvre à La Grand'Combe en 1898 ; il a quarante-quatre ans. Il sera enfin promu à la dignité de mineur en 1914, à soixante ans et vraisemblablement à la faveur de la guerre.

Celui-ci est originaire de Saint-Etienne-de-Lugdarès, sur le plateau de Bauzon (montagne ardéchoise, au Sud-Est de Langogne). C'est un vrai migrant saisonnier qui passe l'hiver à la mine et la saison agricole dans son village : nous pouvons observer ses mouvements pendulaires entre 1877 et 1881, puis nous le perdons de vue. C'est le même balancement régulier qui rythme les voyages de ce cultivateur de Luc (vallée de l'Allier, entre Langogne et La Bastide) de 1872 à 1887. Cet autre paysan de la montagne (il est né à Mazan) est descendu de ferme en ferme jusqu'à Béziers pour remonter en 1879 à La Grand'Combe où il devient manœuvre.

Pour nombre d'entre eux, les chances de promotion professionnelle et sociale sont quasiment inexistantes. Le travail de la terre exige leur présence au printemps et en été parmi leurs parents demeurés là-haut : les quelques champs cultivés, les bêtes qui parcourent la lande ou la jachère, les maigres fruits que l'on arrache au fonds ne peuvent entretenir tant de monde tout au long de l'année [37]. Le type social paraît bien illustré par l'exemple de ce cultivateur-berger, lui aussi originaire de Luc : enfant d'une famille nombreuse (neuf frères et sœurs), il s'expatrie l'hiver aux mines de La Grand'Combe ; lors du dernier séjour mentionné sur son carnet, deux de ses frères l'accompagnent. Entré comme manœuvre à dix-sept ans à la fin octobre 1876, il revient chaque année à la même époque pour louer la force de ses bras sans espoir d'acquérir quelque qualification : à vingt-deux ans, il est toujours illettré et manœuvre. Il est vrai qu'un tel genre de vie, imposé par la pauvreté, ne peut amorcer la moindre ascension sociale [38].

L'arrivée de tout ce monde renouvelle sensiblement le fonds humain de la région d'accueil. Sans doute le phénomène commun à tous les secteurs d'immigration transparaît-il à la simple lecture du cahier de recensement : venus de telle ou telle région, les gens ont tendance à se regrouper dans des immeubles voisins. Rien de comparable pourtant avec ce qui se passe dans les grandes métropoles lointaines : ici, pas de « Petit Velay » ni de « Nouvelle Margeride », rien non plus qui rappelle les antennes provinciales autour des gares parisiennes. Mais le vieux réflexe joue ; le plus souvent, les migrants saisonniers prennent pension dans une famille dont le mari ou la femme sont originaires de la même vallée ou mieux, du même village qu'eux-mêmes. Pour l'hôte, c'est un moyen de ne pas perdre contact avec « le pays » et ceux qu'il y a laissés ; pour le locataire, dont nous connaissons la situation matérielle et intellectuelle, c'est une façon de s'intégrer à un milieu qui, du fait qu'il est nouveau, est d'emblée rébarbatif.

Il n'est pas commode de définir avec précision l'état civil de ces immigrants. Toutefois, les dénombrements officiels contribuent à éclairer le problème : nous

savons qu'en 1851 l'effectif des hommes âgés de quinze à cinquante ans recèle une énorme proportion de célibataires qui a du reste diminué en 1876 (p. 131 et 132) ; d'autre part, le taux de masculinité est très élevé chez les adultes (154.3 en 1851 et 123,5 en 1876 pour le groupe compris entre quinze et soixante ans) ; ces raisons conduisent à penser que la plupart des nouveaux venus ne sont pas mariés. Pour ce qui est des femmes, la question se résout plus difficilement par ce moyen car le fait qu'elles soient minoritaires et presque toutes mariées au moment du recensement ne signifie pas qu'elles ne sont déjà plus célibataires lorsqu'elles s'installent dans le bassin charbonnier.

L'examen des lieux de naissance (colonne 16 de la liste nominative de 1876) permet de voir comment se forment les nouvelles souches de la population houillère. L'analyse porte sur 668 ménages de La Grand'Combe où le mari est âgé de vingt à quarante ans [39]. Leur répartition est la suivante :

1° Les deux époux sont nés dans la même commune ou dans des communes voisines :

— du bassin houiller cévenol	122
— de la Cévenne languedocienne	53
— du reste du Plateau Central	118
— d'une autre région (surtout du Midi de la France) ..	14

Soit 307

2° L'un des époux est originaire du bassin houiller et l'autre :

— de la Cévenne languedocienne	54
— du reste du Massif Central	101
— d'une autre région (surtout du Midi de la France) ..	26

Soit 181

3° Les deux époux sont nés dans des régions éloignées l'une de l'autre et situées :

— dans le Massif Central	58
— l'une dans le Massif Central, l'autre ailleurs (surtout dans le Midi de la France)	56
— ailleurs	66

Soit 180

Dans plus de la moitié des cas (54 %), les familles nouvelles se sont constituées avec des jeunes gens venus d'horizons géographiques très différents ; il faut ajouter que, dans le second groupe, l'épouse est beaucoup plus souvent que le mari originaire du bassin houiller : c'est avant tout un effet de la structure démographique, les hommes étant à la fois allogènes et plus nombreux que les femmes ; pour ceux qui épousent une fille née ici, la rupture avec le milieu rural dont ils proviennent ne peut que s'accroître et le mariage est sans doute une circonstance favorable à l'installation définitive dans le secteur industriel.

C'est seulement pour les trois dernières rubriques du premier groupe (185 ménages, 27,8 % du total) que le choix du mari ou de la femme a été probablement guidé par des facteurs traditionnels qui amènent à convoler dans d'étroites

limites géographiques et sociales. Il est vraisemblable d'imaginer maint paysan-manœuvre se mariant dans son village après quelques hivers passés à la mine, puis le nouveau couple abandonnant la terre natale pour s'entasser avec d'autres dans les cités ouvrières.

Le brassage démographique observé en 1876 est perceptible une génération plus tôt, à l'aide des publications de mariages enregistrées dans la même commune en 1847, 1848, 1851 et 1852 [40]. Sur 163 bans qui indiquent à la fois le lieu de naissance et la résidence des fiancés, 22 concernent des gens qui sont nés sur place ou aux environs et les autres sont distribués comme il suit :

— un seul des fiancés est d'origine locale	55
— les deux fiancés sont étrangers au bassin mais sont originaires de la même région	25
— les deux fiancés sont allogènes et sont nés dans des régions différentes	61

Une seconde analyse à travers la même documentation semble résoudre la question évoquée plus haut : dans la plupart des cas, les immigrants sont célibataires quand ils arrivent ici. En effet, la presque totalité des futurs époux résident à La Grand'Combe lorsque les bans sont publiés : 213 fiancés sur 227 que rassemblent les trois groupes distingués ci-dessus. Les autres, où les filles sont de loin les plus nombreuses, se trouvent encore dans leur village natal à la veille de leur mariage et il s'agit le plus souvent de communes rurales situées à l'amont immédiat du bassin (la vallée du Luech, la Vallée Longue...).

Cette immigration massive altère le milieu rural en ajoutant au semis des villages, hameaux et fermes des cités ouvrières où les hommes s'écrasent, prolifèrent et meurent prématurément [41]. Le charbon crée de nouveaux paysages et il bouleverse les structures sociales et les mentalités. L'imparfaite démocratie paysanne fondée sur l'émiettement de la propriété foncière, les risques et profits de la sériciculture et la châtaigneraie (dans la mesure où l'autorise ici l'extension des terres acides), cette démocratie s'estompe en face des féodalités industrielles dont le paternalisme asservit une armée de traîne-la-faim dociles et résignés.

Dans la population active, les cultivateurs n'ont pas disparu mais ils sont submergés par le flot des manœuvres, mineurs et ouvriers ; de même qu'auparavant, les bourgs et les villages abritent artisans et commerçants, ces derniers plus nombreux car la consommation s'est accrue et diversifiée. A l'aval immédiat de Bessèges, la commune de Robiac en offre un exemple. Selon la liste nominative, la population active décelable y rassemble 1671 personnes : le taux d'activité est bien modeste en face de la proportion des adultes (55,5 %) ; c'est que les femmes déclarant un emploi ou une profession ne sont qu'une poignée alors que certaines d'entre elles travaillent sur le carreau de la mine. De plus, le nombre des actifs augmenterait si les enfants de moins de quinze ans étaient eux aussi répertoriés pour les besognes qu'ils effectuent au fond ou en surface : on sait par les carnets d'ouvriers qu'ils sont embauchés vers dix ans comme trieurs, pousseurs de wagonnets, etc...

La répartition en trois secteurs donne les pourcentages suivants :

— agriculture	8 %
— mines, industrie et artisanat	75 %
— commerce, transports, services	17 %

Le secteur agricole est bien modeste (4 jardiniers, maraîchers ou employés dans des jardins d'agrément, 41 propriétaires et 88 cultivateurs).

Dans la seconde rubrique, le groupe le plus fourni est celui des mineurs (963, 57,8 %) auquel il convient d'ajouter une bonne part des 185 manœuvres (14,1 %). Le personnel d'encadrement compte 20 maîtres-mineurs et 4 ingénieurs. On dénombre aussi 36 ouvriers (la proximité de Bessèges y explique la présence de métallurgistes) et une cinquantaine d'artisans.

Faute de précision, j'ai versé 73 « employés » au compte du secteur tertiaire ; le second poste y est occupé par 34 commerces d'alimentation et 21 cafés et marchands de vin [42]. Viennent ensuite 32 instituteurs [43], 31 employés dans les transports (cheminots, voituriers...) et les « divers » parmi lesquels figurent médecin, infirmier, sage-femme et pharmacien.

On mesure les transformations accomplies depuis 1836 : à cette époque, la structure socio-professionnelle était largement dominée par la paysannerie tandis que l'industrie ne distribuait de travail qu'à une quarantaine de mineurs de houille, de rares tisserands et 14 ouvriers d'une forge. En 1851 déjà, la physionomie sociale avait bien changé en un quinzaine d'années : l'agriculture rassemblait alors péniblement le quart de la population active tandis que la mine et la métallurgie en cumulaient presque les deux tiers (260 ouvriers et 35 ouvrières au charbon et 230 ouvriers au fer).

La documentation utilisée ne permet pas de définir clairement l'intensité des rapports qui unissent les industries et l'agriculture. D'après les exemples qui se rencontrent çà et là, le paysan-mineur ou le paysan-ouvrier ne semble pas un type social très commun ; quand ces relations apparaissent, ce n'est pas au niveau de l'individu mais à celui de la famille : par exemple, l'exploitant travaille la terre avec l'aide de sa femme tandis que le fils est mineur ou manœuvre. Mais le phénomène est en apparence assez peu répandu : à Robiac, sur les 129 familles de cultivateurs ou propriétaires, il n'en est que 7 où il se rencontre. La mine de charbon a sans doute allégé la charge démographique de certaines fermes [44] ; mais il faut surtout signaler son attrait pour des gens qui vivaient au loin, les plus nombreux ; certains sont désormais fixés alors que d'autres ne sont encore que des immigrants temporaires ou saisonniers attachés à la glèbe du haut pays. C'est ainsi qu'à Robiac 352 pensionnaires s'ajoutent aux 1.435 habitants âgés de quinze à soixante ans, presque le quart de la population masculine recensée entre ces deux limites d'âges.

Dans ce bassin cohabitent une paysannerie autochtone, une population ouvrière en majorité étrangère au pays et les représentants d'un secteur tertiaire déjà bien diversifié (commerces, services...). La première est dans l'ensemble peu remuée par le voisinage des puits de mine : certes elle a dû céder des terres et des hommes à la grande industrie mais celle-ci n'a pas radicalement transformé son mode d'existence ni ses structures mentales. La seconde vit à l'heure de la



Sources : AD Gard, 2 M 73. AD Lozère, IV M4 18.

Fig. 19 - LES ELECTIONS LEGISLATIVES DU 20 FEVRIER 1876.

— Pourcentages des suffrages recueillis par le candidat républicain :

1. Plus de 75 %. 2. 50 à 75 %. 3. 25 à 49,9 %. 4. Moins de 25 %.

— 5. Communes du bassin houiller.

— 6. Communes où les ouvriers des mines rassemblent plus du quart de la population active recensée en 1876.

— A. Alès. B. Bessèges. GC. La Grand-Combe. St-A. Saint-Ambroix. S. Salindres. St-F. Saint-Florent. St-JG. Saint-Jean-du-Gard. An. Anduze. V. Vialas.

La frontière politique n'épouse pas intégralement la frontière religieuse. Généralement, le Républicain est élu avec plus de 75 % des suffrages là où les Protestants sont en majorité (sauf à Saint-Michel-de-Dèze et Saint-Julien-des-Points où il recueille tout de même plus des 3/4 des voix). Bien que les Catholiques soient très nettement majoritaires dans le bassin houiller, le comportement de l'électorat y varie sensiblement d'une commune à l'autre.

bourgeoisie capitaliste qui, pour être absentéiste, n'en est pas moins soucieuse de rendement et d'ordre. Par diverses pressions, le personnel d'encadrement et autres « directeurs de conscience » s'appliquent à maintenir la ligne de conduite idéale et ils n'éprouvent aucune peine à y parvenir. Les résultats de diverses consultations ou élections sont à ce sujet très révélateurs d'une véritable aliénation politique ; cela est flagrant lors du scrutin du 20 février 1876, tandis que doivent être désignés les représentants de la Chambre des Députés dans le système que vient d'instaurer la Constitution de 1875 (fig. 19). Dans la seconde circonscription d'Alès, le candidat républicain est évincé par le marquis de Valfons, conservateur et catholique. Ce dernier recueille dans les cantons de Bessèges, Génolhac, La Grand'Combe et Saint-Ambroix 65 % des suffrages exprimés ; en minorité à Bessèges même, il réalise ses plus belles performances à Robiac (73 %) et à La Grand'Combe (86 %) : exemple parfait de « majorité silencieuse » dans des secteurs où les chances de survie humaines sont si fragiles [45] ! « Défenseur de l'ordre et de Dieu », le baron d'Hombres est moins heureux dans la circonscription voisine où le siège est conquis par le Républicain Eugène Ducamp. Celui-ci défend certaines idées avancées (comme la séparation de l'Eglise et de l'Etat) et il doit au vrai son élection au fait qu'il l'a sollicitée en marge du bassin houiller : il est symptomatique que Saint-Martin-de-Valgalgues lui préfère le baron (73 % des voix) ; si Alès lui marchande ses suffrages (50,5 %), Anduze et Saint-Jean l'élisent en revanche triomphalement avec 92 % des votants [46].

En résumé, l'extraction du charbon a créé en Cévenne un nouveau secteur économique de la géographie languedocienne et elle y a introduit des populations d'origines diverses, caractérisées par un mouvement naturel « primitif » et des structures démographiques jeunes. L'essor de cet ensemble contraste avec le déclin de l'arrière-pays montagneux.

LE DEPERISSEMENT DES VALLEES RURALES

Généralement, la baisse du nombre global s'amorce de 1846 à 1856. Dans l'exemple déjà observé (note 6, p. 76), l'indice 100 étant fixé en 1846, il descend à 98,5 en 1856, 90,5 en 1866 et 87,5 en 1876. La régression se nuance d'une vallée à l'autre : la décroissance est plus ou moins accusée, en relation avec le jeu combiné du mouvement naturel et du solde migratoire. C'est ce qui est examiné en premier lieu.

I. LES VARIATIONS GEOGRAPHIQUES DE LA DEVITALISATION

Dans un domaine pourtant peu étendu, les types d'évolution peuvent être nombreux et, pour éviter une dispersion qui ne signifierait pas grand'chose, j'ai retenu deux critères. Le premier est fondé sur la distinction entre les hautes terres et les vallées. En altitude, grâce aux aptitudes fourragères des terroirs, un

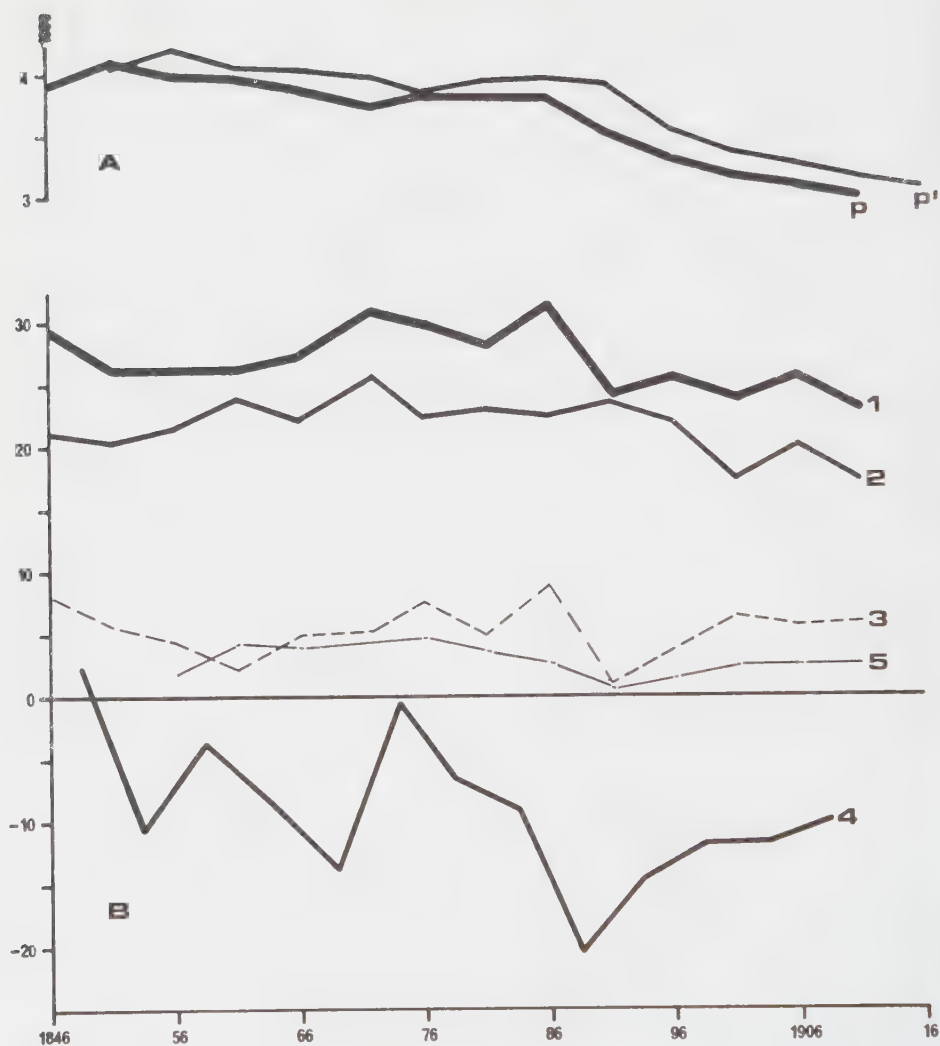


Fig. 20 - EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DANS LES MONTAGNES DU LOZERE ET DU BOUGES

Courbes A : p. Population recensée. — p'. Population attendue.

Courbes B : taux p. 1 000 (moyens) : 1. Natalité. — 2. Mortalité.

3. Accroissement (ou diminution) naturel annuel.

4. Taux migratoire.

5. Accroissement naturel annuel dans la population rurale française (A. Armengaud, 1971, p. 66).

(N.B. : Les tableaux correspondant aux figures 20 à 23 se trouvent en annexe à la fin de la seconde partie, p. 320 et 321).

élevage important est associé à une agriculture vivrière ; l'extension de la châtaigneraie est des plus modestes et sa production est irrégulière. Plus bas, la polyculture se diversifie ; la châtaigneraie fournit l'essentiel de la production alimentaire ; chaque famille s'adonnant à la sériciculture, les dommages que subit cette activité entraînent de graves conséquences sociales. La proximité du bassin houiller introduit un second élément de différenciation ; l'influence en est plus sensible sur les vallées situées à l'amont (Cèze et Luech, Vallée Longue et Galeizon) que sur celles qui débouchent ailleurs (Vallée Française et ses annexes, Vallée Borgne et Salindrenque, bassin de l'Hérault supérieur...).

A. L'exemple des hautes terres (fig. 20)

Il est illustré par un groupe de quatre communes dont les territoires se partagent le flanc méridional du Lozère et le Bougès [47]. La plupart des terroirs s'élèvent au-dessus de 1.000 mètres et leur utilisation répond aux conditions énoncées plus haut. De 1846 à 1876, la population totale diminue peu : l'indice passe de 100 à 97,3 (courbe Ap). L'écart entre les taux bruts de natalité et de mortalité demeure assez large et la courbe B1 augure d'une fécondité soutenue en dépit d'un solde migratoire généralement bien creusé [48]. La courbe du taux migratoire annuel moyen (B4) accuse les effets de la crise des subsistances qui accable les ruraux vers le milieu du siècle [49]. Il est normal que le renchérissement des denrées (céréales, pommes de terre, châtaignes) encourage l'exode, encore qu'il n'y ait pas simultanéité absolue entre la hausse des prix et l'intensification des départs. Considérons en effet l'hectolitre de seigle sur le marché du Pont-de-Montvert :

— de 1846 à 1850, il est échangé contre 19,75, 22, 17,27, 13,50 et 13,51 francs. Il est donc sensiblement plus cher que pendant le quinquennat 1840-44 (prix moyen : 15,75 francs) ; pourtant le solde migratoire est positif.

— de 1851 à 1855, son prix est de 14,16, 12,34, 14,65, 20,69, 24,47 francs, ces derniers cours faisant suite à deux récoltes désastreuses. Comme le solde migratoire est fortement négatif, il est possible qu'il se soit intensifié au cours de cette fin de période.

— le prix du seigle est encore élevé en 1856 et 1857 (23,16, 21,33 francs) puis la baisse s'accroît : 17,46, 15,83 et 14,80 francs. A partir de 1859, sauf exceptions (19,58 en 1868, 17,66 en 1871, 18 francs en 1874), la céréale en question retrouve sa cote antérieure à celle de 1845 (15 francs/ho environ). Or, pendant ce temps, l'émigration est intense ; il semble donc que d'autres faits, plus probants, interviennent pour l'expliquer [50].

En réalité, ces variations traduisent la dépendance d'une culture traditionnelle vis-à-vis des caprices climatiques : déjà modestes en temps normal, les rendements sont alors dérisoires [51] et les prix montent parce que les moyens de transport ne permettent pas de suppléer à la disette locale. Dans ces conditions, il est probable que certains, brassiers ou petits propriétaires, ont été chassés par des hausses brutales [52].

Mais la crise profonde de l'agriculture et de l'artisanat qui se dévalorisent nourrit constamment l'émigration. Les accidents mis à part, la tendance des prix agricoles (exprimés en francs réels) est à la stagnation : qu'il s'agisse de froment, de seigle ou de châtaignes, le niveau observé dans les débuts de la III^e République est à peu près le même que celui qui se remarquait quarante ou cinquante ans plus tôt. Entre temps, les salaires industriels se sont au moins multipliés par deux [53]. Cette distorsion ne favorise évidemment pas les exploitations où le travail humain est indispensable ; si jusque-là on a pu tirer un profit abusif du prolétariat agricole, le système se grippe quand la main-d'œuvre répond à l'attrait de rémunérations plus élevées : « le combat devient inégal entre les puissants du village et les puissances nationales » [54].

En partie réglé au cours de la première moitié du siècle, le sort de l'artisanat textile n'a fait que se dégrader : dans les années 1870, on estime qu'un tisserand peut gagner 600 francs par an s'il travaille sans cesse et s'il vend son tissu... perspective optimiste en raison des aptitudes techniques et commerciales de l'industrie capitaliste [55] ; il paraît mieux assuré du lendemain s'il s'engage dans les mines où il gagnera au moins 2.50 francs par jour vers la fin du Second Empire [56].

Il existe donc des raisons pour justifier l'évolution du taux migratoire entre 1846 et 1876. L'avenir démographique n'en est pas compromis pour autant : il est notable que le taux d'accroissement naturel, qui déclinait depuis 1846, remonte à partir de 1861 grâce à un taux de natalité qui demeure supérieur à 25 ‰. C'est l'indice d'une forte fécondité des ménages dans une structure que grignote l'exode des adultes et que n'épargne peut-être pas un certain vieillissement, si l'on en juge par le *trend* légèrement ascendant du taux brut de mortalité [57]. En tout cas, l'enregistrement de 34 naissances pour 10 mariages au Pont-de-Montvert est, à défaut d'un taux de fécondité légitime, la preuve d'une assez bonne vitalité [58]. La montagne cévenole est donc une réserve humaine qui peut alimenter longtemps un courant migratoire sans que la relève des générations en soit véritablement compromise.

B. Le cas des vallées de la façade méditerranéenne : Haute-Garonnenque et bassin supérieur de l'Hérault

Comme en témoignent les mercuriales d'Alès, d'Anduze et du Vigan, ces vallées ne sont pas épargnées par la restriction des subsistances. L'effet en est vraisemblablement amoindri par la production castanêcole : encore faut-il posséder assez d'arbres pour constituer des réserves car le cours de la châtaigne en temps de disette obéit aux lois du marché. Si nous examinons par exemple les transactions opérées à Alès entre 1845 et 1864, nous remarquons la coïncidence entre les périodes où les prix du seigle et de la châtaigne sont élevés (1845-48 et 1854-57). En 1846, le seigle est vendu à près de 20 francs ho et la châtaigne est au même prix, malgré une certaine abondance. En 1847, ce fruit apparaît peu sur le marché... Mauvaise récolte ? C'est possible. Réduction volontaire de l'offre ? C'est fort probable car le seigle se négocie à 22 francs ho et la châtaigne à

24,50 francs. De 1854 à 1856, il est visible que le prix du fruit demeure élevé bien que les quantités proposées soient supérieures à la normale ; mais nous sommes de nouveau en période de rareté des grains et le cours de la châtaigne s'en ressent [59]. D'un point de vue alimentaire, la crise a sûrement moins gêné les exploitants agricoles que les prolétaires dont elle a sans doute contribué à accélérer l'exode.

La crise séricicole est autrement dramatique. La vente des cocons assurait l'aisance à de nombreuses familles, la fortune comblant surtout les gens qui avaient les moyens de la séduire. Combien se comptaient-ils en effet ceux qui pouvaient récolter 2.000 kg sur leurs propriétés et encaisser un pactole de 10.000 francs [60] ? Quoi qu'il en soit, aux alentours de 1845-50, la pébrine ravage les magnaneries, favorisée par une succession d'années humides et par l'avidité des éducateurs. En une quinzaine d'années, la production tombe de 7 à 1. Selon une enquête conduite en 1853 dans les cantons du Nord-Est [61], l'onze de graine a fourni 16 à 17 kg de cocons et le prix de revient excède le prix de vente. Les résultats sont aussi médiocres en 1855 dans les cantons plus méridionaux où l'onze n'a même pas produit 13 kg alors qu'on en attendait 21 ou 22 [62]. Dans le canton de Saint-Germain-de-Calberte, la catastrophe est pire puisque les rendements n'auraient été que de 7,7, puis de 6 kg respectivement en 1852 et en 1862 [63].

De la sorte, les terres à mûriers « qui avaient une valeur considérable sont pour ainsi dire à la charge de leurs propriétaires (...) dans les contrats de métayage, les vers à soie qui jadis se donnaient au quart sont aujourd'hui donnés à mi-fruit » lisons-nous dans un rapport de la sous-préfecture de Florac, rédigé vers la fin du Second Empire [64]. Le tableau est sans doute volontairement assombri par l'auteur de ce mémoire ; en effet, nonobstant la crise, le nombre des éducations ne diminue guère : il semble que la force de l'habitude l'emporte sur le risque d'un déficit financier. Cette attitude apparaît du reste comme la preuve d'une épargne familiale qui s'est constituée sous la Monarchie de Juillet et qui permet d'attendre des jours meilleurs [65]. Pour le moment, la situation est déplorable : si on obtient 18 kg de cocons pour une mise de trois onces, on a dû auparavant déboursier 36 francs pour l'achat de la graine et on se contentera d'encaisser 90 francs au lieu de 600 francs. Et si par malheur il a fallu payer la moitié de la feuille, la perte subie se monte à 6 francs au moins [66].

Bien qu'il soit impossible d'en préciser rigoureusement l'influence parmi les éléments d'une crise complexe, la régression très sensible des revenus de la sériciculture peut être tenue pour une des causes essentielles de l'émigration. Elle renforce l'attrait qu'exercent sur une paysannerie désarmée non seulement le voisinage de l'industrie lourde mais aussi les villes proches ou lointaines, en pleine révolution économique ou encore les campagnes bas-languedociennes qui, depuis 1850, sont en proie « à la fièvre insensée de plantation » de vigne [67]. Les exemples de quatre grandes vallées permettent de saisir quelques aspects démographiques de ce déclin.

L'indice 100 désignant l'année où le chiffre de population globale se trouve au *maximum* (1846 ou 1851), sa valeur en 1876 est de :

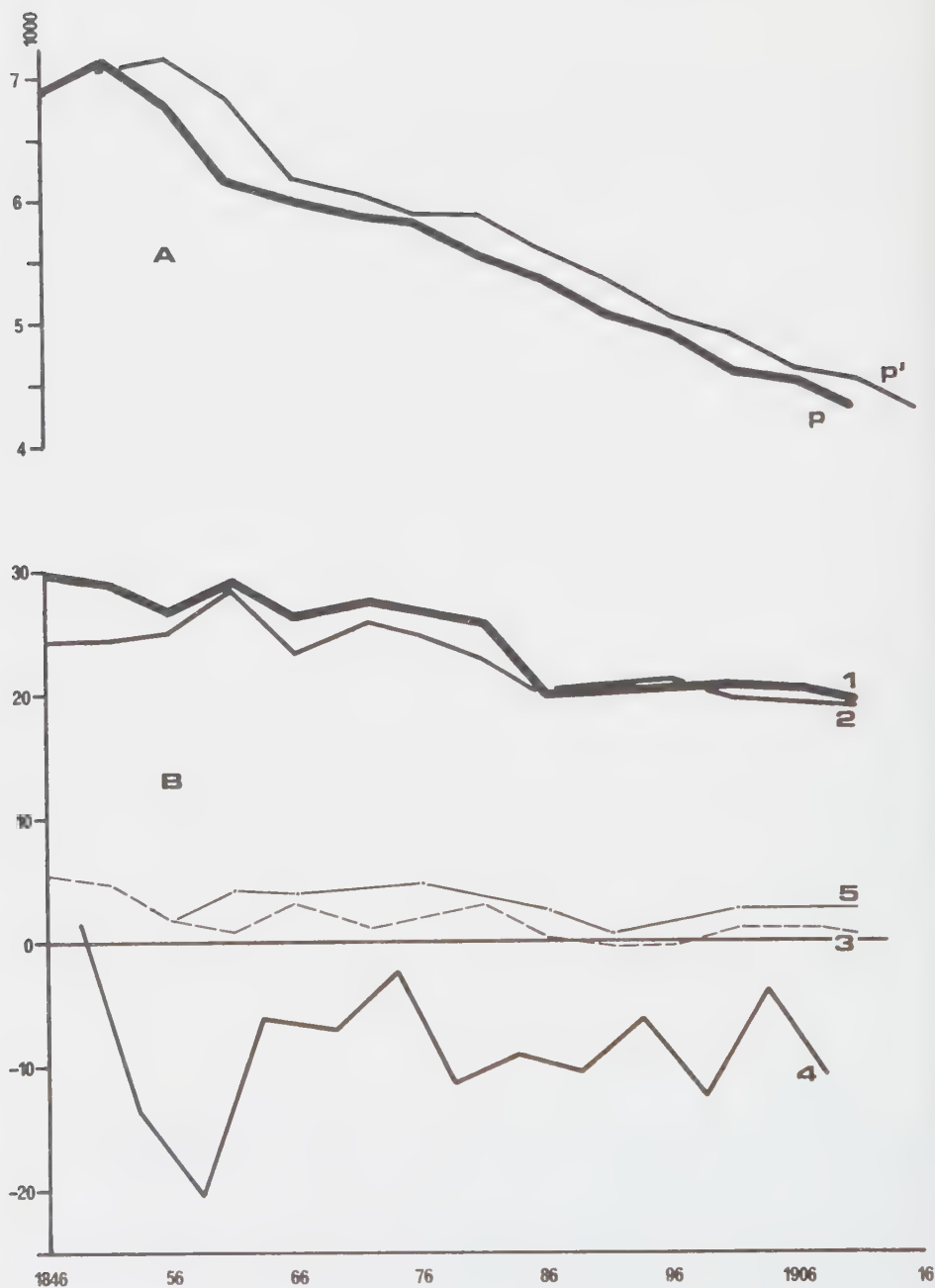


Fig. 21 - EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DANS LA HAUTE GARDONNENQUE MEDIANE

Courbes A : p. Population recensée. — p'. Population attendue.

Courbes B : taux p. 1 000 (moyens) : 1. Natalité, — 2. Mortalité.

3. Accroissement (ou diminution) naturel annuel.

4. Taux migratoire.

5. Accroissement naturel annuel dans la population rurale française (d'après A. Armengaud, 1971, p. 66).

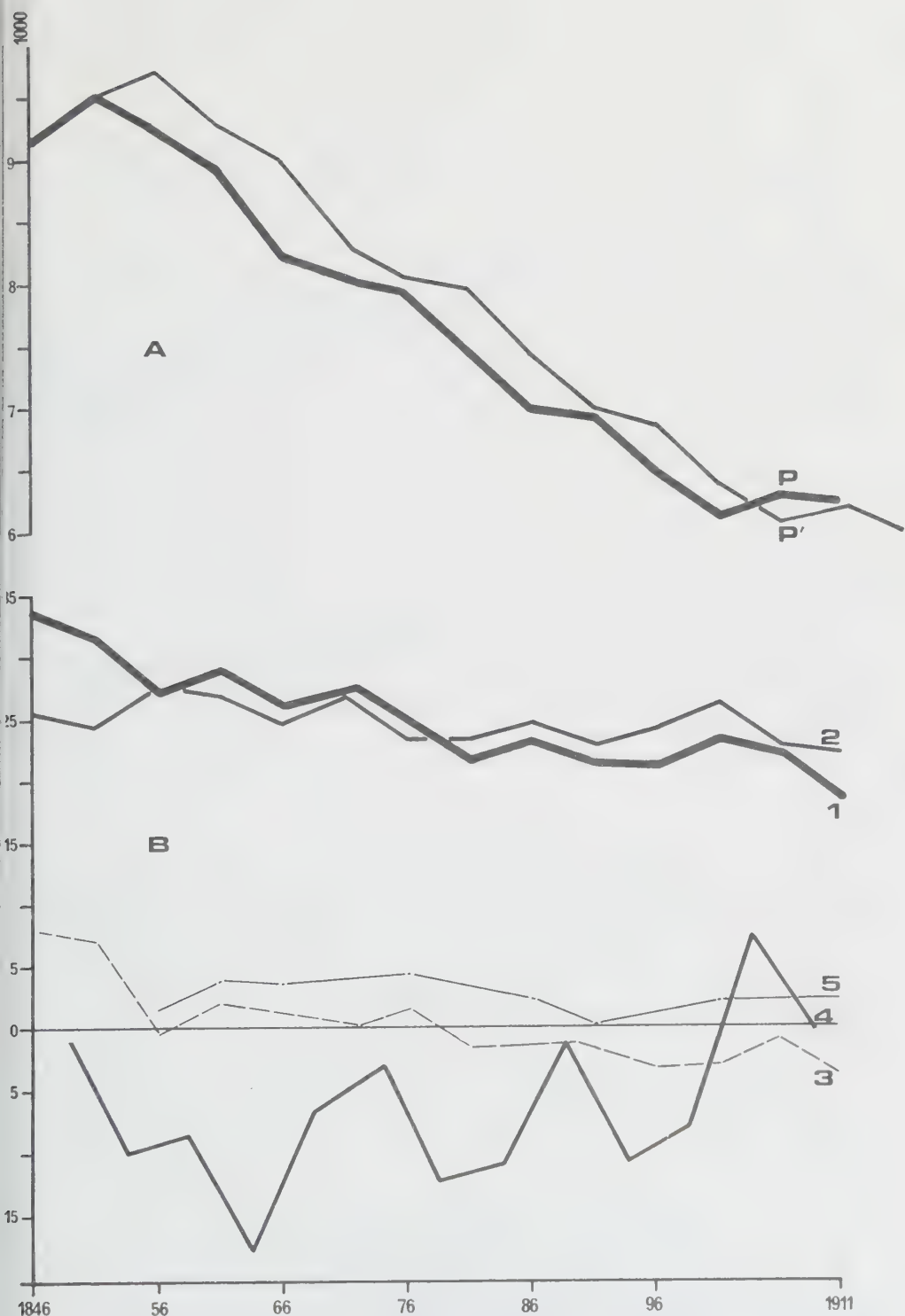


Fig. 22 - ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DANS LE BASSIN SUPÉRIEUR DE L'HERAULT

Courbes A : p. Population recensée. — p'. Population attendue.

Courbes B : taux p. 1 000 (moyens) : 1. Natalité. — 2. Mortalité.

3. Accroissement (ou diminution) naturel annuel.

4. Taux migratoire.

5. Accroissement naturel annuel dans la population rurale française (d'après A. Armengaud, 1971, p. 66).

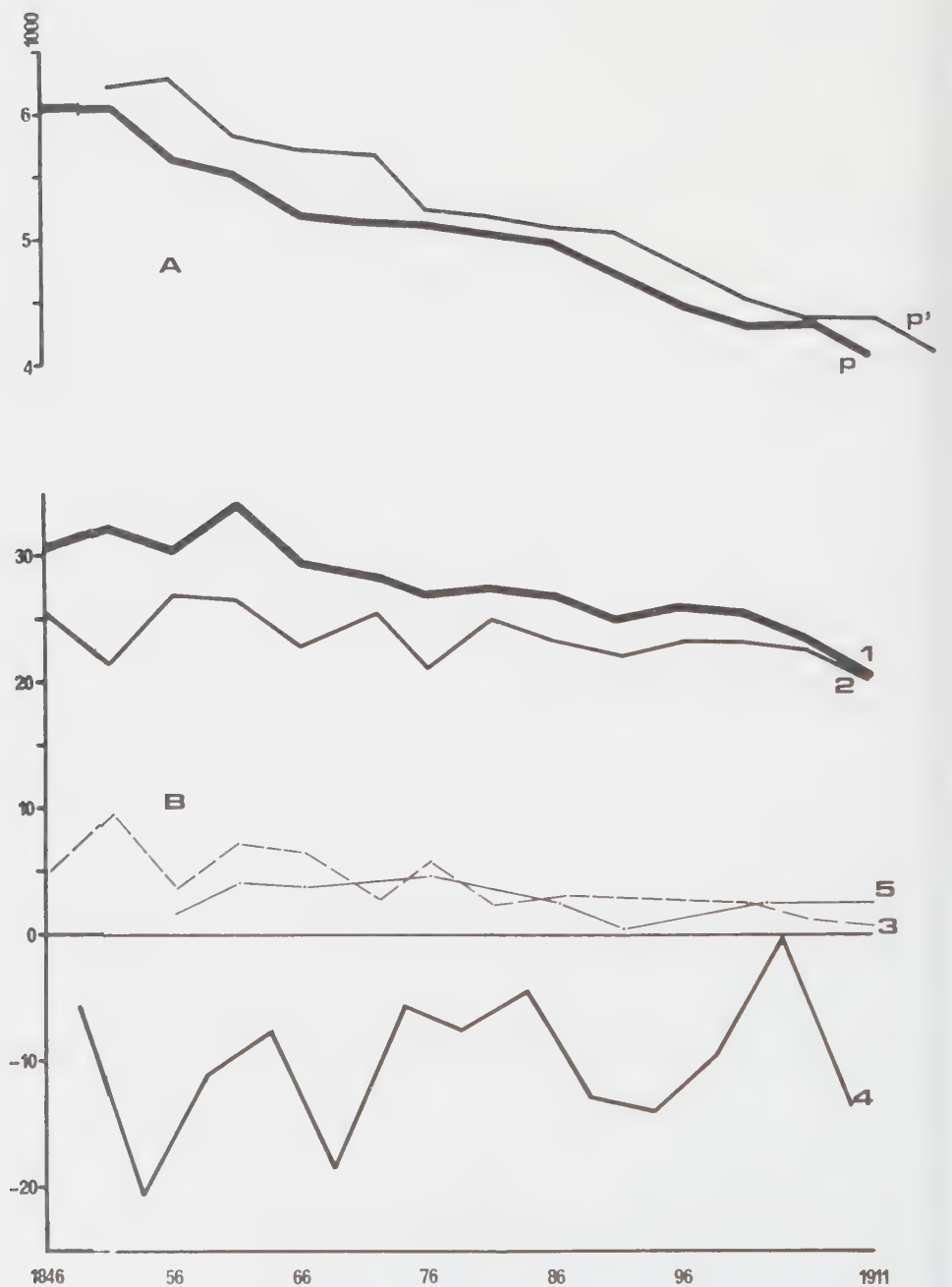


Fig. 23 - EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DANS LA VALLEE LONGUE ET CELLE DU GALEIZON.

Courbes A : p. Population recensée. — p'. Population attendue.

Courbes B : taux p. 1 000 (moyens) : 1. Natalité. — 2. Mortalité.

3. Accroissement (ou diminution) naturel annuel.

4. Taux migratoire.

5. Accroissement naturel annuel dans la population rurale française (d'après A. Armengaud, 1971, p. 66).

- 81 pour la Haute Gardonnenque médiane (fig. 21) ;
- 83 pour le bassin de l'Hérault (fig. 22) ;
- 89 pour la Vallée Longue et le Galeizon (fig. 23) ;
- 91 pour la Vallée Borgne.

Partout, la régression est plus rapide que sur les hautes terres et le taux migratoire décrit une courbe (B4) plus profondément creusée que celle des communes de montagne. N'atteignant presque jamais — 10 %, le taux migratoire de la Vallée Borgne diffère de celui des autres vallées, ce qui peut traduire une pression humaine moins vive sur les terres exploitées mais aussi un mouvement naturel défavorable à l'expansion démographique... et à l'émigration, le taux brut de mortalité dépassant le taux de natalité depuis 1856 [68]. Dans les autres vallées, la différence entre natalité et mortalité permet d'alimenter un courant migratoire assez épuisant pour provoquer la chute du taux d'accroissement naturel (fig. 21, 22 et 23, courbes B3). Les effets de la crise sur la natalité sont plus sensibles dans le bassin de l'Hérault que dans la Gardonnenque médiane où le taux brut s'effrite doucement (de 29,6 à 26,3 ‰ tandis que, plus au Sud, il s'effondre (33,9 et 25,1 ‰) ; à voir le décalage qui affecte le courant migratoire dans un groupe par rapport à l'autre, il serait permis de penser que l'on devient plus rapidement malthusien dans le bassin de l'Hérault que dans la Vallée Française mais cette interprétation ne peut être démontrée, les structures correspondantes demeurant inconnues... La tendance à la hausse du taux brut de mortalité traduit en tout cas un vieillissement qui se révèle en 1876 : c'est ainsi que le canton de Valleraugue ne compte plus que 35,5 % de jeunes et présente un taux de fécondité légitime amoindri : 172 ‰ ; il est vrai que la situation est plus critique dans la Vallée Borgne où ce taux se rencontre à 145 ‰, les jeunes cumulant 31,6 % de la population du canton de Saint-André [69].

L'évolution de l'ensemble Vallée Longue-Galeizon (fig. 23) ne s'apparente que d'assez loin à celle des autres vallées. Certes, l'intensité du courant migratoire se comprend d'autant mieux que le bassin houiller est là, tout proche. Contrairement à ce qu'on attendrait, le taux d'accroissement reste élevé grâce à une forte natalité ; ce n'est en effet qu'en 1866 que le taux brut passe au-dessous de 30 ‰, valeur qui n'est déjà plus atteinte en 1846 dans la Gardonnenque méridionale, en 1856 dans le bassin de l'Hérault. Il est fort probable que le voisinage du secteur industriel ralentit le dépérissement de ces vallées au moment où chancelle l'économie rurale ; cependant, la documentation disponible est trop maigre pour autoriser une analyse sérieuse de la fécondité : d'après les exemples de Saint-Hilaire-de-Lavit et de Lamelouze, la structure par âges est à peu près celle du canton de Valleraugue, ce qui ne s'accorde pas très bien avec les taux de natalité, et le taux de fécondité légitime avoisinerait 250 ‰... ce qui est tout de même beaucoup [70] !

II. LA POPULATION RURALE EN 1876

Nous n'avons entrevu jusqu'ici que les aspects superficiels de la régression démographique. Il convient à présent d'analyser plus en détail le mouvement naturel et ses facteurs afin de pouvoir expliquer les structures élaborées à partir des résultats du recensement de 1876.

A. Le mouvement naturel

1. La natalité

Les taux bruts que nous avons rencontrés en 1874-78 dépassent à peine celui de la France à la même époque : 25 à 26 ‰. Pour des taux ruraux, ils n'impressionnent guère ; plus à l'Ouest par exemple, sur le Larzac, le Causse Noir ou le Lézou, ils atteignent 34 à 35 ‰ [71]. Au Nord-Est, entre Malons et Génolhac, le taux brut est de style « Montagne » : 29,7 et, Vialas étant inclus, 30,5 ‰. En règle générale, la fécondité est loin de bénéficier de circonstances aussi favorables que dans le bassin houiller ; cela n'étonne pas dans un domaine miné par l'émigration.

a) la nuptialité

Examinons un ensemble de quelques 14.500 habitants en 1876 [72].

— l'intensité

La proportion des célibataires décline ainsi d'une classe à l'autre (entre parenthèses, rappel des pourcentages de 1851) :

	15-19	20-24	25-29	30-34	35-49 ans
Hommes		86,7 (83,8)	48 (52)	25,2 (23,5)	12,5 (18,2)
Femmes	96,6 (97,6)	56 (44,5)	21,8 (18,5)	12,3 (8,7)	5,8 (3,5)

Si en vingt-cinq ans le célibat masculin présente une légère tendance à la baisse, le célibat féminin augmente, en particulier dans la classe comprise entre vingt et vingt-quatre ans (+ 12,5 %). Par rapport à La Grand'Combe, il reste ici environ trois fois plus de filles dans la classe de vingt-cinq à vingt-neuf ans et deux fois et demi plus dans celle de trente à trente-quatre ans. Cela suggère un âge au mariage plus tardif dans cet échantillon qu'il ne l'était dans les mines.

— l'âge féminin au mariage

Durant quatre années (1874-77), il s'est contracté 448 unions ; selon l'âge de la mariée, elles se répartissent comme ci-après :

Age	Age	Age	Age	Age	Age
15 .. 1	20 .. 48	25 .. 26	30 .. 13	35 .. 3	40 et + ... 7
16 .. 8	21 .. 49	26 .. 27	31 .. 2	36 .. 3	
17 .. 14	22 .. 50	27 .. 15	32 .. 4	37 .. 2	45 et + ... 3
18 .. 29	23 .. 46	28 .. 13	33 .. 2	38 .. 2	
19 .. 31	24 .. 26	29 .. 13	34 .. 7	39 .. 4	
T .. 83	T .. 219	T .. 94	T .. 28	T .. 14	Total .. 448

Les 13 remariages de veuves étant enlevés, la distribution des 435 mariages de célibataires s'ordonne ainsi :

15-19 ans ..	83 (19,1 %)	30-34 ans	25 (5,8 %)
20-24 ans ..	218 (50,0 %)	35-39 ans	12 (2,8 %)
25-29 ans ..	93 (21,4 %)	40-44 ans	4 (0,9 %)

Les paramètres de dispersion sont placés à un peu moins de 20 ans (Q1), à un peu moins de 22 ans (médiane), entre 25 et 26 ans (Q3). L'âge moyen se trouve à 23 ans et le mode à 22 ans. Le décalage est d'environ 2 ans par rapport au bassin charbonnier où les filles se marient plus jeunes qu'ici.

La moyenne annuelle des mariages s'élevant pour la première classe d'âges à 21 et pour la suivante à 55, les taux de nuptialité correspondants s'établissent à 35,7 (15-19) et à 92 ‰ (20-24 ans). D'après cela et en supposant nulle la mortalité, sur mille filles âgées de quinze ans, 178 vont convoler avant d'entamer leur vingt-et-unième année ; des 822 célibataires restant à vingt ans, 378 se marieront avant d'atteindre vingt-cinq ans. Il demeurera donc à cet âge 444 candidates au mariage, 17 % de plus que dans le secteur houiller. Ainsi s'exprime le désordre créé par l'émigration parmi les jeunes adultes ; cela contribue à expliquer le déficit des naissances que suggèrent les taux bruts de natalité.

— la durée des unions

Autant qu'on puisse en juger, le divorce est très peu fréquent (il est même nul en apparence, mais il serait mieux évalué sur un modèle beaucoup plus grand que celui-ci). La mortalité est plus dangereuse, surtout pour les femmes ; en effet, parmi les 24 veufs qui se remarient, 14 n'ont pas encore quarante ans. Tandis que sur le charbon, à cause des conditions de vie et de travail, les hommes parvenus à l'âge adulte courent de plus grands risques que les femmes, c'est l'inverse qui se produit ici et la surmortalité féminine correspond aux âges de la procréation. Les veuves qui se remarient sont presque deux fois moins nombreuses que les veufs et la plupart épousent un second mari alors qu'elles atteignent un âge où la fécondité biologique s'affaiblit considérablement ; de ce point de vue, le phénomène offre moins d'intérêt qu'il n'en présente dans le bassin industriel [73].

b) la fécondité féminine

— la fécondité globale

Dans le même échantillon, sont survenues en quatre ans (1874-77) 1.475 naissances vivantes ainsi distribuées selon l'âge de la mère :

	20 ..	43	25 ..	80	30 ..	91	35 ..	51		
	21 ..	57	26 ..	97	31 ..	63	36 ..	49	40-44 ..	90
	22 ..	50	27 ..	113	32 ..	65	37 ..	40	45 et +	13
< 19 ans	13	23 ..	92	28 ..	86	33 ..	61	38 ..	42	
19	25	24 ..	90	29 ..	76	34 ..	58	39 ..	30	
T	38	T ..	332	T ..	452	T ..	338	T ..	212	Total .. 1.475

La première naissance s'inscrit à 17 ans, la dernière à 50 ans ; entre ces extrêmes, les paramètres de dispersion se trouvent à 21 (D1), 24 (Q1), 28 (médiane), 33 (Q3) et 38 ans (D9) ; le mode est à 27 ans et la moyenne arithmétique à 29 ans. Toutes ces valeurs rappellent celles rencontrées dans le bassin houiller mais elles n'ont pas la même signification. La dispersion que nous observons ici est un effet des habitudes matrimoniales ; avec les mariages tardifs, les naissances tendent à se répartir *normalement* de part et d'autre de la médiane et de la moyenne arithmétique tandis que dans l'échantillon houiller cette distribution traduit un régime très soutenu de la fécondité longtemps après la conclusion des mariages. L'infériorité de la natalité chez les ruraux apparaît d'ailleurs dans le tableau des taux généraux par classes quinquennales (fig. 24) :

Ages	Naissances vivantes	Femmes	Taux p. 1 000	Ages	Naissances vivantes	Femmes	Taux p. 1 000
15-19 ..	38	589	16,2	35-39 ..	212	502	105,5
20-24 ..	332	598	138,8	40-44 ..	90	451	49,8
25-29 ..	452	560	201,4	45-49 ..	13	435	7,5
30-34 ..	338	515	164,3	15-49 ..	1.475	3.650	101

N.B. — Le nombre des naissances portant sur quatre années, le calcul du taux exige en compensation le quadruplement de l'effectif des femmes.

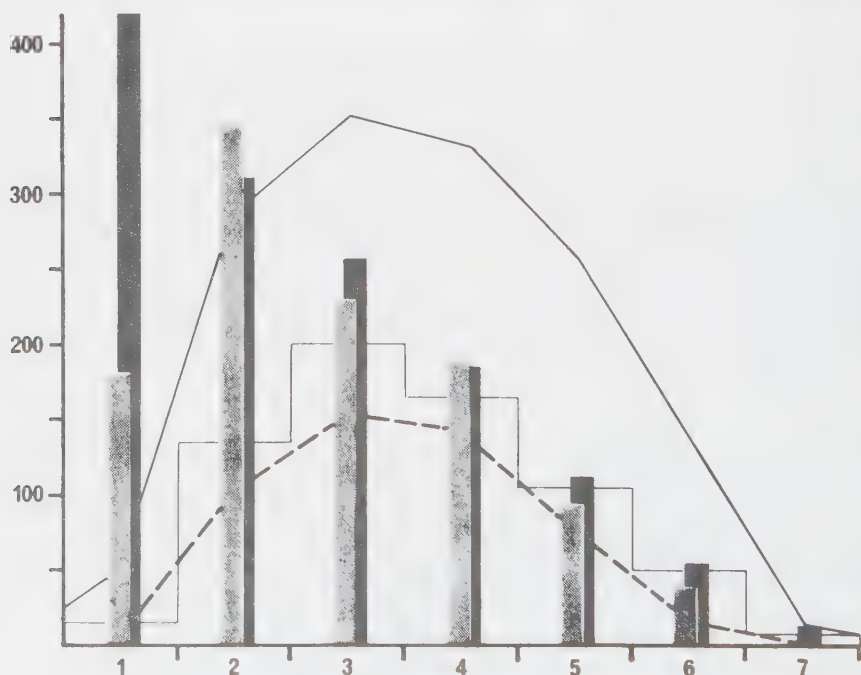


Fig. 24 - LA FECONDITE FEMININE DANS L'ECHANTILLON RURAL (note 72).

1. En 1876 :

Barres : Taux généraux (p. 1 000).

Bâtons noirs : Taux légitimes (p. 1 000).

Courbe (trait fin) : Taux généraux dans l'échantillon houiller (cf. fig. 13).

2. En 1906 :

Courbe (tireté épais) : Taux généraux (p. 1 000).

Bâtons gris : Taux légitimes (p. 1 000).

N.B. : Les classes quinquennales sont numérotées de 1 (15-19 ans) à 7 (45-49 ans).

Le taux global est précisément le même que son homologue français de 1874-78 mais, tandis que ce dernier n'a perdu que deux points depuis 1849-53, le nôtre s'est déprécié davantage puisqu'il se trouvait à 108 au début du Second Empire [74]. Nous rencontrons à nouveau l'influence perturbatrice de l'émigration sur certaines structures (taux de masculinité, intensification du célibat) dont dépend la fécondité.

— la fécondité légitime

Sur les 1.475 naissances en question, 12 sont naturelles [75] ; les taux légitimes par classes quinquennales sont les suivants pour 1.000 femmes non-célibataires (fig. 24).

15-19 ...	420	25-29 ...	256	35-39 ...	110,5	45-49 ...	7,85
20-24 ...	310	30-34 ...	185,5	40-44 ...	53,8	Total ..	147,5

Vis-à-vis des taux calculés pour la population houillère à la même époque, ceux-ci représentent un ensemble malthusien : à peu de choses près, les taux que nous venons de lire caractérisent la France de l'extrême fin du XIX^{me} s. [76]. Ce comportement s'explique par des conditions de vie nouvelles. Il est improbable que, s'estimant plus à l'aise sur des terroirs qui seraient devenus plus productifs grâce à une salubre émigration, les habitants songent à restreindre leur progéniture pour mieux savourer les fruits de leur travail... N'oublions pas qu'en ce temps là l'homme demeure irremplaçable et que l'exode de la main-d'œuvre, loin de permettre aux exploitations de se moderniser, les condamne à vivoter. Plus sûrement, les difficultés que suscite la crise latente favorisent une attitude restrictive des couples.

Et pourtant, ce n'est pas la paysannerie qui semble la plus malthusienne : si, à l'intérieur de cet échantillon, nous faisons la distinction entre les bourgs (Lasalle, Saint-André-de-Valborgne, Valleraugue) et le reste de la population, les taux légitimes de ce dernier groupe apparaissent plus forts dans toutes les classes d'âges (il faut se méfier du taux de 15-19 ans qui prend d'autant plus de relief qu'il s'y trouve moins de femmes mariées) [77] :

	15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	15-49
Bourgs	265	312	230	164	88	32	5,8	129
Reste de la population	710	316	284	200	124	68	8,8	169

Les mariages demeurent plus longtemps féconds dans les écarts que dans les villages ; si nous accordons l'indice 100 au taux de la tranche 20-24, ceux des classes 25-29 et 30-34 ans se retrouvent respectivement à :

- 52,5 et 28,1 dans les bourgs ;
- 90 et 63,1 dans le reste de la population.

Dans ces conditions, le *taux brut de remplacement* est plus ou moins élevé selon la structure sociale et selon la répartition géographique.

Si nous ne retenons que l'ensemble des 14.500 habitants qui composent le modèle analysé, ce taux équivalait au taux national au même moment : mille femmes parcourant tous les âges de la vie féconde auront procréé à cinquante ans 1.680 filles ; dans l'exemple de la population éparse (environ 9.500 habitants), 1.835 filles remplaceront mille femmes. Il y a mieux : dans un groupe comprenant Dourbies et Saint-Sauveur-des-Pourcils ainsi que sept communes de la Cèze supérieure [78], le taux de fécondité légitime atteint 228 ‰ et le taux brut de remplacement doit être de l'ordre de 2,3. En somme, la natalité rurale est plus menacée en 1876 par une dégradation des structures démographiques (du fait de l'exode) que par l'attitude des ménages, généralement féconds. Mais, avant de se laisser tenter par l'émigration, les générations qui montent sont encore guettées par une forte mortalité.

2. La mortalité

Le taux de mortalité générale de la France entre 1874 et 1878 évolue autour de 22 ‰ et il se trouve dépassé à la même époque dans la plupart des vallées cévenoles. Depuis une trentaine d'années, il varie assez peu entre Hérault et Lozère, avec des écarts de quelques points d'un quinquennat à l'autre (fig. 20 à 23, courbes B2). Provoqué par l'émigration, le vieillissement démographique ne risque pas de le faire baisser ; mais il faut bien reconnaître aussi que le niveau de la mortalité n'est pas près de céder aux moyens d'une médecine encore balbutiante [79]. Dans ces vallées, la maladie et la mort sont certes mieux tenues en respect que dans le bassin houiller mais c'est avant tout grâce à un genre de vie plus sain et à un climat dont l'air pur tient lieu de thérapeutique. Quant aux médecins et officiers de santé, leur rôle doit souvent se borner à la rédaction des constats de décès ; encore ne sont-ils pas toujours capables d'en indiquer la cause [80].

Les maladies infectieuses font moins de victimes ici que dans les villes ou dans le secteur charbonnier ; le cloisonnement du relief, qui multiplie les micro-climats, en freine la progression mais ne garantit pas une protection absolue. La variole sévit par exemple en 1862 dans la Vallée Longue, à Saint-Etienne-Vallée-Française et aux Bondons, de février ou de mai à juillet selon les endroits ; elle frappe 64 personnes et en emporte 12. Du 15 février 1865 au 20 avril 1866, 209 habitants de Vialas (sur 2.448, soit 8,6 ‰) en sont atteints et 30 en meurent. Elle reparait en septembre 1870 et, jusqu'en octobre 1871, l'infection se répand dans le Vallon de Florac, s'insinue à partir de Cocurès vers Les Bondons et, de l'autre côté du Bougès, remonte la vallée de la Mimente ; dans les quatre communes de Florac, Bédouès, Cocurès et des Bondons, elle attaque 656 personnes et en fait périr 116, soit une mortalité de 17,7 ‰ [81].

Le cas du choléra de 1854 est aussi démonstratif de la relative immunité dont bénéficièrent certaines vallées cévenoles. L'épidémie était signalée en France depuis 1849 ; après une légère accalmie, elle s'intensifie en 1853-54. En Bas-Languedoc, certains bassins de garrigues, la Costière et la plaine sont sévèrement touchés [82] ; malgré un découpage peu géographique, le tableau suivant suffirait à prouver combien en revanche la Cévenne est demeurée à l'abri du fléau si

on oubliait l'incroyable proportion des décès inexpliqués dans les deux derniers arrondissements en 1854 (notes 24 et 82) :

Arrondissements	Décès de l'année	Décès dus au choléra	Pourcentages
Nîmes	3.977	1.018	25,5
Uzès	3.646	836	22,9
Alès	4.038	386	9,6
Le Vigan	1.952	51	2,6

D'après l'examen statistique de la mortalité en Cévenne lozérienne pendant la décennie 1853-62 [83], il apparaît que l'épidémie épargne certaines alvéoles (Saint-Hilaire, Saint-Frézal, Saint-Andéol dans la Vallée Longue), agit modérément ailleurs (Saint-Martin-de-Boubaux dans la vallée du Galeizon, les cellules de Saint-Germain-de-Calberte et de Saint-Martin-de-Lansuscle) ou en éprouve sérieusement d'autres (le couloir de la Vallée Longue jusqu'à Saint-Privat, celui de la Vallée Française jusqu'au Pompidou) ; au Nord, la population qui habite sur les versants du Lozère et du Bougès semble sortir indemne de l'épreuve. Le choléra s'étant manifesté entre les mois d'août et d'octobre, il est commode de repérer sur le graphique mensuel des décès les communes qui en ont été les victimes (fig. 25, p. suiv.).

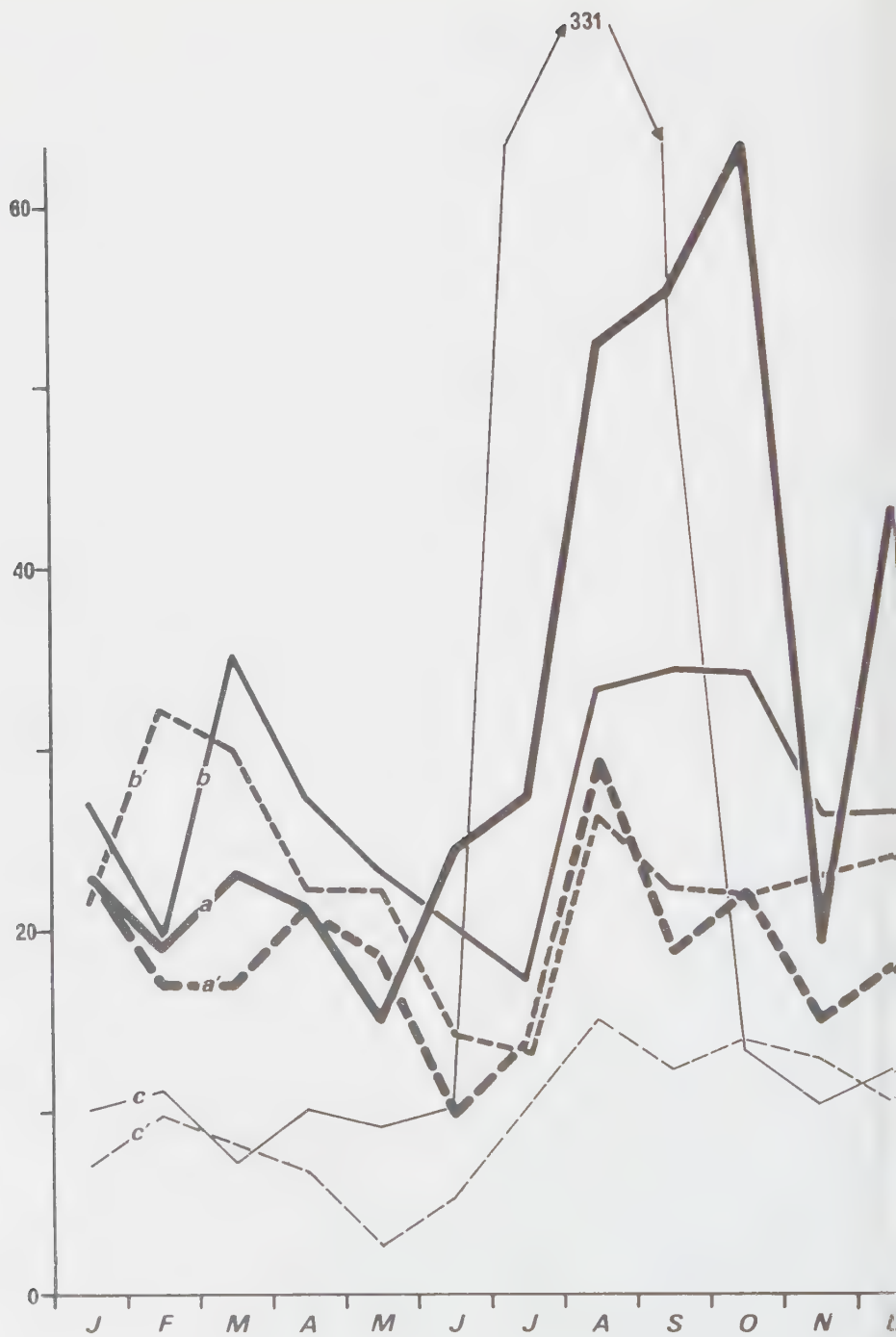
Par l'ampleur du désastre, cet exemple est unique ; il rappelle cependant à quel point est vulnérable ce « refuge » où la propagation des maladies infectieuses, même celles qui sont devenues aujourd'hui les plus anodines, peut maintenir la mortalité à un niveau trop élevé par rapport à la moyenne nationale.

a) la mortalité infantile

Exprimée par un taux non rectifié, elle se tient généralement entre 150 et 170 ‰ : pour le quinquennat 1874-78, 169 ‰ dans la Gardonnenque septentrionale (cantons de Barre et de Saint-Germain), 154 plus au Sud (Vallée Borgne, Salindrenque, massif de l'Aigoual-Lingas, Hérault supérieur). Depuis les années 1830, la situation aurait donc empiré, suivant en cela l'évolution du taux national qui se trouve alors à 167-168 [84]. Ici, les décès infantiles sont ainsi répartis [85] :

Jours	Décès	Jours	Décès	Jours	Décès
0- 4	59	15-30	36	91-180	71
5- 9	28	31-60	35	181-270	72
10-14	25	61-90	26	271-365	75

Selon la règle de J. Bourgeois-Pichat, il y a sur ce total de 427 décès . 1,25 (427 — 148) = 349 décès exogènes et, par soustraction, 78 décès endogènes.



En comptabilisant une fraction des « enfants déclarés sans vie » comme faux mort-nés (environ 14), la somme rectifiée des décès infantiles s'établirait à 441, parmi lesquels 92 seraient endogènes et les taux correspondants seraient ainsi :

	Taux endogène		Taux exogène
Brut (/2.773 n.v.)	28	et	126 ‰
Rectifié (/2.787 n.v.)	33	et	125,2 ‰

D'après ces calculs, la mortalité exogène se serait donc aggravée considérablement en une quarantaine d'années mais il n'est guère possible d'en déterminer les raisons. Très dangereux en été pour la prime enfance, le climat régional peut justifier les hécatombes de nourrissons mais il n'explique nullement le problème qui se pose ici [86] ; l'élimination des effets du hasard permettrait sans doute de le résoudre en partie... La baisse de la mortalité endogène suscite les mêmes réflexions ; l'art obstétrical aurait-il tellement progressé depuis l'époque où le préfet de la Lozère s'affligeait de voir « les habitants de la campagne préférer à l'accoucheur le plus habile ces charlatans femelles sans expérience ni lumières (...) qui immolent tant d'enfants » [87] ? En tout cas, selon l'échantillon observé, moins de grossesses finissent tragiquement et le taux de mortalité périnatale (si tous les mort-nés ont bien été enregistrés) se trouve à 53,2 [88].

La courbe représentative (n° 2, fig. 14, p. 138) montre un alignement des points jusqu'à la fin du sixième mois puis elle se redresse un peu, exprimant vraisemblablement ainsi une surmortalité exogène ; mais son allure la différencie profondément de celle du bassin houiller où la surmortalité apparaît précocement dès la fin du second mois (*ibidem*).

Fig. 25 - LE CHOLERA EN 1854 : REPARTITION MENSUELLE BRUTE DES DECES.

a et a' : Groupe le plus touché (Vialas, Collet-de-Dèze, Moissac, St-Etienne-Vallée-Française, Saint-Julien-des-Points, St-Michel-de-Dèze, Saint-Privat-de-Vallongue, Gabriac, Molezon, Le Pampidou, Sainte-Croix-Vallée-Française (10 691 habitants en 1851).

a : décès de 1854.

a' : moyenne des décès de 1853 et 1857.

b et b' : Groupe peu concerné ou épargné (cantons du Pont-de-Montvert, sauf Vialas ; de St-Germain-de-Calberte et de Barre-des-Cèvennes, sauf les communes citées en a ; Les Bondons, Bédouès, Co-

curès, La Salle-Prunet, Rousses et Saint-Laurent-de-Trèves).

b : décès de 1854.

b' : moyenne des décès de 1853 et 1857.

c et c' : Exemple d'Aniane (Hérault), commune ravagée par l'épidémie.

c : décès de 1854.

c' : moyenne des décès de 1852 et 1853.

Echelle des décès en ordonnées.

b) *la mortalité au-delà de la première année*

Dans cet ensemble de 21.000 habitants [85] sont survenus en 1874-78 2.578 décès ainsi répartis :

— 427 décès infantiles	16,6 %
— 231 décès juvéniles (entre 1 et 2 ans)	9 %
— 138 » » (entre 2 et 5 ans)	5,4 %
— 122 » » (entre 5 et 20 ans)	4,7 %
— 298 décès d'adultes (20 à 49 ans)	11,6 %
— le reste concernant des gens de 50 ans et plus	52,7 %

Avec 38 % de la population, la jeunesse contribue à 35,7 % des décès ; elle court donc beaucoup moins de risques que celle du bassin charbonnier (43 % de la population, 68,4 % des décès). C'est là bénéficier toutefois d'un bien triste privilège : dans la France de 1963 par exemple, les jeunes de moins de vingt ans sont redevables de 11,5 % des décès (ce qui est encore trop) tout en formant un peu plus de 30 % de l'effectif national [89].

La table de mortalité de cette population rurale se présente ainsi :

Age	Taux p. 1 000	Survivants	Survivants (France, 1877-81) [90]
0	154	10.000	10.000
1	118,5	8.460	8.169
2	35	7.458	
3	15,2	7.248	
4	15	7.138	
5	6,5	7.031	7.300
10	3,4	6.802	7.063
15	4,9	6.686	6.916
20	7,6	6.522	6.703
25	6,3	6.275	6.437
30	5,9	6.078	6.135
40	8	5.720	5.552
50		5.262	4.916

D'après cette table de survie, le niveau de la mortalité serait plus élevé dans cet échantillon que dans l'ensemble de la population française. Comme le montre le nombre des survivants à cinq ans (fig. 26), c'est l'enfance qui est la plus touchée par cette discrimination dont les causes doivent être plus sociales que biologiques.

En ce qui concerne le remplacement des générations féminines, la cohorte de 10.000 filles parvenues à quinze ans se réduit à 6.686. Appliquons aux divers taux de fécondité générale par tranches quinquennales d'âges les coefficients de survie correspondants (0,6686, 0,6522, etc...). Au lieu des 16.800 filles (issues de 10.000 femmes) que laisse attendre le taux brut de remplacement, il en vient seulement 10.353 ; ce *taux net de reproduction*, égal à 1,035, est inférieur à celui de la France dans la décennie 1870 : 1,04. C'est un *minimum* [91] ; en admettant que les hautes vallées et la montagne subissent les mêmes conditions de mortalité que l'échantillon décrit, le *taux net de remplacement* devrait s'y élever à 1,42. Cette diversité du mouvement naturel devrait réapparaître à l'examen des structures démographiques.

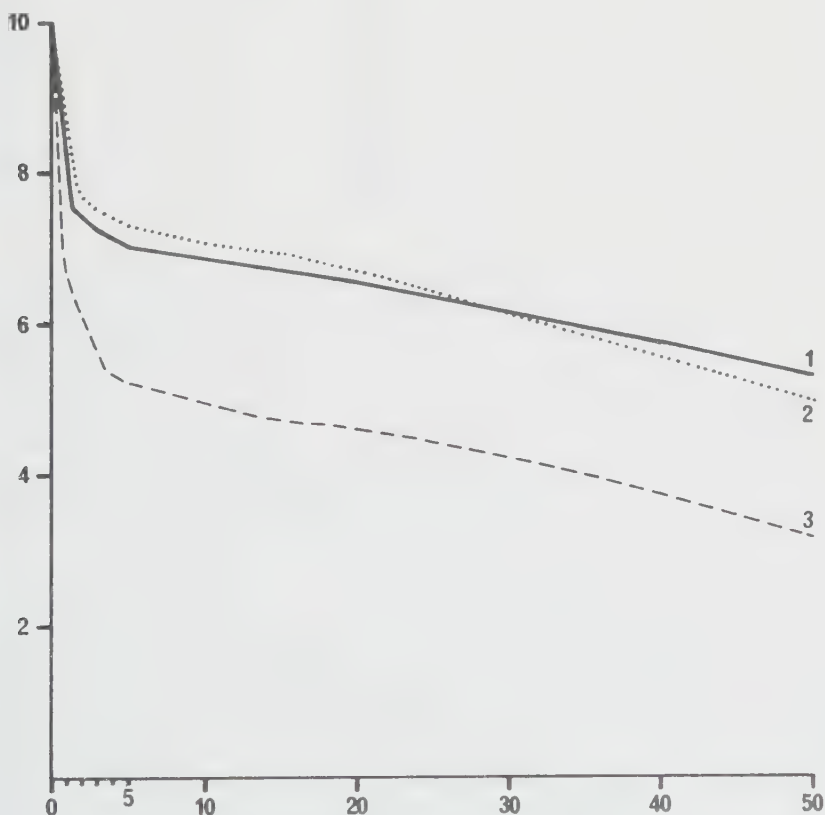


Fig. 26 - COURBE DES SURVIVANTS DANS L'ECHANTILLON RURAL EN 1876 (notes 72 et 85).

1 : Courbe de cet échantillon.

2 : Courbe française en 1877-81.

3 : Courbe de l'échantillon houiller en 1876 (fig. 15).

B. Les structures de population

I. Structures par âges et par sexes

A en juger par l'exemple des vallées méridionales, le vieillissement s'accroît de 1851 à 1876 (éch. note 72 de ce chapitre).

	1851 [92]			1876		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Jeunes (0-19)	3.178	2.905	6.083 (37,1 %)	2.386	2.342	4.728 (32,9 %)
Adultes (20-39)	2.427	2.514	4.941 (30,1 %)	1.963	2.175	4.138 (28,7 %)
Adultes (40-59)	2.001	1.720	3.721 (22,7 %)	1.831	1.661	3.492 (24,2 %)
Vieillards (60 et +)	916	735	1.651 (10,1 %)	1.090	939	2.029 (14,2 %)
Total	8.522	7.874	16.396	7.270	7.117	14.387

Entre ces deux recensements, l'indice de vieillesse passe de 27,2 à 42,8 : au cours de la même période, la France se caractérise par une imperceptible contraction du pourcentage des jeunes (36,1 et 35,5 %) tandis que celui des vieillards s'épaissit à peine : 10,2 et 11,8 % ; quant à l'indice de vieillesse national, il gagne près de cinq points : 28,1 en 1851, 33 en 1876 [93].

L'évolution de la structure par âges traduit obligatoirement un déclin de la fécondité, ce que n'exprime pas le taux brut de remplacement puisqu'en 1876 il s'identifie au taux national (1,68). Mais par ailleurs, la comparaison des taux de masculinité dans le groupe des jeunes adultes (20-39 ans) en 1851 et en 1876 peut contribuer à expliquer cette régression :

	1851			1876		
	Hommes	Femmes	Taux	Hommes	Femmes	Taux
Echantillon observé	2.427	2.514	96,5	1.963	2.175	90
France entière	5.541*	5.588*	99	5.442*	5.532*	98,5

N.B. — 5.541 *, etc... : nombres exprimés en milliers.

Quelle que soit l'incidence du service militaire sur un recensement défectueux des jeunes hommes, elle ne peut seule rendre compte de la chute du taux de masculinité en un quart de siècle. La véritable raison en est l'émigration masculine qui, nous l'avons remarqué, intensifie le célibat féminin et défavorise la nuptialité.

Par la convexité de ses flancs, la pyramide des âges trahit le vieillissement (fig. 27). Elle dénonce aussi le comportement malthusien de trop nombreux ménages : en 1876, le taux de fécondité légitime est ici inférieur à son homologue national, coté à 151 [94] ; cela restreint la proportion de jeunes et rétrécit la base du diagramme.



Fig. 27 - PYRAMIDE DES AGES DE L'ÉCHANTILLON RURAL EN 1876 (défini à la note 72 de ce chapitre).

Hommes à gauche, femmes à droite. Effectifs en centaines.

Partie grisée : non-célibataires de 15 à 49 ans.

La diversité est de règle à l'intérieur de l'échantillon ; naturellement, nous retrouvons les mêmes lignes de clivage que nous avait permis de reconnaître l'analyse de la fécondité. C'est ainsi que les bourgs offrent une physionomie profondément marquée par un déficit de jeunes : 29,4 % à Valleraugue, 28,2 % à Lasalle, 25,7 % à Saint-André... Nous serions-nous égarés dans le recensement de 1968 ? Certes non, et pourtant : la jeunesse cumulera alors 27,9 % à Lasalle, 27,1 % à Saint-André, 25,1 % à Valleraugue de la population municipale. Beaucoup moins vieillis, les *valats* annoncent au moins 35 % de jeunes. La fécondité différentielle est incontestablement en cause (tableau ci-après).

L'indice de vieillesse des bourgs ne doit presque rien à une représentation des personnes âgées plus large que dans le reste de la population. D'autre part, un pourcentage légèrement plus fort des adultes aux âges les plus fertiles devrait y avantager le secteur des jeunes mais c'est l'inverse qui se produit. Enfin, le

célibat féminin est aussi intense dans les deux groupes : sa responsabilité n'est donc aucunement engagée. La diversité des structures par âges s'explique ainsi uniquement par l'attitude différente des deux groupes devant la natalité.

Cinq aspects des structures démographiques dans				
Les trois bourgs (4 868 hab.)			Le reste de la population (9 519 hab.)	
Jeunes	1.358	(27,8 %)	3.370	(35,4 %)
Vieillards	714	(14,7 %)	1.315	(13,9 %)
Indice vieillesse	52,7		34	
Adultes (20-39)	1.431	(29,3 %)	2.707	(28,4 %)
	238		360	
Célibat. fem. (% 20-49)	$\frac{238}{1.188} = 20 \%$		$\frac{360}{1.773} = 20,3 \%$	

Au Nord, dans la haute vallée de la Cèze [78], la jeunesse de la population (5.540 habitants) n'est pas seulement redevable à la présence de nombreux « enfants assistés » dans les familles paysannes. Le taux de fécondité légitime y excède 220 ‰ : c'est pourquoi les moins de vingt ans y rassemblent 43,2 % de l'effectif total tandis que l'indice de vieillesse ne s'élève qu'à 28,1 [95].

2. La dimension des familles

Selon l'effectif des enfants dénombrés avec elles en 1876, les femmes du modèle sont ainsi distribuées :

Enfants	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Total
<i>Âges</i>											
15-19	15	6	1								22
20-24	109	119	31	5							264
25-29	93	186	127	26	4	2					438
30-34	57	159	124	76	29	6		1			452
35-39	47	117	142	80	39	27	15	7	3	2	479
40-44	66	99	115	65	29	25	12	5	1	1	418
Total (femmes)	387	686	540	252	101	60	27	13	4	3	2.073
Total (enfants)	0	686	1.080	756	404	300	162	91	32	27	3.538

L'emplacement du *mode à un seul enfant* pour l'ensemble des familles et à *deux enfants* pour celles qui sont complètes (mère âgée de quarante ans au moins) n'a pas ici la même signification que dans le bassin industriel. Le rôle de la mortalité n'est pas négligeable, il s'en faut ! Mais le malthusianisme démographique est le principal responsable de la situation et la descendance finale des femmes nées entre 1832 et 1836 est loin d'égaliser celle que nous avons rencontrée dans les mines : pour 100 femmes, 212 enfants ici et 281 là-bas.

En isolant de nouveau les bourgs du reste de l'échantillon, nous y remarquons la bien maigre fréquence des ménages où l'âge de la femme va de 35 à 44 ans qui sont à la tête de plus de deux héritiers :

	0	1	2	3	4	5	6 enf. et +
Trois bourgs ..	17,9	33,5	26,3	15	3,9	2,6	0,8
Reste populat.	9,2	18	30	16,9	9,9	8,1	7,9

La proportion de ces familles est environ deux fois moindre dans les villages qu'ailleurs. Quant au nombre de descendants pour cent familles définitivement constituées, il s'élève à 157 d'un côté mais à 250 de l'autre. Ces chiffres sont à rapprocher des taux nets de remplacement : en principe, les bourgs n'arrivent pas à renouveler leur population par le seul mouvement naturel. Et comme au fil des recensements ils perdent moins d'habitants que les autres communes de leur canton, ils apparaissent comme des relais sur les routes de l'émigration.

La haute vallée de la Cèze offre un autre exemple de familles prolifiques. Pour un ensemble de 299 ménages dont la femme est âgée de 15 à 44 ans [96], la moyenne arithmétique s'établit à 2,51, le mode se situe à deux enfants et la proportion de ceux qui comprennent au moins quatre enfants dépasse le quart du total (dans le modèle examiné ci-dessus, la moyenne était à 1,70, le mode à un seul enfant et à peine plus du dixième des familles comptait au moins quatre héritiers vivants). Dans un groupe de 336 ménages où la femme est née entre 1832 et 1841 [97], le nombre moyen de descendants est de trois par famille et 58,6 % d'entre elles ont trois enfants et davantage :

0	1	2	3	4	5	6 descendants et plus
7,4	15,2	18,8	20,2	15,3	13,6	9,5

Autant que permette d'en juger la documentation disponible, la paysannerie compose en 1876 une population jeune. En revanche, le vieillissement précoce des bourgs correspond à une structure socio-professionnelle plus diversifiée.

3. Activités économiques et structures sociales

Où que ce soit, la vie rurale est dominée par le travail de la terre. Partout, sauf dans les bourgs, au moins les quatre cinquièmes de la population active sont recensés dans l'agriculture. Cette proportion tombe à un peu plus de la moitié à Saint-André-de-Valborgne et Valleraugue, aux environs de 40 % à Lasalle. Ces communes polarisent l'industrie, représentée par des manufactures de soie où travaille une main-d'œuvre presque exclusivement féminine : 23 usines à Lasalle, Saint-André et Valleraugue, employant au total 144 hommes et 1.200 femmes. A Saumane et aux Plantiers se dénombrent aussi 5 entreprises (une

centaine de personnes, dont 90 femmes). La filature de soie vit en symbiose étroite avec l'agriculture non seulement par ses approvisionnements mais par l'utilisation d'une main-d'œuvre locale docile et peu exigeante sur les salaires. Cette solidarité de fait se révèle des plus fragiles en économie libre-échangiste : l'avisement du prix des cocons au cours de la décennie 1870 en sonne le glas [98].

Ces villages sont aussi des distributeurs de services : artisans, commerçants de détail et, ainsi les appelle-t-on officiellement en 1876, les « professions libérales » où se rencontrent surtout les fonctionnaires. Les bourgs gardent un rôle d'animation qu'ils exercent dans un rayon restreint.

D'après les exemples de la Vallée Borgne, de l'Hérault, de la Salindrenque et de la Cèze supérieure, les journaliers et ouvriers agricoles sont encore nombreux, formant environ le tiers de la population active de cette catégorie ; c'est l'indice d'une activité qui ne se modernise pas. Quant aux exploitations, elles sont, pour plus des trois quarts, dirigées par leurs propriétaires.

Les ménages agricoles sont en grande partie jeunes et bien structurés, ainsi que le montre un échantillon de 2.081 d'entre eux [99]. En effet, 83,5 % sont formés de mari et femme avec enfants ou en âge d'en procréer ; dans 12 % des cas, il n'y aura vraisemblablement pas de successeur à la génération en place (vieux ménages, vieux célibataires) ; près de 4 % sont dirigés par de jeunes célibataires dont certains peuvent se marier. Classés selon l'âge de leur chef, ces ménages se distribuent comme il suit :

— moins de 30 ans	: 136 (6,6 %)	— 50 à 59 ans	: 485 (23,3 %)
— 30 à 39 ans	: 479 (23 %)	— 60 à 69 ans	: 325 (15,6 %)
— 40 à 49 ans	: 513 (24,6 %)	— 70 ans et +	: 143 (6,9 %)

En dépit des événements qui favorisent les départs depuis une génération les structures de la paysannerie demeurent saines et contribuent ainsi à expliquer la nouvelle vague d'émigration qui se creuse dans le dernier quart du siècle ; c'est un fait dont ne peut rendre compte clairement le seul examen du mouvement naturel exprimé par des taux généraux : il paraît incroyable en effet que les courbes B4 des figures 21 à 23 tombent très bas alors que le taux d'accroissement naturel tend vers zéro ou même est négatif. Une analyse plus attentive de la démographie rurale apporte une réponse au problème ainsi posé.

Ces caractères démographiques favorisent l'émigration lorsque les circonstances y poussent. Nous avons rencontré ces ruraux nombreux dans le secteur houiller. Il est plus difficile de les repérer ailleurs, dans le Midi viticole ou les grandes villes, en Algérie, etc... [100]. Par les listes nominatives ou les actes de mariages, on les aperçoit mieux là où ils semblent s'être arrêtés de préférence : les plaines bordières (surtout la Gardonnenque moyenne, Alès, les *petites villes entre Le Vigan et Saint-Ambroix*).

La physionomie socio-économique de ces dernières s'est peu modifiée depuis la Monarchie de Juillet. Sans doute ont-elles renforcé leur potentiel manufacturier, proposant davantage d'emplois (la plupart féminins) qu'auparavant. Elles demeurent des centres urbains par la qualité de certains services et elles n'ont pas cessé d'être des rentières du sol, principalement dans le rayon de leur banlieue. Les courants migratoires traditionnels continuent d'y parvenir ; mais l'aire drainée se limite toujours aux vallées à l'issue desquelles elles sont situées. Ainsi en va-t-il par exemple de la petite agglomération Le Vigan-Avèze, forte de 6.550



Fig. 28 - PYRAMIDE DES AGES POUR TROIS PETITES VILLES EN 1876
LE VIGAN, SAINT-JEAN DU GARD, SAINT-AMBROIX

Hommes à gauche, femmes à droite Effectifs en centaines.

Gonflement de l'effectif des jeunes femmes (industries à personnel féminin)

Partie grisée : non-célibataires de 15 à 49 ans

habitants. Près de 60 % d'entre eux sont nés sur place ; 22,5 % sont originaires des vallées supérieures de l'Hérault et de l'Arre ou du rebord septentrional du Causse de Blandas ; 70 % de ces allochtones sont des adultes et 15 % ont moins de vingt ans tandis que, parmi les indigènes, le groupe des jeunes cumule 43 % de la population et celui des adultes, 46 %. Cela traduit une immigration de gens qui arrivent célibataires ou jeunes mariés et créent leur famille ici.

Les nouveaux venus sont-ils capables d'enrayer le vieillissement de ces petites villes ? La pyramide des âges (fig. 28) n'en apporte guère la preuve et les taux de fécondité légitime ne sont généralement pas très élevés :

	TFL p. 1 000	Jeunes %		TFL p. 1 000	Jeunes %
Sumène	189	36,3	Anduze	134	31,5
Le Vigan	165	33,5	St-Jean	150	29,7
Ganges	150	29,9	St-Ambroix ..	138,5	34,9
St-Hippolyte ..	134	28,8			

La proportion de jeunes n'est pas toujours conforme au taux de fécondité légitime (Anduze, Saint-Ambroix). L'emploi d'adolescentes dans les manufactures peut répondre de cette contradiction : venues de plus ou moins loin, en pension dans des établissements spécialisés ou chez des particuliers, elles contribuent à gonfler le pourcentage des jeunes. Autrement, le niveau de la fécondité rappelle le plus souvent celui des bourgs intra-cévenols [101].

D'après les taux infantiles et juveniles, la mortalité inflige ici plus de dommages qu'en milieu rural :

	Taux de mortalité (p. 1 000)		Proportion de jeunes	Décès de jeunes pour 100 décès
	infantile	juvénile (0-19)		
Echantillon rural ..	154	24,5	38,0 %	35,7 %
Le Vigan	202	36,7	35,5 %	43,3 %
Ganges	194	39	29,9 %	35,5 %
St-Ambroix	207	38	34,9 %	41,0 %

Fécondité mesurée, mortalité assez dure : ainsi se justifie dans ces petites villes un bilan naturel médiocre [102]. L'immigration renouvelant une partie des effectifs, la population devrait en somme augmenter de 1846 à 1876 ; puisqu'elle diminue (n° 3, fig. 6), ces localités industrielles apparaissent comme des étapes vers des destinations plus lointaines.

Sur le plan humain, les mouvements migratoires constituent l'aspect le plus spectaculaire des crises ou difficultés qui assaillent les activités traditionnelles, que ce soit chez les ruraux ou chez les citadins ; par leurs variations, le mouvement naturel et certaines structures transmettent à l'observation le témoignage des chocs enregistrés. Mais les caractères profonds de la démographie s'altèrent à peine, comme s'ils réagissaient peu ou tardivement aux secousses économiques. De ce point de vue, le contraste est vif avec le bassin houiller où la révolution industrielle a tout bouleversé, le paysage géographique ainsi que la vie, la conscience et la mort des hommes.

NOTES

- [1] Les divers renseignements et chiffres de production sont tirés de la thèse de C. Angelier, 1958, p. 121-127. La Grand'Combe a été formée aux dépens des Salles-du-Gardon, de Laval, Portes et Sainte-Cécile-d'Andorge. L'ensemble est passé de 3.917 habitants en 1836 à 8.197 en 1846. La commune de Bessèges a été créée en 1857 avec des sections prélevées à Castillon, Bordezac et Robiac. Pour les chiffres de population, AD Gard, 10 M 10, 172, 228 et 248.
- [2] Saint-Florent-sur-Auzonnet, Meyrannes, Robiac, La Vernarède, Portes. Au total, environ 14.000 habitants en 1876.
- [3] A cause de la création de Bessèges, Robiac perd plus de la moitié de ses habitants et les naissances y diminuent de plus des deux tiers (1857 à 1858).
- [4] Dans la région d'Auchel (Pas-de-Calais), où la population triple de 1850 à 1876, le taux brut de natalité est de l'ordre de 50 ‰ (A. Gravez, 1958). Dans la Ruhr (1879-81), le taux de fécondité globale atteint 181 dans le district de Düsseldorf, 204 dans celui d'Arnsberg (E. Wrigley, 1969, p. 159).
- [5] Les pensionnaires sont des ouvriers (beaucoup plus souvent que des ouvrières) qui se logent chez l'habitant. Il n'est évidemment pas possible de savoir s'ils sont des migrants temporaires ou des immigrés définitifs ; il est probable que ces derniers sont en minorité.
- [6] Parmi les causes du phénomène figure la fièvre puerpérale, encore meurtrière dans la seconde moitié du XIX^{me} siècle (les travaux de Semmelweiss sur son étiologie ne datent que de 1861) ; en France, elle représente 1,47 % des naissances (P. Longone, 1969).
- [7] En 1880-82 pour le Nord de la France et en 1879-81 pour la Ruhr (les deux secteurs mentionnés à la note 4, ci-dessus).
- [8] J. Ganiage, 1963, p. 91. L'infériorité du taux par rapport au nôtre s'explique par une plus forte intensité du célibat féminin.
- [9] J. Henripin, 1954, p. 74. $R_n = 4,4$ au Canada.
- [10] Pour 1.000 femmes mariées. D'après tabl. XVII, p. 83 (J. Ganiage, 1963).
- [11] I.N.S.E.E., 1966, ann. stat. France, rés. rétro., tabl. IA, p. 67 et 69.
- [12] Taux de période, non corrigé, non rectifié (918 d.i./3.628 n.v.). A La Grand'Combe, pour 1875 et 1878, 235 ‰ (225 d.i./959 n.v.).
- [13] Taux français en 1872-80, tabl. II, p. 75 ; à la fin du XVIII^{me} s., tabl. VA, p. 77 (I.N.S.E.E., 1966, ann. cité).
- [14] P. Goubert, 1960, p. 39. Cependant à Crulai (auj. dpt. de l'Orne), le taux de mortalité infantile est évalué à 236 ‰ à la charnière des XVII^{me} et XVIII^{me} s. (E. Gautier et L. Henry, 1958, p. 162-163).
- [15] D'après Franchomme, 1969, le taux atteint 227 ‰ à Roubaix (1871-80) et les décès infantiles représentent 30,6 % de la mortalité générale dans cette ville et 29,5 % à Lille (ici, 35,5 %). Ces taux concernent encore aujourd'hui certains secteurs géographiques et sociaux du Tiers Monde.

- [16] Cf. note 25, p. 68. Le taux rectifié passerait ainsi à 260 (252 pour le taux brut). A La Grand'Combe, il s'établirait à 243 (taux brut : 235).
- [17] Dans l'échantillon, l'ensemble des morts-nés concernait 2,4 % des actes de décès en 1854-58 ; il en représente 7,2 % en 1874-78. A La Grand'Combe, leur nombre évolue ainsi par quinquennat, de 1849-53 à 1874-78 : 34 (3,8 % des actes), 77, 105, 114, 105, 118 (6,1 % des actes de décès).
- [18] Rapport de la somme des mort-nés et décès endogènes aux naissances vivantes, ce qui fait ici : $201 + 63/3628 = 73 \text{ ‰}$. Dans l'exemple considéré ici, ce taux est 4,3 fois supérieur au taux endogène, ce qui exprime bien l'écologie déplorable de la gestation et de l'enfantement. Si nous examinons en effet le cas d'une population bénéficiant à ce sujet des meilleures conditions possibles, l'écart entre les deux taux se réduit de moitié environ ; c'est ainsi qu'aux Pays-Bas en 1966, le taux endogène est coté à 10,2 et le taux périnatal à 23,6 ‰ (selon ONU, ann. démo., 1967).
- [19] I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, tabl. VIII A, p. 80-81.
- [20] Elle retient les deux tiers des décès ; le taux brut de mortalité infantile s'élève à 248 ‰ (AD Gard, 10 M 176).
- [21] Cf. table de Duvillard, p. 88.
- [22] En 1866, la variole atteint 147 personnes à Bessèges et 116 à La Grand'Combe, entraînant la disparition de 22 d'entre elles. La rougeole n'est pas moins redoutable puisque, la même année, elle tue dans ces deux villes 57 habitants pour 351 cas reconnus (16,2 % de décès). A Alès, de mai à septembre 1869, on enregistre 234 décès, dont deux de 202 enfants, pour cause de rougeole (825 malades, dont 708 enfants), soit une mortalité de 28,3 % ; puis, de septembre 1870 à janvier 1871, la variole touche 520 personnes et en fait périr 87 (16,7 % de décès). AD Gard, 10 M 122.
- [23] 27 médecins et 22 officiers de santé dans ce même arrondissement en 1857, soit un médecin pour près de 4.000 habitants et un officier de santé pour 4.700 habitants : c'est beaucoup en regard de la « consommation médicale » de l'époque. Le nombre des officiers de santé décroît depuis 1860 en France ; le diplôme « qui avait permis à la médecine de s'étendre tant bien que mal aux campagnes du début du siècle » sera supprimé en 1892 (Ph. Ariès, 1948, rééd. 1971, p. 396).
- [24] Sur 1.652 décès, 178 sont dus à des maladies digestives, 66 à des maladies respiratoires, 82 à la thyphoïde, 40 au choléra, 40 à des accidents, 5 à la variole, 4 à la rougeole, 3 à la fièvre puerpérale... mais 891 causes sont déclarées inconnues (AD Gard, 10 M 176). Il n'est évidemment fait mention nulle part des maladies socio-professionnelles.
- [25] I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, tabl. VI, p. 79. Selon J. Henripin, le taux net s'élève à 1,93 au Canada, au début du XVIII^{me} s. (1954, p. 74).
- [26] Le service militaire perturbe cette répartition de manière inverse : le taux de masculinité, égal à 153 pour la classe de 30 à 39 ans, tombe à 121 pour celle de 20 à 29 ans.
- [27] Cela contribue à expliquer un déficit de jeunes alors que la part des adultes (20-39 ans) s'élève à 33,6 % ; au surplus, le célibat des jeunes ouvriers et ouvrières pourrait éventuellement décourager la natalité. En 1876, la structure nationale est la suivante :
- | | |
|----------------------|------------------------|
| — 0-19 ans : 35,8 % | — 40-59 ans : 22,6 % |
| — 20-39 ans : 29,8 % | — 60 ans et + : 11,8 % |
- selon I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, p. 43.

- [28] En d'autres termes, la moitié de l'effectif avait *au moins* (ou *plus de*) 248 enfants pour 100 ménages en 1836 et seulement 219 en 1876. Le quart de l'ensemble avait *au moins* (ou *plus de*) 384 enfants pour 100 ménages en 1836 et 343 en 1876.
- [29] Fonds de la Compagnie de La Grand'Combe, AD Gard, 18 J 210.
- [30] La distinction ne peut qu'être suggérée par la mention « pensionnaire » : les migrants temporaires retiendraient ainsi environ 10 % de la population allogène.
- [31] R. Caralp-Landon, 1959, p. 36 et carte p. 22.
- [32] A. Allix, 1929, p. 773. On peut en dire autant des ruraux du piedmont dauphinois : un exemple apparaît parmi les carnets d'ouvriers de La Grand'Combe avec navette entre Rive-de-Gier, Saint-Chamond, La Grand'Combe, Bessèges, Rive-de-Gier et La Grand'Combe.
- [33] D. Faucher, 1927 et P. George, 1935.
- [34] Dans le Gard (G. Galtier, 1960, p. 123-128).
- [35] Cf. A. Fel, 1962, p. 167-186. D'autre part, en raison de la distorsion qui s'accroît entre la charge humaine et une production stagnante (pas de progrès technique), l'agriculture subit la *loi des rendements décroissants*.
- [36] Eu égard à ses aptitudes agraires, la Montagne est trop peuplée si l'on y retient la probabilité d'une croissance démographique soutenue dans la première moitié du XIX^{me} siècle (P. Bozon, 1961, p. 261 et 266). Quant aux Cévennes, la crise agricole rend compte de l'exode dans les vallées ardéchoises (*Idem, ibidem*, p. 371-373) et languedociennes (mais elle n'est pas seule en cause).
- [37] Si nous empruntons à P. Louis (1950) certains éléments de la condition ouvrière sous la Troisième République (1870-1884), évaluons à 450 francs le salaire annuel d'un manoeuvre à mi-temps (150 journées à 3 francs) ; s'il laisse 250 francs pour sa pension, il lui reste 200 francs. Suivons maintenant A. Fel (1962, p. 185) qui évalue à 100 francs le produit brut à l'hectare sur de petites exploitations d'altitude où la révolution agricole ne s'est pas manifestée faute de moyens. Le gain net réalisé correspondrait ainsi à la mise en valeur de deux hectares supplémentaires, ce qui semble fort appréciable compte tenu de la taille de ces exploitations. En réalité, le niveau de vie ainsi amélioré reste bien pauvre.
- [38] Tous ne sont pas illettrés. Selon une statistique établie d'après les actes de mariages dans l'arrondissement d'Alès en 1854 et en 1857, le tiers des hommes et les deux tiers des femmes sont incapables de signer leur contrat (AD Gard, 10 M 176). Par ailleurs (et ceci marque mieux l'évolution dans le bassin), seulement 48,6 % des hommes et 24 % des femmes signent leur acte de mariage de 1847 à 1852 à La Grand'Combe (214 actes) alors que 74,2 % des hommes et 54,7 % des femmes signent en 1875-77 dans les communes de l'échantillon houiller (349 mariages célébrés). L'examen des carnets d'ouvriers montre nettement que ceux qui sont nés dans le bassin ou sur les marges sont moins ignorants que ceux des hautes terres du Plateau Central : du moins sont-ils signalés comme ayant reçu un enseignement élémentaire pendant quelques années...
- [39] Sondage qui extrait les deux premiers ménages de chaque page du cahier selon le critère retenu.
- [40] AD Gard, 5 E2, La Grand'Combe, 2.
- [41] Le climat des cités est un redoutable agent de contamination ; ainsi, du 25 octobre au 15 novembre 1855, 108 cas de choléra sont officiellement enregistrés à La Grand'Combe et 17 sont mortels (AD Gard, 12 M 94). Au reste, tandis que la moyenne des décès en 1851-53 s'établit à 185, elle atteint 302 en 1854-55, à cause de cette épidémie.

- [42] Il se fait une consommation incroyable de vin (parvenu ici en régie ou en fraude... en partie grâce à la proximité du vignoble cévenol). L'alcoolisme justifie l'énormité du mouvement naturel dans nombre de cas ; il inhibe aussi toute prise de conscience politique dans une bonne partie du prolétariat ouvrier.
- [43] Enseignement surtout confessionnel qui prêche plus l'obéissance à l'ordre établi qu'il ne prépare les esprits à la discussion ; limité à l'essentiel, il ne favorise guère la promotion sociale.
- [44] Le dépouillement systématique des matrices cadastrales permettrait de repérer les chefs de ménages déclarés comme ouvriers ou mineurs et dont l'activité secondaire, mais vitale, demeure l'agriculture.
- [45] La victoire du Republicain n'aurait certes pas changé grand-chose au sort de ces gens-là. Auguste Favand n'avait rien de « socialiste » dans son programme ; son comité de patronage était formé de notables qui n'avaient (ou ne voulaient avoir) aucune idée de la condition ouvrière. L'élection a un sens politique qui en dit long sur l'électorat des houillères. Toutefois, il convient de noter que le Gardon d'Alès marque la limite orientale traditionnelle du protestantisme cévenol ; déjà aux Salles-du-Gardon, à Cendras et Saint-Jean-du-Pin, donc sur la rive droite de la rivière, les catholiques composent plus des deux tiers de la population alors que, de Branoux à Saint-Sébastien, ils sont en nette minorité. Cette frontière religieuse se dessine bien sur la carte des élections législatives de 1876.
- [46] Sur cette consultation, AD Gard, 2 M 73.
- [47] Le Pont-de-Montvert, Fraissinet de Lozère, Les Bondons, Cassagnas.
- [48] Le trajet des courbes entre 1866 et 1876 est peut-être erroné, le recensement de 1872 étant douteux.
- [49] Pour le Massif Central, A. Fel, 1962, p. 173 à 180.
- [50] Prix du seigle in *Journal de la Lozère* jusqu'en 1851, puis *Bulletin de la société d'agriculture de la Lozère*.
- [51] Dans le massif de l'Aigoual-Lingas en 1855, les rendements en seigle ont atteint en moyenne 4 ho/ha.
- [52] L'hectolitre de pommes de terre passe de 4,10 à 7,45 francs de 1846 à 1847, de 4 à 5 francs (1849-53) à 8,30 francs en 1854 et 9,15 francs en 1857 ; on retombe ensuite au-dessous de 5 francs (AD Gard, 8 M 30, 32 et 33).
- [53] En 1871, un domestique de ferme, nourri et logé, reçoit ici 225 francs (P. Higonnet, 1971, p. 97). Un manœuvre des houillères garderait environ 400 francs, déduction faite du prix de sa pension (note 37, *supra*).
- [54] P. Higonnet, 1971, p. 95.
- [55] *Idem, ibidem*, p. 100.
- [56] Selon G. Duveau, 1946, p. 307, le salaire moyen d'un ouvrier des houillères serait de 874 francs en 1870.
- [57] Sans tenir compte du sommet contestable de 1872.
- [58] Ceci au cours des années 1870 (P. Higonnet, 1971, p. 95). Pour la France, entre 1872 et 1880, ce rapport s'est élevé à 31,5 naissances pour 10 mariages (A. Armand, 1971, p. 48). Dans un régime « ancien », on compterait au moins 45 naissances pour 10 mariages (P. Goubert, 1968, p. 60).
- [59] AD Gard, 8 M 30 à 33.

- [60] Ch. Teissier du Cros, 1903, p. 60. D'après L. de l'Arbousset (1899), « on vit le riche propriétaire possédant un revenu de 8 à 10.000 francs, le paysan aisé retirant 3 à 4.000 francs de sa récolte de cocons, ruinés du jour au lendemain ». En 1830, la comptabilité d'une riche propriété d'Aulas révèle que sur 11.700 francs de recettes, 4.600 francs (près de 40 %) proviennent des cocons (AD Gard, 3 J 38).
- [61] Saint-Ambroix, Génolhac, Saint-Martin-de-Valgalgues, Saint-Jean-du-Gard (AD Gard, 12 M 101).
- [62] Saint-André-de-Valborgne, Lasalle, Sumène, Valleraugue, Le Vigan, Alzon (AD Gard, 12 M 102).
- [63] [64] Archives de la mairie de Saint-Germain-de-Calberte, série non classée.
- [65] En 1862, 707 éducations, dont 380 de moins de dix onces, sont dénombrées à Saumane, Saint-André-de-Valborgne et aux Plantiers (3.525 habitants en 1861).
- [66] Selon l'exemple du canton de Saint-Germain-de-Calberte en 1862 : le quintal de feuilles à 5 francs, l'once de graine à 12 francs, le kilo de cocons à 5 francs. On note que le prix de la feuille est tombé de moitié depuis 1852. Une conversion de la mûreraie s'avère nécessaire si le bénéfice qu'on en retire ne paie plus les frais d'entretien.
- [67] R. Dugrand, 1963, p. 357. Le vignoble de l'Hérault passe de 114.000 ha en 1850 à plus de 220.000 en 1875.
- [68] Le calcul étant limité à trois types d'utilisation du sol (labours, mûreraies, châtaigneraies), la densité se révèle moins forte en 1846 dans la Vallée Borgne (Dté = 62) que dans les vallées voisines : Moissac et Saint-Etienne, Saint-Martial, Mandagout, Saint-André-de-Majencoules et Notre-Dame-de-la-Rouvière (Dté = 76). Il semble donc normal qu'en temps de crise l'émigration soit plus intense là où la pression est la plus forte. Mais ce rapport n'est pas vraiment satisfaisant : en effet, d'après le classement cadastral, la Vallée Borgne est désavantagée puisque la fraction cumulée de ses terres labourables et de ses terres à mûriers à la limite supérieure de la classe 3 s'élève à 51 et 68,8 % tandis qu'ailleurs ces pourcentages atteignent respectivement 83 et 84 % (pour la châtaigneraie, les différences de qualités sont négligeables entre les deux ensembles considérés). Cela pourrait justifier, jusqu'à plus ample information, une démographie précocement « évoluée » dans la Vallée Borgne. Le taux de natalité est faible (moins de 25 ‰ durant toute la période) ; le malthusianisme est dénoncé par les résultats du recensement de 1851 (AD Gard, 10 M 138) : la comparaison entre les cantons de Valleraugue et de Saint-André-de-Valborgne révèle une population plus jeune dans le premier que dans le second (39,5 et 33,6 % de 0 à 19 ans) ; le taux de fécondité légitime est plus faible le long de ce Gardon que dans la vallée de l'Hérault : 146 et 201 ‰.
- [69] AD Gard, 10 M 234 et 235.
- [70] AD Lozère, E 4.025 et AD Gard, 10 M 241. Ces deux communes ne rassemblent, avec 692 habitants, que 13,7 % de l'échantillon, ce qui est trop peu pour prétendre à une solution convenable du problème. Le taux de fécondité légitime devrait plutôt se trouver vers 200 ‰ et la proportion de jeunes avoisiner 40 %, compte tenu d'une honorable représentation des gens de soixante ans et plus : 14 à 15 %.
- [71] *Causse Noir et Larzac* : communes de La Cavalerie, La Couvertorade, La Cresse, l'Hospitalet, Mostuejous, Nant, Peyrelau, Rivière-sur-Tarn, La Roque, Sainte-Marguerite, Saint-André-de-Vézins, Veyreau.
Lévézou : communes d'Alrance, Saint-Bauzély, Saint-Laurent-du-Lévézou, Saint-Léon, Salles-Curan, Ségur, Vézins, Villefranche-de-Panat.
 AD Aveyron, 29 M 4 : 8, 9, 13, 14. Greffes de Rodez et Millau.

- [72] Cantons de Saint-André et de Valleraugue ; dans celui de Lasalle, communes de : Cognac, Lasalle, Saint-Bonnet, Sainte-Croix-de-Caderle, Soudorgues, Vabres.
- [73] Suggérée par le remariage des veufs, la surmortalité féminine ne peut être dénoncée que par la table de mortalité. Elle apparait sur la table française de 1875-77 (I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, tabl. V A, p. 77).
- [74] AD Gard, 10 M 138. I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, p. 76.
- [75] Contrairement aux idées reçues, ces « accidents » sont moins fréquents dans le bassin houiller ; mais peut-être ne s'agit-il que d'un aléa statistique... Toutefois, leur répartition selon l'âge de la mère suscite la discussion. Dans les mines, ils concernent surtout des filles de moins de vingt et un ans (8 naissances sur 13) et il est probable que de nombreux mariages de toutes jeunes filles sont provoqués ou hâtés par des conceptions illégitimes. En milieu rural, 9 naissances naturelles sur 12 surviennent chez des filles majeures. En supposant que les femmes du premier groupe aient, par rapport aux paysannes, un accès plus facile aux procédés anticonceptionnels ou abortifs, le problème ne mériterait pas qu'on s'y attarde puisque les données en sont inconnues. Il ne s'agit peut-être que d'un aspect banal des mœurs à la campagne ; cela peut résulter aussi des contraintes et empêchements auxquels se heurtent les candidats au mariage dans une société traditionaliste.
- [76] Période 1896-1900 : 15-19 ans, etc... : 291, 319, 248, 172, 114, 48, 7. Les mort-nés étant compris dans les calculs, ces taux devraient être légèrement abaissés pour se comparer aux nôtres (A. Landry, 1949, p. 357).
- [77] Les artisans, industriels, commerçants et autres représentants du secteur tertiaire forment une partie de la population des bourgs tandis que les écarts sont en presque totalité peuplés de paysans.
- [78] Aujac, Bonne vaux, Concoules, Génolhac, Malons, Pontails, Sénéchas.
- [79] Des progrès sérieux sont réalisés dans le dernier quart du XIX^e siècle.
- [80] En 1854, 41,5 % des décès restent inexpliqués dans l'arrondissement du Vigan.
- [81] AD Lozère, M 12.367. Pour le dernier exemple, le cas de Florac est particulier puisqu'il a pu y mourir à l'hôpital des habitants d'autres communes.
- [82] Dans la vallée de l'Hérault, en bordure de la Garrigue de Montpellier, Aniane a enregistré 551 décès en 1854 pour 105 en 1851 et 1852 et 118 en 1853 (AD Hérault, 3 E 10.8 et P. Marres, 1954 b).
- [83] AD Lozère, série 4 E.
- [84] A. Armengaud, 1971, fig. 4, p. 18. I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, tabl. II, p. 75.
- [85] Aux communes de la note 72 (*supra*) s'ajoutent Saint-Martial, Arphy, Aulas, Aumesas, Mandagout, Mars, Bréau-Salagosse, Dourbies, Saint-Sauveur-des-Pourciels.
- [86] L'été est plus meurtrier en plaine qu'en montagne. Ainsi en 1857 le taux rectifié exogène atteint 229 ‰ dans l'arrondissement d'Alès (empiétant sur la Cévenne, il comprend aussi le fosse d'Alès et les plaines de la moyenne Gardonnenque) ; il ne s'élève qu'à 161 ‰ dans celui du Vigan, plus montagneux. D'après les données concernant la seule population rurale, AD Gard, 10 M 176.
- [87] G.-J. Jerphanion, 1803, p. 58.
- [88] Il est fort probable qu'une partie des décès réputés endogènes a une cause exogène.
- [89] S. Hemery et C. Piro, 1965, tabl. II bis, p. 11.

- [90] I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, tabl. VIII A, p. 80-81.
- [91] Il concerne le groupe des 14.500 habitants défini à la note 72 de ce chapitre.
- [92] AD Gard, 10 M 138.
- [93] D'après I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, tabl. XI, p. 57.
- [94] D'après tabl. IX A, p. 43 pour calcul des taux de masculinité ; tabl. I B, p. 68 et XII B, p. 59 pour calcul du taux de fécondité légitime (*ibidem*).
- [95] Il est bien probable que la construction de la voie ferrée Brioude-Langogne-La Grand'Combe, ouverte en 1870 (R. Caralp-Landon, 1959, p. 36), a contribué à rajeunir les communes du couloir régordan. Dans les localités qu'elle traverse, le chiffre des naissances s'élève brusquement ; ainsi Concoules enregistre environ 20 naissances par an jusqu'en 1865, 45 en 1866, 31 en 1867, une vingtaine ensuite ; à Génolhac, de 39 en 1864, on passe successivement à 64, 71, 83, 52, 53, 52... Même poussée à Sainte-Cécile : 53 en 1863, 68, 80, 67, 48, 45... Là où la ligne ne passe pas, la natalité ne subit que des fluctuations banales.
- [96] Aujac, Bonnevaux, Concoules, Pontails, Sénéchas (AD Gard, 10 M 241).
- [97] Ajouter à [96] Malons, Génolhac (*ibidem*, même cote) ainsi que Dourbies, Saint-Sauveur-des-Pourcils et Trèves (*ibid.*, 10 M 235).
- [98] Evolution du prix du kilo de cocons en Vivarais (E. Reynier, 1921) :
- 1866-70 : 7 F
 - 1871-75 : 6,15 F
 - 1876-80 : 4,74 F.
- Selon Teissier du Cros, les salaires n'auraient pas bougé depuis 1820 (C. Teissler du Cros, 1903, p. 135).
- [99] Aujac, Bonnevaux, Chambon, Concoules, Pontails, Sénéchas ; canton de Saint-André-de-Valborgne ; Cognac, Lasalle, Saint-Bonnet, Sainte-Croix-de-Caderle, Soudorgues, Vabres.
- [100] Il faudrait dépouiller pour cela une multitude de listes nominatives. Il est plus commode de tenir pour vraisemblables les destinations suggérées par les transformations économiques régionales... et nationales. Pour ce qui concerne l'Algérie, il existe aux Archives du Gard une maigre documentation relative à quelques Cévenols qui, dans les années 1860, ont sollicité un lot de colonisation (onze dossiers, dont celui d'un médecin de Saint-André-de-Majencoules désirant exercer là-bas). 6 M 937.
- [101] On y retrouve les mêmes différences entre ménages *intra muros* et ceux de la campagne. Ainsi le nombre moyen d'enfants par femme non-célibataire et âgée de 35 à 44 ans est de 1,94 dans la ville du Vigan et s'élève à 2,31 dans la population rurale. A Saint-Jean-du-Gard, les moyennes respectives sont de 1,74 et 2,24.
- [102] L'excédent des décès est assez courant au Vigan, à Saint-Hippolyte et Saint-Ambroix mais peut-être dû à une mortalité accrue dans les hospices, etc... A Ganges, le déficit naturel est constant depuis 1851 (R. Dugrand, 1953, p. 66).



Chapitre troisième

Vers une nouvelle géographie de la population cévenole

(fin XIX^{me}, début XX^{me} siècles)

L'évolution démographique amorcée vers 1840-50 se poursuit dans le même sens pour les divers ensembles humains (fig. 6). Tandis que l'essor du bassin houiller, un moment infléchi, reprend un rythme qui ne sera plus celui d'avant 1866, le déclin se confirme dans les vallées rurales et les petites villes, après la pause de 1866-76. Quant à la progression d'Alès, elle se ravive depuis 1866...

Sur le plan national, cette fin de siècle prolongée est caractérisée par de nouveaux progrès économiques : la consommation du charbon, du fer et autres produits industriels s'accroît massivement ; la longueur du réseau ferré, qui était de l'ordre de 20.000 kilomètres vers 1876, atteint presque 40.000 kilomètres en 1910 [1]. L'urbanisation hâte l'exode rural : la proportion de citadins gagne près de 10 % entre 1876 et 1906 et le gain profite surtout aux villes de plus de vingt mille habitants [2]. De 1876 à 1912, le nombre des paysans chute de 6.8 à 5,2 millions [3].

En général, le sort de la population s'améliore puisque son espérance de vie (E₀) augmente : 40 ans en 1861-65, 47 ans en 1898-1903, un peu plus de 50 ans en 1908-13. Le nombre devrait donc s'accroître ; mais la France vieillit parce que sa fécondité diminue : le taux net de remplacement n'a rien gagné à l'allongement de la vie moyenne ; bien au contraire, de 111 en 1876, il descend à 98 en 1891, à 95 en 1906 [4].

La *Région* est le théâtre de mutations fondamentales. Le phylloxéra vaincu, on assiste à l'invasion irrésistible du « vignoble de masse », si bien nommé. Par ailleurs, les développements de la révolution économique et le choix des investissements accélèrent le déclin industriel. Le rôle de la plaine viticole dans la direction des affaires s'affirme de plus en plus alors que périclité l'arrière-pays. Une des manifestations les plus visibles de ce contraste est l'épanouissement continu des grandes villes (dont une seule, Alès, est « intérieure ») en face de celles qui stagnent ou s'amaigrissent [5].

← Sur le versant occidental du Lozère, au-dessus de Runes.
Une fringale de terres, des terroirs de disette...

Cette fièvre favorise d'amples mouvements de population, d'autant plus que d'une manière générale, les secteurs qui participent le plus au commandement de l'économie se laissent aller au malthusianisme, les grandes villes étant « de loin les moins fécondes » ; au début du XX^{me} siècle, le Bas-Languedoc se caractérise même par un excédent des décès sur les naissances et par des taux bruts « très éloignés de leurs homologues nationaux » [6]. Il existe donc en contrebas des vallées cévenoles une ambiance favorable à une émigration de montagnards : l'natalité du haut pays permet de reconstituer par le canal de l'exode les effectifs qui n'arrivent pas à se régénérer en dépit de leur jeunesse. En Cévenne, les taux bruts du début du XX^{me} siècle sont partout supérieurs à celui de la Région. La Vallée Borgne, qui est cependant la plus mal en point, offre de 1899-1908 des taux plus élevés : 19,6 et 18,4 contre 17,5 ‰.

D'autre part, les progrès des techniques agricoles dans d'autres régions et le rôle croissant du commerce dans l'approvisionnement en denrées défavorisent ici une paysannerie qui demeure mal équipée et peu productive, malgré les vides qui s'y sont ouverts [7]. Qui plus est, la maladie qui frappe la châtaigneraie s'ajoute aux difficultés persistantes de la sériciculture, officiellement protégée depuis 1892. Si l'on considère par ailleurs les progrès de l'instruction primaire, l'offre de salaires ou de traitements plus élevés dans l'industrie, les services et les administrations, la décadence de l'industrie diffuse commandée à partir du périmètre cévenol, il apparaît bien que les raisons d'émigrer ne manquent pas. Comme d'habitude, la majorité des déplacements s'effectue vers les régions méditerranéennes, les villes situées au débouché des grandes vallées (Le Vigan, etc...) et le bassin houiller. Dans ce dernier secteur, l'industrie se heurte à des obstacles d'ordre économique et social et le solde migratoire est négatif durant ces trente années ; par rapport à la population totale, l'effectif cévenol diminue : ce n'est pas que la Haute Gardonnenque ni les vallées voisines soient épuisées ; mais pour les compagnies houillères et métallurgiques, les zones de recrutement et la main-d'œuvre se trouvent de préférence ailleurs.

L'ÉVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DU BASSIN INDUSTRIEL

En 1876, la production totale de charbon cévenol est de l'ordre de 1,5 million de tonnes ; en montée brutale depuis 1850, elle plafonne en 1880 et, jusqu'à la première guerre mondiale, elle se tient autour de 2 millions, accusant un fléchissement assez léger entre 1890 et 1905-10. Le nombre de 10.000 mineurs est acquis dans la décennie 1870 ; jusqu'en 1914, il oscille entre 10 et 12.000 ouvriers [8]. En ce qui concerne les usines de fer de Tamaris et Bessèges, qui fournissaient ensemble 36.000 tonnes de produits en 1865, elles en livrent 135.000 en 1900. La population du bassin s'accroît donc moins vite qu'auparavant ; au recensement de 1906, ses structures expriment une maturité dont rend compte un bilan naturel plus mesuré que celui de la période précédente.

I. LE MOUVEMENT NATUREL

A. La natalité

La tendance est à la baisse ; dès les années 1890, c'est l'effondrement :

	La Grand'Combe		Ech. houiller *		France entière **
	n.v.	TBN	n.v.	TBN	TBN
1874-1878	2.482	49	3.628	52	26,2
1879-1883	2.824	48,1	3.780	49,1	25,1
1884-1888	2.528	44,6	3.273	42,8	24,1
1889-1893	2.654	40,5	2.906	38,8	22,8
1894-1898	2.353	35,3	2.459	33	22,4
1899-1903	1.704	29,6	2.424	33,1	21,9
1904-1908	1.510	26,8	2.158	28,8	20,7
1909-1913	1.450	25,1	1.980	27,2	19,4

* Saint-Florent, Meyrannes, Molières-sur-Cèze, Robiac, Portes, La Vernarède.

** INSEE, 1966, ann. citée, d'après tabl. IC, p. 71.

Ce recul se confirme par l'examen des *taux de fécondité globale* : tandis que ces derniers se cotaient à plus de 200 en 1876, ils tombent en 1896 à moins de 170 ‰ dans le secteur de La Grand'Combe (187,5 en 185 à Portes et à Laval-Pradel, 172 à La Grand'Combe même, 168 et 166 à Branoux et à Saint-Cécile, 150 à La Vernarède et 144 aux Salles-du-Gardon) et plus bas encore dans les vallées de la Cèze et de l'Auzonnet (151 dans l'agglomération de Meyrannes et Molières, 145 à Castillon, 142 à Robiac, 125 à Bessèges, 157 à Saint-Florent) [9].

En 1906, ces mêmes taux sont descendus à 109 à La Grand'Combe et à 118 dans les six communes de l'échantillon ; en une génération, dans un domaine où les jeunes adultes sont en principe nombreux, la fécondité est en quelque sorte tombée de moitié. La chute est certes banale mais elle surprend par sa rapidité ; durant le même intervalle, le taux national régresse plus calmement : 101 en 1875-77, 86,2 en 1895-97, 79,9 en 1905-07 [10]. Dans une région industrielle de modeste extension géographique, s'est substitué en peu de temps au régime « primitif » des années 1860-80 un climat nouveau, empreint de malthusianisme, dont vont être examinés divers aspects [11].

1. La nuptialité

a. *Entre 1876 et 1906 le célibat féminin a augmenté (éch. 6 com.) :*

	15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49 ans
1876	82,6	26,8	6,5	5	5	6	2,5
1906	94	43,2	14	7,2	5	6,5	5,5

Nous remarquons en particulier que les classes comprises entre vingt et vingt-neuf ans, celles qui sont biologiquement les plus fécondes, recèlent en 1906 une proportion de célibataires de 28,5 % alors qu'elles n'en comptaient que 15,5 % en 1876 : c'est presque le double ! A partir de trente ans, les taux sont pratiquement identiques ; à première vue, il semble donc que les filles en 1906 se marient plus tardivement que leurs mères en 1876. En tout cas, l'intensification du célibat dans les classes les plus jeunes justifie en partie les taux de fécondité globale très affaiblis que nous venons de rencontrer ci-dessus.

L'examen de la structure par sexes contribue à éclairer le problème. Si nous considérons en effet les hommes âgés de dix-huit à quarante-neuf ans et les femmes de quinze à trente-neuf ans [12], le taux de masculinité, qui était de 159 en 1876, tombe à 110 en 1906 ; cela signifie que les femmes sont devenues relativement plus nombreuses entre ces deux dates et que, de ce fait, leurs chances de se marier se sont amoindries. De même, le taux de masculinité de la population mariable (célibataires, veuves et veufs) décroît de 141 (1876) à 112 (1906). Cette régression est un facteur indirect de la baisse de la fécondité.

b. *L'âge féminin au mariage*

Dans les six communes du modèle, du 1^{er} janvier 1904 au 31 décembre 1907, 492 mariages ont été célébrés. Les dix actes qui concernent des femmes d'âge très canonique étant éliminés, restent 482 nouvelles mariées qui se répartissent ainsi, de quinze à quarante-neuf ans :

15 ..	2	20 ..	63	25 ..	25	30 ..	4	35 ..	3	40 à 44	6
16 ..	3	21 ..	58	26 ..	20	31 ..	4	36 ..	2	45 à 49	7
17 ..	10	22 ..	60	27 ..	13	32 ..	2	37 ..			
18 ..	26	23 ..	59	28 ..	7	33 ..	3	38 ..	2		
19 ..	46	24 ..	41	29 ..	8	34 ..	6	39 ..	2	Total	482

L'ensemble comporte 23 remariages de telle sorte qu'il y a 459 premiers mariages, distribués comme il suit :

15-19 ans :	87 (18,9 %)	30-34 ans :	15 (3,3 %)
20-24 ans :	279 (60,9 %)	35-39 ans :	5 (1,1 %)
25-29 ans :	67 (14,6 %)	40 ans et + :	6 (1,2 %)

L'âge moyen est retardé par rapport à 1876 : il passe de 21,5 à 23,4 ans ; la médiane augmente d'un an et demi (20 à 21,5 ans) ; mais le quartile supérieur s'accroît de quelques mois seulement et le mode reste à 20 ans. En somme, de 1876 à 1906, le « vieillissement » se traduit surtout par une translation de la classe 15-19 ans à la classe 20-24 ans ; pour une population devenue malthusienne, cela influe bien peu sur le niveau de la fécondité. En théorie, d'après les taux de nuptialité par classes quinquennales et les risques de mortalité étant

annulés, il devrait demeurer 377 célibataires à vingt-cinq ans d'un effectif initial de mille filles âgées de quinze ans. Du point de vue qui nous intéresse ici, le recul de l'âge féminin au mariage paraît d'un effet négligeable vis-à-vis de l'ampleur qu'à prise le célibat définitif.

c. La durée des unions

La proportion des veuves par classes n'a pas beaucoup diminué depuis 1876 : dans le cas le moins défavorable (40-44 ans), elle a baissé du tiers ; elle descend à peine dans les autres classes : 5,7 à 4,3 %, 2,8 à 2,4 % (respectivement 35-39 et 30-34 ans). C'est que le tranchant de la mortalité s'est émoussé aux âges adultes, du côté des hommes. Le pourcentage des veufs a reculé, les femmes étant mieux protégées ; il a ainsi régressé (1876 à 1906) :

- 25 à 39 ans : 1,95 à 0,75 % ;
- 40 à 49 ans : 6,15 à 2,48 %.

Ces ruptures d'unions ne doivent pas être mésestimées quand on voit par exemple que, sur 22 veuves qui se remarient, le tiers n'a pas trente ans et la moitié n'a pas atteint trente-cinq ans. C'est important : à partir de cet âge-là en effet, surviennent encore plus de 16 % des naissances dénombrées dans l'échantillon.

2. La fécondité féminine

En quatre années (1904-07), 1.690 enfants sont nés vivants dans les six communes. La répartition est la suivante, en fonction de l'âge de la mère au moment de l'événement :

15 ..	1	20 ..	49	25 ..	132	30 ..	92	35 ..	56	40	27
16 ..		21 ..	87	26 ..	115	31 ..	76	36 ..	41	41	18
17 ..	6	22 ..	96	27 ..	112	32 ..	78	37 ..	32	42	8
18 ..	12	23 ..	104	28 ..	109	33 ..	58	38 ..	30	43	11
19 ..	31	24 ..	126	29 ..	102	34 ..	33	39 ..	29	44	11
										45 - 49	8

a. La fécondité globale

La première naissance se place à 15 ans, la dernière à 47 ans ; les principaux paramètres de dispersion se rencontrent à plus de 23 ans (Q1), à peine 27 ans (médiane), un peu plus de 31 ans (Q3) : le mode est à 25 ans et la moyenne arithmétique est légèrement supérieure à 28 ans. Comparés à ceux de 1876, ils indiquent une attitude restrictive en face de la fécondité : les femmes auraient leurs enfants plus vite et, à partir d'un âge plus précoce que par le passé, elles ne désireraient plus en avoir d'autres. Les taux généraux par classes quinquennales n'infirmant pas cette interprétation :

Ages	Naissances vivantes	Femmes	Taux (p. 1 000)	Ages	Naissances vivantes	Femmes	Taux (p. 1 000)
15-19 ...	50	569	21	35-39 ...	188	438	107
20-24 ...	462	658	175	40-44 ...	75	397	47,6
25-29 ...	570	671	210	45-49 ...	8	382	5,2
30-34 ...	337	542	155,5	15-49 ...	1.690	3.657	115

N.B. — Le chiffre des naissances porte sur quatre années.

La confrontation avec les taux généraux de 1876 est instructive : exprimée en pourcentage, la baisse pour chaque classe est de :

— 58 % de 15 à 19 ans	— 58,2 % de 35 à 39 ans
— 39 % de 20 à 24 ans	— 65 % de 40 à 44 ans
— 40,3 % de 25 à 29 ans	— 75,3 % de 45 à 49 ans
— 53 % de 30 à 34 ans	— 48,5 % de 15 à 49 ans

Comme il n'est pas possible de porter ce déclin au compte du seul célibat, il faut aussi incriminer la répugnance des couples à procréer autant que leurs parents.

b. La fécondité légitime

Les 17 naissances naturelles étant décomptées, les taux pour 1.000 femmes non-célibataires de chaque classe quinquennale sont les suivants :

15-19 ...	297	25-29 ...	245	35-39 ...	113	45-49 ...	5,4
20-24 ...	304	30-34 ...	168	40-44 ...	51	15-49 ...	152,2

Par rapport à 1876, la chute est spectaculaire :

— 10 % de 20 à 24 ans	— 57,8 % de 35 à 39 ans
— 25 % de 25 à 29 ans	— 65 % de 40 à 44 ans
— 51,7 % de 30 à 34 ans	— 75,1 % de 45 à 49 ans

Tout cela corrobore ce qu'évoquait l'examen de la dispersion statistique des naissances : les jeunes ménages procréent les enfants qu'ils désirent puis s'abstiennent d'en concevoir d'autres [13]. Cette stérilité volontaire trouve à se justifier dans un milieu socio-économique où la phase pionnière de la mise en valeur est dépassée, où la structure sociale s'est diversifiée, où l'instruction s'est répandue et où l'essor industriel est entravé par des crises. Le recul de la nata-

lité précède celui de la mortalité : on a su plus tôt éviter la conception d'un enfant qu'on a été capable de disputer à la mort beaucoup de ceux qu'on avait fait naître (fig. 29).

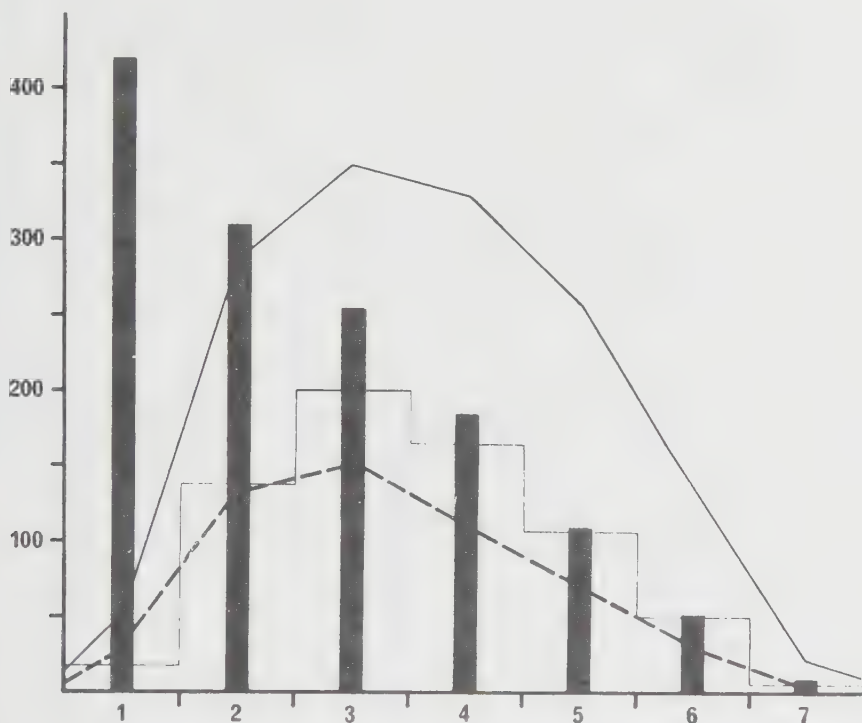


Fig. 29 - LA FECONDITE FEMININE DANS LE BASSIN HOUILLER EN 1906 (éch. des six communes).

Barres : Taux de fécondité générale (p. 1 000).

Bâtons : Taux de fécondité légitime (p. 1 000).

Courbe : Rappel des taux généraux en 1876 (p. 1 000).

Tiré : Taux généraux pour 1 000 en France en 1905-07 (INSEE, 1966, Ann. citée, tabl. IV, p. 76).

N.B. . Les classes quinquennales sont numérotées de 1 (15-19 ans) à 7 (45-49 ans).

c. Le taux brut de remplacement

D'après les taux généraux par classes d'âges valables en 1904-1907, la cohorte fictive de 1.000 filles procréera en trente-cinq ans 3.606 enfants, dont 1.767 filles. Ce taux brut de 1,77 dépasse son homologue national (environ 1,30 vers 1900-1907) ; toutefois, il s'en est considérablement rapproché en trois décennies !

B. La mortalité

Mesurée par les taux bruts, elle diminue dans l'ensemble plus lentement que la natalité ; c'est seulement vers 1894-98 que sa régression devient plus rapide que celle de la natalité. D'après le tableau ci-après, l'impression de recul est certaine, mais elle est trompeuse. Sans doute le taux brut se dégonfle-t-il davantage dans ce bassin houiller que dans la France entière, mais le handicap était énorme en 1874-78... Par ailleurs, la régression du taux national concerne une population qui, en 1876, était déjà plus vieille que la nôtre et qui, en une génération, ne s'est pas rajeunie : le pourcentage des moins de vingt ans s'abaisse de 35,7 en 1876 à 33,9 en 1906 alors que celui des jeunes adultes augmente légèrement (29,6 à 30,3). Ici, en 1896 et en 1901, la proportion des jeunes est de l'ordre de 41 % (France : environ 34,5 %) mais les taux bruts, cotés à 26,6 et 24,2 ‰, excèdent de beaucoup celui de la France (20,5 ‰ environ). En fait, le niveau de la mortalité tarde bien à s'aligner sur celui de la population nationale [14].

	La Grand'Combe		Ech. houiller *		France entière **
	Décès	TBM	Décès	TBM	
1874-1878	1.831	36,2	2.583	36,7	22,4
1879-1883	2.171	37	2.383	31	22,5
1884-1888	1.935	34,2	2.256	29,4	22,2
1889-1893	2.023	30,8	2.082	27,8	22
1894-1898	1.959	29,5	1.801	24,1	20,7
1899-1903	1.379	26,3	1.669	22,8	20,3
1904-1908	1.216	20,5	1.672	22,3	19,5
1909-1913	1.038	18	1.367	18,7	18,3

* Même échantillon que celui de la natalité.

** INSEE, 1966, ann. cité, d'après tabl. IC, p. 71.

1. La mortalité infantile

Le taux brut du modèle observé, qui culminait à 252 ‰ en 1874-78, descend ainsi jusqu'à la fin du siècle : 235 en 1879-82 et en 1884-87, 201 en 1889-92, 198 en 1894-96 et 168 en 1899-1902. A La Grand'Combe, le taux brut de 1894-96 arrive encore à dépasser celui de 1874-78 : 245 ! Dans l'ensemble de la France, le même taux se rencontre alors à 161 ‰ [15].

Ces taux « industriels » sont désespérants : ils ne surprendraient pas dans un régime « ancien ». Il existe cependant pire ailleurs : G. Franchomme (1969) évalue le taux brut de Roubaix à plus de 210 pour la décennie 1891-1900 ; celui de Lille le vaut presque mais, d'après ce qu'indique cet auteur, ceux de Marseille ou de Saint-Etienne doivent être plus bas. Dans l'Angleterre noire ou dans la Ruhr, ces taux étaient dépassés vers la fin du siècle dernier [16]. Aujourd'hui,

ils caractérisent encore la population rurale de certains pays du Tiers Monde où les maladies infectieuses et les accidents de sevrage sont favorisés par l'absence d'un équipement médico-social [17]. Or, pendant longtemps, le prolétariat ouvrier de cette Europe industrielle a peu connu le médecin.

En 1904-1908, sur 1.672 décès enregistrés, 369 sont infantiles, ce qui porte le taux brut à 170.8 [18]. Ils se distribuent ainsi selon l'âge :

0- 4 j.	33	15-30 j.	27	91-180 j.	67
5- 9 j.	20	31-60 j.	26	181-270 j.	71
10-14 j.	21	61-90 j.	39	271-365 j.	65

D'un strict point de vue statistique, la ventilation entre décès endogènes et exogènes donne les taux respectifs de 15,8 et 155 ‰. Depuis 1876, il apparaît que les risques d'accidents de grossesse et d'accouchements tragiques n'ont pas diminué (au reste le taux de mortalité périnatale n'est passé de 1876 à 1906 que de 73 à 71 ‰). La mortalité exogène a davantage reculé, au moins au cours des « onze derniers mois » ce qui signifie que les nourrissons bénéficient de plus de soins, vraisemblablement plus que leurs mères pendant la gestation. La cumulation directe des décès et la courbe qui en résulte (fig. 30) dénoncent encore une surmortalité avec deux points de rupture, à la fin des second et sixième mois ; la concavité est aussi accusée que sur la courbe de 1876 (fig. 14, p. 138).

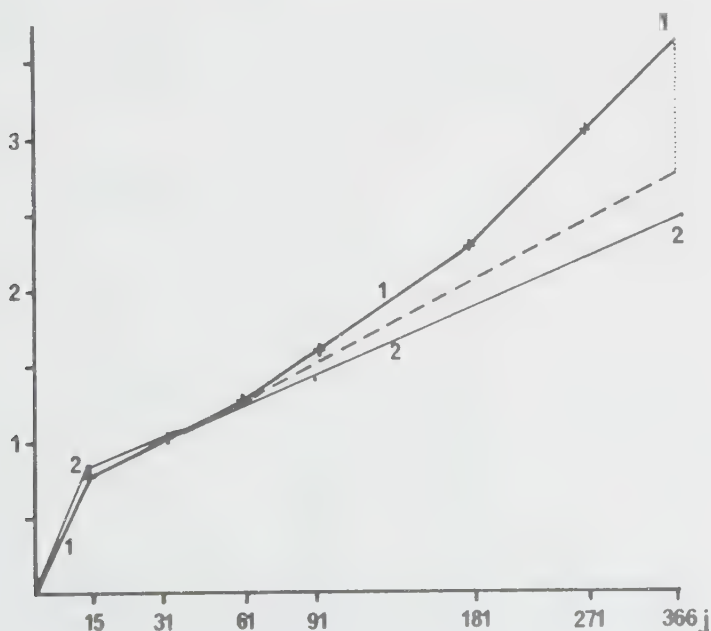


Fig. 30 - LA MORTALITE INFANTILE EN 1904-08.

1. Bassin houiller (éch. 6 communes).
 2. Ech. rural élargi.
- Tirété : tracé probable sans surmortalité exogène.
Décès en ordonnées (échelle en centaines).

Cumulation à 15 jours : 74 décès

31	»	: 101	»
61	»	: 127	»
91	»	: 166	»
181	»	: 233	»
271	»	: 304	»
366	»	: 369	»

Repérée graphiquement (fig. 30), cette surmortalité compte 90 décès, soit près du quart des décès infantiles (26,1 % en 1876). En 1906, il reste certes beaucoup à faire contre une mortalité infantile encore très active.

2. La mortalité au-delà de la première année

Sur 1.303 décès qui surviennent à partir d'un an :

— 133 frappent des enfants de moins de 2 ans	10,2 %
— 93 enlèvent des enfants âgés de 2 à moins de 5 ans	7,1 %
— 128 se répartissent entre 5 et moins de 20 ans	9,8 %

En incluant la mortalité infantile, il apparaît que la jeunesse est encore « surtaxée » par rapport à la place qu'elle occupe dans l'effectif total : 43,5 % des décès pour 41 % de la population. Les taux de mortalité par âges ou classes d'âges et les survivants à l'âge 1, 2...., 50 ans se présentent comme ci-dessous (et fig. 31).

Age	Taux p. 1 000	Survivants (Ech. houiller)	Survivants (France, 1898-1903) [19]
0	170,8	10.000	10.000
1	86	8.292	8.499
2	19,1	7.582	8.220
3	17,2	7.437	8.070
4	14,5	7.299	7.975
5	4,8	7.193	7.907
10	3,9	7.020	7.725
15	9,4	6.883	7.601
20	7,3	6.560	7.408
25	7,9	6.321	7.146
30	8,5	6.071	6.884
40	15,3	5.556	6.308
50		4.706	5.606

La surmortalité du bassin houiller est particulièrement frappante jusqu'à l'âge de cinq ans ; elle se manifeste de nouveau entre quinze et vingt ans ; il est fort probable que l'accélération constatée entre quarante et cinquante ans s'explique par la disparition prématurée des hommes : d'une génération à l'autre, les mêmes causes engendrent les mêmes effets.

Si les progrès réalisés depuis 1874-78 sont incontestables, le domaine charbonnier cévenol accuse tout de même un retard de plus de trente ans par rapport à la France. Mais l'exemple n'est pas original : les indications relatives à la mortalité infantile laissent à penser que des tables de survie comme celle-ci singularisent les régions industrielles à forte densité ouvrière. En tout cas, l'espérance de vie à la naissance ne doit guère y dépasser quarante et un à quarante-deux ans ; elle serait ainsi inférieure de cinq à six ans à celle de la population française [20]. Pour ce qui est du *taux net de remplacement*, il recule à 1,10 environ, tout en restant supérieur au taux national, passé depuis 1903 au-dessous de l'unité [21].

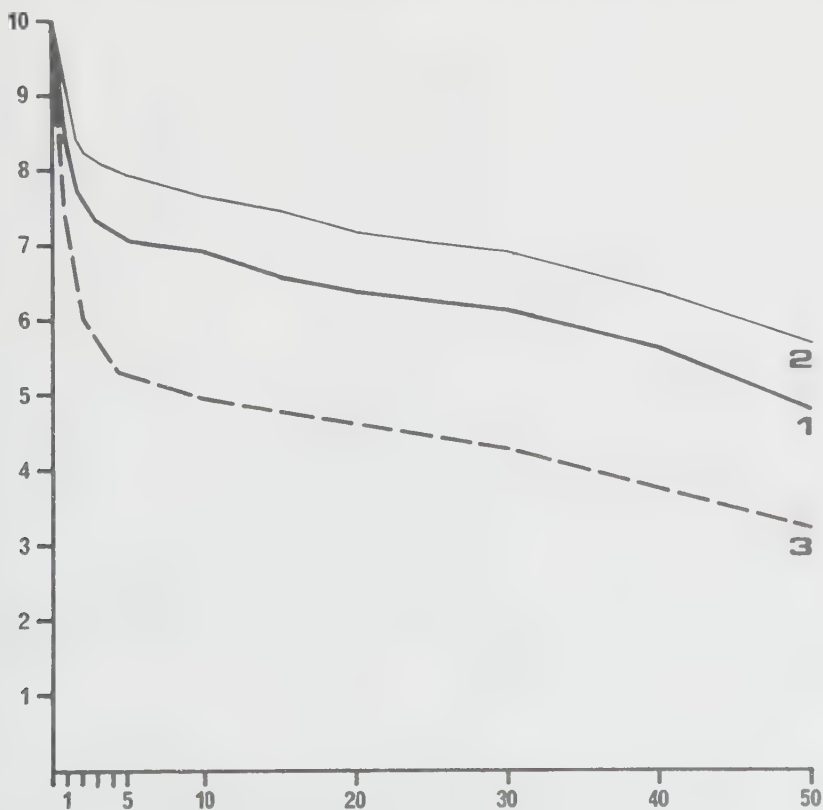


Fig. 31 - COURBES DE SURVIE AU DEBUT DU XX^me SIECLE.

1. Dans l'échantillon houiller des six communes, en 1904-08.
 2. En France (1898-1903).
 3. A titre comparatif, dans l'échantillon houiller, en 1874-78.
- En ordonnées, échelle en milliers.

II. LES STRUCTURES DEMOGRAPHIQUES

A. Structures par âges et par sexes

Depuis 1876, la répartition en trois groupes d'âges a ainsi évolué :

			1876	1896	1906
La Grand'Combe	{	Jeunes (0-19) ..	44,5	41	38,7
		Adultes (20-59) ..	51	53,8	53,1
		Vieillards (60 et +)	4,5	5,2	8,2
Six communes	{	Jeunes (0-19) ..	42,7	42,5	41
		Adultes (20-59) ..	52,7	51	52,1
		Vieillards (60 et +)	4,6	6,5	6,9

Les structures de 1906 enregistrent à peine le nouveau style acquis par le mouvement naturel depuis quelque temps. Une certaine « maturité » devient perceptible mais l'indice de vieillesse demeure très au-dessous de 35, limite au-delà de laquelle s'accuse le vieillissement démographique. La population de La Grand'Combe aurait toutefois tendance à vieillir dans la mesure où la proportion des jeunes diminue tandis que croît celle des adultes. La pyramide relative aux six communes (fig. 32) traduit mal, par sa forme un peu plus ramassée que celle de 1876 (fig. 17), un allongement de la vie moyenne et un recul de la fécondité. L'œil est surtout attiré vers le sommet du diagramme, là où grossit le nombre des personnes âgées : ceci indique que la période pionnière du peuplement s'estompe, que les structures sociales se diversifient, que les agglomérations industrielles tendent à s'urbaniser.

Dans le second modèle, le *taux global de masculinité* se trouve à 108 (124,5 en 1876). Dans le groupe des jeunes adultes (20-39 ans), l'effectif féminin s'est étoffé puisque le taux tombe de 135,5 (1876) à 109 (1906). Les mouvements migratoires se sont modifiés et la population se régénère davantage à partir des souches indigènes : c'est un signe de maturité dans une région comme celle-ci.

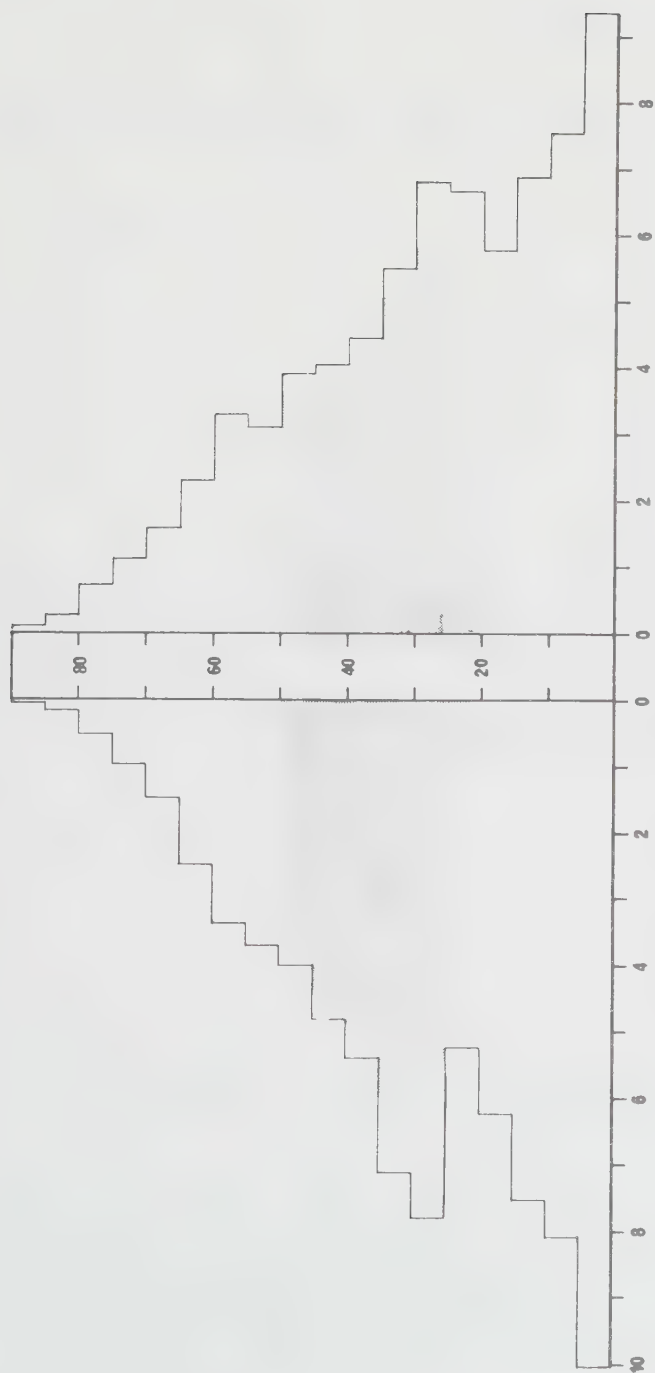


Fig. 32 - PYRAMIDE DES AGES DE L'ECHANTILLON HOUILLER EN 1906 (les six communes).

Hommes à gauche, femmes à droite.

Effectifs en centaines.

Partie grisée : non-célibataires entre 15 et 49 ans.

B. La dimension des familles

Selon le nombre d'enfants recensés avec elles en 1906, les femmes du groupe des six communes se distribuent comme il suit :

Enfants Âges	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	
15-19	25	11	1								37
20-24	133	170	58	11	3						375
25-29	116	188	162	71	30	7	3				577
30-34	47	110	158	96	63	23	4	1	1		503
35-39	56	78	101	78	53	24	10	9	6	1	416
40-44	34	64	82	73	46	29	30	10	3		371
Total (femmes)	411	621	562	329	195	83	47	20	10	1	2.279
Total (enfants)	0	621	1.124	987	780	415	282	140	80	9	4.438

Si nous considérons l'ensemble, le nombre moyen des enfants a augmenté par rapport à 1876 (195 contre 188 pour 100 femmes), ce qui contredit la chute de la natalité entre 1876 et 1906 ; mais le recul de la mortalité parvient à effacer les effets du malthusianisme. Tel n'est pas le cas pour le groupe féminin compris entre 35 et 44 ans : en trente ans, la moyenne a fléchi (265 contre 277 pour 100 femmes). L'explication peut venir du fait que ces femmes se sont mariées au plus tard dans les années 1890-95, à une époque où la mortalité des enfants était encore énorme et où s'accroissait le rythme du déclin de la natalité.

La proportion des femmes âgées de 35 à 44 ans et ayant 0, 1..., 6 enfants survivants et plus se présente ainsi en 1876 et en 1906 :

	0	1	2	3	4	5	6 enf. et +
1876	8,1	15,4	22,8	20,9	18,1	8,3	6,4
1906	11,4	18	23,2	19,2	12,7	6,7	8,8

Entre ces deux recensements, la part des ménages ayant au moins trois enfants vivants est passée de 53,7 à 47,4 % [22].

Somme toute, les structures démographiques correspondent assez mal à ce que nous savons de l'évolution du mouvement naturel ; en réalité, la régression de ses composantes est un phénomène encore trop récent pour affecter sensiblement au début de ce siècle des caractères tels que la répartition par âges ou le nombre d'enfants survivants par famille. Au surplus, ces effets se compensent d'autant mieux que le décalage chronologique entre le recul de la natalité et celui de la mortalité n'est pas des plus nets.

III. LES DIFFICULTES ECONOMIQUES ET LE MALAISE DEMOGRAPHIQUE

Au cours des années 1880, l'industrialisation semble avoir atteint ses limites ; c'est du moins ce que trahit une analyse succincte de la population et de ses mouvements apparents [23] :

	Population recensée	Naissances	Décès	Bilan naturel	Population attendue	Solde migratoire
1876 ...	24.177					
1881 ...	26.956	6.429	4.423	+ 2.006	26.183	+ 773
1886 ...	26.693	6.542	4.024	+ 1.918	28.874	— 2.181
1891 ...	28.087	5.512	4.219	+ 1.293	27.986	+ 101
1896 ...	28.279	5.511	4.042	+ 1.469	29.556	— 1.277
1901 ...	26.099	4.262	3.233	+ 1.029	29.308	— 3.209
1906 ...	26.355	4.092	2.778	+ 1.314	27.413	— 1.058
1911 ...	25.787	3.554	2.782	+ 772	27.127	— 1.340

Jusqu'au dénombrement de 1881, la poussée est sensible et l'échantillon enregistre une immigration nette qui représente près de 40 % du solde naturel. Cinq années plus tard, l'essor est brisé : la balance migratoire n'est plus équilibrée par l'excédent des naissances. Sans doute le nombre global profite-t-il encore d'une natalité assez soutenue jusqu'en 1896 ; cependant, l'émigration allège le groupe le plus fécond de telle sorte que le chiffre des naissances en subit le contrecoup (fig. 33). Mais la baisse de la natalité, évoquée par les

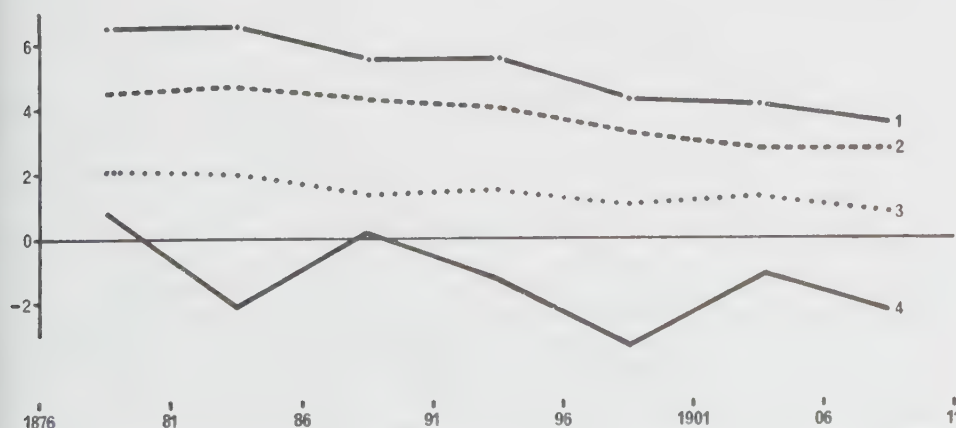


Fig. 33 - EVOLUTION DES MOUVEMENTS DEMOGRAPHIQUES DANS LE BASSIN HOUILLER, DE 1876 A 1911

1. Naissances vivantes. 3. Bilan naturel.
2. Décès. 4. Solde migratoire.

Effectifs exprimés en milliers.

taux bruts, ne tient pas seulement au départ des jeunes adultes ; les deux mouvements répondent en fait d'une ambiance économique défavorable à la vitalité démographique.

Tributaire des chemins de fer, la grande industrie cévenole paie en effet les inconvénients de sa situation géographique. Les difficultés commencent à Bessèges où, en 1886, le retard dans le paiement des salaires par la *Compagnie de Terre Noire* (grosse métallurgie) embarrasse 2.400 ouvriers et leurs familles. Aux élections municipales du 20 février 1887, deux sièges sont conquis par les socialistes ; en mars 1887, une grève se déclenche ; la liquidation financière de la Compagnie et la peur du socialisme révolutionnaire amènent le Parlement à accorder des secours aux ouvriers [24].

Les élections législatives se déroulent à l'automne de 1889 dans un climat social passablement agité. Dans la seconde circonscription d'Alès, qui comprend la presque totalité du bassin, s'affrontent le républicain « pas trop avancé » Silhol [25] et le monarchiste de Ramel qui emporte le siège au premier tour, avec 52,8 % des suffrages. Mais, et ceci est original dans cette région fidèle à la réaction [26], les socialistes présentent un candidat qui réussit à totaliser 13,6 % des votes ; il arrive second à Bessèges (32,2 % du scrutin) mais il est évidemment laminé à La Grand'Combe où sa profession de foi ne séduit que 2,6 % des électeurs ! Voilà un résultat appréciable dans un secteur où il faut compter non seulement avec la persistance du principe monarchique et l'influence politique et morale du catholicisme et du grand capital, mais encore avec les structures sociale et mentale du prolétariat ouvrier [27]. D'une manière ou d'une autre, ces travailleurs ont d'étroites attaches terriennes et, si tous ne sont pas des propriétaires fonciers, si tous ne peuvent consacrer une partie de leur temps à leurs *traversiers*, leurs jardins, leurs arbres, leurs vers à soie... il n'en est aucun qui ne soit sentimentalement attaché à la terre « nourricière » et il en est peu dont l'esprit soit préparé à concevoir la propriété collective des moyens de production ou la lutte des classes ! La répartition géographique des ouvriers dans de petites bourgades ceintes de champs, de vignobles et de vergers, leur éparpillement dans des hameaux ou des fermes, leur dilution parmi une paysannerie à laquelle la plupart appartiennent et qui, gênée, n'est cependant pas misérable, tous ces aspects constituent autant d'obstacles à la diffusion du socialisme. Il faut craindre d'être renvoyé ou exilé vers des terres lointaines (le Nord, la Lorraine, l'Algérie...), subir le chômage forcé, s'effrayer du cumul de ses dettes chez les commerçants pour croire à une révolution sociale, participer à une grève, déposer dans l'urne un bulletin rouge. En 1889, la vague d'inquiétude s'apaise à la sortie de Bessèges : si le candidat socialiste compte encore 28,6 % des suffrages à Robiac, il n'est plus crédité que de 14,1 % des voix dans l'agglomération de Meyrannes-Molières, de 9,5 % à Saint-Florent, de 5,7 % à Portes, La Vernarède, Chamborigaud.

Depuis 1875-80, l'essor économique mondial est jalonné de crises plus ou moins localisées ; dès 1890, la situation s'aggrave partout en raison de la chute généralisée des prix industriels. Le bassin cévenol est sévèrement touché par cette dépression ; le malaise se dissipera au début du XX^{me} siècle [28].

La production de charbon stagne ou s'affaiblit de 1891 à 1893 ; des stocks de 200 à 300.000 tonnes sont gelés sur le carreau des mines mais sont résorbés en 1894 [29]. Ici en revanche, la houille se vend mal à cause des tarifs ferroviaires ; or, d'année en année, diminue le fret de la tonne anglaise transportée entre Cardiff ou Newcastle et Marseille : 10 francs en 1890, moins de 8 en 1894, moins de 6,5 à partir de septembre 1895... et il en coûte toujours 6.5 francs pour le charbon cévenol rendu à Marseille. Il n'est pas mentionné dans cette comparaison les taxes qui, au surplus, grèvent le combustible régional débarqué dans les entrepôts intérieurs tandis que les cargos se délestent à même les quais où il n'est perçu aucun impôt ou loyer. En 1890 arrivent ainsi 33.000 tonnes de houille anglaise, et 79.000 tonnes en 1894 ; entre ces deux dates, la marine à vapeur accroît sa consommation de charbon britannique de 39 % (221.000 à 307.000 tonnes) et boude la houille cévenole (182.000 à 179.000 t., — 1,5 %). Comme le P.L.M. n'entend pas réduire ses tarifs, la Compagnie houillère ampute de 10 % les salaires de son personnel à La Vernarède, le 1^{er} juillet 1896 ; les mineurs cessent le travail, entraînant une grève de solidarité dans les autres sièges d'extraction [30]. Cela ne va guère mieux ailleurs : à La Grand'Combe la semaine de travail est ramenée à quatre jours en avril 1896 ; en dépit du vieil atavisme de résignation, des mouvements de grève éclatent en 1897 [31].

Un tel climat n'est guère favorable à une consultation électorale ; or la Chambre des Députés se renouvelle en 1898. Dans la seconde circonscription d'Alès, quatre concurrents s'affrontent mais le vrai combat s'est déplacé : ce n'est plus un républicain modéré qui dispute le siège au monarchiste de Ramel, mais un socialiste, Rouquette, délégué mineur. Les candidats de second plan, l'opportuniste Veillon et le bonapartiste Bougault, ne se partagent au premier tour que 18 % des voix. Le socialiste arrive en tête avec 45,3 % des suffrages exprimés (67,5 % à Bessèges). Les temps ont changé : de Ramel perd quelques-uns de ses bastions (Robiac, Portes, Laval, Sainte-Cécile, Saint-Florent) ; à La Grand'Combe, l'un de ses fiefs les plus sûrs, il emporte de peu la majorité absolue (51 % contre 70 % en 1889) ; c'est que le socialiste est dans la place : 34 % du scrutin, 2,6 % dix ans plus tôt ! Au cours de sa campagne, de Ramel ne s'est pourtant pas fait faute de rappeler ses interventions en faveur des charbonnages cévenols... Au second tour, Rouquette doit cependant s'incliner devant un adversaire qui recueille le bénéfice des désistements : l'électorat de La Grand'Combe lui revient en force (68 % des votants, 32 % au socialiste) tandis qu'il regagne Saint-Florent, Meyrannes, Laval et Sainte-Cécile. Dans le secteur voisin, un député socialiste est élu au second tour grâce aux suffrages d'Alès et de Saint-Martin-de-Valgalgues (74 % du scrutin) alors qu'en 1889 un radical avait conquis le siège dès le premier tour et que son concurrent socialiste n'avait rassemblé à Alès et à Saint-Martin que 5,4 % des voix [32].

Le bassin industriel perd donc des habitants pendant toute une génération humaine : de 1881 à 1911, le passif migratoire représente le tiers de la population recensée en 1881. Les départs ont été en fait beaucoup plus nombreux que ne le suggère ce bilan, mais ils ont été compensés par une immigration que révèle l'analyse de certains documents. Les carnets d'ouvriers conservés dans

le *fonds de la Compagnie de La Grand'Combe* constituent une première source d'information [33] ; en second lieu, les listes nominatives quinquennales permettent de connaître l'origine des habitants recensés.

L'examen des carnets d'ouvriers n'est pas toujours bien riche d'enseignements. Il y figure le lieu de naissance (qui est aussi presque toujours la commune de résidence) mais le livret n'est pas un passeport rigoureusement tenu. Dans la plupart des cas, il est fort probable que l'embauche à la mine signifie que l'on vient juste de quitter sa glèbe natale ; mais nous ignorons si, avant d'y parvenir, on n'a pas déjà travaillé ailleurs, comme domestique de ferme, terrassier sur un chantier de voie ferrée, etc... Nous ne savons pas plus ce que deviennent ces ouvriers qui obtiennent un visa de sortie en apparence définitif, et ce, bien avant d'avoir atteint l'âge de se reposer. Il est hors de doute que beaucoup de carnets étaient gardés par l'administration de la Compagnie. D'une manière générale, on sait que, nonobstant les sentiments qui avaient inspiré la loi du 22 juin 1854, le patronat persista à considérer le livret comme un otage : quand on connaît d'autre part l'état de dépendance dans lequel les sociétés houillères tenaient ici leur personnel, il n'est guère surprenant que nombre de ces carnets aient au total peu servi et qu'ils soient parvenus directement au fonds déposé aujourd'hui aux Archives du Gard [34].

Quoi qu'il en soit, l'origine géographique des ouvriers ainsi connus varie assez peu avec le temps. L'évolution est logique : en vingt ans décroît la proportion de ceux qui proviennent des hautes terres du Plateau Central tandis qu'augmente la part de ceux natifs de La Grand'Combe ou du voisinage :

Origine :	1888-90	1898-1900	1908-10
La Grand'Combe	23 (34,7 %)	65 (42,7 %)	87 (44,2 %)
Communes voisines	25 (37,9 %)	46 (30,2 %)	66 (33,5 %)
Hautes terres du Plateau Central	16 (24,4 %)	39 (25,6 %)	38 (19,3 %)
Garrigues et plaines du Bas-Languedoc	2	2	3
Ailleurs			3
Total	66	152	197

Il est notable que personne ou presque ne « monte » du Midi vers le bassin houiller ; la restauration du vignoble, la modernisation de l'agriculture commerciale et l'urbanisation de cette région expliquent suffisamment le phénomène pour qu'il soit nécessaire d'y insister. En revanche, les paysans des secteurs à polyculture pauvre de l'étage montagnard descendent en force, surtout des hauts plateaux où naissent le Lot, l'Allier, la Loire, l'Ardèche et ses affluents.

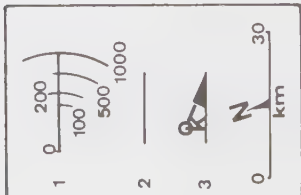
La participation élevée des hauts pays peut être mise aisément en relation avec la « crise de la fin du siècle » que caractérise l'avitilissement du prix du seigle. Comme ces régions ont connu une croissance démographique jusque dans les années 1880-90, le système qui s'appauvrit ne résiste pas à la pression de

hommes : les migrations saisonnières des cultivateurs, journaliers et petits propriétaires, ainsi que l'exode rural, s'en trouvent stimulés [35]. Par ailleurs, il est surprenant de constater la proportion bien médiocre de ceux qui sont originaires de la Cévenne languedocienne ; plus au Nord, les vallées ardéchoises, dont l'économie est fondée sur les mêmes éléments (polyculture et élevage familiaux, châtaigneraie, soie), semblent avoir fourni plus de main-d'œuvre au bassin houiller. Il n'est pas possible d'invoquer comme raison péremptoire la chute de la natalité : il faudrait qu'elle ait été précoce et profonde pour qu'une vingtaine d'années plus tard l'émigration s'en trouve inhibée ; or le solde migratoire est presque toujours négatif jusqu'à la guerre (fig. 20 à 23).

	1888-90	1898-1900	1908-10
Montagne vivaraise	4	15	14
Velay	1	4	3
Margeride	2	2	3
Aubrac		1	3
Cévenne ardéchoise	4	7	9
Couloir régordan		4	3
Haut Tarn et Gardonnenque	5	4	
Grands Causses et Vallons		2	3

Des gens quittent donc les vallées des Gardons, du Tarn et de l'Hérault mais tous ne sont pas irrémédiablement attirés par les mines de charbon. Les salaires qui y sont proposés ne devraient pourtant pas décourager des prolétaires ruraux en quête de travail : vers 1890, un manœuvre de fond gagne ici 4 francs par jour, et 3,50 en surface. Aucune exploitation agricole ne peut en offrir autant : en 1892, au moment même où la crise industrielle va conduire à une réduction des salaires, l'ouvrier lozérien gagne à la ferme, non nourri, 2,94 frs en été et 1,98 frs en hiver ; en 1912, la rémunération varie de 2,50 à 4 frs en été et de 2,25 à 3 frs durant la mauvaise saison. Aux alentours de 1910, il faudrait se rendre dans la Beauce céréalière pour gagner, nourriture en sus, 4 à 5 frs du 1er juillet au 1er septembre ; dans la plaine viticole de l'Hérault, on vendange à ce moment-là pour 4,50 à 5 frs, sans compter le vin [36].

L'explication du problème relève surtout de la psycho-sociologie ; il existe en effet une méfiance réciproque entre les Cévenols, protestants, et les dirigeants des houillères, catholiques. Lorsque les Compagnies installent l'infrastructure sociale, elles ne manquent pas de construire un temple pour le culte réformé ; de même, les écoles des cités industrielles sont de l'une et de l'autre confession... Ce libéralisme, ce respect affiché des convictions ne peuvent empêcher que le Cévenol, non seulement protestant, mais aussi républicain de cœur, se sente mal à l'aise dans un milieu très réactionnaire, où l'estime se gagne autant, sinon plus, par les qualités professionnelles que par le conformisme ou mieux, l'absence des idées, ce qui conduit forcément au reniement de soi-même. N'est-il pas révélé



lateur qu'en 1911 le quart seulement des enfants fréquente les écoles publiques [37]? Inversement, il est normal que les Compagnies préfèrent engager une main-d'œuvre politiquement sûre ; comme les candidats ne manquent pas et que le personnel d'encadrement est dévoué et avisé, il est facile d'écarter les éléments subversifs. Dans cette optique, il devient compréhensible que la Cévenne ardéchoise, enclavée, sans voie ferrée, éloignée de La Grand'Combe, lui fournisse plus de gens que la Cévenne languedocienne : ces vallées sont de religion catholique, comme le sont les plateaux où confinent les départements de l'Ardèche, de la Lozère et de la Haute-Loire [38].

Certains de ces travailleurs gardent l'habitude des migrations saisonnières, se déplaçant à périodes fixes, arrivant ici entre la mi-octobre et la mi-novembre, repartant là-haut vers la fin mars ou en avril. Il existe aussi des déplacements à périodicité plus longue et moins régulière, des départs qui ne correspondent nullement aux exigences des travaux agricoles. On rencontre enfin l'exemple d'un paysan du Haut Coiron, voyageant entre le bassin de la Loire (Saint-Etienne, Firminy) et ceux de la Cèze et des Gardons, embauché au P.L.M. à Valence, puis aux salins d'Aigues-Mortes, s'engageant à diverses reprises à la mine de fer de Saint-Jean-de-Valérisle... Malgré le faible nombre de cas ainsi relevés (une vingtaine sur plus de 400 livrets), il est tout de même possible d'apprécier à travers leur témoignage la très lente agonie de la petite polyculture de montagne et la persistance d'un genre de vie qui paralyse la promotion sociale, celui du paysan-ouvrier : un paysan qui vivote à l'abri d'une législation protectionniste, un ouvrier qui n'est qu'un manœuvre, certes mieux payé qu'un journalier agricole, mais dont l'avenir professionnel est entravé par de bien faibles chances, voire l'impossibilité d'acquérir une qualification.

Fig. 34 - ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES ALLOGENES RECENSES A LA GRAND'COMBE EN 1906.

Dans le cartouche :

1. Le volume des sphères est mesuré par leur rayon (100, 200, ... personnes).
2. Chemins de fer en service en 1906 (sur la carte, le tracé des voies ferrées est schématisé).
3. Principaux bassins houillers exploités en 1906 (à l'exclusion du bassin cévenol).

Abréviations : Villes (grosses lettres droites) :

A. Alès - D. Decazeville - LP. Le Puy - Md. Mende - R. Rodez - C. Carmaux - LGC. La Grand-Combe - M. Millau - N. Nîmes - St-E. Saint-Etienne.

Rivières (petites lettres italiques) : A : Allier ; Ar : Ardèche ; Av : Aveyron ; D : Dordogne ; G : Gard ; Ht : Hérault ; L : Lot ; Rh : Rhône ; T : Tarn ; Tr : Truyère.

Chaque sphère représente une région d'origine ; les numéros correspondent à ceux de 1876.

- | | |
|--|--|
| 1. Vallée Longue (amont de La Grand'Combe). | 10-11. Plateaux et montagnes de la Haute-Loire et du Cantal. |
| 2. Reste de la Cévenne languedocienne rurale. | 12-13. Causses et Ségals du Tarn et de l'Aveyron (cette sphère contient la sphère 3. de 1876). |
| 2a. Petites villes du rebord cévenol (du Vigan à Anduze inclus). | 14. Alpes et piedmont alpin (en France seulement). |
| 4-5. Vallons orientaux des Grands Causses et bas-sin supérieur du Tarn. | 15. Provence et Corse. |
| 6. Retombée orientale du Mt Lozère (du Bleymard à Génolhac). | 18. Nord-Ouest et Centre du Plateau Central. |
| 7. Montagne et Cévenne ardéchoise. | 19. Rebord oriental du Massif Central (des Boutières au Morvan). |
| 8. Garrigues, bassins et plaines du Bas-Languedoc (cette sphère correspond aux sphères 8. et 16. de 1876). | 20. Reste de la France. |
| 9. Hauts plateaux lozériens (Aubrac, Margeride). | S. Espagnols. |
| | I. Italiens. |
| | E. Autres étrangers. |

(N.B. — Les sphères 14 à E sont placées en marge et fléchées).

Les listes nominatives complètent l'information donnée par l'examen des carnets ; elles ne concernent plus les seuls ouvriers d'une entreprise mais les habitants d'agglomérations à structure sociale complexe, comprenant un secteur tertiaire surtout composé de commerçants et de divers services à compétence locale. C'est pourquoi l'éventail des origines géographiques s'ouvre beaucoup plus largement : à côté de ceux qui ont été embauchés selon les critères que nous savons, se rencontrent les gens qui se sont installés de leur propre gré pour tirer profit d'une situation. Pour cette analyse, le choix de La Grand'Combe se justifie du fait que cette ville a déjà été examinée à l'aide du recensement de 1876. Il paraît intéressant de voir comment le peuplement a pu se modifier en trente ans. Selon le lieu de naissance, les 11.205 habitants sont ventilés comme il suit en 1906 (fig. 34).

Un premier groupe comprend 7.896 personnes dont :

- 6.060 sont nées sur place ;
- 1.836 sont natives d'une commune voisine.

En second lieu, 1.506 habitants se déclarent originaires du rebord montagneux, parmi lesquels :

- 746 Ardéchois (Montagne et Cévenne essentiellement) ;
- 312 venus de la Vallée Longue ;
- 210 des autres vallées cévenoles (Gardons, Salindrenque, Hérault) ; 64 d'entre eux sont nés dans les petites villes bordières, entre Le Vigan et Anduze ;
- 186 de la retombée orientale du Lozère, du Bleymard à Génolhac ;
- 52 des Vallons orientaux des Grands Causses (Jonte, Tarnon) ou de la vallée supérieure du Tarn.

Le troisième contingent (991 habitants) descend du Plateau Central, dont :

- 604 des plateaux cristallins de la Lozère ;
- 228 des monts et plateaux du Velay, du Cantal et de la Margeride septentrionale (dépendant administrativement de la Haute-Loire et du Cantal) ;
- 86 des départements de l'Aveyron et du Tarn (sans représentation privilégiée de tel ou tel secteur géographique) ;
- 32 des plateaux et dépressions de la bordure orientale ;
- 41 du Limousin et du Puy-de-Dôme.

Du Sud-Est proviennent 725 personnes dont :

- 521 du Bas-Languedoc ;
- 113 de Provence et de Corse ;
- 91 des Alpes et de leur piedmont.

Le reste des allogènes est né dans les pays situés au Nord de la Loire (54) ou à l'étranger (33, dont 9 Italiens et 10 Espagnols).

Depuis 1876, la population autochtone s'est donc étoffée : elle ne cumulait alors que 43,7 % du total recensé, pourcentage qui atteint 54 % en 1906. Sa structure par âges a considérablement vieilli :

	0-9	10-19	20-29	30 ans et plus
1876	52,8 %	32,6 %	5,1 %	9,5 %
1906	33,5 %	25,2 %	17,2 %	24,1 %

En une génération, la pyramide (fig. 35) a perdu son allure « pionnière » et la fécondité participe sans doute plus largement au renouvellement démographique : dans le groupe féminin âgé de quinze à quarante-neuf ans, la proportion des célibataires s'est réduite : 61 % en 1876, 39,8 % en 1906.

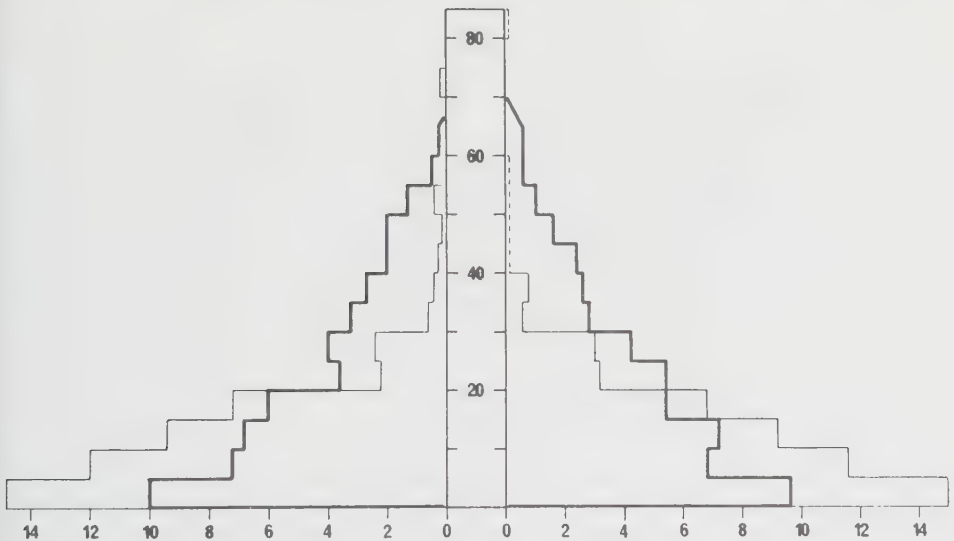


Fig. 35 - LES NATIFS DE LA GRAND'COMBE, HABITANT CETTE VILLE.

1. *Trait fin* : au recensement de 1876.
 2. *Trait épais* : au recensement de 1906.
- Effectifs en centaines.
Hommes à gauche, femmes à droite.

L'immigration demeure active tout au long de cette période : le rebord montagneux régional fournit encore 13,4 % des allochtones, le reste du Plateau Central, 8,8 % et le Sud-Est, 6,4 % (respectivement 20,5, 13,1 et 8,9 % en 1876). Rongé par un malaise permanent contre lequel la médication officielle n'est que sédative sans être efficace, le milieu rural alimente en hommes les régions industrielles et les villes. Venus des vallées ardéchoises, de la Margeride, du Velay..., les travailleurs demeurent aussi peu qualifiés que l'étaient leurs aînés, trente ans plus tôt ; si les illettrés ont quasiment disparu, l'instruction dispensée à ces paysans n'est guère allée loin : sortis de l'école primaire avant l'âge du certificat d'études pour beaucoup, ils restent voués aux tâches subalternes.

La contribution du Bas-Languedoc s'est réduite puisque cette région s'inscrit désormais pour 8,3 % des allogènes (13,8 % en 1876) : le Midi viticole a attiré une main-d'œuvre nombreuse au moment de la reconstitution du vignoble ; quant au développement urbain, il ne s'est pas apaisé depuis 1876. Des raisons similaires (modernisation de l'agriculture de marché, industrialisation, urbanisation) expliquent pour les autres régions (Alpes, bassins et chaînons provençaux, etc...) le déclin de leurs apports humains au domaine charbonnier cévenol.

Notons enfin que les pays sous-développés du périmètre méditerranéen (Italie, Espagne, Maghreb), qui vont devenir par la suite les pourvoyeurs de l'industrie extractive, sont encore fort peu représentés. La guerre de 1914-18 leur ouvrira largement les portes des mines et des usines : ce sera le début d'une époque nouvelle dans le peuplement de cette région.

L'extraction de la houille et les autres activités industrielles continuent ainsi, d'une manière ou d'une autre, à attirer du monde. Cependant, la vie économique s'essoufle, comme le révèlent les compétitions électorales, la fréquence des troubles sociaux [39] et les progrès du socialisme. De la sorte s'amorce un reflux, soit vers les régions traditionnelles d'émigration, soit vers d'autres horizons ; ce mouvement est plus ample qu'en Cévenne rurale où, entre 1881 et 1911, on constate un déficit net égal à 26 % de la population recensée en 1881. Cet exode conjugue ses effets anémiant à ceux d'un freinage probable de l'immigration : ce n'est pas par hasard que les courbes du taux migratoire se relèvent dans l'arrière-pays à partir de 1886-91 (B4, fig. 20 à 23) : même hésitante, leur remontée correspond au ralentissement des affaires dans les régions d'accueil.

Si les départs ne touchaient que des ouvriers célibataires, si l'étranglement des arrivées ne concernait que les migrants temporaires ou saisonniers, les taux bruts de natalité devraient augmenter ; en réalité, ils diminuent et leur chute s'accroît alors même que s'amplifie l'émigration ; c'est donc une crise démographique profonde qui frappe le bassin industriel en même temps que s'aggrave le malaise économique. La récession contraint au chômage et réduit la consommation des ménages, ce dont pâtit le commerce local. D'autre part, il semble que la perspective d'un avenir pour le moins incertain amène les couples à limiter leur descendance, comportement que fait apparaître la baisse des taux de fécondité. Si elle satisfait la logique, cette raison ne doit pourtant pas être unique : le déclin de la natalité peut aussi bien faire les frais de la diffusion, au reste inégale, d'un certain confort matériel. Est-il possible, à l'aide des listes nominatives, de tirer au clair quelques aspects sociaux de cette attitude malthusienne ? Se répand-elle également dans les diverses classes de la population ?

Observons d'abord la situation à Bessèges et à La Grand'Combe en 1886 [40]. Le nombre moyen d'enfants par ménage recensé se distribue comme il suit :

Femme âgée de	20-24	25-29	30-34 ans
Ménages de :			
1) manœuvres, etc.	0,92	1,57	2,34
2) employés, commerçants, etc.	0,63	1,47	2

Que le premier groupe se signale comme le plus fécond, le contraire étonnerait. Il faut même admettre que l'écart avec le suivant est atténué par une mortalité infantile et juvénile sans aucun doute plus érosive chez les manœuvres, mineurs et ouvriers d'usine. En ce qui concerne ce dernier ensemble, la fécondité est plus faible à Bessèges qu'à La Grand'Combe :

	Nombre d'enfants pour cent femmes âgées de		
	20-24	25-29	30-34 ans
— à Bessèges	80	148	206
— à La Grand'Combe	104	172	253

Cette différence est-elle l'effet du hasard ou bien est-elle significative ? Elle peut se justifier par une emprise mieux assurée du catholicisme à La Grand'Combe ; il est permis aux prêtres d'y livrer avec un certain succès « de vigoureuses batailles dans le secret du confessionnal » [41]. A Bessèges en revanche, il est possible d'envisager une relation entre une natalité restreinte et une ambiance politique favorable aux idées avancées, plus ou moins teintées de socialisme révolutionnaire [42] ; l'incidence du malaise économique dont souffre l'industrie pourrait aussi entrer en ligne de compte... Ce ne sont là que des suggestions dont l'intérêt requiert l'examen de modèles plus étendus.

En 1906, le nombre moyen d'enfants se présente ainsi dans les deux communes en question :

Femme âgée de	20-24	25-29	30-34 ans
Ménages de :			
1) manœuvres, etc.	0,88	1,47	2
2) employés, commerçants, etc.	0,67	1,08	1,85

Le déclin que révèle ce tableau est en fait plus accentué, compte tenu d'une régression sensible de la mortalité depuis 1886, au reste accélérée au cours de la dernière décennie. Cela peut suffire à expliquer une baisse en apparence plus modeste dans les classes de 20 à 24 et de 25 à 29 ans que dans celle de 30 à 34 ans ; mais il ne faut pas oublier que les nouveaux-nés et les tout jeunes enfants issus des mariages les plus récents sont beaucoup moins exposés à la mort que l'ont été leurs aînés de seulement cinq ou dix ans. Si la mortalité (infantile et juvénile) était restée en 1900-1906 au niveau où elle se trouvait en 1890-96, nous observerions probablement un quotient bien inférieur à 0,88. De cette façon doit se justifier aussi le léger progrès que nous rencontrons inopinément dans la classe la plus jeune du second groupe : au vrai, depuis une vingtaine d'années, la fécondité y a baissé.

Si l'indice 100 caractérise pour l'ensemble des femmes âgées de 20 à 34 ans en 1886 le nombre de leurs enfants survivants, cet indice tombe à 89 pour le premier groupe, 87,5 pour le suivant. De prime abord, l'écart est trop faible pour

être expressif ; toutefois, par rapport à la cohorte des manœuvres, mineurs et ouvriers, l'autre bénéficie vraisemblablement d'un recul plus sensible de la mortalité des enfants ; de la sorte, son indice devrait excéder 89 ; s'il lui est inférieur, c'est que la fécondité y a diminué davantage que dans la première.

Une corrélation se dessine-t-elle entre le marasme économique des années 1890 et la crise démographique ? Considérons à cet égard les ensembles ouvriers de Bessèges et de La Grand'Combe ; dans ces deux villes, l'hémorragie humaine a été grave : négatif, le solde migratoire équivaut en 1906 à 16,2 ‰ (La Grand'Combe) et 31,9 ‰ (Bessèges) de l'effectif recensé en 1886. Mesurée comme ci-dessus, la fécondité nette apparaît de la manière suivante lors du dénombrement de 1906 :

	<i>Nombre d'enfants pour cent femmes âgées de</i>		
	<i>20-24</i>	<i>25-29</i>	<i>30-34 ans</i>
— à Bessèges	81	136	186
— à La Grand'Combe	94	157	211

La marge la plus étendue, 25, concerne les femmes de 30 à 34 ans, celles qui ont contracté mariage une dizaine d'années plus tôt. Par ailleurs, en observant l'évolution pour la totalité des femmes (20 à 34 ans) de chaque ville, nous remarquons qu'en vingt ans la fécondité nette a décliné davantage à La Grand'Combe (181 à 161) qu'à Bessèges (155 à 139) ; peut-être n'y a-t-il là rien de significatif... Il ne semble pas impossible cependant que les difficultés de l'industrie extractive agissent directement sur l'attitude des ménages vis-à-vis de la natalité. Avec un déficit de la balance migratoire, ce malthusianisme est l'une des composantes démographiques du bassin charbonnier. La chute de la mortalité permet en revanche le maintien de structures jeunes contrastant avec celles de l'arrière-pays.

L'IRRÉSISTIBLE DECLIN DU MILIEU RURAL

Peu perceptible entre 1866 et 1876, la régression globale s'accélère ensuite et la population recensée en 1906 ne représente plus que 71,9 ‰ des habitants de 1846. En trois décennies (1876-1906), l'indice s'allège de 15,6 points alors qu'il n'en avait perdu que 12,5 entre 1846 et 1876 [43]. Pendant le même intervalle, le vieillissement démographique s'est accentué : en 1906 ou en 1911, selon qu'il s'agit du Gard ou de la Lozère, la majorité des communes rurales ont moins de 38 ‰ de jeunes pour une proportion d'adultes variant de 46 à 53 ‰ ; l'indice de vieillesse est compris entre 35 et 50 pour plus de la moitié d'entre elles et il dépasse cette limite pour plus du quart de leur effectif.

Ces aspects sont en rapport avec une natalité chancelante. Pour nous en tenir aux grandes vallées précédemment examinées, nous voyons les taux bruts diminuer ainsi :

	Vallée Longue	Haute Gardon- nenque médiane	Vallée Borgne	Salind. *	Bassin sup. de l'Hérault	France **
1874-1878	26,5	26,3	26,1	22,1	25,1	26,2
1879-1883	27	25,2	22,8	22,4	21,9	25,1
1884-1888	25,7	19,5	23,5	21,5	23,4	24,1
1889-1893	24,4	19,7	19,5	19	25,5	22,8
1894-1898	25,2	20	19,2	18,8	21,2	22,4
1899-1903	24,9	20	19,6	20,6	23,3	21,9
1904-1908	22,7	19,7	18,4	17,2	22	20,7
1909-1913	19,6	18,8	17,2	19,5	18,2	19,4
Indice en 1909-13. (100 en 1874-78)	74	71,5	65,8	86	72,4	74

* Lasalle, Cognac, St-Bonnet, Vabres, Soudorgues, Ste-Croix-de-Cad.

** INSEE, 1966, ann. cité, d'après tabl. IC, p. 71.

La décadence des taux bruts est dans l'ensemble comparable à celle des taux nationaux. Mais l'interprétation est quelque peu faussée du fait que le dénominateur s'affaiblit de quinquennat en quinquennat. Si la natalité est en baisse, le phénomène peut être dû autant à l'exode des adultes procréateurs, accompagnés ou non d'enfants en bas âge, qu'au malthusianisme des ménages demeurant dans ces vallées. Suggérant des remarques similaires, les taux bruts de mortalité évoluent comme ci-dessous dans les mêmes ensembles que ceux de la natalité :

	VL	HGM	VB	Sal.	BSH	France
1874-1878	20,9	24,5	25	20,9	23,5	22,4
1879-1883	24,8	22,5	24	21,4	23,4	22,5
1884-1888	22,8	19,3	21,1	21,9	24,7	22,2
1889-1893	21,7	20,4	23	23	22,9	22
1894-1898	22,8	20,6	21,3	20,7	24,3	20,7
1899-1903	22,7	19,2	19,8	20,5	26,2	20,3
1904-1908	22	19	21,1	20,6	22,8	19,5
1909-1913	19,2	18,6	17,4	19,5	22,3	18,3
Indice 1909-13 ... (100 en 1874-78)	92,1	76,1	69,5	95,5	95	82

D'une façon générale, ces taux bruts gardent des positions plus solides que ceux relatifs à la natalité. C'est un effet de l'émigration différentielle qui, en augmentant indirectement la proportion des vieillards, entraîne le plus souvent une quasi-stagnation de ces taux. En réalité, le niveau de la mortalité fléchit grâce aux progrès sanitaires et médicaux : ces améliorations se font sentir par exemple dans la Gardonnenque où, en dépit de l'exode, les taux descendent même plus bas que celui de la France, en l'espace de trois décennies.

L'observation du bilan naturel révèle au début du XX^{me} siècle l'une des caractéristiques des *populations stationnaires* où s'équilibrent les taux bruts de natalité et de mortalité. Il ne s'agit en fait que d'une situation éphémère : d'une part, les progrès de la médecine et de l'hygiène accroissent l'espérance de vie mais leur effet est contrarié par l'émigration ; de l'autre, ce même courant restreint les chances d'un renouvellement démographique en réduisant la natalité. Or, jusqu'à la veille de la grande guerre les départs n'ont jamais cessé.

I. L'ENCROUTEMENT DE L'ECONOMIE AGRICOLE

A. La dépréciation des denrées

La dévaluation des prix agricoles nominaux se poursuit en France jusqu'à la fin du siècle dernier ; leur remontée s'observe ensuite [44].

	1862	1883-87	1893-97	1903-07	1908-12
Seigle (quintal) ..	18,96	16,90	14,35	16,50	18,70
Pommes de terre (quintal)	4,76	6,33	5	6,04	7,42
Bœuf	1,38	1,60	1,55	1,54	1,73
Porc *		1,39	1,35	1,54	1,78

* Bœuf et porc au kg, sur pied.

Sur le marché d'Alès, le quintal de seigle est à 21,6 francs en 1875, à 22,6 francs en 1880 ; puis il tombe à 17,7 (1888-90) et à 17,1 francs (1894-95). Il se négocie au Vigan à 16,4 francs en 1904. D'après les mercuriales, la même évolution caractérise les marchés de la châtaigne et de la pomme de terre [45]. Cela peut s'expliquer par un changement qualitatif de la consommation des farineux : on préfère le pain de froment dont le prix réel a bien diminué ; avec le développement des communications, le blé parvient plus facilement en des places restées longtemps tributaires de leur région immédiate. Il faut aussi envisager le fait plus général du recul des prix agricoles dans un pays qui continue à s'industrialiser, et ceci malgré la législation protectionniste de républicains soucieux des réactions paysannes [46].

Dans une région montagnaise où l'habitant consomme beaucoup de ce qu'il produit, on peut cependant imaginer que la diminution de la valeur vénale des grains, fruits, etc... ne gêne guère les finances de l'exploitation, surtout quand

le travail est familial, ce qui arrive le plus souvent. Il existe toutefois des fermes, et non forcément des plus vastes, où il est nécessaire d'embaucher des journaliers ; il est aussi des propriétés que l'on loue, en totalité ou en partie. Dans les deux cas, la stagnation ou la régression des prix nominaux ainsi que l'accroissement des charges salariales désavantagent ceux qui ont recours à autrui pour cultiver leur bien. Le rapport d'un hectare de seigle (le rendement étant supposé constant) évolue ainsi en valeur nominale pendant vingt-cinq ans (indice 100 en 1883-87) :

— 102,3 en 1888-92	— 85 en 1893-97	— 95,5 en 1898-1902
— 97,8 en 1903-07	— 110,5 en 1908-12.	

Ayant baissé pendant deux décennies, il a fini par gagner une dizaine de points. Mais, exprimé en salaires de manœuvre, il en perd douze [47]. Une exploitation comme celle de *La Cabassude*, à Saint-Germain-de-Calberte, débourse en 1886 la somme de 46 francs pour 33 journées ; vingt ans plus tard, elle en aurait dépensé 60 pour les mêmes services [48].

La diminution des revenus de la terre pourrait être réduite ou compensée par une augmentation des rendements. De ce côté, les diverses enquêtes ne révèlent aucun progrès et cela n'est guère étonnant : il faudrait des apports massifs d'amendements (la chaux ne manque pas dans l'enveloppe mésozoïque voisine et la houille permettrait d'en fabriquer en quantité) et d'engrais industriels (mais l'extraction du charbon n'a pas attiré l'industrie chimique). On utilise le fumier local dont le tonnage est à la mesure du cheptel qui le produit et la terre est de la sorte parcimonieusement engraisée. De plus, la médiocrité des moyens de transports lourds [49] et la mentalité d'agriculteurs qui, pour beaucoup, conçoivent mal la façon de convertir le système de cultures et de réorienter l'économie de ces vallées, tout cela ne favorise pas les améliorations que la science agronomique de l'époque autoriserait. Il n'y a rien ici qui rappelle la mutation profonde du Ségala au XIX^{me} siècle et il serait par ailleurs tentant de souscrire au jugement rendu par R. Blanchard à propos de la châtaigneraie piémontaise ou corse dont la générosité aurait engourdi les aptitudes agricoles des habitants [50].

Pour pallier le renchérissement de la main-d'œuvre, il est absurde d'imaginer une augmentation de la productivité : le matériel automoteur adapté à une structure agraire aussi tourmentée que celle-ci n'est pas encore inventé ! Le serait-il qu'il atteindrait alors un prix si exorbitant que bien peu d'exploitants consentiraient à se l'offrir ; il faudrait aussi inventer un système de crédit qui, pour le moment, n'existe pratiquement pas. Les grands organismes bancaires ne s'intéressent pas à une paysannerie besogneuse et les capitaux régionaux, amassés par les familles qui ont beaucoup profité de la sériciculture et du travail de la soie, boudent désormais la terre qui les a engendrés et nourris. Il est certain aussi que la monnaie de métal fin est thésaurisée en petites quantités un peu partout dans les fermes ; qui commettrait l'imprudence de s'en défaire en période de crise chronique, alors que rien n'augure une quelconque amélioration de l'économie rurale ?

La part des salaires dans les dépenses d'exploitation contribue donc à éroder les revenus paysans. Pourtant, ces rémunérations ne sont guère attrayantes ; à *La Cabassude*, le journalier reçoit en 1886 1,50 franc (il est sûrement nourri) ; en 1892, dans le canton de Saint-Germain-de-Calberte, l'homme touche en été 2,70 francs par jour (sans les repas) et 2,40 en hiver ce qui, l'un dans l'autre, est supérieur à ce qui est consenti dans l'ensemble du département. Bien que la comparaison soit malaisée, il n'apparaît pas d'augmentation depuis 1862 et la tendance serait même au fléchissement [51]. Vers 1910 en tout cas, les salaires agricoles auront augmenté, tout en restant inférieurs à ceux qui sont offerts ailleurs (cf. *supra*, p. 207).

Si les céréales et les denrées similaires se déprécient, il ne devrait pas en aller de même pour les produits d'élevage, riches en protéines, recherchés par les consommateurs et acquérant de ce fait une plus-value marchande fort honorable. Or, comme nous l'avons vu pour la viande de bœuf ou de porc, la montée des prix en une trentaine d'années est des plus lentes : moins de 10 % (en prix réel, le bœuf a même diminué). La même évolution peut s'observer à l'examen des mercuriales relatives à Alès [52] :

Prix du kilogramme de viande de					
	bœuf	vache	veau	mouton	porc
1854-55	0,90-1,30		0,80-1,20	1,00-1,60	1,40-1,80
1866-67	1,10-1,60			1,60-1,70	1,30-1,70
1875, 1880 ..	1,75-1,90	1,75-1,90	1,90	1,85-2,20	1,80
1885-87	1,75	1,60-1,75	1,80-1,90	1,75-1,85	1,75-1,80
1891-92	1,60-1,80	1,60-1,80	1,70-1,90	1,75-2,00	1,70-1,80
1894-96	1,40-1,50	1,35-1,40	1,50-1,60	1,60	1,70
1904	1,45	1,40	1,50	1,60	1,70
1911	1,60-2,10	1,40-2,00	1,90-2,20	1,90-2,20	1,90-2,40

N.B. — Prix minima et maxima absolus pour chaque période ou année citée.

Quant aux autres produits d'élevage, ils ne connaissent eux aussi qu'une hausse modérée de leurs prix courants [53].

En résumé, la retraite des prix réels n'est pas catastrophique étant donné le caractère familial de la plupart des entreprises et le rôle de l'autoconsommation dans l'économie agricole. Cela n'a pas incité les ruraux à se cramponner à leurs *traversiers*.

B. Crise et survivance de productions et activités traditionnelles

1. La vigne

D'une manière générale, le vignoble cévenol est surtout destiné à fournir le vin de table de l'exploitation, ce qui n'exclut pas toutefois les possibilités de vente... Or le développement du bassin houiller tout proche a stimulé la viti-

culture. Ne serait-ce qu'en raison des rapports entretenus entre les immigrants de cette région industrielle et les hautes vallées dont ils étaient issus, le vignoble a forcément participé, dans la mesure de ses aptitudes, au ravitaillement en vin des cités ouvrières. Par ailleurs, certains ont vu dans la vigne un moyen de revaloriser des terres qui, en raison de la crise séricicole, ne rapportaient plus grand'chose. Il est vrai cependant que les rendements ne sont pas ici très élevés (12 ho/ha est une honnête moyenne) et que les jeunes ceps mettent plusieurs années avant de porter des grappes. Toutefois, les perspectives commerciales étaient séduisantes : de 1852 à 1862, le prix de l'hectolitre serait passé de 11,50 à 30 francs [54] ! A ce tarif il est vrai, un hectare de vigne procure plus de bénéfice que 400 mûriers dont la feuille est transformée en soie à raison de 5 kilos de cocons par once mise à incuber, ce qui est en fait très médiocre [55]. Cette viticulture pouvait compter sur la capacité de consommation du bassin charbonnier (mais elle perdait l'avantage de la distance à un moment où s'effondrait le coût des transports) et il arrivait au vin de voyager clandestinement, ce qui ne nuisait pas au commerce tant que le fisc n'y regardait pas de trop près. Ces raisons ont sans doute favorisé l'extension du vignoble sous le Second Empire ; le mûrier et la vigne ayant les mêmes exigences biologiques, celle-ci aurait pu évincer complètement celui-là. Mais ses partisans auraient bien vite rencontré les limites humaines et techniques de leurs ambitions : comment planter et entretenir un vignoble dans une région d'émigration où on rechigne au surplus à bien payer la main-d'œuvre ? Comment résister d'autre part aux vins plus méridionaux qui n'ont aucun mal à offrir une qualité supérieure à ceux d'ici ?

En dépit d'une conjoncture favorable, il ne semble pas que la vigne ait conquis de nombreux *bancels* durant les années où le mûrier bat en retraite ; en tout cas, le phylloxéra l'emporte au cours de la décennie 1870. Ce nouveau revers agricole contribue probablement à accentuer le déclin du nombre global et à creuser la courbe du taux migratoire (fig. 21, 22 et 23). Il se reconstitue durant les années 1880 mais il est sûr que désormais il ne participe que discrètement aux recettes de l'exploitation. Le prix du vin se dégrade à tel point que c'est en marge de la loi que son commerce présente encore quelque intérêt [56]. Selon l'enquête de 1862, il y avait 158 hectares de vignes dans le canton de Saint-Germain-de-Calberte ; de 1882 à 1892, on en a replanté 30 hectares et en 1892 il en est déclaré 45 hectares dont la moitié en « culture mêlée » ; vers 1900-10, il apparaît souvent, à travers les enquêtes officielles (ce qui ne signifie pas qu'elles soient dignes d'une confiance aveugle !) que la surface du vignoble a rétréci de plus de moitié depuis le milieu du XIX^{me} siècle [57] ; c'est une survivance tenace de la polyculture cévenole. On connaît l'attachement que voue en général le paysan à sa vigne : fabriquer son vin est pour lui une manière de s'affirmer ; c'est aussi le moyen d'économiser l'argent que, par ailleurs, il a du mal à gagner.

2. La châtaigneraie

La part de la châtaigne diminue dans le commerce « extérieur » des vallées : les quantités vendues sur les marchés urbains de la périphérie s'amenuisent et, au début de ce siècle, elle figure moins souvent dans les registres de

mercuriales à Alès, Anduze ou au Vigan... Il est sûr que les ventes subissent l'effet d'une certaine désaffection. La châtaigneraie demeure toutefois l'un des piliers de l'économie rurale : l'habitant continue à en consommer (il y a diverses façons d'accommoder cet « étouffe-chrétien ») et il en nourrit son bétail, surtout les agneaux de boucherie et les porcs : le parcours des plantations par ces animaux valorise une production dont le prix de revient s'est accru (façons culturales et ramassage).

A partir des années 1870-80, la châtaigneraie subit l'attaque mortelle de l'*encre*. La maladie serait apparue vers 1871 dans le bassin du Luech, aux environs de Vialas. Selon P. Marcelin [58], l'arbre est victime de son implantation sur des terrains naturellement pauvres, où la matière fine est aisément lessivée et où les racines sont facilement exhumées à cause de l'efficacité des agents érodant le long des versants. Si le châtaignier consent à fournir beaucoup de fruits, c'est qu'il est lui-même exigeant et qu'ainsi il épuise assez vite les horizons pédologiques où il se nourrit. Quand la pression démographique se relâche, que les ouvriers agricoles se raréfient et que les plantations sont moins bien et moins régulièrement soignées, elles deviennent vulnérables aux parasites, les conditions locales du climat, voire du micro-climat jouant un rôle différentiel [59]. Dans cette optique, la dépopulation répondrait des ravages de l'*encre* et du recul de la châtaigneraie au profit de la lande [60]. Il est vraisemblable de supposer que, négligées à cause du manque d'hommes, des plantations ont plus facilement succombé aux atteintes de la maladie. Inversement, il est probable que, beaucoup de plantations étant contaminées et produisant de moins en moins, leurs propriétaires les ont cédées aux fabricants de tannin et sont partis ; la crise ajoute ses effets à d'autres embarras et le problème de la survie se résout pour de nombreux paysans par l'émigration.

Lorsque les Eaux et Forêts acquièrent au cours des années 1870-80 des terrains à reboiser, les châtaigneraies y figurent peu : ces achats concernent en effet des parcelles d'altitude, situées sur les hauteurs de la retombée méridionale du Lingas-Aigoual, entre Aumessas et Valleraugue, ou bien dans le haut bassin de la Cèze, entre Malons et Génolhac. Mais plus tard, aux alentours des années 1900, et tandis que les opérations d'enrésinement visent à restaurer les *valats* de la Haute Gardonnenque lozérienne, elles apparaissent plus largement dans les actes passés entre l'Etat et les particuliers [61]. Ainsi en est-il dans les vallées du Galeizon et des Gardons de Saint-Germain et de Saint-Martin : c'est le cas dans la Vallée Française (Molezon, Moissac, Sainte-Croix, Saint-Etienne). A Moissac, de 1905 à 1909, l'Etat s'approprie 455 hectares dont près de 250 sont plantés de châtaigniers (55 % de la surface acquise, plus de 18 % de la superficie castanécicole déclarée en 1834). L'exemple de cette commune peut illustrer le recul de la châtaigneraie dans le paysage et l'économie cévenols : entre 1834 et 1913 (révision cadastrale), sa surface totale est passée en chiffres ronds de 1380 à 878 hectares, ce qui représente une perte de plus de 36 % ; le revenu matriciel est tombé de 50 à 35 francs en première classe, de 30 à 15 en seconde et de 12 à 8 dans le troisième [62]. La dévalorisation de maintes parcelles est aussi mise en lumière par les prix qu'offre l'Etat : ils sont en rapport avec leur revenu effectif, tombé à fort peu de chose [63].

3. Les vers à soie

Techniquement, la sériciculture est sauvée de la ruine vers 1875-80. Le marasme aura duré vingt-cinq à trente ans. En 1872, les rendements se tiennent encore au-dessous de 10 kg/once ; en 1874, ils avoisinent 15 à 20 kg ; au cours de la décennie 1880, ils se haussent entre 30 et 50 kg. Les écarts à la moyenne révèlent par leur énormité les écueils impitoyables sur lesquels échouent encore les éducateurs : la pébrine est vaincue certes, mais d'autres maladies guettent les élevages mal conduits. Pourtant, à partir de 1885-90, toute magnanerie sérieuse doit obtenir, grâce à la sélection des graines et aux précautions sanitaires, entre 50 et 60 kg de cocons pour chaque once mise à incuber. Dans la plupart des vallées cévenoles, on passe ainsi de 24 à plus de 40 kg en une dizaine d'années (1887-91, 1897-1901).

Désormais, les difficultés sont d'ordre économique : si elle était livrée à la merci des « soyeux » dans un système purement libéral, la sériciculture disparaîtrait. La filature nationale, autant écrire « lyonnaise », ne trouve plus en France toute la matière première dont elle a besoin : la demande de soie s'est considérablement accrue alors même que toutes les régions de production étaient durement atteintes par la pébrine. D'autre part, les marchands de soie sont attirés sur le continent asiatique par des prix plus avantageux que ceux réclamés par les producteurs nationaux. M.-A. Carron a montré comment les « fabricants » se transforment en « marchands de soie » qui « laissent jouer à fond la concurrence des cocons bon marché d'Extrême-Orient, si néfaste pour la production française » [64].

La valeur du kilogramme de soie grège à l'importation a ainsi régressé en France de 1867-76 à 1907-11 [65] :

— 1867-76 : 62 francs	— 1887-1891 : 34,7	
— 1877-81 : 46,6	— 1892-1896 : 33,9	— 1902-1906 : 38,1
— 1882-85 : 39,2	— 1897-1901 : 35,2	— 1907-1911 : 37,2

S'il faut dévider 12 kg de cocons pour obtenir 1 kg de soie grège, il est forcé que les cocons cévenols, payés entre 3,5 et 5 francs/kg en 1885-90, semblent trop chers aux filateurs. Dans les années 1900, il ne faudrait pas qu'ils dépassent 3 à 3,2 francs pour être compétitifs.

Inaugurée le 13 janvier 1892, la législation protectionniste autorise la survie de la sériciculture et de la filature de soie. D'un point de vue historique, on peut critiquer une intervention dilatoire qui a sans doute empêché la recherche de nouvelles méthodes de production ou une conversion radicale de l'économie [66]. Il y a dans l'attitude soporifique des républicains au pouvoir d'évidentes arrière-pensées électorales et ils éprouvent aussi la peur de voir se gonfler dans les villes et les régions industrielles un prolétariat trop nombreux et perméable aux idées révolutionnaires. Imparfaitement protégées par les tarifs douaniers et soutenues par des primes jugées insuffisantes, les structures séricicoles vieillissent. L'avantage du système est d'alimenter les trésoreries paysannes qui tarissent et d'éviter que l'émigration, préoccupante à long terme, tourne trop vite à la débâcle.

Vers 1890, la sériciculture française ne satisfait pas le cinquième des besoins de la filature (800 tonnes sur 4.000). L'action officielle est menée aux divers niveaux de la production. Elle défend la filature en dressant une barrière à l'importation des soies ouvrées et grèges [67]. Elle accorde aussi une prime dont le montant est proportionnel au nombre de bassines, ce qui peut inciter le filateur à les multiplier mais, en procédant ainsi, il augmente considérablement ses frais [68]. La subvention est d'ailleurs plus élevée (400 francs par bassine et par an) si l'industriel s'approvisionne sur le marché national de préférence à l'étranger (340 francs). C'est là que commence l'aide à la sériciculture locale. Elle est complétée par une prime de 0,50 franc/kg de cocons récoltés : ce peut être une manière de pousser les gens à en produire davantage ; l'intérêt de la prime est pourtant limité si les magnaniers ne recherchent pas les moyens d'accroître la productivité des éducations et de perfectionner la qualité de leurs cocons.

Très contestable sur le plan économique, l'ensemble apparaît cohérent d'un point de vue social. Par la protection douanière et l'octroi des primes, on maintient l'activité d'entreprises désuètes qui, livrées à leurs seules forces, ne résisteraient pas à la filature lyonnaise. Ce premier « ballon d'oxygène » épuisé, il en faudra d'autres... Mais *localement et dans l'immédiat*, le sauvetage de ces filatures sans avenir contribue à freiner l'exode rural en procurant du travail aux femmes. Il est vrai par ailleurs que cela permet aux industriels d'offrir des salaires relativement bas, en arguant de leurs difficultés, ce qui finit par des grèves où les ouvrières obtiennent rarement gain de cause [69].

Sauf dans la Vallée Longue, il n'est pas de bourgade où ne fonctionne au moins une filature ; dans la Vallée Française (*latu senso*), une à Saint-Germain, deux à Saint-Etienne, une à Sainte-Croix ; dans la Vallée Borgne (Saint-André, Saumane, l'Estréchure), cinq établissements ; cinq aussi dans le canton de Vallesaugue (dont deux au chef-lieu) ; dans la Salindrenque, une à Soudorgues et dix à Lasalle ; et ne sont pas prises en compte ici les filatures et autres usines qui se trouvent sur la bordure cévenole, particulièrement vers le Sud, entre Ganges et Aumessas. Ce sont encore le plus souvent des entreprises familiales, fondées avec des capitaux acquis par la sériciculture et le commerce ; elles emploient par dizaines et centaines les filles et femmes de cultivateurs ; dans certaines familles, il entre ainsi jusqu'à trois salaires, ce qui est appréciable parmi les recettes d'exploitations surpeuplées. La disparition de ces filatures aggraverait la situation matérielle de la paysannerie et ne manquerait pas de gonfler le courant migratoire.

Mis à part les sentiments profonds que le Cévenol nourrit pour le *magnan* (= le *grand*), des chances plus assurées de réussite et la quasi-certitude d'un gain ont réanimé la sériciculture [70]. Quand elle est bien conduite, une éducation peut rapporter en un mois ce que la jeune fille de la maison, ouvrière à la filature du village, mettra un an entier à gagner. En 1886, les gens de *La Cabassude* inscrivent au chapitre de leurs recettes 463,59 francs qui représentent la vente de près de 137 kg de cocons : cette somme cumule 34,9 % des entrées ; les dépenses engagées dans l'affaire sont en revanche modestes : 26,25 francs [71]. Les

bénéfices encaissés (il faut y ajouter 12,60 francs qu'a rapportés la feuille de mûrier) permettent à l'exploitant de payer ses contributions (96,75 pour près de 10 hectares et 165 francs de revenu matriciel), d'acheter des porcs à engraisser (45,5 en juillet pour le premier et 60 francs en septembre pour les trois autres), de se procurer du matériel agricole (38,75 francs), des semences et des plants (98,50 francs), de fournir la maison en épicerie et d'acheter les bougies et presque tout le pétrole pour l'éclairage (111,85 francs). Si dix ans plus tard la magnanerie de *La Cabassude* produit encore quelque 140 kg de cocons, leur vente ne rapporte plus que 420 francs car on offre environ 3 francs/kg seulement sur les marchés régionaux [72] ; mais la subvention annule le déficit et le produit brut atteint finalement 490 francs.

Cet exemple illustre le climat optimiste où baigne la sériciculture jusqu'à la guerre de 1914-18. Les revenus espérés, sinon encaissés, justifient la stabilisation du nombre des éducateurs en Lozère à partir de 1880-85 : pendant une trentaine d'années, leur effectif diminue de 10 %, moins que la population totale durant le même temps. Dans un groupe de quatorze communes gardoises, c'est une régression du même ordre que nous observons, mais auparavant la chute a été bien plus sensible [73] :

1872-74	: 3.831	1894, 96 et 97	: 2.521	1905-1907	: 2.322
1880-82	: 3.464	1900-1902	: 2.317	1909-1911	: 2.265
1885 et 87	: 2.409				

L'analyse du budget séricicole explique la médiocrité de ce recul. D'un côté, les charges ont augmenté d'environ 50 % entre 1875-80 et 1910 (frais de chauffage et de main-d'œuvre) ; mais elles portent sur des sommes très modestes et la différence peut tout juste représenter le prix de 3 à 4 kg de cocons : sur 120 à 140 kg, c'est fort peu. Pour ce qui concerne la feuille de mûrier, elle aurait assez peu « bougé » dans l'ensemble ; notons cependant la fièvre qui s'empare du marché lorsque surviennent les intempéries [74]. En revanche, l'once de graine a baissé : de 20 à 25 au début, elle descend autour de 15, puis de 12 francs au cours de la décennie 1880 ; elle se tient ensuite autour de 10 francs et, à partir de 1895, elle tombe au-dessous de ce niveau. D'autre part, le prix des cocons diminue ; deux périodes se distinguent à ce propos, séparées par l'année 1893. De 1873 à 1893, la courbe est concave : partant de plus de 5 francs, elle s'incline vers le « marais » de 1884-87 (3,50 environ) puis, lentement, elle remonte en 1893 jusqu'à 5 francs. La rupture est brutale : en 1894, le prix dégringole à 2,50 ; désormais, la courbe est « en dents de scie » avec des saillants qui grimpent à 4 et 4,50 et des creux qui se lisent à 3 francs et moins ; le *trend* est imperceptiblement ascendant. Enfin, trois facteurs positifs interviennent : l'octroi de la prime à 0,50 franc/kg en 1892, son passage à 0,60 six ans plus tard et l'augmentation des rendements. Un modèle théorique fait mieux comprendre l'intérêt de cette spéculation ; dans l'hypothèse envisagée ci-dessous, la feuille est produite par l'exploitation et son coût n'intervient pas dans les calculs du revenu fourni par l'éducation d'une once :

— 1^{re} étape : 1875-80

dépenses : 25 francs (20 francs de graine et 5 francs de frais),
 recettes : 75 francs (75 francs (15 kg de cocons à 5 francs/kg),
 bénéfice : 50 francs.

— 2^e étape : vers 1885

dépenses : 18 francs (12 francs de graine, 6 francs de frais),
 recettes : 105 francs (30 kg de cocons à 3,50 francs/kg),
 bénéfice : 87 francs.

— 3^e étape : vers 1895

dépenses : 17 francs (10 francs de graine et 7 francs de frais),
 recettes : 140 francs (40 kg de cocons à [3 + 0,50] francs),
 bénéfice : 123 francs.

— 4^e étape : vers 1910

dépenses : 16 francs (dont 8 francs de graine),
 recettes : 164 francs (40 kg de cocons à [3,50 + 0,60] francs),
 bénéfice : 148 francs.

En mettant à germer trois onces de graine, on peut donc escompter un bénéfice net de l'ordre de 400 à 450 francs. Voilà une rentrée fort honnête, mais il a fallu se démener pendant un mois. On est pourtant bien payé de sa peine ; au bourg voisin, le directeur d'école, qui prépare sa dernière promotion d'élèves au certificat d'études, doit s'époumoner et corriger dictées et problèmes durant plus de deux mois pour la gagner. Quant au jeune facteur des postes, il ne la méritera qu'après cinq à six mois de tournées à travers les *serres*, et par tous les temps.

Mais tout le monde ne peut pas espérer de tels bénéfices et nombreux sont les éducateurs qui ne récoltent pas plus de 50 kg, soit parce qu'ils manquent de place, d'aide familiale ou de mûriers, soit parce qu'ils n'ont pas réussi (achat de graine au rabais, entassement des pensionnaires, mauvaise aération du local...). Les listes établies lors des pesées officielles révèlent la foule des gagne-petit dont certains pourront acheter un porc à engraisser au moment des châtaignes, si par ailleurs ils ont trouvé de quoi acquitter leurs contributions [75].

En kgs de cocons Année	moins de 10	10 à 49,9	50 à 99,9	100 à 199,9	200 à 299,9	300 à 399,9	400 et plus	Total des éducateurs
1897	31	151	143	157	48	20	6	556
1902*	93	148	152	135	36	8	6	578
1904	11	106	174	189	55	25	9	569

* Année médiocre : 66 des 93 inscrits dans la première classe (moins de 10 kgs) n'ont rien récolté.

Imposée de l'extérieur, la renaissance de la sériciculture est artificielle et fragile. Elle ralentit vraisemblablement l'hémorragie démographique mais elle n'est, avec la filature de la soie, qu'une activité traditionnelle dont la jeunesse féminine

perçoit avant tout le côté astreignant [76]. Elle apporte de l'argent mais, dans une économie qui a pris beaucoup de retard, elle est plus un facteur de thésaurisation que de rénovation. Par les emprunts émis durant la guerre, l'Etat récupère une partie du métal précieux que sa politique sociale a permis de conserver dans ces vallées.

4. L'élevage

En dépit de la stagnation des prix, le développement de la consommation de viande, de lait et de ses dérivés, a pu inciter les exploitants à rechercher dans tel ou tel type d'élevage de nouvelles sources de profit. Il se trouve dans le bassin houiller et dans la ville d'Alès quelque 75.000 consommateurs ; l'amélioration du niveau de vie devrait favoriser semble-t-il une telle évolution de l'économie rurale [77]. Or l'exploitation cévenole persiste à pratiquer un élevage traditionnel : les porcs engraisés aux châtaignes, ainsi que les ovins et les chèvres demeurent les représentants presque exclusifs du cheptel nourricier. L'intérêt décroissant du système céréalier autoriserait l'extension des prairies sur les *bancels* ; l'intensification fourragère atténuerait le malaise démographique en augmentant les revenus paysans... Ces prairies apparaissent discrètement dans les enquêtes agricoles, vers la fin du siècle dernier. C'est ainsi qu'elles occupent en 1892, dans le canton de Saint-Germain, dix fois moins de place que le blé et le seigle réunis, douze fois moins que les prés naturels, irrigués ou non. Pendant la période qui nous intéresse, elles donnent surtout l'impression d'une curiosité agronomique. Au vrai, les chances d'un développement de l'élevage bovin dans les vallées cévenoles sont très minces. Considérons le cas de l'élevage laitier à viande liée (la vache et son veau vendu à trois mois) ; c'est la spéculation qui conviendrait le mieux aux exploitations familiales de cette époque-là puisque, le plus souvent, elles sont bien peuplées, voire surpeuplées. En admettant les estimations suivantes :

Capacité de production annuelle d'une prairie artificielle exposée aux risques de sécheresse estivale et semée en sol acide	3.000 UF
Consommation requise annuellement pour l'entretien d'une vache laitière	2.400 UF
Consommation requise pour la fourniture de 1.500 litres de lait dans l'année	600 UF

Grosso modo, un hectare de prairie nourrit une vache et son veau ; le prix du lait à la production n'excédant sûrement pas 20 c/litre et le veau sur pied ne valant pas plus de 0,75 franc/kg, le revenu espéré se tient vers 230 à 235 francs. A raison de 12 quintaux/hectare, la terre à seigle donnerait une recette légèrement supérieure à 200 francs [78]. Il n'est pas du tout certain qu'un tel bilan séduise les paysans, d'autant plus que les perspectives de vente du lait ne sont pas encourageantes. Dans le bassin houiller (en y incluant la ville d'Alès), la consommation de lait est ridiculement basse : avec un troupeau de 500 têtes et une production de 500 litres par vache et par an, le quotient individuel journalier atteint 2,74 cl [79]. D'autre part, l'achat d'une génisse prête à produire

représente un investissement assez lourd ; les risques de mortalité étant élevés, le capital peut se perdre prématurément, bien avant d'être amorti. Au surplus, la somme gagnée en un an est celle que le ver à soie procure facilement en un mois. Par ailleurs, le problème du ramassage paraît insoluble dans une région au relief aussi tourmenté et où l'habitat est extrêmement dispersé ; pour le surmonter, on voit mal les esprits se ranger à l'idée d'une organisation coopérative. Par tradition enfin « l'agriculture cévenole ignore, ou presque, l'élevage des bovins. Le portage s'est fait longtemps à dos de mulet et à dos d'homme. La charrue était presque inconnue. L'allure du hameau cévenol est celle des habitats qui ignorent le gros bétail : ruelles étroites, passages en escaliers, absence de ces « aisances » si utiles aux bovins » [80]. Il est probable que ces raisons humaines, qu'il est du reste impossible de comprendre sans référence au terroir, ont aussi conduit les gens à ne pas s'encombrer de ces animaux.

A ce propos, les vallées schisteuses se distinguent de la montagne où le troupeau bovin augmente aux dépens des moutons et où l'herbe contraind les céréales à reculer. Au Pont-de-Montvert, de 1888 à 1908, le seigle cède le tiers de sa superficie (485 à 305 hectares) tandis que, sur le causse Hlasiak de Grizac, le blé est en complète regression (40 à 2 hectares) ; d'autre part, entre 1891 et 1903, l'effectif ovin s'amaigrit des trois quarts (4 300 à 1 000 têtes). Ces changements traduisent une évolution qui s'accélère car il y a longtemps que les paysans fréquentent la région d'Aurillac et les foires qui se tiennent sur l'Aubrac pour en ramener des taurillons qu'ils dressent au travail et châtrant avant de les revendre comme bœufs de labour sur les marchés régionaux (Le Vigan, Barre, Villefort). Au début du Second Empire, la laine et les bœufs sont les deux principales sources d'argent au Pont : mais, stimulé par l'accroissement de la consommation dans le bassin houiller du Gard, le bovin à viande tend à jouer le premier rôle dans l'économie rurale de ces hauts plateaux [81].

En Cévenne même, se perpétue le règne du petit bétail qui participe à la fois au ravitaillement et au budget des exploitations. Les techniques ne se modernisent pas : les prés naturels pourvoient à l'alimentation hivernale et le troupeau (ovins et caprins) est soumis pendant la plus grande partie de l'année à un régime de plein air (avec ou sans transhumance estivale). La châtaigneraie contribue davantage qu'autrefois à la nourriture du bétail : elle permet par exemple d'engraisser en quelques mois des jeunes moutons que l'été a amaigris et qui sont prêts pour la boucherie aux environs de Noël. Elle autorise aussi le développement de l'élevage du porc dont la vente constitue un apport substantiel : en 1886, les trois pores et quart vendus par *La Cabasside* procurent 395 francs, près du tiers des recettes totales de l'exploitation. Dans les années 1900, l'élève qui entretient une quinzaine de brebis peut escompter, avec la vente de agneaux âgés de moins d'un an, une rentrée de 280 francs environ, équivalant à celle de deux cochons amenés à 150 kg [82]. Somme toute, l'élevage traditionnel vient en tête des recettes : les gains qu'il assure sont moins éblouissants que ceux du ver à soie mais ils offrent l'avantage de la régularité.

En conclusion, il n'est pas facile de déceler parmi les aspects les plus significatifs de l'économie rurale des raisons décisives répondant de l'émigration. Ce phénomène a été dans l'ensemble modéré puisque, en soixante ans, le défile

humain représente 28 % du maximum enregistré en 1846 (cf. p. 75). Depuis 1876, le taux migratoire annuel moyen subit des variations en apparence brutales qu'il n'est pas possible de rattacher systématiquement à une crise signal, comme ça pouvait se justifier au cours de la période précédente, alors que la pébrine ravageait les magnaneries. On pourrait par exemple arguer du phylloxéra pour expliquer le creux de 1876-86 (courbes B4 des fig. 20 à 23), la cause serait contestable puisque la Vallée Longue, pourtant non moins valde que les autres, n'en accuse pas le coup (le taux migratoire s'accroît après 1886, fig. 23, B4) et que de toute manière la vigne ne revêt pas en Cévenne la même importance qu'en Midi viticole. La détérioration de la châtaigneraie ne se traduit pas à un moment précis par un emballlement du taux migratoire, comme s'il s'agissait d'une catastrophe soudaine ; plus sûrement cette crise s'est manifestée « en contrepoint », accélérant des effets négatifs à d'autres embarras. Quelques mauvaises années agricoles ont dû aussi provoquer ça et là l'inévitable abandon d'une certaine exploitation, parvenant ainsi à s'agrandir ou à se prêter à un travail moins pénible mais cet avantage est atténué du fait que la productivité ne bénéficie d'aucun progrès technique, de la sorte, le seuil du sous-peuplement apparaît vite et c'est l'élevage du petit bétail, dont la garde est ordinairement confiée aux personnes les moins productives, qui parvient à réduire l'écart entre une main d'œuvre insuffisante et des consommateurs en surnombre.

Si nous en croyons le budget de *La Cabassude*, une entreprise de près de 10 hectares n'arriverait pas à faire vivre une famille de cinq personnes, les dépenses (1 438 francs) excédant les recettes de 181 francs. Près du cinquième de ces dépenses est absorbé par l'aide pécuniaire allouée aux parents et par les frais de nourrice [84]. Le fonctionnement de l'exploitation retient 32 % des sorties, bien moins que la « consommation du ménage » qui en accapare plus de 50 % : farine et semoule : 20 %, épicerie et droguerie : 7,5 %, éclairage : 0,3 %, vêtements et chaussures : 13,5 %, extra : 6 % dont 0,6 % pour des livres, revues et journaux, soins médicaux et assurances : 0,4 %, vaisselle et ustensiles : 2 %. Le travail est assuré par deux hommes (plus de 7 hectares de châtaigneraies, le reste en terres et prés) qui sont périodiquement secondés par des journaliers agricoles. Le niveau de vie semble décent malgré un déficit qui n'est peut-être qu'accidentel (le chapitre « habillement » est très chargé ; pour ce qui est du cheptel, on a acheté plus de bêtes qu'on en a vendu). Le poids des personnes âgées est lourd en regard de leur participation aux travaux (elle paraît nulle). L'interprétation de ce bilan est faussée par la présence de l'infirme (s'il était actif, *La Cabassude* disposerait de 3 UTH mais serait peut-être surpeuplée par l'excès de bras) et par l'absence de la femme, tout de même indispensable à la conduite de la maison et à l'éducation du dernier né, habituellement commis

à certains travaux fermiers. Ces observations et réserves étant faites, il doit être possible, pour une famille normalement structurée, d'abaisser le niveau de 10 ha que l'on observe ici. Mais il est certain que, du fait de l'évolution des mœurs, des prix et des coûts depuis environ un demi-siècle, le seuil de 4 ha proposé plus haut (p. 114-115) est désormais trop bas : son relèvement a été un facteur d'émigration.

C'est ainsi qu'en Cévenne des influences contradictoires encouragent ou réduisent l'exode. Le problème se débrouille mieux dans la montagne où la courbe du taux migratoire (B4, fig. 20) est d'une interprétation plus aisée. D'après l'exemple du Pont-de-Montvert présenté ci-dessus, il est en effet légitime d'établir un lien entre d'une part le remplacement accéléré de l'agriculture céréalière par l'élevage extensif des bovins [85] et d'autre part l'exaspération du taux migratoire après 1876 ; il faut du reste remarquer le rapport logique entre cette recrudescence des départs et la tournure que prennent les composantes du mouvement naturel : le taux brut de natalité subit une baisse sensible et le taux de mortalité générale se relève légèrement (B1 et B2, fig. 20) ; l'émigration accroît en effet la part relative des vieillards et le taux brut de mortalité s'enfle un peu ; ce sont des adultes célibataires et sans enfants qui partent et le taux de natalité se dévalue plus que si l'exode avait touché des familles entières. Ce genre de relation entre taux de natalité et taux migratoire se perçoit aussi dans la Haute Gardonnenne médiane et dans la vallée supérieure de l'Hérault. Le plus souvent, ce sont donc les exploitations qui se délestent des gens qui y sont en trop : leur nombre diminue finalement moins que celui des hommes.

Le rôle des causes externes semble plus déterminant : les salaires sont plus élevés ailleurs (bassin houiller, viticulture languedocienne durant la période de reconstitution du vignoble...) ; le développement de l'instruction primaire commence à ouvrir de nouveaux horizons ; partout les besoins en personnel augmentent (fonction publique, armée, chemins de fer...). Il est même probable que la crise industrielle des années 1890 a favorisé indirectement l'émigration définitive de Cévenols habitués jusque-là aux déplacements temporaires ou saisonniers ; l'obligation d'aller plus loin les a conduits à s'installer à demeure dans les régions d'accueil. En tout cas, l'exode n'a pas manqué de modifier la démographie rurale. Comment se présente donc la population au début de ce siècle ?

II. MOUVEMENT NATUREL ET STRUCTURES DEMOGRAPHIQUES

A. La fécondité s'affaiblit

Le recul dénoncé par les taux bruts de natalité ne peut pas s'interpréter sans une analyse qui mette en lumière l'influence négative de l'émigration.

1. Célibat et nuptialité

a) *intensité du célibat*

— dans l'échantillon gardois [86]

	15-19	20-24	25-29	30-34	35-49 ans
Hommes		93	60,2	30,5	18,9
Femmes	97	69,7	33,2	22,7	13,1

Depuis 1876, la situation s'est davantage aggravée chez les femmes que chez les hommes. Le marché matrimonial paraît perturbé en raison de départs plus nombreux du côté masculin, ce qui désavantage les filles. Par ailleurs, il semble que ces dernières subissent les effets de leurs réticences : la perspective d'épouser un paysan n'étant guère attrayante, leur attente ayant été d'autre part déçue, nombreuses sont celles qui ont dû se résigner au célibat définitif, la trentaine passée. Au vrai, il en est peu qui échappent au milieu social où elles sont nées ; l'examen de 438 publications de mariages en 1895-1896 et en 1904-1905 montre que 17 d'entre elles (3,9 %) vont épouser des fonctionnaires subalternes, commerçants et petits employés des villes (dans quelques cas, les fiancés eux-mêmes sont des Cévenols). Quant aux hommes, 9 d'entre eux vont se marier avec une citadine ; certains doivent du reste à leur émigration et à leur mutation professionnelle l'occasion d'avoir rencontré leur future femme à Marseille, Nîmes ou Montpellier.

— dans la Haute Gardonnenque médiane [87]

	15-19	20-24	25-29	30-34	35-49 ans
Hommes		94,2	58,8	40,6	25
Femmes	95,7	57,6	25,6	16,1	13

— dans la Vallée Longue [87]

	15-19	20-24	25-29	30-34	35-49 ans
Hommes		81,5	58,5	34,8	16,2
Femmes	96,9	63,5	20,8	15,3	8,2

— dans les montagnes du Lozère et du Bougès [87]

	15-19	20-24	25-29	30-34	35-49 ans
Hommes		97,4	68,4	51,2	21
Femmes	98,6	74,5	36,5	19,5	4,5

Pour ces trois derniers exemples, aucune comparaison n'est possible avec une période antérieure. De plus, il est délicat de commenter les différences qui individualisent chaque ensemble, en raison des effectifs mis en jeu. Toutefois, on ne peut tenir pour aléatoire la situation rencontrée dans les hautes terres :

le coït y est beaucoup trop fréquent par rapport à ce qui se voit ailleurs pour qu'il se justifie par le seul fait du hasard : quoi qu'il en soit, l'intensité en est un premier facteur du recul de la fécondité.

b) l'âge féminin au mariage

Dans les communes de l'échantillon gardois, 312 mariages ont été célébrés de 1904 à 1907. Il y correspond un taux brut de nuptialité plus faible qu'en 1876 : 6,5 contre 7,7 mariages pour 1 000 habitants [88]. Le classement selon l'âge de la mariée s'effectue comme il suit :

	20 ..	37	25 ..	18	30 ..	2	35 ..	3		
16 ..	1	21 ..	33	26 ..	25	31 ..	2	36 ..	1	41 .. 2
17 ..	7	22 ..	43	27 ..	9	32 ..	4	37 ..	2	
18 ..	7	23 ..	37	28 ..	7	33 ..	1	38 ..	3	
19 ..	31	24 ..	28	29 ..	6	34 ..	1	39 ..	1	44 .. 1
T ..	46	T ..	178	T ..	65	T ..	10	T ..	10	TG .. 312

Sauf deux veuves qui se remarient, ces unions concernent des filles : elles se distribuent ainsi par classes quinquennales :

15-19 ans :	46 (14,8 %)	30-34 ans :	10 (3,2 %)
20-24 ans :	178 (57,3 %)	35-39 ans :	8 (2,6 %)
25-29 ans :	65 (21,1 %)	40-44 ans :	3 (0,9 %)

Les paramètres de dispersion se rencontrent à moins de 20 ans (Q1), à un peu moins de 22 ans (médiane) et à un peu plus de 25 ans (Q3). L'âge moyen est situé à 23 ans et 4 mois et le mode se place à 22 ans. De ce point de vue, on ne constate guère d'évolution depuis 1876 : l'âge auquel on convole paraît ignorer l'effet perturbateur de l'émigration : en général, le mariage est plus précoce que dans une société stable et ce caractère peut s'expliquer ainsi : ou bien les filles se marient afin de partir plus vite mais, pour prouver cette attitude, il faudrait savoir où vont s'installer les nouveaux ménages ; ou bien la nuptialité n'est plus retardée par des considérations matérielles à une époque où la terre a perdu de sa valeur et où elle pèse moins sur les décisions des familles portant sur l'avenir de leurs enfants. Pas plus qu'en 1876, l'âge féminin au mariage ne compromet donc la fécondité. L'influence en est d'autant plus négligeable que la population rurale est devenue un peu plus malthusienne qu'elle ne l'était déjà trois décennies plus tôt.

2. La fécondité féminine

a) la fécondité globale

Les taux qui l'expriment en 1906 ou en 1911 varient notablement d'un domaine à l'autre (rappel des taux bruts de natalité entre parenthèses, au même moment) :

Bassin supérieur de l'Hérault	98 (22)	Haute Gardonnenne médiane	84 (18,8)
Salindrenque	71,5 (17,2)	Vallée Longue	87,8 (19,6)
Vallée Borgne	75 (18,4)	Bougès, Lozère	101,8 (22,9)

La Salindrenque et la Vallée Borgne se révèlent comme des secteurs de faible natalité par rapport aux ensembles voisins, mais l'intensité du célibat féminin y justifie apparemment la médiocrité des taux : entre 20-24 et 35-49 ans, la proportion des filles s'élève à 71, 38, 20,2 et 9,8 %, c'est-à-dire franchement plus haut que dans la Gardonnenne septentrionale ou médiane. En revanche, les hauts plateaux drainés par le Tarn supérieur sont sûrement plus féconds puisque le taux y est supérieur à 100 malgré le désavantage d'un célibat féminin plus intense que dans les vallées schisteuses [89].

Dans l'échantillon gardois, 892 actes de naissances ont été enregistrés du 1^{er} janvier 1904 au 31 décembre 1907 ; dans ce même périmètre, on en dénombrait 1.475 en 1874-77 ; dans l'intervalle de trente années, le déclin est donc plus sensible que celui des mariages célébrés : 40 % contre 30 %. La répartition des nouveaux-nés selon l'âge de la mère s'effectue ainsi :

		20 .. 29	25 .. 49	30 .. 52	35 .. 23	40 .. 14
		21 .. 39	26 .. 57	31 .. 52	36 .. 22	41 .. 9
17 .. 2		22 .. 35	27 .. 59	32 .. 53	37 .. 28	42 .. 9
18 .. 3		23 .. 48	28 .. 61	33 .. 51	38 .. 19	43 .. 8
19 .. 9		24 .. 52	29 .. 50	34 .. 41	39 .. 15	44-45 3
T .. 14		T .. 203	T .. 276	T .. 249	T .. 107	T .. 43

La situation reste inchangée vis-à-vis de ce qu'elle était en 1874-77. Les paramètres de dispersion n'ont pratiquement pas vieilli : Q1 excédant à peine 24 ans, médiane quelque peu supérieure à 28 ans, Q3 placé entre 32 et 33 ans ; le mode est fixé à 28 ans et la moyenne arithmétique à 29 ans et 1 mois. Certaines habitudes persistent d'une génération à l'autre : les filles se marient puis procréent leurs enfants aux mêmes âges que leurs mères. Mais dans chaque tranche les taux de fécondité générale diminuent, surtout entre vingt et vingt-neuf ans (fig. 24, p. 166) :

Âges	Naissances vivantes	Femmes	Taux p. 1 000	Âges	Naissances vivantes	Femmes	Taux p. 1 000
15-19 ...	14	471	7,4	35-39 ...	107	353	76
20-24 ...	203	493	103,5	40-44 ...	42	353	29,8
25-29 ...	276	454	152,5	45-49 ...	1	363	0,7
30-34 ...	249	431	144,5	15-49 ...	892	2.918	76,5

Le taux brut de remplacement est sévèrement affecté par cette diminution : alors qu'en 1874-77 mille femmes en âge de procréer et à l'abri des risques de mortalité donnaient naissance à 1.680 filles, ce nombre théorique tombe en

1904-1907 à 1.260 filles seulement. Toutefois, il est probable que ce taux se tient aux environs de 1,85 entre Bougès et Lozère, compte tenu du taux de fécondité globale que nous y avons vu [90].

b) la fécondité légitime

En 1906 et en 1911, les taux suivants peuvent être observés :

Bassin supérieur de l'Hérault	167	Haute Gardonnenque médiane	133,2
Salindrenque	125,2	Vallée Longue	142
Vallée Borgne	122,5	Bougès et Lozère	186

Dans l'échantillon gardois, les taux par classes quinquennales s'établissent comme ci-dessous, après soustraction des six naissances naturelles (fig. 24).

15-19 ...	180	25-29 ...	226	35-39 ...	91	45-49 ...	0,76
20-24 ...	346	30-34 ...	188	40-44 ...	36,5	15-49 ...	128

Au total, la fécondité des ménages ne diminue pas beaucoup entre 1876 et 1906. Cela peut justifier l'alimentation régulière du courant migratoire dont l'entretien bénéficie d'ailleurs d'un recul de la mortalité.

B. La mortalité régresse tardivement

1. La mortalité infantile

Les taux bruts de 1904-1908 sont inférieurs à ceux de 1874-78, passant de 169 à 137,5 ‰ dans la Gardonnenque septentrionale et de 154 à 144 plus au Sud [91]. L'amélioration est pourtant plus timide que dans la France entière puisque, de 1872-80 à 1901-10, ce même taux est tombé de 169 à 135 [92]. Il est probable que les progrès médicaux dont profitent des classes de plus en plus nombreuses de la société tardent à pénétrer dans des régions isolées où la maladie et la mort sévissent de la sorte quasi impunément [93]. L'analyse biométrique dans l'échantillon gardois s'appuie sur 246 décès :

Jours	Décès	Jours	Décès
0- 4	27	61- 90	12
5- 9	36	91-180	46
10-14	16	181-270	30
15-30	20	271-365	31
31-60	28	Total	246

D'après la règle de J. Bourgeois-Pichat, ce total comprendrait :

$$1,25 (246 - 99) = 184 \text{ décès exogènes (par excès)}$$

Cela donne des taux (‰) qui ont peu varié depuis 1874-78 (rappel des taux de ce quinquennat entre parenthèses) :

Taux exogène : 107,6 (126)

Taux endogène : 36,4 (28)

Taux périnatal : 67 (53,1)

Cette évolution des trois taux considérés séparément est peu significative (effectif réduit, distinction aléatoire entre décès endogènes et exogènes). La courbe représentative de 1904-1908 (fig. 30, n° 2) n'est certes plus « cassée » par la surmortalité exogène ; mais, dans l'ensemble, la situation ne s'est pas beaucoup améliorée depuis trente ans [94].

2. La mortalité au-delà de la première année

En comptant les décès infantiles, le modèle observé subit de 1904 à 1908 1.841 décès ainsi répartis :

— 246 décès infantiles	13,4 %
— 108 décès juvéniles (un à moins de cinq ans)	5,9 %
— 85 décès juvéniles (cinq à moins de vingt ans)	4,6 %
— 265 décès d'adultes (vingt à quarante-neuf ans)	14,4 %

Le reste (61,7 %) concerne la population plus âgée et l'augmentation du pourcentage par rapport à 1874-78 (52,7 %) correspond en fait au vieillissement démographique. Le niveau de la mortalité s'est abaissé puisque les jeunes de moins de vingt ans, qui cumulent en 1906 31,9 % de l'effectif recensé, ne subissent plus que 23,9 % de la mortalité (en 1876, 38 % de la pyramide des âges et 35,7 % des enterrements). Apparemment, le sort des adultes s'est aggravé : en 1876, la fraction comprise entre vingt et quarante-neuf ans occupe 41,6 % de la pyramide et fournit 11,6 % des sépultures ; en 1906, cette part atteint 40,4 % du diagramme mais participe pour 14,4 % aux décès de l'ensemble.

Comparée à celle de la France, la situation décrite ici est mauvaise. Si la surmortalité infantile est plausible, celle qui atteint les enfants âgés de un à moins de cinq ans est suspecte par son énormité : alors que le taux de cette classe est compris entre 14 et 15 ‰ dans l'ensemble du pays en 1905-1906, il il dépasse 28 dans cet échantillon. L'intérêt d'une table de mortalité paraît de la sorte bien mince, à cause de la faiblesse numérique de la population examinée.

3. Le taux net de remplacement

Les risques d'erreur sont amoindris si nous appliquons aux femmes de cette région la table française de 1898-1903 [95]. Il arriverait ainsi 7.725 filles à l'âge nubile, 7.355 à l'âge moyen au mariage et 5.839 à la ménopause. Dans

cette perspective, le taux net de remplacement tomberait à 0,897 (1.000 femmes donneraient naissance à 897 filles). La population des vallées cévenoles serait donc incapable d'assurer son renouvellement à la veille de la grande guerre. Dans l'étage montagnard, la relève des générations serait encore garantie puisque le taux net de reproduction se rencontre vraisemblablement aux alentours de 1,3 [96].

C. Les structures se dégradent peu

1. Les pyramides des âges

Depuis 1876, le diagramme gardois s'est rétréci, la contraction étant plus sensible au niveau des jeunes et des adultes (fig. 36) :

	Jeunes	Adultes		Vieillards	Total
		20-39	40-59		
1876	32,9	28,7	24,2	14,2	100
1906	31,9	28,2	23,7	16,2	100

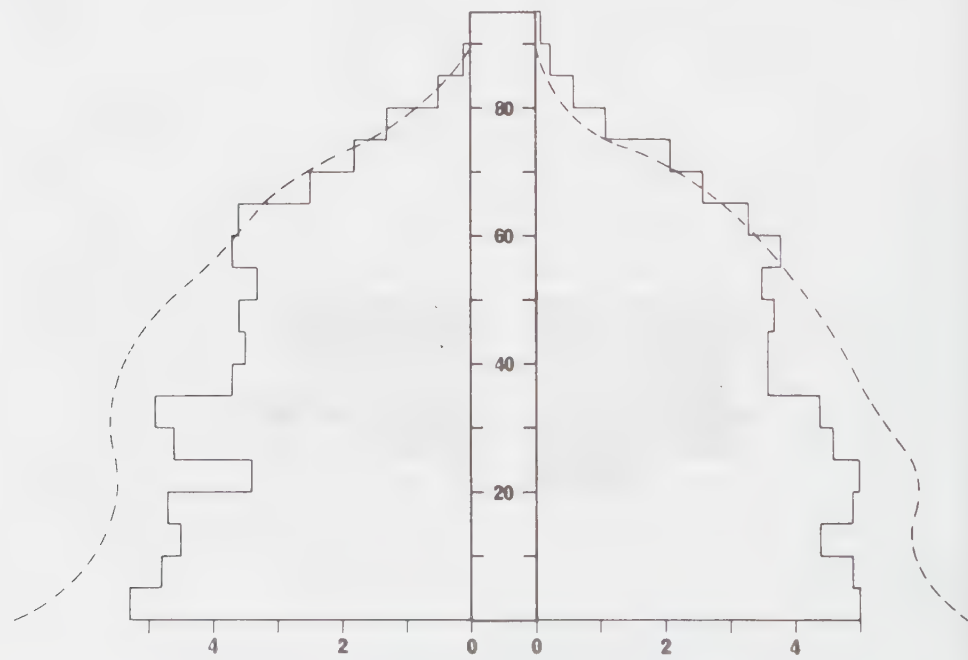


Fig. 36 - PYRAMIDE DES AGES DANS L'ECHANTILLON GARDOIS EN 1906.

Effectifs en centaines.
Hommes à gauche, femmes à droite.

En tireté, profil de la pyramide de 1876.
Partie grisée : non-célibataires de 15 à 49 ans.

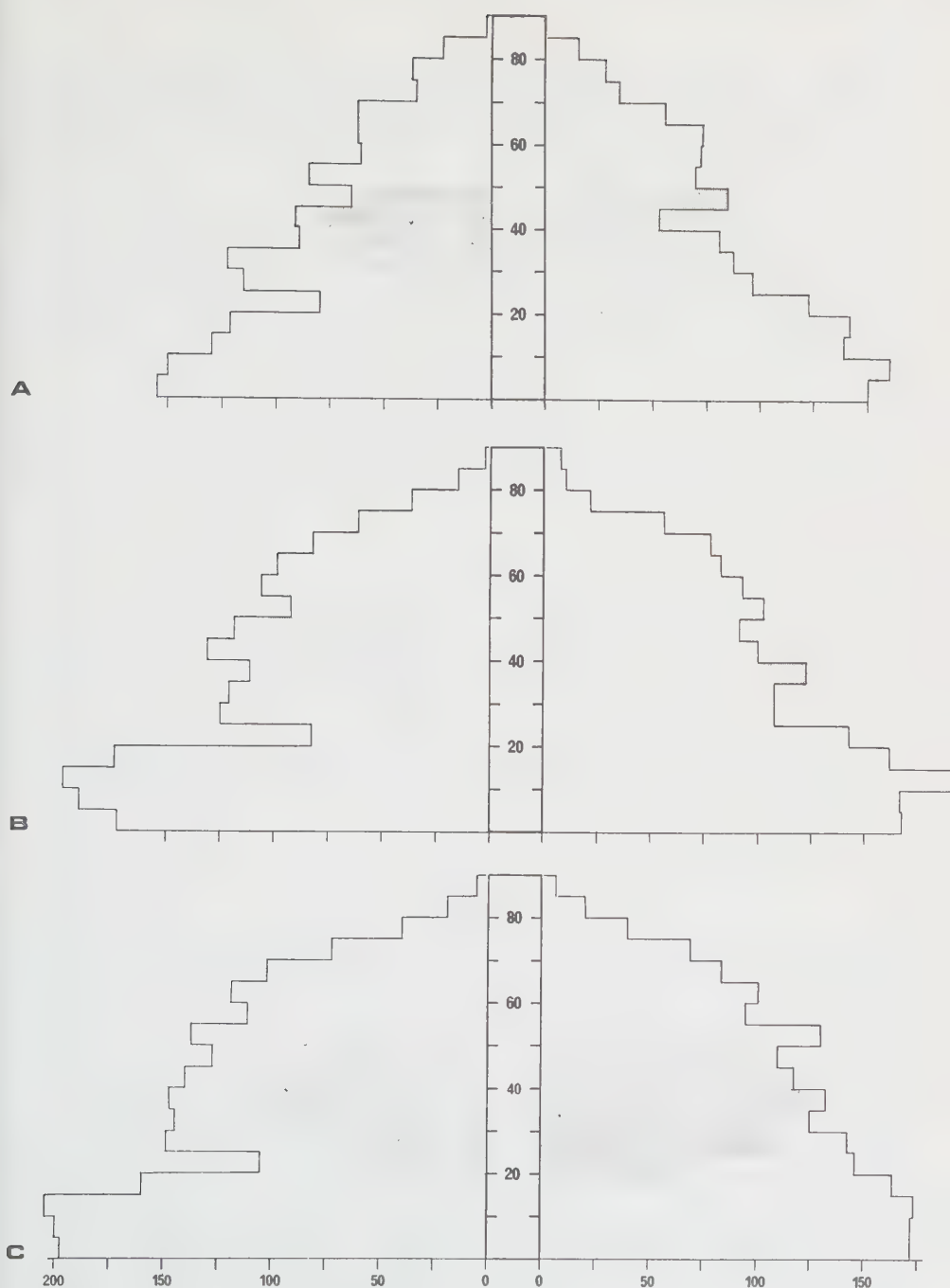


Fig. 37 - PYRAMIDES DES AGES EN 1911.

A : Lozère, Bougès. — B : Vallée Longue + Saint-Martin-de-Bx. — C : Haute Gardonnenque médiane.
(N.B. — La partie grisée représente les non-célibataires de 15 à 49 ans).

En une génération, tandis que l'indice de la population totale rétrograde de 100 à 83,2, ceux des jeunes et des jeunes adultes passent respectivement à 80,3 et à 82,2. Ces différences traduisent la baisse de la fécondité, phénomène analysé ci-dessus.

Les taux de masculinité ont reculé ; tandis qu'en 1876 le déficit féminin était considérable, ces taux descendent en 1906 au-dessous de l'unité, ce qui est conforme à l'aggravation de la surmortalité masculine. La possibilité de recensements défectueux demeure en l'occurrence ; il est en effet difficile d'imputer une sous-représentation des hommes à la seule surmortalité qui les frappe. Il se peut aussi qu'une émigration différentielle touche plus le groupe masculin que l'autre ; mais cela ne s'accorde pas sans problème avec une intensité du célibat bien plus forte chez les hommes que chez les femmes [97].

Plus au Nord, les pyramides de 1911 expriment une situation démographique plus saine (fig. 37) :

	Jeunes	Adultes		Vieillards	Total
		20-39	40-59		
A	38,7	26,6	19,8	14,8	100
B	38	24,7	22,4	14,9	100
C	34,6	26,1	23,1	16,2	100

Supérieurs à l'unité, les taux de masculinité sont ici plus conformes à ce qu'on attend d'une population de montagne en proie à l'exode rural.

2. Le vieillissement différentiel

Les bourgs apparaissent plus vieillis que l'échantillon dans lequel ils se trouvent ; nous l'avions déjà constaté en 1876 pour trois d'entre eux. Cela se vérifie à nouveau en 1906 et en 1911 :

	Jeunes	Adultes		Vieillards	Total
		20-39	40-59		
Valleraugue	27	31	25	17	100
St-André-de-V.	28,9	29,9	24,1	17	100
Lasalle	28,2	28,2	25,6	18	100
St-Germain-de-C.	34	28,9	22,7	14,4	100
St-Etienne-V.-F.	32,4	27,4	27,8	12,4	100
Collet-de-Dèze	33,5	32,5	20,7	13,3	100
Pont-de-Montvert	28,9	28	23,1	20	100

Déjà perceptible à la lecture des proportions de jeunes, la dévitalisation des bourgs est encore mieux dénoncée par les pourcentages de jeunes adultes : sauf à Lasalle, ils sont supérieurs à celui du secteur de référence :

Ecart entre les pourcentages des bourgs et ceux de leur secteur géographique

	Valleraugue	St-André-V.	Lasalle	St-G.C.	St-Et.-V.F.	C.D.	Pt-Montvert
Jeunes ..	— 5,9	— 4	— 4,7	— 0,6	— 2,2	— 4,5	— 9,8
Jeunes adultes ..	+ 2,3	+ 1,2	— 0,5	+ 2,8	+ 1,3	+ 7,8	+ 1,4

Ces comparaisons montrent que la population éparsée, qui est en presque totalité composée de paysans, est plus jeune et plus féconde que celle des villages où la proportion des agriculteurs est plus modeste. C'est bien la paysannerie qui peut le mieux alimenter l'émigration.

3. La dimension des familles

Les femmes non-célibataires se distribuent selon le nombre d'enfants recensés avec elles comme dans les tableaux suivants.

— *Echantillon méridional en 1906* (Hérault, Salindrenque, Vallée Borgne)

Enfants	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Total
<i>Ages</i>											
15-19	12	2									14
20-24	53	65	22	4	2						146
25-29	66	121	76	35	5						303
30-34	42	91	110	59	19	7	5				333
35-39	26	64	90	73	21	15	6	2	1		298
40-44	39	66	81	60	26	15	12	2	2	1	304
Total (femmes)	238	409	379	231	73	37	23	4	3	1	1.398
Total (enfants)	0	409	758	693	292	185	138	28	24	9	2.536

Alors qu'en 1876 nous comptons dans ce même ensemble 171 enfants pour 100 femmes, nous en relevons 181 en 1906. Le gain est insolite et il contredit apparemment la diminution du taux de fécondité légitime entre les deux dates. Il ne se justifie pas sans conteste par la baisse de la mortalité ; en effet, le taux brut de mortalité infantile dépasse 150 ‰ jusqu'à l'orée de ce siècle ; toutefois, le taux juvénile (1-19 ans) cède plus de terrain : 9,5 en 1886, 7,8 en 1896 et 7 ‰ en 1906. Pour ce qui est de la fécondité féminine, le taux restreint (n.v./1.000 femmes de 20-49 ans) est égal à 100 en 1886, 99 en 1896 et 77 en 1906 ; il a donc régressé tardivement et, associé au recul de la mortalité des jeunes, il a pu favoriser l'augmentation de la descendance nette des ménages, telle qu'on peut la mesurer au moment du recensement. Comme le font supposer les structures

par âges, la paysannerie se régénère aisément. Le nombre moyen d'enfants survivants pour 100 femmes âgées de 35 à 44 ans s'élève à 227 ; pour les trois villages, ce chiffre tombe à 192.

— *Gardonnenque médiane en 1911*

En face du précédent, cet échantillon se caractérise par une mortalité infantile et juvénile plus faible et par une fécondité légitime plus élevée. C'est pourquoi le nombre moyen d'enfants atteint presque 200 pour 100 femmes de tous âges ou 261 pour 100 femmes dont la descendance est définitivement constituée, ou en voie de l'être (35-44 ans).

Enfants Âges	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Total
15-19	7										7
20-24	20	30	6	3							59
25-29	31	38	30	8	1						108
30-34	7	33	22	20	18	3	1	1			105
35-39	14	17	40	20	11	12	5	1			121
40-44	7	16	37	21	8	10	3	1		3	106
Total (femmes)	86	134	135	72	38	25	9	3		4	506
Total (enfants)	0	134	270	216	152	125	54	21		36	1.008

Un test permet de vérifier à nouveau que la paysannerie est la plus prolifique : pour 100 femmes non-célibataires et âgées de 20 à 44 ans, il y a 243 survivants dans les familles d'agriculteurs et seulement 186 dans les autres ménages.

— *dans la Vallée Longue et sur les plateaux du Bougès-Lozère, en 1911*

Enfants Âges	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Total
15-19	4	1									5
20-24	25	28	10	4	1						68
25-29	24	51	40	15	5	3	1				139
30-34	13	34	35	30	18	8	9		1		148
35-39	19	25	30	29	16	25	9	5	4		162
40-44	10	24	23	15	17	12	9	8	1	1	120
Total (femmes)	95	163	138	93	57	48	28	13	6	1	642
Total (enfants)	0	163	276	279	228	240	168	91	48	9	1.502

Le nombre moyen d'enfants pour 100 femmes de tous âges s'élève à 234 ; calculé pour 100 femmes de 35 à 44 ans, ce rapport culmine à 308. Ce chiffre dépasse nettement celui qui caractérise le bassin houiller à pareille époque ; c'est d'abord en raison d'une fécondité légitime plus forte, tout au moins dans le domaine des hautes terres ; c'est aussi parce que la mortalité des jeunes est ici moins prédatrice qu'en bas.

Classement des ménages selon le nombre d'enfants survivants, la femme étant âgée de trente-cinq à quarante-quatre ans

	0	1	2	3	4	5	6 enf. et plus	Total
Echantillon								
houiller (1906) ..	11,4	18	23,2	19,2	12,7	6,7	8,8	100
Vallée Longue,								
Boug.-Loz. (1911)	10,3	17,4	18,8	15,6	11,7	13,1	13,1	100

Les familles nombreuses sont donc plus fréquentes chez ces ruraux que chez leurs voisins de la région industrielle : la cumulation à quatre enfants au moins atteint respectivement 37,9 et 28,2 %. La fécondité paysanne se distingue mieux ici que dans les modèles précédents, la partie montagnarde étant d'ailleurs la plus prolifique :

Pour 100 femmes non-célibataires (20-44 ans)
Vallée Longue Bougès, Lozère

Familles d'agriculteurs	296	342
Autres ménages	195	223 enfants [98]

Il n'est évidemment pas possible d'apprécier dans cette attitude ce qui revient aux diverses influences géographiques et sociales : l'isolement imposé en hiver, une certaine ignorance, un atavisme plus ou moins renforcé par la religion... [99].

D. Les exploitants agricoles vieillissent

Malgré l'allure encourageante de la fécondité, la paysannerie s'éclaircit. Selon les résultats d'un sondage portant sur plus de 1.800 exploitations en 1876 [100], leur effectif s'est réduit du cinquième en trente ans. Le déclin peut être observé des deux manières suivantes :

— en fonction de l'âge du chef de ménage

	moins de 30 ans	30-39	40-49	50-59	60-69	70 ans et +	Total
1876	118	417	445	424	289	129	1.822
1906	98	281	311	328	274	120	1.412
Variation							
(en %)	— 17	— 32,9	— 30	— 22,7	— 5,4	— 7	— 22,8

— en fonction du type de ménage [101]

	Ménage ordinaire	Vieux ménage	Homme célibataire		Autres cas	Total
			— de 50 ans	+ de 50 ans		
1876	1.509	125	68	82	38	1.822
1906	1.086	86	60	109	71	1.412
Variation	— 27,6	— 31,1	— 12	+ 33	+ 87	— 22,8
(en %)						

D'après le premier tableau, ce sont les classes les plus jeunes qui ont subi le déficit le plus lourd tandis que l'effectif des exploitants ayant atteint ou dépassé la soixantaine diminue assez peu. Il est vraisemblable qu'arrivés à l'âge adulte, voire même plus tôt, les enfants en surnombre quittent la ferme que gardent leurs parents ou leur aîné ; de cette façon, la part relative des vieux exploitants grossit : à partir de soixante ans, ils représentent 22,8 % du total en 1876 et cette proportion atteint 27,9 % en 1906. Le dépérissement se révèle mieux à la lecture du second tableau où s'annonce une évolution que la guerre va bientôt accélérer : les entreprises agricoles commencent à passer entre les mains de vieux célibataires (hommes et femmes), de frères et sœurs vivant et travaillant ensemble sans qu'aucun d'eux puisse fonder une famille ; de 5,7 % en 1876, leur fréquence s'accroît à 10,3 % en 1906, ce qui traduit les difficultés qui entravent le mariage des cultivateurs et diminuent à terme les chances de survie de leurs exploitations. Il est à ce propos significatif que la part de cette catégorie ait augmenté pendant que déclinait celle des vieux ménages : 6,9 % en 1876 et 6,1 % en 1906 ; au vrai, il y en a moins parce que, depuis plus d'un demi-siècle, l'émigration restreint la nuptialité.

Les exploitations montagnardes vieillissent à peine moins que celles qui viennent d'être présentées. D'après l'exemple de Saint-Sauveur et de Dourbies, situées dans le massif de l'Aigoual-Lingas, la régression atteindrait les pourcentages suivants en trente ans :

- 13,5 % pour l'ensemble ;
- 11 % pour les exploitants âgés de moins de 50 ans ;
- 18 % pour ceux qui ont au moins 70 ans ;
- 20,5 % pour les ménages ordinaires.

Toutefois, l'échantillon en question est, avec 245 exploitants en 1876, trop faible pour être démonstratif : en 1906, le pourcentage de ceux qui ne sont pas encore quinquagénaires est coté à 62, ce qui paraît énorme. Considérons alors un groupe de 1.141 agriculteurs lozériens en 1911 [102]. Ils sont ainsi distribués selon les classes d'âges :

< 30 ans ..	87	40-49 ...	289	60-69	177
30-39 ...	224	50-59 ...	256	70 ans et +	108

Le vieillissement est un peu moins marqué ici que dans le modèle proprement cévenol examiné ci-dessus puisque les chefs d'exploitation dont l'âge est inférieur à cinquante ans sont plus fréquents : 52,6 contre 49 % [103]. Selon le type de ménage, la répartition est la suivante :

Ménage ordinaire	Vieux ménage	Homme célibataire		Autres cas	Total
		— de 50 ans	+ de 50 ans		
779	148	70	74	70	1.141

De ce point de vue, la démographie agricole se révèle dans un état plus critique sur les hautes terres que dans les vallées cévenoles : un peu plus des deux tiers des entreprises (68,1 %) sont cultivées par des ménages ordinaires tandis que cette proportion dépasse les trois quarts (77,1 %) dans le modèle gardois de 1906 et qu'elle atteint 70,7 % dans les branches septentrionales de la Gardonnenne (canton de Saint-Germain).

En apparence, les plateaux d'altitude sont moins aisément abandonnés que le domaine des *serres* ; les courbes régressives de la population globale le montrent. Mais le vieillissement est la rançon d'un déclin numérique relativement modéré. La fécondité paysanne ne rajeunit pas l'encadrement humain de l'agriculture ; elle est avant tout la pourvoyeuse de l'émigration. Il est vrai que l'orientation de l'économie rurale des hautes terres vers l'élevage extensif des bovins favorise plutôt l'exode ; de toute manière, pourquoi interdirait-elle un rajeunissement démographique ? Cette évolution est moins en cause que la persistance de petites exploitations qui végètent en utilisant divers terroirs. Le peuplement périphérique des Causses cévenols en est un exemple : châtaigneraie du massif ancien, bâtiments ruraux profitant de l'étroit ruban (on hésite à parler de « surface ») infra-liasique, céréaliculture sur les plateaux et versants calcaires, parcours du petit bétail sur les diverses parties du finage. Cette occupation traditionnelle ne risque pas de provoquer un rajeunissement des structures mais elle favorise le maintien de vieux ménages, vieux célibataires, etc... dont l'esprit n'est sans doute pas assez ouvert sur la nouveauté.

L'enclavement intervient pour nuancer les divers aspects de la démographie rurale. A première vue, l'isolement promet une vie difficile que beaucoup préfèrent éviter en partant ; mais il n'est pas du tout sûr que les critères habituellement retenus aujourd'hui pour le définir et pour le justifier [104] soient invoqués à cette époque-là. C'est pourquoi le choix des échantillons est discutable du fait qu'il s'effectue aujourd'hui, selon des jugements actuels sur ces questions. Fondée sur l'examen du terrain et des cartes à grande échelle, la méthode pêche par le défaut d'une base objective, rigoureusement établie. Mais étant donné le nombre et la complexité des facteurs à intégrer, il est pour le moins difficile d'envisager l'élaboration d'un « indice d'isolement » qui servirait à distinguer des groupes plus ou moins enclavés. Ces réserves étant faites, considérons deux modèles dont l'un est assuré de relations convenables avec l'extérieur tandis que l'autre ne l'est pas.

	1861		1911		Perte subie (en %)	
	Ménages	Habitants	Ménages	Habitants	Ménages	Habitants
Population enclavée	1.252	5.347	812	3.267	35	38,7
Population non enclavée ..	1.428	5.599	1.122	4.053	21,5	27,5

Les résultats sont à première vue surprenants : en un demi-siècle, la perte de substance est bien plus pernicieuse que dans l'exemple défini dans l'introduction de cette seconde partie (cf. note 6, 1^{re} alinéa) : il est vrai que ce modèle comportait davantage de communes de la Basse Cévenne que celui-ci : appartenant plutôt à la Haute Cévenne et à la Montagne, il est plus isolé et, dans une certaine mesure, plus vulnérable [105]. Malgré une anémie bien plus alarmante, le premier groupe est en tout cas celui où le nombre de personnes par ménage est le plus élevé (pour 100 familles, 427 à 402 habitants de 1861 à 1911 contre 391 à 360 dans le second) : cet ensemble ne comprend pratiquement que des paysans et cela s'explique *a priori* par leur fécondité.

Ces meilleures possibilités de régénération démographique n'empêchent pas cependant que le malaise est plus accentué dans les exploitations isolées que dans les autres, au recensement de 1911.

	Chefs de ménages		Ménages ordinaires	Vieux ménages	Autres cas
	— de 50 ans	+ de 60 ans			
Paysans enclavés	730 (100)	388 (47,6)	170 (23,3)	510 (69,8)	82 (11,2)
Paysans non enclavés ..	416 (100)	218 (52,2)	111 (26,6)	300 (72)	59 (14,2)
					39 (9,4)

N.B. — Echantillon de la note 105, sauf Le Collet-de-Dèze et St-Maurice-de-Ventalon.
« Autres cas » : vieux célibataires, collatéraux, femmes seules ou aidées par des enfants célibataires.

Le contraste entre les deux groupes n'est pas très accusé. Il y a même plus de vieux ménages et de chefs de ménage très âgés dans le second. La différence porte surtout sur l'intensité du célibat ; il contribue grandement à vieillir et à dévitaliser les exploitations les moins bien situées.

Les villages sont incapables de freiner efficacement le déclin. Ce ne sont que des noyaux de quelques centaines d'habitants et l'érosion de leurs effectifs ne les épargne pas davantage que les hameaux et les fermes épars sur les versants. Leur pouvoir polarisant est faible : chefs-lieux de canton pour la plupart, ils abritent les représentants subalternes de la République : postiers, percepteurs et contrôleurs des contributions, gendarmes, instituteurs (ces derniers assez nombreux dans les écarts), juges de paix... Ce sont d'autre part des centres d'artisanat et de commerce à rayon local, au seul service d'une population qui, à

cette époque-là, ne se rend pas souvent à la ville ; de ce point de vue, la physionomie s'est peu altérée depuis le milieu du XIX^{ème} siècle. Les filatures de soie constituent apparemment l'un des facteurs attractifs de ces agglomérations ; mais leur rôle doit être estimé à sa véritable mesure. Elles n'apportent en effet que des salaires féminins d'appoint à des budgets modestes ; leur activité dépend ainsi d'une émigration dont les raisons profondes se trouvent ailleurs. Elles sont d'autre part subventionnées, investissent et se modernisent peu, ce qui les rend sensibles à la conjoncture économique ; en cas de crise, le chômage forcé et la réduction des salaires accroissent les risques d'émigration. La diffusion des activités textiles autour du Vigan, de Sumène et de Ganges a probablement permis à ce secteur de perdre moins d'habitants de 1876 à 1911 que la Haute Gardonnenque, mais ça ne lui a pas interdit de vieillir davantage.

Très souvent, les mines métalliques n'ont en Cévenne qu'un rôle démographique négligeable. L'exploitation intermittente d'un filon le long d'une faille retarde le départ de quelques paysans à qui la morte-saison impose des loisirs ; possédées par des étrangers au pays qui les ont peut-être jamais visitées, ces mines de poche s'ouvrent et se ferment au gré des cotations boursières [106]. Lorsque le minerai est abondant et riche, l'extraction se double de traitements de première transformation et un centre industriel se développe avec des caractères humains originaux, ainsi que le montrent les exemples du plomb argentifère de Vialas, au Nord, et du zinc des Malines, au Sud.

Au recensement de 1911, Vialas est un petit bourg de 353 habitants (1.170 dans toute la commune) ; ses fonctions ne sont plus qu'agricoles et tertiaires puisque toute activité minière a cessé depuis 1894 [107]. Cinquante années auparavant, Vialas compte 2.300 habitants et sa décadence est étroitement liée à l'épuisement du minerai :

- 1861, pleine activité, 157 ouvriers permanents ;
indice de population : 100. Taux de natalité (TBN) : 39,3 ‰ ;
- 1876, indice à 93,5 et TBN à 32,6 ;
- 1880, signes de tarissement de la galène ;
- 1886, indice à 87 et TBN à 26,8 ;
- 1894, fermeture (il reste alors 87 ouvriers permanents) ;
- 1896, indice à 67 et TBN à 20 ;
- 1911, indice à 51 et TBN à 11,9.

Vialas est ainsi devenue la commune la plus vieillie des vallées cévenoles avec 19,8 % des vieillards (60 ans et plus) et un indice de vieillesse de 60,3. C'est un centre minier déchu que ses activités de bourg sont incapables de rajeunir, d'autant plus que le chef-lieu de canton est au Pont-de-Montvert.

Au pied du Causse de Blandas, l'ouverture des mines de Malines entraîne une évolution inverse, à partir de 1875. De 1861 à 1911, la population augmente (1.078 à 1.172 habitants) et de 100, son indice s'élève à 106, 114,5 et 109 en 1876, 1896 et 1911 ; en diminution depuis le milieu du siècle, le taux de natalité se remet à monter : 29 en 1844-48, 22 en 1859-63, puis 32,5, 27,8

et 27,3 ‰ en 1874-78, 1894-98 et 1909-13. La vitalité du village est renforcée du fait qu'aux salaires masculins s'ajoutent ceux des fileuses de soie, ce qui favorise le développement de certaines activités tertiaires de première nécessité [108]. Pourtant, le voisinage de Ganges interdit de jouer tardivement le rôle de bourg : comme Saint-Bresson et d'autres communes du Causse, Saint-Laurent est avant tout une petite cité ouvrière-paysanne vivant dans l'orbite d'une ville.

En fin de compte, il est normal que l'armature villageoise se dégrade. Dans un secteur où un malaise exogène, suscité par la Révolution industrielle, affecte les divers aspects socio-économiques de la vie rurale, les bourgs ne peuvent pas retenir une population qui, par sa présence, ses activités et ses besoins, justifiait leur rôle d'animation. Quand cette population émigre, ils dépérissent. Il n'est pas pensable que les ruraux abandonnent les écarts pour y faire étape : leur mode de vie en serait certes amélioré par la rupture de leur isolement. Mais que viendraient-ils y faire et d'où tireraient-ils leurs ressources ? Rester paysan ? Mais ce serait aggraver les conditions de travail et de toute façon laisser sans réponse le problème de la subsistance. Devenir artisan, commerçant, mais pour rendre service à qui ? La société rurale forme un tout ; la crise peut toucher tel ou tel de ses membres, qu'importe : c'est tout l'organisme qui en subit les effets.

Il n'est évidemment pas possible de suivre ces émigrants jusqu'à leur arrivée dans toutes les régions d'accueil. Nous en avons rencontré dans le bassin houiller ; nous les devinons aussi dans les plaines viticoles, entre Gard et Lez ; il est probable que certains participent aux expéditions coloniales et s'installent outremer, que d'autres sont devenus des citadins dans les grandes villes et, à ce propos, nous les croyons plus volontiers dans celles du Midi, entre Montpellier et Marseille, qu'ailleurs, à Paris par exemple [109]. Ils se trouvent aussi dans les petites villes du pourtour cévenol ; la colonne « lieu de naissance » des listes nominatives permet d'en saisir l'origine exacte et la fréquence dans l'effectif global recensé. Ces centres industriels à fonctions urbaines jouent un rôle de relais dans les déplacements des ruraux descendus de l'arrière-pays.

Selon le modèle constitué ci-dessus (cf. p. 75), les petites villes sous-cévenoles continuent à perdre des habitants après 1876. Le déficit pourrait tenir à un bilan naturel constamment négatif :

	Taux de natalité (p. 1 000)	Taux de mortalité (p. 1 000)	Bilan naturel
1884-88	22,6	27,1	— 4,5
1894-98	21,2	25,4	— 4,2
1904-08	19,2	26,5	— 7,3

Il est vrai que la mortalité se situe à un niveau élevé dont le milieu socio-culturel est généralement responsable. Aux maladies habituelles peuvent s'ajouter les effets de graves épidémies, comme ce fut le cas au Vigan en 1884 [110]. En 1894-96, le taux brut de mortalité infantile atteint 204 ‰ (Saint-Ambroix, Saint-Jean, Le Vigan), ce qui est énorme (France : 163). Dix années plus tard

il a tout de même considérablement baissé : 146 (Le Vigan, Saint-Hippolyte, Saint-Jean, Anduze) et 128,3 en incluant Saint-Ambroix à ce groupe ; le taux national se trouve alors aux environs de 135 [111]. Coté à 26,5 ‰ à ce moment-là, le taux de mortalité générale ne peut donc plus exprimer les seuls décès des populations municipales. Leur structure par âges est par ailleurs identique à celle de la France (respectivement 33,4 et 34 de jeunes, 12,3 et 12,8 % de vieillards) et le taux de mortalité national s'élève à 19,3 ‰ [112]. L'anomalie tient donc aux décès qui frappent les pensionnaires des hôpitaux et asiles de vieillards. La preuve indiscutable d'une balance naturelle positive n'est pas administrée pour autant. D'autre part, si ce bilan est bénéficiaire, il doit l'être de peu car la fécondité des ménages offre des aspects malthusiens : pour cent femmes non-célibataires âgées de 35 à 44 ans se comptent ici 219 enfants survivants ; les familles de deux enfants au plus sont majoritaires (63,6 %) tandis que celles où vivent cinq enfants au moins ne cumulent que 8,3 % du total [113]. Dans ces conditions, le jeu des naissances et décès conduit à une situation stationnaire : du fait de l'équilibre, l'effectif global ne varie pas.

Ces petites villes reçoivent des immigrants dont l'installation devrait accélérer l'accroissement démographique. La ponction s'opère essentiellement dans un rayon local [114] ; en 1906, 64 % de la population de Saint-Jean-du-Gard y est née et le reste vient surtout des environs immédiats et plus précisément de la Haute Gardonnenque [115]. La structure par âges de ce dernier groupe révèle la fréquence médiocre des enfants de moins de quinze ans : 11 % ; c'est la preuve qu'au moment de la migration beaucoup de gens sont encore célibataires ou tout au plus mariés depuis peu. La proportion des adultes compris entre vingt et trente-neuf ans est par ailleurs modeste (28,2 %) en regard de celle qui concerne les personnes plus âgées (54,5 %) ; l'écart est d'autant plus frappant que la quarantaine est déjà un âge à partir duquel la tentation ou la possibilité d'émigrer ont quasiment disparu ; cette différence est du reste minimisée par l'action accrue de la mortalité dans ce groupe d'âges. Cela peut traduire un exode autrefois plus intense (cf. fig. 21, B4) mais aussi l'attrait moins vif qu'exerce désormais Saint-Jean-du-Gard sur des ruraux attirés plus loin par un autre mode de vie, d'autres salaires, etc...

Ces petites villes demeurent engoncées dans leur environnement rural ; elles abritent toujours un nombre impressionnant de familles qui vivent de la terre ; surtout vouée aux plantations, leur banlieue est en partie cultivée par des locataires descendus des hautes vallées [116]. Elles assument d'autre part des fonctions tertiaires, au service de leur propre population et des habitants de leur arrière-pays ; c'est dire qu'en l'occurrence leurs responsabilités ne s'étendent pas très loin. L'artisanat et le commerce y sont plus diversifiés que dans les bourgs intérieurs ; il existe ici quelques grossistes (dans l'alimentation surtout) servant de relais entre l'espace national et la Cévenne : de ce point de vue, les villes bordières ont confisqué des fonctions qui, pendant longtemps, incombaient aussi aux centres ruraux comme Valleraugue, Saint-André, Saint-Germain... Mis à part Le Vigan où le rôle de sous-préfecture gonfle quelque peu les effectifs de « cols blancs », ces agglomérations ne sont que des chefs-lieux de canton où le personnel des services publics est seulement un peu plus étoffé que dans ceux

des hautes vallées. Somme toute, l'éventail des activités urbaines est à l'image d'un marché de consommation socialement peu ouvert : la bourgeoisie possédante y occupe certes une place privilégiée grâce à l'argent qu'elle peut dépenser mais elle représente peu de chose par rapport aux classes moyennes, aux exploitants agricoles et au prolétariat ouvrier.

Car ces petites villes, ainsi désignées par commodité de langage, sont plutôt des centres manufacturiers ; la révolution économique y a profondément bouleversé les structures traditionnelles de l'industrie. Encore fréquents au milieu du XIX^{ème} siècle, les ateliers familiaux se sont raréfiés. De son côté, la filature de soie, qui avait assuré la prospérité de nombreuses entreprises à capitaux individuels jusque sous le Second Empire, a dû battre en retraite, en dépit du protectionnisme. Elle a évidemment pâti du malaise séricicole dans sa phase technique d'abord (pébrine), économique ensuite ; elle a surtout succombé à la puissance de la « fabrique » lyonnaise, plus entreprenante, mieux informée et mieux servie [117]. Si R. Dugrand mentionne encore 18 filatures à Ganges en 1914 (plus de 600 fileuses), il n'en reste que 7 à Alès, autant à Anduze, 5 à Saint-Ambroix, 3 à Saint-Jean, 3 à Saint-Hippolyte, 2 au Vigan ; d'après les cahiers de recensements et les rapports officiels établis à l'occasion des grèves, elles emploient au total quelque 2.800 fileuses. Utilisant les déchets de la filature entre les stades soie grège et soie ouvrée, des usines de schappe se sont installées au Vigan, à Aulas, à Sumène ; elles emploient des centaines d'ouvrières, recrutées sur place ou dans des communes voisines. Enfin, et pour nous en tenir à l'essentiel, il convient de signaler la modernisation de la bonneterie (si mal nommée puisqu'il s'agit de fabrique de bas de soie) ; dans ce domaine, Ganges effectue sa mutation industrielle : la mécanisation des métiers entraîne la concentration des entreprises et prolétarise ainsi la plupart des artisans [118].

Par rapport aux vallées intérieures, la bordure sud-orientale et méridionale de la Cévenne languedocienne paraît plus vivante grâce à une certaine animation créée par l'industrie ; notons au passage que cela s'exprime plus par la turbulence liée aux horaires que par des structures démographiques incitant franchement à l'optimisme ; or ces petites villes et les villages voisins offrent des proportions de jeunes qui sont souvent inférieures à celles de la Haute Gardonnenque ou de la vallée supérieure de l'Hérault. En réalité, l'industrie est fragile et il ne saurait en être autrement dans une région qui perd le contrôle de ses forces. Des affaires se sont éteintes, d'autres vivent, s'adaptant aux conditions techniques nouvelles, prix de leur survie. Des capitaux s'investissent donc dans les entreprises qui les ont produits ; mais aussi, la part des capitaux forains augmente. Il est symptomatique par exemple qu'en 1906 le directeur de Saint-Euzèby au Vigan (filature de soie, 280 emplois) soit un Suisse ; que l'usine Gillet à Molières-Cavaillac porte un nom lyonnais et soit dirigée par des cadres lyonnais. Si la conjoncture économique se détériore, l'industrie régionale encourt ainsi le danger d'être sacrifiée aux intérêts extérieurs. Par ailleurs, les primes accordées aux filatures (trop chichement au gré des bénéficiaires) ne poussent pas à rechercher les moyens d'accroître la productivité de l'outillage ; c'est le genre de médecine qui soigne les effets d'un mal sans agir sur les causes ; pour travailler

avec profit, le patronat pratique la politique des bas salaires [119] : 1,50 franc pour dix heures de travail dans une filature en 1906 ; il faut la grève de la fin de 1906 pour l'augmenter de dix centimes [120].

La nature des activités et les problèmes qu'elles suscitent favorisent donc une forte mobilité de la population [121]. En fin de compte, cela contribue à expliquer une baisse des effectifs d'un recensement à l'autre, par excès d'émigration, malgré un solde naturel estimé en équilibre et une immigration aux dépens des vallées cévenoles (et autres lieux). Il se peut que la monoculture de la vigne et les villes méridionales y aient prélevé leur part ; mais de nouveau les outils nécessaires nous manquent pour identifier les régions d'accueil [122].

NOTES

- [1] I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, *passim*. Chiffres en millions de tonnes. Consommation apparente de charbon : 24,4 (1876), 40 (1896), 60 (1912). Production de fers et aciers ouvrés : 1,18 (1876-80), 2,92 (1909-13). Chemins de fer : tabl. I A, p. 319.
- [2] *Ibidem*, tabl. III, p. 23. A. Armengaud, 1971, p. 73, fig. 7.
De 1846 à 1876, la population urbaine (selon la définition de l'I.N.S.E.E.) passait de 24,4 à 32,5 % du total ; le pourcentage est à 42,1 en 1906.
- [3] Il s'agit de la population active agricole masculine (M. Gervais et a. A., 1965, p. 11). Sur les variations de l'exode rural, voir aussi Ph. Ariès, 1971, p. 276.
- [4] I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, tabl. VIII B, p. 82 et VI, p. 79.
- [5] R. Dugrand, 1963, tabl. XXXIII, p. 622.
- [6] *Idem, ibidem*, p. 445-65.
- [7] La baisse des prix agricoles appauvrit l'agriculture qui ne progresse pas et investit un lourd travail humain. De 1874-78 à 1904-08, le prix de gros (valeur à l'importation) du quintal de froment est tombé de 29 à 19,6 francs ; pour le seigle, de 18,4 à 15,6 francs (I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, tabl. II, p. 407).
- [8] C. Angelier, 1959, fig. 19 et 21, p. 175 et 179. Pour la production nationale, I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, tabl. I, p. 229 : 19,3 millions de tonnes en 1880 et 40,8 en 1913.
- [9] AD Gard, 10 M 382 et 383.
- [10] I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, tabl. IV, p. 76.
- [11] Vers la fin du XIX^e siècle, le déclin frappe semble-t-il toutes les régions industrielles jusque-là très fécondes. A. Gravez (1958) porte le fait au compte d'une crise mais aussi de « l'embourgeoisement » dans les coronas du bassin d'Auchel (Pas-de-Calais). A Roubaix, le taux brut de natalité tombe de 42,2 à 26,4 ‰ de 1876 à 1901 (G. Franchomme, 1969). Dans certains districts de la Ruhr, la dévaluation des taux de fécondité globale atteint 15 à 20 % en l'espace de trois décennies : 181 à 136 (district de Düsseldorf) et 204 à 168 ‰ (dist. d'Arnsberg) de 1879-81 à 1909-11 (E.-A. Wrigley, 1969, tabl. 29, p. 182).

- [12] Il s'agit de la population sédentaire ; l'ajout des pensionnaires masculins aurait donné des rapports différents mais n'aurait pas perturbé le sens de l'évolution. D'autre part, le choix d'une limite d'âge supérieure de dix ans pour les hommes est discutable ; elle peut toutefois se justifier par les habitudes matrimoniales et par le fait que, pour les femmes, les chances de procréer sont déjà minces à partir de quarante ans.
- [13] Nous sommes cependant ici dans un secteur où l'Eglise catholique est bien implantée et à un moment où elle se montre résolument anti-malthusienne (J.-L. Flandrin, 1970, p. 83-86). Quels que soient les procédés utilisés, la contraception semble aussi efficace dans cette population qu'elle l'est dans toute société malthusienne ne disposant que des moyens naturels ou mécaniques (ex. de la France des années 1960). Dans ce secteur d'immigration, il serait intéressant de rechercher si le comportement varie selon l'origine géographique (à première vue, c'est évident), à quel niveau et à quel rythme les nouveaux venus deviennent malthusiens (à la génération d'arrivée ou plus tard ?...).
- [14] I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, d'après tabl. X et XI, p. 56 et 57.
- [15] *Idem, ibidem*, tabl. II, p. 75.
- [16] E.-A. Wrigley, 1969, tabl. 26, p. 171 et p. 172-176.
- [17] *Population*, 1970, n° 1, p. 12 *sqq.* et n° 6, p. 1.207 *sqq.*
- [18] Soit 22 % du total. A Saint-Etienne, 14,4 % en 1892-97 (G. Franchomme, 1969, p. 207) Il y a en outre 120 mort-nés.
- [19] Survivants en 1877-81 : 7.300 à cinq ans, 6.703 à vingt ans, 4.916 à cinquante ans (I.N.S.E.E., 1966, ann. cité. tabl. VIII A, p. 80-81).
- [20] *Idem, ibidem*, tabl. VIII B, p. 82.
- [21] *Id. ibid.*, tabl. VI, p. 79.
- [22] L'analyse des familles dans l'agglomération de La Grand'Combe (cette ville, Laval, Les Salles-du-Gardon) conduit à des observations similaires :
 — femme de 15 à 44 ans : 2 enfants ;
 — femme de 35 à 44 ans : 2,61 enfants.
 Pour cette classe décennale, la distribution des ménages selon le nombre des enfants s'opère ainsi (%) :
- | | | | | | | |
|------|----|----|------|------|-----|-----------|
| 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 et plus |
| 11,7 | 18 | 22 | 17,2 | 17,4 | 7,4 | 6,3 |
- La fécondité apparaît bien moins forte à Bessèges : 2,11 enfants par femme de 35 à 44 ans. La fréquence des familles nombreuses (4 enfants au moins) n'atteint que 14,8 %.
- [23] La Grand'Combe, La Vernarède, Portes, Robiac, Molières, Meyrannes, Saint-Florent.
- [24] Depuis l'hiver de 1888, deux hauts fourneaux sur quatre sont allumés ; en juin 1889, il est question d'en éteindre un troisième. 422 ouvriers ont quitté Bessèges, repartis chez eux ou reclassés dans d'autres régions sidérurgiques. On ne travaille plus que quinze jours par mois ; les retraités et autres assistés ne touchent plus leur pension depuis un an et demi environ et on estime aux alentours de 500 le nombre des indigents à secourir (lettre du commissaire de police de Bessèges au préfet du Gard, 8 juin 1889, AD Gard, 14 M 448 bis). Dans cette ville, un projet de liste socialiste pour la mairie pousse les commerçants à élaborer avec les directeurs des compagnies une liste mixte à majorité républicaine ; les socialistes y seraient représentés... mais neutralisés (AD Gard, 2 M 84).

- [25] « Professant des idées très modérées et possédant la plus belle fortune du département, il n'effraie personne »... C'est le candidat rêvé pour les Républicains dont le seul but est de renverser le député réactionnaire (lettre du sous-préfet d'Alès au préfet du Gard, 27 avril 1888, AD Gard, 2 M 84). Silhol ne l'emporte qu'à Bes-sèges (il est membre du Conseil d'administration et principal actionnaire des houillères) ne recueillant du reste que 44,9 % des voix.
- [26] Comme l'écrit le sous-préfet d'Alès au préfet du Gard (6 mars 1889, à quelques mois des élections) : « ...tenir compte de l'influence considérable que les directeurs des compagnies minières et métallurgiques exercent sur leurs ouvriers. Or, comme ces directeurs appartiennent les uns au parti républicain modéré, les autres au parti royaliste, le résultat dépendra surtout de l'influence personnelle du candidat sur les directeurs (...). Aux élections de 1885, le canton de La Grand'Combe donna une forte majorité à la liste réactionnaire car, dans ce pays absolument inféodé à la compagnie houillère, tous les électeurs marchent comme un seul homme à la voix du directeur... » (AD Gard, 2 M 84).
- [27] On sait que la renaissance du mouvement ouvrier, profitant indirectement de l'affairisme, est favorisée par l'amnistie de 1880 et la loi de 1884 sur les syndicats. Devenu légal, le « parti ouvrier » s'organise du mieux qu'il peut dans toute la France.
- [28] En France, l'indice quinquennal moyen des prix industriels de gros se dégrade ainsi (base 100 en 1901-10) :
- | | | |
|-------------------|------------------|--------------------|
| — 1871-75 : 138,2 | — 1886-90 : 92,8 | — 1896-1900 : 85,6 |
| — 1876-80 : 116 | — 1891-95 : 85 | — 1901-1906 : 94,6 |
| — 1881-85 : 101,6 | | |
- D'après I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, tabl. I et III, p. 373-75.
- [29] *Ibidem*, tabl. I, p. 229.
- [30] *Le Figaro*, 6 juillet 1896 (AD Gard, 14 M 446).
- [31] AD Gard, 14 M 446, 448, 448 bis, 450.
- [32] Sur les élections législatives de 1898, AD Gard, 2 M 89. En dépit de la reprise économique, le début du XX^e siècle est souvent ponctué de troubles sociaux ; les essais de grève générale (1902 par exemple) avortent par suite de l'inertie ou de l'opposition que manifeste le secteur de La Grand'Combe ; on y assure d'autre part la réélection systématique du député conservateur de Ramel jusqu'en 1914 (sur ces questions, AD Gard, 14 M 453, 454, 533 ; 2 M 292, 296, 298).
- [33] AD Gard, 18 J. Des sondages périodiques portent ici sur 415 livrets : 66 en 1888-90 (18 J 212) ; 152 en 1898-1900 (18 J 216, 218, 220) ; 197 en 1908-10 (18 J 229, 231, 233).
- [34] Aboli par la loi du 2 juillet 1890, le livret continue à se bien porter sur les bords du Gardon... Son maintien illustre le type de relations qui lient les ouvriers à leurs employeurs.
- [35] A. Fel, 1962, p. 176, p. 178 et 186.
On ne peut s'interdire par ailleurs d'évoquer le rôle de la voie ferrée de Brioude à Alès : elle draine probablement l'exode des paysans du Velay, de la Margeride et de la Montagne ardéchoise, qui viennent s'embarquer à Monistrol d'Allier, Langogne, Luc et La Bastide.
- [36] Statistique agricole de la France, 1897, p. 245. Ministère de l'Agriculture, 1912, p. 247-49, p. 156 et 184.
- [37] C. Angelier, 1959, p. 150-152.

- [38] Politiquement, ces cantons cévenols sont pourtant moins sûrs que ne l'est la Montagne. Entre 1871 et 1906, la droite parlementaire y est souvent évincée par les candidats républicains, au reste modérés. Sur cette sociologie religieuse et politique, voir A. Siegfried, 1949 (surtout les figures 14 (p. 49), 15 et 16 (p. 58) et ch. IV, p. 75-93).
- [39] Aucun de ces mouvements n'a toutefois été retenu par l'Histoire, ni par sa précocité, ni par sa violence (Anzin, 1884, Decazeville, 1886).
- [40] Une telle expérience est d'interprétation délicate à cause des faibles effectifs sur lesquels elle s'appuie. Il faut comparer des groupes sociaux assez vastes ; c'est pourquoi j'ai retenu d'un côté les ménages de manœuvres, mineurs et ouvriers métallurgistes, et de l'autre, un ensemble disparate comprenant des employés, cadres subalternes et moyens, commerçants, fonctionnaires et assimilés. Pour le premier, il est facile de réunir au moins 300 ménages dans chaque échantillon ; pour le second, on ne parvient pas toujours à franchir la centaine, ce qui nuit à la discussion des résultats. *Source* : AD Gard, 10 M 270, 271, 480 et 481.
- [41] J.-L. Flandrin, 1970, p. 83-86.
- [42] Dans les rapports adressés au préfet en période électorale, Bessèges est signalée comme un foyer actif du mouvement ouvrier (AD Gard, 2 M, liasses citées).
- [43] Cf. fig. 6, et note 6 de l'introduction de la seconde partie.
- [44] Prix exprimés en francs. D'après J. Fourastié, 1958.
- [45] AD Gard, séries 8 et 13 M.
- [46] Prix réel du kilo de pain (selon J. Fourastié, 1958, p. XX, prix réel = quotient du prix courant par le salaire horaire total du manœuvre) :
- | | |
|------------------|--------------------|
| — 1876-80 : 1,82 | — 1896-1900 : 1,47 |
| — 1886-90 : 1,53 | — 1906-1910 : 1,17 |
- [47] D'après J. Fourastié, 1958, p. XXIV-XXV (salaire horaire moyen du manœuvre de province) et p. 16-17 (prix courant du quintal de seigle).
- [48] Archives prêtées par M. Liquière, propriétaire actuel de *La Cabassude*.
- [49] Au Sud, la voie ferrée Nîmes-Tournemire effleure le massif cévenol (Sumène, Le Vigan, Alzon) ; au centre, le train ne parvient que jusqu'à Saint-Jean-du-Gard ; au Nord, la voie Alès-Brioude n'a apporté aucun changement radical entre Sainte-Cécile-d'Andorge et Villefort. Le tortillard qui unit Florac à Sainte-Cécile n'est achevé qu'en 1909. L'idée d'un chemin de fer transcévenol et transcaussenard (Anduze-Millau par Meyrueis) est en gestation depuis longtemps mais ne sera jamais concrétisée (cf. AD Lozère, IIs, 65 et 66).
- [50] R. Blanchard, 1954, p. 559. De son côté, P. Marcelin (1914-18) a eu soin d'opposer la vie agricole, très simple, de la Corse (« la châtaigneraie alimente et entretient toute la population ») à celle, plus complexe, de la Cévenne (céréaliculture, élevage, prairie irriguée, aspects qu'ignore la Castagniccia).
- [51] Archives de la mairie de Saint-Germain-de-Calberte, non classées.
- [52] AD Gard, 8 M 31 ; 13 M 187, 210, 217, 230, 386, 387 ; 8 M 73 et 78.
- [53] A ce propos, les mercuriales locales sont d'un mince intérêt. Le litre de lait est à 20 centimes en 1862 (canton de Saint-Germain, arch. mairie Saint-Germain), de 20 à 25 centimes en 1900 (Vallée Borgne, Salindrenque, AD Gard, 12 M 122), mais à 30 centimes en ville (*ibidem*) et à 31 centimes en 1912 dans l'ensemble du Gard (AD Gard, 13 M 980) ; à Paris, les prix évoluent ainsi : 30 centimes en 1885 et 1908, 35 centimes en 1910 (J. Fourastié, 1960, p. 22). A Paris, la douzaine d'œufs passe de 1-1,10 (1881-85) à 1,60-1,75 franc (1906-1909) selon J. F. (op. cité, p. 20) ; elle est à 1,14 franc à Alès en 1904 (AD Gard, 8 M 73).

- [54] Canton de Saint-Germain, enquêtes de 1852 et 1862 (arch. mairie Saint-Germain). Ce prix de 30 francs paraît forcé. Dans l'*Héraut*, vers 1855, l'hecto se vend 35 francs. Pour la Cévenne, 15 à 20 francs serait plus vraisemblable.
- [55] Dans les années 1860, on obtient des récoltes « moyennes » de cet ordre-là. Cet exemple suppose l'éducation de 10 onces consommant 12 tonnes de feuilles et donnant 50 kg de cocons vendus 5 francs. Notre hectare de vigne rapporte 360 francs si le vin est vendu 30 francs l'hecto. A 20 francs/hecto, le vignoble devient perdant.
- [56] De 1890 à 1900, la valeur du vin en France s'abaisse de 36 à 18 francs/hecto ; puis elle se maintient à un niveau très bas jusqu'en 1909 et remonte à 30 francs et davantage dès 1910 (I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, tabl. XVIII, p. 190).
- [57] Enquêtes conservées à la mairie de Saint-Germain et AD Gard, 12 M *passim*. Le phylloxéra est sans doute ici responsable du recul du vignoble et a ainsi contribué à l'exode rural ; ce phénomène humain ayant d'autres causes, on peut aussi bien le tenir comme un des facteurs de l'abandon de la viticulture. Le scénario est différent dans les pays de garrigues où le phylloxéra a provoqué seul une émigration massive (R. Dugrand, 1963, p. 452).
- [58] P. Marcelin, 1951. D'après lui, l'encre est déjà signalée depuis 1779.
- [59] L'influence du milieu est contestable s'il est vrai que la maladie sévit dans n'importe qu'elle châtaigneraie, quelles que soient les conditions de sol et de fumure (A. Camus, 1929, p. 170 *sqq.*).
- [60] Les arbres sont vendus aux usines d'extraits tannants. Les rejetons qui repartent des souches évoluent vers le taillis ou bien, inconsidérément broutés, cèdent le terrain à la lande : les espèces sociales envahissent l'ancienne futaie ; favorisées par l'ambiance de la station (insolation, dessèchement), les plantes les plus acidiphiles finissent par triompher.
- [61] AD Gard, 6 P 3 et 5 à 8, 6 P 19. AD Lozère, P 709, 749, 774, 776, 777, 781, 782, 784 à 787. Parmi les pâtures vendues se trouvent sûrement d'anciennes châtaigneraies.
- [62] En réalité, au moment de la révision, les 4^e et 5^e classes ont été supprimées et, en passant dans les catégories supérieures, les parcelles ont été réévaluées à un taux plus fort. C'est pourquoi la contenance de la seconde classe s'est presque multipliée par sept (85,54 à 580,95 ha) et la troisième a gagné 48 ha. Le revenu matriciel global s'accroît ainsi de 11,8 % de 1834 à 1913. Pour certains, la charge fiscale s'alourdit tandis que s'allège le revenu réel.
- [63] R. Lamorisse, 1970 b, p. 347.
- [64] M.-A. Carron, 1946, p. 20-21.
- [65] D'après I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, tabl. IV, p. 409.
- [66] Dans un autre domaine, une expérience régionale récente montre à quel point les esprits sont hostiles à l'idée d'une conversion économique, même lorsque l'activité traditionnelle est en crise.
- [67] La soie *grège* provient du dévidage des cocons dans les bassines ; le fil obtenu est grossier et son moulinage donne la soie *ouvrée* (ou *organsin*). Résidu de ce traitement, la *schappe* est travaillée en usine.
- [68] Dastarac (1899) a calculé qu'avec quatre bassines de 100 gr/jour chacune, le prix de revient réel d'un kilo de soie (déduction faite des primes) atteint 13,7 francs. Avec une bassine de 400 grammes, les frais réels s'élèvent à 3,4 francs.

- [69] Généralement, les salaires atteignent 1,50 franc pour 10 heures de travail. Des grèves surviennent à Lasalle (1895) et Aumessas (1900). Ici, on gagne 1,30 franc ; le mouvement est brisé par l'embauche d'Italiennes. Autres grèves à Chamborigaud, Valleraugue, Saint-André-de-Majencoules (1906), Saint-Laurent-le-Minier en 1907 (1,35 avant et 1,45 franc après la grève). Cf. AD Gard, 14 M 445, 446, 533.
- [70] Il faut d'abord éviter l'achat de graine bon marché qui est sans doute de mauvaise qualité, puis se conformer à quelques règles draconiennes d'hygiène (Teissier du Cros, 1903).
- [71] 14 francs pour le chauffage du local et 5,25 francs pour le ramassage des cocons. L'achat d'une demi-once de graine se justifie peut-être du fait que le reste est obtenu par troc ou que l'exploitation assure son propre grainage.
- [72] Alès, Saint-Ambroix, Saint-Hippolyte, Anduze, Le Vigan, Sumène, Lasalle, Valleraugue de 1894 à 1898 (*Source* : Synd. Un. march. soie Lyon).
- [73] Chamborigaud, Génolhac, Les-Salles-du-Gardon, Saint-Cécile, Meyrannes, Saint-Florent, Mialet, Saint-André-de-Valborgne, Les Plantiers, Soudorgues, Lasalle, Cognac, Saint-André-de-Majencoules, Valleraugue. *Source* : enquêtes séricicoles, AD Gard, 13 M 212, 221, 234, 239, 339, 451, 538, 854, 883, 928, 942.
- [74] En 1902, la précocité de la végétation annonce une campagne excellente ; en mai, il faut déchanter ! Le froid et la pluie raréfient la feuille dont le prix s'élève à 2,2 francs/kg (environ trois fois la normale). C'est la cause d'une récolte déficitaire : 20 à 30 kg/once, alors qu'en bonne année (1905 par exemple) les plus mauvais élevages fournissent 35 kg et les meilleurs, plus de 50 kg.
- [75] Cognac, Soudorgues, Saint-André-de-Majencoules, Les Plantiers (AD Gard, 13 M 447, 605, 652).
- [76] « L'éducation du ver exige de la femme cinq semaines de travail continu et minutieux (...). Trop souvent des jeunes filles de très anciennes familles refusent de se marier avec un bel et robuste campagnard dans une situation aisée pour épouser un employé à 100 francs par mois... » (L. de l'Arbousset, 1899).
- [77] De 100 en 1871-76, l'indice du salaire journalier moyen dans les mines de charbon passe à 112 (1886-90) et à 145 (1906-10) selon I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, p. 425.
- [78] Le poids du veau atteint 60 kg à trois mois (45 francs) et la vache continue à fournir 940 litres environ jusque vers la fin de l'été (188 francs). A 17 francs par quintal le seigle rapporte 204 francs/hectare.
- [79] En faisant la part des vaches « oubliées » au moment de l'enquête (1902, AD Gard, 12 M 238), ce quotient peut se relever à 5 cl. Mais il n'est pas tenu compte du volume de lait prélevé par les veaux jusqu'au sevrage.
- [80] A. Fel, 1962, p. 317.
- [81] P. Higonnet, 1971, p. 100-102.
- [82] Le mouton de 40 kg se vend 0,70 franc/kg sur pied et le porc de 150 kg se paie 0,95 franc/kg sur le marché aux bestiaux d'Alès (AD Gard, 8 M 63).
- [83] Ceux qui partent laissent une partie de leur patrimoine à ceux qui restent, en échange de certains avantages ou redevances. Ces accords sont habituellement verbaux.
- [84] Il faut toutefois se garder de généraliser l'exemple d'une seule exploitation dont on connaît le budget pendant une seule année alors que la période parcourue ici couvre trois décennies au moins. La famille est ainsi composée : deux frères dont l'un est infirme à charge et l'autre père de trois fils âgés de 23, 12 et 1 an. Ce dernier est en nourrice, sa mère étant morte en couches.

- [85] Cette activité est exigeante en pâturages et en foin mais elle peut se passer de main-d'œuvre la plus grande partie de l'année. Même peu diversifiée, la polyculture céréalière retient plus de monde, au moins pendant toute la saison agricole.
- [86] En 1906. Echantillon de la note 72 du chapitre précédent (cf. p. 186). AD Gard, 10 M 486 et 487.
- [87] En 1911. AD Lozère, série M.
- [88] Le nombre brut des mariages chute de 30 % en trente ans.
- [89] Taux national en 1905-1907 : 79,9 (I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, tabl. IV, p. 76) avec une proportion de célibataires moins forte qu'ici : 35,8 % de 15 à 49 ans en 1906, 34,8 % en 1911 (*ibidem*, tabl. XII B, p. 59) contre 40,7 % dans le modèle gardois en 1906 et 40,5 % dans la Gardonnenque lozérienne (1911).
- [90] En France, le taux brut de remplacement est de l'ordre de 1,31 en 1904-1907 (1.310 filles pour 1.000 femmes) selon I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, tabl. VI, p. 79.
- [91] Ensemble défini à la note 85 du chapitre précédent.
- [92] I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, tabl. II, p. 75.
- [93] L'isolement joue un rôle déterminant : il est difficile en effet de prévenir un médecin (quand on s'y décide) et celui-ci met du temps à rejoindre la parturiente ou le malade ; or, en médecine infantile, la rapidité d'intervention est capitale. D'autre part, en économie libérale, les cabinets médicaux ont tendance à s'implanter là où la clientèle avertie et solvable est suffisamment nombreuse... Dans le département de la Seine (en 1904-1908), qui comprend non seulement Paris mais aussi ses banlieues proches, dont certaines sont bien défavorisées au point de vue social, le taux brut n'atteint que 124,3 ‰ (et pourtant, les naissances illégitimes et les décès de nouveau-nés ou nourrissons naturels entrent dans ce calcul et ils sont nombreux !).
- [94] En tout cas, il existe pire ailleurs. C'est ainsi que dans le département de la Lozère (1904-1908) le taux brut atteint 151,7 ‰ (forte mortalité endogène) et le taux périnatal 98 ‰ ; l'isolement en est la cause majeure. En revanche, la mortalité exogène est moins agressive que dans le Gard où l'écologie naturelle et sociale est défavorable aux enfants (104 en Lozère, 135,5 dans le Gard ; souvenons-nous que dans le bassin houiller il excède 150 ‰ !). Les calculs des taux du Gard, de la Lozère et de la Seine sont effectués d'après la *Statistique annuelle du mouvement de la population*, t. XXXIV-XXXVI, 1904-1906 et nouvelle série, t. I, 1907 (Min. Com. Ind. et Travail, Paris, 1906, 1907, 1912).
- [95] I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, tabl. VIII A, p. 80-81.
- [96] Ce taux est considérablement influencé par l'intensité du célibat féminin.
- [97] Les absences momentanées des militaires du contingent font aussi baisser le *sex ratio* dans le groupe des jeunes adultes.
- [98] Le long de l'arc des hautes vallées et des hauts plateaux cristallins ou calcaires qui joint la Cèze supérieure à l'Est à la retombée occidentale de l'Aigoual-Lingas à l'Ouest, ce rapport s'établit à 270 enfants pour 100 femmes ; dans les bourgs de cet ensemble (Génolhac, Vialas, Barre, Meyrueis), il descend à 204. La même différence se retrouve en 1911, à Florac, alors que le rapport atteint 160 « en ville » et 250 dans les écarts.
- [99] P. Bozon (1961, p. 288) décrit un schéma similaire en Ardèche : bonne natalité en Montagne et Haute Cévenne, plus faible en Basse Cévenne. De son côté, A. Meynier (1931, p. 325 *sqq*) établit une relation entre le niveau de la natalité et les progrès économiques : le taux brut est plus bas dans le Ségala central, en

plein essor agricole, plus élevé dans le Ségala oriental retardataire, fort sur le Lézou. Une évolution ralentie des mentalités doit aussi expliquer la bonne tenue de la fécondité. Les taux calculés par P. Marres sur les Causses Méjean et Noir et sur le Causse de Sauveterre (1935, p. 398) prouvent leur solidité entre 1833-43 et le début de ce siècle ; pourtant, dans l'intervalle, l'émigration a prélevé de nombreux adultes procréateurs.

- [100] Aujac, Bonnevaux, Concoules, Malons, Pontails, Sénéchas (canton de Génolhac) ; Cognac, Saint-Bonnet, Sainte-Croix-de-Caderle, Soudorgues, Vabres (canton de Lasalle) ; tout le canton de Saint-André-de-Valborgne. AD Gard, 10 M 234, 241, 481, 486.
- [101] *Ménage ordinaire* : couple d'adultes avec enfants ou en âge d'en procréer ; la présence d'ascendants ou de collatéraux n'est pas exclue. Les conjoints du *vieux ménage* ont passé l'âge de la procréation ; s'ils ont eu des enfants, ils ne sont pas recensés avec eux. *Autres cas* : exploitations dirigées par des collatéraux ou des femmes seules ou (plus rarement) aidées par des enfants, neveux ou personnes plus jeunes qu'elles-mêmes.
- [102] Chefs de ménages des communes de Vialas, du Pont-de-Montvert, de Fraissinet-de-Lozère, des Bondons ; de La Salle-Prunet, Cassagnas, Barre-des-Cévennes, Saint-Laurent-de-Trèves ; de Rousses, Vébron, Meyrueis (territoire caussenard exclu).
- [103] 49 % dans les *serres* du canton de Saint-Germain-de-Calberte en 1911. Pour plus de détails, voir R. Lamorisse, 1964 a.
- [104] En ne mentionnant que ce qui est comparable : éloignement des voisins, raccordement carrossable, école, servitudes de l'hiver...
- [105] Echantillon limité par une documentation restreinte (AD Lozère, série T et M). Il comprend : Barre, Bassurels, Les Bondons, Cassagnas, Le Collet-de-Dèze, Fraissinet-de-Lozère, Gabriac, Moissac, Molezon, Le Pont-de-Montvert, Saint-Andéol-de-Clerguemort, Saint-Germain-de-Calberte, Saint-Hilaire-de-Lavit, Saint-Laurent-de-Trèves, Saint-Martin-de-Lansuscle, Saint-Maurice-de-Ventalon.
- [106] Ainsi en va-t-il de l'antimoine que recèle la zone métamorphique, du Sud du Bougès et du Ventalon.
- [107] M. Balmelle, 1966.
- [108] D'après la liste nominative de 1906 (AD Gard, 12 M 487), 250 ouvriers sur 800 des mines de zinc de la « Vieille Montagne » habitent Saint-Laurent. Pour des journées de 10 heures, les salaires atteignent 4,25, 2 et 1,50 franc (hommes, femmes, enfants) et la grève déclenchée en 1907 pour travailler 2 heures de moins et gagner 50 centimes de plus n'aboutit qu'à les porter à 4,45, 2,10 et 1,60 franc (*ibidem*, 14 M 535). Il existe aussi deux filatures (58 ouvrières à 1,35 franc pour 10 h) ; une grève apporte à la fin de 1906 une augmentation de 10 centimes (*ibidem*, 14 M 533).
- [109] Les gens issus des vallées du Tarn et du Tarnon se conduisent plus en « Lozériens » qu'en Cévenols en prenant davantage le chemin de Paris que leurs voisins méridionaux.
- [110] 156, 114 et 150 décès en 1881-83, 209, 136 et 123 en 1884-86. Deux épidémies expliquent la poussée brutale de 1884 : la rougeole emporte 5 enfants et la variole fait périr 48 personnes entre le début de février et la première quinzaine de juillet. Les enfants sont les plus éprouvés :

Ages	1 ^{er} mois	1-12 mois	1 an	2-4	5-9	10-19	20-39	40-49	Reste	Total
Rougeole			1	2	1	1				5
Variole		1	5	11	14	10	5	1	1	48
Autres causes .	9	9	12	13	3	4	17	11	78	156

- [111] AD Gard, 10 M 342 à 411. I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, tabl. I C, p. 71.
- [112] I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, tabl. X, p. 56 et I C, p. 71.
- [113] Le Vigan, Saint-Hippolyte, Saint-Jean, Saint-Ambroix.
- [114] Comme l'a montré par exemple R. Dugrand à propos des allochtones recensés à Ganges en 1911 (R.D., 1953, p. 70-72).
- [115] Liste nominative de Saint-Jean-du-Gard, AD Gard, 10 M 482.
- [116] Ces banlieues paysannes sont plus jeunes et plus fécondes que les villes elles-mêmes ; dans le groupe formé par Le Vigan et Saint-Jean, on dénombre 204 (en ville) et 298 (à la campagne) enfants survivants pour 100 femmes non-célibataires (35-44 ans). Selon ce dernier critère, la proportion des familles de 4 enfants survivants au moins atteint 17 % en ville et le double en banlieue.
- [117] Bien placé pour en parler, Ch. Teissier du Cros fait remarquer la tendance à l'accaparement de la filature cévenole pour les Lyonnais (1903, p. 159).
- [118] R. Dugrand, 1953, p. 55.
- [119] Ch. Teissier du Cros (1903, p. 135 *sqq.*) déplore l'indiscipline des fileuses qui accroît les prix de revient ; mais il reconnaît plus loin que leur salaire n'a pas augmenté depuis 1820... ce qu'il justifie par le fait que la journée de travail s'est réduite et que le prix de la soie a baissé de moitié ; dans cette optique, il va de soi que le salaire réel a doublé.
- [120] Ce salaire équivaut à celui du manœuvre féminin dans le bassin houiller au même moment. La valeur du salaire féminin dans les chefs-lieux de département (sauf Paris) en moyenne et par jour s'établit à 2,10 francs en 1906 (I.N.S.E.E., 1966, ann. cité, tabl. II, p. 424). Sur les grèves régionales, cf. *supra*, note 108, p. 257. La grève de décembre 1906 touche Valleraugue, Saint-André-de-Majencoules, Saint-Hippolyte, Saint-Jean-du-Gard, Anduze et Alès (AD Gard, 14 M 533). A Saint-Jean, il est reproché aux filateurs de payer les cocons à des prix dérisoires, de ne payer les fileuses qu'entre 0,90 et 1,25 franc pour 10 heures de travail et de toucher la prime comme si le salaire était de 1,50 franc (*idem, ibidem*).
- [121] R. Dugrand, 1953, pour l'exemple de Ganges (fig. 6, p. 62 et, sur la simultanéité des deux courants, p. 69 et 70).
Idem, 1963, p. 459, fig. 19, diagramme d'émigration des villes (1851-1901).
- [122] Le problème des départs peut s'éclairer par l'analyse des publications de mariages. C'est ainsi par exemple que l'examen des bans enregistrés à Ganges de 1875 à 1905 permet de distinguer quatre périodes : 1) de 1875-77 à 1879-81, nombreux apports de La Cèvenne, du Causse et de la Garrigue mais solde migratoire négatif et population en baisse à Ganges. 2) De 1880-82 à 1883-85, la contribution rurale ne faiblit pas mais celle des grandes villes régionales et de secteurs extra-régionaux passe de 15 à 30 % environ du total des actes ; pour Ganges, phase de creux démographique (probablement en relation avec la crise de 1882-84). 3) De 1884-86 à 1888-90, la part des fiancés allogènes diminue sensiblement ; années de relance économique, de balance migratoire excédentaire, d'accroissement démographique. 4) De 1889-91 à 1903-1905, nouvelle tendance dépressionnaire correspondant à un malaise économique (cf. protectionnisme douanier, etc...) ; la part des ruraux s'amplifie à nouveau de même que celle des mariés se recrutant hors de la région *stricto sensu* ; phase de déclin démographique et de déficit migratoire (Aspects du contexte économique et démographique empruntés à R. Dugrand, 1953).

GIRAUD CASTON
BONIJOL FLEURY
PONGE HONORE
FILHOL RAYMOND
ROUX EMILE
GERVAIS PAUL
RICHARD EMILE G
PELLEQUER ADRIE
BOISSIER LEON
HUGON FERNAND
BRES VICTORIN
QUINSAT GEORGES
BANCILHON URIC
FILHOL URBAIN
FLORAC CASTON
RICHARD ARTHUR

Chapitre quatrième

De la première à la seconde guerre mondiale : la période des crises majeures

Déjà repérée sur la figure 6, la divergence des courbes d'évolution globale s'accroît (fig. 38) :

	1906	1911	1921	1926	1936	1946	1954	1962	1968
Cantons ruraux ..	30.062	28.722	24.160	22.438	19.334	17.295	15.713	14.439	12.972
Bassin houiller. .	22.667	23.048	22.636	24.718	24.613	26.642	30.699	30.408	27.249
Petites villes ...	19.716	19.497	16.724	17.189	15.715	15.077	16.038	17.865	17.974
Alès	26.271	28.223	35.854	41.529	34.731	33.821	35.948	41.360	42.818

N.B. — Pour la composition des modèles, voir note 6 de l'introduction de cette seconde partie.

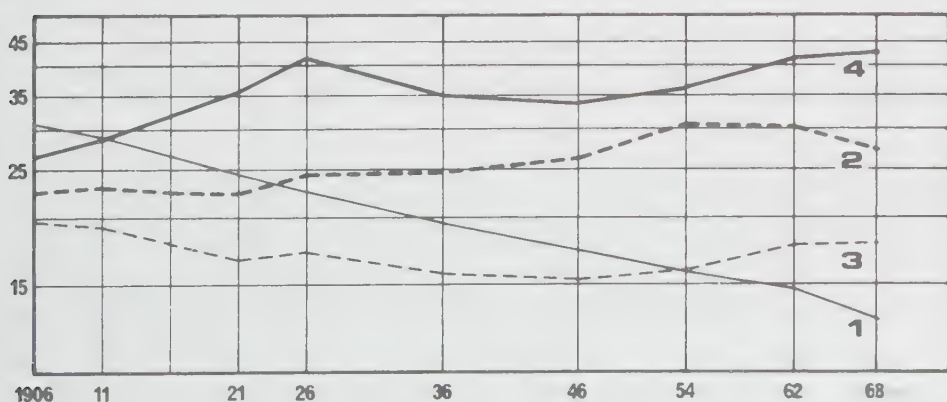


Fig. 38 - EVOLUTION DE LA POPULATION GLOBALE (1906-1968).

- 1. Echantillon rural.
 - 2. Echantillon houiller.
 - 3. Petites villes.
 - 4. Alès.
- Effectifs en milliers.

Le déclin de la population rurale s'accélère : ayant accusé l'effet anémiant de 1914-18, sa courbe ne se redresse jamais. Dévitalisées par la guerre (directement par la surmortalité, indirectement par le tarissement de l'immigration), les petites villes se reprennent quelque peu (1921-26) mais la tendance est à la baisse. Apparemment, le bassin houiller ne subit pas les conséquences désastreuses du conflit et l'on voit grossir ses effectifs entre 1921 et 1926, puis à la veille de la guerre 1939-45. La courbe d'Alès est originale : la ville connaît à partir de 1911 une expansion à laquelle elle n'était plus habituée depuis la Monarchie de Juillet ; mais cet essor se brise à partir de 1926 (en réalité, la population augmente jusqu'en 1931, date à laquelle sont encore recensés 42.759 habitants) : la crise économique des années 1930, qui ne touche pourtant pas l'extraction du charbon, explique en principe l'anse qui se creuse jusqu'au lendemain de la guerre.

Dans l'ensemble de la France, le bilan de la guerre de 1914-18 est très lourd. En premier lieu, près de trois millions de vies humaines ont été sacrifiées (mortalité et déficit de la natalité) ; ce chiffre énorme représente 7,2 % de la population qui aurait été dénombrée en 1919 si le sinistre événement ne s'était pas produit. Le vieillissement s'est rapidement amplifié : déjà inquiétante en 1911 avec 12,8 %, la proportion des gens ayant atteint ou dépassé la soixantaine se trouve en 1921 à 13,9 % ; c'est un gain qui avait requis auparavant l'espace d'une génération pour se réaliser... Les pertes matérielles sont considérables ; Alfred Sauvy les évalue à environ quinze mois de revenu national de 1913 ou bien à onze années d'investissements d'avant-guerre [1]. Tout cela va peser gravement sur l'histoire économique et sociale des décennies vingt et trente. Pourtant, de 1921 à 1936, la population nationale augmente à un rythme étonnant mais cette croissance s'explique par l'intensité de l'immigration et par ses conséquences sur les structures et mouvements démographiques ; la progression est au reste bien freinée de 1931 à 1936. L'espérance de vie (E_0) poursuit son ascension : 50,4 années en 1908-13, 54,1 en 1920-23, 58,7 en 1933-38. Mais la baisse de la fécondité est telle que la régénération est devenue impossible : le taux net de remplacement, coté à 93,7 en 1908-13, tombe à 88,8 en 1933-38 [2]. De cette façon, le vieillissement s'accélère : au recensement de 1936, les jeunes (0-19 ans) ne composent plus que 29,9 % de la population française (31,4 % en 1921) mais la proportion des vieillards (60 ans et plus) grimpe à 15,1 % [3].

Née de la Révolution industrielle du siècle précédent, la société se transforme lentement. Le secteur agricole de la population active régresse de 43,3 % en 1906 à 42,5 % en 1921 et à 37 % en 1936 [4]. Ceci n'empêche cependant pas les effectifs urbains d'augmenter à un rythme moyen semblable à celui qui avait caractérisé la seconde moitié du XIX^{me} siècle : en 1931, les citadins l'emportent sur les ruraux et en 1936 ces derniers ne rassemblent plus que 47,6 % du total recensé [5]. Il est sûr que le vieillissement plus accentué des campagnes, lui-même lié à l'émigration et au célibat des adultes, est en partie responsable de ce recul. Brièvement ralenti par la crise économique des années trente, l'exode rural s'exaspère de nouveau à la veille de la guerre ; celle-ci l'interrompt mais il reprendra dès qu'elle sera terminée [6].

Le recul des effectifs ruraux correspond à de nouveaux progrès de l'industrialisation. La consommation apparente de charbon, qui avait approché les 65 millions de tonnes en 1913, s'élève à près de 70 millions en 1923 et dépasse ce

niveau de 1931 à 1938. La métallurgie ne fournit que 2 à 3 millions de tonnes d'acier en 1919-21 ; elle en propose 9 à 10 à la veille de la crise qui en ramène la production annuelle aux environs de 6 à 7 millions de tonnes [7].

Acquise vers la fin du siècle dernier, la physionomie économique de la Région se scierose. L'industrie y est sporadique et certaines de ses branches apparaissent moribondes ; la crise économique en aura le plus souvent raison. Les villes ont pris l'habitude de gérer un immense vignoble dont la marée vient battre, ou peu s'en faut, l'estran de la Méditerranée ; les bases de cet empire sont fragiles : après « la dernière grande période de prospérité (1925-31) », la viticulture connaît « la surproduction permanente et le marasme généralisé » [8].

La démographie régionale enregistre les effets du malaise économique. Mais cet accident ne doit pas masquer l'influence profonde d'un malthusianisme ancien. Au début du siècle déjà, les décès étaient parvenus à l'emporter sur les naissances ; dans les années trente, la tension s'accroît entre le taux de natalité qui plafonne à 13,6 et celui de mortalité qui s'envole à 15,6 ‰ (en France, ils se rencontrent respectivement à 16,4 et 15,5 ‰). Entre 1935 et 1940, le déficit naturel se creuse au niveau effarant de — 4,2 ‰ ! Partout est arrivé « le temps des dégénérescences », moins accusé toutefois dans les campagnes et les petites villes que dans les grands centres urbains où, en dépit d'une relative jeunesse de la population, le taux de natalité se révèle bien médiocre [9]. C'est dans cette ambiance déprimante que se transforment les milieux de vie cévenols. Pour un observateur de cette époque-là, les perspectives sont décourageantes : il semble que les vallées rurales s'apprêtent à mourir, que les petites villes vont déchoir au rang de gros villages sans attrait et promis à plus ou moins brève échéance à l'exode et au dépérissement. Par contraste, le bassin houiller apparaît très vivant ; c'est que le charbon est alors une source d'énergie de premier ordre. Quant à ceux qui l'animent, ils sont venus nombreux d'horizons très lointains et, par bien des aspects, ils en ont modifié la physionomie humaine.

LE DESASTRE DEMOGRAPHIQUE EN CEVENNE RURALE

La Grande Guerre y a porté un coup très sérieux. De 1911 à 1921, l'indice de la population tombe de 100 à 84 ; la chute est brutale, trois à quatre fois plus rapide qu'elle ne l'a été jusque-là [10]. Déjà perceptible entre 1906 et 1911, l'accélération du déclin est exaspérée par la surmortalité masculine et la sous-natalité catastrophique enregistrée pendant le conflit. Le canton de Saint-Germain-de-Calberte offre un exemple significatif du rôle qu'ont joué les hostilités dans le dépeuplement cévenol au début de ce siècle.

En premier lieu, sur les 728 décès survenus du 1^{er} janvier 1914 au 31 décembre 1918, 162 frappent des soldats et cumulent ainsi 22,3 % de la mortalité totale. Ces lourdes pertes s'expliquent dans une région comme celle-ci : surtout mobilisés dans l'infanterie, de trop nombreux paysans paient de leur vie et de leurs mutilations le terrible honneur de servir la « reine des batailles » [11]. A partir de la

structure par âges de 1911 et des actes de l'état civil, la surmortalité des hommes peut être estimée de la manière suivante :

Années de naissance	1900-1896	1895-91	1890-86	1885-81	1880-76	1875-71
1	312	283	220*	225	240	219
2	300	271	209	212	222	201
3	285	230	167	175	199	194
4	1,5	4,4	4,8	3,8	2,3	1,4

- 1. Hommes recensés en 1911 (220 * : compte tenu du nombre probable des militaires du contingent).
- 2. Survivants attendus fin 1918 [12].
- 3. Survivants effectifs fin 1918 [13].
- 4. Coefficient de surmortalité (décès effectifs/décès attendus) [14].

D'autre part, le nombre des naissances a ainsi évolué depuis 1909-13 :

1909-13 (moyenne)	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921	1922
130	132	90	60	45	50	66	105	98	96

Même au cours de l'année « de récupération », le niveau est loin de rattraper celui d'avant-guerre et, à partir de 1921, la natalité diminue : le taux brut, qui s'élevait en 1909-13 à 19,5, se retrouve en 1920-22 à 17,4. Cette baisse résulte en fait de structures défavorables à la fécondité. Depuis 1911, le nombre de jeunes adultes masculins s'est effondré de 904 à 574 et ils ne représentent plus que 10 % de la population totale au lendemain des traités de paix (13,6 % en 1911). Du côté des femmes, le célibat et le veuvage se sont intensifiés ; la structure matrimoniale s'est ainsi modifiée dans le groupe d'âges compris entre quinze et quarante-neuf ans :

	Total	Célibataires	Mariées	Veuves
1911	1.509 (100)	514 (34,2)	954 (63,1)	41 (2,7)
1921	1.441 (100)	644 (44,6)	701 (48,7)	96 (6,7)

De la sorte se justifie la contraction du taux de fécondité globale qui recule de 86 à 69,8 ‰. Mais, en cette période d'euphorie, les ménages qui n'ont pas été brisés par la guerre ou ceux qui ont dû attendre le retour du fiancé pour se constituer, se révèlent plus fertiles que leurs aînés ; le taux de fécondité légitime gagne quelques points : de 135 en 1911, le voici à 142,2 ‰ en 1921 [15]. Il va de soi qu'il ne pourra s'y maintenir très longtemps.

Enfin l'émigration s'aggrave. La surmortalité qu'ont subie les jeunes hommes n'explique pas l'effectif qui en est officiellement dénombré en 1921. Compte tenu

des risques normaux qu'ils encourent entre la fin du conflit et le recensement, leur groupe devrait compter environ 840 personnes ; or, en ajoutant même les recrues du contingent, il ne s'en trouve que 640 à 650. L'exode aurait donc prélevé plus du cinquième de la cohorte masculine née entre 1881 et 1900, autant que la mortalité. Les vides creusés par l'émigration dans le même groupe d'âges féminin sont relativement plus sensibles puisque la crise de surmortalité ne l'a pas touché. En 1911 se dénombraient 1.064 filles et femmes âgées de dix à vingt-neuf ans ; en raison des risques de décès présentés par la table féminine de 1910-12 (cf. note 12), il devrait se recenser en 1921 un ensemble de 1.004 filles et femmes comprises entre vingt et trente-neuf ans ; au vrai, il n'en reste que 813. L'exode a été de ce côté-ci de la pyramide quatre fois plus prédateur que la mortalité et il a été particulièrement intense dans les classes nées entre 1895 et 1886 (vingt-cinq à trente-quatre ans en 1921) :

Années de naissance	r. 11	Effectifs a. 21	r. 21	Part probable de l'émigration
1900-1896	316	301	258	43
1895-1891	278	262	174	88
1890-1886	259	244	191	53
1885-1881	211	197	190	7
Total	1.064	1.004	813	191

r. 11 : recensées en 1911 ; a. 21, r. 21 : attendues et recensées en 1921.

Beaucoup d'entre elles ont sans doute profité des événements pour tenter ailleurs une autre vie : emploi plus facilement obtenu dans l'industrie ou le secteur tertiaire, avec l'espoir d'une meilleure rémunération, chances accrues de se marier en échappant à la condition paysanne, existence plus agréable en ville... Il faut cependant noter qu'au total l'émigration féminine est moins virulente que celle des hommes, d'après les estimations qui viennent d'être proposées. La femme ne s'émancipe pas aisément, bien que les circonstances lui soient favorables.

En tout cas, il est certain que la guerre a incité de nombreux jeunes gens à quitter les lieux. Les paysans cèdent d'autant mieux à l'attrait du départ que les conditions économiques et démographiques créent une situation propice (recrutement de personnel dans un pays saigné à l'excès). Ces abandons se perçoivent à travers l'évolution des structures humaines dans les exploitations agricoles :

— en fonction de l'âge du chef de ménage

	— de 30 ans	30-39	40-49	50-59	60-69	70 ans et +	Total
1911	69	216	294	265	233	110	1.187
1921	35	111	257	297	261	142	1.103
variation .	— 49,2	— 48,2	— 12,5	+ 12,1	+ 12,1	+ 29	— 7
(en %)							

— en fonction du type de ménage (cf. note 101, p. 254)

	Ménage ordinaire	Vieux ménage	Homme célibataire		Autres cas	Total
			+ de 50 ans	— de 50 ans		
1911	844	130	99	81	33	1.187
1921	741	129	42	93	98	1.103
variation .. (en %)	— 12,1		— 58,5	+ 18	+ 188	— 7

En dix ans, la fraction cumulée à cinquante ans est passée de 48,6 à 36,5 % ; en revanche, celle des sexagénaires et autres vieillards grimpe de 28,9 à 36,5 %. Parmi les chefs d'exploitation célibataires, les plus jeunes se rencontrent moins fréquemment (8,3 % en 1911, 3,8 % en 1921) ; la part des plus âgés se gonfle au reste modérément (6,7 à 8,4 %). La rubrique « autres cas » acquiert de l'importance en raison du nombre de femmes que le malheur a promues au rang de chefs d'exploitation ; elle ne concernait que 2,9 % des fermes en 1911, elle en intéresse 8,9 en 1921.

En résumé, le jeu des mouvements naturel et migratoires favorise non seulement le déclin des effectifs mais il accélère aussi le vieillissement démographique. Dans le canton dont nous venons de solliciter le témoignage, la proportion des jeunes est descendue de 36 à 31,8 %, celle des vieillards est montée de 15,5 à 18,3 % ; l'indice de vieillesse escalade prestement quelques échelons : 44,1 en 1911, 57,1 en 1921.

Ce genre de situation n'est d'ailleurs pas la pire qui se rencontre alors. La Vallée Borgne et le bassin de Lasalle ne comptent ensemble que 29,5 % de jeunes pour 16,6 % de vieillards ; c'est présumer que la fécondité y est plus faible que dans la Gardonnenque médiane et septentrionale. Elle est probablement mieux honorée sur la retombée méridionale de la Cévenne puisque, malgré les 18,2 % de vieillards, les jeunes composent tout de même ici 29,7 % de la population [16]. Le taux de fécondité globale y atteint 59,8 ‰ et le taux légitime [note 15, ci-dessus] 123,5 ‰. D'autre part, la démographie des exploitations agricoles des deux cantons de Valleraugue et du Vigan est aussi endommagée que celle du canton de Saint-Germain :

Cantons	Age des exploitants				Mén. ord.	Types de ménages			
	— 40	40-49	50-59	60 ans et +		Vieux ménage	Hommes seuls — 50 ans + 50 ans	Autres cas	
St-Germain ...	13,1	23,3	27	36,6	67,2	11,7	3,8	8,4	8,9
Valleraugue et Le Vigan	17,2	27,3	24,7	31,3	65,2	16,5	3,9	7,9	6,6

Tout cela est de bien fâcheux augure.

L'analyse du recensement de 1936 révèle l'ampleur du désastre. Pour la plupart des communes rurales, la proportion des jeunes (0-19 ans) se situe désormais au-dessous de 28 % alors que celle des vieillards dépasse très souvent 18 % (fig. 39). Depuis une génération, la partie supérieure des pyramides a pris de

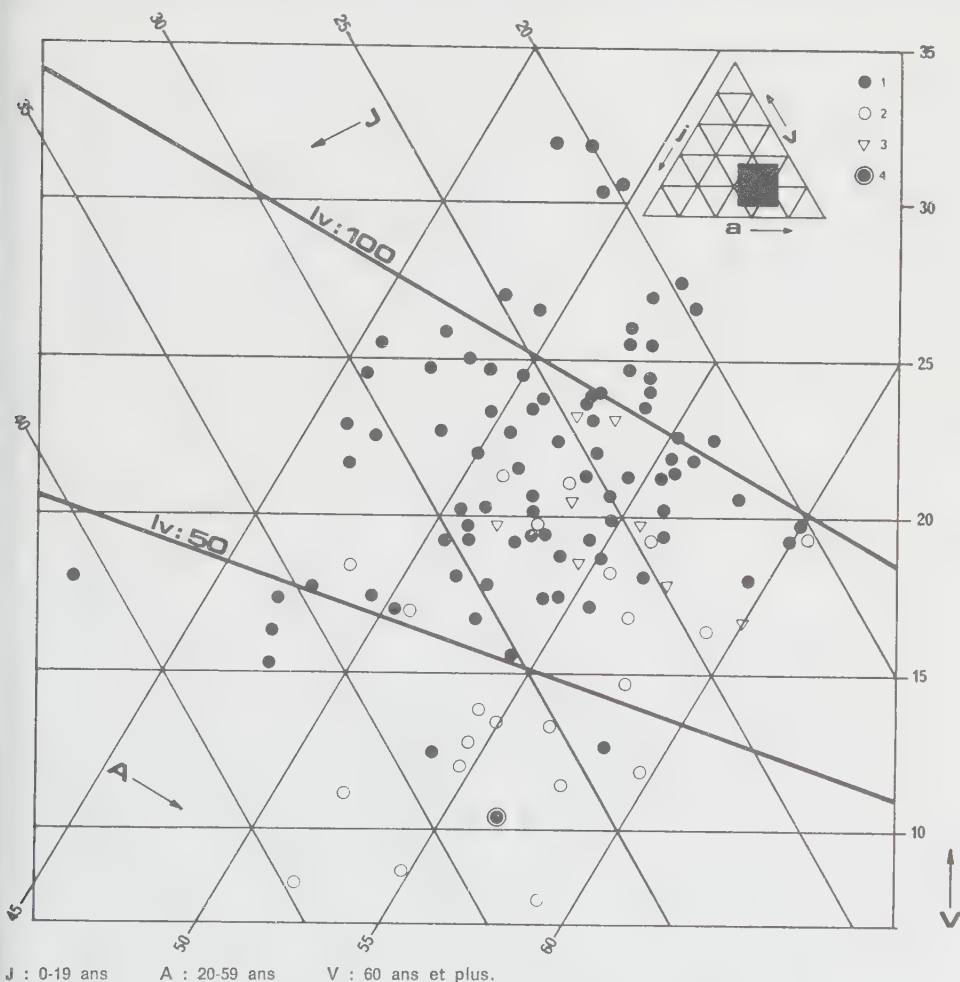


Fig. 39 - STRUCTURES PAR AGES DE LA POPULATION CEVENOLE EN 1936 (DIAGRAMME TRIANGULAIRE PARTIEL).

1. Communes rurales.
2. Communes du bassin houiller.
3. Petites villes du pourtour. De haut en bas et de gauche à droite :
 Anduze Saint-Jean-du-Gard
 Le Vigan Florac
 Sumène Saint-Hippolyte Saint-Ambroix Ganges
4. Alès (d'après un sondage au quart, sur 10 024 habitants).

l'embonpoint tandis que les classes inférieures à cinquante ans ont été sérieusement rongées (fig. 40 et 41). La géographie de ce vieillissement le dénonce plus intense dans les *serres* de la Gardonnenque que dans la couronne des hautes terres, dans le bassin de Lasalle ou dans les branches du réseau supérieur de l'Hérault ; mais ce ne sont que des nuances dans un tableau généralement bien sombre [17].

	Jeunes	Adultes	Vieillards
Vallée Longue (2.261 h.)	24,5 %	51,8 %	23,7 %
Haute Gardonnenque médiane (2.822 h.)	24,6 %	52,9 %	22,5 %
Vallée Borgne (2.147 h.)	25,5 %	52,4 %	22,1 %
Hautes terres (4.760 h.)	29,4 %	50,8 %	19,8 %
Bassin de l'Hérault (4.236 h.)	27,5 %	52,1 %	20,4 %
Salindrenque (2.193 h.)	28,6 %	49,6 %	21,8 %

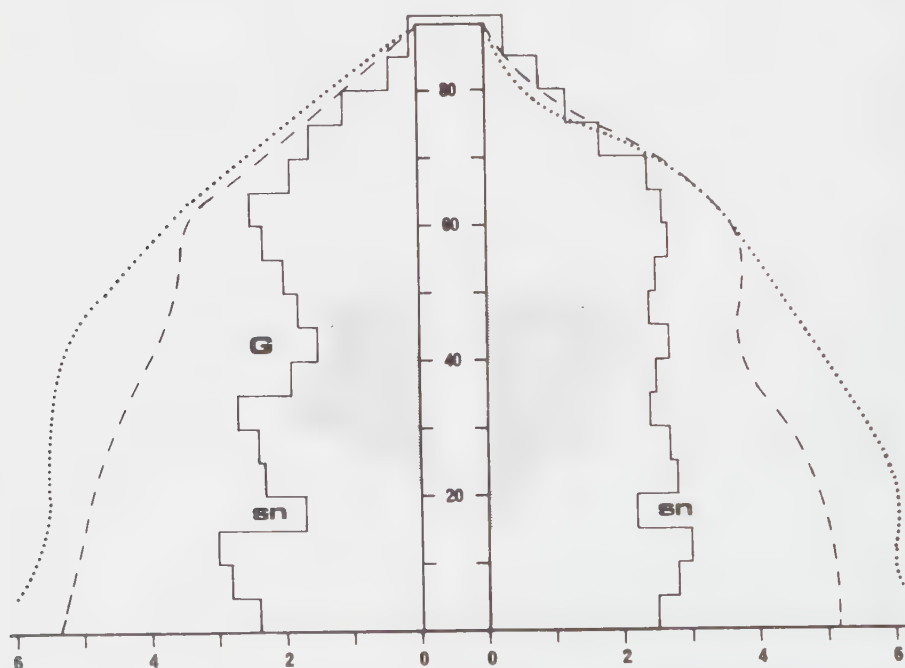


Fig. 40 - PYRAMIDE DES AGES DE L'ECHANTILLON RURAL GARDOIS EN 1936.

Effectifs en centaines. Hommes à gauche, femmes à droite.

La partie grisée représente les non-célibataires (15-49 ans).

Surmortalité masculine (G) et sous-natalité (sn) correspondant à la guerre de 1914-1918.

Les profils des pyramides antérieures sont rappelés en pointillé (pour 1876) et en tireté (pour 1906).

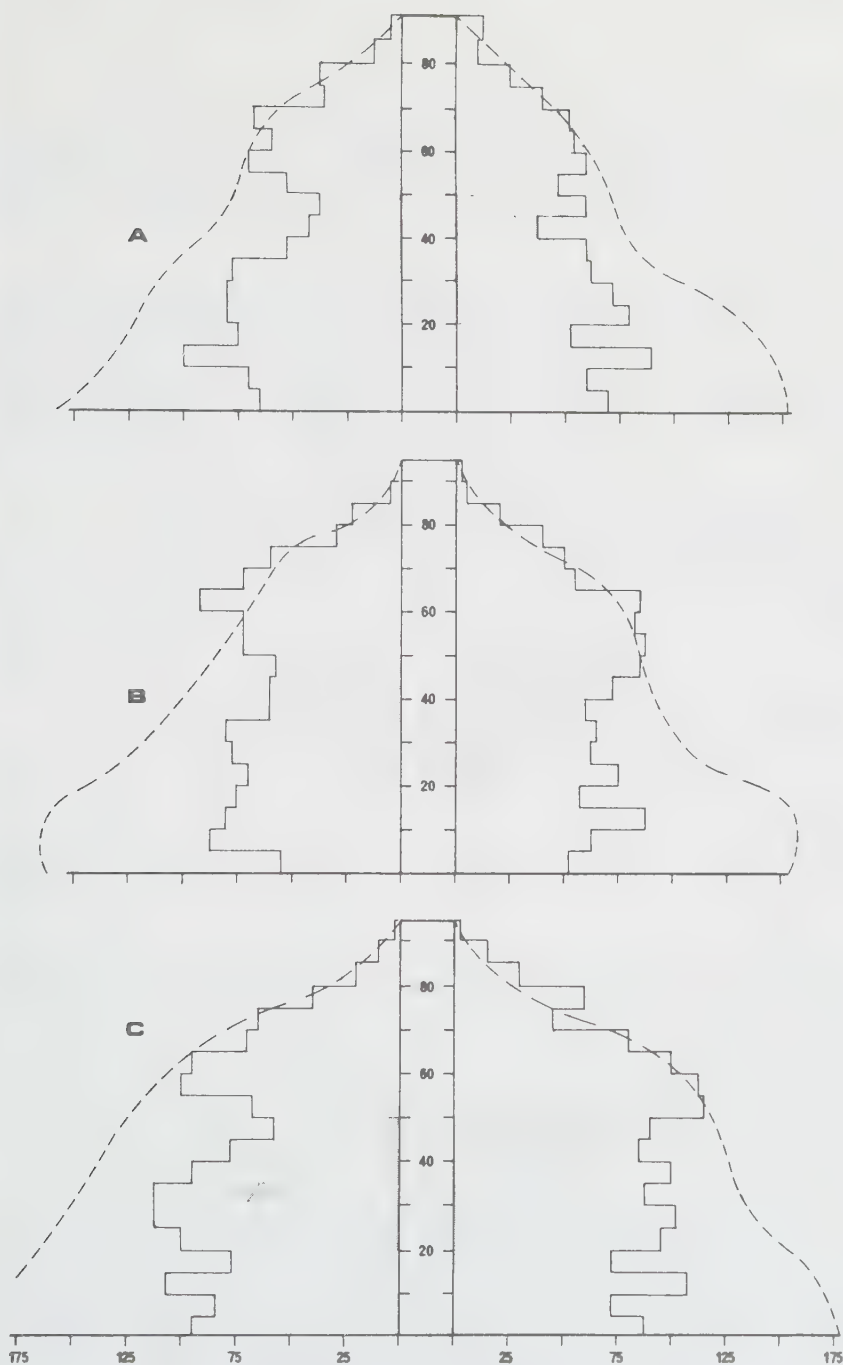


Fig. 41 - PYRAMIDES DES AGES EN CEVENNE LOZERIEENNE (1936).

A. Lozère, Bougès. B. Vallée Longue. C. Haute Gardonnenque médiane.

Effectifs en centaines ; hommes à gauche, femmes à droite. Non-célibataires (15-49 ans) dans la partie grisée. En tireté, profil des pyramides de 1911.

A en juger par la relation entre pourcentages de jeunes et d'adultes, la fécondité serait moins chancelante dans les trois derniers groupes. Les différences observables peuvent aussi bien répondre d'un esprit malthusien que d'un effet de structure ; le célibat se trouve encore en procès. Les pourcentages de célibataires se présentent en effet comme il suit :

— dans la Salindrenque et les cantons de Valleraugue et de Saint-André :

	15-19	20-24	25-29	30-34	35-49 ans
Hommes		91,6	56	30,5	15,2
Femmes	97,5	76,5	40,4	31,7	18,6

— dans la Haute Gardonnenque médiane et la Vallée Longue .

	15-19	20-24	25-29	30-34	35-49 ans
Hommes		85,1	58,8	41,3	25,5
Femmes	94,5	61,1	53,2	28,9	20,6

— dans la couronne de hautes terres [18] :

	15-19	20-24	25-29	30-34	35-49 ans
Hommes		93	69	42,1	23,6
Femmes	98,1	83,3	53,5	23	13,8

Si le célibat masculin a peu évolué en une génération (il aurait plutôt tendance à baisser dans les premier et dernier modèles), celui des femmes a progressé partout de manière sensible (cf. *supra*, p. 229). Pour le groupe compris entre 35 et 49 ans, cette poussée est liée à la guerre et l'on peut admettre que sept à huit générations féminines, celles nées dans la dernière décennie du XIX^{me} siècle, en ont été affectées. Les classes parvenues à l'âge du mariage au cours des années vingt ont pu en subir le contrecoup ; l'intensité migratoire qui répond de l'appauvrissement et du découragement consécutifs au conflit a sans doute contribué à rétrécir les perspectives de nuptialité. Arithmétiquement, il est vrai que d'autres ménages auraient pu se former ; dans les trois groupes considérés ensemble, le taux de masculinité des candidats possibles à un premier mariage (hommes et femmes âgés de 20 à 49 ans) est franchement supérieur à l'unité : 1,32 (869 hommes, 652 femmes). Mais entre autres raisons, le faible attrait qu'éprouvent les filles pour le mariage paysan justifie l'intensité du phénomène observé. Sur un total de 1.002 agriculteurs [19], 550 ne sont pas ou n'ont jamais été mariés (55 %). Pour les autres catégories socio-professionnelles et dans les mêmes limites d'âges, la proportion tombe à 32 % : 104 célibataires pour 324 personnes. Les pourcentages s'ordonnent ainsi selon les classes d'âges :

	20-24	25-29	30-34	35-49 ans
Paysans	90,3	69,8	48,5	32,8
Autres	80,3	35	30,6	13,8

En tout cas, la fréquence accrue du célibat défavorise la fécondité ; c'est une des clefs du vieillissement démographique. En 1936, le taux de célibat féminin s'élève en France à 29,1 % pour la cohorte comprise entre quinze et quarante-neuf ans et le taux de fécondité globale atteint 61,6 ‰ [20]. En Cévenne rurale [21], le groupe homologue recèle 44,7 % de célibataires et le taux de fécondité globale en accuse l'énormité avec 55,4 ‰. L'observation de ces diverses valeurs pose au reste le problème de la fécondité des ménages.

Calculés d'après la moyenne des naissances vivantes survenues de 1934 à 1938, les taux de fécondité légitime varient quelque peu selon qu'interviennent au dénominateur les seules femmes mariées ou les femmes non-célibataires [22]. Ils sont cotés comme il suit.

	Naissances vivantes (moyenne arithmétique 1934-38)	Femmes non-célibataires	dont femmes mariées	Taux p. 1 000
Hautes terres	75,4	601	563	125,2 à 134
Vallée Longue	21,2	291	273	72,8 à 77,8
Haute Gardonnenque médiane	33	351	316	93,8 à 104,1
Vallée Borgne	20	293	274	68,3 à 73
Salindrenque	28,4	284	262	100 à 108
Bassin de l'Hérault ..	52,8	605	574	87 à 91,6
Ensemble	230,8	2.425	2.262	95,3 à 105
France entière	635,9	7.351	6.735	86,5 à 94,1

Remarque : Secteurs examinés définis par note 17 de ce chapitre. Pour la France, chiffres exprimés en milliers.

D'une manière générale, la Cévenne est plus féconde que la France ; il fallait s'y attendre. Mais ce résultat cache de profondes disparités à l'intérieur de l'ensemble. Le taux des hautes terres ne surprend pas : il apparaissait déjà en filigrane dans la structure par âges. Quant aux différences rencontrées dans le sous-groupe des grandes vallées, elles s'expliquent mal, en particulier la faible fertilité de la Vallée Borgne et de la Vallée Longue par rapport à celle de la Haute Gardonnenque médiane ; ces unités géographiques offrent en effet un rapport identique entre proportions de jeunes et d'adultes et, au point de vue du célibat féminin, la corrosion est aussi avancée dans la Vallée Borgne que dans la Gardonnenque médiane (37,4 et 37,3 % de 20 à 49 ans) et elle l'est moins dans la Vallée Longue

(30,6 %). L'hypothèse d'un sous-enregistrement considérable des naissances devant être écartée [23], restent diverses explications possibles : soit une mortalité infantile et juvénile plus active en Gardonnenque médiane, soit un malthusianisme différentiel, soit une balance migratoire plus ou moins anémiant selon les vallées.

La première proposition ne doit pas être rejetée sans examen : pourtant, la médiocrité des effectifs soumis aux calculs conduit à des résultats peu convainquants... Quoi qu'il en soit, aussi bien dans la Montagne que dans les vallées ou bassins méridionaux ou encore dans la Vallée Française *lato sensu*, les taux bruts de mortalité infantile se tiennent autour de 80 à 90. La Vallée Longue se distingue avec un taux de 47,3 ‰ qui imposerait plus de respect s'il portait sur de bien plus nombreuses naissances [24] ! De toute manière, le déficit de jeunes observé dans la Haute Gardonnenque médiane par rapport au bassin de l'Hérault ou à la Salindrenque ne doit rien à la mortalité infantile puisque les taux sont à peu près les mêmes partout. D'autre part, la mortalité juvénile intervient de manière trop sporadique pour contribuer à la solution du problème posé.

En second lieu, un malthusianisme différentiel se conçoit mal d'une vallée à l'autre alors que la structure sociale de la population varie peu dans l'espace : il se comprendrait mieux avec la comparaison de catégories mieux tranchées comme par exemple la paysannerie des écarts et les habitants des bourgs. Cependant, l'habitude de restreindre la natalité peut être plus ou moins ancienne selon les unités géographiques envisagées. Au début du XX^e siècle, les taux de fécondité légitime se tenaient entre 186 et 122,5, la Vallée Borgne occupant déjà la dernière place. La Vallée Longue se situait à un rang honorable avec 142 ‰. Comment les choses ont-elles évolué ensuite ? Il n'est pas toujours possible de le savoir car, pour la Lozère, les jalons font défaut. Le recensement de 1921 est certes disponible mais alors les conclusions relatives à la période 1919-23 risquent d'être perturbées par l'immédiat après-guerre ; les dénombrements de 1926 et de 1931 manquent de telle manière qu'il n'est pas permis de suivre partout la régression de la fécondité des ménages. En tout cas, de 1926 à 1936, le recul de cette fertilité est plus ou moins sensible en Cévenne gardoise :

	Taux p. 1 000 [25]		Indice en 1936 (100 en 1926)
	1926	1936	
Hautes terres	158 à 164	141 à 147	89,5
Vallée Borgne (26)	84,5 à 89	61,8 à 66,3	73 à 74,5
Bassin Hérault	121 à 128	87 à 91,6	71,5 à 72
Salindrenque	134,2 à 148	100 à 108	74,3 à 73
France entière	104,3 à 116,2	86,5 à 94,1	81 à 83

Certains ensembles résistent donc mieux que d'autres au malthusianisme démographique ; les hautes terres constituent un bastion plus solide que les basses vallées méridionales où la dévitalisation est rapide ; il est du reste probable que la crise économique des années 1930 n'est pas étrangère à ce dépérissement [27].

Les relations entre pourcentages de jeunes et taux de fécondité légitime subissent les effets des mouvements migratoires : si les départs concernent des couples à descendance relativement nombreuse, le vieillissement du secteur abandonné apparaîtra lors du recensement effectué quelques années plus tard. Par ailleurs, la natalité continue à baisser : plus de naissances dans les familles en voie de formation ou d'achèvement (pour la raison que je viens d'évoquer) ; moins de mariages à cause de structures défavorables ; moins de naissances dans l'ensemble des ménages qui demeurent sur place, comme le montre le tableau précédent. Tout cela contribue à réduire la part des jeunes dans la population.

En dépit d'un bilan naturel médiocre et d'un vieillissement accentué des effectifs [28], les hautes terres fournissent des émigrants en abondance. Calculé d'après le nombre recensé en début de période, le taux migratoire annuel moyen atteint — 10,7 et — 11,5 ‰ (pour 1921-25 et 1926-30) avant de plonger à — 23,3 ‰ (1931-35). L'hémorragie explique le recul du taux brut de natalité : jusqu'en 1930, il a réussi à se maintenir au même niveau que son homologue national ; en un lustre, il perd environ quatre points : 18,9 ‰ en 1926-30, 15,1 en 1931-35. Il n'empêche que la fertilité des ménages se maintient à un niveau élevé ; si les conditions de vie continuent à se dégrader, l'exode n'est pas sur le point de cesser.

L'émigration est moins virulente dans la Vallée Longue que dans la Haute Gardonnenque médiane : respectivement — 10,7, — 0,9, — 10,9 et — 15,5, — 0,4, — 16,6 ‰ de 1921-25 à 1931-35. La natalité y est aussi plus faible et la lecture des taux bruts de mortalité montre que la part des vieillards est plus forte ici que là :

	1921-25	1926-30	1931-35
Vallée Longue	16,5	14	16,3
Haute Gardonnenque médiane	19,2	17,8	18,7

Considérée par rapport à la Vallée Longue qui doit en apparence son dépérissement à une attitude plus malthusienne des ménages, la Haute Gardonnenque médiane tiendrait davantage le sien d'un exode de familles déjà constituées alors que plus au Nord l'émigration concernerait plutôt des célibataires. C'est une conclusion que suggèrent des mesures imparfaites sur des effectifs limités ; de ce fait, elle n'est pas entièrement satisfaisante.

L'évolution de la Vallée Longue pose aussi un problème ; exagérément creusé (— 12,4, — 17, — 30,4 ‰ en 1921-25, 1926-30, 1931-35), le taux migratoire annuel moyen correspond mal à un secteur traditionnel de fécondité médiocre. L'exode explique en partie la baisse d'une natalité dont le malthusianisme répondrait au premier chef (cf. les taux de fécondité légitime). Dans le bassin de l'Hérault et dans la Salindrenque, secteurs plus jeunes et plus prolifiques, les taux migratoires sont moins élevés. Il est probable qu'un déséquilibre plus accusé de

l'économie rurale dans la Vallée Borgne y accentue le rôle de l'émigration. Ces difficultés peuvent aussi bien rendre compte d'une conduite restrictive des responsables de la natalité.

Le malaise démographique cévenol à la veille de la seconde guerre mondiale offre des symptômes alarmants : la population adulte est gangrenée par le célibat, de plus en plus réticente à procréer, décimée par l'émigration. C'est que l'exode apparaît comme la seule réponse possible à la détérioration accélérée des conditions d'existence.

Même si elle parvenait à thésauriser en prévision de revers de fortune, de maladie ou d'accidents coûteux, des jours pénibles que réserve la vieillesse, la paysannerie avait commencé à s'appauvrir bien avant que n'éclatât la guerre ; sa régression sociale était irréversible et on ne voit ni pourquoi ni comment le retour de la paix en 1919 pourrait ouvrir en Cévenne rurale une période de renaissance économique.

1. Année de recensement
2. Population dénombrée.
3. Naissances vivantes survenues entre deux recensements (1921-25, etc...)
4. Décès survenus entre deux recensements.
5. Solde naturel ([3] — [4]).
6. Population attendue, compte tenu du solde naturel.
7. Bilan migratoire apparent

Hautes terres						
1	2	3	4	5	6	7
1921	6.045	544	576	— 32	6.013	— 323
1926	5.690	523	457	+ 66	5.756	— 328
1931	5.428	382	417	— 35	5.393	— 633
1936	4.760					

Vallée Longue						
1	2	3	4	5	6	7
1921	2.715	168	216	— 48	2.667	— 146
1926	2.521	139	174	— 35	2.486	— 12
1931	2.474	112	193	— 81	2.396	— 135
1936	2.261					

Haute Gardonnienne médiane						
1	2	3	4	5	6	7
1921	3.583	274	327	— 53	3.530	— 278
1926	3.252	209	286	— 77	3.175	— 6
1931	3.169	208	281	— 73	3.096	— 264
1936	2.832					

Vallée Borgne						
1	2	3	4	5	6	7
1921	3.180	227	287	— 60	3.120	— 196
1926	2.924	169	223	— 54	2.870	— 249
1931	2.631	129	205	— 76	2.555	— 399
1936	2.156					

Salindrenque						
1	2	3	4	5	6	7
1921	2.721	250	277	— 27	2.694	— 84
1926	2.610	233	252	— 19	2.591	— 219
1931	2.372	174	234	— 60	2.360	— 167
1936	2.193					

Bassin supérieur de l'Hérault						
1	2	3	4	5	6	7
1921	5.036	447	508	— 61	4.977	— 200
1926	4.777	383	433	— 50	4.727	— 196
1931	4.531	310	409	— 99	4.432	— 196
1936	4.236					

Dans l'ensemble, la propriété foncière demeure entre les mains des mêmes familles. C'est un capital fragile, d'autant plus malaisé à valoriser que le nombre des hommes a fortement déchu et que la « contribution patriotique » de 1914 ainsi que les nombreux emprunts suivants ont asséché les disponibilités financières [29]. Ces transferts quasi spontanés ont dans une certaine mesure soutenu l'effort de guerre national mais ils n'ont pas empêché la crue de la circulation fiduciaire dont le volume a quintuplé en quatre années [30]. D'autre part, l'indice des prix de gros est passé de 100 à 332 à la faveur du conflit mais l'écart est sensible entre prix industriels et agricoles, au détriment de ces derniers ; pour 100 en 1914, les indices atteignent les valeurs suivantes en 1918 [31] :

Seigle	239	Porc sur pied ..	160	Houille	490
Pommes de terre	275	Bœuf sur pied ..	180	Fer	539
Soie	248				

Lorsque le cours des choses tend à se normaliser, la paysannerie est du point de vue matériel encore plus défavorisée qu'auparavant.

L'évolution des prix de 1921 à 1938 montre comment la trésorerie des exploitations s'est détériorée entre les deux guerres. J'ai choisi à cet effet quelques produits significatifs (seigle, châtaignes, cocons, porc...) dont les prix courants se trouvent dans les mercuriales et autres statistiques [32]. La vente de ces articles permet de se procurer certains biens et services dont la valeur vénale évolue à un rythme différent. La comparaison devrait conduire au calcul de prix réels mais l'opération envisagée se révèle peu commode. D'abord, mis à part quelques denrées exotiques (café, cacao, sucre, épices...), le secteur d'autoconsommation est assez vaste ici pour que n'apparaisse pas l'intérêt de faire intervenir les prix de détail des denrées alimentaires [33]. En revanche, il faudrait tenir compte des prix de détail des produits industriels parce que l'agriculteur est un client au moins potentiel de l'industrie : matériel, engrais, vêtements, chaussures, ustensiles ménagers... tous biens dont l'achat améliore son mode de vie et accroît la productivité de son entreprise ; malheureusement, les annuaires statistiques ne fournissent pas de renseignements valables à ce sujet.

Comme le travail de la terre dépend encore beaucoup de l'homme et que nous sommes en pays d'émigration, il est possible de se faire une idée des prix réels en mettant en balance le coût de la main-d'œuvre. Ils s'expriment donc par le quotient imaginé par J. Fourastié [34] :

Prix courant

Salaire horaire moyen du manœuvre de province

Sa diminution signifie un appauvrissement de l'exploitation largement tributaire du travail humain [35]. Observons en premier lieu l'évolution des prix courants (en francs).

Années	seigle	châtaignes	cocons	porc	mouton	lapin	poulet	douzaine d'œufs
1921 ..	60	42	8,6	5,75				
22 ..	58	43	15,6	4,60				
23 ..	54	30	20,6	6,10	3,40	3,70	8,70	5,30
24 ..	52	22	18,6	6,20	4,20	4,60	9,50	5,70
25 ..	80	20	20,6	6,70	4,80	5,20	10,3	6,50
26 ..	(108)	56	32,6	9,20	5	6	11	8
27 ..	135	60	20,6	8,70	5,10	6,30	12,6	7,9
28 ..	124	70	22,5	8,70				
29 ..	120	75	19	9,40				
30 ..	110	60	11,7	9,70	6,10	7,70	14,3	8
31 ..	100	50	14	6,70	5,60	6,40	16,2	7,30
32 ..	75	70	10	7,55				
33 ..	90	60	11,5	7,40	4,10	5,50	12,5	6
34 ..	80	40	11,6	5,20	3,80	5,20	11,2	5,40
35 ..	65	80	9,3	4,60	3,40	3,40	9,30	4,70
36 ..	125	120	10,8	6,60				
37 ..	135	80	15,8	7,65				
38 ..	130	90	18,2					

Remarques : Seigle et châtaignes au quintal. Pour 1926, le prix du seigle est estimé d'après celui de 1925 (cf. prix de gros en France dans INSEE, 1966, ann. cité, p. 410).

Cocons au kg, prime incluse. Les prix sont ceux donnés par C. Secretain et A. Schenk, 1941, p. 73.

Pour les animaux, les prix s'entendent au kg, animal vivant.

Les **blancs** indiquent l'absence de renseignement.

Le seigle connaît à partir de 1925 une hausse qui est en principe très favorable au budget de l'exploitation agricole. Mais le bénéfice de ce « bond » est amoindri par le fait que la surface ensemencée n'est pas extensible ; d'après les statistiques annuelles, la superficie consacrée à cette graminée ne fait que diminuer depuis la fin de la guerre dans le département du Gard [36]. Surfaces en hectares :

1913 ..	2.075	1924 ..	1.707	1929 ..	645	1934 ..	700
1920 ..	2.280	1925 ..	795	1930 ..	987	1935 ..	640
1921 ..	2.010	1926 ..	1.100	1931 ..	948	1936 ..	700
1922 ..	1.518	1927 ..	1.026	1932 ..	840	1937 ..	650
1923 ..	1.842	1928 ..	1.098	1933 ..	650	1938 ..	650

Pendant la période de montée des prix, la superficie cultivée en seigle s'est réduite de 40 à 50 %. La conjoncture est impuissante à relancer sa culture. Sans doute une partie des *faïsses* s'est-elle transformée en prairies temporaires ou artifi-

cielles. Ces progrès de l'herbe traduisent un recul des possibilités de travail : au cours de la période 1925-31, nous assistons à une forte poussée de l'exode rural en Cévenne gardoise.

D'autre part, les rendements demeurent le plus souvent médiocres car les méthodes culturales n'évoluent pas et les récoltes sont entièrement à la merci des aléas climatiques [37]. Par exemple, les rendements en seigle (quintaux/hectare) s'établissent ainsi :

1913 ..	9,8	1924 ..	8,6	1929 ..	10,6	1934 ..	16
1920 ..	10,5	1925 ..	8,5	1930 ..	9,4	1935 ..	8,8
1921 ..	11,9	1926 ..	9,4	1931 ..	12,8	1936 ..	7
1922 ..	11,9	1927 ..	9,4	1932 ..	12,6	1937 ..	10
1923 ..	12	1928 ..	10,2	1933 ..	12,8	1938 ..	10

Les rendements de la châtaigneraie, exploitée de manière extensive, ne dépendent pas seulement des intempéries, mais aussi des possibilités humaines de ramassage. Les variations des prix ne sont pas forcément liées à celles de la production (exprimée en tonnes) :

1913 ..	10.280	1924 ..	16.020	1929 ..	7.162	1934 ..	10.000
1920 ..	4.168	1925 ..	17.000	1930 ..	7.000	1935 ..	12.000
1921 ..	4.000	1926 ..	11.000	1931 ..	6.060	1936 ..	8.000
1922 ..	6.400	1927 ..	11.200	1932 ..	9.000	1937 ..	7.000
1923 ..	16.814	1928 ..	14.500	1933 ..	7.000	1938 ..	7.300

De 1923 à 1928 se récoltent les tonnages les plus élevés tandis que les cours se dépriment, puis se gonflent. Généralement, la courbe des prix épouse celle relative au seigle ; leurs tracés sont parallèles : dépression de 1922 à 1925, clocher (1926-29), nouvelle dépression (1930-35) et second clocher à partir de 1936. Malgré la hausse enregistrée à partir de 1935, la récolte diminue et il semble bien que ce déclin exprime le manque de main-d'œuvre au moment du ramassage des fruits, puis de leur préparation (séchage, etc...).

L'avilissement du prix des cocons est net depuis 1926. La prime allouée aux sériciculteurs est restée fixée au même taux (0,60 francs par kg) jusqu'en 1927 ; elle est passée à 2 francs en 1928, à 4,16 francs en 1930, à 8,96 francs en 1931 ; elle descend à 7,62 francs en 1934 et à 6,84 francs en 1935 ; en 1938, elle est remontée à 8,22 francs. La sériciculture est en quelque sorte pensionnée par l'Etat ; en pourcentage, la prime représente par rapport à la valeur vénale des cocons :

1914 ..	17	1923 ..	3	1927 ..	3	1931 ..	179	1935 ..	274
1920 ..	4,28	1924 ..	3,34	1928 ..	9,75	1932 ..	597	1936 ..	171
1921 ..	7,5	1925 ..	3	1929 ..	9,75	1933 ..	357	1937 ..	76
1922 ..	4	1926 ..	1,87	1930 ..	5,55	1934 ..	191	1938 ..	82,2

La crise séricicole est devenue de plus en plus aiguë [38]. Elle revêt avant tout un aspect économique et financier puisque le marché est étroitement contrôlé par Lyon ; nous savons que depuis longtemps cette place préfère s'approvisionner à l'Etranger (elle couvre ainsi plus de 90 % de ses besoins) et que, de ce fait, l'industrie lyonnaise impose ses prix... évidemment alignés sur ceux, très bas, des pays du Levant ou de l'Extrême-Orient [39]. D'ordre général, cette raison justifie le déclin de la production nationale des cocons qui s'était hardiment redressée de 1922 à 1924 sans atteindre toutefois le niveau de 1914 (en tonnes) :

1914 : 5.067 1921 : 2.524 1924 : 4.180 1931 : 996,6 1938 : 594

Les raisons plus spécifiquement cévenoles tiennent à la faiblesse des rendements et à la pénurie de main-d'œuvre. Du point de vue technique (sélection des graines, respect des conditions d'hygiène et d'espacement dans les magnaneries...), une once de 25 grammes peut donner jusqu'à 70 kgs de cocons ; on s'en approche en Italie et au Japon (68,1 et 67,4 kgs) ; en France, les départements sud-alpins annoncent entre 55 et 70 kgs. En Lozère (soit dans les vallées cévenoles, essentiellement), de 1920 à 1938, le *maximum* enregistré est de 42,9 kgs (1934) et le *minimum* de 21,1 kgs (en 1926) ; en dix-neuf ans, le rendement dépasse quatre fois 40 kgs et tombe cinq fois au-dessous de 30 kgs [40]. En Cévenne gardoise, les enquêtes communales révèlent pour une même année d'importants écarts ; il est probable que les différences climatiques interviennent (au reste, les rendements sont généralement plus élevés sur la bordure cévenole qu'à l'intérieur), mais la façon de conduire les éducations en répond aussi ; en 1934 par exemple, on récolte pour une once 52,5 kgs à Saint-André-de-Valborgne et seulement 40 kgs aux Plantiers ; en 1938, 42 kgs à Valleraugue et 68,5 kgs à Lasalle [41]. « Le contraste est grand entre quelques magnaneries modèles et l'état actuel de locaux dénommés magnaneries où les vers, sans aération et sans espacement suffisants, dans de mauvaises conditions d'hygiène et de chauffage, nourris de feuilles non triées et quelquefois humides, sont périodiquement décimés par la *grasserie*... ». Combien d'exemples cévenols auraient pu inspirer à M.-A. Carron cette affligeante description ? Bien qu'il s'agisse d'une région séricicole renommée, c'est aussi un pays qui se dépeuple et le relâchement des techniques de production est un signe évident de cet abandon.

L'effondrement subit des cours et le faible attrait d'une prime qui n'a surtout de « compensatrice » que l'épithète ont dû pousser à émigrer des gens dont les revenus habituels flanchaient brutalement. Inversement, l'exode accentuait la décadence d'une activité très exigeante en main-d'œuvre ; c'est ainsi que, dans la partie lozérienne, l'effectif des éducateurs a fondu des deux tiers entre les deux guerres, la crise des années 1930 ayant précipité le mouvement [42] :

1914 ..	1.583				
1919 ..	1.246	1924 ..	1.486	1929 ..	1.141
1920 ..	1.431	1925 ..	1.413	1930 ..	1.053
1921 ..	1.269	1926 ..	1.403	1931 ..	756
1922 ..	1.274	1927 ..	1.371	1932 ..	620
1923 ..	1.410	1928 ..	1.272	1933 ..	576
				1934 ..	569
				1935 ..	493
				1936 ..	474
				1937 ..	447
				1938 ..	464

De 1923 à 1926, la sériciculture bénéficie d'un regain de popularité grâce à l'ascension des cours ; la « pointe » (assez rapidement émuoussée) de 1924 se justifie par l'incendie qui, en janvier de la même année, a complètement détruit les stocks de cocons japonais dans les entrepôts de Yokohama, jeté la panique chez les soyeux lyonnais et assuré pour un temps la reconquête du marché national par une poignée de magnaniers [43]. La désaffection pour la soie est générale en Cévenne ; dans l'ensemble formé par la Vallée Borgne, la Salindrenque et la vallée supérieure de l'Hérault, le groupe des sériciculteurs perd environ la moitié de ses effectifs entre 1921 et 1938 [44].

Enfin, les prix des viandes de boucherie et des produits de basse-cour stagnent dans la médiocrité. La crise économique clôt la période de hausse puis l'augmentation des salaires acquise en 1936 paraît de nouveau favorable à l'élevage. L'évolution constatée pour le porc et le mouton vaut aussi pour les bovins dont la spéculation intéresse les gens de la montagne. Sur le marché aux bestiaux de Nîmes, les prix offerts s'établissent ainsi, au kg, animal sur pied [45] :

	bœuf	veau		bœuf	veau		bœuf	veau
1921 ..	2,77	4,87	1926 ..	4,35	6,14	1933 ..	2,66	5,61
1923 ..	2,85	4,47	1927 ..	4,05	6,10	1934 ..	2,22	5,13
1924 ..	3,43	5,16	1930 ..	4,80	8,37	1935 ..	1,95	4,33
1925 ..	3,93	6,12	1931 ..	4,53	7,59	1936 ..	2,80	6,37

La conjoncture n'est guère encourageante ; pour ne retenir que les prix nominaux (il n'est question que d'eux pour le moment) et par référence à la période qui précède la guerre (1910-13), le seigle a augmenté de six à sept fois en un quart de siècle tandis que les prix du bœuf, du veau ou du porc ont au plus quadruplé pendant le même temps [46]. La faiblesse des cours n'engage pas à développer une activité spéculative dont les techniques attardées impliquent alors la présence d'une main-d'œuvre relativement nombreuse.

Si les prairies artificielles et temporaires se sont étendues, si des céréales et autres plantes fourragères ont conquis quelques arpents, il n'en demeure pas moins que l'élevage est en recul. L'exemple des trois cantons de Génolhac, Saint-André-de-Valborgne et Valleraugue est à cet égard significatif ; pour 100 en 1903, l'indice se rencontre en 1937 aux valeurs suivantes pour les différentes rubriques proposées [47] :

Population (1936)	64,5	Surface des herbages	9,2
Chevaux, mulets, ânes (trait et bât)	40	Surface des pâturages et pacages	99
Surface des terres labourables (dont jachère)	60	Surface des landes	260
Surface des prairies artificielles, temporaires et annuelles	946	Bovins	93
Céréales et autres cultures fourragères	120	Porcs	36
Surface des prés naturels ..	89,3	Ovins	47,6
		Caprins	94

Il ne faut certes pas prendre à la lettre les résultats de telles enquêtes. Il est par exemple probable que les fourrages artificiels n'étaient pas plus ignorés dans la Vallée Borgne ou dans le bassin supérieur de l'Hérault qu'ils ne l'étaient plus au Nord... Il convient par ailleurs de juger objectivement le décuplement de ces prairies en une trentaine d'années ; en admettant même que leur surface n'ait que quintuplé, elles ne couvrent en 1937 que 420 hectares, trois fois moins que les prés naturels, vingt fois moins que les pâturages et pacages. Le progrès est néanmoins indéniable dans la mesure où elles accaparent le quart des terres labourables tandis que, dans la meilleure des hypothèses, elles n'en occupaient pas le trentième au début de ce siècle [48]. Si les renseignements sont dignes d'intérêt, il apparaît que la fourniture de ces fourrages compense largement le déficit causé par l'abandon de certains prés d'accès difficile et de rapport médiocre. Il faudrait ajouter aux pacages certaines châtaigneraies, au reste plus nutritives que les maigres terrains herbus où broute habituellement le petit bétail.

Pour ce qui est des animaux eux-mêmes, le recul est variable d'une espèce à l'autre. Ne nous attardons pas sur les bovins qui n'ont jamais été très nombreux ici [49]. Le recul des ovins est vraisemblable car il est en rapport avec celui des exploitations. La persistance des effectifs caprins n'étonne guère : la « vache du pauvre » est plus à l'aise dans un finage moins jalousement surveillé qu'autrefois ; la chèvre « se garde toute seule » et il lui arrive de jouer le rôle du berger... Ces qualités semblent résoudre au mieux le problème du gardiennage même si, aux yeux des spécialistes, elles comportent plus de dangers que d'avantages. L'effondrement du troupeau porcin est *a priori* suspect ; en effet, de 1906 à 1936, le nombre des exploitations n'a chuté que de moitié environ ; la dépréciation relative du porc expliquerait-elle le dépeuplement des soues [50] ?

Dans la montagne, l'élevage des bovins est stimulé au cours des années 1920 par l'ascension des prix. Abattu, le bœuf est coté en 1921 de 4,50 à 8,25 frs kg et il monte en 1930 entre 9,25 et 12,30, réalisant un gain de 49 à 105 % [51]. Durant cette phase d'enrichissement, l'émigration est très active à partir d'exploitations qui, dans un système d'élevage extensif comme celui-ci, atteignent vite le seuil de surpeuplement. Les prairies artificielles sont quasiment inconnues : on récolte sur les prés de 6 à 40 quintaux de foin à l'hectare. Les pointes de travail correspondent à la fenaison, à la moisson du seigle ou aux divers moments de la culture des pommes de terre. La jachère est encore respectée alors que certaines légumineuses (trèfle, vesce) enrichiraient le sol en azote et permettraient une certaine intensification de l'élevage [52]. D'autre part, l'exode se justifie dans un secteur de forte fécondité où les conditions d'existence sont beaucoup plus rudes que dans les vallées cévenoles.

Après 1930, le prix du bœuf se met à baisser et demeure à un niveau médiocre jusqu'en 1936, année où il se ressaisit enfin (prix en frs kg, poids mort, sur le marché de Nîmes, cf. note 51, ci-dessus) :

1931 ..	8 à 11,5	1933 ..	6 à 7,75	1935 ..	5 à 8
1932 ..	7 à 8,5	1934 ..	5,5 à 7,25	1936 ..	5 à 8,25

La crise de mévente participe-t-elle à une recrudescence de l'exode rural ? Tandis qu'en un lustre il était parti 5,8 % de la population recensée en 1926, ce taux grimpe à 11,7 % entre les dénombrements de 1931 et 1936. Cette vague de découragement frappe les classes nées au début du siècle, alors que le taux de fécondité légitime plafonne à 186 ‰, bien au-dessus de ce que peut aligner n'importe quelle vallée (cf. p. 232). Le courant migratoire ne manque donc pas de candidats. Toutefois, il ne s'agit plus seulement d'un surpeuplement lié à un excès de force de travail, comme cela arrivait auparavant. Désormais, certaines exploitations ne parviennent plus à entretenir ceux qui les dirigent ; la précarité du mode de vie aidant, elles sont abandonnées. C'est probablement pourquoi leur nombre a diminué du tiers ici, entre 1911 et 1936, alors que dans la châtaigneraie il ne s'est réduit que du cinquième pendant le même temps [53].

L'évolution des prix agricoles contribue donc à dévitaliser les vallées schisteuses et les hautes terres. Le phénomène ne peut certes être tenu pour unique responsable de l'exode car, si la crise des années 1930 chasse de nombreuses personnes, une conjoncture propice n'inhibe nullement le flux d'émigration... En tout cas, le niveau de vie de la paysannerie apparaît encore plus éprouvé lorsque ces prix courants (cf. p. 272) sont traduits en prix réels ; exprimés en heures de manœuvre, ils évoluent de la manière suivante (fig. 42).

	seigle	châtaignes	cocons	porc	mouton	lapin	poulet	douzaine d'œufs
1921 ..	36	25,1	5,15	4,10				
22 ..	33	24,5	8,9	2,62				
23 ..	30,7	17,1	11,75	3,47	1,94	2,1	4,95	3,01
24 ..	26,8	11,4	9,6	3,19	2,16	2,37	4,5	2,94
25 ..	37,6	9,4	9,7	3,15	2,26	2,45	4,85	3,06
26 ..	43,6	22,6	13,2	3,71	2,01	2,42	4,45	3,23
27 ..	52,2	23,3	8	3,37	1,99	2,44	4,87	3,75
28 ..	45,5	25,6	8,3	3,19				
29 ..	39,6	24,7	6,3	3,1				
30 ..	33	18	3,51	2,91	1,79	2,31	4,3	2,4
31 ..	30,3	15,1	4,23	2,04	1,70	1,94	4,9	2,21
32 ..	23,5	21,9	3,11	2,37				
33 ..	29,4	19,6	3,75	2,41	1,34	1,79	4,08	1,96
34 ..	25,7	12,8	3,75	1,68	1,22	1,68	3,6	1,74
35 ..	20,6	25,4	2,96	1,46	1,08	1,08	2,95	1,49
36 ..	31,4	30,1	2,72	1,66				
37 ..	25,4	15	2,97	1,44				
38 ..	22,1	15,3	3,01					

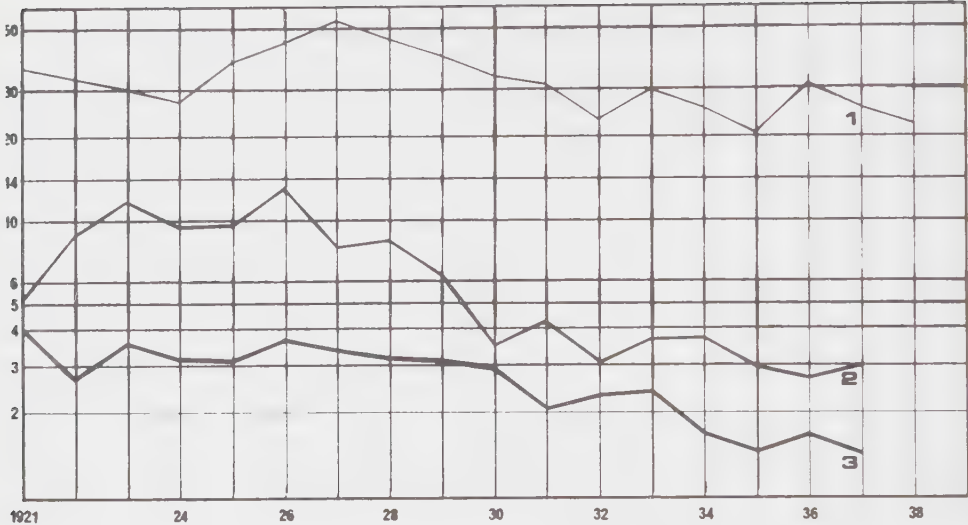


Fig. 42 - EVOLUTION DES PRIX REELS DE TROIS PRODUITS AGRICOLES (1921-1938).

- 1. quintal de seigle.
- 2. kg de cocons.
- 3. kg de porc, sur pied.

Les prix réels du kg de viande bovine (animal vivant) évoluent ainsi :

	bœuf	veau		bœuf	veau		bœuf	veau
1921 ..	1,66	2,92	1926 ..	1,80	2,48	1933 ..	0,87	1,84
1923 ..	1,54	2,41	1927 ..	1,57	2,36	1934 ..	0,72	1,66
1924 ..	1,77	2,66	1930 ..	1,44	2,51	1935 ..	0,62	1,38
1925 ..	1,86	2,89	1931 ..	1,37	2,29	1936 ..	0,71	1,60

Cf. tableau des prix courants p. 275.

Durant cette période d'une quinzaine d'années, le recul est impressionnant : — 38,6 % pour le seigle, — 39,1 % pour les châtaignes, — 41,4 % pour les cocons, — 65 % pour le porc, — 57,3 % pour le bœuf. De 1923 à 1935, les prix du mouton, du lapin, du poulet et de la douzaine d'œufs chutent de 44,3, 48,6, 40,5 et 50,6 %. A partir de 1936, le nouvel essor des prix courants est brisé par la dévaluation de septembre et par l'augmentation des salaires ; de ce dernier point de vue, il faut noter que le « salaire du manœuvre » de J. Fourastié passe de 3,15 frs en 1935 à 3,97, puis 5,32 et 5,90 en 1936, 1937 et 1938 (soit 100, 126, 169 et 187).

Considérons à nouveau l'exploitation de 4 hectares qui était supposée entretenir une famille de quatre à cinq personnes (cf. p. 114-115). Pour simplifier, imaginons que le système de cultures n'a pas changé d'une génération à l'autre. A la

veille de la guerre (1908-12), sa production est évaluée à 1.242 frs-or et se décompose ainsi :

— 1,6 tonne de châtaignes sèches à 250 frs/tonne	400 F
— 2,4 quintaux de seigle à 18,7 frs/quintal	45 F
— 11 quintaux de pommes de terre à 7,42 frs/quintal	81 F
— 80 kgs de cocons	296 F
— les produits d'un cheptel équivalant à 15 brebis	280 F
— un porc de 150 kgs	140 F

Le salaire horaire du manœuvre s'élevant à cette époque-là à 0,33 frs, les rentrées de cette exploitation représentent 3.726 heures, ou encore 1,55 U.T.H. [54].

Qu'en est-il au lendemain de la guerre, puis durant la période « faste » (1926-30 environ), enfin pendant la crise (1932-35) ?

1. En 1921-23, l'exploitant retire de son entreprise 5.195 frs (quintal de seigle à 57,3 frs, pommes de terre à 47 frs/quintal, châtaignes sèches à 760 frs/tonne, 1.140 francs de cocons (frais de graine et de chauffage déduits), 1.360 francs de viande ovine (dix agneaux de 40 kgs à 3,4 frs/kg) et le porc à 820 francs). Cette somme ne représente plus que 2.924 heures de travail de manœuvre, soit 1,22 U.T.H. (— 27 % par rapport à 1908-12).

2. En 1926-30, les recettes atteignent en moyenne 7.418 francs (quintal de seigle à 119,4 francs, de pommes de terre à 86,2 francs, tonne de châtaignes sèches à 1.280 francs, 1.604 francs de cocons (frais déduits), 2.160 francs de viande ovine (à 5,4 frs/kg, poids vif) et le porc à 1.370 francs). La valeur réelle équivaut désormais à 2.630 heures de manœuvre (à 2,82 francs au lieu de 1,75 en 1921-23) ou à 1,09 U.T.H. (— 10,5 % depuis 1921-23).

3. Pendant la crise, la décadence du revenu s'accélère : 6.904 francs par an, en moyenne (quintal de seigle à 72,5 francs, de pommes de terre à 53 francs, la tonne de châtaignes à 1.250 francs, 745 francs (nets) de cocons, 1.504 francs de viande ovine (à 3,76 frs/kg, poids vif), le porc à 930 francs). Ces rentrées ne valent plus que 2.206 heures de manœuvre, ou 0,92 U.T.H. (le salaire horaire moyen est passé à 3,12 francs). La perte subie depuis la période précédente est de 16 %.

La baisse du revenu réel contribue à justifier la démission de certains exploitants. En quinze ans, ce qui pourrait s'intituler le « pouvoir d'emploi » décline de 25 % environ ; en même temps, dans le canton de Saint-Germain-de-Calberte, l'effectif des exploitations décline de 8 % [55]. La comparaison à plus longue période (une génération humaine) montre que ce « pouvoir d'emploi » se réduit de 39 % et que, dans le canton en question, le nombre des fermes tombe de 21,2 % (1911-1936). Mais cet aspect de l'économie rurale ne peut constituer qu'un élément d'explication.

Le caractère strictement financier de la crise rurale n'est pas toujours perçu à son degré réel dans des exploitations où la comptabilité n'existe pas et où on consomme une bonne part de ce qui est produit. Mais, habituée à l'argent depuis longtemps, la paysannerie sent bien l'incommodité d'en manquer. Les *serres* peu-

vent bien sembler sauvages et inaccessibles ; il ne s'y pratique cependant pas qu'une économie de troc. Une certaine soif de numéraire, dont l'intensité varie avec l'âge des générations, incite à aller vivre ailleurs, là où les moindres échanges se règlent en espèces ; cela participe à la psychose de l'isolement et les femmes y sont plus sensibles que les hommes.

Par ailleurs, la terre se dévalue parce que elle est sous-exploitée ou inutilisée ; cette dépréciation contribue à l'exode. D'après les actes notariés relatifs aux ventes de terrains à l'Administration des Eaux et Forêts, un hectare de châtaigneraie (des dernières classes de revenu matriciel) équivalait en 1880 à 430 heures de manœuvre, à 320 heures en 1914, à 45 en 1927 et 38 heures seulement en 1936 [56].

Pour de nombreuses raisons, l'effectif des exploitants agricoles recensés en 1936 a rapetissé et la structure des ménages s'est dégradée en une génération. Reprenons d'abord l'ensemble gardois observé précédemment (cf. note 100, p. 254) ; la diminution globale est de 27 % ; quant aux structures, elles se sont modifiées comme il suit :

— en fonction de l'âge du chef de ménage

	moins de 30 ans	30-39	40-49	50-59	60-69	70 ans et +	Total
1906	98	281	311	328	274	120	1.412
1936	35	134	151	210	243	117	890
Variation .	— 64,4	— 52,5	— 51,5	— 36	— 11,4	— 2,5	— 27
(en %)							

— en fonction du type de ménage (note 101, p. 254)

	Ménage ordinaire	Vieux ménage	Homme célibataire		Autres cas	Total
			+ de 50 ans	— de 50 ans		
1906	1.086	86	60	109	71	1.412
1936	628	91	33	62	66	890
Variation ..	— 42,5	+ 6	— 45	— 43,1	— 7	— 27
(en %)						

Tous les groupes d'âges ont subi des dégâts mais ce sont évidemment les plus jeunes qui enregistrent les dommages les plus sérieux. L'indice de vieillesse (nombre de chefs âgés de 60 ans au moins pour 100 chefs de moins de 40 ans) grimpe de 104 à 213 : c'est énorme ; au cours de la génération précédente (1876-1906), s'élevant de 76 à 104, il avait progressé d'un peu plus du quart ; d'une génération à l'autre, il s'est multiplié par huit environ et il va de soi que cette accélération ne doit pas grand'chose au recul de la mortalité, bien au contraire [57] !

En ce qui concerne le second tableau, le déclin frappe surtout les ménages ordinaires et les célibataires. Dès le lendemain de la guerre en effet, l'émigration a emporté un bon nombre d'exploitants potentiels. Il n'est pas surprenant de voir

augmenter le contingent des vieux ménages : lorsque la situation empirait, ils n'avaient déjà plus l'âge de s'en aller ; d'autre part, les enfants qu'ils élevaient sont partis quand ils sont devenus adultes. L'évolution de la rubrique « autres cas » ne soulève pas de problème : si les ménages de collatéraux ont régressé, en revanche ceux à direction matriarcale ont augmenté à cause des veuvages provoqués par la guerre.

C'est une décadence du même style que nous rencontrons dans la Gardon-nenne lozérienne, entre 1911 et 1936 [58]. La répartition se modifie comme ci-dessous :

— en fonction de l'âge du chef de ménage :

	moins de 30 ans	30-39	40-49	50-59	60-69	70 ans et +	Total
1911	127	327	420	403	336	154	1.767
1936	71	199	199	301	351	229	1.350
Variation .	— 44,2	— 48,2	— 52,5	— 25	+ 4,3	+ 49	— 24
(en %)							

— en fonction du type de ménage :

	Ménage ordinaire	Vieux ménage	Homme célibataire		Autres cas	Total
			+ de 50 ans	— de 50 ans		
1911	1.225	199	144	130	69	1.767
1936	753	240	73	132	152	1.350
Variation ..	— 61,4	+ 20,5	— 50,8	+ 1,8	+ 120	— 24
(en %)						

Le vieillissement est ici plus accusé : le groupe des agriculteurs les plus âgés a augmenté tandis que l'ensemble enregistre une diminution comparable à celle du précédent ; un recul plus mesuré de l'effectif le plus jeune (moins de 40 ans) permet à l'indice de vieillesse de progresser à peine moins vite que celui des exploitants gardois (108 à 215), mais enfin, tout cela se vaut.

Les différences s'accusent dans le tableau suivant, comme si les morsures de la guerre s'inscrivaient davantage dans cette population que dans l'échantillon observé plus haut : régression plus profonde des ménages ordinaires et des célibataires masculins les plus jeunes, au profit des vieux ménages et de ceux que dirigent les femmes.

D'après l'exemple de cinq communes [59] la *Montagne* apparaît elle aussi bien éprouvée : en vingt-cinq ans, l'ensemble diminue de 35,6 % et l'indice de vieillesse des chefs de ménages passe de 63 à 119. Quant aux divers types de ménages, ils sont tous en recul, les ménages ordinaires subissant les pertes les plus élevées (— 63 %), suivis des vieux ménages avec — 42,5 %. Le recul des autres catégories est moindre et peut-être peu significatif en raison de la faiblesse numérique des effectifs.

Où ces émigrants sont-ils partis ? Ils se sont probablement plus égaillés que leurs aînés mais la plupart d'entre eux sont allés dans le Midi, les étapes les plus proches étant constituées par le bassin industriel gardois et les petites villes de la périphérie cévenole [60]. Ils se retrouvent aussi dans les grandes villes du Midi languedocien, dans le couloir rhodanien, dans les plaines et bassins viticoles. Leur descente vers le bas pays rural (il s'y ajoute d'ailleurs des gens nés en Lozère, en Haute-Loire ou dans l'Ardèche) est visible à travers l'examen du recensement de 1936, dans une quinzaine de communes comprises entre Uzès, la partie méridionale du fossé d'Alès, Sommières, Saint-Gilles et la Costière [61].

La structure par âges et par sexes de quelque 600 personnes (2 à 2,5 % de la population de ces localités) traduit l'ancienneté du phénomène ; l'immigration semble du reste s'être ralentie puisque les gens âgés de moins de cinquante ans sont à peine plus nombreux que leurs aînés ; or ceux-ci ont déjà été fortement touchés par la mortalité. Il y a sans doute parmi eux des survivants de la grande vague d'immigration que provoqua la reconstitution du vignoble après la crise phylloxérique. Pour ce qui est de ceux nés depuis la fin du siècle dernier, ou bien ils sont venus avec leurs parents, ou bien ils sont arrivés adultes, c'est-à-dire après la guerre de 1914-18, les circonstances favorisant l'afflux des allo-gènes : la vigne réclame de la main-d'œuvre (Espagnols et Italiens ne seront pas du reste les derniers à proposer leurs services) ; au surplus, la viticulture connaît une décennie de prospérité jusqu'à la crise de mévente qui s'ouvre en 1930 [62].

La structure par sexes ne laisse pas de surprendre puisque, aussi bien chez les adultes que chez les vieillards (et malgré la surmortalité masculine), il se rencontre autant d'hommes que de femmes. Le problème pourrait s'expliquer par le fait que la sur-émigration féminine, mise en évidence par les structures démographiques, est plus dirigée vers les villes ou des secteurs industriels que vers les campagnes (pourtant, en région viticole, la femme est moins asservie à l'exploitation que dans la polyculture de montagne). Parmi les femmes du modèle observé, il se rencontre fort peu de célibataires ; celles qui ont épousé un autochtone sont plus nombreuses que celles qui se sont mariées avec un garçon de leur vallée natale ; dans ce dernier cas, il advient le plus souvent que le couple s'installe avant la naissance du premier enfant, comme il arrive aussi que les aînés ont vu le jour sur la bordure cévenole tandis que les cadets sont originaires de la commune où résident désormais leurs parents, ceux-ci venant carrément du haut pays.

Si beaucoup de ces ruraux demeurent des paysans (ouvriers agricoles ou « cultivateurs » sans autre précision), il en est aussi qui sont artisans, commerçants, employés de chemin de fer, fonctionnaires... Au total, peu de migrants ont effectué une mutation socio-professionnelle, ce qui ne signifie pas que leur ascension sociale a été nulle. Le degré d'instruction atteint (la grande majorité d'entre eux est parvenue au C.E.P.) en est la raison principale. Ceux qui ont pu poursuivre des études offrent du reste plus de chances de se trouver dans les villes que dans les communes rurales ou gros bourgs de l'ensemble examiné ici.

UNE VITALITE DIVERSEMENT MENACEE DANS LE BASSIN HOUILLER ET LES PETITES VILLES

La mobilisation n'ayant pas plus épargné les ouvriers que les paysans, la population du bassin industriel ne sort pas moins éprouvée du conflit que celle des vallées rurales. Dans l'ensemble, on peut estimer que 10 à 20 % des décès enregistrés de 1914 à 1918 concernent des soldats. Pour la même raison, la natalité tombe de 1915 à 1919 jusqu'à la moitié de ce qu'elle était auparavant. C'est ainsi qu'au recensement de 1921 apparaît un déficit global de quelque mille personnes par rapport à 1911 et que, ultérieurement, les pyramides des âges porteront les stigmates classiques de la tragédie : sous-représentation de plusieurs classes masculines et encoches de basse natalité.

Les besoins en main-d'œuvre s'accroissent en raison de la reprise économique de l'après-guerre. Ce manque d'hommes ne peut être qu'en partie comblé par l'embauche au voisinage de paysans en quête de travail. Pendant les hostilités, des mineurs du Nord ont été recrutés mais ils sont rentrés chez eux [63]. La renaissance des activités de paix coïncide par ailleurs avec une législation qui abrège de deux heures la journée de travail (« loi de huit heures » votée en avril 1919). De nombreuses industries recherchent du personnel et le développement d'un secteur tertiaire subalterne les concurrence dans ce domaine [64]. Les houillères introduisent donc des immigrants lointains, venus des pays sous-industrialisés et surpeuplés de la Méditerranée occidentale ou de l'Europe centrale. Dans ce dernier ensemble, les traités de paix ont de plus bouleversé la carte politique et entraîné des « déplacements de population » [65]. Il se fixe ainsi des communautés qui opposent à l'intégration une résistance assez forte, à cause des coutumes, de la langue, d'une xénophobie ou d'un racisme plus ou moins avoué de la part des autochtones, surtout vis-à-vis des Maghrébins. Au total, ces étrangers ne composent qu'une minorité, au reste disparate : elle peut cependant modifier les comportements démographiques et sociaux.

Pour avoir une idée des changements survenus depuis 1906, observons l'exemple de La Grand'Combe [66]. En 1936, la part de la population née sur place a diminué, passant de 54 à 47,7 % ; c'est un premier indice du rôle accru qu'ont pris les mouvements migratoires dans le renouvellement démographique de cette ville. D'autre part, la structure par âges de la cohorte a changé :

	0-9	10-19	20-29	30-39	40-49	50-59	60 ans et +
1906	33,5 %	25,2 %	17,1 %	11,4 %	8,1 %	3,3 %	1,4 %
1936	26,4 %	15,7 %	17 %	13,8 %	10,1 %	10 %	7 %

D'un côté, la proportion grossie des vieillards reflète un certain dynamisme interne ; cela signifie qu'une part plus élevée des natifs de la localité y ont grandi, travaillé, procréé et qu'ils y termineront leur existence ; en somme, le fonds indi-

gène s'élargit. Les mouvements externes ne sont pas pour autant assoupis. Le fait par exemple que l'effectif né à La Grand'Combe soit un peu plus faible en 1936 qu'en 1906 implique une émigration... à moins qu'il se soit montré particulièrement malthusien. L'immigration persiste elle aussi, bien qu'elle s'essouffle depuis 1926 :

Population recensée		Bilan naturel		Population attendue	Bilan migratoire
		N	D		
1921	11.232	1.312	— 1.026 = + 286	11.518	+ 860
1926	12.378	1.079	— 922 = + 157	12.535	— 419
1931	12.116	1.129	— 861 = + 268	12.384	— 41
1936	12.343				

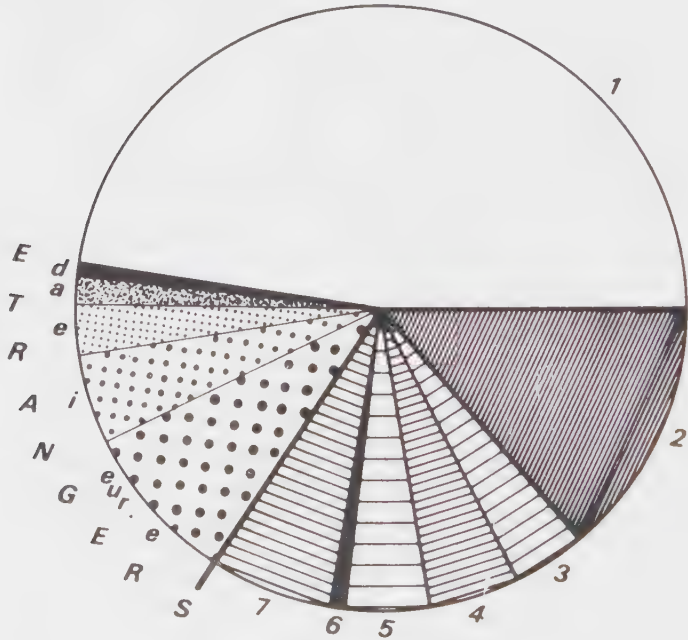


Fig. 43 - ORIGINE DE LA POPULATION RECENSEE A LA GRAND'COMBE EN 1936.

1. Habitants nés sur place.

2. Habitants nés à Alès ou dans une autre commune du bassin industriel.

3. Originaires de la Cévenne languedocienne (sauf 1 et 2).
4. Nés dans le département de l'Ardèche.

5. Nés en Lozère (sauf communes lozériennes de 3).

6. Originaires de la Haute-Loire.

7. Originaires du reste de la France.

Etrangers : Eur. E. : natifs de l'Europe de l'Est (Polonais et Tchécoslovaques). - It. Italiens. - E. Espagnols. - A. Algériens. - d. divers.

Les apports ne sont plus les mêmes : il arrive désormais (ou bien il est arrivé récemment) plus de ménages en puissance d'enfants qu'avant la guerre, époque où les déplacements concernaient plus de célibataires que de gens mariés. La répartition de ceux qui sont nés ailleurs qu'à La Grand'Combe est la suivante (fig. 43, ci-contre).

En premier lieu se rencontre un fort contingent local, issu d'Alès ou du bassin houiller : 1.709 habitants qu'il serait logique de considérer comme appartenant au fonds local.

Du rebord montagneux sont descendus 1.702 personnes dont :

- 575 originaires de l'Ardèche (Montagne, Cévenne, etc...) ;
- 561 des plateaux lozériens (Grands Causses, Margeride, Aubrac...) ;
- 453 de la Cévenne languedocienne (dont 18 des petites villes) ;
- 113 de la Haute-Loire.

Les hautes terres du Sud-Est du plateau central participent moins qu'avant-guerre au peuplement de La Grand'Combe : 20,5 % des habitants recensés en 1906 et 13,8 % en 1936. Ravagés par le conflit, ces réservoirs humains parviennent encore à fournir des travailleurs à l'industrie. La crise rurale force à l'exode les surplus d'une balance naturelle plus favorable que ne le montre la simple confrontation des taux bruts de natalité et de mortalité (c'est surtout vrai des hauts plateaux et autres « montagnes », ce l'est moins pour les vallées du rebord proprement dit où la fécondité des ménages n'a pas gardé un niveau aussi élevé). Pour en revenir à nos immigrants, la contribution cévenole s'est fortement réduite : 6,5 % du total recensé dans la cité en 1906 et seulement 3,7 % en 1936.

Vient ensuite le puissant groupe des étrangers (2.232 personnes, 18,1 % de la population totale) qui se classent ainsi :

- 1.050 sont arrivés d'Europe centrale et orientale ; ce sont surtout des Polonais [67] ;
- 577 sont Italiens ;
- 363 sont Espagnols ;
- 201 sont Maghrébins [68] ;
- 41 sont originaires d'autres pays.

Le reste (en principe 804 personnes) est né ailleurs mais, comme auparavant, la majorité vient du Midi et, en premier lieu, du Bas-Languedoc.

L'immigration offre donc un grand intérêt démographique. Directement, son effet positif est certes annulé par le mouvement inverse ; mais elle permet le maintien d'une balance naturelle avantageuse. C'est du moins ce qu'enseigne le cas de La Grand'Combe. En revanche, dans d'autres communes du bassin [69], un bilan migratoire précocement déficitaire arrive à compromettre le renouvellement de la population :

		Population recensée	Bilan naturel		Population attendue	Bilan migratoire
			N	D		
1921		13.801	1.356	— 1.069 = + 287		+ 307
1926		14.395			14.088	
1931		14.124	1.333	— 1.023 = + 307	14.702	— 578
1936		12.844	1.000	— 1.052 = + 28	14.152	— 1.308

Quant au mouvement naturel, il a acquis un style tout à fait nouveau en une génération.

A. Le mouvement naturel

En régression partout, la *natalité* semble mieux résister à La Grand'Combe qu'ailleurs ; c'est du moins ce qu'indiquent les taux bruts (‰) :

		La Grand'Combe		Ech. 7 communes *	
		Naiss. viv.	TBN	Naiss. viv.	TBN
1919-23	...	1.228	21,8	1.421	20,6
1924-28	...	1.223	19,8	1.380	19,2
1929-33	...	1.084	17,9	1.174	16,6
1934-38	...	1.058	17,1	859	13,3

* Portes, La Vernarède, Robiac, Molières, Meyrannes, Le Martinet, Saint-Florent.

Dans le modèle des sept communes, le recul observé est même plus sérieux que dans les départements du Gard et de la Lozère où, de 1924-28 à 1934-38, les taux bruts tombent respectivement de 15,4 à 12,8 et de 18,2 à 15. Le rythme du déclin est plus rapide qu'en Cévenne rurale où il n'est dépassé que par celui de la Salindrenque (cf. note 27 de ce chapitre). Il est en partie justifié par une intensification du célibat féminin ; la progression des pourcentages de célibataires par classes quinquennales est à ce propos suggestive :

		15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49 ans
1906	...	94	43,2	14	7,2	5	6,5	5,5
1936	...	93	50	22,3	16,5	11,5	14,5	10,4

Dans ce même échantillon, la proportion des célibataires dans le groupe féminin compris entre quinze et quarante-neuf ans atteint 29,5 % lors du recensement de 1936 ; elle se rencontre en France à 29 % à la même époque. Mais le *taux de fécondité globale* de la France est coté à 61,5 ‰ tandis que le nôtre ne s'élève qu'à 57 ‰ [70]. L'intensité du célibat féminin n'est donc pas seule respon-

sable ; il va de soi que cette population observe en face de la natalité une attitude encore plus restrictive que la population française, pourtant réputée pour son malthusianisme démographique. La mesure des *taux de fécondité légitime* indique 86,5 pour la France, 82 ‰ ici même. Il est certain dans ces conditions que le *taux brut de reproduction* est inférieur à l'unité, celui de la France dépassant de peu ce niveau à cette époque-là. La situation est sans doute meilleure à La Grand'Combe où un sondage au quart révèle un taux de fécondité légitime de l'ordre de 90.

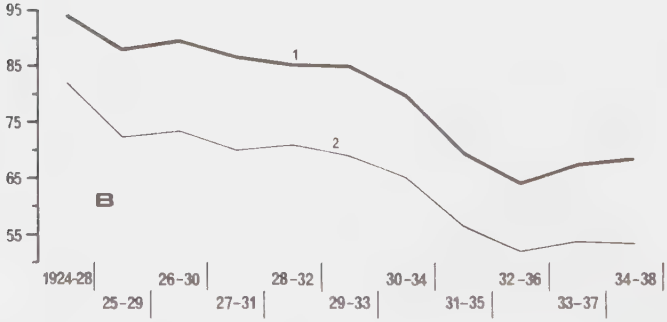
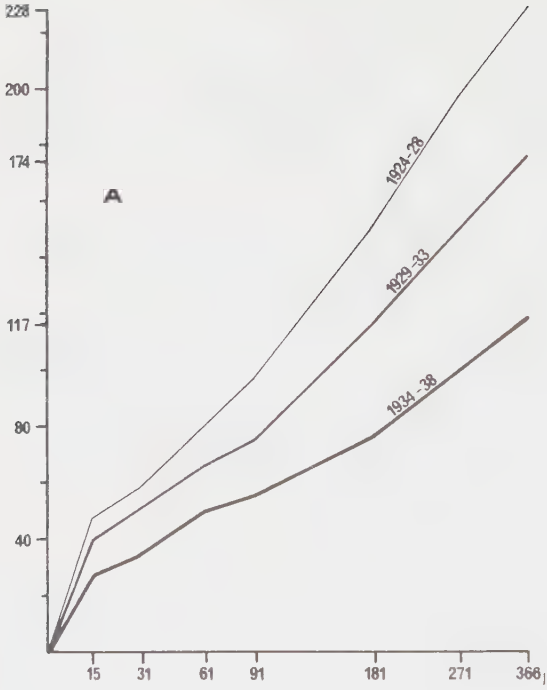
Cette chute surprend à peine car voilà déjà un demi-siècle que les taux bruts de natalité sont passés au-dessous de 40 ‰ ; pour un bassin houiller, l'évolution est précoce. Dans le Pays noir que décrit Ph. Ariès, ce taux était demeuré supérieur à 40 jusqu'à la guerre de 1914 ; il dépasse encore 20 en moyenne, de 1931 à 1940 (Ph. A., op. cité, p. 105). De son côté, étudiant la même région, A. Gravez porte au compte de l'immigration polonaise la remontée de la natalité à partir de 1921 [71]. Il a manqué à la Cévenne charbonnière un apport massif d'immigrants encore réfractaires au malthusianisme pour autoriser une reprise sensible de la natalité dans les années 1920 et 1930.

En deux décennies, les taux bruts de *mortalité* régressent modérément ; comme par ailleurs le déclin de la fécondité entraîne un vieillissement démographique, le recul de ces taux traduit une baisse effective de la mortalité.

		La Grand'Combe		Ech. 7 communes	
		Décès	TBM	Décès	TBM
1919-23	...	1.085	19,2	1.131	16,4
1924-28	...	977	15,8	1.043	14,5
1929-33	...	927	15,3	925	13,2
1934-38	...	829	13,5	779	12,1

Par rapport à l'évolution qui intéresse la France d'entre les deux guerres, celle que nous observons exprime une amélioration des conditions de vie. Le taux national est porté aux environs de 17 ‰ jusqu'en 1925-29 et il se tient encore au-dessus de 15 ‰ en 1939. Il faut toutefois se garder de raisonner à partir de taux qui demeurent étroitement tributaires des structures : c'est ainsi qu'en 1936 l'indice de vieillesse français atteint 51, contre seulement 43,2 à La Grand'Combe et 38,3 dans l'échantillon des sept communes.

Mais l'analyse de la *mortalité infantile* permet de montrer l'accroissement appréciable des chances de survie dans le bassin houiller gardois. Les progrès sont déjà visibles durant le premier quart du siècle puisque le *taux rectifié* se trouvait aux environs de 180 ‰ en 1904-08, largement au-dessus de son homologue national qui ne dépassait pas 146 ‰ [72]. Or en vingt années le taux charbonnier est tombé de 48 ‰ tandis que le taux français n'a cédé que 35,5 ‰ [73]. De ce fait, la



mortalité apparaît en 1924-28 moins ravageuse ici que dans l'ensemble de la France et cet avantage ne laisse pas d'étonner. C'est pourtant un effet de la législation sociale élaborée vers la fin du XIX^{me} siècle et appliquée par les compagnies houillères ; si en d'autres domaines leur paternalisme intéressé nous scandalise, le recul de la mortalité grâce à l'exercice d'une médecine éducative est un aspect positif qu'il convient de saluer [74]. Après la guerre, les *sociétés de secours minières* ont renforcé l'action médico-sociale : les consultations de nourrissons et la gratuité des soins contribuent à la régression de la morbidité (bronchites et autres maladies pulmonaires, gastro-antérites, etc...) et à une meilleure alimentation infantile. De 1924-28 à 1934-38 (fig. 44, C), le taux de mortalité houiller se maintient au-dessous du taux national et cette médecine à temps partiel n'est pas étrangère à cette situation [75]. Sur la figure indiquée ci-dessus, nous voyons baisser les taux français et gardois d'une façon régulière et modérée (courbes 3 et 4) ; celui du bassin charbonnier cévenol paraît accroché à un palier (95 à 85 ‰) puis, à partir de 1929-33, il descend à un niveau franchement inférieur, au-dessous de 70 ‰. Sa courbe se compare avantageusement à celle d'une région industrielle et urbaine où la médecine sociale est peu développée : la Région du Nord (même figure, courbe 1). A ce

Fig. 44 - LA MORTALITE INFANTILE DANS LE BASSIN HOUILLER (1924-28... 1934-38).

Composition de l'échantillon :

La Grand'Combe, Portes, La Vernarède, Le Martinet, Saint-Florent, Meyrannes, Molières-sur-Cèze, Robiac.

A. — Structure de la mortalité.

Age des décédés : (en jours)	0-14	15-30	31-60	61-90	91-180	181-270	271-365
1924-28	48	11	20	18	53	46	32
1929-33	40	13	12	10	41	31	27
1934-38	27	8	15	8	18	23	18

B. — Taux rectifiés (courbe 1) et taux exogènes (courbe 2).

D'après l'observation d'ensembles connus, le nombre des faux mort-nés est estimé à 15,5 % de la mortalité.

Décès exogènes = $1,25 \times$ décès des onze derniers mois (J. Bourgeois-Pichat, 1951).

C. — Taux rectifiés dans quelques ensembles.

1. Région du Nord (départements Nord et Pas-de-Calais). — 2. Département de la Lozère. — 3. France entière. — 4. Département du Gard. — 5. Bassin houiller cévenol.

	Région du Nord (1)	Département de la Lozère (1)	France entière (2)	Département du Gard (1)	Bassin houiller (a)	Bassin houiller (b)
1924-28 ..	100,1	92,9	94,2	100	93,9	82
1925-29 ..	105,3	94,6	98,3	98,8	87,4	72
1926-30 ..	105,3	88,2	96,1	90	89	73,5
1927-31 ..	100,7	85,2	91,9	88,6	86,3	70
1928-32 ..	99,7	80,1	90,5	84,9	85	71
1929-33 ..	99,1	78,7	86,8	83,6	85	69
1930-34 ..	93,4	74,2	81,6	78,9	79	65
1931-35 ..	90,7	76,6	79,4	77,8	69	55,8
1932-36 ..	91,2	74,1	77,6	72,3	63,9	51,8
1933-37 ..	89,1	77,3	75,4	71,3	67,1	53,8
1934-38 ..	85,1	79,9	73,8	70	68,1	53,6

Sources : (1) Bulletins annuels de la Statistique générale de la France : mouvement naturel de la population, par département.

(2) INSEE, 1966, ann. cité, p. 72.

Pour le bassin houiller, col. (a) taux rectifiés ; col. (b) taux exogènes.

propos, cette région (il s'agit en fait des deux départements du Nord et du Pas-de-Calais) a au moins un lustre de retard puisque son taux rectifié de 1934-38 (85,1 ‰) offre à peu près la même valeur que celui du bassin cévenol en 1929-33. La comparaison avec le cas de la Lozère est aussi instructive : le taux rectifié de ce département descend jusqu'en 1932-36 pour se redresser ensuite ; on peut y lier la recrudescence de la mortalité infantile à l'affaiblissement de la « consommation médicale » : c'est un aspect de l'abandon que subit alors cette région deshéritée. Au reste, la Cévenne rurale est encore plus mal lotie car en 1934-38, nous y trouvons un taux rectifié de 82,3 ‰ [76].

La régression de la mortalité houillère répond des résultats obtenus dans la lutte menée contre la mortalité exogène. Celle-ci tombe plus vite que la mortalité totale entre 1924-28 et 1929-33 (fig. 44, B). Mais l'arsenal thérapeutique ne recèle pas la panacée, comme le montre l'évolution des taux entre 1929-33 et 1932-36, phase au cours de laquelle la courbe 1 descend plus vite que l'autre ; vers la fin de la période examinée, l'élévation du taux rectifié est en partie redevable à une légère recrudescence de la mortalité exogène. L'influence de cette dernière s'exprime par la structure de la mortalité infantile, analysée à intervalles quinquennaux (fig. 44, A) : la pente des courbes de 1924-28 et de 1929-33 demeure forte ; elle s'assagit en 1934-38. Mais surtout leur concavité et leur cassure (moins évidentes en 1934-38) dénoncent les effets d'une surmortalité exogène. Trop souvent, la médecine sociale se heurte à la force des habitudes, des préjugés, de l'ignorance, tous facteurs qui accroissent les risques de morbidité. Combien de nourrissons ont payé de leur vie les imprudences de leurs parents ou leur incapacité à réagir efficacement devant certains aspects apparemment bénins d'une infection pourtant grave [77] ?

D'après ce que nous venons de constater, il est probable que les nouveau-nés de 1924-28 peuvent *espérer vivre environ quatorze années de plus que leurs parents*. L'allongement est de l'ordre du tiers en une génération, ce qui, pour l'époque, est énorme : en effet, les Français nés au même moment ne gagnent que six ans par rapport à la *vie moyenne* dont disposaient leurs géniteurs à leur propre naissance. Venus au monde en 1934-38, les benjamins bénéficient d'un supplément de deux ans. Résumons :

— grand-père né en 1876	$E_0 = 28$ ans
— père né en 1904	$E_0 = 41$ ans
— fils né en 1937	$E_0 = 57$ ans

Dans le bassin houiller cévenol, l'espérance de vie double en deux générations ; en France, durant le même intervalle, elle ne s'accroît que des deux cinquièmes environ [78].

En une soixantaine d'années, la natalité et la mortalité n'ont pas toujours régressé au même rythme. De 1874-78 à 1904-08, le taux de fécondité légitime éprouve un déficit de 42 %, environ tandis que le taux de mortalité infantile se dévalue de 32 %. Puis, entre 1904-08 et 1934-38, le fardeau de cette mortalité s'allège davantage que s'affaiblit la fertilité des ménages : les taux respectifs cèdent 61,6 et 46,3 % de leur valeur. Au total, de l'aïeule à la petite fille, les deux composantes du mouvement subissent à peu près le même recul : micux informé, on maîtrise moins mal le don de la vie, la maladie et la mort.

B. Les structures de la population

D'après ce que nous venons d'étudier, nous ne devons pas nous attendre à des structures très jeunes. Onze communes peuvent être considérées comme jeunes du fait que leur indice de vieillesse n'atteint pas 50. Onze autres présentent un indice compris entre 50 et 100. Trois seulement rassemblent plus de 35 %, de jeunes et dix autres plus de 30 %, mais avec le plus souvent des pourcentages d'adultes supérieurs à 54 %, (fig. 39). Les moins vieilles se trouvent dans la partie méridionale du bassin, entre Alès et La Grand'Combe : elles offrent des indices inférieurs à 40 (Cendras : 20,9, avec près de 40 %, de jeunes). Les plus élevés se rencontrent dans la vallée de la Cèze, autour de Bessèges ; il leur correspond des proportions de jeunes inférieures à 30 : Bessèges, 24,7 % ; Robiac, 28,6 % (l'indice de vieillesse n'est ici que de 41,3, preuve d'une fécondité qui est bien affaiblie). Molières et Le Martinet figurent parmi les localités les plus jeunes ($I_v = 25,5$ et $23,6$) mais l'abondance relative des adultes n'y est pas le signe d'une très forte fécondité.

La pyramide des âges (fig. 45) présente une situation « moyenne », avec 31 %, de jeunes et presque 12 %, de vieillards. En dehors des blessures qui ont été

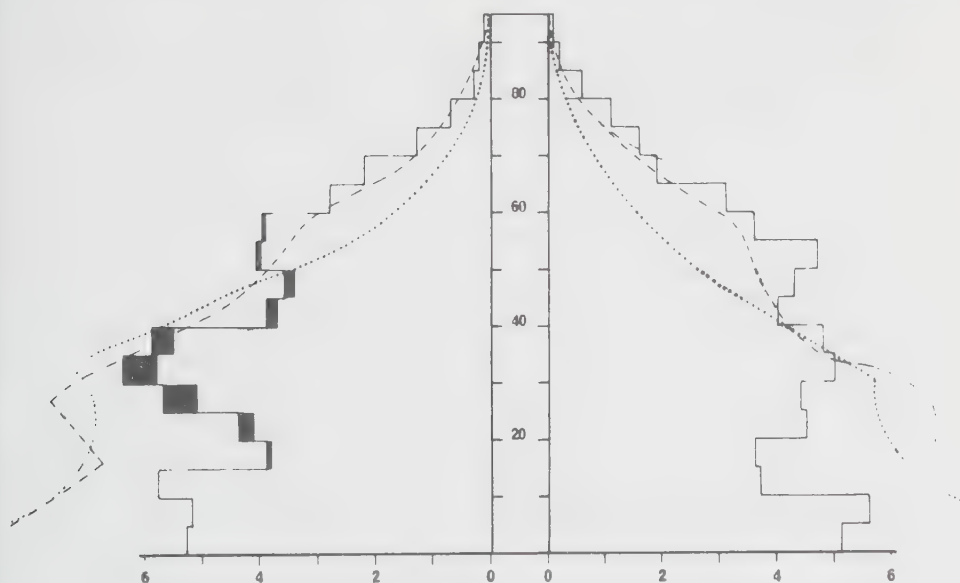


Fig. 45 - PYRAMIDE DES AGES DE L'ECHANTILLON HOUILLER EN 1936.
(Portes, La Vernarède, Saint-Florent, Le Martinet, Meyrannes, Molières-sur-Cèze et Robiac).

La partie grisée représente les non-célibataires jusqu'à 49 ans.
Bouts de barres noirs : ouvriers pensionnaires chez l'habitant.
Profils des pyramides de 1876 (en pointillé) et de 1906 (en tireté).
G. Surmortalité masculine due à la guerre de 1914-18.
sn. Période de sous-natalité (guerre de 1914-18).
Effectifs en centaines. Hommes à gauche, femmes à droite.

signalées plus haut, nous constatons un rétrécissement du diagramme en deçà et un gonflement au-delà de quarante ans.

En ce qui concerne la structure par sexes, nous remarquons un léger déséquilibre en faveur des femmes, sauf entre vingt-cinq et quarante ans où l'importance du taux de masculinité (117 en laissant de côté les pensionnaires, 129 en les intégrant au calcul) est liée à l'industrie lourde. Plus haut, le déficit masculin est dû à la surmortalité ; accidentelle de quarante à cinquante ans (G), elle est à première vue banale à partir de cette limite. En fait, le taux de masculinité du groupe âgé de cinquante ans au moins est anormalement élevé (92,6) dans un secteur d'activité où la surmortalité d'origine professionnelle est en principe intense : il est probable que la répartition observée ne ressortit pas au seul jeu de la mortalité [79].

La jeunesse de la population dépend beaucoup de la proportion des étrangers qu'elle comprend et de leur état civil. Le contingent maghrébin grossit la part des adultes et fait monter le taux de masculinité, sans plus : il est en effet surtout composé d'hommes seuls, qui vivent en camarades (au sens éthymologique du terme). En revanche, les Polonais, Tchécoslovaques, Italiens, Espagnols... sont le plus souvent mariés [80] et leurs ménages se révèlent bien plus prolifiques que ne le sont les ménages français. Dans ce dernier groupe, la structure socio-professionnelle intervient pour nuancer l'intensité du malthusianisme. Ce phénomène répond au premier chef de la dimension des familles, bien plus que le rôle différentiel de la mortalité infantile et juvénile, rôle qu'au reste il est impossible de saisir ici.

Dans quelques ensembles, les femmes non-célibataires (15-44 ans) sont ainsi réparties selon le nombre d'enfants recensés avec elles en 1936.

1. *Etrangers* [81]

Enfants	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Total
<i>Agés</i>												
15-19	10	7	2									19
20-24	14	36	33	8	1							93
25-29	6	43	50	36	10	6	3					155
30-34	8	37	59	48	28	17	8	2	1			208
35-39	10	27	36	47	31	19	14	6	2			192
40-44	14	11	27	29	31	16	15	4	3	1	1	155
Total (femmes)	62	161	207	168	101	58	40	12	6	1	1	817
Total (enfants)	0	161	414	504	404	290	240	84	48	9	10	2 166

2. *Personnel des houillères et de l'industrie lourde (Français)*

Enfants	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Total
<i>Agés</i>												
15-19	7	5										12
20-24	67	74	20	6	2							169
25-29	66	120	56	17	2	1	1					263
30-34	49	121	100	46	14	4	2	1			1	338
35-39	40	120	74	40	14	6	1	2	1	1		299
40-44	34	84	84	37	13	8	6	2				268
Total (femmes)	263	524	334	146	45	19	10	5	1	1	1	1 349
Total (enfants)	0	524	668	438	180	95	60	35	8	9	10	2 022

3. Français : autres activités [82]

Enfants	0	1	2	3	4	5	6	7	Total
<i>Âges</i>									
15-19	10	2							12
20-24	39	39	11						89
25-29	39	74	27	7	2				149
30-34	37	72	37	22	7	1		1	177
35-39	32	89	59	30	7	6	1		224
40-44	45	58	47	28	6		2	2	188
Total (femmes)	202	334	181	87	22	7	3	3	839
Total (enfants)	0	334	362	261	88	35	18	21	1.119

Chez les étrangers, la moyenne atteint 265 enfants pour 100 femmes. Si nous ne considérons parmi elles que celles âgées de trente-cinq ans au moins (descendance presque définitivement constituée), la moyenne s'élève à 329. Voilà des chiffres bien insolites en cette époque, dans un pays où le taux net de reproduction est inférieur à 100 depuis la décennie 1890. Ils dépassent de beaucoup ceux que nous avons trouvés dans ce même bassin houiller en 1876, alors que la fécondité était totalement débridée... mais où la mortalité décimait inexorablement chaque génération. En Pologne et en Tchécoslovaquie, le taux net de remplacement est encore coté entre 125 et 130 dans les années vingt ; il devait être plus élevé auparavant (mais il ne faut pas oublier le rôle prédateur de la mortalité) lorsque la cohorte féminine observée ici a contracté mariage dans les années précédant la guerre de 1914. Ces immigrants ont gardé des habitudes de forte fécondité : en Italie, le taux brut de reproduction atteignait 217 au début de ce siècle et en Espagne, il se rencontrait encore à 201 en 1922 [83].

Les deux groupes suivants présentent des résultats qui demeurent bien en deçà des quotients affichés par les étrangers. Les moyennes relatives à l'ensemble des femmes (15-44 ans) puis aux deux dernières classes (35-44 ans) se situent respectivement à 150 et 179 pour les ménages dont le chef est salarié des houillères ou de l'industrie lourde ; à 134 et 157 pour les autres ménages (artisans, commerçants, employés, fonctionnaires...). Quel chemin parcouru depuis 1906 sur la voie de la dénatalité ! On dénombrait alors 265 enfants pour 100 femmes âgées de trente-cinq à quarante-quatre ans ; désormais, il s'en compte environ 170, ce qui dénonce une chute apparente de 36 %. La baisse ainsi mesurée est trompeuse car, dans l'intervalle, l'espérance de vie à la naissance a augmenté d'une quinzaine d'années. On peut estimer que, si la mortalité infantile et juvénile (jusqu'à dix ans) s'était maintenue au même niveau depuis le début du siècle, ce ne sont pas 170 enfants qui survivraient, mais un peu moins de 150 [84]. Le recul effectif, répondant de la seule attitude restrictive des couples, est de 49 % ; il est plus accentué que la régression du taux de fécondité légitime entre 1906 et 1936 : — 44,6 % (153 à 85 ‰).

La distribution statistique de 100 femmes (35-44 ans) ayant 0, 1, ..., 6 enfants survivants se présente ainsi pour chacun des trois groupes :

	0	1	2	3	4	5	6 enfants et +
Gr. n° 1 ..	7	11	18,3	22	18,1	10,2	13,4
Gr. n° 2 ..	13,1	35,9	27,9	13,6	4,6	2,4	2,3
Gr. n° 3 ..	18,7	35,6	25,6	14,1	3,2	1,6	1,2

La structure du groupe n° 1 est nettement meilleure que celle de 1876 dans ce même bassin (cf. *supra*, p. 145). Il y a soixante ans, les familles de quatre enfants au moins cumulaient 32,8 %, du total ; maintenant, elles en occupent 41,7 %. Le mode était situé à deux enfants ; le voici à trois. Dans ces progrès, quelle part peut-on accorder au recul de la mortalité ? Les ménages étrangers de 1936 sont-ils plus ou moins féconds que ceux des ruraux immigrés de 1876 ?

D'après ce que montrent les registres d'état civil, la mortalité infantile et juvénile ne semble pas plus élevée entre 1925 et 1936 chez les étrangers que chez les Français. De toute façon, l'importance numérique des effectifs interdit de trancher un tel problème sans discussion. Nous admettrons donc des chances de survie égales pour la jeunesse, quelle que soit la nationalité. En 1876, la mortalité ravageait l'enfance jusqu'à des âges tardifs : d'après la table présentée à la page 139, il subsistait au bout de dix ans à peine la moitié d'une génération de nouveau-nés. Le bénéfice est donc au bas mot de 37 %, c'est-à-dire qu'en 1936, les femmes des étrangers auraient une descendance finale de 207 enfants (au lieu de 329) si la mortalité était demeurée aussi draconienne qu'autrefois. Or les femmes de 1876 avaient en moyenne de trente-cinq à quarante-quatre ans 277 enfants pour 100 d'entre elles. Autrement dit, dans ce bassin houiller, les communautés les plus prolifiques exercent un contrôle sur leur natalité. Si l'hypothèse relative à la mortalité se confirmait, il apparaîtrait que l'attitude des étrangers à cet égard atteint des résultats identiques à ceux de la population qui les précédait ici avant-guerre.

L'intensification du malthusianisme dans l'intervalle d'une génération est dénoncée par la fréquence accrue des ménages n'ayant pas plus de deux enfants : 52,6 % en 1906, 76,9 et 79,9 %, en 1936 ; d'autre part, la proportion des familles nombreuses s'effondre : à partir de quatre enfants, 28,2 % en 1906 et 9,3 à 6 % trente ans plus tard, alors que la mortalité des jeunes n'a pas cessé de reculer. Etant donné l'âge des classes féminines examinées, il ne semble pas possible de rendre la crise économique des années trente responsable de la débâcle. En effet, ces enfants sont venus au monde avant que se déclenche la crise, à un moment où la natalité ne pouvait être réduite par l'arrivée de classes creuses à l'âge du mariage et de la procréation. Il reste à incriminer un « embourgeoisement » certain de la population d'origine française, celle qui, le plus souvent, n'encombre pas les barreaux les plus bas de l'échelle sociale. Ralenti par la présence des immigrés étrangers, le déclin des taux bruts de natalité au cours de la décennie 1920 le laissait pressentir ; de même la valeur du taux de fécondité légitime pour 1924-28 (environ 110 ‰) traduit la généralisation d'un comportement malthusien.

Cette dévitalisation est indépendante de la conjoncture industrielle. Il est vrai que la sidérurgie alsésienne connaît des difficultés et qu'elle finira par s'éteindre en 1931 ; il est vrai aussi que la métallurgie de Bessèges est depuis 1921 inféodée à

des intérêts extra-régionaux [85] mais est-ce alors préoccupant au point d'entraîner un malaise démographique ? Pour ce qui est du charbon, il s'en extrait annuellement de 1.85 à un peu plus de 2 millions de tonnes entre 1924 et 1932 [86]. Mis à part le palier de 1927-28, les salaires n'ont pas cessé de monter de 1924 à 1930, se tenant d'ailleurs légèrement au-dessous de la moyenne française [87].

SALAIRE JOURNALIER MOYEN

	Ouvrier de jour		Ouvrier de fond	
	Bassin d'Alès	France	Bassin d'Alès	France
1913 ...	100 (3,69 F)	100 (4,02 F)	100 (5,57 F)	100 (5,96 F)
1924 ...	452	452	409	414
1926 ...	563	559	508	516
1928 ...	629	619	553	562
1930 ...	754	740	687	671

Les déplacements géographiques de la population et le caractère négatif du solde migratoire ne peuvent pas s'interpréter comme les signes de graves difficultés. Ils traduisent la mobilité socio-professionnelle incitée par l'éventail des salaires, l'attrait de certains profits (dans le commerce par exemple), la variété des activités dans le bassin lui-même ou ailleurs ; pour ne citer qu'Alès, n'oublions pas que cette ville a augmenté de 20 % entre 1921 et 1931 (2 % par an, avec quelle balance naturelle ? Guère plus de 0,5 %, vraisemblablement...). La mine retient mal ses ouvriers ; le travail y est pénible, l'absentéisme courant [88], la progression des salaires plus rapide dans d'autres entreprises [89].

Ce malthusianisme n'est évidemment qu'un des aspects d'une mentalité nouvelle. L'expérience récente montre que, si la main-d'œuvre régionale vient à manquer, il se trouve ailleurs des réserves de « gavots » ; du fait qu'elles sont lointaines, elles semblent inépuisables. La mine de charbon demeure indispensable à la vie du bassin, c'est vrai ; mais son omnipotence s'affaiblit : relayée par les immigrés étrangers, la population autochtone peut songer à prendre ses distances, ce que n'avaient jamais pu faire les générations qui l'avaient précédée ici. Parce que les nouveaux venus s'intègrent par le bas de l'échelle sociale, en poussant forcément les autres vers le haut, ils apparaissent comme différents : la langue, les usages, certes ; mais aussi leur affectation aux tâches les plus ingrates, leur rassemblement dans des cités, leur nombreuse progéniture...

Le mieux-être et un certain sens de la hiérarchie aidant, les ambitions naissent, plus ou moins secrètement nourries. Le processus a été maintes fois décrit : on cherche à ce que les enfants aient une vie meilleure ; on veut pour eux ce que les circonstances ont refusé jusque là, parce qu'on n'avait pas pu acquérir l'instruction nécessaire : une véritable promotion sociale. C'est une des raisons (la moins critiquable en tout cas) qui fait baisser tellement le nombre d'enfants par famille et c'est pourquoi le progrès social parvient à faire chuter plus vite le taux de fécondité légitime que celui de la mortalité infantile. Les couples les plus récents

(mariage conclu en 1934-38) se seront montrés une vingtaine d'années plus tard aussi réticents que leurs aînés puisque, au recensement de 1954, à La Grand'Combe, les femmes des mineurs et ouvriers d'industrie (Français) déclareront avoir donné le jour à 230 enfants (pour 100 d'entre elles), celles des artisans, commerçants, employés, etc... à 170 enfants [90].

Le bassin houiller est plus une entité économique qu'un espace homogène. L'extraction est ponctuelle, elle parvient à bouleverser le paysage rural de telle ou telle portion de vallée : le plus souvent, la « rue industrielle » est interrompue au bout de quelques centaines de mètres par des bois ou le finage d'un hameau, eux-mêmes remplacés plus loin par d'autres installations minières, d'autres cités ouvrières, etc... Entre la Cèze et le Gardon d'Alès, c'est ainsi toute une mosaïque de structures qui donne à ce bassin sa véritable physionomie démographique. Remontons par exemple la vallée de la Cèze, entre Saint-Ambroix et le confluent du Luech. Voici d'abord la petite ville au passé industriel florissant (la filature de soie y est désormais moribonde), tassée au pied de son *Dugas* : la proximité des puits de mine y fait résider un peu plus de 200 ménages de mineurs (quelque 23 % du total) ; avec ceux qui vivent à l'amont, ils soutiennent un commerce de détail très actif qui permet à Saint-Ambroix d'assumer quelques fonctions urbaines. Vers l'Ouest, après avoir traversé la « faille des Cévennes », notre route longe le versant de rive gauche, lacéré de profonds *valats* aménagés en terrasses (vigne, mûriers, olivettes, cultures de plein champ...) ; nous traversons Plauzoïles, puis Meyrannes-village : la liste nominative y distingue, peut-être arbitrairement, les mineurs des cultivateurs : en réalité, les liens qui unissent socialement l'agriculture et l'extraction de la houille y sont très étroits (paysans-mineurs ou mineurs-paysans). Nous sommes à 4 kilomètres de Saint-Ambroix tandis qu'apparaît devant nous, au pied de l'abrupt de méandre qu'a façonné le cours d'eau dans les grès du Keuper, le chevalement du puits de Molières. Les fumées et vapeurs de la centrale thermique traînent le long des *traversiers*. Au fond a poussé un crassier, sorte de gros abcès noirâtre dans la forêt dégradée de chênes verts, piquetée de pins. Parmi de rares mas isolés, se sont édifiés des « corons » de quelques centaines d'habitants : 250 à 300 à Clet (Meyrannes), 200 à Gammal (Molières), de l'autre côté, sur la rive droite. Née il y a un peu plus d'un demi-siècle, Molières n'a pas d'histoire. La République (bourgeoise) patronne la rue principale (dix-neuf maisons) ; la rue Jean-Jaurès ne compte que six immeubles et celle du Premier Mai n'est encore qu'une impasse. Cette commune est une cité ouvrière en plusieurs morceaux dont le centre de gravité est le siège de l'extraction houillère. Des 868 ménages qui y vivent, 60,5 % ont pour chef un actif de la mine (du manœuvre à l'ingénieur) et 14,2 % un retraité (probablement de la mine dans presque tous les cas). Les paysans sont rares. L'armature des services de première nécessité existe (commerçants d'alimentation, voire de quelques biens durables, médecin des houillères et pharmacien, divers fonctionnaires). Les étrangers sont nombreux, environ 900 sur les 3.200 personnes recensées à Clet et à Molières.

Le paysage reprend un aspect campagnard : la route traverse les finages de Vedel, Clairac, Revêty où une partie des champs qui escaladaient le bas du versant a été conquise par l'enrésinement ; le mineur se fait à nouveau paysan... ou *vice versa*. En face, entre la voie ferrée et la rivière, vit à Robiac un groupe humain très mêlé de mineurs, ouvriers métallurgistes, employés de chemin de fer, culti-

vateurs et petits commerçants ; si nous montions vers l'Ouest (la Valette, Roches-sadoule), nous verrions le puits de mine ordonner plus nettement la structure sociale tandis qu'augmenterait le pourcentage des étrangers.

En amont du confluent de la Gagnière, la vallée de la Cèze s'élargit au Nord en une dépression oblongue, constituée de terroirs d'alluvions et d'éboulis légèrement inclinés vers le Sud ; plusieurs hameaux y ont découpé leur finage (l'Elze, le Cros, le Soulié...) ; Bessèges s'y est étiré le long de la route, comme un faubourg à la recherche d'un centre urbain. Sur la rive droite, au débouché du Valat de la Forge, sont installées la mine de charbon et l'usine métallurgique ; elles sont à l'origine d'une autre rue qui s'allonge vers l'Ouest cette fois.

Bessèges est avant tout une cité ouvrière : sur les 1.881 ménages qui y sont dénombrés, 737 sont dirigés par des mineurs de charbon ou des ouvriers métallurgistes (39,2 %). C'est d'autre part l'industrie lourde qui exerce le principal rôle attractif sur les communes voisines, jusqu'à Chambon à l'Ouest et peut-être jusqu'en Ardèche au Nord (Malbosc, Saint-Paul-le-Jeune) ; cette influence est surtout perceptible sur Gagnières, Foussignargues, Peyremale et Bordezac. La courbe démographique de Bessèges montre du reste à quel point le chiffre de la population réagit à l'évolution de son activité industrielle ; depuis sa création en 1857 jusqu'en 1881, l'essor est vigoureux : + 91,5 % ; l'effondrement n'est pas moins spectaculaire : en quinze ans (1881-1896), la perte globale s'élève à plus de 30 % et, en dépit d'une remontée amorcée au début du XX^{ème} siècle (9.000 habitants en 1901), le déclin se poursuit ; en 1936, 5.367 âmes (— 40 %). Ces deux phases correspondent bien à l'histoire industrielle de Bessèges [91].

Les ménages d'agriculteurs passent inaperçus (moins de 1 % du total) ; ceux des retraités sont beaucoup plus fréquents (10 à 15 %). Les activités tertiaires retiennent un modeste contingent de cheminots et tous les services publics qu'il est courant de trouver dans une localité de cette taille, doublée d'un chef-lieu de canton (enseignement, administration, justice...). Si nous en jugeons par les effectifs, le petit commerce se porte bien ; le peloton agglutine la foule compacte des boulangers, bouchers (un pour 440 habitants) et autres magasins d'alimentation (un pour 150 habitants environ) depuis les succursales de grandes affaires extra-régionales (« Docks » de Béziers, « Casino » de Saint-Etienne, « Economats » de Clermont-Ferrand) jusqu'aux boutiques à 200 francs de chiffre quotidien, tenues par quelque femme de mineur ou quelque vieux ménage... Il semble normal de rencontrer tout ce monde dans une cité ouvrière où l'on consomme beaucoup de denrées. Les cafés et marchands de vin ne manquent pas (un pour 170 habitants).

En revanche, les commerces de biens durables (habillement et chaussures, radio-électricité, cycles et autos...) n'abondent pas. Il ne faut cependant pas nier toute influence polarisante : les garagistes et marchands de vélos, certains négociants (parmi la quinzaine que mentionne la liste), les deux cinémas, les deux agences bancaires [92], les notaire, médecin, sage-femme, dentiste et pharmacien contribuent à quelque rayonnement ; il n'empêche que Bessèges se situe mieux dans la catégorie des cités ouvrières que dans celle des petites villes [93].

Vers l'Ouest, nous abordons enfin la Cévenne cristalline. Le paysage redevient rural. Les hameaux et les fermes de Peyremale se dispersent sur des versants

à *traversiers* ; les terrasses fluviales et coulées d'éboulis se découpent en petite parcelles que dévore par endroits la friche et que reconquiert la forêt. De nouveau les cultivateurs, mineurs et ouvriers se partagent plus équitablement l'éventail de la population active. Partout, la lecture de la liste nominative fait apparaître les rapports sociaux entre le travail du sol et l'activité salariée dans l'industrie. Revenons vers l'Est dans la vallée de la Gagnière : si les ménages d'ouvriers et de mineurs sont deux à trois fois plus nombreux que ceux des paysans, les aspects franchement campagnards, le perchement et la dispersion des hameaux et de fermes indiquent assez l'importance du paysan-ouvrier ou mineur dans la structure sociale de Foussignargues et de Gagnières.

Les structures démographiques aperçues au cours de ce périple varient d'une étape à l'autre. Retenons-en quatre aspects (numérotés de 1 à 4 dans le tableau ci-dessous) : la proportion de jeunes (0-19 ans), l'indice de vieillesse, le nombre d'enfants recensés avec 100 femmes âgées de 15 à 44 et de 35 à 44 ans.

	Pop. recensée	1	2	3	4
St-Ambroix	3.199	25	70	135	149
Plauzolles et Meyrannes- village	437	23	78,5	181 (160)	178 (142)
Clet et Molières	3.225	34,4	25,6	183	207
Robiac et Le Buis	597	28,1	41,7	166 (150)	206 (190)
Rochessadoule	1.129	27,3	42,9	155 (136)	200 (154)
Bessèges	5.367	24,4	61	132 (118)	160 (140)
Bordezac, Peyremale, Fous- signargues et Gagnières ..	2.845	26,2	76	160 (154)	185 (173)

N.B. — Les chiffres portés entre parenthèses ne concernent que les seuls ménages français. Ils montrent l'abaissement de la fécondité lorsque les familles étrangères ne sont pas prises en compte. La comparaison n'est pas faite à Saint-Ambroix où les étrangers ne sont qu'une poignée, ni à Clet et Molières où ils sont au contraire très largement représentés.

Les deux agglomérations de Saint-Ambroix et Bessèges constituent des points de moindre fécondité dans un environnement à population industrielle demeure rurale et surtout par opposition aux « corons » où résident beaucoup d'étrangers.

En fin de compte, la vitalité de cet ensemble plus ou moins transformé par le charbon risque d'illusionner. Il est certes actif parce que l'extraction de houille s'est poursuivie à son rythme habituel pendant les années trente [94] : est certain que cela met mieux en relief les aspects techniques et financiers de la crise dont souffrent les vallées rurales à ce moment-là. D'autre part, la jeune démographie du bassin retient d'autant plus l'intérêt que l'arrière-pays est vieillot pour les raisons que nous connaissons. Depuis 1911, date du premier recensement

dont les listes nominatives ont pu être conservées en Lozère, le recul de la fécondité n'a pas épargné le cadre montagneux (Haute Gardonnenque médiane, Vallée Longue, hautes terres comprises entre le Luech supérieur et la Can de l'Hospitalet). Mais la situation en 1936 y est de ce point de vue plus favorable (dans une certaine mesure) que dans la plupart des groupes sociaux de la région industrielle. Il est vrai que c'est la pénurie des ménages procréateurs qui dévitalise la population rurale. Autrement, la moyenne des enfants pour 100 femmes non-célibataires atteint 158 pour le groupe âgé de 15 à 44 ans et 200 pour la cohorte comprise entre 35 et 44 ans [95]. Et si la répartition de cette dernière classe décennale s'est modifiée au détriment des familles nombreuses, les dégâts sont moins graves chez les ruraux que dans les ensembles d'origine française observés en contrebas.

	0	1	2	3	4	5	6 enfants et +
Ruraux (430 mén.) ..	17,4	26,5	22,3	17,9	8,6	3,6	3,7
Gr. 1 et 2 (979 mén.)	15,4	27	38	13,8	4	2	1,8
Bessèges, St-Ambroix (487 mén.)	19,7	36,7	25,4	9,7	5,4	1,5	1,6

Le contraste est frappant : dans les hautes vallées, les familles nombreuses (qui comptent au moins quatre enfants) sont deux fois plus fréquentes que chez les Français du bassin houiller. S'il est aisé de les imaginer, il n'est cependant pas possible de mesurer avec précision l'incidence des causes d'ordre psychologique justifiant cette diversité d'un milieu humain à l'autre. Il se peut que dans le haut pays on ignore davantage qu'ailleurs les moyens de maîtriser la natalité. En tout cas, l'ambiance des cités ouvrières et des petites villes qui les animent contribue à la restreindre. Le phénomène est ancien : nous en avons déjà noté les prodromes qui se manifestaient un siècle plus tôt.



Les *petites villes* du pourtour cévenol ont elles aussi bien souffert de la guerre de 1914-18. Une localité comme Ganges (4.690 habitants en 1911) perd ainsi 80 de ses jeunes hommes, ce qui représente 12 à 15 % de la mortalité enregistrée durant ces quatre années : la liste des naissances se rétrécit misérablement : de 85 nouveau-nés en moyenne de 1911 à 1914, elle tombe à 47 en 1915, 34 en 1916, 46 en 1917, 51 en 1918 et 1919 ; en 1920, il s'inscrit 80 noms, chiffre qui ne sera plus jamais atteint par la suite. La même histoire se répète de Saint-Jean-du-Gard au Vigan : dans ces conditions, la population accuse au recensement de 1921 un déficit global de 13,5 % en dix ans (21.892 habitants en 1911, 18.967 en 1921).

De 1921 à 1936, leurs effectifs augmentent (19.570 habitants en 1926) puis diminuent : 18.564 en 1931, 17.708 en 1936. En une génération ou presque, la perte globale aura été de 19 % environ, les soldes naturel et migratoire conjuguant leurs effets négatifs [96].

	Population recensée	Bilan naturel Naissances — Décès	Population attendue	Solde migratoire
1921	18.967	1.664 — 2.131 = — 467		+ 1.070
1926	19.570	1.550 — 2.003 = — 453	18.500	— 553
1931	18.564	1.242 — 1.824 = — 582	19.117	— 274
1936	17.708		17.982	

Si nous en croyons les taux bruts, la natalité régresse de façon alarmante : 17.8 (1921-25), 16.3 (1926-30), 13.7 ‰ (1931-35). En France, le taux brut passe de 19.3 à 18,2 puis 16.5 ‰ au cours des mêmes quinquennats. Les structures démographiques peuvent répondre de cet affaissement (part accrue des groupes situés en dehors des âges de la procréation, intensification du célibat ; rappelons au passage que l'évolution des structures est tributaire du mouvement naturel et que ce qui vient d'être évoqué exprime de toute façon un malaise... dont le recul de la natalité est un aspect. Le déclin du taux de fécondité légitime [97] confirme ce que suggérerait la succession des taux bruts : de 1924-28 à 1934-38, il descend de 109.9 à 83.5 ‰, c'est-à-dire au rythme du taux brut de natalité dans le même intervalle : — 24 ‰. Pendant ce temps, le taux national a rétrogradé de 104.3 à 86.5 ‰ [98].

En se renforçant, le malthusianisme des ménages affaiblit les structures. C'est pourquoi le taux de mortalité générale diminue moins que le taux brut de natalité : 22.2 en 1921-25, 21 en 1926-30, 20.1 ‰ en 1931-36. Il faut reconnaître que, dans l'intervalle, le taux national s'est mieux maintenu (17.1, 16.8 et 15.7 ‰), ce qui traduirait une amélioration plus modeste des conditions sanitaires dans l'ensemble de la France que dans l'échantillon examiné ici. La différence creusée en 1936 entre le taux français et celui-ci peut se justifier par un vieillissement plus accentué de ces petites villes et bourgades (fig. 39). D'autre part, si nous en jugeons par la valeur du taux non rectifié de mortalité infantile, les chances de survie seraient plus grandes ici que dans l'ensemble du pays : 53.8 contre 67.2 ‰ [99]. Le taux de mortalité générale subirait ainsi l'effet grossissant d'une structure alourdie par la proportion des personnes âgées.

La mortalité globale est certainement surévaluée en raison de l'existence d'hôpitaux ou d'asiles de vieillards [100]. Cette réserve faite, il n'en demeure pas moins qu'en raison de l'indigence du nombre des naissances, la balance naturelle serait continuellement négative ; en supposant même qu'il y ait 20 ‰ de décès en trop, cela ne modifierait pas le sens du bilan migratoire : il s'appesantirait de 1921 à 1925 puis il s'allégerait ensuite (1926-30 et 1931-35).

En tout cas, la première phase est significative : de même que le bassin charbonnier, de même qu'Alès (cf. fig. 38), les petites villes et bourgades de la périphérie cévenole reçoivent le flot des ruraux dont nous avons pu mesurer l'exode (*supra*, p. 270). Avec sa balance migratoire négative, le second quinquennat reflète moins fidèlement l'évolution économique. C'est en effet tout au long de la décennie 1920 que les petites villes traversent une phase de prospérité industrielle, surtout le groupe méridional, grâce à la fabrication du bas de soie. Ganges n'est pas la seule concernée, mais aussi, à l'amont, Sumène, Le Vigan et les villages du Valion

de l'Arre. Partout la « bonneterie » apparaît comme l'activité principale. Elle est au vrai très lucrative ; R. Dugrand a montré avec l'exemple de Ganges quelles fortunes elle a permis d'édifier, favorisant les dépenses somptuaires hors de la ville et stimulant le commerce local tandis qu'on oublie trop les investissements nécessaires à des entreprises que la suite des événements révélera bien fragiles [101]. « Le salaire d'un jeune bonnetier sur un métier *Cotton* de 12 têtes oscille entre 1.800 et 2.200 francs par mois. A cette même date, un ouvrier agricole, lors des vendanges, ne touche qu'exceptionnellement 600 ou 700 francs ». Un ouvrier de fond n'arrive pas à 1.000 francs par mois dans les houillères d'Alès (salaire moyen en 1929) et en octobre de la même année, la moyenne des salaires mensuels à Nîmes n'atteint pas 900 francs [102].

Au cours de la troisième phase, il n'est pas forcé que l'émigration soit freinée sous prétexte que le solde migratoire s'affaiblit. N'oublions pas qu'en Cévenne rurale l'exode est accéléré ; comme il est vraisemblable de supposer que les « portes » cévenoles sont des étapes pour ceux de l'arrière-pays, cette balance cache sans doute des mouvements plus amples qu'il y paraît. D'après R. Dugrand (art. cité, p. 58), la crise de 1929 aurait été peu sensible à Ganges ; il a dû en être ainsi ailleurs dans la bonneterie. Mais il est probable aussi que les salaires ne sont plus ceux de la période précédente : à Saint-Hippolyte, les hommes ne gagnent plus que 30 à 35 francs par jour, ce qui donne des rémunérations mensuelles inférieures à 1.000 francs. Et si les fabricants de bas de soie arrivent à se tirer d'affaire, la situation est plus dramatique dans d'autres branches, comme les filatures de soie et de schappe [103].

Cependant, si les structures de ces petites villes sont vieilles, cela est directement lié à une crise de fécondité qui correspond autant à la période de prospérité qu'à celle de malaise économique lui faisant suite. Au recensement de 1936, en dépit d'une mortalité infantile plus basse, la bordure méridionale textile se révèle par la dimension des familles moins fertile que les hautes vallées qui débouchent sur elle.

Comparons à l'Est le groupe Anduze-Saint-Jean-du-Gard (*intra muros*) et celui constitué par le reste du canton de Saint-Jean, la Vallée Borgne et la Haute Gardonnenque médiane [104]. Le nombre d'enfants pour 100 femmes non-célibataires est le suivant :

Femme âgée de	15 à 44 ans	35 à 44 ans
Anduze et St-Jean	145	151
Milieu rural	162	199

La répartition de 100 femmes du dernier groupe d'âges selon le nombre d'enfants recensés avec elles s'effectue comme ci-dessous :

	0	1	2	3	4	5	6 enfants et +
Anduze, St-Jean	20,4	38,6	22,2	12,9	1,8	2,3	1,8
Milieu rural	13,4	32,1	24,1	15	6,7	2,7	5,2

Le contraste est moins net plus au Sud entre Saint-Hippolyte, Ganges et Le Vigan d'une part et de l'autre le bassin de Lasalle et la vallée supérieure de l'Hérault [105]. Pour 100 femmes âgées de 35 à 44 ans se dénombrent 206 enfants à l'amont et 186 dans les cités situées en contrebas ; nous y remarquons du reste une fécondité mieux soutenue qu'à Anduze et Saint-Jean, ce que laissait supposer l'examen du diagramme triangulaire (fig. 39). La distribution selon le nombre d'enfants est la suivante :

	0	1	2	3	4	5	6 enfants et +
Ganges, Le Vigan, St-Hippolyte	15,2	30,1	30	13	5,6	4	2,1
Ech. rural (105)	15,3	24	28	15,3	8,9	4,6	3,9

Les petites villes se montrent de nouveau plus malthusiennes que leur arrière-pays mais il convient d'introduire quelques nuances puisque le groupe méridional est plus fertile que le précédent : la proportion des familles ayant un enfant au plus est de 45,3 % dans l'ensemble bonnetier et de 59 % au débouché de la Gardonnenque méridionale, tandis que la part des familles nombreuses (au moins quatre enfants) est respectivement de 11,7 et de 5,9 %. De ce point de vue, tout se passe comme si Anduze et Saint-Jean-du-Gard subissaient l'influence du bassin houiller [106].

Expression fidèle de la fécondité, la descendance finale (ou très probablement telle) se modifie sous l'influence de la structure socio-professionnelle. Nous le constatons dans le groupe bonnetier [107] comme nous l'avons noté à diverses reprises déjà. Dans cet ensemble ont été distingués trois types de ménages : paysans, ouvriers et gens du secteur tertiaire. La femme étant âgée de 35 à 44 ans, le nombre d'enfants pour 100 d'entre elles est dans l'ordre indiqué : 217, 189, 168. La ventilation de cette classe décennale se fait comme il suit :

	0	1	2	3	4	5	6 enfants et +
Paysans (248 mén.)	14,5	23	25,4	17,4	10,1	4,4	5,2
Ouvriers (224 mén.)	10,7	31,6	29,9	13	6,3	5,8	2,7
Tertiaire (388 mén.)	18,6	31,2	29,8	10	5,9	3,4	1,1

En ce qui concerne les familles nombreuses (au moins quatre enfants), se note une fois de plus le *crescendo* : secteur tertiaire (10,4 %), ouvriers (14,8 %), paysans (19,7 %). C'est évidemment le groupe social des commerçants, petits fonctionnaires, etc... qui est le plus malthusien (49,8 % de ces ménages ont au plus un seul enfant, cette proportion descendant à 37,5 % chez les paysans). La répartition géographique de ces groupes sociaux explique la position des points communaux sur le diagramme de la figure 39 : Sumène est ainsi plus jeune que Le Vigan ou Ganges ; il en est de même de certaines communes rurales de l'échantillon (Roquedur, Saint-Bresson, Saint-Julien, Saint-Martial, Molières, Pommiers).

Dans le lot de ces petites villes, Florac se classe tout à fait à part. Rien ne rappelle les localités méridionales qui occupent une situation de piedmont ; Florac est une communauté de haut pays, à un carrefour spacieux de grandes vallées, partout cerné de plateaux élevés. Il s'y effectue les échanges entre domaines naturellement divers : Causse, Vallon, Montagne, Cévenne [108]. A l'époque contemporaine, elle n'a sur Ispagnac, sa voisine d'aval, plus franchement caussenarde, que l'avantage d'être le siège de la sous-préfecture, la plus petite de France mais non la plus isolée : le terminus du chemin de fer à voie étroite permet théoriquement au sous-préfet d'aller prendre le train pour Paris à Sainte-Cécile-d'Andorge. Les fonctions de Florac sont urbaines dans la mesure où il existe un secteur tertiaire dominant ; l'industrie est inexistante (autrefois, on tissait la laine et on fabriquait des *cadis*) et cela aussi distingue Florac des petites villes bas-languedociennes situées à la sortie des Gardon, Vidourle, Arre-Hérault. Par sa taille, c'est une tout-petite ville (1.570 habitants en 1936, 1.511 à Ispagnac) mais elle n'était déjà pas très grande vers le milieu du siècle dernier et, en une centaine d'années, elle a perdu moins d'habitants que les autres. De même, elle s'est mieux maintenue que les cantons ruraux cévenols.

D'un point de vue démographique, elle est en 1936 bien vieillie, occupant tout de même sur le diagramme de la figure 39 une position plus avantageuse que celle de Saint-Jean-du-Gard et Anduze, voire de Saint-Ambroix et Ganges où, avec un indice de vieillesse moins élevé, la proportion de jeunes est plus faible. Dans son environnement rural, Florac présente des aspects malthusiens de petite ville ; c'est ce que révèle la comparaison avec quelques communes du Vallon et de la retombee orientale par les vallées du Tarnon, de la Mimente et du Tarn [109].

	Jeunes (0-19 ans)	Indice de vieillesse	E/100 F (35-44) *
Florac-ville (1.370 hab.)	25,1 %	77	187
Ruraux	27,4 %	83	218

* Nombre d'enfants recensés avec 100 femmes de 35 à 44 ans.

Toutefois, par rapport à ce qui se passe de l'autre côté du massif cévenol, la fécondité de Florac semble plus soutenue (ce que laissait d'ailleurs présager la structure par âges) : l'indice de la dernière colonne n'atteint que 145 à Saint-Ambroix, 151 à Saint-Jean et Anduze, 182 à Ganges. Cela peut traduire aussi bien le voisinage immédiat de hautes terres prolifiques que le passage de la frontière entre domaines à majorité catholique ou protestante.

**

Au recensement de 1936, dont l'analyse montre dans quel marais démographique s'enlise la Cévenne, succèdent presque aussitôt les élections législatives qui vont amener à la Chambre une majorité de Front populaire [110]. Une telle consultation peut refléter les soucis quotidiens de gens sans doute plus préoccupés par la baisse de leur pouvoir d'achat (les salariés), la stagnation de leurs affaires (les commerçants) ou la mévente de leurs produits (les paysans) qu'aux problèmes

dont l'Histoire révèlera plus tard la gravité. Comme l'écrivit alors le préfet de Mende au ministre de l'Intérieur, elle « doit être influencée par la crise économique (...) qui, provoquant la chute verticale des cours (...) a introduit au sein des foyers lozériens une gêne et un malaise certains (...) qui se traduit par la réapparition, la multiplication des créances hypothécaires ». Un prospectus de la S.F.I.O. démontre par ailleurs, en s'appuyant sur la régression des prix du blé, du vin, du lait et du bétail, que « le revenu des paysans par rapport à l'avant-guerre est réduit de 50 à 70 % » à cause de « la stupide déflation » qui inhibe la consommation des ménages.

L'interprétation des résultats se complique du fait que la région étudiée appartient à plusieurs circonscriptions qui en débordent largement. Ainsi dans le Gard, l'arrondissement du Vigan couvre la partie méridionale de la Cévenne et des cantons de garrigue (en revanche, le candidat est maire de Valleraugue) ; l'autre secteur de la Cévenne rurale gardoise va choisir un député dans une circonscription industrielle ; un troisième groupe, rural lui aussi, va élire un représentant en Lozère. Ganges se trouve dans la première circonscription de Montpellier, là où les candidats s'intéressent surtout, et pour cause, aux problèmes viticoles. De plus, la personnalité des postulants ne simplifie pas la question ; par exemple en Lozère, la popularité du député Pomaret est telle qu'il recueille les voix venues de tous les horizons politiques ; cela n'enlève-t-il pas au scrutin une trop grande part de sa signification [111] ? En dépit de ces difficultés, observons l'attitude des électeurs dans les trois ensembles que nous sommes convenus de distinguer : la Cévenne rurale, le bassin houiller et les petites villes et bourgades manufacturières de la bordure sud-orientale.

Chez les ruraux lozériens, le corps électoral réagit de la même façon en 1932 et en 1936 : il a choisi Pomaret en 1932 avec 4.438 voix et il le réélit avec 4.969 bulletins (on s'est moins abstenu en 1936, ce qui paraît un signe des temps) ; ses concurrents (socialiste S.F.I.O. et communiste en 1932, communiste en 1936) enregistrent un recul d'un scrutin à l'autre : ils passent de 1.579 à 1.589 voix mais, dans l'intervalle, la participation a augmenté de 7 %. En dépit d'une ambiance favorable à leurs idées, les partis avancés ne bénéficient donc d'aucun crédit supplémentaire. Notons pourtant qu'en 1936, Pomaret est élu sur les Causses (Sauveterre, Méjean, Causse Noir) avec plus de 75 % des suffrages exprimés alors que les cantons cévenols se tiennent en retrait : c'est même dans son propre fief que le député-maire réalise son score le moins brillant : 66,8 % dans le canton du Pont de Montvert (à cause de la partie méridionale du canton, il est vrai). En Cévenne, « l'opposition » n'est majoritaire que dans six communes où elle rassemble 501 bulletins sur les 3.779 de l'ensemble (moins du septième).

Il faut deux tours en Cévenne gardoise pour élire deux représentants ; le jeu politique est en effet plus complexe : cinq candidats dans l'arrondissement du Vigan, trois dans la seconde circonscription d'Alès. Ici même, le député sortant est un authentique conservateur et son mandat lui est disputé par deux candidats du Front populaire : le maire de La Grand-Combe, conseiller général socialiste (S.F.I.O.) et un instituteur honoraire, communiste. Le haut canton de Génolhac, franchement rural, n'accorde pas d'emblée la majorité au député de droite mais, comme le socialiste s'est désisté, la participation est plus forte au second tour et

profite entièrement à François de Ramel qui recueille dans ces communes 55 % des voix [112]. Depuis une génération, les idées ont donc évolué car, avant la guerre, on votait ici carrément à droite ; mais on est encore loin d'accepter les idées politiques et sociales de la Gauche.

En Cévenne méridionale, le premier tour de scrutin révèle mieux que le second les préférences des électeurs. Le député sortant, industriel et maire de Valleraugue, se présente comme républicain socialiste [113]. Il trouve face à lui un socialiste indépendant, un socialiste S.F.I.O., un communiste et un républicain libéral (conservateur). Le premier dimanche, la proportion des suffrages exprimés cumule 75.5 % des inscrits (71 % dans les cantons de garrigue : Sauve, Saint-Hippolyte, Quissac, eux aussi très pénétrés de protestantisme). En tout cas, où que ce soit (en Cévenne lozérienne, ce pourcentage atteint 71 %), les gens ne semblent pas outre mesure passionnés... Les voix se répartissent ainsi pour 100 suffrages exprimés :

	Député sortant	S.F.I.O.	Communiste	Rép. libéral (conservateur)	Socialiste indépendant
— Cévenne	53,2	34,3	8	3	1,5
— Garrigue	33	40,2	16,3	8,5	2

Si nous admettons que le favori est aussi populaire en Cévenne gardoise que Pomaret dans le département voisin, nous voyons que le crédit du Front populaire y est plus élevé qu'en Lozère puisque les deux postulants qui s'en réclament le plus totalisent 42.3 % des voix alors qu'ils n'ont pas la cote de Charles Berthézène. Le communiste et le socialiste S.F.I.O. s'étant retirés, 58.1 % seulement des électeurs votent le 6 mai (66 % en garrigue). Si l'élu de 1932 reconquiert son siège avec 88 % des bulletins déclarés valables, il n'est choisi en fait que par 51 % des inscrits (49.5 % en garrigue) ; c'est peu, à peine mieux qu'en Cévenne lozérienne où Charles Pomaret n'a obtenu le dimanche précédent que les voix de 47.1 % du corps électoral.

La consultation ne traduit pas clairement le malaise dont souffre la Cévenne rurale. Par certaines attitudes (abstentionnisme de second tour succédant aux suffrages portés à gauche au tour précédent), les citoyens paraissent exprimer leur mécontentement et le désir de voir imposer à leurs problèmes des solutions inédites. Mais par ailleurs, ils accordent en majorité leur confiance à des candidats modérés, de gauche certes, assez démarqués toutefois pour ne pas effaroucher les tendances conservatrices de l'électorat. Nous retrouvons là un des caractères profonds qu'indiquait A. Siegfried chez le Protestant du Midi : « Il est politiquement à gauche, mais sa fortune en fait un conservateur social » [114]. En l'occurrence, il faudrait plutôt parler du « souvenir de la fortune » ou de la propriété foncière (même dévalorisée) du paysan cévenol que de sa fortune. L'atavisme est assez fort pour orienter le vote, l'empêcher de créditer la nouveauté, sans doute jugée aventureuse.

Le groupe des petites villes et autres bourgades de la périphérie (de Saint-Jean Anduze au Vallon de l'Arre) ne peut pas s'analyser d'un bloc ainsi que l'indique le tableau ci-dessus. Le sous-ensemble constitué par Saint-Jean et Anduze

vote très nettement à gauche et avec conviction : plus de 80 % de participation aux deux scrutins, partage inégal des voix au second tour entre le communiste (57,1 %) et le socialiste modéré qui en réunit 42,9 % [115]. Dans le sous-groupe bonnetier, le pourcentage des suffrages exprimés est nettement plus faible, sauf à Ganges ; ensemble, la S.F.I.O. et le P.C. récoltent le 29 avril entre 34,6 (Ganges) et 52,9 % (Le Vigan) des suffrages exprimés au premier scrutin : au second, ils sont absents de la compétition. Les choix se portent plutôt vers un socialisme assez tiède et la Droite détient ici de plus solides bastions que dans les vallées cévenoles. Non seulement le bloc protestant est bien moins homogène que dans l'arrière-pays, mais cela peut s'expliquer aussi par le caractère plutôt paternaliste de l'industrie textile. Quant à la crise qui atteint certaines branches d'activités, elle ne se manifeste pas de manière frappante à travers ces élections, sinon par les résultats enregistrés par le Front populaire et l'intensité des abstentions au second tour ; à cet égard, le contraste est vif entre Ganges où la bonneterie est en pleine prospérité et Le Vigan où le travail de la soie traverse une période de marasme [116].

	Premier tour						Second tour					
	Ins.	S. ex.	Soc.	SFIO	Com.	Dr.	S. ex.	Soc.	SFIO	Com.	Dr.	
Vallon de l'Arre [115]	1.155	72.7	46.8	37.5	9.8	5.9	65.8	77.5			22.5	
Le Vigan	1.123	66.5	41.8	48.2	4.7	5.3	57.9	80			20	
Sumène	660	62.5	54	38.3	2.9	4.8	57.5	57.3			42.7	
Ganges	1.225	83.4	25.2	16	18.6	40.2	89.4	56.4			43.6	
St-Hippolyte	840	72	46.4	30.2	18.4	5	69.5	84			16	
St-Jean-du-Gard et Anduze	1.468	84	35	26.4	38.6		85.3	42.9		57.1		
Ensemble	6.871	71	39	30.9	18.7	11.4	68.9	63		15.2	21.8	

Ins. : Inscrits. S. ex. : Suffrages exprimés.

Soc. : Socialistes modérés. Com. : Communistes. Dr. : Conservateurs.

N.B. — Suffrages exprimés par rapport au nombre des inscrits (%).

Voix obtenues par chaque formation par rapport aux suffrages exprimés (%).

Le bassin houiller participe à l'élection de deux députés. La majeure partie appartient à la première circonscription d'Alès où, traditionnellement, la Droite remporte la victoire. De ce point de vue, les élections de 1936 constituent un événement puisque, pour la première fois, c'est un représentant de la Gauche qui conquiert le siège et, qui plus est, un communiste. La participation est forte dans ces communes houillères : 83,9 et 85,1 %, les 29 avril et 6 mai (dans le reste de la circonscription, qui comprend des communes rurales de la Cévenne et du fossé de Barjac, elle n'atteint que 78,2 et 82,1 %, des inscrits). Par rapport à ce qui se passait auparavant, le bassin charbonnier se démarque nettement en élisant son député avec 60,1 % des suffrages exprimés (50,1 % dans le reste de la circonscription). Toutefois, en dépit du retrait du socialiste S.F.I.O., son collègue communiste est loin de rassembler les voix obtenues par le Front populaire lors du premier scrutin (71,7 %) et celles qui manquent sont allées au postulant conservateur.

Appartenant à la première circonscription d'Alès, le secteur méridional du bassin minier [117] se comporte de la même façon, avec un taux de participation

similaire (82,8 et 87 %), un candidat communiste élu au second tour avec 60,5 % des suffrages exprimés (il en avait totalisé 50 % le 29 avril) et un glissement à droite d'un bon tiers des voix acquises au premier tour par la S.F.I.O. [118].

Dans les deux circonscriptions, des différences apparaissent entre les cités à majorité ouvrière et les villes.

	Premier tour						Second tour				
	Ins.	S. ex.	Soc.	SFIO	Com.	Dr.	S. ex.	Soc.	SFIO	Com.	Dr.
B.H.1 [117]	2.240	82,8	33,8	16,2	50		87	39,5	ε	60,5	
Alès	8.491	83	30,5	21	48,5		86,5	39,2		60,8	
B.H.2 [119] . . .	7.154	83,1		30,4	39,7	29,9	84,7		0,4	61,8	37,8
La Grd'Combe..	3.408	85		18,5	58,1	23,3	87,2		0,3	54,1	45,6
Bessèges	1.823	82,2		37,2	31,7	31,1	82,6		0,3	63,2	36,5
St-Ambroix . . .	1.197	78,1		26	33,6	40,4	82,5		0,1	49,4	50,5

Ins. : Inscrits. S. ex. : Suffrages exprimés.

Soc. : Socialistes modérés. Com. : Communistes. Dr. : Conservateurs

N.B. — Suffrages exprimés par rapport au nombre des inscrits (%).

Voix obtenues par chaque formation par rapport aux suffrages exprimés (%).

Dans chaque cas, la redistribution des suffrages au second tour est symptomatique d'un état d'esprit : la crainte d'une écrasante victoire communiste conduit à droite une fraction des bulletins S.F.I.O. Les cités ouvrières (B.H. 1 et 2, Bessèges) expriment l'opinion la plus avancée puisque le communiste y cumule les pourcentages les plus élevés ; il est très probable que dans le canton Ouest d'Alès (communal), le scrutin lui est plus favorable que dans le canton Est, plus bourgeois [120].

Très « rouge » le 29 avril, l'électorat de La Grand'Combe en paraît si effrayé que le 6 mai le candidat communiste ne retrouve même pas toutes les voix qui l'avaient désigné le dimanche précédent : François de Ramel effectue ainsi une très belle remontée avec les suffrages qui s'étaient égarés auparavant du côté de la S.F.I.O. et du Parti communiste. Quant à Saint-Ambroix, petite ville bourgeoise (à forte minorité ouvrière cependant), elle parvient à accorder au second tour la majorité au candidat conservateur.

En somme, si le rôle de la crise économique apparaît bien au cours de ces élections, son influence est difficile à isoler et à mesurer. Bien qu'elle soit la plus touchée, la *paysannerie* n'exprime que son désarroi en boudant les urnes au second tour ou en sacrifiant le désir indéfini d'un changement à un conservatisme profond ; au reste, la dissémination d'une population rurale, forcément respectueuse de la propriété individuelle, peu nombreuse et très vieillie, ce sont là autant de raisons qui ne peuvent encourager une révolution [121]. Le comportement des *petites villes* crée une situation si complexe qu'elle interdit toute classification. L'esprit petit-bourgeois, qu'il est séduisant d'associer au malthusianisme démographique, amène aussi bien l'électorat à s'abstenir qu'à participer massivement, à voter très à gauche (Anduze, Saint-Jean) ou délibérément à droite (Saint-Ambroix). Ce n'est d'ailleurs pas le seul facteur qui entre en jeu : Anduze et Saint-Jean appartiennent au domaine protestant et votent habituellement à gauche ; en pays catholique, Saint-Ambroix est fidèle à la droite conservatrice.

Alors qu'autrefois le *bassin houiller* composait un bloc réactionnaire en face d'une Cevenne rurale plus émancipée, c'est la situation inverse qui se dessine à présent. Toutefois, si le candidat communiste s'impose partout (sauf à Saint-Ambréix pour les raisons que nous savons), il convient de noter que son concurrent, socialiste modéré ou conservateur, garde encore de nombreux partisans et que La Grand'Combe reste un fief (certes délabré) de la Droite. Il n'y a ici aucune relation entre une crise économique [122] et le résultat des élections : le glissement à l'extrême-gauche est des plus nets puisqu'en 1932 la seconde circonscription avait élu le libéral de Ramel et que le socialiste S.F.I.O. Castanet avait été choisi par les électeurs de la première circonscription. Cette poussée traduit les progrès de la propagande politique et syndicale parmi des travailleurs masses en noyaux denses, plus jeunes que les ruraux des hautes vallées, plus perméables à l'idée de propriété collective des moyens de production et plus réceptifs aux promesses touchant l'amélioration de leur pouvoir d'achat, la défense de l'emploi et la conquête des avantages sociaux [123].

NOTES

- [1] A. Sauvy, 1956, p. 31. J'ai emprunté au même ouvrage les données relatives aux pertes humaines (p. 19 à 23).
- [2] INSEE, 1966, ann. cité, p. 79 (tabl. VII (pour E.) et VI (pour les TNR donnés ici pour 100 femmes).
- [3] *Idem*, tabl. X, p. 56. « Le seul exemple d'un grand Etat moderne descendant régulièrement et volontairement dans la tombe » (J. Beaujeu-Garnier, 1969, p. 28).
- [4] INSEE, 1966, ann. cite. tabl. I, p. 107. Le secteur comprend en fait l'agriculture, la pêche et les forêts.
- [5] A. Armengaud, 1971, p. 72 et 1965, p. 39 et 62.
- [6] Ph. Ariès, 1971, p. 295 et 300-01.
- [7] INSEE, 1966, ann. cité, tabl. I, p. 229 et IV, p. 242.
- [8] R. Dugrand, 1963, p. 466.
- [9] « La natalité... n'a pas dépassé 10 ‰ (moyenne du demi-siècle) à Béziers ni à Montpellier ; elle atteint 14 à 15 ‰ au niveau des petites villes et s'élève même à 16,7 ‰ dans les bourgs ruraux » (R. Dugrand, *ibid.*, p. 471).
- [10] De 1846 à 1876, l'indice perdait 12 points et 18 de 1876 à 1906, soit 28 points en soixante ans contre 16 en dix ans. Pour l'ensemble de la France (dans les limites de 1871), l'indice est passé de 100 à 94 (1911-19), d'après INSEE, ann. cité, 1966, tabl. IC, p. 70.
- [11] Les premières années, alors que les stratèges économisent bien peu les vies humaines, sont les plus meurtrières (ici, 118 décès jusqu'à la fin de 1916).
- [12] D'après la table masculine de 1910-12 (INSEE, 1966, ann. cite. tabl. VA, p. 77) Les migrations ne sont pas prises en compte.
- [13] Hypothèse basse puisque, selon la table de mortalité évoquée, une partie des hommes emportés par la guerre aurait disparu du fait de maladies, accidents, etc..

- [14] Ces décès effectifs ne sont en réalité que probables puisqu'ils résultent de la somme des « morts pour la France » recensés à l'état civil et de ceux qu'annonce la table de mortalité. De 1909 à 1913 se comptent en moyenne 123 décès par an. De 1914 à 1922, il s'en dénombre successivement 132, 143, 179 (l'année de *Verdun*), 112, 162 (l'épidémie de grippe), 95, 90, 114 et 103.
- [15] Calculé sur les seules femmes mariées recensées en 1911 et en 1921.
- [16] L'échantillon comprend le canton de Valleraugue et les communes rurales du canton du Vigan comprises en Cévenne (escarpements Sud des montagnes du Lingas et de l'Espérou) ou dans la vallée de l'Arre, entre Arre et Avèze. Pour la démographie des exploitations agricoles, il s'y ajoute Le Vigan.
- [17] Les deux premiers ensembles correspondent respectivement à ceux des figures 21 et 23 (sauf les communes de la vallée du Galeizon). Outre le groupe de la fig. 20, les *hautes terres* comprennent du Nord-Est au Sud-Ouest Aujac, Bonnevaux, Pontails, Malons ; St-Maurice-de-Ventalon ; St-Laurent-de-Trèves, Rousses, St-Sauveur-des-Pourcils et Dourbies. Le *bassin de l'Hérault* est représenté par le canton de Valleraugue St-Martial, Mandagout et Roquedur. La *Salindrenque* désigne le bassin de Lasalle et Ste-Croix-de-Caderle.
- [18] La baisse générale des effectifs oblige à élargir la base géographique des échantillons de telle sorte qu'il n'est pas possible de comparer rigoureusement les situations décrites avant la guerre et en 1936, sauf pour le premier exemple. Outre les communes de la fig. 20, ce dernier ensemble comprend Aujac, Bonnevaux, Malons, Pontails, St-Laurent-de-Trèves, Rousses, St-Sauveur-des-Pourcils et Dourbies.
- [19] Sous-ensemble lozérien comprenant la Haute Gardonnenque médiane, la Vallée Longue, le Bougès-Lozère ainsi que Rousses et St-Laurent-de-Trèves.
- [20] D'après INSEE, 1966, ann. cité, tabl. XII B, p. 59 et I D, p. 73.
- [21] Représentée ici par l'ensemble des trois modèles distingués, p. 266.
- [22] C'est-à-dire les femmes mariées, veuves et divorcées ; parmi ces dernières, toutes ne peuvent être répertoriées, les listes nominatives n'étant pas toujours très explicites ; elles sont alors considérées comme célibataires.
- [23] La quasi-totalité des accouchements ont lieu à domicile.
- [24] 5 décès infantiles pour 106 naissances. Le taux national non rectifié atteint en 1934-38 67,3 ‰ (d'après INSEE, ann. cité, tabl. I D, p. 73).
- [25] Pour chaque recensement, le taux de gauche est calculé d'après le nombre de femmes non-célibataires, celui de droite d'après l'effectif des femmes mariées.
- [26] Les « hautes terres » ne comprennent ici que Malons, Pontails, Aujac, Bonnevaux, St-Sauveur-des-Pourcils et Dourbies.
La Vallée Borgne ne désigne en fait que le canton de St-André.
- [27] A défaut des taux de fécondité légitime, les taux bruts de natalité peuvent fournir une idée de la décadence démographique dans les différents ensembles (nous reprenons ceux de la p. 231).

	1921	1926	1931	1936
Hautes terres	20,6	18,5	16,8	15,8
Vallée Longue	14,4	12,6	9,6	9,4
Haute Gardonnenque médiane	15,8	13,9	13,4	11,7
Vallée Borgne	13,4	12,6	11,3	9,3
Salindrenque	19,5	18,1	16,8	12,9
Bassin Hérault	17,6	16,2	15,5	12,5

- [28] Dénoncé par les taux bruts de mortalité : 19,6, 16,5 et 16,4 ‰ (1921-25, 26-30, 31-35). Le taux français est alors compris entre 17,7 et 15,1 ‰.
- [29] On devrait trouver dans les archives des perceptions, bureaux de poste, banques, études de notaires des reçus, bordereaux, etc... témoignant de ces opérations et en permettant une étude statistique. Si elles ont existé, ces pièces n'ont pas suscité d'intérêt historique ; elles appartiennent au genre des paperasses que l'on élimine au cours de déménagements, classements, nettoyages...
- [30] INSEE, ann. cité, tabl. I, p. 515.
- [31] INSEE, 1966, ann. cité, tabl. XXVIII, p. 405, III et IV, p. 408 et 409.
Par ailleurs, l'indice du kilo de cocons passe de 100 (1914) à 192,5 (1918) selon C. Secretain et A. Schenk, 1941, p. 73.
- [32] *Seigle et châtaignes* : enquêtes agricoles conservées au service statistique de la D.D.A. de Nîmes. *Cocons* : C. Secretain et A. Schenk, 1941, p. 73.
Pour le reste, mercuriales de sept marchés (Alès, St-Ambroix, Bagnols-sur-Cèze, Nîmes, Pont-St-Esprit, Uzès, Le Vigan) (AD Gard, 13 M 1466).
- [33] INSEE, 1966, ann. cité, tabl. I, p. 387, « 34 art. en province ».
- [34] J. Fourastié, 1958, p. XX.
- [35] *Id.*, *ibid.*, p. XX et XXI, la liste des salaires, année par année.
- [36] C'est-à-dire pratiquement la Cévenne (D.D.A. Nîmes, états auxquels j'emprunte ce qui a trait au seigle et aux châtaignes).
- [37] Plante très résistante au climat hivernal, le seigle craint les gelées tardives de printemps qui provoquent la « coulure » des fleurs.
- [38] M.-A. Carron, 1946, surtout le chap. IV.
- [39] Compte tenu de la valeur à l'importation des soies grèges (S.G.F., 1939), les cocons français devraient se vendre cinq à dix fois moins cher que leur prix. Durant la crise, l'écart se rétrécit (coefficient 2 à 4 de 1930 à 1933, mais encore 10,2 en 1934 et 5,5 en 1935).
- [40] Statistique agricole de la France, bulletins annuels.
- [41] A.D. Gard, 13 M 1437 et 1492.
- [42] Statistique agricole de la France, bulletins annuels.
- [43] M.-A. Carron, op. cité, p. 34.
- [44] A.D. Gard, 13 M 1175, 1229, 1426, 1492.
Pour expliquer la débâcle de la sériciculture, M.-A. Caron dénonce aussi l'absence d'un marché organisé au profit des producteurs ; ceux-ci, très individualistes, sont incapables de se grouper en coopératives et sont le plus souvent à la merci des courtiers soucieux de leur propre fortune (p. 61 et 75).
- [45] A.D. Gard, 13 M 1443, 1466, 1517, 1524, 1275.
- [46] Pour 100 en 1921, indices des prix de gros en 1929 et en 1937 :
blé, 168 et 172 ; *seigle*, 166 et 190 ; *bœuf*, 154 et 152 ; *porc*, 180 et 136.
D'après INSEE, 1966, ann. cité, p. 410.

- [47] Enquêtes agricoles de 1903 et 1937, A.D. Gard, 12 M 242, 244 et 13 M 2141, 2142. Les équidés du canton de Génolhac ne sont pas pris en compte ici en raison du recensement possible de la cavalerie des houières dans les enquêtes. Les *herbages* sont considérés comme susceptibles d'engraisser du bétail ; leur rendement en foin est sans doute sept à dix fois moins élevé que celui d'un pré et trois à quatre fois supérieur à celui d'un pâturage ou pacage, ces derniers n'étant que des terrains de parcours.
- [48] Les rendements, de l'ordre de ceux des prés naturels (quand ils ne sont pas inférieurs) sont décevants. Ces terres naturellement acides ne sont encore ni engraisées ni soignées comme il le faudrait.
- [49] Ils prennent plus d'intérêt en « montagne » et dans le bassin houiller.
- [50] Pour vraisemblable qu'elle soit, cette éventualité n'emporte pas la conviction. Il y aurait ici moins d'un porc par exploitation ; dans le canton de St-Germain-de-Calberte (AD Lozère, M 3041), l'enquête de 1935 indique environ deux porcs par exploitation, ce qui est sans doute plus conforme à la réalité. En effet, le bassin houiller offre un vaste et fidèle marché de consommation. D'autre part, la viande de porc est celle qui, au détail, a le moins augmenté entre 1921 (base 100) et 1936 : beefsteack et gigot de mouton 164, quasi de veau 146, plat de côtes 140, jambon de Paris 137, échine de porc 129 (INSEE, 1966, ann. cité, p. 415).
- [51] Marché de Nîmes, A.D. Gard, 13 M 1275 et 1524.
- [52] A. Blanchemain, 1955, p. 49 *sqq.*
- [53] Comparaison entre le canton de St-Germain et les quatre communes des hautes terres.
- [54] Unité de travail humain (adulte de 18 à 60 ans) = environ 2.400 heures par an.
- [55] R. Lamorisse, 1964 a, p. 25.
- [56] Divers exemples pris dans la haute vallée de l'Hérault, la Haute Gardonnenque et la Cèze supérieure (AD Gard, série 6 P et AD Lozère, P 776 et 782). Les heures de manœuvre sont calculées d'après le salaire horaire indiqué par J. Fourastié, 1958, p. XX et XXI.
- [57] En 1936, le recul de la mortalité depuis la fin du XIX^e siècle aurait surtout profité aux classes adultes ; *en l'absence d'émigration*, aurait donc augmenté la part relative des ménages ordinaires et des célibataires de moins de cinquante ans. C'est pourquoi la situation observée en 1936 est entièrement redevable à l'exode rural.
- [58] Cantons de Barre-des-Cévennes et de St-Germain-de-Calberte.
- [59] Rousses, Les Bondons, Pont-de-Montvert, Fraissinet-de-Lozère, St-Maurice-de-Ventalon.
- [60] L'analyse en est faite plus loin.
- [61] Uzès, Saint-Chaptes, Aigremont, Canaules, Lédignan, Logrian, Savignargues, Saint-Nazaire-des-Gardies, St-Théodorit, dans le bassin du Bay, au S.-E. d'Anduze ; Sommières, Calvisson, St-Gilles, Caissargues, Bouillargues, Garons, Manduel et Bellegarde, dans la Costière. Un peu plus de 23.000 habitants au total (AD Gard 10 M 543 et 544).
- [62] A propos de la plaine du Bay, P. Clément (1952, p. 56-73) a montré qu'elle était un secteur traditionnel de forte immigration lozérienne, mais aussi une étape vers les villes de la Région.
- [63] P. Coutin, 1947, p. 44.

- [64] Par exemple, G. Clemenceau a fait voter à la fin de la guerre une loi qui a permis le recrutement d'une armée de cheminots.
En général, le marché du travail est plus complexe qu'il n'y paraît : le nombre des chômeurs passe de 290.000 (1920) à 535.000 (1921) puis à 265.000 (1924), soit 14, 26 et 13 % de la population active (A. Sauvy, 1965, p. 216-218).
- [65] M. Reinhard et A. Armengaud, 1961, p. 409.
- [66] Liste nominative du recensement de 1936 (AD Gard, 10 M 545).
- [67] « Ils sont venus avec leurs familles, gardent un esprit national prononcé et restent groupés volontiers autour de leurs instituteurs et de leurs prêtres » (Paul Coutin, 1947, p. 45)... Ainsi en va-t-il ailleurs : « groupés, avec leurs prêtres, leurs instituteurs, leurs religieuses (...) villages étrangers, où le français n'est pas compris... » (Ph. Ariès, 1971, p. 110) ; les dimensions sont autres puisque, dans le Pays noir du Nord et Pas-de-Calais, les Polonais se comptent par dizaines de milliers.
- [68] Officiellement, ce sont des Français.
- [69] Echantillon de la p. 191 ; ajout du Martinet, né de Saint-Florent en 1921.
- [70] Données relatives à la France dans INSEE, 1966, ann. cité, p. 59 et 72.
- [71] A. Gravez, 1958.
- [72] D'après INSEE, 1966, ann. cité, tabl. IC, p. 70-71.
- [73] La chute du taux houiller serait encore plus forte si on incluait dans le calcul relatif à 1904-08 la commune de La Grand'Combe. Les taux rectifiés ne sont qu'approximatifs, le nombre exact des faux mort-nés étant inconnu.
- [74] Lois de 1896 sur les sociétés de secours mutuels.
- [75] La société de secours de La Grand'Combe emploie en 1922 cinq médecins, puis sept dès 1927. Leur salaire mensuel passe de 850 à 1.150 F de 1922 à 1924 (1,7 fois le salaire moyen du mineur de fond), puis de 1.200 à 1.720 F (1926-1932).
- [76] Calculé sur 1.056 naissances vivantes et faux mort-nés des vallées du Tarn, de la Cèze, de la Gardonnenque, de la Salindrenque et de l'Hérault.
- [77] A ce propos, l'enquête effectuée naguère dans la région du Nord est des plus édifiantes (A. Girard, L. Henry et R. Nistri, 1960).
- [78] Ces chiffres ne sont que des estimations vraisemblables obtenues en comparant sur des tables de mortalité les taux de mortalité infantile et l'espérance de vie qui leur correspond (d'après INSEE, 1966, ann. cité, p. 73 et 82).
- [79] En 1936, en France, le taux de masculinité à partir de cinquante ans est de 80.
- [80] Les mariages entre Français et Etrangers sont assez rares. Ils se font surtout avec des Italiens ou des Espagnols, bien moins avec des Polonais ou autres Européens de l'Est. Presque toujours, le mari est étranger et la femme est française.
- [81] La Grand'Combe, Portes, La Vernarède, Chamborigaud, Robiac, Molières-sur-Cèze, Meyrannes, Le Martinet, St-Florent, St-Martin-de-Valgalgues, Cendras. L'échantillon est le même pour les différents groupes comparés.
Pour le groupe n° 2, il n'a pas été possible de différencier les diverses catégories du personnel : manœuvres, mineurs, cadres subalternes, employés, cadres supérieurs. Outre l'imperfection des renseignements fournis par la liste nominative, le modèle risquait de s'émietter en sous-ensembles n'offrant plus de signification.

- [82] Le groupe n° 2 ne comprend plus La Grand'Combe. Le groupe n° 3 ne concerne de cette commune que la population agglomérée (env. 8.400 hab., cf. liste nominative, AD Gard, 10 M 545, p. 1 à 284).
- [83] INSEE, 1966, ann. cité, partie internationale, tabl. VIII, p. 17-18.
Ces taux ne sont donnés qu'à titre indicatif ; on ne peut en effet comparer valablement que les taux de remplacement entre eux et non ces derniers avec la descendance finale. Mais ils ont été rappelés pour montrer dans quelle « ambiance » démographique il convient d'apprécier la valeur des nombres présentés.
- [84] Avec un taux de mortalité infantile supérieur à 200 ‰ en 1894-98, il ne restait au bout de dix ans (âge moyen retenu ici pour sa commodité) que 67 % des enfants nés durant ce quinquennat. Ceux qui sont nés en 1924-28 comptent dix ans plus tard 87 % de survivants. Le bénéfice est de 20 %. Donc, à mortalité égale, les 170 enfants dont il est question ne devraient se retrouver que 136.
- [85] R. Dugrand, 1963, p. 394.
- [86] La production plafonne : elle a retrouvé son niveau d'avant-guerre, sans plus. Pendant ce temps, la production nationale est passée de 40 (moyenne 1910-13) à 55 Mt en 1930 (+ 39 %). Le bassin cévenol souffre toujours des mêmes infirmités naturelles et commerciales. Le marché de ce charbon de chauffe est pratiquement limité à un triangle Lyon-Toulouse-Marseille ; il y subit du reste la concurrence efficace des houilles étrangères qui arrivent par mer.
- [87] Annuaire de la S.G.F.
- [88] P. Coutin, 1947, p. 45.
- [89] Tourneur en métaux, ouvrier plombier, maçon (province), pour 100 en 1911 : 535, 560, 570 en 1924 ; 828, 857, 905 en 1930 (d'après INSEE, 1966, p. 423-424).
- [90] P. Ceron et F. Naudeillo, 1967. Exploitation des bulletins individuels de recensement de 1954 (AD Gard, série 10 M).
- [91] C. Angelier, 1958, p. 137-140.
- [92] L'ouverture d'un bureau de la « Banque privée », d'origine lyonnaise, remonte au lendemain de la guerre. En 1931, cette banque a été absorbée par la « Société lyonnaise... ». Vivant surtout aux côtés de l'industrie lourde, cette banque a une histoire très différente de la Banque Guiraud à St-Ambroix (R. Lamorisse, 1971).
- [93] Sous-représentation des fonctions spécifiquement urbaines ; dominance d'une activité tyrannique expliquant le phénomène de « ville-champignon » et le déclin brutal de celle-ci à la suite d'une récession. Ni situation urbaine, ni passé urbain, ni centre de vie sans référence à l'usine métallurgique et à la mine de charbon.
- [94] Après un léger fléchissement en 1931-32, la production est restée ensuite supérieure à 2 Mt annuelles. La conjoncture a tout de même entraîné une baisse des prix et une agitation sociale. La destination du charbon cévenol (chauffage des foyers domestiques, chaudières, etc...) a permis au bassin gardois d'échapper au genre de crise qui a sévi très gravement ailleurs.
- [95] Echantillons des figures 20, 21 et 23 (sauf Lamelouze). S'y ajoutent Vialas, St-Maurice-de-Ventalon, St-Julien-d'Arpaon, Barre-des-Cévennes. Le Pompidou et St-Laurent-de-Trèves.
- [96] St-Jean-du-Gard, Anduze, St-Hippolyte, Ganges, Sumène, Le Vigan.
- [97] Calculé sur l'ensemble des femmes non-célibataires entre 15 et 49 ans.
- [98] D'après INSEE, 1966, ann. cité, tabl. XIIB, p. 59 et ID, p. 73.

- [99] 59 décès infantiles dont 35 du 31^e jour à 1 an, ce qui met le taux exogène à 40 ‰ (53,5 ‰ dans le bassin houiller et 45,2 en Cévenne rurale). Ces taux s'entendent non rectifiés.
- [100] Les décès qui surviennent dans les asiles de vieillards ne sont généralement pas « domiciliés ». C'est pourquoi l'analyse de la mortalité ne peut être aussi rigoureuse qu'il conviendrait.
- [101] R. Dugrand, 1953, p. 55-58.
- [102] Annuaire de la S.G.F. Autre élément de comparaison : dans une entreprise comme l'*Energie industrielle d'Alès* (160 ouvriers et employés dans cette ville), un comptable gagne environ 900 F par mois (AD Gard, 14 M 1600).
- [103] Chômage signalé à St-Jean, à St-Hippolyte et au Vigan. Cette dernière ville semble la plus touchée par la crise ; il y aurait plus de 1.000 ouvriers sans travail (AD Gard, 6 M 2649 et 14 M 1053).
- [104] Toute la Vallée Borgne, la Haute Gardonnenque médiane (y compris Barre et Le Pompidou), Ste-Croix-de-Caderle et la partie rurale du canton de St-Jean.
- [105] Le canton de Valleraugue, Lasalle, Soudorgues, Cognac, Vabres et St-Bonnet.
- [106] *Supra*, analyse des groupes n° 2 et 3, p. 294 ; de Bessèges et St-Ambroix, p. 299. Par le taux de fécondité légitime de 1924-28, la parenté avec le bassin houiller est évidente (110 ; 103,5 pour Anduze et St-Jean) ; celui de l'ensemble formé par St-Hippolyte, Ganges et Le Vigan atteint 135,2 ‰.
- [107] Cantons de Sumène et du Vigan et commune de Ganges.
- [108] Il se tenait quatre foires par an. La situation s'est améliorée quand put être assurée, vers la fin du XVIII^e siècle, la liaison entre Alès et Marvejols par la Can de l'Hospitalet et le Causse de Sauveterre (P. Marres, 1935, t. 2).
- [109] Du Sud au Nord : Rousses, Vébron, St-Laurent-de-Trèves, Florac-campagne (Tarnon), St-Julien-d'Arpaon, La Salle-Prunet (Mimente), Bédouès, Cocurès (Tarn).
- [110] AD Gard, 2 M 857 ; AD Hérault 15 M 77 à 80 ; AD Lozère, IV M4 38.
- [111] Ancien maître des requêtes au Conseil d'Etat, avocat parisien, député-maire du Pont-de-Montvert, Pomaret se montre surtout attentif aux besoins locaux et aux problèmes individuels. Sa position est si forte qu'il peut se permettre d'adhérer au Front populaire avec un communiste (rabatteur ?) comme adversaire.
- [112] François de Ramel (1883-1951), avocat, est le fils de Fernand de Ramel (mort en 1919) que nous avons rencontré en analysant les élections de 1898 (cf. *supra*, p. 205). Parisien, il est député d'Alès depuis 1914 et termine sa carrière parlementaire en 1936. Il se présente alors comme « indépendant » avec un programme (liberté, pain, paix et union pour le progrès social) qui a des résonances de Front populaire (pain, paix, liberté).
- [113] Né en 1871 à Valleraugue, Ch. Berthézène en est conseiller municipal depuis 1904 et maire depuis 1908. Conseiller général depuis 1921 et député depuis 1928. Par ailleurs, les républicains socialistes font partie de l'Inter groupe des partis socialistes non S.F.I.O. (comprend aussi les Socialistes indépendants). Cet « Inter-groupe » se trouve à droite de la coalition de Front populaire (sur ces questions, G. Lefranc, *Histoire du Front populaire* (1934-38), Payot, Paris, 1965).
- [114] A. Siegried, 1945, p. 51.

- [115] Le candidat communiste est un cultivateur, maire de Lédignan (env. 15 km au S.-E. d'Anduze). Le républicain socialiste, un sous-directeur honoraire du P.L.M.
- [116] AD Gard, 14 M 1053.
- [117] St-Privat-des-Vieux, Cendras, St-Martin et St-Julien-de-Valgalgues, Rousson.
- [118] C'est-à-dire l'aile droite de la formation socialiste (cf. note 113, *supra*).
- [119] Canton de Bessèges (sauf Bessèges), Chamborigaud, La Vernarède, Portes, Laval, Les Salles-du-Gardon, Ste-Cécile-d'Andorge, Le Martinet, St-Florent, St-Julien-de-Valgalgues, Meyrannes, Molières-sur-Cèze.
- [120] Les procès-verbaux des bureaux de vote d'Alès manquent dans AD Gard, 2 M 857.
- [121] En 1936, la Cévenne vivaraise opère même un glissement à droite par rapport à 1932 (A. Siegfried, 1949).
- [122] J'insiste à nouveau sur l'inexistence d'une crise charbonnière. De 1933 à 1936, les salaires journaliers moyens ont ainsi évolué :
- ouvrier de jour : 25, 24,86, 24,74 et 26,9 F.
 - ouvrier de fond : 33,3, 33,43, 33,4 et 36,4 F. (Ann. de la SGF).
- On peut même expliquer l'augmentation de la production (1,9 à 2,1 Mt de 1932 à 1936) par la crise qui restreint les arrivages de charbon extra-régionaux dans un domaine géographique où les houillères du Gard aimeraient régner exclusivement (cf. notes 86 et 94 de ce chapitre).
- [123] M. Caron, 1973 ; J.-M. Gaillard, 1973.

CONCLUSION

Durant la première moitié du XIX^{me} siècle, la population cévenole augmente lentement. La mortalité demeure élevée et la natalité n'évolue plus selon un régime primitif. Dans la meilleure des hypothèses, à ce qu'il semble, l'accroissement annuel moyen est de l'ordre de 10 à 12 ‰ s'il n'est tenu compte que de la balance naturelle. Le remplacement des générations est assuré (taux net de reproduction compris entre 110 et 130) mais il est à la merci d'un recul de la fécondité plus sensible à la ville (même s'il ne s'agit pas de grandes villes) que dans les vallées découpées à l'amont, là où l'instruction est encore mal répandue.

L'apport alimentaire de la châtaigneraie autorise de fortes densités humaines. Le plus souvent éparpillée sur d'étroits bourrelets terreux, la paysannerie ne vit pas en autarcie complète. Une partie de ses productions fait l'objet d'échanges qu'animent des bourgs intérieurs et de petites villes bordières. Si la sériciculture joue un rôle essentiel dans cette économie monétaire, le commerce de denrées (châtaignes) et d'animaux (porcs, agneaux...) n'est pas exclu pour autant.

La pression démographique et la variété de la vie économique ont fait naître l'idée d'un « âge d'or cévenol », image fascinante, conçue ultérieurement, en pleine période de crise, comme pour mieux en dénoncer la gravité et en exorciser les démons.

La grande industrie est certes née avant 1850, mais c'est surtout à partir du Second Empire qu'elle se développe. Le bassin houiller attire en masse des ruraux venus de tous les horizons. L'essor démographique y est dû à l'immigration d'effectifs jeunes, responsables d'une natalité de style « primitif », mais la mortalité y est telle que le taux de remplacement, coté à plus de 350 quand il est brut est ramené à 150 lorsqu'il est net. L'espérance de vie est sans doute inférieure à ce qu'elle était en France vers la fin du XVIII^{me} siècle.

Le surpeuplement des campagnes et des montagnes de la région s'est aggravé à cause de la crise des subsistances survenue dans les années 1846-55, mais aussi en raison d'un malaise plus général qui touche la polyculture, les revenus paysans et, en Cévenne, la sériciculture. L'émigration des adultes, qui entraîne un déséquilibre des structures et un déclin de la fécondité, ajoute ses effets négatifs à ceux d'une mortalité qui, sans être aussi dévastatrice que celle du bassin industriel, est tout de même assez virulente pour réduire le taux de reproduction de plus de moitié et permettre tout juste le remplacement des générations féminines. Il semble toutefois que l'espérance de vie soit plus élevée que celle de la France à la même époque. Le jeu des mouvements de population abaisse régulièrement son chiffre global, plus ou moins vite selon les cas : certains secteurs demeurent plus que d'autres des réservoirs humains grâce à une meilleure natalité.

Les petites villes de bordure profitent sans doute de l'exode rural mais l'examen de la balance naturelle et du solde migratoire amène à conclure à leur rôle d'étape entre l'arrière-pays et d'autres régions. Il est au reste très probable que les paysans cévenols émigrent ailleurs que vers les seuls puits de mine et petites villes du voisinage : le vignoble bas-languedocien (pré-phylloxérique), les grandes villes régionales, l'Algérie, etc... ont constitué d'autres domaines d'accueil.

Au début de ce siècle, les structures démographiques du bassin houiller ont vieilli par rapport à ce qu'elles étaient trente ans plus tôt mais la population est encore très jeune. Cette évolution est liée à une baisse progressive de la natalité : son aspect « ancien » s'est « modernisé » ; un célibat plus fréquent, un mariage plus tardif et surtout des ménages plus malthusiens justifient ce déclin. Mesuré au début du siècle, le taux brut de reproduction en témoigne : il a chuté de moitié (352 à 177) en une génération. Mieux armées dans un milieu socio-culturel où la médecine tarde à agir, la mortalité affiche longtemps des taux inouïs ; d'une cohorte de 10.000 nés vivants, il ne reste à dix ans que 7.000 survivants sur la table de 1904-08. L'espérance de vie est légèrement supérieure à quarante ans ; c'est ainsi qu'elle se présentait en France vers 1875-80. Toutefois, et à l'inverse de la situation créée dans l'ensemble du pays, les générations parviennent encore à se remplacer puisque le taux net de Kuczynski est coté à 110.

La dégradation du bilan naturel s'accompagne d'un retournement du solde migratoire qui devient négatif au cours de la décennie 1880. Les deux balances ne fonctionnent certes pas isolément ; elles sont sensibles aux événements économiques et sociaux. Les difficultés que la grande industrie parvient à surmonter grâce au protectionnisme douanier et au détriment des salaires ouvriers contribuent à expliquer la régression démographique. Mais elles ne sont pas seules en cause : si la crainte du lendemain retentit sur le niveau de la natalité, il faut admettre aussi que la fécondité pâtit d'une diversification de la société, d'une émancipation subconsciente vis-à-vis de forces traditionalistes et contraignantes (le Patronat, l'Eglise...). Il paraît difficile d'évoquer un mieux-être matériel, encore assez peu répandu. Cependant, la généralisation de l'instruction engendre des besoins nouveaux et contribue, sinon à l'embourgeoisement du train de vie, du moins à celui de l'esprit.

Le malaise démographique des vallées rurales tient à un bilan naturel de plus en plus défectueux. La mortalité y régresse vraisemblablement au même rythme que dans l'ensemble de la France. La fécondité y est desservie par l'exode qui prélève des adultes et dégrade les structures ; l'accroissement du célibat participe à la chute du taux brut de reproduction qui perd en trente ans à peu près le tiers de sa valeur. Au surplus, le malthusianisme se répand parmi les ménages ; le taux de fécondité légitime ne s'effondre pas comme dans le bassin houiller (— 46 % entre 1874-78 et 1904-08) mais avec un recul de 13 % il trahit un comportement nouveau. Dans les vallées schisteuses, le taux de remplacement tombe franchement au-dessous de 100 après intervention de la mortalité. Par suite d'une natalité mieux honorée dans la montagne, il parvient à dépasser celui du bassin houiller (130 contre 110). Les influences sociologiques entrent en lice pour différencier la fécondité ; la paysannerie est d'autant plus fertile qu'elle vit plus enclavée ; les bourgs intérieurs se révèlent moins féconds, annonçant par là l'attitude plus résolument malthusienne des petites villes du pourtour.

L'émigration n'a pas cessé en dépit des freins qu'on a tenté de lui imposer et si, vers le début de ce siècle, le solde migratoire semble s'améliorer dans certaines grandes vallées (Hérault, Vallée Borgne), c'est parce qu'il est largement tributaire du bilan naturel antérieur : la natalité baissant au point d'être dépassée par la mortalité, on ne voit pas comment l'exode pourrait s'alimenter plus tard, au moment où ces enfants atteignent l'âge adulte.

Cette déperdition des hommes ne prend nullement une allure galopante. L'économie rurale se désagrège peu à peu, entravée par la stagnation des prix agricoles et par les difficultés à trouver une main-d'œuvre qu'il faut mieux rétribuer. Les productions traditionnelles survivent, en particulier la sériciculture, sauvée de la pébrine [1], menacée par la concurrence étrangère mais protégée par les pouvoirs publics.

L'examen des structures démographiques en 1906 ou en 1911 révèle un recul de la jeunesse plus accentué que celui de l'effectif global ; cependant, les jeunes occupent encore dans certaines vallées et surtout en montagne de fortes positions ; compte tenu de la pénurie d'adultes, leur proportion exprime un bilan naturel plus favorable que dans le bassin houiller. Une analyse plus poussée montre un vieillissement moins accusé et une fécondité plus forte parmi les paysans des *valats* que dans les petits bourgs intérieurs (services de premier degré, filatures de soie). Toutefois l'image humaine de cette paysannerie coïncide avec son image économique : les exploitations sont menacées à terme de disparition dans une proportion qui a grandi depuis trente ans (en admettant bien sûr que leurs occupants y demeureront jusqu'à leur mort).

Au débouché des vallées, les petites villes manufacturières constituent toujours des relais pour l'émigration venue de l'amont. Le mouvement naturel y conduit à un bilan négatif qui n'est pas entièrement dû à une surmortalité prématurée mais aussi au malthusianisme des ménages, plus répandu ici que chez les ruraux.

Les conséquences catastrophiques de la première guerre mondiale se dénoncent à l'examen du recensement de 1936 en Cévenne rurale. Les structures démographiques y sont plus mauvaises qu'elles ne le seront une génération plus tard, grâce à la reprise de la natalité. Augmenté par la guerre, le célibat constitue une explication majeure de la baisse de la fécondité et les ménages, plus fertiles que ceux de la France à la même époque, sont trop peu nombreux pour améliorer sensiblement la situation. La paysannerie est frappée de découragement (mais, j'y reviens, demeure féconde) et l'exode la décime alors même que la conjoncture économique lui serait plutôt favorable : mais ce n'est pas non plus parce qu'elle est plus au large que la densité de peuplement s'est approchée d'un *optimum* : sans progrès technique, la Cévenne est sous-peuplée et, paradoxe apparent, elle est un foyer d'émigration. Lorsque survient la crise des années trente, l'émigration s'intensifie quasiment partout et l'ensemble des exploitations rurales est fortement délabré.

Des éléments positifs apparaissent dans la démographie du bassin industriel : l'apport de travailleurs étrangers, jeunes et prolifiques, la baisse de la mortalité infantile et juvénile. Mais en revanche, la fécondité et la jeunesse de la population sont défavorisées par l'intensification du malthusianisme. Le phénomène se répand en fonction de la diversification sociale et surtout dans les ménages d'origine française, les étrangers gardant encore à ce propos les habitudes de leurs pays d'origine.

[1] Grâce aux techniques pastorienes ou à l'œuvre de Béchamp, biologiste montpelliérain dont Pasteur, soucieux de sa carrière et de sa renommée, se serait indûment approprié les travaux ? Voir à ce sujet la thèse exposée par Ph. Decourt (1972).

Les hommes connaissent désormais des conditions d'existence meilleures que celles subies par leurs aînés et cela facilite l'embourgeoisement de l'esprit et du mode de vie. Le vieillissement démographique en tire évidemment profit : bien que l'espérance de vie ait pour le moins doublé en deux générations, le nombre moyen d'enfants recensés dans les familles françaises où la femme est âgée de 35 à 44 ans s'est effondré : pour 100 de ces femmes, 277 descendants en 1876 et seulement 170 en 1936 ! La crise des années 1931-35 est ici inconnue, ou peu s'en faut. Il est certes normal que la situation générale de l'économie capitaliste entretienne l'idée d'un certain malaise et que les délégués syndicaux maintiennent la combativité ouvrière en faisant pression sur le problème des salaires... En tout cas, l'extraction de charbon augmente, ce qui ne va pas sans l'embauche de personnel (l'émigration cévenole, au moins temporaire, s'en trouve accrue) puisque, au total, le bilan migratoire est négatif de 1931 à 1936.

Quant aux petites villes du pourtour, elles perdent une partie de leurs effectifs de 1921 à 1936, les balances naturelle et migratoire additionnant leurs effets négatifs. Ici encore, le malthusianisme démographique est le principal responsable de la dévitalisation. D'autre part, la prospérité des activités textiles (en particulier dans la bonneterie) ne parvient pas à retenir tous ceux qui, chassés par le marasme, descendent des hautes vallées ; il est vrai qu'ici la crise industrielle est plus sensible que dans le bassin houiller. Ces petites villes vieilliraient plus vite si le nombre des ménages ne compensait pas l'effet restrictif de leur attitude en face de la natalité.

Malthusianisme et vieillissement : ce sont les maîtres mots de ce bilan démographique à la veille de la seconde guerre mondiale. C'est avec un état d'esprit et à partir de structures plutôt défavorables que va s'opérer la renaissance dont nous avons analysé les aspects dans la première partie. Mais n'était-ce pas une renaissance éphémère ?

ANNEXE

Légende commune aux 4 tableaux :

1. Période quinquennale de référence.
2. Population recensée au milieu de cette période : 1846, 1851, 1856, etc...
3. Naissances survenues pendant cette période.
4. Taux brut de natalité.
5. Décès survenus pendant cette période.
6. Taux brut de mortalité.
7. Taux d'accroissement naturel (TBN — TBM).
8. Population attendue au milieu de la période, après ajout du solde naturel entre deux recensements.
9. Solde migratoire ([8] — [2]).
10. Taux migratoire annuel moyen entre deux recensements.

EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DANS LES MONTAGNES DU LOZERE ET DU BOUGÈS

(Pont-de-Montvert, Fraissinet, Les Bondons, Cassagnas)

(cf. fig. 20)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1844-1848	3 885	561	29	408	21	8			+ 2,27
1849-1853	4 067	530	26	415	20,3	5,7	4 023	+ 44	— 10,8
1854-1858	3 954	508	26	426	21,5	4,5	4 173	— 219	— 3,84
1859-1863	3 949	515	26	469	23,7	2,3	4 025	— 76	— 8,25
1864-1868	3 852	521	27	427	22,1	4,9	4 015	— 163	— 13,9
1869-1873	3 702	570	30,7	474	25,5	5,2	3 969	— 267	— 0,65
1874-1878	3 783	600	29,6	420	22,2	7,4	3 795	— 12	— 6,5
1879-1883	3 782	524	27,8	431	22,8	5	3 905	— 123	— 8,9
1884-1888	3 777	591	31,1	422	22,3	8,8	3 946	— 169	— 20,4
1889-1893	3 492	419	23,9	397	22,9	1	3 877	— 385	— 14,6
1894-1898	3 258	414	25,4	354	21,7	3,7	3 519	— 261	— 11,8
1899-1903	3 142	373	23,6	269	17,2	6,4	3 333	— 191	— 11,7
1904-1908	3 053	391	25,5	305	20	5,5	3 237	— 184	— 9,9
1909-1913	2 952	339	22,9	252	17,1	5,8	3 103	— 151	
1914-1918	//						3 045		

EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DANS LA HAUTE-GARDONNENQUE MEDIANE

(St-Germain-de-C., St-Martin-de-L., Gabriac, Molezon, Ste-Croix-V.-F., Moissac, St-Etienne-Vallée-Française)

(cf. fig. 21)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1844-1848	6 856	1 014	29,6	824	24,1	5,5			+ 1,6
1849-1853	7 090	1 025	28,9	873	24,2	4,7	7 033	+ 57	— 13,7
1854-1858	6 727	900	26,6	837	24,8	1,8	7 215	— 488	— 20,4
1859-1863	6 083	876	28,8	852	28,1	0,7	6 771	— 688	— 6,25
1864-1868	5 929	775	26	686	23	3	6 120	— 191	— 7,25
1869-1873	5 778	785	27,1	751	26	1,1	5 993	— 215	— 2,49
1874-1878	5 747	759	26,3	704	24,5	1,8	5 819	— 72	— 11,5
1879-1883	5 480	690	25,2	614	22,5	2,7	5 809	— 329	— 9,2
1884-1888	5 276	562	19,5	541	19,3	0,2	5 525	— 249	— 10,6
1889-1893	4 990	489	19,7	509	20,4	— 0,7	5 272	— 282	— 6,48
1894-1898	4 812	483	20	497	20,6	— 0,6	4 974	— 162	— 12,6
1899-1903	4 504	449	20	432	19,2	0,8	4 811	— 307	— 4,43
1904-1908	4 420	435	19,7	419	19	0,7	4 521	— 101	— 11,8
1909-1913	4 167	392	18,8	387	18,6	0,2	4 431	— 264	
1914-1918	//						4 171		

EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DU BASSIN SUPERIEUR DE L'HERAULT (canton de Valleraugue et Mandagout)
ET DU RIEUTORD (St-Martial)

(cf. fig. 22)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1844-1848	9 163	1 526	33,9	1 176	25,7	8,2			0
1849-1853	9 525	1 517	31,8	1 171	24,5	7,3	9 525	0	— 10
1854-1858	9 250	1 276	27,5	1 288	27,8	— 0,3	9 727	— 477	— 8,45
1859-1863	8 908	1 300	29,1	1 206	27	2,1	9 297	— 389	— 17,7
1864-1868	8 248	1 081	26,2	1 019	24,6	1,6	8 989	— 741	— 6,55
1869-1873	8 023	1 116	27,7	1 098	27,4	0,3	8 292	— 269	— 2,74
1874-1878	7 945	1 098	25,1	938	23,5	1,6	8 055	— 110	— 12,2
1879-1883	7 473	820	21,9	874	23,4	— 1,5	7 959	— 486	— 11
1884-1888	7 009	820	23,4	854	24,7	— 1,3	7 421	— 412	— 1,14
1889-1893	6 922	743	21,5	791	22,9	— 1,4	6 962	— 40	— 10,8
1894-1898	6 478	684	21,2	787	24,3	— 3,1	6 854	— 376	— 7,9
1899-1903	6 126	712	23,3	802	26,2	— 2,9	6 381	— 255	+ 7,5
1904-1908	6 295	692	22	719	22,8	— 0,8	6 063	+ 232	— 0,26
1909-1913	6 221	568	18,2	695	22,3	— 4,1	6 229	— 8	
1914-1918	//						6 097		

EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DANS LA VALLÉE LONGUE

(St-Privat, St-Hilaire, St-Frézal, St-Andéol, St-Michel, Le Collet-de-Dèze, St-Julien) ET LE GALEIZON
(St-Martin-de-Boubaux, Lamelouze)

(cf. fig. 23)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1844-1848	6 020	920	30,5	771	25,5	5			— 5,8
1849-1853	6 013	964	32	677	22,4	9,6	6 188	— 175	— 20,6
1854-1858	5 610	853	30,4	755	26,8	3,6	6 231	— 621	— 11,2
1859-1863	5 490	930	33,8	725	26,4	7,4	5 805	— 315	— 7,65
1864-1868	5 476	804	29,2	622	22,7	6,5	5 685	— 209	— 18,5
1869-1873	5 097	719	28,1	645	25,3	2,8	5 614	— 517	— 5,75
1874-1878	5 051	671	26,5	528	20,9	5,6	5 197	— 146	— 7,62
1879-1883	4 965	672	27	617	24,8	2,2	5 158	— 193	— 4,67
1884-1888	4 910	631	25,7	557	22,8	2,9	5 026	— 116	— 13,2
1889-1893	4 656	570	24,4	508	21,7	2,7	4 980	— 324	— 14,1
1894-1898	4 387	554	25,2	501	22,8	2,4	4 715	— 328	— 9,6
1899-1903	4 227	526	24,9	480	22,7	2,2	4 437	— 210	— 13,7
1904-1908	4 260	485	22,7	470	22	0,7	4 261	— 1	— 13,7
1909-1913	3 979	392	19,6	381	19,2	0,4	4 271	— 292	
1914-1918	//						3 987		



Ci-dessus, la Cèze à Bessèges et ci-dessous, le Gardon d'Alès à La Grand'Combe
Deux vallées transformées par l'industrie.



TROISIEME PARTIE

VERS UN ETIAGE HUMAIN



Chapitre unique

Entre le recensement dont l'analyse a fait l'objet de la première partie et celui de 1968, six années se sont écoulées. L'intervalle est bref ; pourtant l'évolution a été rapide pour les vallées rurales et le bassin houiller qui ont perdu environ 11 % de leurs effectifs. Les petites villes périphériques se sont en apparence « maintenues » et Alès a légèrement grossi : + 1,04 % (fig. 38).

Les structures démographiques se sont détériorées. Comparé à celui de 1962 (fig. 3), le diagramme triangulaire de 1968 (fig. 46) montre un déplacement des points vers le haut et un glissement à droite. Quelle que soit leur composition socio-professionnelle, toutes les communes ont vieilli. Alès elle-même, dont le dynamisme urbain paraît s'exprimer à travers la rénovation de certains lots du centre, n'échappe pas au phénomène. Le déclin le plus sensible affecte le bassin charbonnier dont trois localités seulement (elles étaient neuf en 1962) présentent un indice de vieillesse inférieur à 50 : Cendras, Saint-Martin-de-Valgalgues, Les Salles-du-Gardon [1]. En 1962, quatre communes de ce secteur étaient affligées d'un indice au moins égal à 85 ; désormais, elles sont treize. Combien se compteront-elles au recensement de 1975 ? Ce dépérissement correspond à l'agonie prolongée de l'extraction houillère. D'autre part, le vieillissement des petites villes est nettement caractérisé [2].

Ces divers domaines comptent ainsi parmi les plus dévitalisés du Midi bas-languedocien :

	France	Gard	Lozère	Bassin houiller	Ruraux	Petites villes	Alès
Jeunes (%) ..							
(0-19)	33,8	31	30,1	31,3	25,5	28,7	31,4
Médiane (ans)	32,8	35,8	38,6	38,2	45	39,3	38,2
Indice							
de vieillesse ..	52,9	66,7	81,1	66	125	92	62,8

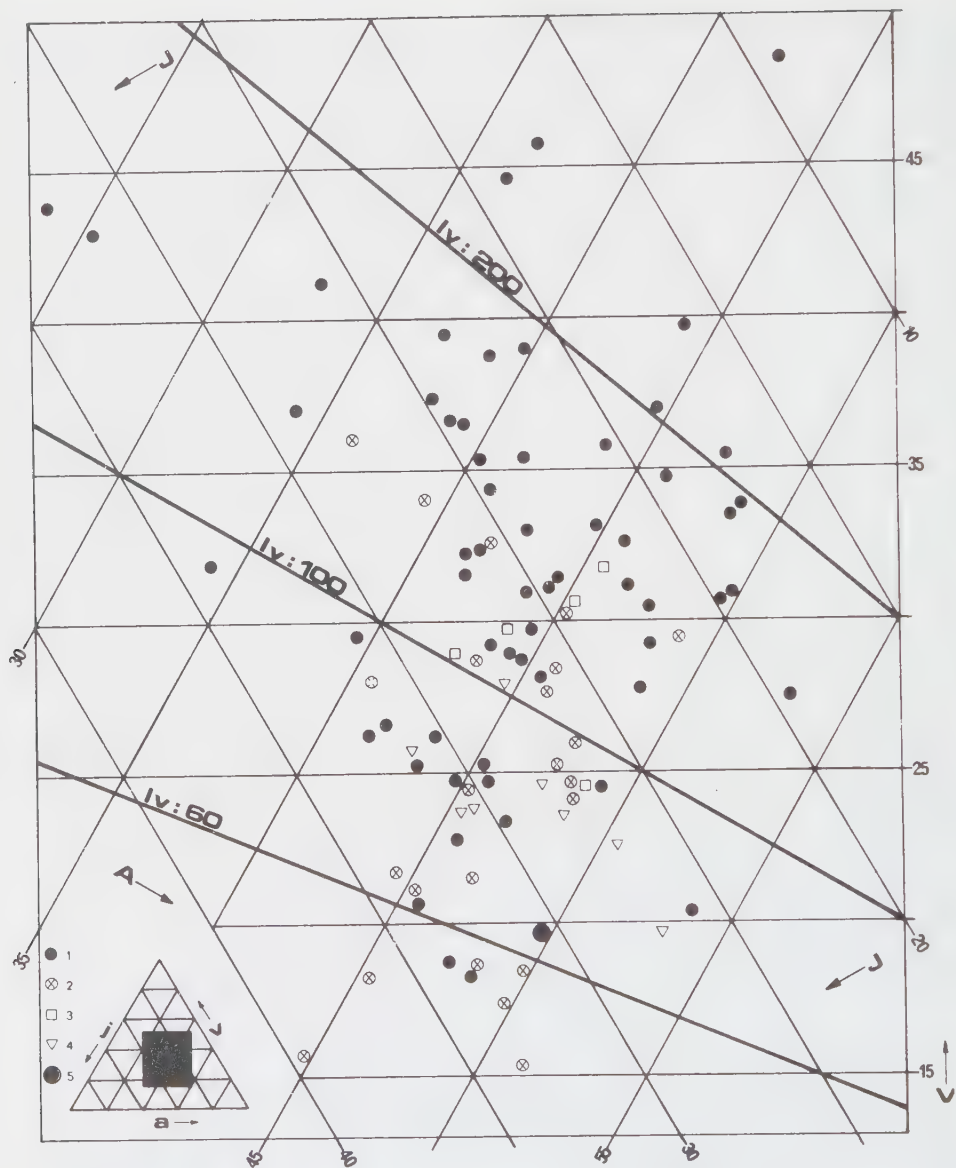


Fig. 46 - STRUCTURES PAR AGES DE LA POPULATION EN 1968.
(diagramme triangulaire partiel)

J : 0-19 ans.

A : 20-59 ans.

V : 60 ans et plus.

4. Petites villes et bourgades périphériques.

1. Communes rurales.

2. Communes du bassin houiller + St-Laurent-le-Minier.

3. Communes textiles (4 exclues).

5. Alès.

Anduze

Saint-Hippolyte

Saint-Ambroix

Saint-Jean-du-Gard

Ganges

Sumène

Le Vigan

Nous examinerons d'abord les aspects de l'évolution démographique dans les petites villes et bourgades, dans le bassin houiller, puis chez les ruraux. En second lieu, j'essaierai de dégager les liens qui existent entre cette évolution et celle du milieu socio-économique en reprenant tour à tour les différents secteurs observés. En suggérant les raisons de l'exode rural, nous verrons comment vivent les paysans qui sont restés là où les chances d'une rénovation agricole sont minces. Après avoir comparé la situation de la Cévenne languedocienne à celle d'autres ensembles ruraux pendant la décennie 1960, nous verrons enfin, à la lumière du mouvement naturel récent, dans quel sens probable doit évoluer ce « complexe » humain.

I. LES CARACTERES DE L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE

A. Dans les petites villes et bourgades du pourtour

La population globale n'a presque pas varié depuis 1962 en passant de 20.004 à 19.887 [2]. Le solde naturel est légèrement positif : 1.781 naissances et 1.679 décès. La balance migratoire est quelque peu négative, accusant un déficit de 1,5 % par rapport à l'effectif recensé en 1962.

Le vieillissement est l'aspect essentiel de leur démographie. Il se manifeste à travers les taux bruts de mortalité (14,1 ‰) et de natalité (14,5 ‰) [3]. La structure par âges de l'échantillon accuse la charge que représentent les personnes âgées (soixante ans et plus) : 26,1 % ; il faudrait toutefois mettre à part les pensionnaires des hospices et autres maisons de retraite pour obtenir une image plus juste de ce genre de structure dans ces petites villes ; d'après le recensement officiel, la proportion des vieillards tend à contrebalancer le pourcentage des jeunes de moins de vingt ans : 28,7 % (fig. 46).

A partir de l'âge adulte, les taux de masculinité sont les suivants :

20-39 ans		89,7	40-59 ans		91,5	60 ans et +	..	58,9
-----------	------	------	-----------	------	------	-------------	----	------

Ces taux retiennent l'attention du fait qu'aux divers niveaux de la pyramide des âges, les femmes sont nettement majoritaires. Même dans le groupe des vieillards, le taux de masculinité est très inférieur à ce que laisserait attendre le seul rôle de la surmortalité masculine. Pour ce qui est des classes adultes, la prépondérance de l'effectif féminin n'est probablement pas sans rapport avec l'activité industrielle qui règne ici : les différents établissements (chaussure, confection, bonneterie...) emploient beaucoup de main-d'œuvre féminine. Dans l'arrière-pays rural, déserté par l'industrie, les taux de masculinité sont supérieurs à 100.

Le vieillissement s'explique d'abord par l'immigration des retraités et autres personnes qui sortent de la vie active : à ce sujet, l'attrait de ces lieux est plus fort que celui des vallées rurales où l'on peut craindre les conséquences d'un certain isolement. St-Jean-du-Gard s'est ainsi accrue de 79 personnes d'un recensement à l'autre, soit 38 pour 100 naissances [4].

En revanche, de jeunes adultes s'en vont car, en dépit de leurs activités, ces communes ne proposent qu'un nombre limité d'emplois et les rémunérations offertes sont souvent moins séduisantes qu'ailleurs. Cette émigration apparaît à travers la balance des entrées et des sorties ; elle se traduit aussi par une sous-représentation des classes adultes, surtout entre vingt et quarante ans (22,1 % contre 25,9 % dans la population française). Ce déficit de procréateurs ne manque pas d'affaiblir l'effectif des jeunes. L'installation de quelques familles de travailleurs immigrés (Espagnols, Algériens...) compense en partie l'effet de ces départs, d'autant mieux que ces ménages sont très fréquemment bien pourvus d'enfants. D'autre part, les petites villes accueillent des jeunes ruraux descendus des vallées cévenoles ; l'étude des mariages permet de déceler un affluent de ce courant [5]. Ces échanges à sens unique (arrivée de gens de l'arrière-pays montagneux, départs vers d'autres directions) montrent à nouveau le rôle de ces communes-relais dans les déplacements de la population cévenole.

La troisième raison tient à une fécondité dans les taux se situent en deçà de leurs homologues nationaux. C'est ainsi que le taux global n'atteint que 71,1 ‰ et le taux légitime 104 ‰ (France : 74,5 et 107,5 ‰). A ce sujet, cet ensemble se révèle plus malthusien que son environnement rural : c'est un phénomène banal que nous avons remarqué tout au long de cette étude. La comparaison des taux légitimes du modèle constitué par St-Hippolyte, Ganges, Sumène et Le Vigan et de celui formé par plusieurs communes voisines le révèle à nouveau [6] : 120,5 ici et 105,2 ‰ là. D'autre part, la dimension des familles recensées en 1968 montre l'avantage que prennent les communes rurales dans cette frange sub-cévenole (femmes non-célibataires, dans les mêmes échantillons) :

	Nombre d'enfants pour 100 femmes âgées de	
	15-44 ans	35-44 ans
St-Hippolyte, Ganges, Sumène et Le Vigan ..	194	224
Communes rurales	208	238

Pour les ménages dont la descendance est près d'être complète (femme âgée de 35 à 44 ans), la répartition selon le nombre d'enfants s'effectue comme ci-dessous :

	0	1	2	3	4	5 enfants et +
St-Hippolyte, Ganges, etc.	12,1	21,9	26,2	17,7	12	10,1
Communes rurales	8,6	25	27,6	14,7	10,4	13,4

La fraction cumulée des familles ayant quatre enfants au moins se révèle plus forte chez les ruraux : 23,8 contre 22,1 %. A ce point de vue, la situation est bien meilleure que celle examinée en 1936 où, pour le groupe que formaient St-Hippolyte, Ganges et Le Vigan, cette même part n'atteignait que 11,7 % tandis que les ménages n'ayant qu'un enfant au plus totalisaient 45,3 % de l'ensemble [7].

B. Dans le bassin houiller

En 1962, il y avait ici 54.804 habitants. Jusqu'en 1968, le bilan naturel est positif : 4.381 naissances, 3.658 décès. Il devrait se trouver ainsi 55.527 personnes en 1968. Comme il n'en est alors recensé que 49.239, le solde migratoire trahit un déficit de 6.288 ; cela ne traduit évidemment pas le total des gens qui, en six ans, ont quitté les communes qui composent le modèle [8]. Le style de l'évolution démographique varie du Nord au Sud :

— au Nord, la balance naturelle est négative ($- 2,75 \text{ ‰}$ chaque année) et le déficit migratoire représente 12,4 % de la population recensée en 1962 ;

— au centre, le bilan naturel est positif ($+ 1,77 \text{ ‰}$ chaque année) et les départs l'emportent sur les arrivées (au total, $- 10,2 \text{ ‰}$ de l'effectif de 1962) ;

— au Sud, l'excédent naturel est plus élevé ($+ 3,5 \text{ ‰}$ par an) mais le solde migratoire se creuse un peu plus ($- 10,8 \text{ ‰}$ de la population de 1962).

Ces variations expriment des comportements démographiques différents. Le phénomène n'est pas nouveau : depuis la fin du XIX^e siècle au moins, le secteur de Bessèges s'individualise par une moindre vitalité dans l'ensemble industriel.

1. Le mouvement naturel

a) *La mortalité*

Les taux bruts s'élèvent à 15,9 (groupe Nord), 12 (Centre) et 11 ‰ (groupe Sud). Ils correspondent à des structures de plus en plus jeunes en allant du secteur de Bessèges vers le Gardon d'Alès. En réalité, les indices de mortalité, révélés par l'application des taux français par âges (moyenne 1961-65), semblent exprimer des conditions de vie plus favorables au Nord qu'au Sud [9] :

0,94 (groupe Nord)	0,95 (Centre)	1,006 (groupe Sud)
--------------------	---------------	--------------------

Quoi qu'il en soit, ces nuances présentent un moindre intérêt que les variations de la fécondité d'un domaine à l'autre.

b) *La fécondité*

La structure par âges contribue à justifier la valeur des taux bruts de natalité, moins élevés au Nord qu'au Sud : 12,8 (Nord), 13,9 (Centre), 16,1 ‰ (Sud). Elle n'est cependant pas seule à agir comme un frein puisque les taux de fécondité globale expriment une natalité qui n'est supérieure à celle de la France (74,5 ‰) que dans le secteur méridional : 63,5 (Nord), 62 (Centre) et 83,5 ‰ (Sud). Leur signification est confirmée par l'examen des taux de fécondité légitime (France : 107,5 ‰) : 90,2 (Nord), 94 (Centre), 108,5 (Sud).

Par rapport à la situation décrite en 1962, la fécondité subit un déclin prononcé. Dans l'échantillon retenu à la page 56, le taux légitime atteignait

121 ‰ grâce aux naissances enregistrées de 1954 à 1961 ; désormais, il se cote à 97,2 ‰. Une comparaison rigoureuse n'est pas possible avec les exemples suivants pour lesquels nous ne disposons que de la structure par âges ; mais les taux de fécondité globale montrent la position « moyenne » du bassin cévenol parmi les bassins français :

— Périmètre du Massif Central :

Carmaux (aggl.)	55,1	St-Chamond (aggl.)	80
Decazeville (aggl.)	62,5	Firminy (commune)	76,5
Montceau-les-Mines (aggl.)	66,7	Chambon-Feugerolles (comm.)	81

— Bassins septentrionaux : agglomérations de :

Bruay-en-Artois	76,5	Douai	85,8	Forbach	94
Lens	83,1	Denain	84,8		

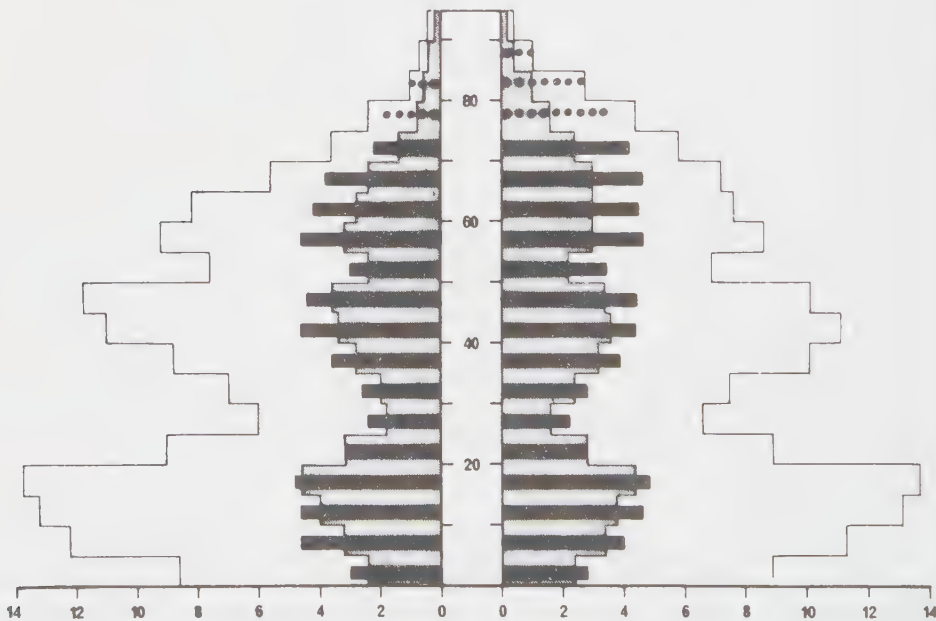


Fig. 47 - PYRAMIDES DES AGES DANS LE BASSIN HOUILLER, EN 1968.

Hommes à gauche, femmes à droite, effectifs en centaines.
Pyramide grise : groupe Nord.
Pyramide blanche : groupe Sud.
Pyramide à bâtons noirs : groupe du Centre.
Pour la composition des groupes, cf. note 8 de ce chapitre.

2. Les structures de population

a) Structures par âges et par sexes

Les pyramides des âges (fig. 47) présentent un profil tourmenté. Les flancs en sont échancrés entre 50 et 54 ans (sous-natalité de 1914-18), 25 et 34 ans (seconde période de faible natalité entre 1935 et 1944) et au-dessous de 10 ans. Ce rétrécissement est certes lié à l'insuffisance numérique des adultes (25-34 ans) mais l'explication ne réside pas uniquement là. Nous venons de remarquer le déclin des taux de fécondité. D'autre part, du seul fait d'un rapport numérique entre procréateurs et jeunes enfants, la barre de 0-4 ans devrait s'allonger ; comme elle est en fait beaucoup plus courte que celle de 5-9 ans, cela révèle le malthusianisme des ménages. Le déficit des jeunes de moins de quinze ans rend compte du vieillissement accentué de chacun des groupes, celui du Sud étant moins évolué que les deux autres :

Secteurs	0-19 ans	Adultes		Vieillards	Indice de vieillesse
		20-39 ans	40-59 ans		
Nord	26,5	19,2	28,9	27,4	104
Centre	30,9	21,4	26,5	21,2	68,2
Sud	34,1	22,2	26,9	16,8	49,1
France	33,8	25,9	22,5	17,8	52,9

De ce point de vue, le bassin cévenol s'apparente aux bassins méridionaux français où le vieillissement est plus avancé que dans ceux du Nord du pays (proportion de jeunes et indice de vieillesse caractérisant chaque ensemble cité ci-après) :

Carmaux (agglo.)	31,8	60,4	Chambon - Feugerolles (comm.)	37,2	38
Decazeville (agglo.) ..	28,6	77	Bruay (agglo.)	35,4	44
Cévenne (10)	31,8	62,7	Denain (agglo.)	37,7	37,5
Montceau - les - Mines (agglo.)	31	69,5	Douai (agglo.)	39,3	33,3
St-Chamond (comm.) .	34	51	Lens (agglo.)	38,6	30,9
Firminy (comm.)	31,9	41,3	Forbach (agglo.)	38,5	29,7

En ce qui concerne les taux de masculinité, un déséquilibre se manifeste assez tard en faveur des femmes, ce qui contredit le rôle présumé de la surmortalité masculine :

	— Groupes			France entière
	Nord	Centre	Sud	
20-39 ans	101,6	106	98	104,8
40-59 ans	100,2	106	108	96,2
60 ans et + ...	65	67,5	75,2	67,5

La structure socio-professionnelle explique la valeur des taux entre quarante et cinquante-neuf ans ; ces derniers devraient être supérieurs à ce qu'ils sont entre vingt et trente-neuf ans (ils se trouvaient entre 117 et 129 en 1936) et cette régression est liée au vieillissement de la population ouvrière, phénomène illustré par l'exemple des mineurs demeurant à St-Ambroix [11].

Les parties médiane et septentrionale du bassin industriel succombent sous le poids des personnes âgées ; mais le déficit des jeunes répond aussi d'une fécondité légitime déclinante. Seul le secteur méridional soutient la comparaison avec la France : avec une moindre proportion de jeunes adultes, il cumule pourtant un pourcentage de jeunes supérieur, en rapport avec un taux de fécondité légitime plus élevé (fig. 46).

b) La dimension des familles

Les femmes non-célibataires, âgées de quinze à quarante-quatre ans, se distribuent ainsi selon le nombre d'enfants recensés dans leurs ménages, en 1968 :

— Groupe Nord [12]

Enfants	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 et +	Total
<i>Âges</i>												
15-19	19	12	3									34
20-24	43	70	34	11	5	1						164
25-29	26	68	78	40	13	1	2			1		229
30-34	27	87	134	66	30	10	7	2	2	1	2	368
35-39	42	111	154	90	36	16	10	4	5	7	2	477
40-44	63	167	151	57	29	12	10	4	6	1	3	503
Total femmes	220	515	554	264	113	40	29	10	13	10	7	1.775
Total enfants	0	515	1.108	792	452	200	174	70	104	90	74	3.579

— Groupe Sud [13]

Enfants	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 et +	Total
<i>Âges</i>												
15-19	34	25	5	2								66
20-24	89	132	55	18	4	3						301
25-29	44	132	133	57	11	6	4	5				392
30-34	47	148	197	102	33	18	15	9	3	6	1	579
35-39	44	180	217	123	64	31	16	22	5	6	12	720
40-44	102	228	184	111	58	25	13	11	7	8	6	753
Total femmes	360	845	791	413	170	83	48	47	15	20	19	2.811
Total enfants	0	845	1.582	1.239	680	415	288	329	120	180	201	5.879

Pour l'ensemble des âges, la moyenne s'établit dans le premier groupe à 202 enfants et dans le second à 209 enfants pour 100 femmes. La différence ne semble pas justifier entièrement l'écart constaté entre les taux de fécondité légitime ; n'oublions pas toutefois qu'une structure comme celle-ci est sous la dépendance, non seulement de la fécondité (facteur primordial) mais aussi de la

mortalité et des mouvements migratoires. La natalité doit évidemment beaucoup à la population immigrée, en particulier à celle qui est originaire d'Afrique du Nord, au reste la plus nombreuse. Considérons les deux groupes examinés ci-dessus, ensemble cette fois ; après en avoir extrait les femmes des travailleurs étrangers, nous comparons le niveau apparent de leur fécondité à celle des femmes de nationalité française [14] :

Femme âgée de →	15 à 44 ans			35 à 44 ans		
	Femmes	Enfants	Moyenne	Femmes	Enfants	Moyenne
Françaises	4.506	8.666	1,93	2.420	5.157	2,13
Etrangères	235	1.119	4,75	109	641	5,90

Chez ces dernières, les familles nombreuses sont très fréquentes. L'âge de la femme étant compris entre 35 et 44 ans, la répartition selon le nombre d'enfants survivants s'établit ainsi :

0	1	2	3	4	5	6 enfants et +	Total
2,8	4,6	5,5	11	11,9	9,2	55	100

La fraction cumulée à quatre enfants au moins rassemble un peu plus des trois-quarts du total. C'est énorme : pour les Françaises, cette même cumulation n'atteint que 14,6 % ; elle parvenait à 41,7 % pour le groupe étranger recensé ici même en 1936. Il est vrai que ces comparaisons se trouvent faussées par l'action plus ou moins restrictive de la mortalité infantile et juvénile dans chacune des communautés envisagées. La fécondité de la population immigrée dépasse probablement celle des gens qui s'installaient dans ce bassin un siècle auparavant et dont la descendance était décimée par une mortalité beaucoup plus âpre que celle dont ont pu souffrir ces étrangers vers 1945-1950 [15].

C. Chez les ruraux

Avec un effectif de 21.295 habitants en 1962, ils ne se comptent plus que 18.809 en 1968 [16]. Au bout des six années, le solde naturel se révèle négatif : — 588 (1.435 naissances et 2.023 décès) et le bilan migratoire (— 1.898) représente une perte équivalant à 8,9 % de la population recensée en 1962. L'arrivée d'immigrants dans certaines communes masque l'ampleur d'un exode qui touche essentiellement les classes d'âges inférieurs à trente ans.

1. Le mouvement naturel (1962-68)

a) La mortalité

Le taux brut s'élève à 18 ‰. L'augmentation qu'il subit depuis 1960-63 (16,4 ‰, cf. p. 48) ne fait que traduire un vieillissement qui s'accroît avec le temps. En réalité, à structures par âges supposées identiques, les chances

de survie paraissent au moins aussi élevées ici que dans l'ensemble de la France, l'indice de mortalité étant très légèrement inférieur à 1 [17]. Il ne semble pas que la mortalité compromette en Cévenne la vitalité démographique.

b) *La fécondité*

Le taux brut de natalité est très médiocre : 12,7 ‰. Comme son homologue relatif à la mortalité, il reflète l'intensité du vieillissement.

Le taux de fécondité globale indiquerait mieux le niveau de la natalité s'il n'était pas calculé à partir d'une population très affectée par le célibat. Il atteint 71,9 ‰, valeur quelque peu inférieure à celle du taux national (74,5 ‰). Par rapport à la période 1954-61, ce taux est en déclin : il s'élevait à 88,5 ‰ dans l'échantillon défini à la note 14 de la page 68 ; il y tombe à 74,5. Ce recul trahit un renforcement de l'esprit malthusien puisque, au recensement de 1968, la proportion des célibataires dans le groupe féminin âgé de quinze à quarante-neuf ans est plus faible qu'elle ne l'était au dénombrement précédent : 29,7 ‰ contre 35 ‰.

Pour ce qui est du taux de fécondité légitime, il s'est bien plus détérioré que le taux national :

	1962	1968	Variation
Cévenne rurale ..	136,5	112,7	— 17,2 ‰
France entière ..	112,5	107,5	— 4,5 ‰

Le déclin de la fécondité des ménages favorise le vieillissement : le style et l'intensité des mouvements migratoires contribuent d'autre part à l'explication de ce phénomène.

2. Le mouvement migratoire (1962-68)

L'analyse porte sur un sous-ensemble extrait de l'échantillon précédent [16]. Il comprend 14.608 habitants recensés en 1968 [18].

a) *Les entrées*

D'après les indications fournies par les bulletins individuels, 592 personnes sont venues s'installer entre mars 1962 et mars 1968 (3,6 ‰ de la population recensée en 1962). Parmi elles, 179 sont des adultes ou des enfants (on remarque bon nombre d'ouvriers ou de familles d'origine ibérique se trouvant momentanément sur des chantiers forestiers ; au Pompidou, la création d'une maison d'éducation paraît revitaliser considérablement la commune par la présence du personnel d'encadrement). Les 413 autres nouveaux venus sont des retraités accompagnés ou non de leurs conjoints. Leur origine géographique et leurs motivations appellent les mêmes commentaires que ceux déjà formulés.

plus haut, à propos du dénombrement de 1962 (cf. 1^{re} partie, p. 43 et 44). D'autre part, comme l'âge expose ces gens à des risques accrus de mortalité, l'effectif de 1968 ne constitue pas le total de ceux qui, la retraite acquise, sont arrivés en Cévenne depuis 1962 ; on peut raisonnablement majorer de 7 % le nombre des 413 survivants [19].

En tout cas, dans l'intervalle des six années, le modèle en question a bénéficié de 1.126 naissances, mais ce rajeunissement a été entravé par l'installation de 436 personnes âgées. Si l'on tient compte par ailleurs des 179 autres immigrés, d'âge scolaire ou adulte, les gains réalisés de 1962 à 1968 se répartissent de la façon suivante :

Naissances	Retraités	Autres Immigrés [20]
1.126 (64,7 %)	436 (25 %)	179 (10,3 %)

b) Les sorties

D'un point de vue arithmétique, l'émigration a intéressé 1.913 personnes de 1962 à 1968 puisque :

Pop. recensée en 1962	Bilan naturel	Immigration nette	Pop. recensée en 1968	Emigration apparente
16.429	— 500	+ 592	14.608	1.913

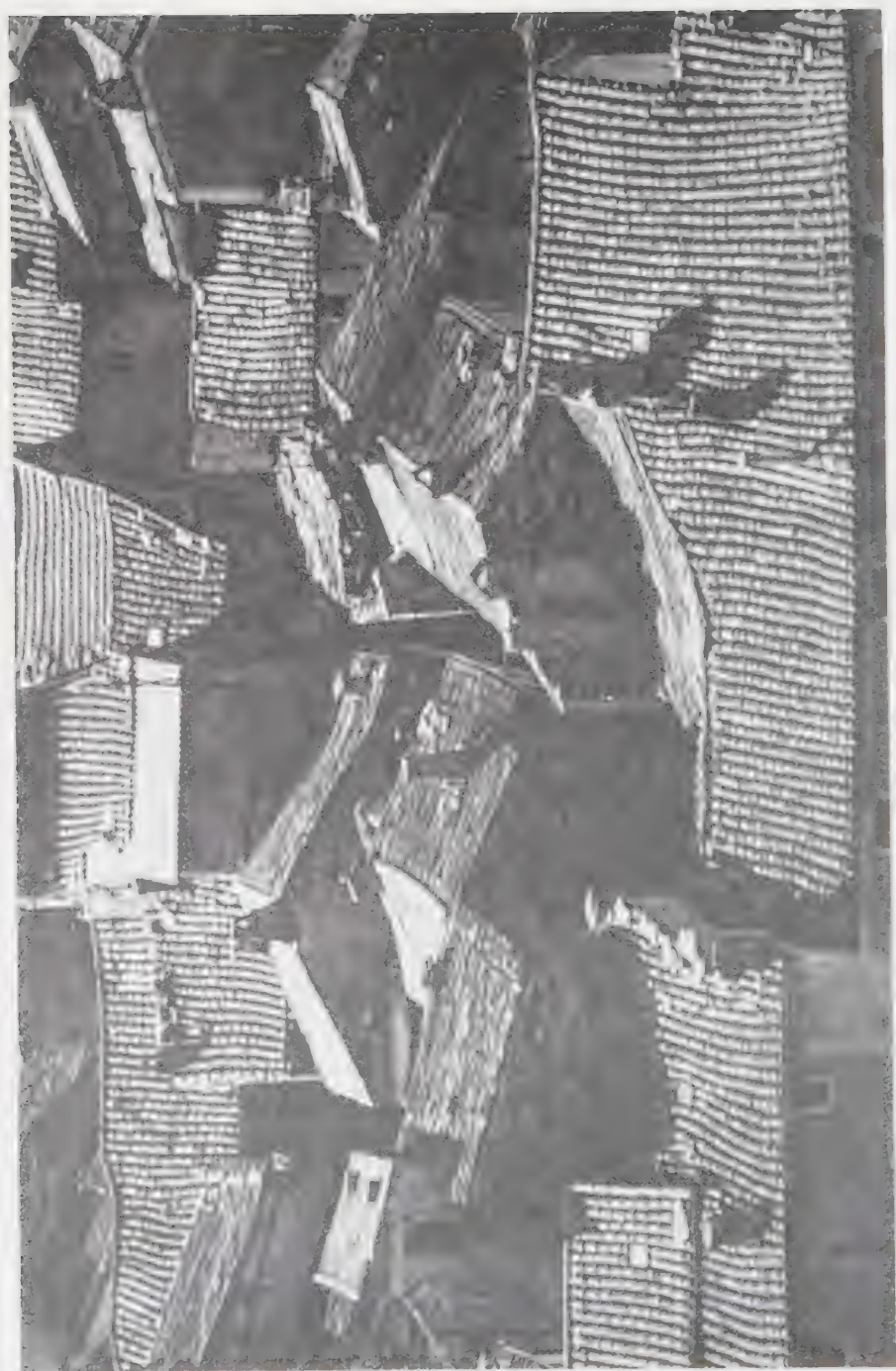
Cela représente 11,6 % de la population de 1962. L'exode entraîne plus de gens que n'en emporte la mortalité (1.626 décès) dans un ensemble pourtant vieilli et il se révèle trois fois plus intense que le courant inverse. Il concerne en quasi-exclusivité des jeunes et des adultes de moins de quarante ans.

Pour mesurer le solde migratoire relatif aux jeunes adultes, effectuons la démarche suivante. Dans un ensemble donné [21], les classes quinquennales de 1968, entre 20-24 et 35-39 ans, comptaient d'après le recensement de 1962 les effectifs ci-après :

Classes d'âges →	14-18	19-23	24-28	29-33 ans
Hommes	470	328	302	346
Femmes	469	286	281	317

Tout déplacement mis à part, mais après intervention de la mortalité [22], il devrait survivre en 1968 :

Classes d'âges →	20-24	25-29	30-34	35-39 ans
Hommes	467	325	299	340
Femmes	467	284	280	315



Or il ne se dénombre que :

Classes d'âges →	20-24	25-29	30-34	35-39 ans
Hommes	311	247	237	324
Femmes	293	203	246	305

A cause de l'exode rural, le groupe des jeunes adultes enregistre ainsi, de 1962 à 1968, les pertes suivantes, pour 100 personnes attendues dans chaque classe considérée :

Classes d'âges → en 1968	20-24	25-29	30-34	35-39 ans
Hommes	33,2	23,5	20,5	4,5
Femmes	37,3	28,3	12	3

Que le déficit se réduise avec l'augmentation de l'âge, cela paraît banal : au-delà d'un certain seuil (trente à trente-cinq ans), il devient difficile, voire impossible, de partir, de changer de profession, d'habitudes... Il convient de noter à ce propos que l'émigration masculine ralentit moins vite que l'exode féminin. Le phénomène peut s'expliquer par le fait que les femmes utilisent plus que les hommes le mariage comme moyen de s'en aller ; les risques de célibat définitif étant chez elles assez précoces, le courant centrifuge s'amaigrit sensiblement plus vite que du côté masculin. L'émigration des hommes étant bien moins liée à leur nuptialité, elle se poursuit au-delà de trente ans plus intensément que chez les femmes.

Pour ce qui est des mariages dans leurs rapports avec l'émigration, j'ai examiné naguère quelque 800 actes enregistrés en Cévenne rurale de 1963 à 1967. Je rappelle brièvement les conclusions de cette enquête [23]. Durant le quinquennat, il s'est marié dix-huit filles pour dix garçons bien qu'il se trouve parmi les mariables âgés de quinze à quarante-quatre ans environ quinze garçons pour dix filles. Mais, du point de vue social, le climat leur est souvent contraire : la plupart sont des paysans, de telle sorte que 7 à 8 % d'entre eux seulement sont parvenus à se marier. Quant aux filles « sans profession » (c'est-à-dire, dans la plupart des cas, filles de paysans), 14,9 % épousent tout de même un des leurs et restent en Cévenne, 29,8 % ne se marient pas avec un cultivateur tout en demeurant sur place, 55,3 % ne convolent pas au bras d'un paysan et elles s'en vont. Sur 100 hommes qui se marient, 80 restent sur place ; pour 56 % des femmes en revanche, le mariage fournit l'occasion de partir [24]. La population paysanne comprend plus de 1.300 mariables de sexe masculin, quasiment délaissés à cause de leur situation ; les professions les plus attrayantes aux yeux des filles sont celles qui leur permettront de vivre hors de ces vallées déshéritées. La traduction graphique de l'enquête exprime d'une certaine façon le malaise économique du bassin houiller qui fournit plus d'hommes qu'il ne reçoit de couples, et montre l'attraction modérée d'Alès et des autres petites

villes du pourtour en face de celle qu'exercent le triangle Lyon-Montpellier-Marseille et la Région parisienne. Ces pôles promettent en effet plus d'emplois sûrs que le périmètre cévenol (au moins pour le mari) et la proportion des « tertiaires » venus prendre femme dans ces vallées est évidemment considérable (fig. 48).

Tous les émigrants ne sont pas célibataires ou mariés du jour-même. Certains partent alors qu'ils ont des enfants à leur charge. La preuve en est fournie par les pertes que subissent les classes de jeunes : la part de la mortalité étant réservée, il reste en 1968 80 à 85 % de l'effectif que laisseraient espérer les résultats du recensement précédent.

Ces mouvements migratoires déséquilibrent la balance naturelle au détriment de la natalité ; non seulement ils contribuent à réduire le nombre des naissances, mais ils prélèvent aussi un contingent de jeunes qui, plus tard, ne pourront participer à la régénération démographique (mais peut-être seraient-ils partis de leur gré avant de fonder une famille...). Ces mouvements conditionnent d'autre part les aspects structuraux de la population.

Fig. 48 - LES MARIAGES EN CEVENNE RURALE (1963-1967 p.).

EN HAUT : Diagrammes.

	A droite, destination des couples.		
	Hommes	Femmes	
1. Cévenne rurale	383	694	307
2. Périphérie cévenole (bassin houiller, Alès et autres petites villes)	169	36	178
3. Ailleurs	230	52	297

EN BAS : Carte.

— Chaque domaine géographique est numéroté (1 à 11-12) :

- 1 Cévenne rurale. — 2 Bassin houiller cévenol. — 3 Alès.
- 4 Petites villes du pourtour (Florac, Le Vigan, Ganges, Sumène, Saint-Hippolyte, Anduze, Saint-Jean, Saint-Ambroix).
- 5 Mende. — 6 Reste de la Lozère et Ardèche. — 7 Nîmes. — 8 Montpellier.
- 9 Reste de l'Hérault et du Gard (sauf Cévenne). — 10 Sillon rhodanien de Lyon à Marseille. — 11, 12 Région parisienne et ailleurs.

— Chaque ensemble ainsi déterminé est illustré par deux diagrammes (n° 1 et 2 de la légende) :

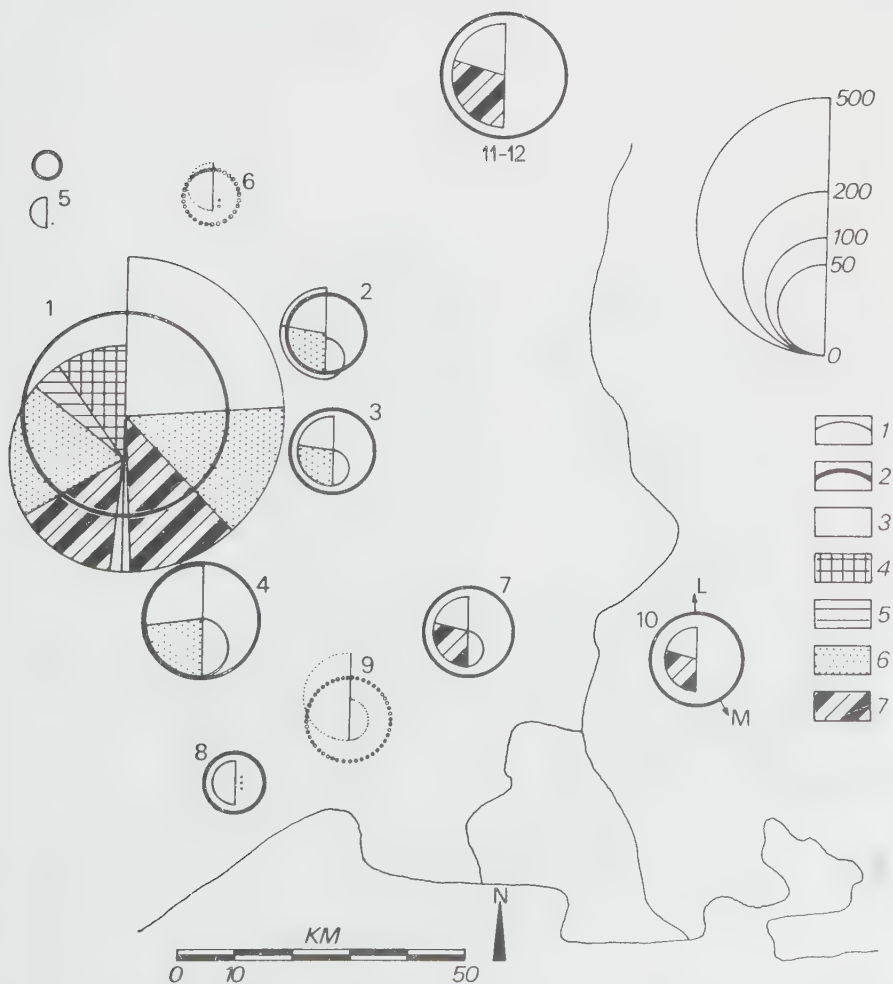
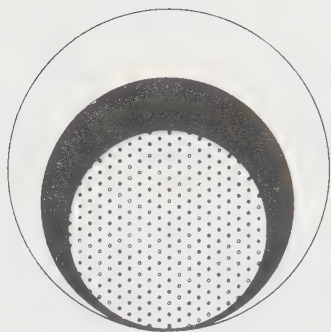
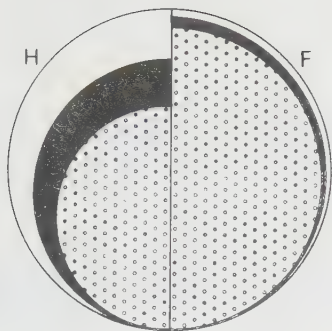
- * les *demi-cercles à trait fin* indiquent l'origine des époux (hommes à gauche, femmes à droite).
- * les *cercles à gros trait* indiquent la destination des couples.

Exemple : le numéro 3 (Alès) envoie en Cévenne 33 hommes et 8 femmes et il reçoit 52 couples.

— Les demi-cercles sont découpés en *secteurs socio-professionnels* mais, en dehors de la Cévenne rurale, le secteur majoritaire est le seul indiqué.

Les numéros 3 à 7 de la légende correspondent à ces secteurs :

3. Sans profession (femmes) et « divers » (hommes) ; dans le demi-cercle féminin du diagramme « Cévenne », il reste en bas un secteur blanc correspondant aux « divers ».
4. Agriculteurs (hommes).
5. Artisans et commerçants (hommes).
6. Ouvriers et salariés (hommes et femmes).
7. Fonctionnaires et assimilés (hommes et femmes).



3. Les structures démographiques

a) *Structure par âges et par sexes*

La répartition en trois groupes d'âges indique pour 100 habitants recensés en 1968 (fig. 46) :

Jeunes		Adultes		Vieillards	
(0-19)	 25,4	(20-59)	... 42,8	(60 et +)	.. 31,8

Le poids de la vieillesse est très lourd ; il explique la maigreur relative du groupe des jeunes. Ces derniers représentent malgré tout une part appréciable de la population, compte tenu du pourcentage d'adultes. A ce propos, la situation est meilleure qu'elle ne l'était une génération plus tôt : en 1936, les

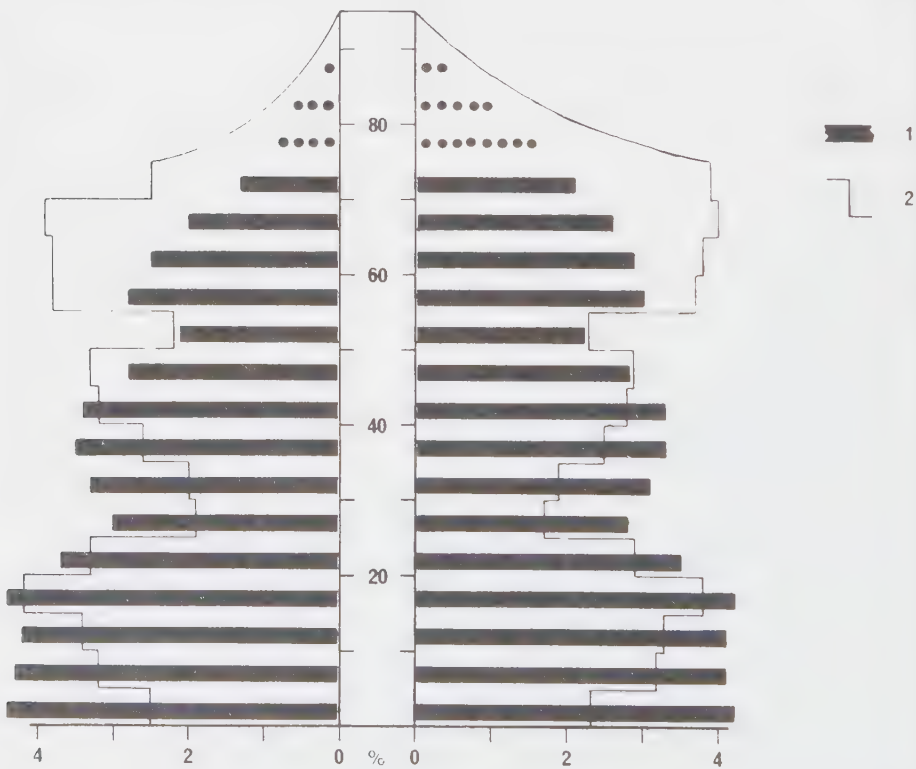


Fig. 49 - PYRAMIDE DES AGES EN CEVENNE RURALE, COMPAREE A CELLE DE LA FRANCE, EN 1968.

1. France. — 2. Cévenne.
Hommes à gauche, femmes à droite.

indices de vieillesse variaient de 67,5 à 97 pour des proportions de jeunes comprises entre 24,5 et 29,4 % (cf. p. 264) ; en 1968, les jeunes cumulent 25,4 % du total avec un indice de vieillesse égal à 125.

Les taux de masculinité dénoncent l'influence des migrations, l'exode concernant surtout la cohorte féminine des jeunes adultes tandis que, chez les vieillards, le rôle de la surmortalité masculine est renforcé par l'installation des femmes :

	20-39	40-59	60 ans et +
Cévenne rurale ..	109,7	106,4	73
France entière ..	104,8	96,2	67,5

La pyramide des âges offre ainsi un profil difforme (fig. 49). De haut en bas se remarquent successivement :

— l'ample « chapeau » des vieillards, dont les bords semblent d'autant plus larges qu'il repose sur :

— la classe creuse née pendant la première guerre mondiale (50 à 54 ans) ;

— la pénurie des adultes (25 à 35 ans) dont répond la crise démographique des années 1930 ;

— l'étirement (forte natalité d'après-guerre) puis le rétrécissement des barres dans le groupe des jeunes, phénomène qu'explique en partie le déficit constaté entre vingt-cinq et trente-cinq ans. Il convient de noter toutefois que, sur la pyramide nationale, les golfes qui se dessinent au niveau des jeunes adultes ne se retrouvent pas, ainsi qu'on pourrait s'y attendre, à celui des jeunes enfants. Comme nous l'avons vu ci-dessus, la double influence du déclin de la fécondité légitime et des départs de jeunes ménages en puissance de progéniture contribue à rapetisser la base de la pyramide.

b) *La dimension des familles*

Le rapport du nombre des enfants âgés de 0 à 14 ans à celui des femmes de 20 à 39 ans donne un aperçu du volume familial moyen ; il a surtout l'avantage de permettre des comparaisons aisées entre des ensembles voisins ou régionaux. De ce point de vue, la Cévenne rurale se trouve nettement distancée par le département de la Lozère, fief traditionnel de forte fécondité légitime.

	Département Lozère	Bassin houiller	Echantillon rural	Alès	Département Gard	Petites villes
Enfants (0-14)	19.639	9.985	2.726	9.756	108.336	4.010
Femmes (20-39)	8.162	4.727	1.369	5.268	58.236	2.328
Moyenne	2,40	2,11	1,99	1,86	1,86	1,72

Dans l'ensemble rural (cf. note 16, p. 342), les femmes non-célibataires âgées de quinze à quarante-quatre ans sont ainsi distribuées selon le nombre d'enfants dénombrés avec elles en 1968 :

Enfants	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 et +	Total
<i>Âges</i>												
15-19	6	10	1									17
20-24	59	55	32	8								154
25-29	33	49	70	36	13	3	2	1				207
30-34	23	67	80	85	30	16	8	2	2			313
35-39	26	72	90	74	46	16	12	7	1	2	4	350
40-44	55	106	112	95	49	30	10	7	2	1	4	471
Total femmes	202	359	385	298	138	65	32	17	5	3	8	1 512
Total enfants	0	359	770	894	552	325	192	119	40	27	93	3 371

Le nombre moyen d'enfants pour 100 femmes de tous âges s'élève à 223 et il atteint 252 pour le groupe des femmes dont la descendance est près d'être complète (femme âgée de 35 à 44 ans). Par rapport à 1962, ces deux valeurs ont très légèrement augmenté, ce qui contredit la baisse de la fécondité légitime que nous avons notée plus haut (p. 334). En fait, les mouvements migratoires (arrivée de quelques familles d'immigrés par exemple) peuvent perturber cette notion de « fécondité nette ». D'autre part, et là réside l'explication essentielle, la baisse de la mortalité infantile et juvénile en une quinzaine d'années contribue à justifier la présence d'un nombre plus élevé d'enfants dans les ménages qui se sont formés au cours des années 1960 que dans ceux qui s'étaient constitués après la seconde guerre mondiale [25].

Nous savions par les taux de fécondité légitime que les ménages ruraux étaient plus fertiles que ceux du bassin houiller. Cela se confirme à l'examen de la structure familiale pour les femmes dont le mariage peut remonter à une dizaine d'années au moins (femme âgée de 35 à 44 ans) :

0	1	2	3	4	5	6 enfants et +	Total
9,8	21,6	24,6	20,6	11,6	5,6	6,2	100

La proportion des familles nombreuses (4 enfants au moins) atteint ici 23,4 % alors que les Françaises du secteur charbonnier ne cumulaient à cette limite que 14,6 % d'entre elles (p. 333).

En tout cas, cette situation est meilleure que celle qui caractérisait la Cévenne trente ans auparavant. Les moyennes sont passées pour 100 femmes de 158 à 223 (15-44 ans) et de 200 à 252 (35-44 ans). Les gains réalisés sont à porter au crédit de la fécondité des ménages dont le taux est remonté de 95,3 à 112,7 ‰, et à un recul très sensible de la mortalité infantile et juvénile [26].

II. ECONOMIE, SOCIETE, DEMOGRAPHIE

A. Les petites villes et bourgades périphériques

Les liens entre la démographie et la structure socio-économique ne s'y laissent pas appréhender facilement. Une différence peut être observée cependant entre celles qui n'ont presque plus d'industries (Anduze, St-Jean-du-Gard) et celles du groupe méridional.

Si les deux premières comptent encore, au recensement de 1968, entre 40 et 50 % d'ouvriers dans la population active, c'est surtout grâce au bâtiment, aux travaux publics et autres ateliers artisanaux. Anduze abrite par exemple trois « grosses affaires » employant moins de cent salariés (constructions métalliques, vêtement et confection) et une petite papeterie inscrite dans la tranche des 20 à 49 salariés [27]. Plus en amont, St-Jean-du-Gard a vu disparaître en 1965 la dernière filature de soie tandis qu'y subsiste, installé depuis 1961, un atelier de confection qui distribue une centaine de salaires [28]. On peut donc admettre que l'activité industrielle de ces deux centres est révolue et qu'ils vivent avant tout de leur fonction commerciale locale, des services qu'ils proposent à ceux qui viennent y terminer leurs jours et aux nombreux touristes qui passent ou séjournent quelque temps. L'engourdissement de ces bourgades paraît y justifier un bilan naturel nul (le taux de fécondité globale n'y atteint que 68,9 ‰), un solde migratoire à peu près équilibré et un vieillissement très accentué puisqu'il s'y rencontre presque autant de vieillards (60 ans et plus) que de jeunes.

Au Sud, le comportement du piedmont est peut-être plus sensible aux péripéties de l'industrie, à cette sorte d'ambiance fiévreuse où se déroulent les activités de ce secteur [29]. Au passage, inscrivons au passif de sa prospérité tranquille la démographie assez languissante de St-Hippolyte [30]... Quant au domaine bonnetier de Ganges, de Sumène et du Vigan, la crise des années 1950 y a sans doute laissé des traces dans les consciences. La reprise qui a suivi ne s'est pas effectuée sereinement. La bonneterie s'est trouvée sous la menace permanente de difficultés d'ordre commercial ou technique, avec en tout cas de rudes implications financières. Même si les usines et ateliers fonctionnent à plein temps, on vit dans la hantise d'une récession ; or cette industrie est fragile, non seulement parce qu'elle subit la tyrannie de la mode, mais aussi parce que sa structure traditionnelle ne lui permet pas de résister aux conséquences d'une crise éventuelle ou aux pressions de grandes sociétés capitalistes. Au cours de la décennie écoulée depuis 1955 environ, elle ne subsiste pas sans une certaine concentration des affaires ni la prolétarianisation d'artisans dont les moyens sont désormais trop faibles pour prétendre à l'indépendance.

Dans la mesure où le potentiel humain s'est appauvri (ce qui n'interdit pas à la région de continuer à perdre des habitants par émigration), la main-d'œuvre arrive à peser sur l'évolution [31]. Certes, les progrès de l'outillage ont permis d'en atténuer la demande ; mais la pénurie s'en fait sentir lorsque s'intensifie le rythme de la production tandis que, par ailleurs, apparaît la menace de

chômage si ce rythme vient à fléchir. Il existe donc, de ce côté aussi, un certain malaise participant au climat d'incertitude où baigne toute la vie économique. Tout cela ne retentit pas directement sur les aspects démographiques, au moins en apparence : si la proportion des jeunes est légèrement inférieure à celle de l'ensemble décrit ci-dessus (27,8 contre 28,7 ‰), le taux de fécondité globale est plus élevé (79,4 contre 71,1 ‰), ce qui signifie vraisemblablement que les ménages sont moins malthusiens.

B. Le bassin houiller

On a certainement tout dit sur les difficultés de tous ordres qui en ont fait la renommée. Il a fallu après-guerre les besoins en combustible d'une économie renaissante pour que, sur le « front » cévenol de cette fameuse « bataille », on ait extrait jusqu'à plus de trois millions de tonnes en 1957. On ne frise plus que les deux millions en 1962 et on dépasse à peine 1,5 million de tonnes en 1968. En une dizaine d'années, les effectifs employés ont pratiquement fondu des deux tiers [32].

Tributaire d'un marché où les principaux consommateurs sont des foyers domestiques, des chaudières de petites usines et de locomotives, cette houille ne résiste pas à la concurrence du mazout, du gaz naturel et de l'électricité [33]. En 1953, la mise en route de la centrale thermique du Fesc, à l'entrée Sud-Est de La Grand'Combe, devait déjà permettre de transformer sur place du charbon qu'il était difficile de valoriser autrement : assez vite, l'entreprise n'a pas pu tenir ses promesses, non seulement parce que des problèmes techniques en interdisaient l'extension, mais surtout parce que l'énergie fournie était aisément concurrencée par les usines hydrauliques du Rhône et de la Durance.

D'autre part, la métallurgie du fer aurait pu, durant quelque temps, soutenir l'extraction charbonnière. Nous avons vu s'éteindre à l'aube de la décennie 1930 les hauts fourneaux et les fours Martin de Tamaris (au Nord immédiat d'Alès). Complètement arrêtée en 1954, l'usine a été rouverte en 1968... en vue de fabriquer de l'acier à l'arc électrique. Si la houille locale n'en a tiré aucun avantage, cette renaissance a tout de même permis l'emploi de plus de 600 salariés [34]. A Bessèges, la Sté Vallourec a éprouvé des embarras en raison de sa situation géographique et le nombre de salariés, qui s'élevait à 776 en 1962, est tombé à quelque 520 en 1969 [35].

Tout au long des années 1960, il est beaucoup question de la fermeture définitive des sièges d'extraction et de la conversion du personnel [36]. Depuis 1965, on n'embauche plus de jeunes. La population des mineurs vieillit : en 1962, 20,9 ‰ des effectifs du fond n'ont pas encore trente ans ; en 1966, cette proportion s'affaisse à 15 ‰. La part des ouvriers de moins de dix-huit ans est passée de 681 en 1950 à 100 en 1962 et à 60 en 1966 [37]. Les départs à la retraite sont accélérés et les Houillères en arrivent à distribuer un montant de pensions égal à la masse salariale ; on compte en effet un actif pour trois retraités !

La mutation professionnelle du mineur n'est qu'un des aspects du problème ; dans les limites du territoire national, chacun pourrait retrouver un emploi... La véritable question tient à la nature même du personnage, au métier qu'il exerce, aux avantages sociaux qu'il en tire, au genre de vie qu'il mène dans un environnement familial ; il ne lui semble pas possible de renoncer à tout cela. Or, pour convertir tous les mineurs sur place, il faudrait offrir par ailleurs plusieurs milliers d'emplois [38] ! En réalité, jusqu'à la fin de la décennie, en dehors de l'aciérie de Tamaris, rien ne s'est créé dans le bassin cévenol et il apparaît clairement que les candidats éventuels ne sont pas décidés à « s'enfoncer » plus loin qu'Alès dont la situation géographique leur semble déjà bien marginale.

En somme, depuis qu'on sait l'échéance proche, aucun progrès n'a été accompli sur la voie d'une authentique conversion, génératrice de nouvelles richesses, capable de rendre confiance à une population jeune, active, forte consommatrice de denrées, biens et services, et de reconstituer, dans ce secteur moribond, surtout desservi par sa mauvaise réputation, un réseau de relations animé par des villes comme Bessèges, St-Ambroix, La Grand'Combe et Alès. Mais jusque-là, personne n'a cru au succès d'une entreprise qui ne pourrait jamais surmonter de trop puissants obstacles : des paysages enlaidis par l'industrie lourde, la méfiance qui inhibe toute initiative, l'implacable loi du profit où, dans notre société, l'homme est plus un facteur de production qu'un habitant. Tout cela entretient le malaise démographique dont souffre le bassin houiller : affaiblissement de la natalité, le malthusianisme des ménages n'y jouant pas un rôle mineur, vieillissement, exode de la jeunesse. A ce propos, il faut remarquer l'intérêt que semble offrir le mariage comme pourvoyeur de l'émigration.

J'ai dépouillé les bulletins de mariages de 1963 à 1967 pour deux ensembles : l'agglomération de La Grand'Combe (c'est-à-dire cette localité, Laval-Pradel, Branoux-les-Taillades et Les Salles-du-Gardon) et onze communes comprises entre Bessèges et St-Florent (ces deux dernières, Robiac, Foussignargues, Gagnières, Bordezac, Molières-sur-Cèze, Meyrannes, St-Ambroix, St-Jean-de-Valérisclé, Le Martinet). Il est dommage que trop souvent la destination géographique du nouveau couple ne soit pas mentionnée. Cependant, l'origine du mari semble révélatrice des régions d'accueil. Ainsi pour le groupe de La Grand'Combe, sur 728 hommes qui prennent femme :

- 429 se trouvent sur place (58,9 %) ;
- 92 sont domiciliés à Alès ou dans une autre commune du bassin (13,2 %) ;
- 118 viennent du triangle Lyon-Marseille-Montpellier (16,2 %) ;
- 63 viennent du reste de la France, surtout de la Région parisienne (8,7 %).

Les proportions sont à peu près les mêmes dans le second groupe où, sur 621 fiancés (hommes) :

- 366 appartiennent à l'ensemble des onze communes indiquées (58,9 %) ;
- 37 viennent d'Alès ou d'une autre commune du bassin (5,9 %) ;

- 118 sont originaires du triangle Lyon-Marseille-Montpellier (19 %) ;
- 56 se trouvent dans le reste de la France (9 %) ;
- 30 sont « descendus » de l'Ardèche (4,8 %). Il s'agit d'un courant de relation traditionnel dans ce secteur ; il tarit vers le Sud, au-delà de la vallée de la Cèze.

Dans chacun des cas, la vallée du Rhône est bien représentée (environ 5 % des mariages). Cela n'est pas surprenant puisque, au cours de la décennie 1960, on assiste à une forte industrialisation de cette vallée, pratiquement en face du bassin houiller, de telle sorte qu'elle reçoit une part appréciable des émigrants cévenols [39].

C. La Cévenne rurale

1) L'exode et ses causes

La dévitalisation ne peut pas s'y comprendre entièrement sans référence à ce qui se passe à proximité. Jusqu'à une époque récente, dont le terme peut se placer dans les années 1950, le bassin houiller a largement bénéficié de la descente des ruraux chassés de leurs vallées par la Révolution économique. Toutefois, et la remarque vaut aussi pour le piedmont industriel et urbain, les rapports humains sont demeurés étroits entre l'arrière-pays et les domaines d'accueil situés immédiatement en contrebas, à moins d'une journée de marche. Dans la mesure où le bassin houiller est menacé de mort, le haut pays ne paraît pas moins condamné ; c'est ainsi que l'ont compris les paysans cévenols qui se sont associés le 25 avril 1972 à l'opération « La Grand'Combe, ville morte ».

A l'intérieur même de l'ensemble rural, les liens se désagrègent entre les paysans et les autres ; la réduction des services offerts dans les villages, voire dans certains hameaux, encourage les premiers à partir ; inversement, l'exode paysan justifie de moins en moins le maintien d'une école, d'une agence postale, d'un commerce de détail, d'un débit de boissons... Or de 1962 à 1970, cette émigration a été intense ; la comparaison des recensements de 1962 et de 1970-71 est à cet égard instructive, qu'il s'agisse des exploitants ou des familles [40].

Pour ce qui est des premiers, leur nombre décline de 2.232 à 1.861, soit une chute de 12,8 % ; apparemment, la structure par âges change peu :

	Moins de 40 ans	40-49	50-59	60-69	70 ans et +	Total
1962	10,8	13,9	28,5	27,6	19,2	100
1970-71 ..	9,1	21,3	21,8	30,9	18,9	100

Sans doute en raison de la loi de 1962 [41], les classes les plus âgées reculent au profit de plus jeunes bien que les exploitants de 60 ans au moins cumulent une part légèrement plus forte en 1971 qu'en 1962 : 47,8 contre

46,8 % ; mais ce n'est probablement qu'un effet de structure car, d'un point de vue évolutif, des modifications se dessinent [42]. C'est ainsi que la classe de 60 à 69 ans, forte de 617 personnes en 1962, n'en compte plus que 314 en 1971. Cela explique la progression du nombre des exploitants âgés de moins de 40 ans en 1962 : ils étaient alors 207, les voici 396 dans la tranche de 40 à 49 ans en 1971. L'immigration n'y est certes pour rien ; il ne s'agit que d'une promotion qu'a permise le départ des anciens (retraite ou décès). Le raisonnement s'applique de même à l'avancée qu'enregistrent les exploitants âgés de 40 à 49 ans en 1962 : avec un effectif de 310, ils se retrouvent 406 quelque dix ans plus tard, dans la classe suivante. Il n'empêche toutefois que la relève est mal assurée puisque les « jeunes » de moins de 40 ans accusent en neuf ans un recul de près de 30 % (240 en 1962, 169 en 1971) et que l'indice de

+ de 60 ans
vieillesse ($\frac{\text{---}}{\text{--- de 40 ans}} \times 100$) grimpe dans l'intervalle de 435 à 527.

L'ensemble de la paysannerie subit des pertes plus graves en tombant de 8.459 à 6.013 personnes (— 29 %) et le vieillissement démographique est alourdi :

	Jeunes (0-19)	Adultes (20-39)	Adultes (40-59)	Vieillards (60 et +)	Total	Indice de vieillesse
1962	2.314	1.668	2.180	2.297	8.459	98,8
1970-71 ...	1.459	937	1.707	1.910	6.013	131,2
Variation ..	— 37,1	— 44	— 21,9	— 16,5	— 28,8	
(%)						

Remarquons en passant que la régression est quelque peu freinée par une fécondité plus forte ici que dans l'ensemble des ruraux [43] ; autrement, l'exode a commis des ravages impressionnants parmi la population agricole. Pour simplifier, procédons comme s'il s'était écoulé juste dix ans entre les deux recensements ; l'erreur admise ne peut altérer la signification des résultats. Précisons par ailleurs que nous examinons des tranches d'âge où l'action de la mortalité est très médiocre [44] :

	10-19	20-29	30-39	40-49 ans
1962	1.265	743	925	
1970-71 ...		450	487	901

Descendons à l'échelon quinquennal pour ce qui est des plus jeunes : la classe âgée de 11 à 15 ans en 1962 se retrouve neuf ans plus tard (20-24 ans) diminuée de 55 % : 676 puis 307 ; celle de 16 à 20 ans, forte de 423 adolescents en 1962, ne compte plus en 1971 que 143 adultes : les deux tiers ont disparu, très rarement par décès, presque toujours du fait de l'exode. Quant aux gens âgés de 20 à 29 ans, ils ont perdu *grosso modo* le tiers de leurs effectifs. Cette stupéfiante hémorragie se produit essentiellement à l'âge où l'on parvient à la vie adulte ou active. Les raisons en sont diverses.

A travers les temps, la polyculture cévenole est demeurée le gagne-pain d'une population qui, dans les quatre cinquièmes des cas, est propriétaire de la terre qu'elle travaille. En 1970-71, les modes de faire-valoir se distribuent ainsi pour 1.000 exploitants [45] :

— *en mode unique* :

faire-valoir direct : 800 fermage : 52 métayage : 2

— *en mode mixte* (le terme indiqué est dominant) :

faire-valoir direct : 91 fermage : 51 métayage : 3

Quelles que soient les attaches qui unissent l'homme à sa terre, une telle structure parvient mal à enrayer l'émigration des chefs d'exploitation : en neuf ans, le nombre de ceux qui ont moins de 40 ans s'est tout de même érodé de 30 % en tombant de 240 à 169.

La dégradation du revenu peut engager au départ. Or, de 1948 à 1969, l'indice des termes de l'échange (rapport entre sorties et rentrées d'argent) aurait fléchi de 45 %, dont 11 % depuis 1962 [46]. Suivons d'autre part la marche simultanée de divers prix agricoles à la production et des salaires de l'industrie. L'écart se creuse au cours de la décennie 1960 ainsi qu'il apparaît ci-dessous (indice 100 en 1961-62 pour les denrées, même indice en septembre 1961 pour les salaires) :

	pommes de terre	bœuf	bétail sur veau	porc	volailles lapins	œufs	Salaires	en sept.
							100	1961
1961-62	100	100	100	100	100	100	108,5	1962
1962-63	113	112	119	100	108	112,4	118	1963
1963-64	48	122,5	135	127	109,2	94,5	125	1964
1964-65	91,5	133,5	137,6	105	109,2	97	133	1965
1965-66	115,2	134,1	144,5	120,8	112,1	114	140,5	1966
1966-67	106	136	143	124	113	104,5	150	1967
1967-68	63,2	133,5	140	106,5	116,8	96,1	171	1968
1968-69	77	143	156,5	122	120	102,1	187,8	1969

Source : INSEE, 1966, Ann. rétro. cité, tabl. XIV B, p. 430 (salaires).

INSEE, 1970-71, Ann. stat. France, tabl. V, p. 551 (salaires) et tabl. I, p. 518 (prix agricoles).

D'après ce tableau, la régression serait moins sensible dans la Montagne où les prix du bœuf et du veau ont moins diminué que le porc, animal très représentatif de l'élevage en Cévenne schisteuse. La pénible montée des prix agricoles est certes un phénomène national, mais elle est probablement plus mal tolérée dans un secteur comme le nôtre où les rentrées d'argent sont d'autant plus appréciées qu'elles sont peu fréquentes. Par ailleurs, même s'ils ne lisent pas les annuaires statistiques, les paysans sont trop bien informés de ce qui se passe au dehors pour ignorer la croissance d'un niveau de vie dont ils ne profitent pas. Ce sentiment de frustration peut contribuer à la rupture avec un milieu jugé trop ingrat.

Tant qu'il ne conduit pas son affaire comme un véritable entrepreneur, l'agriculteur cévenol ne risque pas de gagner de l'argent. Or, après la dernière guerre, nombre d'exploitations persistent de longues années à vivre selon « l'ordre éternel des champs ». La châtaigneraie supplée au manque de céréales et de fourrages ; la polyculture et l'élevage (aussi disparate que possible) forment un système complémentaire qui vise davantage à la consommation familiale qu'à la vente. Le *magnan*, ce vestige dont l'éducation est plus sentimentale qu'intéressée, ne cède ses dernières positions qu'au début de la décennie 1960... Ainsi la Cévenne se répète-t-elle d'une vallée à l'autre sauf vers le Sud, dans le haut bassin de l'Hérault, où la vigne, et surtout les vergers d'arbres fruitiers, envahissent le paysage et témoignent d'une économie de marché. Parmi les voies de renouvellement qui ont été proposées (sériciculture, châtaigneraie fruitière, élevage), celle qui semble réussir depuis la fin de la décennie 1950 concerne l'intensification de l'élevage caprin, fondée sur l'extension des prairies temporaires et artificielles [47]. Dans ces conditions, reportons-nous vers 1965-66, moment de notre époque où les prix agricoles sont les plus hauts à la production, et tâchons d'établir le revenu d'une ferme normale. La *surface agricole utilisée* étant choisie comme unité de production [48], les 1.269 exploitations d'un ensemble donné (cf. p. 353) se répartissent de la manière suivante :

S. A. Utilisée (ha)		S. A. Utilisée		S. A. Utilisée	
< 1	203	5- 9,99	201	35-49,99	40
1-1,99	154	10-19,99	196	50-99,99	51
2-4,99	290	20-34,99	121	100 et +	13

Repérés graphiquement, la médiane se situe à 5 ha à peine, le quartile et le décile supérieurs respectivement à 15 et 32 ha. Précisons aussitôt que la structure d'une exploitation de cinq hectares environ lui assure, *mutatis mutandis*, une meilleure productivité que celles qui caractérisent les classes supérieures : on voit en effet s'étendre dans ces dernières la part relative des « parcours et landes productifs » dont la densité économique est faible par rapport à ce que peuvent offrir des terres labourables ou des prairies permanentes :

S. A. Utilisée (ha)	Surface totale concernée (ha)	Pourcentages des			
		Terres labourables	Prairies permanentes	Landes et par. productifs	Cultures permanentes
2- 4,99	2.287	11	27,5	23,7	33,1
5-19,99	9.535	6	19,4	60,2	13,3
20-34,99	6.852	3,9	10,6	80,8	4,7
35 et +	24.284	2,5	6,5	89,1	1,9

Source : R.G.A. 1970-71, recueils de tableaux croisés par régions agricoles, Cévennes (Gard et Lozère), tabl. 6. Les cultures permanentes concernent les vignes et vergers.

Remarque : Le total cumulé de la première classe est faible (95,3) en réservant même la part des jardins familiaux qui ne sont pas pris en compte ici. Au reste, ces jardins ne semblent pas occuper leur place réelle dans les classes suivantes.

Pour une surface utilisée d'un peu moins de cinq hectares (limite significative puisqu'elle correspond à la médiane), la structure suivante peut être proposée, à partir des pourcentages de la première ligne du tableau ci-dessus ; la part des vergers est augmentée (je pense aux châtaigniers qui me semblent avoir été mal recensés) et celle de la vigne (à vin de consommation courante) est diminuée.

- 55 ares de terres labourables (+ 10 ares de jardin) ;
- 40 ares de vigne ;
- 1,25 ha de vergers (châtaigniers pour la commodité des calculs) ;
- 1,40 ha de prairies permanentes ;
- 1,20 ha de parcours pour le bétail.

Economiquement, la conjoncture est supposée optimale : prix élevés, rendements nettement forcés. Il s'agit de déterminer un revenu brut et de voir si une famille comprenant un couple et deux jeunes enfants peut en vivre. les frais d'exploitation n'étant pas pris en compte.

Les 55 ares labourables ont donné 54 qx de pommes de terre et 3.45 qx d'orge ; le produit s'en élève à 2.028 F. La vendange a été abondante : on a recueilli 6 hl de vin, ce qui fait économiser 600 F. On a pu ramasser 800 kg de châtaignes ; séchées dans la *clède*, elles évitent l'achat de 256 kg de pain. soit 184 F ; on n'en aurait guère tiré davantage si on les avait écoulées fraîches. en automne. Nourries avec le foin des prés et ce qu'elles ont brouté au cours de leurs promenades ou en feuillades, les dix chèvres ont rapporté environ 300 F par tête (chevreaux et *pélarçons*) ; c'est la plus forte recette : 3.000 F. Il faut y ajouter le bénéfice réalisé par la vente de deux pores : 410 F. Au total on a encaissé ou épargné 6.222 F. Si nous évaluons à 1,5 U.T.H. le travail requis par cette exploitation, la rémunération horaire équivaut à 1.73 F. C'est à peine plus que le niveau atteint par le S.M.I.G., en zone d'abattement *maximum*, au 1^{er} janvier 1963 [49].

Il n'est certes pas possible de vivre dans ces conditions, en admettant même que, parmi les dépenses alimentaires, la part de l'auto-consommation entre environ pour les deux tiers (en partie grâce au potager). Un tel budget exige de rudes privations dans les domaines de l'habillement, de l'habitation, sans même envisager les loisirs... Et encore ce revenu est-il brut, c'est-à-dire qu'avant de songer aux habitants, il faudrait en soustraire les sommes nécessaires à la marche de l'exploitation : achat de semences et engrais, renouvellement du cheptel, entretien des bâtiments, etc... Tout compte fait, c'est un vrai budget de misère, à peine tolérable pour un homme seul, vivant chichement, économisant chaque année de quoi se payer un permis de chasse et des cartouches... Etant donné la diversité des tâches, il n'est cependant pas sûr qu'il puisse s'occuper de tout à la fois. Dans un cas comme celui-ci, l'émigration est impérative même si, dans un premier temps, on ne devait se retrouver qu'ouvrier agricole dans le bas pays [50].

La structure de l'exploitation décrite rend impossible toute amélioration sérieuse du niveau de vie. Les conditions du marché l'autorisant, supposons que les terres labourables soient transformées en prairies temporaires ou artificielles. En *intensification forte* (soit à raison de 8.000 U.F./ha) elles donneraient 4.400 U.F. Avec les prés et les parcours, le bilan fourrager s'élèverait donc à près de 11.000 U.F., ce qui permettrait de nourrir un troupeau à vingt chèvres au grand *maximum*. Les recettes atteindraient alors 6.989 F [51] ; pour 1,5 U.T.H., la rémunération horaire serait donc portée à 1,94 F : c'est à peu près la valeur du S.M.I.G. au 1^{er} mars 1965 [52]. En demeurant dans une perspective très optimiste, il faudrait au moins deux hectares et demi de prairies artificielles et temporaires pour récolter au total quelque 24.000 U.F. A ce prix, on arriverait à faire vivre la famille que nous avons imaginée, en réservant une part d'autoconsommation au moins égale à la moitié des dépenses alimentaires.

La conclusion à laquelle conduit cette analyse rend invraisemblable le fait que la moitié des exploitations (le mot est pris au sens de « surface agricole utilisée ») annonce une superficie de moins de cinq hectares. La contradiction se résout lorsqu'on apprend que, sur cent exploitants situés en deçà de cette limite, à peine plus du cinquième y travaillent à temps complet. Parmi les autres, certains exercent une activité extérieure qui est déclarée principale (32 %) ou secondaire (2,6 %). Le reste est composé de retraités pour qui la polyculture peut constituer un sérieux appoint [53]. Dans l'échantillon retenu (cf. p. 353), le poids de ces retraités est sans aucun doute plus lourd qu'il ne l'est dans l'ensemble « Cévennes » défini par l'INSEE et où il entre une foule d'ouvriers et d'employés du bassin houiller et de la bordure méridionale industrialisée [54].

L'élevage caprin apparaissant à cette époque comme l'une des rares spéculations rentables, l'un des problèmes à régler est de trouver une superficie capable de nourrir une soixantaine de chèvres qui assureraient un revenu brut de 20.000 F environ. Compte tenu des aléas climatiques, cette surface doit dépasser sept hectares pour une récolte de l'ordre de 35.000 U.F. Ce serait du reste un *minimum* pour l'entretien d'une famille de trois personnes [55]. Or ces terres semblent manquer si l'on en juge par le tableau pessimiste de la p. 349 : 62, 106 et 195 ares pour des exploitations moyennes de 10,3, 27 et 78 ha. En réalité, une bonne partie de ce capital foncier est utilisée de manière plus ou moins extensive, sous forme de prairies permanentes et autres herbages, ou abandonnée à la friche et à la genêtère.

Dans l'échantillon que nous observons, la « surface agricole utilisée » atteint 15.723 ha. La « surface toujours en herbe » (S.T.H.) y participe pour 13.966 ha, dont 12.316 n'offrent qu'une faible valeur nutritive. Mais, pour compléter (ou presque) la « surface agricole utile » [56], les « landes et friches non productives » s'étendent sur 9.666 ha, ce qui équivaut à près de 62 % de la surface utilisée. Il est dommage qu'on ne puisse isoler de l'ensemble [S.T.H., L.F.N.P.] les terres qui seraient propices à l'implantation de cultures à haut rendement. Aujourd'hui en tout cas, la surface utilisée l'est vraiment peu puisque, sur les 15.723 ha, 5 % environ ont été exploités de façon intensive [57].

Cela corrige l'effet que donnent le tableau et le graphique de concentration des « surfaces utilisées » (fig. 50). Nous y retrouvons l'impression d'inégalité que donnait au XIX^e siècle la répartition de la propriété non bâtie (fig. 12).

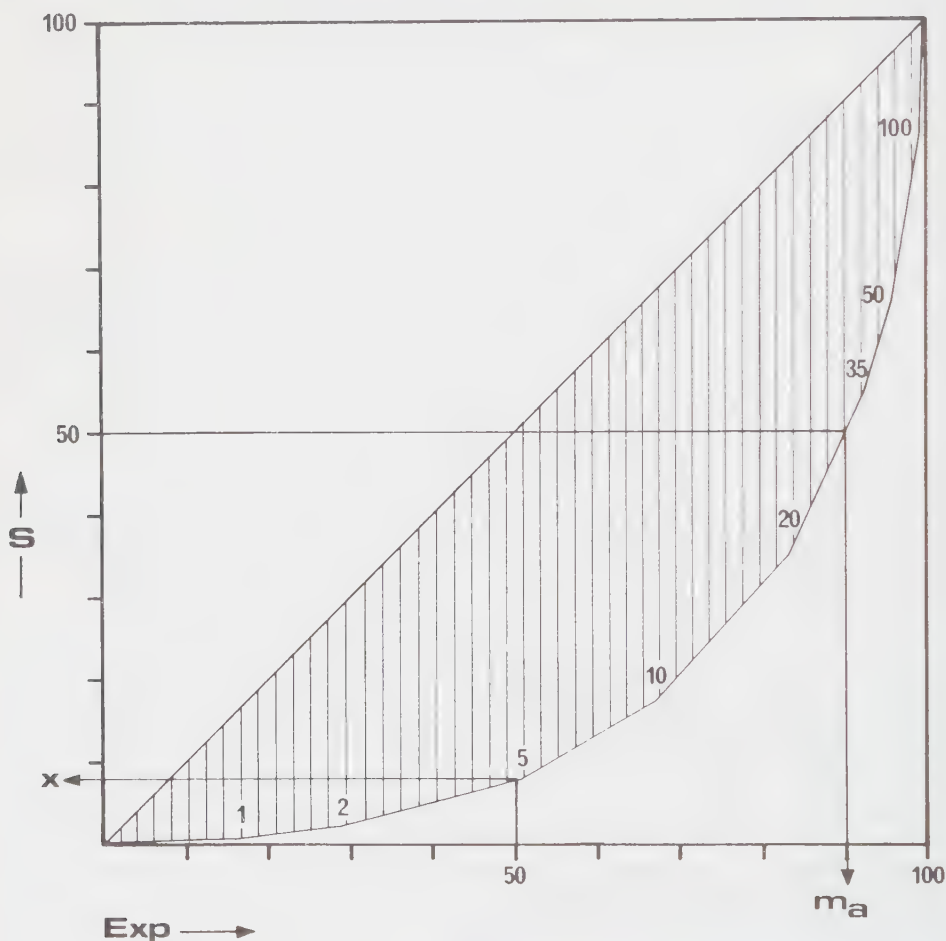


Fig. 50 - CONCENTRATION DE LA SURFACE AGRICOLE UTILISEE EN CEVENNE (1970-71).

x : médiane.
ma : médiale.
S : apports en surface (ordonnées).
Exp : exploitations (abscisses).

Les limites de classes (1, 2, ... 100 ha) sont indiquées le long de la courbe.

La médiane peut revêtir la même signification dans les deux cas : la moitié des propriétaires (là) ou des exploitants (ici) se partagent la même portion congrue du sol. En revanche, la médiale exprime sans doute moins qu'autrefois la

richesse sociale : il est très probable qu'aujourd'hui les 11 % d'exploitants qui disposent de la moitié du sol n'en tirent pas, dans l'ensemble, un grand intérêt économique.

REPARTITION DE LA SURFACE AGRICOLE UTILISEE EN CEVENNE

Taille de S. A. Utilisée (en ha)	Exploitations			Surfaces		
	Nombre	Fréquences	Fréquences cumulées à ha	Hectares	Fréquences	Fréquences cumulées à ha
Moins de 1	203	16		93	0,6	
1 1,99	154	12,1	1 : 16	212	1,4	1 : 0,6
2 4,99	290	22,8	2 : 28,1	934	5,9	2 : 2
5 9,99	201	15,9	5 : 50,9	1.447	9,2	5 : 7,9
10 19,99	196	15,4	10 : 66,8	2.776	17,6	10 : 17,1
20 34,99	121	9,6	20 : 82,2	3.238	20,6	20 : 34,7
35 49,99	40	3,1	35 : 91,8	1.614	10,3	35 : 55,3
50 99,99	51	4,1	50 : 94,9	3.228	20,5	50 : 65,6
100 et + ...	13	1	100 : 99	2.181	13,9	100 : 86,1
Total	1.269	100		15.723	100	

Source : R.G.A. 1970-71, inventaires communaux.

Composition du modèle : Cantons de Vallerauge, Saint-André-de-Valborgne et Saint-Germain-de-Calberte (sauf Saint-André-de-Lancize et Saint-Privat-de-Vallongue) ; Communes de Gabriac, Molezon, Saint-Andéol-de-Clerguemort, Sainte-Croix-Vallée-Française, Saint-Frézal-de-Ventalon (Lozère) ; Cognac, Lamelouze, Lasalle, Malons-et-Elze, Mandagout, Peyremale, Pontells-et-Brésis, Roquedur, Saint-Bonnet-de-Salind., Saint-Bresson, Saint-Julien-de-la-Nef, Saint-Laurent-le-Minier, Saint-Martial, Sénéchas, Soudorgues, Soustelle, Vabres.

L'accroissement du niveau de vie est subordonné à une réorientation de l'économie, donc à une transformation radicale du système de production et, en fin de compte, à la nécessité d'investir des capitaux... dont on est souvent démuné. La mentalité paysanne ayant tout de même évolué depuis une dizaine d'années, on accepte mieux que les aînés l'idée de faire des dettes et les facilités offertes par la législation bancaire ont sans doute favorisé un certain désordre dans les esprits, au détriment des exploitations elle-mêmes : choix prioritaires accordés aux biens de consommation durables au détriment de l'équipement, matériel de prestige qui accroît les charges en exécutant mal des tâches pour lesquelles il n'a pas été fabriqué... Il est en tout cas fort probable que le recours au crédit a permis la motorisation de nombreuses fermes, ce qui ne signifie pas que la conversion économique a été sérieusement envisagée, ni qu'elle a réussi partout. Au début de la décennie 1970, l'état du cheptel au travail se présente ainsi pour les 1.269 exploitations du modèle :

— 563 motoculteurs	(44,3 %)	— 31 chevaux	(2,4 %)
— 345 motofaucheuses	(27,0 %)	— 106 mulets	(8,4 %)
— 62 tracteurs [<25 cv]	(4,9 %)	— 57 ânes	(4,5 %)
— 29 tracteurs [>25 cv]	(2,3 %)		

Source : R.G.A. 1970-71, inventaires communaux

L'équipement en véhicules utilitaires est par ailleurs modeste : 255 unités de moins de 1 t C.U. et 40 de plus de 1 t C.U. Il s'agit souvent de matériel d'occasion dont l'achat n'a pas été trop dispendieux mais qui risque de coûter beaucoup à l'entretien. L'automobile est cependant un outil indispensable lorsque le paysan devient aussi un commerçant.

Aussi abordables que nous semblent les dépenses de motorisation, elles ont pourtant pu faire hésiter bon nombre de ceux qui jugeaient avoir trop peu de moyens. Songeons par exemple à l'achat d'un motoculteur de 3.000 F. Avec un crédit de cinq ans, il faudra tout de même avancer 600 F (l'apport personnel), puis rembourser chaque année la somme de 552 F [58]. Voilà cependant un investissement modeste si nous le comparons à ce que peut exiger la transformation radicale de l'économie ou bien un progrès décisif dans telle ou telle branche de la production. Prenons ainsi le cas de cette opération conduite au début de la décennie 1960 par la S.A.F.E.R. de la Lozère à St-Roman-de-Tousque (Moissac V.-F.) : on veut faire passer une exploitation caprine de 30 à 160 chèvres, ce qui permettrait de porter le revenu brut de 14.100 à 75.200 F (chaque animal est censé fournir un gain de 470 F par an, ce qui paraît d'un excellent rendement). L'aménagement en prairies hautement productives d'une superficie de seize hectares, la construction d'une chèvrerie et l'amélioration de l'habitat élèvent le devis à 340.000 F. La subvention de 200.000 F étant accordée, il reste à la charge de l'attributaire la somme de 140.000 F dont le Crédit Agricole lui prête 105.000 F à 3 % pendant trente ans, ce qui l'obligera à rembourser des annuités de 5.300 F [59]. Les esprits cartésiens qui ont élaboré le projet ont bien pensé que les premiers temps seraient difficiles : ne disposant que d'un revenu brut annuel de 14.100 F au moment où l'affaire démarre, l'exploitant devra rembourser son annuité de 5.300 F et répondre, avec les 8.800 F qui restent, aux frais de l'exploitation et de la vie quotidienne. Mais bientôt, le troupeau atteignant 100 chèvres, le revenu brut sera porté à 47.000 F. Si nous admettons que les recettes sont amputées de moitié par les charges de l'entreprise, il restera pour vivre environ 24.000 F, obtenus avec 3 U.T.H. [60]. Ceci met la rémunération horaire à 3,33 F : 1,76 fois le S.M.I.G. et à peine plus du double du S.M.A.G. depuis le 1^{er} mars 1966 [61]. Un facteur des P.T.T. commence à Paris avec un salaire annuel de 7.756,7 F, un O.S. perçoit dans la métallurgie de province un salaire moyen de plus de 3 F/heure (3,96 F dans la Région parisienne) et la rémunération annuelle *nette* d'un fonctionnaire célibataire débutant à Paris est estimée à 6.528 F [62].

Cet exemple montre l'une des limites d'une politique du revenu agricole en Cévenne. On investit des sommes considérables dans une « entreprise-pilote », pour un rapport brut de 75.200 F, certes huit à dix fois supérieur à ce qui se rencontre le plus souvent ici [63]. L'ampleur et l'origine du financement indiquent à quel point est sollicité l'esprit d'entreprise et sont proscrits la routine et la peur du lendemain. Admettons que des bailleurs de fonds soient décidés à procurer les capitaux nécessaires [64] ; ils ne trouveraient probablement pas grand monde pour accepter. C'est que l'obstacle démographique est là, difficile à vaincre.

Les uns ont dépassé la cinquantaine, ils représentent plus des deux tiers de l'ensemble. Ceux-ci bénéficient déjà d'une retraite et ceux-là espèrent « tenir » jusqu'à l'âge de l'obtenir, pour vivre enfin mieux qu'ils n'ont vécu auparavant... Les autres n'ont pas encore leurs quarante ans ; mais combien sont-ils à composer ce « fer de lance » ? A peine 10 % du total. Quelles que soient leurs vertus, leur volonté de changer, de gagner la lutte contre l'inertie et la pauvreté, peu résistent en fin de compte à l'ambiance émolliente qui imprègne l'économie rurale. Quelques-uns réussissent, à force d'imagination et de patience ; mais le combat qu'ils ont mené ne leur apporte sans doute pas ce que leurs qualités d'hommes d'action leur auraient procuré ailleurs, dans l'industrie ou le commerce... D'autres encore s'en remettent aux habitudes, moins souvent de leur propre gré qu'obligés par des parents dont ils n'osent pas contester la « sagesse » ; ils tirent maigre profit de tout, à la petite semaine, bénissant les rentrées d'argent, maudissant les dépenses, même les plus utiles : c'est leur manière de tenir une comptabilité [65].

Dans cette population paysanne, il y a enfin ceux qui n'engagent pas l'épée ou qui, l'ayant tenté, abandonnent avant que l'âge ne les surprenne et ne les condamne à supporter les conditions d'existence qu'ont subies leurs aînés. Persuadés qu'ils ne peuvent rien modifier, ils ne voient que l'émigration pour résoudre le problème de la pauvreté. Quand ils partent, ils ne sont guère mieux armés que leurs aïeux. Sans doute l'école donne-t-elle aux enfants le goût des études... et de l'évasion. Il s'en faut pourtant que tous les émigrants aient un diplôme en poche [66] ! Et si par ailleurs l'instruction reçue par les chefs d'exploitation ne dépasse que rarement le niveau du C.E.P. [67], ce n'est pas que tous étaient rebelles à l'effort intellectuel, mais c'est bien la preuve d'une tare sociale, inhérente à la paysannerie ; ici, comme en bien d'autres régions de polyculture familiale, il n'y a ni temps, ni argent pour des études prolongées. C'est là que réside sans doute un des aspects les plus pénibles de l'émigration : elle affecte des gens qui la savent inéluctable mais qui n'ont jamais pu s'y préparer.

Beaucoup des exploitations recensées n'existeraient pas sans l'appoint d'autres ressources : entreprise artisanale, petit commerce, salaire industriel ou autre, retraites, quelle qu'en soit l'origine [68]. La lecture des tableaux est à cet égard significative [69]. En effet, sur 3.868 « surfaces utilisées », 1.681 n'atteignent pas deux hectares ; de ce dernier nombre, 1.106 sont tenues par des exploitants ayant au moins cinquante-cinq ans, soit 65,5 %. De même, la structure par âges familiale vieillit lorsque la « surface » est inférieure à cinq hectares :

Etendue (ha)	0-19	20-34	35-54	55 ans et +
↓				
Moins de 5 ..	21,1	10	25,1	43,8
Plus de 5 ..	25,1	12,3	29	33,6

D'autre part, dans l'exemple des 1.269 exploitations, sur les 1.606 personnes âgées de cinquante-cinq ans et plus, 1.065 bénéficient d'une retraite, quasiment les deux tiers [70]. Si modestes qu'elles paraissent, ces pensions participent largement à des trésoreries qui, alimentées par les seules recettes agricoles,

seraient misérables. Quand le vieux « papé » reçoit à la fin du trimestre son mandat de 1.200 F, c'est un événement. Homme frugal, en bonne santé (il n'a que soixante-dix ans), occupant pas mal de ses journées à l'étable ou au jardin, capable d'aider au moment des gros travaux, c'est un des piliers de l'économie domestique : une retraite comme la sienne égale bien le revenu de dix chèvres d'excellent rapport.

Le revenu d'une activité extérieure va dans le même sens : encore ne faut-il pas exagérer l'importance d'une épicerie, surtout fréquentée par les habitants de l'endroit (les touristes n'y trouvent pas ce qu'ils veulent et ils accusent les prix d'y grimper trop haut) ni celle d'un artisan dont la clientèle, au demeurant peu pressée de payer ses dettes, a tendance à se raréfier. Les chefs d'exploitation et leurs familles étant comptés ensemble, ces deux postes occupent, pour les Cévennes (Gard et Lozère), 16,2 % des « actifs à l'extérieur ». Ce sont évidemment les cadres moyens, employés, ouvriers et autres salariés qui s'octroient la part du lion : 67,2 % ; cette proportion s'accroît dans le Gard où pèsent les exploitations du bassin houiller et des bourgades manufacturières : 70,1 % [71].

Par ailleurs, sur 2.484 exploitants « utilisant » moins de cinq hectares, 826 déclarent une activité extérieure (le tiers) et ces derniers représentent 77,4 % de cette catégorie (826/1.063) [72]. Pour ces gens-là, l'agriculture apporte un complément à ce qu'ils gagnent ailleurs et qui constitue l'essentiel de leurs ressources. Au fond, en rapprochant les résultats qu'a fournis l'analyse du groupe des retraités et ces derniers chiffres, il est permis de conclure que la quasi-totalité (sinon toutes) des « surfaces utilisées » inférieures à cinq hectares n'apportent qu'un appoint. C'est à partir de dix hectares de « surface utilisée » que diminue sensiblement le pourcentage des exploitants « bi-actifs » : 13,5 % de cette catégorie, 14,6 % des « surfaces ».

Pas plus que celle de cinq hectares, cette limite n'a rien de rigoureux, mais elle permet d'entrevoir un autre aspect des infirmités dont souffre l'économie agricole. Dès que cette taille est abordée, s'amplifient demesurement les servitudes imposées par le relief : les parcelles se dispersent un peu partout et à tous les étages ; elle se trouvent là, à quelques dizaines ou centaines de mètres, mais il faut bien une demi-heure à une heure pour s'y rendre. Le cas du *Puech* (St-Andéol-de-Clerguemort) est vraiment exemplaire : trois hectares de prés naturels inscrits au cadastre (ce qui devrait produire 9.000 U.F.) mais le sixième seulement exploité, en raison du gaspillage d'efforts exigé [73]. Asservie à une nature hostile, cette agriculture aurait-elle besoin d'hommes, ceux-là mêmes qui la boudent parce que le revenu escomptable est trop faible ? Un homme de plus sur une exploitation herbagère en double le produit brut, mais l'opération ne peut se concevoir dans un cadre étroit. Il est illogique de surcharger ainsi une entreprise où la production passe de 8.000 à 16.000 U.F. et les recettes de 4.000 à 8.000 F : à raison de 8.000 U.F./ha (dans la meilleure hypothèse), la surface utilisée ne progresse que de 1 à 2 ha et le problème technique posé par cette extension se résout facilement par la motorisation [74]. Du point de vue où nous sommes placés, il apparaît rentable d'ajouter une U.T.H. s'il faut passer de 30.000 à 60.000 U.F. car, de 15.000 à 30.000 F, la différence compense largement ce que peut coûter l'entretien d'une personne supplémentaire. Mais on se heurte

alors à l'obstacle foncier puisque les besoins en terres aisément exploitables atteignent désormais 7 au lieu de 3,5 ha. La question est capitale car elle conditionne le revenu et le peuplement agricoles des vallées cévenoles. Si elle est d'abord d'ordre naturel, elle se complique du fait que le sol le plus productif est rare ; ses qualités (eau, planéité, terre se prêtant bien aux travaux de fondation, accessibilité) placent *ipso facto* le paysan en concurrence très inégale avec la spéculation immobilière. Qui est capable en 1967 d'acheter sans recourir à l'emprunt un hectare de terrain à bâtir 60.000 F pour y semer une prairie de ray-grass et trèfle et en retirer 2.500 F par an ? Or la pression extérieure est forte sur le patrimoine agricole, dans ces vallées que l'automobile met rapidement à la portée de tout le monde, citadins et autres gens du bas pays et d'ailleurs. Beaucoup cherchent à édifier « quelque chose » dans la zone périphérique du *Parc national*, à une époque où sa longue gestation semble s'achever. A nouveau (la crise est évidemment sans commune mesure avec celle de la période pré-industrielle), une « fringale de terres » saisit les agriculteurs qui comprennent la portée de l'intensification fourragère ; en effet, le sauvetage de l'économie et de la démographie rurales, prétendument fondé sur l'élevage spéculatif, est un leurre s'il repose sur une foule de minuscules troupeaux, dispersés un peu partout [75].

En résumé, dans ces vallées cévenoles vit une population dont l'âge a le plus souvent relâché ou brisé les ressorts ; dans une masse d'agriculteurs retraités ou guidés par les habitudes, se distinguent çà et là quelques exploitants dynamiques. Il est compréhensible que, dans un milieu naturel et humain qui s'y prête mal, de nombreux jeunes gens ne se sentent pas capables de mener un combat d'arrière-garde pour vivre décemment d'une agriculture que, d'autre part, les conditions économiques générales rendent aléatoire.

Sur la *bordure méridionale*, où l'économie agricole est plus orientée vers la commercialisation des produits, la situation n'apparaît guère meilleure, au point de vue démographique, que dans l'une ou l'autre branche de la Haute Gardonnenque. Qu'ils agisse des exploitants ou des familles, le vieillissement est aussi prononcé :

	Exploitants		Familles			
	moins de 40 ans	plus de 60 ans	0-19	20-39	40-59	60 ans et +
Bordure Sud* .. (440, 1.357)	7,7	55	22	16,1	26,3	35,6
Vallée Borgne .. (145, 392)	7	53	19,5	14,8	30,1	35,6
Val. Française .. (338, 1.071)	10,4	49,1	24,8	15,4	26,6	33,2
Vallée Longue .. (203, 575)	5,2	58,7	19,4	12,5	28,3	39,8

* Arphy, Arre, Aulas, Aumessas, Avèze, Bez-et-Esparon, Bréau-et-Salagosse, Molières-Cavaillac, Sumène, Le Vigan.

N.B. — Les chiffres entre parenthèses sous le nom de chaque secteur désignent, de gauche à droite, le nombre des exploitants et celui des familles (population du R.G.A. 1970-71).

Il est probable que cette population a été aussi intensément décimée par l'exode que celle des hautes vallées ; il est dommage que, par suite d'un sous-enregistrement en 1962 dans certaines communes de l'échantillon, on ne puisse le mesurer [76].

Le malaise démographique est en bonne partie lié aux difficultés de l'arboriculture fruitière. A l'échelon national, celle-ci est en crise depuis le début de la décennie : les prix n'ont fait que baisser et les pouvoirs publics ne vont s'en inquiéter qu'en 1969. Ici même, le problème du revenu agricole tient, entre autres causes d'ordre technique, à la commercialisation de trop petites quantités [77] et, en dernière analyse, à la taille des « surfaces utilisées ». Pour l'ensemble des 440 « surfaces » que compte l'échantillon, la moyenne se place à 4.56 ha et la médiane à moins d'un hectare ! 50 % des exploitants utilisent 5 % de la superficie en question et 1,5 %, la moitié.

Ce sont des chiffres auxquels on a peine à croire. En dehors d'une enquête défectueuse (éventualité qu'il ne faut pas rejeter *a priori*), la seule raison qui puisse justifier un tel émiettement est la part énorme que prennent les retraités et paysans à temps partiel. Les premiers sont 330 et ils occupent 58.5 % du groupe âgé de cinquante-cinq ans et plus : 169 chefs d'exploitation (38.4 %) exercent une activité extérieure à titre principal. Il y a plus de quatre exploitants à temps partiel pour un seul à temps complet. Quant aux membres des familles, plus du quart ont une activité extérieure mais 60 % d'entre eux consacrent une partie de leur temps à l'exploitation agricole [78].

Reflète fidèle de cette structure, le faire-valoir direct est très nettement majoritaire (83 % de la S.A.U.). En principe, dans un type d'économie comme celui-ci, le fermage devrait être moins discret ; mais l'arboriculture offre des risques (pertes brutales de récoltes par intempéries, avilissement des prix) et, au fond, il existe un rapport entre l'émigration et la sous-représentation de la surface louée.

Totalisant quelque 2.000 ha, la « surface » n'est utilisée de manière intensive que pour 40 % à peine, les vergers et les vignes comptant pour moins du tiers. L'étendue des parcours à bétail (plus de 60 %) s'explique par le relief (le domaine examiné est un *Vallon* coïncé entre le Lingas et le Causse de Blandas) et justifie l'importance du troupeau ovin : 2.000 à 2.500 têtes, et des caprins : 500 à 600 individus [79].

Dans l'ensemble, le tableau que proposent les résultats du *Recensement général* n'est guère brillant. Dans cette région, à 10 km du Vigan, vers 400 à 500 m. d'altitude, A. Debay (1968) a décrit une exploitation dirigée par « un homme de 43 ans, très actif et compétent » ; le plus clair de ses ressources provient de cultures maraîchères, vergers et vignes occupant au total *un* hectare. « Le niveau de vie est élevé par rapport à celui des autres exploitations de la région, mais, évidemment, extrêmement faible par rapport à ce que l'on serait en droit d'espérer à notre époque ». De fait, l'auteur estime les recettes annuelles à 12.000 F ; les charges déduites, il ne reste pour quatre personnes que 6.000 à 7.000 F pour vivre, ce qui est peu [80]. Pourtant, l'habitation est confortable (le propriétaire y a payé de son travail) et le ménage s'est offert en 1966 un

break Ami 6 ; tout cela a été obtenu sans recours à l'emprunt. Une exploitation comme celle-ci, à main-d'œuvre uniquement familiale, se tuant à la tâche, à fort coefficient d'autoconsommation et à réseau commercial direct mais très limité (quelques épiciers du Vigan) « ne se maintient que par la personnalité de l'homme qui la gère (...) on ne peut envisager la pérennité d'un tel système ».

Voici un second exemple, à Molières-Cavaillac, vers 250 m. d'altitude, sur les alluvions de confluence du Coudoulous et de l'Arre, à 2 km du Vigan. L'exploitation est plus vaste : 7,6 ha de vergers (dont 3,5 de cerisiers, 2,5 de pommiers, le reste en poiriers et pêchers), 1,5 ha de vignes, 1 ha d'olivette, 0,35 ha de jardin et 0,5 ha de terres labourables consacrées au maïs-grain. Les 3 ha de châtaigneraies qui forment le reste de la propriété sont délaissés. La direction est assurée par un homme, sexagénaire depuis 1964 ; il vit ici en compagnie de sa femme, de son dernier fils (né en 1938), lui-même marié et père de deux garçons (nés en 1965 et 1967). Le travail est effectué par les deux hommes en permanence ; s'y joignent le fils cadet, petit propriétaire-exploitant au Vigan (il a du temps libre) et la belle-fille qui, ouvrière en bonneterie, aide « au moment des fruits » ; la cueillette des cerises, puis celle des pommes, exigent en outre quatre ouvriers pendant une douzaine de jours.

Si les revenus sont subordonnés à la loi du marché, ils sont d'abord à la merci des refroidissements brutaux au moment de la floraison (les amplitudes diurnes peuvent atteindre 26° C). Les risques en sont prévus : une « calamité » officiellement admise ouvre droit à un emprunt au Crédit Agricole, à un taux si modeste que celui dont la trésorerie le permet a intérêt à le placer... En supposant qu'une année sur deux est médiocre ou nulle, les recettes peuvent être estimées en moyenne, de 1963 à 1967, à 26.500 F par an [81]. Les charges, « variables d'une année à l'autre », sont assez lourdes, de l'ordre de 11.200 F [82]. La famille comprenant alors cinq consommateurs (les deux jeunes enfants équivalant à un adulte), chacun dispose d'un peu plus de 3.000 F, soit environ le double du revenu par tête dans l'exploitation précédente. En année convenable, si les vergers n'ont subi aucun dégât et que les cours se sont maintenus, le quotient individuel peut atteindre 6.400 F.

Si nous considérons le revenu net par exploitation, la première apparaît comme plus productive que celle-ci, dans la meilleure des hypothèses. En effet, un hectare intensivement exploité par un homme, son épouse et ses enfants (mettons au total 2 U.T.H.) laisse 3.000 F (charges déduites du revenu brut procuré par le vin, les fruits et les légumes), soit 1.500 F/U.T.H. Ici, dix hectares rapportent net 29.000 F, c'est-à-dire 1.160 F par hectare et par U.T.H. (on peut compter au bas mot 2,5 U.T.H. sur cette exploitation) [83].

Quels enseignements tirer de ces deux exemples ? Dans le premier cas, l'étroitesse de l'espace cultivable oblige à un labeur acharné pour un maigre rapport ; à force d'économie et de patience, on acquiert peu à peu quelques biens « superflus » mais tellement commodes !... le réfrigérateur, la machine à laver, l'automobile. Encore convient-il de souligner la valeur qu'ajoutent à ce travail les qualités intellectuelles de l'exploitant. Or tout le monde ne peut pas créer et garder son propre réseau de distribution ; « face aux marchés,

saturés où la compétition est très vive » (C. Gros, 1968, p. 7). les petites surfaces sont condamnées parce qu'elles livrent en ordre dispersé de trop faibles quantités de fruits. Le problème à résoudre est complexe et effrayant : la coopération de petits producteurs est impossible : quelle que soit leur bonne volonté, ils manquent de capitaux. Une production fruitière rentable exigerait (divers problèmes techniques étant au reste supposés résolus) une étude permanente du marché de consommation, la constitution de vastes vergers et de non moins vastes entrepôts de conservation, l'éventualité de devoir abandonner telle production pour une autre, la possibilité d'attendre plusieurs années les premiers intérêts des investissements engagés. Tout cela est impensable dans l'esprit d'une population très vieillie et, de toute manière, relève de l'utopie, non seulement à cause de la démographie locale (trouverait-on un *minimum* d'entrepreneurs jeunes et dynamiques pour réaliser un tel dessein ?) mais aussi en raison du malaise généralisé de l'arboriculture française. Dans la réalité, deux types de petits exploitants se distinguent. En premier lieu vient l'élite de ceux qui, en consacrant tous leurs efforts au travail et à la gestion de leur domaine, subsistent à la limite de la pauvreté. Vient ensuite la foule de ceux qui ajoutent au revenu de leur exploitation ce qu'ils gagnent ailleurs [84] ou le montant de leurs retraites. L'intensité du courant d'émigration répond certes d'une surcharge humaine dans un système de cultures et un type d'économie : elle s'explique aussi par un environnement démographique, cette pléthore de gens trop âgés qui n'encourage évidemment pas la jeunesse à rester.

Dans le second exemple, une surface assez vaste offre bon an mal an une relative aisance. Les disponibilités en terres arrosables permettent de mieux supporter les aléas du marché, de choisir les investissements qui semblent les plus utiles, d'attendre les premiers bénéfices d'une jeune plantation. Cette exploitation compte bien parmi celles qui fournissent, lorsque le climat s'y est prêté, plus de 50 tonnes de fruits (cf. note 77) ; mais elle dépasse de trop peu cette limite et supporte des charges de fonctionnement trop élevées en regard de sa production. C'est à l'aide d'unités plus étendues que, d'un point de vue économique, cette arboriculture de piedmont pourrait déjà mieux supporter l'assaut des plantations industrielles de plaine [85]. Dans son article, C. Gros déplore l'absence de S.I.C.A. « pour assurer le stockage et s'occuper de la commercialisation » (p. 7), mais il faut rechercher au-delà les raisons de cette infirmité. Elles se trouvent dans le manque de terres et l'éparpillement agraire dû au relief mais aussi à la structure sociale. Les *sept* « surfaces utilisées » supérieures à 50 ha se rencontrent dans quatre communes où la superficie des vergers actuels n'atteint pas au total 150 ha mais où les parcours productifs à bétail occupent 1.175 ha. En tout, il ne se dénombre que dix-neuf « surfaces » comprises entre 10 et 35 ha. En admettant d'autre part que certains producteurs parviennent à former des S.I.C.A. concurrentielles, C. Gros estime qu'il n'est pas possible d'étendre le système « car les débouchés pour la vente sous label sont déjà inférieurs à la production totale du syndicat » existant aujourd'hui [86]. La solution moderne du problème de l'écoulement sur les marchés (et du revenu des exploitants) ne fait donc qu'effleurer la question humaine qui trouve à se résoudre plus commodément par l'émigration, avec les inconvénients qu'elle comporte pour ceux qui partent et pour la région qu'ils abandonnent.

Par la balance migratoire globale qui s'observe entre 1962 et 1968, les *hautes terres* apparaissent surpeuplées [87] :

Population en 1962	Naissances	Décès	Population en 1968	Balance migratoire
1.627	111	156	1.491	— 91

Ce bilan est un peu moins creusé que celui de la Cévenne pendant le même intervalle : par rapport à l'effectif de 1962, — 5,6 % ici contre — 7,75 % dans la Haute Gardonnenque. D'autre part, la démographie des exploitations agricoles est moins vieillie qu'elle ne l'est plus bas, en Cévenne ou sur ses marges industrielles :

	Exploitants		Familles			
	moins de 40 ans	plus de 60 ans	0-19	20-39	40-59	60 ans et +
Hautes terres*.. (266, 947)	10,2	45,9	26,8	15,2	27,6	30,4
Haute Gardonnenque . (686, 2.038)	8,2	53	22,4	14,6	27,4	35,6
Bassin houiller (417, 1.258)	6,9	45,8	22,7	14,7	32	30,6

* Outre les communes citées [note 87], St-Sauveur-des-Pourcils (Gard) et Cassagnas (Lozère).

Haute Gardonnenque : les trois Vallées (cf. 3 dernières lignes du tabl. p. 357).

Bassin houiller : cf. note 70, p. 391.

N.B. — Les chiffres entre parenthèses sous le nom de chaque secteur désignent, de gauche à droite, les exploitants et les familles (population du R.G.A. 1970-71).

En fait, l'exode paysan a été plus intense dans ce domaine qu'ailleurs. Si nous extrayons ces communes d'altitude de l'ensemble examiné à la page 347 [88], nous y remarquons des tranches d'âges plus sévèrement amputées :

10-19	20-29	30-39	40-49 ans
200	150	154	
	69	75	132

La baisse approximative (nous raisonnons à un peu plus d'une année près et nous estimons négligeable le rôle de la mortalité) est ici de l'ordre de :

— 65,6 % de 10-19 à 20-29 ans (61,9 % dans le reste du modèle) ;

— 50,0 % de 20-29 à 30-39 ans (30,8 % dans le reste du modèle).

Où que ce soit, la plupart des adolescents ne résistent pas au puissant attrait du départ (le moment survenant, *grosso modo*, avec le service militaire pour les garçons et le mariage pour les filles) : pour ce groupe, il semble que

les hautes terres soient plus répulsives que la Cévenne. La différence de comportement est beaucoup plus nette dans la classe des jeunes adultes : toutes proportions gardées, ils désertent beaucoup plus massivement les terroirs du haut pays.

En 1969-70, les terres labourables (550 ha) ont été en majeure partie consacrées aux cultures fourragères et aux prairies (312 ha, 56,8 %), puis aux céréales (164 ha, 29,7 %). Cela ne joue dans le paysage agraire qu'un rôle effacé puisque la quasi-totalité de la « surface agricole utilisée » est « toujours en herbe » (13.216/13.780 ha., 96,4 %). L'intérêt pastoral en est divers : à côté des 2.307 ha de prés) dont 1.295 sont fauchés et donnent un regain pâturé), s'étalent 10.012 ha de « landes et parcours productifs » (les trois quarts de la S.T.H.). Le bilan fourrager doit assurer la subsistance dans l'année de 4.000 à 4.500 U.G.B., ce qui ferait un troupeau moyen par exploitation de 15 à 17 têtes [89].

Par rapport à ce que nous avons pu observer en Cévenne, la taille des « surfaces utilisées » est sensiblement plus forte. Les 266 exploitations du modèle comprenant 13.780 ha, la moyenne arithmétique se situe à 51,6 ha, la médiane à environ 40 ha (la moitié des exploitants utilisent 18 % de la « surface ») et la médiane près de 75 ha (la moitié du sol « utilisé » l'est par 74 % ou 26 % des exploitants).

Supposons donc une ferme qui puisse entretenir une quinzaine de bovins sur une superficie moyenne de 50 ha, limite en deçà de laquelle se rencontrent, d'après la courbe de concentration, plus des trois cinquièmes des exploitants. Le revenu brut, au cours de la décennie 1960, peut s'évaluer comme il suit [90] :

— 4 veaux blancs, âgés de trois mois, sur pied, à 1.400 F l'un :	5.600 F
— 60 kg de beurre, de mai à août, à 10 F/kg :	600 F
— une vache de réforme :	2.000 F
— un porc vendu à 120 kg, à 4 F/kg sur pied :	480 F
— trois élèves de trente mois :	7.200 F

D'une valeur de 15.880 F, le produit brut de cette exploitation est deux fois et demi environ plus élevé que celui de la polyculture cévenole traditionnelle (cf. p. 350). Mais ici, le roulement du cheptel vif nécessite chaque année des investissements coûteux ; en dehors des veaux, le remplacement du bétail vendu compte pour 6.000 F. Quant aux charges fixes (contributions, etc...), elles doivent s'inscrire pour 2.000 F aux débours. En admettant que les dépenses de fonctionnement soient modestes (en gros, 500 F pour la marche et l'entretien des machines, l'achat de semences ou d'engrais artificiels...) et que le budget ne soit pas grevé par un emprunt, l'exploitant dispose ainsi d'un revenu net de l'ordre de 7.380 F. Si nous envisageons la rétribution du travail, cette ferme rapporte, à raison de 2 U.T.H., un salaire brut horaire de 3,30 F. Comparé à celui de l'exploitation caprine amélorée (cf. p. 351), il lui est 1,7 fois supérieur. Mais, comme l'homme ne mesure jamais ses gains en se référant à plus pauvre que lui, ce n'est pas cela qui compte ; en revanche, il faut noter la faiblesse du revenu net : avec 1,53 F, il n'atteint pas le niveau du S.M.I.G. au 1^{er} mars

1965 : 1.55 à 1.97 F. Par ailleurs, le revenu individuel net pour un ménage de quatre personnes (père, mère et deux enfants) s'élève à 1.845 F. plus haut que dans la petite exploitation arboricole située près du Vigan et où le quotient n'était que de 1.250 à 1.500 F. C'est mieux aussi que le revenu d'une autre ferme décrite par A. Debay (1968, p. 9-10), vraisemblablement installée sur le versant Nord de l'Aigoual, à 1.200 m. d'altitude. Ne disposant que de 5 ha de prairies et de 25 ha de parcours, elle autorise cependant l'élevage de quarante brebis (lait pour Roquefort), deux vaches et deux porcs, rapportant au total près de 10.000 F, mais ne laissant à chacune des cinq personnes (grand-mère, père, mère, deux enfants) qu'un revenu net de 1.000 F. Cet éleveur augmente quelque peu ses ressources grâce à l'exploitation forestière en automne, au ramassage des champignons, etc..., ce qui porte le quotient aux alentours de 1.500 F.

Cet exemple montre l'intérêt des profits annexes pour des fermes qui, réduites à leurs propres bénéfices, ne permettraient sans doute pas de subsister. Toutefois, les activités extérieures sont assez rares dans cet étage de l'œkoumène : on peut être facteur auxiliaire, cantonnier, bûcheron ou embauché sur un chantier... Tout cela ne va pas chercher bien loin ; nous ne sommes pas ici dans un milieu très industrialisé où les possibilités externes sont plus grandes. Il n'est du reste pas forcé que l'activité extérieure déclarée se trouve sur place ; rien n'interdit à certains une migration régulière de morte-saison, prélude ou non à une émigration définitive, dans quelques entreprises des *Vallons* (Florac, Meyrueis, Le Vigan) ou d'ailleurs. Au total, 28 chefs d'exploitations et 60 de leurs commensaux exercent une autre profession que celle d'agriculteurs, davantage à titre principal que secondaire. Nous ne retrouvons évidemment pas les pourcentages qui caractérisent le Vallon de l'Arre ou le bassin houiller. Ici, pour 18 chefs d'exploitations sur 266 (soit 6,75 % seulement), l'agriculture est une activité de second plan : c'était le cas pour 29 % des exploitants dans le secteur charbonnier et pour 38,4 % d'entre eux dans la zone textile du Sud. Ici également, il se trouve deux exploitants à temps complet pour un seul à temps partiel, six fois plus que sur la houille, huit fois plus qu'entre Aumessas et Sumène ! Les retraités ont relativement plus de poids (encore doit-il y avoir parmi eux beaucoup de retraités agricoles) : il se rencontre en effet 240 pensionnés sur 365 personnes âgées de cinquante-cinq ans au moins et leur contribution aux budgets paysans n'est probablement pas négligeable.

Un revenu agricole décent est lié à l'exploitation d'une surface plus vaste que celle de 50 ha retenue ci-dessus. Voici par exemple *Le Cros* (commune du Pont-de-Montvert) dont les bâtiments se terrent à 1.380 m. d'altitude au fond d'une vallée découpant la surface post-hercynienne que tranche, plus haut, la pénélaine du sommet. Comptant sur 80 ha de parcours et sur 20 ha de prés, il est possible d'y entretenir quarante bovins l'été, mais on n'en peut garder que vingt-cinq en hiver. Le produit brut (sept à huit veaux blancs, un porc, quinze élèves) atteint 46.000 F. L'achat de jeunes animaux à engraisser réduit au printemps ces recettes de moitié environ tandis que les divers frais prélèvent un peu plus de 5.000 F. Le revenu net est ainsi de 20.500 F. Il faudrait y ajouter les économies réalisées par l'engraissement de deux porcs et par la récolte de pommes de terre, *grossa modo* 2.600 F. [91]. Enfin, on a récolté

pour une conserverie 400 kg de myrtilles qui ont rapporté 1.000 F. Comme *Le Cros* abrite trois personnes, le quotient individuel net s'élèverait donc entre 7.200 et 8.100 F, ce dernier chiffre intégrant l'autoconsommation. Au point de vue de la rémunération du travail, en comptant ici 2,5 U.T.H., cela donne 3,60 à 4 F par heure, ce qui égalerait cette fois le salaire d'un ouvrier métallurgiste français, en 1964 [92].

Un second exemple peut être examiné à *Rieumal* (commune du Pont-de-Montvert), au Nord du village, à 1.100 m. de haut. La superficie augmente puisqu'on utilise 100 ha de pâturages très extensifs (800 U.F. ha. est.), 45 ha de prés et 5 à 6 ha de prairies temporaires (fétuque, dactyle, lotier et trèfle) fournissant quelque 2.000 U.F. ha. Cela autorise l'élevage de cinquante bovins, dix chèvres et quatre porcs. Les recettes atteignent 61.600 F et se décomposent ainsi :

— 20 veaux blancs et 240 kg de beurre :	32.400 F
— 10 élèves âgés de trente mois :	24.000 F
— 3 porcs de 200 kg (à 4,5 F/kg) :	2.700 F
— Produits caprins :	2.500 F

Il faut leur enlever le montant des achats de bétail à engraisser (16.000 F), les charges fixes (5.500 F est.), les frais de fonctionnement (nourriture complémentaire des animaux, engrais... 2.000 F est.). Les bénéfices nets atteindraient dans ces conditions 38.100 F ; en évaluant à 2.500 F la part de l'autoconsommation, ils s'élèveraient à 40.600 F. Le ménage comprenant quatre personnes, le revenu individuel s'établirait à plus de 10.000 F. Si par ailleurs le travail requis est censé mesurer 2 U.T.H., le salaire horaire s'établit entre 8,40 et 8,50 F. La famille qui vit sur l'exploitation connaît donc une aisance certaine par rapport aux exemples que nous avons analysés jusqu'à présent. Les deux cas étudiés ne sont évidemment pas représentatifs de l'ensemble puisque la « surface utilisée » en figure dans la classe de 100 ha et plus qui concerne 33 des 266 exploitations du modèle (12,4 %).

Sur ces hautes terres, l'espace utilisable semble naturellement plus vaste qu'en Cévenne parce que le relief y est moins tourmenté et la pente des versants beaucoup moins raide. Mais le relief n'explique pas tout : la qualité du pâturage entre en jeu. Si l'on demeure impressionné par le chiffre de dizaines de milliers de transhumants qui fréquentaient autrefois ces hauteurs [93], la réglementation du pacage a très sensiblement appauvri les terrains de parcours en favorisant les éricacées ligneuses, le nard et autres plantes impropres à l'alimentation du bétail [94]. Sur le Mont Lozère par exemple, les landes ligneuses sont très développées à partir de 1.100-1.200 m. (callune, aîrelles, genêts), cédant la place, vers 1.400 m., à la nardaie, pelouse vraisemblablement climatique ; au surplus, les biefs de vallées, encombrés de blocs et de débris plus fins, sont colonisés par des tourbières à sphaignes ou par des prairies à juncs et *Carex* [95]. En milieu calcaire, les plateaux pierreux sont le plus souvent mal habillés par une pelouse à fétuque, parsemée d'arbustes plus ou moins rampants, en formation ouverte.

La médiocrité doit donc se compenser par l'extension de la superficie herbagère. Cela explique l'importance relative que prend ici le fermage vis-à-vis du faire-valoir direct : les propriétaires-exploitants louent du terrain pour compléter leur bilan fourrager [96]. Cependant, n'est pas preneur qui le voudrait, en raison de l'augmentation du prix du sol et, par conséquent, de son loyer. En 1955, sur le Mont Lozère, un hectare de lande valait 3.000 F et un hectare de pré, 25 à 30.000 F (ou, en valeur nominale, 30 F et 250 à 300 F de notre monnaie actuelle) [97]. Une douzaine d'années plus tard, ils valent respectivement 1.300 et de 4.000 à 8.000 F. La hausse est sensible puisque, convertis en S.M.A.G., ces prix en représentaient :

- pour la lande, 35,3 en 1955 et 730 en 1967 ;
- pour le pré, 295 à 353 en 1955 et 2.250 à 4.500 en 1967.

En francs réels, le prix de la lande a donc au moins doublé et celui du pré de fauche a plus ou moins décuplé [98]. Or, durant le même intervalle, pour 100 en 1955, les indices des prix à la production se sont retrouvés en 1967 à [99] :

169,6 (lait) ; 225,8 (bœuf) ; 219,6 (veau) ; 147,6 (porcs).

L'enchérissement foncier ne se justifie donc nullement par l'augmentation parallèle des profits de l'élevage. La raison en tient sans doute au développement touristique, surtout du côté du Lozère ; montagne fraîche l'été et, de ce fait, séjour apprécié des visiteurs, elle est aussi une montagne assez régulièrement enneigée l'hiver et elle se prête bien au ski [100]. Ici encore, les paysans se trouvent aux prises avec un phénomène social, d'origine urbaine, qui ne peut qu'accentuer leur exode en offrant des prix élevés pour des « terres » dont certaines auraient une valeur agricole ou pastorale dans un système d'élevage plus ou moins extensif dont les produits sont commercialisés.

Auparavant (et il ne s'est écoulé depuis qu'une dizaine d'années), à une polyculture destinée à la consommation domestique, s'ajoutait l'élevage de quelques animaux dont on utilisait le travail et dont on vendait la viande et le lait ; étant donné l'outillage dont on se servait, une main-d'œuvre nombreuse était nécessaire mais elle surchargeait d'autre part des fermes à budgets trop faibles [101]. Aujourd'hui, si l'on veut faire vivre une famille de quatre personnes avec les ressources d'un élevage amélioré, il faut disposer d'une centaine d'hectares (deux tiers en pâturages, un tiers en bons prés de fauche et prairies temporaires). Or, pour les 130 « surfaces utilisées » que comptent en 1970-71 les trois communes des Bondons, de Fraissinet-de-Lozère et du Pont-de-Montvert, la moyenne se situe à 63,3 ha, la médiane à un peu plus de 50 ha et le quartile supérieur entre 85 et 90 ha. De ce point de vue, les trois quarts des exploitants au moins ne disposent pas du *minimum* souhaitable pour obtenir un revenu décent qui puisse faire oublier par ailleurs la rudesse de l'existence, pendant le long hiver. En dépit de la « vocation herbagère » de cette montagne, des possibilités d'intensifier la production de viande, de l'étendue d'un marché difficile à satisfaire, des perspectives qu'ouvre en outre la naissance du Marché commun, les trois communes en question ont généreusement participé à l'exode rural au cours de la décennie 1960 [102]. Il s'en faut que les remèdes préconisés

par R. Prieur en 1958 (p. 137 *sqq.*) pour arrêter l'hémorragie humaine aient été appliqués partout. Peu d'exploitations se sont rigoureusement spécialisées dans tel ou tel élevage (« trente bovins et deux cents moutons pour assurer l'aisance d'une famille ») ; trop souvent, une sorte de priorité est encore accordée à l'auto-consommation, le reste venant en plus et considéré comme bénéfice. A en croire le *Recensement* de 1970-71, 3 exploitants sur 266 (ou 2 sur 130) tiendraient une comptabilité de leur gestion ! Nombre suspect certes... En supposant qu'il faille le découpler, cela ne ferait jamais qu'un peu plus de 10 à 15 % du total : c'est dérisoire. Quant à l'esprit de coopération, indispensable pour acheter, produire et vendre, il n'a pas progressé depuis les années 1950 [103].

Il a donc fallu de l'audace à certains de ceux qui sont demeurés ici pour bousculer la routine et autres défauts dont est proverbialement accusée la paysannerie. Mais aussi les capitaux étaient indispensables et ils manquaient. « Qui est capable de racheter le troupeau de moutons vendus par son grand-père en 1914 ? » interrogeait A. Blanchemain en 1955 ; celui-ci dénonçait d'autre part la coutume stérilisante de la forte dot au détriment des investissements sur la ferme. Le rôle du crédit bancaire justifie la modernisation et l'équipement récents de maintes fermes : étables plus rationnelles et plus propres, hangars, fenils, maison. Vers les années 1950, traction et charrois s'effectuaient presque partout au rythme traînant de la paire de bœufs ou au pas du cheval. Aujourd'hui, vingt et une exploitations s'offrent encore les services de cet animal (et combien ceux du bœuf de trait ?) ; seize autres n'ont pas renoncé au mulet. Le tracteur ne s'est pas imposé systématiquement : en 1970, il n'en est encore recensé que 76 (28,5 % des entreprises) ; le motoculteur, dont l'usage se motive moins qu'en Cévenne, est toutefois présent dans plus de 20 % des cas. Instrument de la « révolution fourragère » (bien timide il est vrai), la motofaucheuse n'est pas universellement répandue : 148 machines, 55,7 % des exploitants. Pour d'autres travaux, la peine des hommes n'est pas plus épargnée qu'autrefois : 6 % des fermes utilisent une épandeur à fumier (ailleurs, l'engraissement des terres et des prairies se fait à la fourche individuelle) et 16 % se sont payé une ramasseuse-presse, un des outils qui libèrent de la préoccupante fenaïson. Du strict point de vue technique, il devrait être possible de mieux rentabiliser le travail humain si tous les sièges recevaient l'électricité-force ; 95 seulement en bénéficient, soit 39,1 % [104].

Le budget des deux exploitations visitées au Pont de Montvert est grevé par des remboursements d'emprunts attribués par le Crédit Agricole. Ce système de financement a été une des conditions du succès obtenu à *Rieumal* dont le troupeau a triplé en une quinzaine d'années en utilisant au départ un patrimoine d'étendue modeste (45 ha dont 15 affermés et comprenant 6 ha de terres labourées, 10 ha de prés naturels et 29 ha de pacages). Nous connaissons l'état de l'affaire en 1972 : 60 bovins, 5 à 6 ha de prairies temporaires (les terres labourées de naguère, où le seigle était à la tête d'un assolement triennal), 45 ha de prés (la superficie a plus que quadruplé), 100 ha de pâturages. On est parti d'un postulat : on fabrique uniquement de la viande bovine, on atteint un marché le plus large possible (c'est l'époque où se fondent de grands espoirs sur l'Europe des Six) et on obtient les prix les plus élevés grâce à la qualité

de la production. En cinq années environ, celle-ci est doublée sans extension de la surface utilisée ; mais il est désormais impossible d'en accroître la productivité. Il faut donc étendre l'exploitation et se donner les moyens de la travailler efficacement. Comme l'auto-financement est impensable, ce sont les prêts à faible taux d'intérêt qui permettent la réalisation de cette seconde étape. Mis à part le capital foncier, l'entreprise dispose aujourd'hui d'un parc de machines de 70 à 80.000 F et d'un cheptel vif de 100 à 120.000 F ; nous en savons la rentabilité. La réussite économique conduit l'exploitant à envisager la troisième étape : se libérer en grande partie de la tyrannie qu'impose l'entretien du bétail. Le devis de construction d'une étable « automatisée » s'élève en 1973 à 400.000 F et, de nouveau, on se propose de recourir à l'emprunt.

En apparence, la stratégie définie au départ n'a pas été rigoureusement respectée : non seulement cette ferme fabrique du beurre et de la viande de porc (on objectera qu'il s'agit de sous-produits de l'élevage des veaux) mais on y exploite aussi une dizaine de chèvres. Toutefois, ces trois rubriques ne participent que pour 12,8 % aux recettes ; elles doivent être considérées par ailleurs comme des activités annexes qui n'entravent nullement la marche de l'entreprise, ni par le prélèvement abusif de fourrage, ni par la distraction exagérée de travail humain. Le système de stabulation prévu ne suspendra pas la corvée de la traite mais il réduira à deux heures quotidiennes le temps absorbé aujourd'hui par les soins que requiert le troupeau [105].

Quels enseignements tirer de cet exemple ? Ce ne pourrait être qu'une anecdote édifiante à l'usage de ceux qui ont choisi d'émigrer, beaucoup s'étant probablement résolus à partir sans avoir réfléchi longtemps au problème économique de leur maintien à la terre. Ici, les qualités de l'homme et de sa femme sont indéniables et contribuent à justifier la réussite : esprit de décision, action ordonnée, très grande compétence professionnelle. Sans doute est-ce parce qu'il a été contraint de reprendre la propriété que ce couple a voulu démontrer qu'il parviendrait à y vivre convenablement [106]. Les facilités de crédit ont été déterminantes mais elles n'ont pas fait tout le reste. N'oublions pas en effet que l'histoire contemporaine (entendons par là depuis le début du XIX^e siècle) de cette région s'est déroulée en économie industrielle. Cela signifie que, très tôt, elle s'est trouvée en fâcheuse posture et que les gens qui y vivaient, mal pour la plupart, ont été poussés à partir sans que, sur place, aucune solution de rechange ait jamais été proposée. La situation a duré trop longtemps pour qu'elle n'ait pas suscité une sorte de complexe d'infériorité dont l'émigration aurait constitué le seul remède. D'autre part, en dépit du malthusianisme, la démographie a fourni trop d'hommes à une polyculture qui réclamait certes de la main-d'œuvre mais qui la laissait inoccupée en hiver et ne pouvait de toute façon la nourrir toute l'année. Ce n'est pas uniquement le surnombre qui s'élimine, comme si l'opération était le prix d'une sorte d'équilibre à rétablir... mais tous ceux qu'attire ailleurs, peu importe où, l'assurance de mieux gagner leur vie. En dégagant l'espace utilisable (mais bientôt convoité), cet exode incontrôlé a autorisé indirectement le succès d'initiatives individuelles dans un système d'élevage réclamant une superficie étendue avec une main-d'œuvre limitée, au reste bien aidée par le machinisme, la motorisation, voire la stabu-

lation libre [107]. De ce fait, elles peuvent montrer la voie à quelques autres, mais leur exemple ne saurait contribuer à enrayer l'émigration dans une région montagneuse qui a gardé, jusqu'à ces derniers temps, une forte fécondité.

L'exode paysan n'a encore été considéré qu'à travers la notion de revenu agricole ; le problème du *niveau de vie* est essentiel et, comme il se prête à la mesure quantitative, son analyse a réclamé de copieux développements. Ayant trait au *mode de vie*, les autres raisons du phénomène se discernent aisément, sans qu'il soit nécessaire de les évaluer à l'aide de raisonnement chiffrés aussi détaillés. Aussi leur examen nous retiendra-t-il moins longtemps.

A maintes reprises, j'ai insisté sur l'attitude différente des hommes et des femmes, ces dernières cherchant plus résolument à quitter les lieux [108]. A part la crainte de conflits de générations entre femmes sous le même toit, une des premières psychoses est celle de l'*isolement*. Bien que nous soyons dans un domaine d'habitat dispersé, les gens ont le sentiment d'appartenir à un « quartier », ce qui traduit le besoin instinctif d'avoir des voisins. Le dépeuplement accentue l'isolement et l'impression d'insécurité. Telle ferme qui aura été transmise au fils ne sera pas revitalisée parce que ce garçon ne se mariera pas ; telle autre qui comporte quelques beaux *traversistes* à proximité de bâtiments convenables ne sera pas reprise parce qu'il n'y a plus dans le « quartier » que deux ou trois ménages de vieillards. La répulsion est encore plus vive dans la Montagne où l'enneigement prolongé fait passer aux habitants des hivers de cauchemar. Sur le Mont Lozère, il fallait soutenir il n'y a pas si longtemps de véritables sièges de plusieurs mois, accumuler des provisions en automne... et prier le Ciel de ne pas tomber gravement malade. Située à plus de quatre kilomètres de la route D. 20 qui joint *Finiels* au Pont de Montvert, l'exploitation du *Cros* n'a reçu le courant électrique qu'en 1964, après le téléphone, installé en 1963 ; aujourd'hui, le dernier fils a choisi de se marier mais en revanche, il renonce à succéder à ses parents à la tête d'une entreprise bien équipée et susceptible d'amélioration.

De nos jours, tandis que toutes les naissances ont lieu en maternité, les jeunes femmes éprouvent la hantise de devoir accoucher pendant la mauvaise saison. Le docteur Pellet (de Génolhac) raconte à ce propos un voyage mouvementé entre Génolhac et Alès à travers le col de Portes enneigé (557 m. d'alt.), en 1967 [109].

L'instruction des enfants pose un très grave problème qui préoccupe sans doute plus les femmes que leurs maris. Il n'y a pas plus de dix ans fonctionnaient des écoles que fréquentaient deux à trois enfants, ceux du « quartier » ; qui mieux est, ils étaient d'âges différents et suivaient ainsi des leçons de divers niveaux. L'émulation salubre n'y régnait guère et, à moins de n'être que des robots à enseigner, les instituteurs y mouraient d'ennui [110]. Un autre aspect de la question, auquel les parents sont plus sensibilisés, est celui des trajets effectués par les écoliers, les plus jeunes surtout. R. Prieur cite le cas d'un garçon de St-Etienne-Vallée-Française qui fait 14 km aller et retour, par des sentiers. Au Pont-de-Montvert, les deux gamins de *Rieumal*, distant du village de 3 km seulement, doivent prendre pension à l'hôtel en hiver, moyennant 4.000 à 5.000 F (le revenu de deux porcs et de tout l'élevage caprin !).

Le regroupement dans des classes où les effectifs parviennent à réconcilier les maîtres et la pédagogie soulève la question du « ramassage » qui n'empêche pas certains parcours à pied, l'attente de la voiture, sans abri, au bord de la route, puis le trajet motorisé (quand le chasse-neige a ouvert le passage) par des chemins de montagne enneigés ou verglassés... Pour ne s'en tenir qu'aux familles, le transport coûte cher et les municipalités, dont les finances inspirent pitié, rechignent à le subventionner, alléguant que « c'est à l'Etat ou au Département de s'en charger, etc... ». Ce moyen ne résout que très imparfaitement le problème de l'instruction primaire ; la fermeture ou l'absence d'une école condamne le « quartier » à se dépeupler et à vieillir. « Créer des écoles maternelles... maintenir les écoles et un personnel enseignant stable » exprime un programme généreux, qui ne peut être disjoint d'un véritable plan d'aménagement régional et qui, par ailleurs, ne tient sans doute pas assez compte de certaines réalités [111].

La notion d'isolement ne peut se comprendre d'autre part sans référence aux moyens actuels de communication entre les hommes. Je ne fais que suggérer l'intérêt que peut offrir, durant une journée où on ne voit personne, le passage du facteur ; si on s'abonne à un quotidien, c'est autant pour s'informer de ce qui se passe dans le monde ou dans la commune voisine que pour être sûr de rencontrer quelqu'un et de bavarder avec lui. Pour ce qui est des moyens matériels, la question a un aspect financier : le revenu entre en jeu et le choix dans les dépenses qu'autorise le budget intervient. Nous touchons là un problème psychologique intéressant, celui du rôle que joue la femme dans la gestion de l'entreprise [112].

La télévision peut se dénoncer à juste titre comme un déplorable instrument à uniformiser la pensée des foules. Il faut y réfléchir cependant : ici, animer l'écran, c'est recevoir des gens chez soi, oublier un moment qu'on vit au milieu d'une châtaigneraie où rôde peut-être quelque harde de sangliers... Dans les années 1960, rares toutefois sont les fermes où fonctionne un récepteur, sinon quelque poste d'occasion... de toute façon, on ne peut capter que la première chaîne...

Qui peut s'offrir d'autre part l'installation du téléphone ? Outil professionnel ? A quoi diable servirait-il dans une exploitation où le chiffre annuel, à supposer qu'on ait jamais tenté de l'estimer, ne doit pas dépasser 6 à 7.000 F ? Et si on nous appelait, si nous avions besoin de prévenir quelqu'un, le médecin par exemple, lui qui est déjà à une vingtaine de kilomètres ? Par le « travers », le poste le plus proche est à une demi-heure... Bref, en 1970, à peine moins de 10 % des fermes cévenoles sont abonnées au téléphone [113].

Restent les chemins dont la question est apparue ci-dessus, au sujet de l'école. Celui qui se promène en Cévenne est étonné aujourd'hui de la longueur du réseau goudronné qu'il peut emprunter, même sur des trajets où deux motocyclistes ne se croiseraient pas facilement. La plupart de ces voies ont été revêtues ces dernières années et l'opération a été conduite dans l'intérêt du tourisme (ce qui profite autant aux visiteurs qu'à leurs hôtes, même si le tourisme « de rapine » s'en trouve favorisé). Quant à l'habitant, coutumier des chemins les plus difficiles, il est moins sensible au revêtement qu'à la viabilité pendant la mauvaise saison ; il considère surtout la distance qu'il doit parcourir

pour utiliser les divers services dont il peut avoir besoin. Le tableau qui suit ne doit pas être pris à la lettre puisqu'il indique des intervalles de chef-lieu à chef-lieu. Un village comme Le Collet-de-Dèze, dans la Vallée Longue, offre par exemple un éventail complet des rubriques énumérés ci-dessous et pourtant, les gens qui vivent au *Castanet*, hameau de la commune, ont 5 km à accomplir pour prendre de l'essence, faire exécuter une ordonnance, etc... De même, pour ce qui est du docteur, le régime étant libéral, telle famille qui habite à 3 km d'un cabinet médical peut préférer un praticien installé 20 km plus loin.

De tous les renseignements recueillis par le « questionnaire communal » de 1969, je n'ai retenu que ce qui semble importer le plus à des gens dont l'habitat est disséminé dans un milieu hostile par son relief et par son climat. L'examen porte sur 41 communes (Cévenne et Montagne) :

Gard : Aujac, Bonnevaux, Bréau-Salagosse, Colognac, Dourbies, L'Estréchure, Génolhac, Lamelouze, Lasalle, Malons-et-Elze, Notre-Dame-de-la-Rouvière, Peyroles, Les Plantiers, St-André-de-Majencoules, St-André-de-Valborgne, Ste-Croix-de-Caderle, St-Sauveur-des-Pourcils, Saumane, Soudorgues, Valleraugue.

Lozère : Bassurels, Les Bondons, Cassagnas, Collet-de-Dèze, Meyrueis, Moissac, Le Pompidou, Le Pont-de-Montvert, St-André-de-Lancize, Ste-Croix-Vallée-Française, St-Etienne-Vallée-Française, St-Frézal-de-Ventalon, St-Germain-de-Calberte, St-Hilaire-de-Lavit, St-Julien-des-Points, St-Martin-de-Boubaux, St-Martin-de-Lansuscle, St-Michel-de-Dèze, St-Privat-de-Vallongue, La Salle-Prunet, Vialas.

Distances (km)	— Transport individuel —			— Equipement médico-social —					
	G.R.A.	D.C.	Taxi	Méd.	Pharm.	Dent.	Inf.	C.H.	
sur place	11	17	17	6	7	7*	10		
< 5	1	3	2	2	2	1	1	1	1
5 < 10	12	13	10	10	9	5	9	1	
10 < 15	10	8	7	10	11	8	10	1	4
15 < 20	4		3	5	3	4	3	1	2
20 < 30	3		2	8	8	10	5	12	9
30 < 40					1	5	3	11	13
40 < 50						1		11	8
50 et +								3	4
Total (communes)	41	41	41	41	41	41	41	41	41
Distances (km)									
moyenne	8	4,6	6	10,6	11	15,3	10,8	32,2	31,4
médiane	7,7	5	5	10	10	14		34	34

G.R.A. : garage réparateur d'autos.

D.C. : distribution de carburant.

7* : dont permanences régulières.

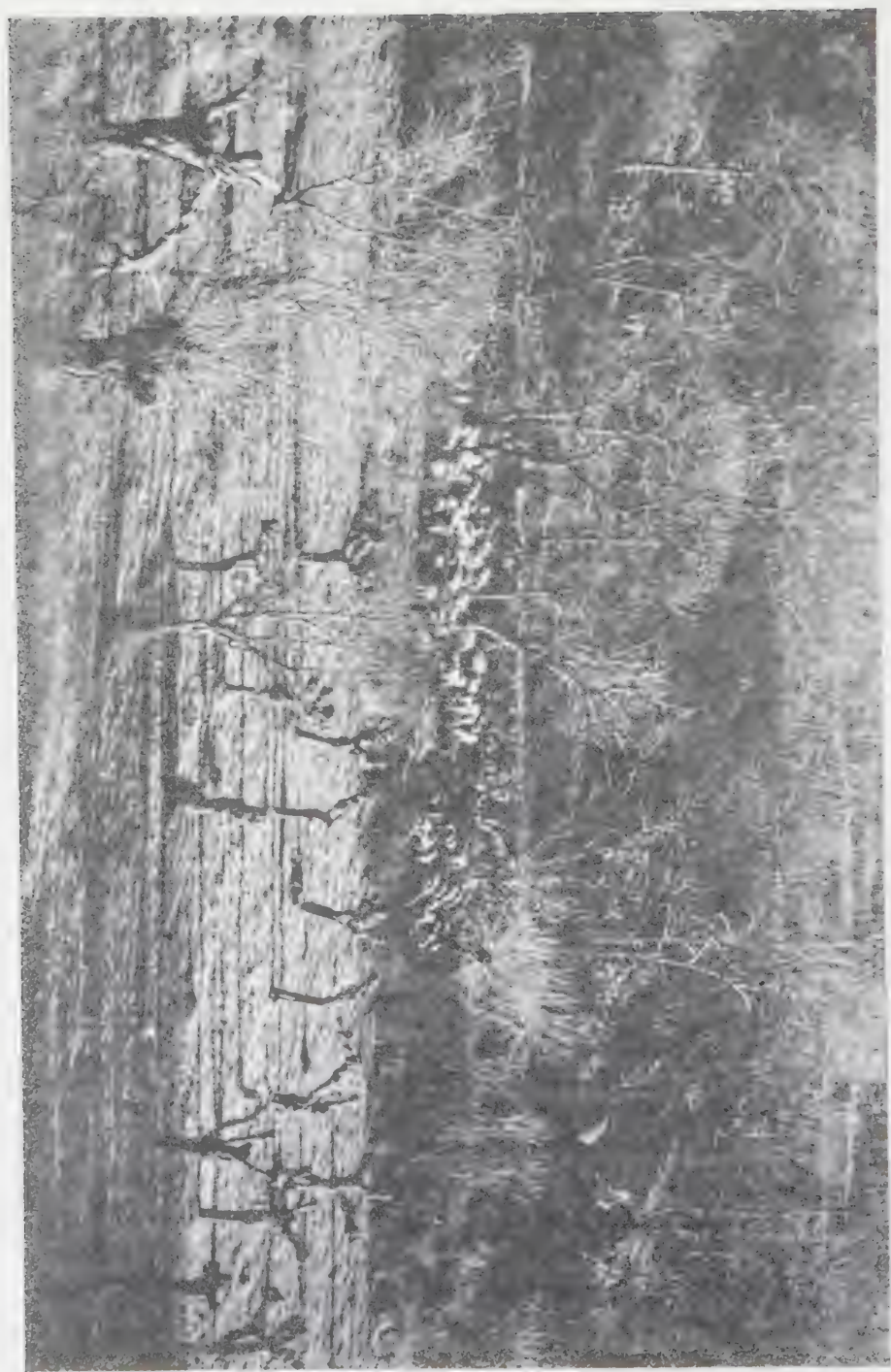
C.H. : clinique ou hôpital.

C'est avant tout dans le domaine médico-hospitalier que les distances s'allongent ; pour huit communes, le médecin et l'infirmière habitent à plus de vingt kilomètres. Pour les deux dernières colonnes, nous saisissons l'influence de l'hôpital rural de Florac ; les établissements de niveau plus élevé se trouvent à Alès (interventions banales), Nîmes et Montpellier ; quant aux maternités (Alès, Les Salles-du-Gardon), elles sont assez éloignées pour que les femmes se soucient du problème de leurs accouchements éventuels.

La crainte de l'isolement constitue donc un facteur répulsif que les femmes redoutent plus que les hommes. Les raisons principales tiennent d'une part au fait qu'elles donnent la vie et que les hommes leur laissent le soin d'élever leur progéniture, d'autre part à ce que nos mœurs ne leur consentent pas les mêmes distractions qu'à leurs compagnons : les déplacements au chef-lieu, la chasse, la pêche, le café, etc... [114].

Une autre obsession tourmente celles qui refusent le mode de vie paysan : les « corvées » qui s'ajoutent aux travaux ménagers et aux soins puis à l'éducation des enfants. En polyculture à économie plus ou moins autarcique (les deux aspects sont complémentaires), la femme est traditionnellement mise à contribution. Non seulement elle reçoit en partage les tâches les plus obscures, voire les plus rebutantes (entretien des animaux, confection du beurre, des fromages...) mais en plus, elle travaille quasi-régulièrement aux champs, soit qu'elle apporte son aide aux époques les plus pressantes du calendrier agricole, ce qui évite d'embaucher un journalier, soit que le temps dont elle dispose soit nécessaire et suffisant à la bonne marche de l'exploitation. Les femmes cévenoles qu'ont rencontrées M.-J. Kretzschmar et M.-R. Pialot (art. cité, 1962) paraissent unanimes à « haïr le travail des champs, usant pour les forces et incompatible avec la tâche de femme ».

La condition féminine à la ferme est certes une question d'habitudes mais il est évident que les servitudes imposées à l'épouse sont à la mesure du retard économique. La solution du problème est liée au revenu, à l'ouverture de l'exploitation vers les échanges, à la discussion du budget en commun, avec le mari. Le temps devrait être révolu où il est tacitement convenu que l'épouse « se débrouille » avec la vente de quelques œufs, châtaignes et légumes sur le marché du bourg, chez l'épicier ou au passant. Peut-être accepterait-elle plus volontiers d'assumer certains travaux, et non point toujours des plus attrayants, de venir en aide quand il le faut si, responsable au même titre que le mari, elle savait que de sa coopération dépendent le montant des recettes, le programme des investissements productifs et, en fin de compte, l'augmentation du revenu consommable et l'amélioration du mode de vie familial. Mais la chappe d'une morale étroite et contraignante pèse encore trop lourd pour modifier des structures mentales dans un milieu économique et social qui n'a jamais cessé de s'appauvrir depuis quatre ou cinq générations. Par crainte d'une existence aussi peu séduisante que possible, les filles s'échappent vers d'autres horizons de vie, y entraînant parfois les garçons. Notre société étant ce qu'elle est, c'est-à-dire libérale, leur « démission » doit se comprendre comme un phénomène social et non comme une somme de comportements individuels. La voix des plus chauds partisans de la vie campagnarde s'est toujours élevée du côté des bourgeois qu'effrayait



l'urbanisation ou chez ceux dont l'exode rural portait atteinte à la rente foncière. En tout cas, ils ne se sont jamais recrutés parmi les femmes ou les filles de paysans.

2) Comparaison avec des secteurs ruraux voisins

Dans l'ensemble, l'évolution démographique des années 1960 incline au pessimisme et ce ne sont pas les quelques rares points ou secteurs de moindre dévitalisation qui peuvent tempérer ce sentiment. La Cévenne languedocienne n'étant qu'une partie du rebord sud-oriental du Massif Central, il est souhaitable d'obtenir une vision relative de ce déclin en l'observant dans un ensemble plus vaste, non seulement parmi d'autres secteurs du talus montagneux, mais aussi par rapport à ce qui s'est passé en contrebas, soit dans les plateaux et bassins de garrigue, soit dans les plaines, entre le Bas-Rhône et le Roussillon ; un survol des Causses et de la Margeride complète ce tour d'horizon.

L'évolution démographique entre les deux derniers recensements et l'état des populations en 1968 sont consignés ci-dessous.

		Pop. 1962	Pop. 1968	Balances				Recensement de 1968		
				naturelle 1	2	migratoire 1	2	J. [%]	V. [%]	T.F.G. (p. 1000)
I.	Margeride	9.682	8.669	0	0	-1.013	-10,5	32	25,6	73
II.	Causses ..	4.250	3.785	- 54	- 1,27	- 411	- 9,7	29,1	25,2	70
III.	Montagne Noire	16.455	15.126	- 89	- 0,54	- 1.240	- 7,5	26	29,5	72,1
IV.	Esp. et Mts. Lac.	10.882	9.823	- 46	- 0,4	- 1.013	- 9,3	26,3	29,1	71,5
V.	Cév. lang.	19.734	17.391	- 581	- 3,95	- 1.762	- 9	24,1	32,6	71,8
VI.	Cév. viv. ...	25.612	22.857	- 792	- 3,09	- 1.963	- 7,7	24,6	29,1	61,5
VII.	Garrigue .	16.827	16.368	- 257	- 1,53	- 202	- 1,2	27,6	27,4	59,2
VIII.	P.V. (O) ..	23.941	24.071	- 193	- 0,81	+ 323	+ 0,1	27,6	26,2	57,8
IX.	Pl. Rous. .	13.884	15.176	+ 193	+ 1,39	+ 1.019	+ 8,6	28,2	24,9	64
X.	P.V. (E) ..	19.416	22.250	+ 434	+ 2,23	+ 2.400	+ 12,4	31,6	21,2	63,7
XI.	Pl. B.-Rh.	18.903	20.557	+ 713	+ 3,77	+ 938	+ 4,95	29,5	20,4	69,2

La description des échantillons se trouve face à la fig. 51, ci-dessous, p.

Pour les balances naturelle et migratoire, 1 : absolue ; 2 : relative (pour 100 habitants recensés en 1962).

T.F.G. : Taux de fécondité globale (moyenne des naissances vivantes survenues de 1962 à 1968, entre les deux recensements, rapportée à l'effectif des femmes de 15 à 49 ans dénombrées en 1968).

D'après la planche 22-2 de l'Atlas régional du Languedoc-Roussillon, la Cévenne languedocienne appartient à l'écharpe de variation négative (1962-68) qui se déroule des Pyrénées jusqu'en Lozère. Celle qui suit (23-1, excédent naturel dans le même intervalle) la montre avec un solde négatif (déficit quasiment partout supérieur à 2,5 %) mais, comme sur la carte précédente, le dépérissement cévenol ne tranche pas sur le reste du rebord montagneux ; on y voit tout de même « sortir » le bassin houiller où la natalité arrive à l'emporter

← Beautezat (commune de Monoblet).

Sous le coi du Rédarès, pâturage d'appoint en automne, parmi les châtaigniers et mûriers.

dans quelques communes. Enfin, la feuille 25-1 (synthèse démographique) traduit une Cévenne qui se dépeuple, tout étant négatif, la variation globale, les balances naturelle et migratoire de 1962 à 1968, avec des taches de « croissance » et de « réservoir » correspondant à un périmètre industrialisé. C'est ce qui caractérise à nouveau l'ensemble de l'arrière-pays par rapport aux plaines, les plateaux et bassins de garrigue assurant une sorte de transition où se reconnaissent bien les signes d'une dévitalisation.

Selon le tableau de la page précédente, tous les échantillons de « hautes terres » (I à VI) ont perdu des habitants, le solde migratoire affichant des pertes très supérieures au déficit naturel. De ce point de vue, les Cévennes languedocienne et vivaraise présentent un déséquilibre de leurs mouvements internes plus accentué que les autres secteurs ; un élément d'explication résiderait en un pourcentage de vieillards plus accusé en Cévenne languedocienne tandis que la partie ardéchoise pâtirait d'une natalité relativement faible (le T.F.G. n'atteint que 61,5 ‰). Par ailleurs, le taux de fécondité globale est généralement élevé, ce qui est banal : mais il ne répond pas toujours aux exigences du raisonnement lorsqu'il s'agit de comparer les divers secteurs en présence. C'est ainsi par exemple que le taux de la Cévenne ardéchoise est celui qui s'écarte le plus de ce que l'on attendrait d'une structure où la proportion des jeunes est moins

- I. Hauts plateaux cristallins de la Margeride, jusqu'aux confins de l'Aubrac, entre 1 000 et plus de 1 400 m. d'altitude.
Cantons de Grandrieu, Saint-Amans et Malzieu-Ville (Lozère).
- II. Causses de Sauveterre et causse Méjean séparés par le *canyon* du Tarn ; 800 à 1 200 m. de haut ; *Vallon* de Meyrueis au Sud.
Cantons du Massegros, de Meyrueis et Sainte-Enimie (Lozère).
- III. Montagne Noire : sillon du Jaur (500 à 120 m. alt.) et façade méridionale dominant le Cabardès et le Minervois (400 à 1 200 m. alt.).
Cantons de Mas Cabardès et Saissac, communes de Cabrespine, Castans et Lespinassière (Aude) ; cantons d'Olargues et de Saint-Pons (Hérault).
- IV. Espinouse et Monts de Lacagne : plateaux cristallins (600 à 1 200 m. de haut) défoncés par les hautes vallées du Dourdou de Camarès, de la Rance et de l'Agout, tributaires du Tarn.
Communes de Belmont/Rance, Brusque, Combret, Laval-Roquecèzière, Murasson, Peux-et-Couffouleux, Saint-Sever-du-Moustier (Aveyron) ; Anglès, Barre, Berlats, Escroux, Espérausses, Gijounet, Lasfaillades, Le Margnès, Moulin-Mage, Murat/Vèbre, Nages, Saint-Salvi-de-Carcavès (Tarn) ; canton de La Salvetat-sur-Agout (Hérault).
- V. Cévenne languedocienne : échantillon de la note 16, p. 386, sauf Fraissinet-de-Fourques, Gatuzières, Meyrueis, Vébron.
- VI. Cévenne vivaraise : en gros, les hauts bassins de l'Ardèche et du Chassezac (moins de 400 à plus de 1 400 m.).
Cantons d'Antraigues, Burzet, Coucouron, Montpezat, St-Etienne-de-Lugdarès, Thueyts, Valgorge ; communes de Banne, Faugères, Malbosc, Payzac, Planzollès, St-Paul-le-Jeune, Thines (Ardèche).
- VII. Plateaux et bassins calcaires (150 à 500 m. de haut), entre la retombée méridionale du Larzac et la vallée de la Cèze.
Cantons de Lédignan, Lussan, Quissac (Gard) ; d'Aniane, Claret, St-Martin-de-Londres (Hérault).
- VIII. Plaine viticole occidentale : cantons de Conques-sur-Orbiel (Aude), de Capestang et Florensac (Hérault).
- IX. Plaine du Roussillon : communes d'Alénia, Baho, Bompas, Brouilla, Clair, Corneilla-del-Vercol, Ortafa, Pézilla-la-Rivière, Pia, St-Feliu (d'amont et d'aval), Villelongue-Salanque, Villeneuve-la-Rivière (Pyrénées-Orientales).
- X. Plaine viticole de l'Est (basse plaine du Vidourle et de la Vistre, Costière). Canton de Vauvert (Gard) ; commune de Marsillargues (Hérault).
- XI. Plaines du Vaucluse et de la basse Durance. Communes de Maillane, Mollégès, Noves, St-Andiol (Bouches-du-Rhône) ; de Cheval-Blanc, Montoux, du Thor et de Velleron (Vaucluse).

freinée par celle des vieillards qu'en Cévenne languedocienne ; en bonne logique, ce taux devrait être supérieur à 70 et non point tomber quelque dix points plus bas. L'inversion étonne d'autant plus que le taux languedocien exprime la fécondité d'une population à forte majorité protestante, excepté quelques communes du canton de Génolhac ou de ceux de Sumène et de Valleraugue, tandis



Fig. 51 - CROQUIS DE REPERAGE DES ENSEMBLES RURAUX.

I à XI : échantillons décrits ci-contre.

Villes-repères :

- | | | |
|---------------|----------------|----------------|
| 1. Montélimar | 4. Alès | 7. Béziers |
| 2. Avignon | 5. Montpellier | 8. Carcassonne |
| 3. Nîmes | 6. Millau | 9. Perpignan |

Fleuves et rivières : ag : Agout. — ar : Ardèche (affl. du Chassezac sur r. dr., au Sud). — au : Aude. — c : Cèze. — d : Durance. — g : Gard. — h : Hérault. — ta : Tarn. — t : Têt. — v : Vidourle.

que le taux le plus faible est celui d'un ensemble où les catholiques sont en quasi-exclusivité [115]. On pourrait aussi bien juger trop menu le taux de la Margeride vis-à-vis de ceux qui caractérisent les échantillons III et IV... Il ne faut cependant pas réclamer l'impossible quand on avance un taux qui est calculé sur six années (ce qui essaie de compenser les variations aléatoires du chiffre annuel des naissances) ; en effet, ce procédé l'expose aux perturbations créées par les mouvements migratoires. Il suffit de l'implantation d'un chantier temporaire animé par de jeunes ouvriers installés avec leur famille et voici que la natalité augmente sensiblement ; l'arrivée de *harkis* a le même effet. Que ces gens à forte fécondité aient quitté la région cinq ou six mois avant le recensement et nous observons un bilan naturel favorable et un taux de fécondité élevé là où le pourcentage des jeunes n'équilibre pas celui des vieillards ! Au surplus, ce taux ne doit s'interpréter qu'avec prudence ; il n'a certes aucun mal à paraître plus fiable que le taux brut de natalité ; la comparaison est peut-être exagérée, mais enfin il est à ce dernier ce que fut le silex taillé au galet éclaté. Ce taux n'a pas la signification que revêt le taux de fécondité légitime puisqu'il est perverti par l'intensité plus ou moins forte du célibat féminin.

Comme d'autres exemples choisis « en montagne » (entendons le terme par rapport aux plaines), la Cévenne languedocienne se comporte plus en « réservoir » qu'en pays « dépeuplé » ou « abandonné ». La fécondité y garde un niveau appréciable (nous l'avons noté à propos du taux de fécondité légitime, supérieur à 100 ‰) et le courant d'émigration est encore abondant si l'on veut bien admettre que ce qui figure au tableau de la p. 373 n'est qu'un solde où intervient un flux d'immigration de retraités qui est loin d'être négligeable. C'est par une certaine natalité (que ne montre pas la simple balance naturelle) que s'exprime la présence d'adultes et, pour reprendre l'image, l'existence d'un « réservoir ». Mais nous savons qu'au débit où s'écoule le courant migratoire, celui-ci achève de se vider.

Les divers caractères de ces ensembles de haut pays les distinguent de ceux qui s'étalent à leur pied. La Garrigue s'y apparente par le signe négatif des bilans naturel et migratoire, mais elle s'en éloigne par la rétention apparente du flux centrifuge, vraisemblablement liée à la faible fécondité (T.G.F. : 59.2, au reste discordant par rapport à la structure par âges si l'on veut bien examiner simultanément le cas de la Cévenne vivaraise...). Il n'y a pas de rupture franche entre deux groupes de taux qui traduiraient un malthusianisme plus ou moins répandu et, de la sorte, deux styles de comportement démographique opposés. Toutefois, la lecture concomitante des taux et des structures par âges dénonce la faiblesse de la fécondité dans les basses terres où le pourcentage des jeunes doit sa cote avantageuse à une représentation modeste des vieillards. La valeur des T.F.G. dans les échantillons IX à XI tient très probablement à ce que le célibat féminin y est moins répandu que dans le Sud-Est du Massif Central. La relative jeunesse de ces populations leur autorise un excédent naturel ; quant au signe positif du bilan migratoire, il est lié à un phénomène urbain ; certaines des communes concernées sont aussi des villages de banlieue : c'est ainsi que se manifeste un peu l'influence de Carcassonne et de Béziers (modèle VIII) ou le rôle plus nettement attractif de Perpignan et de Nîmes (IX et X).

Un exode qui dévaste l'effectif des jeunes adultes, une natalité qui ne parvient pas à reconstituer le sang d'une population trop vieillie, un réservoir humain qui s'épuise : affirmer à la lecture d'un tel bilan que la Cévenne est surpeuplée apparaît comme un truisme ; et l'idée de surpeuplement s'impose d'autant mieux à l'esprit que la médiocrité du revenu agricole est la raison première de l'émigration, de même que se conçoit aisément la désertion d'un bassin houiller dont la conversion économique et sociale en reste au stade des velléités. Il convient pourtant de justifier le diagnostic ; de nouveau, la comparaison entre la Cévenne et les autres ensembles ruraux peut aider à en préciser le sens.

Les résultats publiés du *R.G.A.* de 1970-71 permettent de calculer divers indices et d'apprécier la densité d'occupation de l'espace rural et agricole par les paysans [116]. La *densité brute* (nombre de paysans au km² de surface totale) connaît des variations considérables qui, réduites à leur simple expression, ne signifient pas grand'chose : 12,5 en Cévenne proprement dite, 54,5 dans la zone arboricole, 5,5 sur les hautes terres [117]. Mis à part le second quotient, ces valeurs sont parmi les densités moyennes qui se rencontrent dans le Sud-Est du Massif Central : 5 à 8 sur les Grands Causses (3,65 pour l'éch. II), 7 sur l'Aubrac et 9,7 en Margeride (8,5 dans l'éch. I), 10,5 dans l'Espinouse et les Monts de Lacaune (éch. IV), 15,1 sur la façade méditerranéenne de la Montagne Noire et dans le couloir du Jaur (éch. III), 16,7 en Cévenne vivaraise (éch. VI) dont 15,5 pour la seule Montagne.

La densité agricole relative à la « surface utilisée » trahit une Cévenne languedocienne bien moins peuplée que les domaines qui lui sont comparables :

— Montagne Noire (III)	39,1
— Cévenne ardéchoise (VI)	27,6
— Cévenne languedocienne (V)	16,2

En s'en tenant aux grandes vallées de la *Châtaigneraie*, cette dernière, observée à travers le groupe des 1.269 exploitations de la p. 353, est nettement moins habitée que celle du Chassezac et de l'Ardèche : 26,2 hab. km² contre 40,5. La même différence retient l'attention pour ce qui est des « hautes terres » : du Lozère à l'Aigoual, l'emprise humaine est médiocre : 7,2 hab./km² de S.A.U., quotient inférieur à celui des Grands Causses (8,7) et de la Margeride (10 à 12) ; quant à la Montagne cévenole, en Vivarais, elle annonce une charge trois fois supérieure : 21,6. Retournons vers l'Ouest : les Monts de Lacaune et de l'Espinouse offrent une densité de 16, cet indice devant être comparé davantage à la Montagne qu'à la Cévenne *stricto sensu*.

Il existe des relations intéressantes entre ces densités et certains aspects de l'agriculture tels que les fournit le *Recensement général* de 1970-71 (structures démographiques, force de travail, ressources dont peuvent disposer les paysans).

Bien que cela ne se vérifie pas partout, il existerait un rapport entre la densité globale (1^{re} col.) et le vieillissement démographique ; les trois premiers groupes, qui ont le plus de traits communs quant à la démographie, présentent à la fois les densités les plus fortes et le vieillissement le plus accentué. En

	D	C. Ex. > 60	I.V. fam.	Actifs par km ² S.A.U.ée	Str. X	expl. x	Ress. ext.	Mot.
Cévenne ardéch. (1.966, 5.455)	40,5	47,8	155	12,4	6,8	3,5	71,3	37,7
Montagne Noire . (1.597, 5.536)	39,1	47,5	157	10,2	9,8	3,9	57	83,8
Cévenne langued. (1.269, 4.133)	26,2	44	137	8,6	12,4	4,9	52,8	71
Mgne ardéchoise (1.464, 5.130)	21,6	30,4	75	6,7	17	10,5	52,1	40,6
Esp., M. Lacaune (1.099, 4.447)	16	26,9	103	3	24,8	19,7	43,9	102,5
Margeride (1.287, 5.207)	12,3	29,9	64	4,3	32,8	26	38,7	57,5
Mgne cévenole . . (266, 947)	7,2	45,9	114	2,8	51,6	40	44,5	47
C. Méj. et Sauv. (437. 1.599)	4,4	32	82	1,3	83,7	22	45	82,5

Sous le nom de chaque ensemble, entre parenthèses, le nombre d'exploitations et celui des habitants qui y sont recensés.

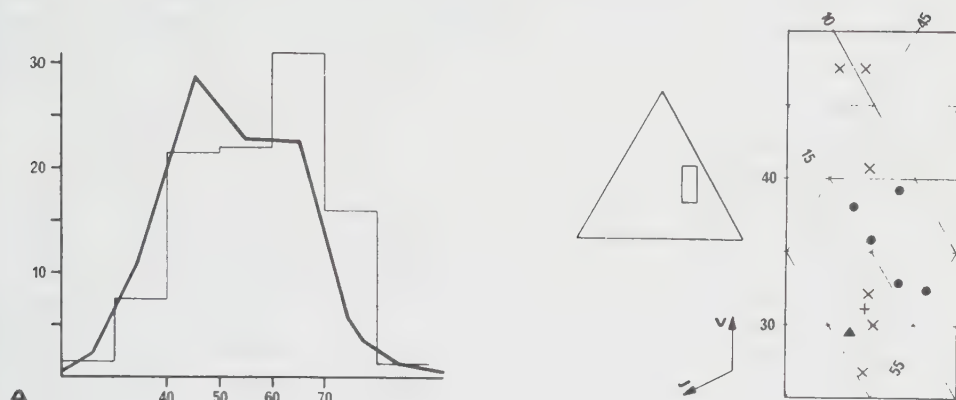
De la première à la dernière colonne :

- D : densité relative au km² S.A.Utilisée.
- C Ex. > 60 : pourcentage d'exploitants âgés de plus de 60 ans.
- I.V. fam. : indice de vieillesse des habitants (y compris chefs d'exploitation).
- Act/km² S.A.Utilisée : actifs par km² de surface agricole utilisée. Le total des actifs est obtenu par addition des actifs à temps complet et des actifs à temps partiel ; pour ces derniers, coefficient de pondération à 0,12 (actifs à < 1/4), 0,37 (1/4 à < 1/2) et 0,75 (actifs à > 1/2).
- Structure des exploitations : X = moyenne arithmétique ; x = médiane.
- Ressources extérieures : proportion par rapport à l'effectif âgé de 20 ans et plus de ceux qui ont une activité extérieure ou une retraite.
- Mot. : proportion du parc des tracteurs et motoculteurs par rapport au nombre des exploitations.

revanche, sur les « hautes terres », les densités les plus faibles s'accompagnent d'une certaine jeunesse de la population ; la « montagne » cévenole constitue une exception qui devrait se justifier par un retard économique. C'est aussi dans les Cévennes et dans la Montagne Noire que l'indice d'activité est le plus élevé, ce qui ne surprend guère dans un système de polyculture visant à la subsistance. Mais surtout, ce caractère n'est nullement contredit par les indices de vieillesse ni par l'âge avancé de près de la moitié des exploitants. La corrélation apparaît ici entre la forte charge d'actifs, dont beaucoup sont vieux, travaillant de petites exploitations (cf. la valeur des moyennes et des médianes) et vivant grâce à l'appoint de ressources extérieures. La situation se présente différemment sur les « hautes terres » où les densités, qu'il s'agisse du total des habitants ou des seuls actifs, correspondent mieux à un élevage extensif à but commercial [118] : les entreprises y sont dirigées par des gens plus jeunes et la démographie y est moins vieillie (fig. 52) ; leur budget attend davantage de leurs ressources propres que des apports extérieurs.

Fig. 52 - STRUCTURES PAR AGES DES POPULATIONS AGRICOLES.

Source : R.G.A. 1970-71.



Ci-dessus :

Répartition par classes d'âges des chefs d'exploitation (âges en abscisses).

Barres : Cévenne languedocienne (éch. V).

Polygone : France entière.

En haut, à droite :

3 groupes d'âges des chefs d'exploitation (moins de 40, 40-59, 60 ans et plus).

Croix (x) : de haut en bas : Montagne Noire (III) à gauche, Cévenne languedocienne (V) à droite ; Cévenne vivaraise (VI) ; Causses Méjean et Sauveterre (II) ; Marge-ride (I) ; Esp. Mts Lac. (IV).

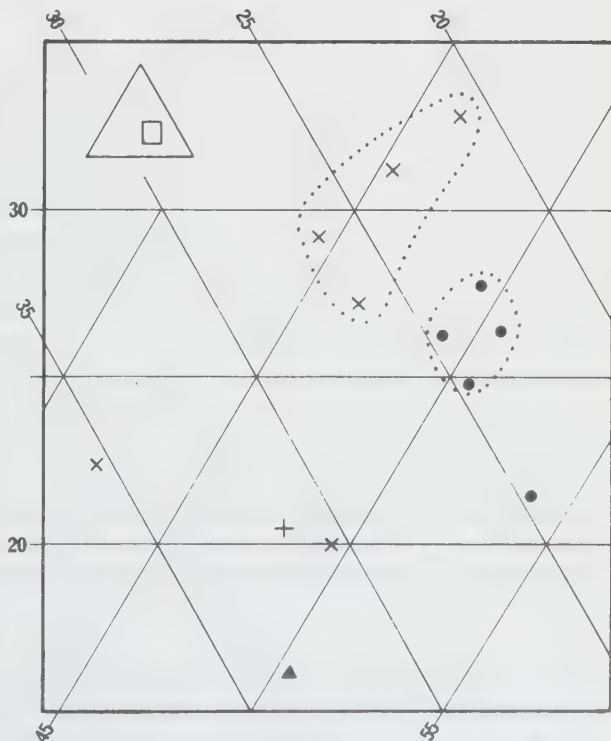
Points : de haut en bas : P.V. (O) (VIII), Garrigue (VII), P.V. (E) (X), Roussillon (IX), Bas-Rhône (XI).

Ci-contre :

3 groupes d'âges des familles d'agriculteurs (moins de 20, 20-59, 60 ans et plus). De haut en bas : 1) Croix (x) = hautes terres et rebord montagneux : Montagne Noire, Cévenne languedocienne, Cévenne ardéchoise, Espinouse et Mts de Lacagne, Margeride, Causses Méjean et de Sauveterre. 2) Points = domaines situés en contrebas : de haut en bas, Plaine viticole (O), Roussillon, Garrigue, Plaine viticole (E), Bas-Rhône.

Sur les 2 diagrammes triangulaires partiels,

- 1 - le vieillissement augmente de bas en haut des diagrammes ; le rajeunissement se fait de haut en bas et de droite à gauche ;
- 2 - le signe + indique la position de la France et le triangle noir celle du département d'Eure-et-Loir.



Il convient de noter au passage que le « taux de motorisation » est bien peu significatif : pourquoi est-il si faible en Cévenne vivaraise ou si élevé dans les Monts de Lacaune et dans l'Espinouse ? L'implantation des guichets du Crédit Agricole serait-elle plus clairsemée en Ardèche que dans les départements méridionaux ? En tout cas, ce taux donnerait à croire par ses valeurs désordonnées que trop souvent le matériel acquis est plus superflu qu'utile et qu'il flatte davantage l'orgueil du paysan qu'il n'accroît sa productivité.

Où que ce soit, l'émigration est intense (cf. le bilan relatif, tabl. de la p. 373). La densité-limite est beaucoup plus rapidement atteinte sur les plateaux que dans les vallées du rebord ; c'est du moins ce que donnent à penser les chiffres par lesquels s'exprime le degré d'occupation actuelle des divers domaines considérés. Ces quotients ne prennent leur véritable sens que par référence au milieu décrit. En altitude, avec une économie surtout fondée sur un élevage extensif, la charge est manifestement trop lourde : *grosso modo*, cela reviendrait à maintenir de 1,3 à 6,7 U.T.H. pour 100 ha de « surface utilisée » pouvant supporter 50 bovins ou 250 à 300 ovins ; si l'on tient compte au surplus du taux de motorisation, c'est énorme [119] ; la médiocrité du revenu fourni par des exploitations trop petites, la fécondité des ménages et la jeunesse démographique qui en résulte justifient amplement le taux du solde migratoire. En contrebas, là où règne la polyculture à large secteur d'auto-consommation, héritage d'une époque où le châtaignier contribuait à rendre la terre « nourricière », les densités sont faibles : environ 0,1 U.T.H. par hectare de « surface utilisée ». En admettant même que celle-ci comprenne de 13 (Montagne Noire) à 76 % (Cévenne languedocienne) de « parcours et landes productifs », cela ferait monter le rapport en question à 0,4 au *maximum* ; or, d'après les exemples que nous avons vus, la force de travail optimale doit varier de 0,5 à 1 U.T.H. par hectare de surface *intensivement* utilisée, l'exploitation étant par ailleurs motorisée. La notion de surpeuplement est plus complexe : la surface utilisée est surtout aux mains de personnes âgées dont certaines sont immigrées, ce qui contredit d'emblée le phénomène du surpeuplement. A dire vrai, ayant hérité au préalable du capital foncier, elles arrivent avec une rente qui constitue souvent le plus clair de leurs ressources : le montant de la pension ou, dans d'autres cas, le salaire ou les bénéfices d'une autre activité, effacent la raison majeure du surpeuplement : l'insuffisance du revenu. Mais comme il s'agit de gens âgés, sans grande ambition, leur force de travail, même aidée par un outillage moderne, ne parvient pas à maîtriser le milieu : à ce point de vue, on peut rendre le sous-peuplement responsable de l'extension des friches. En revanche, le surpeuplement par des habitants plus jeunes, à forte capacité productive, est une réalité, aussi bien sous l'aspect du revenu que sous l'angle de la force de travail, s'ils n'ont comme seule activité que l'agriculture sur des exploitations trop étroites et difficilement extensibles. Ces départs de consommateurs tendent à rétablir un *optimum* mais la réduction des forces productives favorise aussi le sous-peuplement, donc l'extension des friches et des landes. C'est pourquoi la surface agricole utilisée *intensivement* [120] ne représente en Cévenne languedocienne que 10 à 15 % de la surface agricole utile ; tout le reste se couvre de friches, de landes à fougères, genêts, etc... La réciproque est vraie : cerné par la lande et par la friche, le paysan se décourage et s'en va.

Comme l'indique le tableau suivant, les aspects de cette démographie se retrouvent dans les divers échantillons régionaux : vieillissement accusé, rôle appréciable des ressources extérieures dans le budget des exploitations ;

	D	C. Ex. > 60	I.V. fam.	Actifs km2 S.A.Uée	Str. X	expl. x	Ress. ext.	Mot.
Cév. lang. (1.269, 4.133)	26,2	44	137	8,6	12,4	4,9	52,8	71
Garrigue (2.145, 7.217)	21,7	38	107	5,8	15,6	6,4	49,8	45,5
Pl. V. (O) (3.564, 11.003)	47	39,1	122	8,7	6,6	2,4	56,1	84,5
Pl. V. (E) (2.083, 6.961)	33,2	35,9	101	6,9	10,1	2,6	52	90,5
Pl. Rouss. (2.130, 6.626)	73,3	32,9	104	20,8	4,2	1,98	50,5	92
Pl. B.-Rh. (1.852, 6.460)	48,4	32,4	81,3	—	7,2	—	32	167
Eure-et-Loir (10.572, 37.354)	8	29,5	49,4	2,6	44,5	32,3	17,6	148
Oise (7.834, 30.989)	8	25,2	38	2,2	49,5	32,5	20,9	182
France (1.587, 5.969)	19,8	30,7	64	6,6	13,9	11,7	43,5	100

N.B. — Les échantillons régionaux correspondent à ceux de la p. 374, sauf celui de la Cévenne languedocienne (cf. p. 353).

Même légende que pour le tableau de la page 378.

Pour la France, effectifs en milliers.

les plus fortes disparités s'observent dans les colonnes relatives aux densités, en particulier celle des densités globales. La pression observée dans la plaine viticole occidentale évoque un surpeuplement lorsqu'elle est confrontée à l'indice de vieillesse, à la part des ressources extérieures, au revenu interne des exploitations moyenne et médiane [121]. Celles de la plaine du Roussillon sont en relation avec un système de cultures (maraîchage, légumiculture de plein champ, viticulture, arboriculture) qui réclame de nombreuses U.T.H. pour un revenu brut élevé [122]. Ce dernier ensemble se distingue d'un groupe comparable, choisi dans les vallées de la Sorgue et de la Durance, par une structure démographique plus évoluée et la participation plus sensible des à-côtés au chapitre des recettes [123].

En traversant le Rhône, nous venons de quitter toute une mosaïque de pays dont les structures économiques et humaines sont désagrégées ou bloquées ; la *horta* catalane elle-même n'échappe pas à certains aspects de la sclérose régionale ; quant à la zone que traverse le canal d'irrigation du Bas-Rhône-Languedoc, elle commence peut-être à manifester, au bout de quelque temps, les signes d'une rénovation [124]. En tout cas, au début des années soixante,

la Région ne présente que des secteurs ruraux dont « l'indice de niveau de vie apparent » est franchement inférieur à celui de l'ensemble des Français [125]. En prenant pied sur l'aure rive du fleuve, nous pénétrons en revanche dans un des domaines agricoles les plus riches du pourtour méditerranéen [126]. Enfin, s'il semble inattendu d'évoquer ici la situation de départements comme ceux de l'Eure-et-Loir ou de l'Oise [127], les indices qui les caractérisent permettent sans doute mieux que ceux relatifs à la France entière de mesurer le gouffre qui sépare la richesse de la pauvreté. Cet écart traduit sans doute l'influence des contrastes naturels entre plaine et montagne : il exprime aussi le rôle décisif d'une politique agricole menée par une classe d'entrepreneurs dynamiques, aussi bien à l'échelon local qu'au niveau national [128]. Si quelques paysans cévenols parviennent à définir une stratégie, il va de soi que leur action dépasse à peine les limites de leur « quartier » quand elle ne s'arrête pas tout bonnement à la porte même de leur propre exploitation. Bien gérée et en partie soutenue par des capitaux extérieurs, la ferme d'élevage de *Rieumal* (150 ha, 50 bovins, 10 chèvres, 4 porcs, cf. p. 364) rapporte net 38.100 F. Dans la Région parisienne, une exploitation de même superficie, d'où sont exclus les animaux pour les besoins d'une saine économie, donnerait 135.000 F de bénéfice, *près de quatre fois plus* [129].

CONCLUSION

Etant donné l'intensité de l'émigration, il est difficile de prévoir quel effectif doit être escompté en Cévenne rurale, lors du prochain recensement, en 1975 [130]. Pour ce qui est du mouvement naturel, le solde devrait accuser au bas mot un déficit de plus de 1.200 personnes en sept ans : en effet, de 1968 à 1971, la moyenne annuelle des naissances et des décès s'élève à 135 et à 309. Le déficit naturel pourrait donc se solder en 1975 par le chiffre de 1.218 personnes ($- 174 \times 7$) ; c'est un *minimum* puisque, d'année en année, l'exode prélève de nombreux jeunes gens dont l'absence entraîne un déclin accéléré de la natalité, ce que ne peut compenser une régression de la mortalité (au contraire, en raison du vieillissement, le nombre des décès aurait tendance à s'accroître). Le raisonnement vaut pour le bassin houiller où le déséquilibre s'établirait en sept ans à $- 882$; pour les petites villes méridionales, il devrait se limiter à $- 184$ et Alès pourrait espérer un bénéfice de 1.494 habitants par le seul jeu du mouvement interne. Pour chacun des ensembles, ces chiffres représenteraient dans l'ordre 6,5 %, 2,05 %, 0,93 % et 3,5 % de la population dénombrée en 1968.

En admettant que le rythme de l'exode se soit maintenu (il pourrait tout de même bien ralentir chez les ruraux, encore que le rajeunissement de l'après-guerre se fasse toujours sentir ; par ailleurs, que sera-t-il advenu des actifs du bassin houiller, les mines seront-elles définitivement fermées en 1975, la conversion industrielle sera-t-elle entreprise d'ici là, etc... ?), on voit que les perspectives démographiques ne sont guère optimistes. Ce qui frappe surtout, c'est l'effondrement que subit la fécondité en Cévenne rurale et charbonnière car, autrement, ce n'est pas le niveau de la mortalité qui menace la vitalité de cette région.

On sait l'intérêt qu'offre le taux de mortalité infantile pour évaluer l'intensité de ce mouvement démographique ; ici même, il ne laisse pas d'intriguer tant il est faible [131] :

	Cévenne rurale	Bassin houiller	Petites villes	Alès	Lozère	Gard	Région
Taux non rectifié ..	10,1	15,1	10,9	15,4	17,3	16,8	16,3
Taux rectifié ..	11,1	20,6	13,8	17,1	19,5	21,2	20,5

De 1960-63 à 1967-71, cette mortalité chute de moitié, voire davantage (cf. p. 50). Les taux des séries relatives à la Cévenne rurale et aux petites villes semblent toutefois suspects : leur infériorité considérable par rapport à leurs homologues régionaux invite à les accepter avec réserve ; ils sont d'autant plus critiquables qu'ils se trouvent au-dessous des taux qu'annoncent les pays les plus évolués [132]. Il est probable que le faible nombre de faits enregistrés contribue à dénaturer les résultats : dans les petites villes, 1.288 naissances, 14 décès infantiles et 4 faux mort-nés ; en Cévenne rurale, 894 naissances, 9 décès infantiles et un seul faux mort-né ! Cependant la mortinatalité ne semble pas s'y tenir à un niveau exagéré : 11 mort-nés au total, environ 1,2 % des enfants conçus [133].

Les taux caractérisant le bassin houiller (2.324 naissances, 35 décès infantiles et 13 faux mort-nés) traduisent les progrès accomplis dans la lutte contre les maladies et le rôle éducatif du médecin dans le domaine de l'hygiène et des soins apportés aux nourrissons. La régression du taux non rectifié durant la décennie en témoigne : 23 en 1960-63 [134], 15,1 ‰ en 1967-71. Mais l'écart qui se creuse entre taux non rectifié et taux rectifié (15,1 et 20,6 ‰) suppose une mortalité endogène encore élevée. Avec l'ajout d'Alès à l'échantillon en question, la mortalité « péri-natale » [135] se révèle certes moins forte qu'en milieu rural puisque 59 conceptions s'achèvent par une déclaration « d'enfant sans vie » (0,86 % du total) ; mais 47 naissances conduisent dans les trois jours à un décès et l'ensemble [mortinatalité, mortalité des 3 premiers jours] représente 1,52 % des accouchements [136]. On s'attend à ce que le niveau de la mortalité infantile réponde de la présence de familles nord-africaines. Mais, sur 800 naissances environ, le taux non rectifié apparaît très bas : 6,25 ‰ ; en admettant qu'il faille le doubler pour le rendre plus vraisemblable, il indiquerait encore une amélioration sensible des conditions de vie par rapport à ce qu'elles étaient quelques années auparavant. Toutefois, la mortinatalité demeure prédatrice : elle prélève 3,72 ‰ des enfants conçus ; avec les faux mort-nés, le taux se rectifie à 16 ‰.

La mortalité infantile du bassin houiller cévenol est en quelque sorte à mi-chemin entre celles d'autres petits bassins très « dilués » dans un milieu rural, comme le sont ceux qui jalonnent le périmètre du Plateau Central, et les régions d'industrie extractive de la France septentrionale. Il faut noter cependant que les taux qui figurent ci-dessous ne sont pas tous rigoureusement

comparables puisque, officiellement, les décès infantiles ne sont pas domiciliés mais seulement enregistrés, la situation des mort-nés étant par-dessus le marché imprécise. D'autre part, ces taux sont calculés sur quatre ans (1967-70) sauf le taux cévenol (1967-71) et celui de l'agglomération de Forbach (1968-70).

	TNR	TR		TNR	TR
Ag. de Montceau-les-M.	8,5	- 10,5	Ag. de Decazeville	16,1	- 17,6
C. de Chambon-Feuger.	10,6	- 14,6	Ag. de Bruay-en-Artois	18,8	- 22,9
Ag. de Carmaux	11,2	- 15,1	Ag. de Lens	20,9	- 24,7
C. de St-Chamond	11,8	- 17,8	Ag. de Douai	21,4	- 26
C. de Firminy	12,6	- 12,6	Ag. de Denain	21,8	- 25,2
Bassin cévenol	15,1	- 20,6	Ag. de Forbach	23,4	- 29,7

TNR : taux non rectifié. TR : taux rectifié.

La crise de la *fécondité* est alarmante. De 1962-67 à 1967-70, la moyenne annuelle des naissances tombe de 239 à 168. Le rapport de ce dernier chiffre aux effectifs recensés en 1968 donnerait les taux de 8,85, 55.5 et 87.1 ‰ (natalité, fécondité globale, fécondité légitime). Il est possible que le chiffre des naissances succombe à un malthusianisme de plus en plus répandu parmi les ménages ; plus sûrement, la natalité subit l'effet dévastateur de l'émigration. Choisie comme référence à des événements récents, la population de 1968 est devenue trop peu nombreuse pour exprimer convenablement le niveau de la fécondité dans les vallées rurales cévenoles. Mais le déclin est encore plus sensible dans le bassin houiller où l'on passe, à ce qu'il semble, à des taux de fécondité légitime qui, en 1967-70, équivalent aux taux globaux de 1962-67 :

Groupes	Nord	Centre	Sud
TFG (1962-67) ..	63,5	62	83,5
TFL (1967-70) ..	60	63,6	82

Sauf dans l'agglomération de Carmaux où le taux de fécondité globale rétrograde à 41,5 ‰ (mais il n'était coté en 1962-67 qu'à 51.1), on n'aperçoit nulle part semblable régression : dans le bassin de la Loire, les taux demeurent assez stables, autour de 80 ; on chute de 6 à 10 points dans les agglomérations de Montceau ou Decazeville ; dans le Nord de la France, il n'est que l'agglomération de Douai pour céder moins vite à l'érosion ; mais en Lorraine, le taux de fécondité globale de celle de Forbach descend de 94 à 71 ‰. On reconnaît là les conséquences démographiques d'un déclin de l'industrie lourde dans des secteurs où la conversion industrielle s'opère laborieusement.

Les petites villes méridionales sont aussi touchées par un affaissement du nombre des naissances : entre le milieu et la fin de la décennie, la moyenne annuelle descend de 297 à 264 [137]. Bien qu'ils accueillent un lot de ceux

qui descendent de la Cévenne rurale, ces centres locaux demeurent sous la menace d'une dévitalisation par « écoulement continu vers l'aval » des jeunes ménages. Dans l'organisation démographique régionale, leur rôle de relais ne se justifie que dans la mesure où la population rurale qu'ils animent contribue à les régénérer ; dans le cas contraire (et la régression observée en Cévenne va dans ce sens), ils risquent de se trouver relégués dans la grisaille d'un arrière-pays sans jeunesse et sans dynamisme.

Seule exception, Alès connaît un accroissement de natalité ; il est certes timide mais la tendance persiste puisque la moyenne annuelle des nouveau-nés s'élève de 654 à 693 puis à 701 de 1954-61 à 1962-67 et à 1967-71. Est-ce un effet de la restauration du centre urbain et d'une politique volontaire d'industrialisation ou bien n'est-ce que la conséquence inévitable d'un repli démographique à partir des vallées rurales et du bassin houiller ? Si Alès ne demeurerait qu'un refuge dans une région en crise, la ville ne tarderait pas à régresser : mais peut-elle assumer des responsabilités au débouché d'une région qui meurt, sauf à la revitaliser par ses activités propres ? Elle éprouve en tout cas quelques difficultés à attirer de nouvelles industries sur lesquelles elle pourrait asseoir les fondements d'un troisième âge urbain.

NOTES

- [1] Les deux premières peuvent être considérées aussi comme faisant partie de la banlieue alésienne.
- [2] Anduze, St-Jean-du-Gard, St-Hippolyte, Ganges, Sumène, Le Vigan.
- [3] Rapport des événements survenus entre les deux recensements aux effectifs dénombrés en 1968. Il en sera ainsi pour chacun des taux dont il sera question dans la suite de cet exposé.
- [4] Florac en a reçu 35 (25 pour 100 naissances).
- [5] Sur 782 jeunes mariés en Cévenne (du 1-1-1963 au 30-9-1967), 69 (8,8 %) vont s'installer dans une de ces petites villes (R. Lamorisse, 1970a, p. 127-133).
- [6] Arphy, Arre, Aulas, Avèze, Bez-et-Esparon, Mandagout, Molières-Cavaillac, Roque-dur, St-Bresson, St-Julien, St-Laurent, St-Martial, St-Roman.
- [7] Non seulement le taux de fécondité légitime est passé d'une génération à l'autre de 83,5 (1934-38) à 105,2 ‰ (1962-67), mais le taux de mortalité infantile est tombé de plus de moitié (53,8 en 1934-38, moins de 25 en 1962-67, ce dernier probable).
- [8] Au Nord, le canton de Bessèges et les communes de Chamborigaud, La Vernarède et Portes. Au Centre, Molières/Cèze, Meyrannes, Le Martinet, St-Florent et St-Jean-de-Valérisclé. Au Sud, St-Martin-de-Valgaigues, Cendras et le canton de La Grand'Combe (sauf Lamelouze).

- [9] INSEE, 1970-71, ann. stat. France, tabl. XII, p. 38. Les taux par classes d'âges sont appliqués de la manière suivante : moins d'un an, taux de mortalité infantile non rectifié ; 1-4 ans, effectif supposé égal aux 4/5 de la classe 0-4 ans ; 70-79 ans, effectif supposé égal à la somme : classe 70-74 + classe 75 et plus/2 ; 80 et plus, effectif supposé égal à la moitié de la classe 75 et plus.

Le groupe Nord ne comprend plus que le canton de Bessèges et le groupe Sud se compose de St-Martin, Cendras, Laval-Pradel, La Grand'Combe, Les Salles-du-Gardon ; le Centre demeure entier. C'est à travers eux qu'est faite l'analyse démographique du bassin.

Par rapport à 1960-63, la baisse de mortalité est sensible puisqu'on relevait alors un indice de 1,05.

- [10] Ensemble des trois groupes considérés jusqu'ici.

- [11] R. Lamorisse, 1971, p. 314.

- [12] Canton de Bessèges (sauf Foussignargues), Molières/Cèze, St-Florent, Le Martinet.

- [13] La Grand'Combe, Les Salles-du-Gardon, St-Martin-de-Valgalmgues.

- [14] Ajout des communes de Chamborigaud et Portes.

- [15] En admettant que ces étrangères soient venues en France une dizaine d'années après leur mariage, les premiers enfants ont eu dans leur pays une espérance de vie comprise entre 46 (Algérie musulmane) et 60 ans (Espagne) vers 1950. Dans la perspective la plus pessimiste, il restait à l'âge de cinq ans 791 survivants de 1.000 naissances. C'est ce que j'avais supposé pour les étrangers de 1936, toujours en présumant qu'ils étaient des immigrés de fraîche date, dont la descendance avait subi les conditions de mortalité régnant dans le pays d'origine (Espagne, Italie, Europe centrale slave). Par rapport à ce qui se passait en 1876 dans le bassin houiller cévenol, les risques de décéder en bas âge se sont amoindris puisqu'alors le taux de mortalité infantile se cotait entre 220 et 250^{0/100} et que les survivants à cinq ans de 1.000 naissances n'étaient plus que 529 ; en principe, à mortalité égale, ramenée au niveau de 1876, cent étrangères de 1968, âgées de trente-cinq à quarante-quatre ans, devraient avoir de 345 à 395 enfants survivants ; dans cette hypothèse, leurs ménages seraient plus féconds que ceux de 1876 (277 enfants pour 100 femmes). En ce qui concerne la situation de 1968, si les Maghrébins et les Espagnols avaient bénéficié des mêmes chances de survie que les Français, la descendance moyenne pour 100 femmes (35-44 ans) s'élèverait entre 622 et 711 enfants, ce qui suppose un taux de fécondité légitime environ trois fois plus élevé que dans les ménages français.

- [16] *Cantons* du Pont-de-Montvert, de Barre-des-Cévennes, St-Germain-de-Calberte, St-André-de-Valborgne et Valleraugue. *Communes* de Bédouès, Les Bondons, Cocurès, Rousses, St-Laurent-de-Trèves, La Salle-Prunet, Vébron (c. de Florac) ; Fraissinet-de-Fourques, Gatuzières, Meyrueis (c. de Meyrueis) ; Dourbies, St-Sauveur-des-Pourcils (c. de Trèves) ; Arrigas, Aumessas (c. d'Alzon) ; Roquedur, St-Bresson, St-Julien-de-la-Nef, St-Martial (c. de Sumène) ; Arphy, Bréau, Mandagout, Mars (c. du Vigan) ; Cognac, Lasalle, St-Bonnet, Ste-Croix-de-Caderle, Soudorgues, Vabres (c. de Lasalle) ; Corbès, Mialet (c. de St-Jean-du-Gard) ; St-Paul-Lacoste, Soustelle (c. d'Alès-Ouest) ; Lamelouze (c. de La Grand'Combe) ; Aujac, Bonnevaux, Chambon, Concoules, Génolhac, Malons, Pontails, Sénéchas (c. de Génolhac).

- [17] Références et procédé d'application exposés *supra*, note 9, de ce chapitre. Par référence à l'indice calculé pour la période 1960-63 (0,93, cf. p. 55), la Cévenne subirait une péjoration relative, le niveau de la mortalité ayant davantage baissé en France que dans cette région. Cependant, il faut tenir compte d'un certain arbitraire dans le choix des moyens, ce qui peut altérer la signification de ce genre d'indice.

- [18] *Cantons* de St-André-de-Valborgne et Valleraugue. *Communes* de Mialet, Corbès, Lasalle, Mandagout, Aumessas, Roquedur, St-Martial, St-Julien-de-la-Nef, Dourbies, St-Paul-Lacoste, Aujac, Chambon, Concoules, Génolhac, Pontails (dpt. du Gard) ; en Lozère, St-Frézal-de-Ventalon, Vialas, Pont-de-Montvert, Meyrueis, Bédouès, Cocurès, Les Bondons, Vébron, Rousses, Le Pompidou, Gabriac, Molezon, Ste-Croix-V.-F., Cassagnas, St-Julien-d'Arpaon et le canton de St-Germain-de-Calberte (sauf St-Hilaire-de-Lavit et St-Martin-de-Boubaux).
- [19] Le taux de mortalité de la classe 60-64 ans en 1961-65 est de 18 ‰ (réf. note 9, ci-dessus). Il concerne ces retraités en moyenne pendant trois ans ; sur 1.000 entrées, il y aurait donc 946 survivants ; nos 413 personnes proviendraient ainsi d'un effectif initial de 436.
- [20] Ici encore, il ne peut s'agir que d'une immigration apparente, non point tant à cause de la mortalité, très faible à ces âges-là, qu'en raison du départ de gens arrivés quelque temps plus tôt, dans l'intervalle des recensements.
- [21] *Cantons* de Valleraugue, St-André-de-Valborgne, St-Germain-de-Calberte (sauf St-Hilaire-de-Lavit et St-Martin-de-Boubaux), Barre-des-Cévennes (sauf St-Julien-d'Arpaon et Cassagnas) et du Pont-de-Montvert. *Communes* de Génolhac, Aujac, Bonnevaux, Malons, Pontails, Sénéchas, Lamelouze, Lasalle, Ste-Croix-de-Caderle, St-Martial, St-Julien-de-la-Nef, Aulas, Aumessas, Dourbies, Rousses, Fraissinet-de-Fourques, St-Laurent-de-Trèves, La Salle-Prunet.
- [22] Application des taux français par classes d'âges (INSEE, Ann. stat. France, 1970-71, p. 38, tabl. XII, période 1961-65).
- [23] R.L., 1970a, p. 127-133.
- [24] Les uns et les autres sont répartis dans tout l'éventail socio-professionnel (agriculteurs, ouvriers, etc...).
- [25] Les taux de mortalité français ont ainsi régressé (sans distinction de sexes) :
- | | 1951-55 | 1956-60 | 1961-65 | 1962-67 | |
|---------------|---------|---------|---------|---------|---|
| moins d'un an | 37,2 | 27,2 | 20,5 | 19,3 | ‰ |
| 1-4 ans | 2,06 | 1,43 | 1,06 | 0,986 | ‰ |
| 5-9 ans | 0,52 | 0,44 | 0,408 | | ‰ |
- D'après INSEE, Ann. cité, 1966, t. VB, p. 78 et *Idem*, Ann. 1969, t. XII, p. 49.
- [26] En 1934-38, la Cévenne rurale présentait un taux de mortalité infantile rectifié de 82,3 ‰. Pour nous en tenir aux taux français (moins de un an, 1 à 4 ans), ils étaient de 72,4 (non rectifié) et de 6,7 ‰ en 1931-35 (INSEE, 1966, ann. cité, p. 75 et 77).
- [27] et [28] Fichier des établissements (INSEE, D.R. de Montpellier).
- [29] A. Lafont, 1966. C. Verlaque, 1971, p. 176-180. Atl. rég. Lang. 1973, pl. 51. 1.
- [30] 30 ‰ de jeunes pour 24,4 ‰ de vieillards ; TFG : 71,1 ‰.
- [31] Le vieillissement est net : en 1921 par exemple, selon les indications fournies par les listes nominatives du canton du Vigan (AD Gard, 10 M 513), le groupe âgé de moins de trente-cinq ans atteignait 70 ‰ du total des femmes. En 1966, 57 ‰ seulement des femmes employées dans l'industrie textile n'avaient pas plus de trente-quatre ans (A. Lafont, 1966, p. 19).
- [32] C. Verlaque, 1971, p. 171.
- [33] En 1968, la tonne de charbon cévenol revient à 150 F et on ne peut la vendre que 75 F (F. Grorichard, *La conversion du bassin houiller d'Alès ne fait pas de progrès*, Le Monde, 29 VII 1969, sup. éco. au n° 7632, p. I).

- [34] Ils seront 750 en 1970, dont 20 cadres, 120 employés et techniciens, 230 OQ, 230 OS et 50 manœuvres (G. Caucanas, 1972, p. 44-45).
- [35] C. Verlaque, 1971, p. 172.
- [36] On l'y aide par diverses primes et indemnités. La prime de conversion peut atteindre le montant d'une année de salaire (cf. G. Caucanas, 1972, p. 83). La garantie de salaire pendant deux ans est d'autre part critiquée par certains industriels qui y voient « une entrave à l'adaptation de l'ouvrier à son milieu professionnel et une manière d'émousser la productivité du travail » (F. Grosrichard, *Le Monde*, art. cité).
- [37] J. Mathieu, 1968, p. 42.
- [38] Dans la pratique, un établissement ne peut embaucher que 3 ou 4 anciens mineurs sur 10 ouvriers. Or ils sont plus de 2.000 à convertir ici-même (F.G., *Le Monde*, art. cité). A cause du vieillissement démographique dont est affligé le bassin houiller (sans parler de la population rurale de l'arrière-pays !), en raison aussi de l'impréparation d'une main-d'œuvre qui ne fournirait surtout que des manœuvres ou des ouvriers spécialisés, il serait donc nécessaire d'attirer des gens de l'extérieur. Il est douteux qu'une opération de charme, même savamment menée (« la mer à une heure d'Alès, le ski sur le Lozère, etc... »), séduise beaucoup de monde.
- Autre aspect du problème : les salaires. Ceux de la mine sont déjà 11 à 12 % plus élevés que ceux du secteur privé (13 % avec les avantages en nature). Les mineurs convertis ne renonceraient sans doute pas à leur niveau de vie si des usines nouvelles les embauchaient. Mais les employeurs locaux et les nouveaux venus consentiraient-ils ainsi à une hausse généralisée des rémunérations ?
- [39] A titre comparatif, le secteur compris entre Tavel, Bagnols et Laudun est passé de 17.755 à 23.864 hab. de 1962 à 1968, soit une hausse brute de 13,4 %.
- [40] Ne concernant pas spécialement les paysans, le recensement de 1962 peut comporter à leur sujet des erreurs (omission au moment du recensement, interprétation inexacte à l'analyse). En 1970-71, il s'agit du recensement général de l'agriculture qui, mené par des enquêteurs spécialisés, a toutes chances d'être plus conforme à la réalité. On peut regretter seulement que la démographie n'ait pas été davantage exploitée (pas de distinction entre hommes et femmes, sinon globalement ; pas de mention d'état civil : célibataires, etc...).
- [41] 10 août 1962 : promulgation de la loi complémentaire agricole qui, entre autres, crée un Fonds d'action sociale pour l'amélioration des structures agricoles (dont l'indemnité viagère de départ).
- [42] Cet effet vient de ce que, en 1962, les classes de 65 ans et plus portaient encore la blessure infligée par la guerre de 1914-18 (cf. fig. 5, n° 1). En 1971, cette crise est effacée par le jeu de la mortalité normale et il est « monté » des classes beaucoup plus étoffées (celles nées au lendemain de cette guerre de 1914).
- [43] Prouvée par deux faits. D'abord, ici, 24 % de jeunes et 15,5 % de jeunes adultes en 1971 ; dans l'ensemble des ruraux, ces parts sont de 25,4 et 18,6 % en 1968. Ensuite, la variation négative (1962 à 1971) est ici plus forte chez les jeunes adultes que chez les jeunes ; la fécondité a donc tendance à augmenter alors qu'elle a baissé en Cévenne rurale de 1962 à 1968 (cf. p. 334). Et on ne peut objecter un exode plus intense des jeunes : cela est infirmé par le tableau suivant.
- [44] De 1.000 vivants à 10 ans, survivants à 20, 30 et 40 ans : 991, 984 et 968, d'après la table française de 1965.
- [45] Série des 3.868 exploitations des « Cévennes » de l'INSEE (Gard et Lozère).

- [46] Assemblée permanente des Chambres d'agriculture, 41^e ann., sup. au n° 439-440, 1^{er}-15 juil. 1970. L'indice est calculé pour l'ensemble de l'agriculture française, à l'aide des indices de l'INSEE (prix agricoles à la production ; produits industriels nécessaires à l'agriculture (pond. 450), salaires agricoles (pond. 200), indice des 259 articles (pond. 350)).
- [47] A. Blanchemain, 1962 ; A. Saussol, 1965 ; R. Lamorisse, 1964b, 1970b.
- [48] La *surface agricole utilisée* comprend essentiellement les terres labourables, les prairies permanentes (dont les prés naturels), les cultures permanentes (vignes et vergers) et les parcours et landes productifs. Terminologie du *Recensement général* de 1970-71.
- [49] *Détail des opérations* : 1) 30 ares de pommes de terre à 18 t/ha et 350 F/t ; 15 ares d'orge à 23 qx/ha et 40 F/qal. 2) Vigne donnant 15 ho/ha ; vin de 9° à 1 F le litre au détail. 3) La surface toujours en herbe est estimée fournir en tout 6.000 U.F. et la chèvre absorber 600 U.F./an. La consommation fourragère et le revenu par tête sont établis d'après la production de 500 l. de lait et de un à deux chevreaux par an (A.-M. Leroy, 1958). 4) Amenés à 120 kg et vendus sur pied à 2,57 F/kg, les deux porcs à l'engrais ont coûté environ le prix de 500 U.F. U.T.H. : unité de travail humain (2.400 heures/an d'un homme valide âgé de 18 à 60 ans). Ici, 1 U.T.H. pour le mari et 1/2 U.T.H. pour l'aide qu'apporte la femme. Rendements, prix et salaires d'après INSEE, 1966, ann. rétro., et ann. stat. France, 1971.
- [50] Certains exploitants complètent leurs maigres ressources en faisant, dans un rayon limité, des journées sur les exploitations plus grandes, où la démographie ne permet pas de faire face à tous les travaux (fenaion, vendanges, arrachage des pommes de terre, etc...). D'autre part, le S.M.G. agricole varie de 1,48 à 1,58 F depuis le 1^{er} janvier 1963.
- [51] Dont 6.000 F pour l'élevage caprin, 784 F en épargne réalisée sur l'achat de pain et de vin, 205 F pour un porc (l'engraissement du second contraindrait à acheter sa nourriture). Il s'agit bien d'*intensification forte* ; dans la plupart des cas, on atteindrait à peine la moitié de cet objectif... On peut alors se demander si la conversion d'un champ en prairie est vraiment une bonne affaire (cf. note 49 : en laissant 10 ares en repos, on obtenait une recette brute de 2.028 F ; avec 2.200 U.F., on peut à peine nourrir 4 chèvres, donc espérer une recette de 1.200 F!).
- [52] 1,85 à 1,97 F (INSEE, 1966, Ann. cité, tabl. XXIA, p. 433).
- [53] R.G.A. 1970-71, recueils départementaux des tableaux croisés relatifs aux grandes régions agricoles (définition INSEE), tabl. 17, Cévennes. Par suite de la prise en compte des communes houillères et manufacturières, il apparaît une foule d'exploitants utilisant moins d'un hectare, phénomène qui s'atténue en Cévenne lozérienne. Les retraités, qui travaillent leurs fonds à temps complet ou partiel, arrivent ainsi à augmenter leurs ressources de façon substantielle. Supposons par exemple un retraité des mines qui, après trente ans de service, touche 5.000 F par an ; il double facilement le montant de sa pension. A Aumessas (retombée méridionale du Lingas), A. Fel a dénombré naguère 13 « exploitations-retraites » sur 34 que comptait la commune (1962, p. 321-22).
- [54] *Id.*, *ibid.*, tabl. 19. Dans l'ensemble, sur 1.063 chefs d'exploitation « actifs à l'extérieur », 512 sont des ouvriers et employés (48 %).
- [55] Au *Mas Auric* (St-André-de-Valborgne), M. Atger considère que 3 ha arrosables sont nécessaires pour élever 40 à 60 chèvres et faire vivre 3 personnes. A la *Pélucarié* (Moissac V.-F.), 24 chèvres sur moins de 2 ha de prairies sèches et irriguées ; 6 personnes en 1962. Au *Puech* (St-Andéol-de-Clerguemort), un troupeau identique sur plus de 2 ha de prés naturels (0,5 ha) et de prairies sèches ; 4 personnes en 1962. A *Thomet* (St-Michel-de-Dèze), M. Fages estime *maximum* un effectif de 50 chèvres sur 3 ha de prairies temporaires ; 7 personnes (dont 2 enfants en bas âge) vers 1962-66. Tout cela suppose des rendements très

élevés, de l'ordre de 8 t.m.s./ha (en Crau, la prairie irriguée fournit 11 à 12 t.m.s./ha). En réalité, ces troupeaux doivent consommer beaucoup d'U.F. au cours de leurs randonnées. Dans aucune de ces entreprises, l'élevage caprin ne constitue l'activité exclusive, sauf au Mas Auric (4 personnes en 1967).

- [56] La « surface agricole utile » comprend la surface utilisée, le sol bâti et les landes et friches non productives (R.G.A. 1970-71, questionnaire, p. 3).
- [57] Chiffres de la campagne 1969-70 auxquels je donne ici une valeur plus générale, s'appliquant à la période étudiée. Entendre par « intensif », tout ce qui a trait au jardin familial, à la vigne, aux cultures alimentaires pratiquées sur les champs, aux cultures pour l'élevage, dont les prairies artificielles et temporaires.
- [58] Prêt du Crédit Agricole à 5 % l'an. Si l'emprunteur est un « jeune agriculteur », l'intérêt de l'opération grandit puisque le taux n'est plus que de 2 %. Mais que sont devenus les usuriers d'antan (cf. note 85, p. 126) ?...
- [59] Anonyme, 1963, D.G. Gén. rur. et Hydr. agr., *Secteur des Cévennes, étude locale des structures foncières*, S.A.F.E.R. de la Lozère, 25 p. ronéo.
- [60] M. Atger, au Mas Auric (2 U.T.H. pour 40 à 60 chèvres) : « S'il y avait un homme de plus sur l'exploitation, il faudrait 100 chèvres. »
- [61] Respectivement à 1,927 et 1,635 F en zone d'abattement maximale (INSEE, 1966, ann. cité, p. 433).
- [62] Depuis le 1^{er} janvier 1966 pour le facteur (INSEE, 1966, ann. cité, tabl. XXVII, p. 438). Moyenne 1966 pour les O.S. (INSEE, 1969, ann. st. France, tabl. XIV, p. 561). Au 1-1-1966 pour le jeune fonctionnaire : (traitement + indemnité de résidence + prime de transport) — (frais de pension + sécurité sociale) selon INSEE, 1969, ann. cité, tabl. XX, p. 563.
- [63] C. Gros, 1968 : revenu de l'exploitation moyenne en Cévenne vignaise (3,5 ha cultivés, arbres fruitiers, chèvres, moutons, divers) évalué à 9.000 F en 1967.
- [64] Il va de soi qu'aucune exploitation cévenole n'est capable d'un auto-financement de cette taille. D'après l'étude de plusieurs exemples situés autour du massif de l'Aigoual (de l'étage des vergers à l'étage montagnard), A. Debay (1968) conclut à l'existence en Cévenne de trois types d'exploitations, selon le degré de leurs difficultés financières : 1) insurmontables dans l'immédiat (moyens d'intervention nuls, émigration); 2) lourdes et insurmontables à terme (moyens d'intervention pour échelonner et retarder l'émigration); 3) lourdes mais amélioration de situation à terme (pourtant agriculteurs sans moyens financiers, peu solvables, incapables d'établir ni de gérer un budget).
- [65] Sur 1.269 exploitations (échantillon p. 353), 37 seulement (2,9 % ont « noté systématiquement et régulièrement toutes les recettes et dépenses au cours de la dernière campagne agricole » (R.G.A., 1970-71).
- [66] M. Della Vedova-Daudé, 1969. L'auteur du mémoire rappelle le rôle « des cours complémentaires (...) qui ont été de véritables pépinières d'employés et fonctionnaires divers partis exercer ailleurs une activité que le milieu local n'était pas en mesure de leur offrir » (p. 94). C'est vrai, mais combien étaient fils de paysans ? Il est tout de même significatif qu'en 1970-71 la population agricole qui fait des études correspond à peu près à celle que la loi soumet à la fréquentation scolaire. Pour un groupe de 943 jeunes (0-19 ans), il en est déclaré 736 en cours d'études (échantillon des 1.269 exploitations, cf. p. 353).
- [67] Sur ces 1.269 exploitants, 85 ont reçu un « enseignement général », 6 un « enseignement agricole supérieur » et 4 un « enseignement agricole autre ».
- [68] Ces retraites sont pour plus de moitié d'origine agricole (54 %), pour 21,9 % du secteur public (R.G.A. 1970-71, Cévennes du Gard et de la Lozère, tabl. 20 : personnes bénéficiant d'une retraite, selon âge, sexe et nature de la retraite).

- [69] R.G.A. 1970-71, tabl. 17 (répartition par âges des chefs d'exploitation selon la taille de S.A.U.ée) et 18 (répartition par âges des familles selon le même critère, Cévennes du Gard et de la Lozère).
- [70] Les proportions restent à peu près les mêmes dans le bassin houiller ou sur ses marges (Bordezac, Branoux, Cendras, Chamborigaud, Foussignargues, Gagnières, Meyrannes, Peyremale, Robiac, Ste-Cécile-d'A., St-Florent/Auz., St-Jean-du-Pin, St-Jean-de-Valérisclé, St-Martin-de-Valg.) : pour les classes âgées respectivement d'au moins 45, 50 et 55 ans, la part des retraités y est de 49,2, 60,5 et 69,1 %. Dans l'arrière-pays (1.269 expl.), elle atteint 49, 58,8 et 66,5 %.
- [71] R.G.A., 1970-71, tabl. 19.
- [72] *Idem*, tabl. 17.
- [73] R. Lamorisse, 1964 b, p. 127 et photo 7, face p. 129.
- [74] Les dépenses de consommation d'un adulte peuvent s'estimer aux alentours de 4.500 F par an (Thi Nguyen Huu, 1967, p. 52-53). Le prix de revient d'une machine s'élève en revanche à 1.300-1.500 F (annuité à rembourser, énergie consommée, frais divers).
- [75] R. Lamorisse, 1970 b, p. 358.
- [76] Si l'on s'en tient au solde migratoire de l'effectif global entre 1962 et 1968, Sumène et Le Vigan étant écartés du compte, on relève un bilan négatif qui représente 3,25 % du nombre recensé en 1962. Pour la Haute Gardonnenque, le solde migratoire (négatif) est plus important : 7,75 % de la population de 1962.
- [77] Pour les pommes en pays viganais, C. Gros (1968, p. 7) observe la distribution suivante : 500 livrent moins de 5 t. chacun ; 120, de 5 à 20 t. ; 30, de 20 à 50 t. et 17, plus de 50 t.
- [78] L'analyse de certaines communes du bassin charbonnier (*supra*, note 70) donnerait des résultats comparables. D'abord, les surfaces utilisées (417 pour 1.268 ha) : moyenne arithmétique, 3,11 ha ; médiane, moins d'un hectare (50 % des utilisateurs pour 6,8 % de la surface) ; médiane à 7 ha environ (8 % des exploitants pour la moitié de la surface). Ensuite, les exploitants : 29 % déclarent une activité extérieure principale ; trois exploitants à temps partiel pour un à temps complet. Enfin, 17,6 % des membres des familles exercent une activité principale au dehors et 51 % s'occupent à temps partiel sur l'exploitation.
- [79] Un hectare de fourrage cultivé pour 28 de S.T.H. (où, d'autre part, 6,3 % de l'herbe est fauchée).
- [80] Ce qui n'égale pas la moitié du revenu moyen par personne, en France, selon l'étude de J.-P. Ruault (1965).
- [81] Dont 16.700 F pour les vergers (pommes : 17,5 t. à 400 F ; pêches : 2 t. à 800 F ; cerises : 6,5 t. à 1.000 F ; poires : 4 t. à 400 F), 4.050 F de vin (810 ho à 5 F), 2.750 F de légumes (1.000 kg de pommes de terre à 25 c. et 2.500 kg d'oignons à 1 F) et 3.000 F pour le travail à mi-temps effectué à domicile par la bru (ce dernier chiffre évalué d'après INSEE, Ann. st. France, 1969, t. VIII, p. 557).
- [82] Charges fixes (impôts, assurances, etc...) : 3.500 F ; main-d'œuvre (le fils cadet et les cueilleurs de fruits) : 2.700 F ; frais de fonctionnement (tracteur, mazout des chaufferettes antigel, insecticides et engrais) : 5.000 F.
- [83] La comparaison est malaisée : les deux enquêtes ont été menées différemment ; l'établissement du revenu n'est qu'approximatif (l'essentiel est qu'il soit vraisemblable) ; il est difficile d'apprécier à sa juste valeur la quantité de travail humain fourni au cours de l'année.

- [84] A ce sujet, il convient de remarquer à nouveau le réseau des liens économiques et sociaux unissant l'agriculture, l'industrie, l'artisanat, le petit commerce, et les rapports qui rendent solidaires la vie rurale et les petites villes. Ce schéma s'applique aussi bien au bassin houiller.
- [85] D'autant plus que la *reinette* a une autre valeur gastronomique que la *golden* dénaturée par la culture industrielle.
- [86] 15 producteurs livrant ensemble 1.000 tonnes de pommes en année faste, notre exploitation de Molières en offre moitié moins que la moyenne de cette S.I.C.A.
- [87] Les Bondons, Fraissinet-de-Loz., Le Pont-de-Montvert, Rousses, St-Julien-d'Arpaon St-Laurent-de-T., St-Maurice-de-V. (Lozère) et Dourbies (Gard).
- [88] L'échantillon de la p. 347 correspondait à celui de la p. 386 (note 16) sauf les communes d'Arrigas, Concoules, Corbès, Génolhac, Mars, Mialet, St-Bresson, St-Paul-Lacoste (Gard); Gatuzières, Meyrueis, Vébron, Vialas (Lozère).
- [89] Source : inventaires communaux du R.G.A. 1970-71.
La production fourragère peut être ainsi évaluée (entre parenthèses, le rendement en U.F./ha) :
- | | |
|--|------------|
| -- 306 ha de prairies artificielles et temporaires (2.500) | 765.000 UF |
| -- 90 ha de fourrages cultivés, dont orge (2.300) | 207.000 |
| -- 2.307 ha de prés (fauchés ou non (1.800) | 4.152.000 |
| -- 10.012 ha de parcours (800) | 8.009.600 |
- Une U.G.B. (unité de gros bétail) nécessite 3.000 U.F./an. Les ovins ont été convertis en U.G.B. pour évaluer la charge pastorale déclarée en 1969-70 : elle équivaut à 3.200 U.G.B. (bétail présent le jour du recensement).
- [90] D'après des enquêtes personnelles effectuées auprès de trois exploitants du Pont-de-Montvert (au Cros, à Finiels et à Rieumal). Pour éviter les complications dans le raisonnement, je suppose qu'il n'y a que des bovins et que toutes les cultures sont destinées au bétail (sauf une provision familiale de pommes de terre et les légumes récoltés au jardin). En réalité, ces exploitations « de montagne » élèvent aussi des moutons, voire des chèvres. De même, je néglige les loyers de la transhumance (dont il faudrait de toute façon substituer le montant à une partie des recettes). Au sujet de ces migrations saisonnières, cf. Miossec et Saussol, 1971.
- [91] 250 kg de porc à 8 F/kg, 600 kg de pommes de terre, volailles, etc... On a cessé de faire le pain (de seigle) au Cros en 1970.
- [92] INSEE, 1966, ann. cité, tabl. XIVB, p. 430.
- [93] En 1846, 103.000 transhumants languedociens sur le Lozère et 20.000 sur le Bougès ; en 1969, 15.000 sur le Lozère (Miossec et Saussol, 1971, p. 456).
- [94] En Margeride, dans un milieu biologique semblable à celui-ci, la quasi-totalité du « spectre pastoral » est refusée par le troupeau ou ne lui convient guère (Daget et Poissonnet, 1970, p. 22). Ici même, pour 13.780 ha « utilisés », 2.193 ha de landes non productives, ce qui pêche peut-être par défaut.
- [95] P. Bresoles, 1967, p. 83-86. D'autre part, J.-P. Barry (1960) a montré, pour le secteur du Causse de Camprieux, l'invasion des parcelles abandonnées par le sarothamne et la colonisation du *saltus* à *Arrhenaterum eliatum*, bonne fourragère, par le nard, la callune, le genêt épineux... ou son évolution vers la *molière* à juncs et *Carex*.
- [96] 69 % de la superficie en faire-valoir direct et 31 % en fermage. L'écart se rétrécit dans les vallées du Tarn supérieur et de la Mimente : 65 et 35 %.

- [97] A. Blanchemain, 1955, p. 35.
- [98] Ces prix réels, selon le procédé imaginé par J. Fourastié (1958, p. XX) sont obtenus par division des prix courants par le salaire minimum agricole garanti horaire : 84,9 F anc. en 1955 (INSEE, 1966, ann. cité rétro., t. XXIB, p. 433) et 1,78 F au 1-7-1967 (INSEE, ann. st. France, 1970/71, t. XV, p. 556).
- [99] INSEE, 1970/71, ann. cité, tabl. II, p. 519.
- [100] Le domaine du Lozère est à ce propos retardataire par rapport à celui de l'Aigoual où le tourisme s'est fortement implanté sur les hautes terres (l'Espérou, les vallées de la Dourbie et du Bonheur, Camprieu...). Ceci est en relation évidente avec les reboisements dont a bénéficié très tôt ce dernier massif et avec la proximité relative de villes comme Nîmes et Montpellier. Plus éloigné, moins attrayant au plus grand nombre, le Lozère a résisté plus longtemps à l'assaut touristique mais, en le « désenclavant » (ce qui tout de même appréciable), l'automobile le livre à son tour à ce genre de colonisation.
- [101] A. Blanchemain, 1955, op. cité, p. 35 *sqq.*, la ferme du Mont Lozère. De son côté, après l'analyse de plusieurs exemples, R. Prieur (1958) déplore que « la pratique de la polyculture peu rentable persiste dans la plupart des exploitations » (p. 109-117).
- [102] Ont disparu presque les deux tiers de la classe âgée de 10 à 19 ans et plus de la moitié de celle âgée de 20 à 29 ans en 1962. L'ensemble qui contient ces communes subit des pertes correspondantes de 65,6 et 50 % (cf. p. 361).
- [103] Il s'est créé au Pont-de-Montvert un C.E.T.A. dont les adhérents « s'imposent de lourdes cotisations, jusqu'à 50.000 F (anc.) par exploitation » (R. Prieur, 1958, p. 143). Vers 1951-55, c'est le prix h.t. (en gros) de deux tonnes de viande de bœuf (1^{re} qual.) à la Villette (INSEE, 1966, ann. rétro, cité, t. V, p. 410).
- [104] La situation est pire en Cévenne où, des 1.269 expl. du modèle représentatif, 21,6 % reçoivent cette forme d'énergie. C'est une des composantes du problème de la productivité : elle doit être examinée en fonction des possibilités d'alimentation du bétail et des réserves en U.T.H. dont elle risque d'accroître la durée.
- [105] On pourrait en profiter pour s'accorder plus de loisirs en ne produisant que de la viande de bœuf mais étant donné d'une part le marais où s'enlise le marché à la production, d'autre part les débouchés locaux du beurre, des fromages et des chevreaux (effet bienfaisant du tourisme), c'est un luxe auquel on ne peut encore songer sérieusement.
- [106] M. Mazoyer a un frère et une sœur à Paris (ingénieur agronome et employée de banque). Lui-même voulait « faire des études » mais il a dû rester ici.
- [107] Le Crédit Agricole ayant au reste bien financé la modernisation de ces entreprises
- [108] R. Lamorisse, 1964 a. *Idem*, 1970 a, le célibat en 1968 dans quarante-trois communes de la Cévenne rurale, dans l'ensemble de la population et chez les paysans (tabl. I et II, p. 126). Ici même, les mariages en Cévenne de 1963 à 1967 (*supra*, p. 337-339, et fig. 48).
- [109] Un des souvenirs évoqués à la veillée, chez J.-P. Chabrol et transcrits dans « *Le Crève-Cévenne* », p. 94-100.
- [110] Dans une communication avec débat concernant les problèmes de l'école en montagne, R. Prieur (1962) dresse un tableau sévère de l'enseignement primaire dans l'arrondissement de Florac.
- [111] M.-J. Kretschmar et M.-R. Pialot, 1962.
- [112] J'y reviendrai plus loin.

- [113] R.G.A. 1970-71. D'après un échantillon de 1.975 exploitations en Cévenne, sur le rebord méridional arboricole et sur les hautes terres.
- [114] Prompts à railler une des rares distractions des femmes, le commérage, les hommes adorent cancaner devant un verre, sous couvert de conversations sérieuses sur la politique, l'Europe « verte », etc...
- [115] Pour ce qui est de l'ensemble ardéchois, ce sont les cantons proprement cévenols qui offrent les taux les plus faibles : respectivement 46,8, 47, 51,8 et 61,9 dans ceux de Valgorge, Les Vans et Joyeuse (p), Antraigues et Thueyts. Plus haut, ils augmentent : 52,1 seulement dans le canton de Burzet, mais 68,9, 76,5 et 85,8 dans ceux de St-Etienne-de-Lugdarès, Coucouron et Montpezat. Une dernière remarque : plus au Nord, là où les protestants arrivent à constituer de fortes minorités, le taux global est à 73 dans le canton du Cheylard (85,5 sans cette bourgade très catholique) et 83,9 dans celui de St-Agrève.
- [116] En ce qui concerne l'utilisation du sol, une mise au point est nécessaire. Le questionnaire d'enquête établi par le Ministère de l'Agriculture distingue en effet la *superficie agricole utilisée*, la *superficie agricole utile* et la *superficie exploitable totale*. Dans la première figurent les terres labourables, le maraîchage, les vignes et vergers, la surface toujours en herbe et le jardin familial. La seconde comprend la surface agricole utilisée, le sol bâti et les landes et friches non productives ; le risque de confusion est évident avec ce que nous entendons d'ordinaire par S.A.U. (« surface agricole utile ») qui équivaut dans les esprits à la surface agricole utilisée intensément. Enfin, la superficie totale est la somme de la superficie agricole utile, des bois et forêts et du territoire non agricole.
- [117] Echantillons des 1.269, 440 et 266 exploitations.
- [118] Les moyennes et médianes en témoignent (notons cependant qu'elles sont bien faibles). D'autre part, l'analyse de la « surface toujours en herbe » montre l'extension qu'y prennent les « parcours et landes productifs ». L'aspect prédateur de l'élevage est au reste mieux affirmé en Margeride et sur les Causses où cette catégorie accapare respectivement 65 et 97,5 % de la S.T.H. contre 46,5 % dans la Montagne vivaraise et 59,5 % dans les Monts de Lacaune.
- [119] En comptant un gros bovin (= une U.G.B. = 3.000 U.F.) pour 2 ha. J'ai supposé cet élevage extensif pour la commodité de l'exposé ; la réalité économique est tout de même plus nuancée, comme invitent à le croire les valeurs des moyennes et médianes (dans quatre ensembles, elles sont comprises entre 17 et 51,6 et entre 10,5 et 40 ha ; et si, dans les Causses, la moyenne est à 83,7 ha, la médiane n'atteint que 22 ha seulement, ce qui traduit l'opposition agraire entre les plateaux et le « cañon »). A. Fel (1962) insiste à propos de la Montagne ardéchoise sur la pauvreté générale et l'exemple qu'il cite est précisément celui d'une « micro-exploitation » à temps partiel et ressources extérieures (p. 274) ; plus loin (p. 280-282), il évoque dans l'Espinouse « le lent déclin d'une agriculture pauvre sans que des éléments de rénovation fassent vraiment contrepoids ».
- [120] Soit la surface agricole utilisée à laquelle j'enlève les landes et parcours productifs.
- [121] Le rendement étant évalué à 90 ho/ha et le degré d'alcool à 11 (pour tenir compte des vignobles de coteau et de plaine), le revenu brut de l'exploitation moyenne s'élève à 13.698 F et celui de l'exploitation médiane à 3.926 F, les prix à la production étant ceux de 1965 à 1967 (1,37 F le degré-hecto, selon INSEE, 1969, ann. st. France, tabl. I A, p. 539). Le revenu brut médian est ici inférieur à celui de la ferme médiane cévenole : 6.222 F pour 4,9 ha en polyculture. Le revenu brut moyen est légèrement inférieur à celui de la ferme d'élevage extensif sur le Mont Lozère (env. 20 U.G.B. sur 50 ha, cf. p. 363). Le bilan migratoire ne doit donc pas faire illusion : il cache l'intensité d'un exode rural que parviennent à compenser les progrès de la banlieue autour des grands centres.

- [122] Selon une étude réalisée par la S.A.F.E.R. des P.-O. et concernant quatre communes (dont Baho, Pézilla-la-Rivière et Villeneuve-la-Rivière), une superficie moyenne de 2,22 ha (75 % en maraîchage, 11 % en légumes de plein champ, 5 % en vergers) exige 2 U.T.H. en permanence et rapporte brut 16.700 F/ha en 1968 (12.000 F/ha avec au moins 2 U.T.H. près du Vigan, cf. p. 358) ; en système viticole (76 % de vignes, 18 % de vergers, 6 % de légumes de plein champ), une superficie moyenne de 16,6 ha retient 3,86 U.T.H. (4,70 avec les salariés) et fournit un revenu brut de 3.900 F/ha, soit 31.540 F à Molières-Cavaillac : 11 ha (dont 7,6 en vergers, 3 U.T.H. environ, 26.500 F de rapport brut annuel moyen, cf. p. 359).
- [123] Ces différences se retrouvent dans le mode et le niveau de vie (ex. : le téléphone dans 10,8 % des exploitations en Roussillon, 22 % dans le Comtat).
- [124] P. Carrière, 1968.
- [125] P. Carrère et R. Dugrand, 1967, fig. 8, p. 48 (126). *Idem, ibidem*.
- [126] *Idem, ibidem*.
- [127] Cadre peu conforme à l'esprit géographique mais imposé par la documentation disponible. L'exemple n'en reste pas moins fort expressif.
- [128] Dans ces régions céréalières, les exploitations, très mécanisées et motorisées et couvrant de vastes superficies (20 % d'entre elles utilisent au moins 70 ha), ont adopté un système de cultures qui retient peu de main-d'œuvre (les céréales ont occupé en 1969-70 les deux tiers de la surface agricole utilisée), ce qui explique les faibles densités d'actifs à l'hectare : 0,02 ; en y ajoutant les salariés (un pour deux ou trois exploitations en moyenne), ce quotient ne risque pas d'augmenter beaucoup. L'économie agricole est ici de type capitaliste : 1.500 F de rendement brut à l'hectare pour une grande entreprise, avec un agriculteur pour 30 à 50 ha. L'importance économique de ces « gros bonnets » est telle qu'ils pèsent lourd dans la politique agricole nationale ; c'est à cela aussi qu'ils doivent leur richesse matérielle et leur situation sociale.
- [129] P. George et P. Randet, 1964, p. 115.
- [130] En partant des 18.809 habitants recensés en 1968 dans l'ensemble défini à la page 386 (note 16).
- [131] Calcul sur cinq ans (1967-71). *Source* : D.R. INSEE, Montpellier.
- [132] Taux non rectifiés : 12,9 en Suède (1967), 13,6 et 13,2 aux Pays-Bas (1968 et 1969), 13,7 en Norvège (1968). *Source* : INSEE, 1972, ann. st. France, partie internationale.
- [133] La Région est affligée d'une mortalité encore plus forte : 2,1 % des conceptions (France moins la Région en 1967-69 : 1,5 %).
- [134] L'échantillon ne comprenait alors que Molières-sur-Cèze, St-Florent-sur-Auzonnet, La Grand'Combe et Les Salles-du-Gardon.
- [135] Il ne s'agit pas vraiment de cela puisque la mortalité péri-natale s'entend couramment comme la somme des mort-nés et des décès endogènes.
- [136] La mortalité est presque trois fois plus virulente dans le reste du Garr (2,4 % au lieu de 0,86 % ici). Mais elle l'est aussi dans des ensembles géographiques bien plus vastes que ceux-ci (1,5 à 2,5 % des accouchements). Il est possible que les taux et pourcentages en discussion se trouvent sous la seule influence perturbatrice du traitement de petits domaines. Il semble que l'unique enseignement qu'il faille tirer de cet examen est le recul sensible de la mortalité exogène ; au fond, les taux non rectifiés apparaissent plus significatifs que les taux rectifiés.
- [137] Ce qui ramène les taux de fécondité de 67,5 à 59,5 ‰ (TFG) et de 104 à 93,7 ‰ (TFL), chacun étant calculé d'après les effectifs de 1968.



CONCLUSION GENERALE

Cent à cent cinquante ans après l'avènement de la Révolution industrielle, la situation démographique de la Cévenne languedocienne est plutôt désastreuse. J'avais pour ambition d'éclairer la situation actuelle par la description d'un long dépeuplement ; j'en rappelle donc les principales étapes.

Dans le second quart du XIX^{ème} siècle, la *Cévenne est très peuplée* en dépit de sa nature hostile ; la *population est jeune* et elle se régénère grâce à une *fécondité que bride un certain esprit malthusien*. Le *paysage rural est largement maîtrisé*, même s'il est souvent utilisé de manière extensive. Si le problème des subsistances ne se pose pas de façon aiguë (mais les hautes terres sont plus vulnérables car le châtaignier y végète mal ou bien en est exclu), le *surpeuplement existe* ; il est *lié à une inégale répartition de la surface exploitable et au chômage saisonnier d'une abondante main-d'œuvre*. Sous la pression du nombre se sont ouverts ou édifiés en altitude de véritables parcellaires de disette. La force de travail disponible et la nécessité de survivre entretiennent des *courants migratoires temporaires* qui doivent être *intenses et se dirigent surtout vers les basses terres méridionales*.

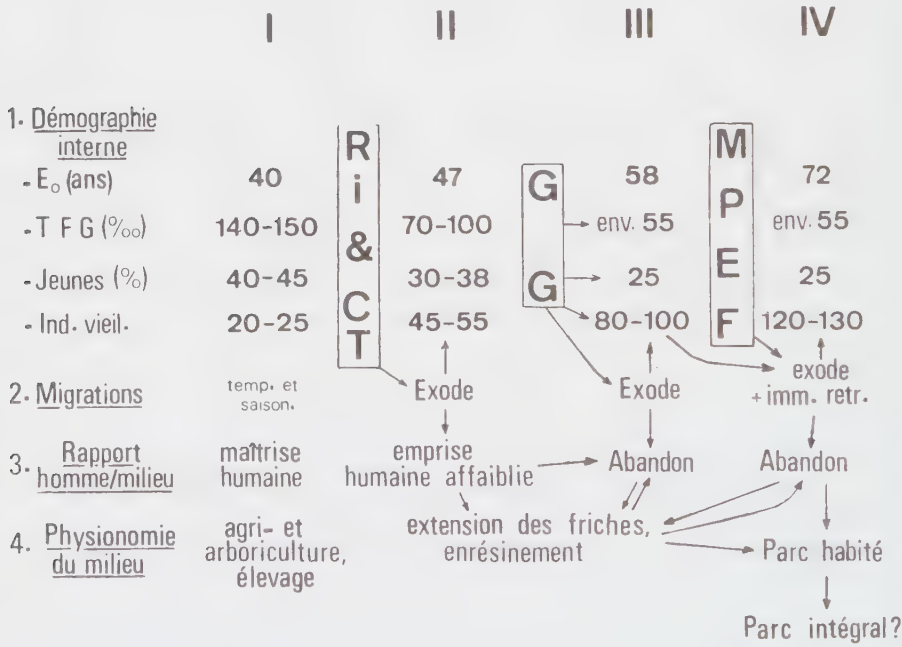
Vers le milieu du siècle survient une crise profonde (mauvaises récoltes, maladies du ver à soie, appel de main-d'œuvre à l'extérieur). *L'économie rurale se détériore sous l'effet de l'avalissement des prix, de la raréfaction des travailleurs et de l'accroissement des salaires*. La masse des paysans qui se livraient auparavant à des va-et-vient réguliers est désormais sérieusement rongée par l'émigration définitive et *cette pénurie perturbe un système de production où l'homme est irremplaçable car les techniques ne progressent pas*. Le sous-peuplement aboutit aux mêmes résultats que le surpeuplement : il *pousse à l'abandon d'un finage où l'on vit plus mal, sinon misérablement, alors que, d'un point de vue strictement spatial, on y est plus à l'aise*. L'habitant est contraint par les données économiques *nouvelles de quitter une terre redevenue ingrate parce qu'il ne dispose plus des mêmes moyens pour la cultiver*. Par ailleurs, *les causes directes de surcharge se perpétuent* : par le recul de la mortalité, le rythme de l'accroissement naturel décélère moins vite que ne le laisserait attendre la baisse de la fécondité ; *la part des consommateurs tend à s'accroître tandis que stagne ou diminue la productivité*. Les « quartiers » se dépeuplent, les villages-centres s'étiolent ; l'herbe et les friches colonisent le paysage agraire et la charge pastorale s'allège sur les landes et autres parcours ; les forestiers se consacrent au reboisement, embauchant de la main-d'œuvre locale et se félicitant ainsi d'enrayer l'exode rural [1].

← Le puits de St-Florent-sur-Auzonnet (1.540 ouvriers en 1967) fermé en 1974, en cours de démolition (1975).

Une bataille perdue.

Le seuil de population minimale nécessaire à l'emprise humaine sur des terroirs très pénibles est déjà repassé depuis longtemps quand survient la grande guerre. Nous en savons les effets catastrophiques : les progrès soudains et très sensibles du vieillissement accentuent le sous-peuplement qui exaspère l'émigration, ce qui renforce le vieillissement... Malgré tout, l'hémorragie n'a pas réussi à vider une Cévenne qui peut encore participer, une trentaine d'années plus tard, à la renaissance démographique nationale. *Renouveau passager et trompeur* : découragée par la perspective d'un niveau de vie médiocre et refusant une existence désuète, la jeunesse décampe et le remplacement des générations est de moins en moins assuré ; si l'évolution se poursuivait ainsi, le minimum biologique serait atteint avant la fin du XX^{me} siècle.

Tout cela peut se résumer comme il suit.



Périodes I. Vers 1840 — II. Début XX^e s. — III. Entre les deux guerres — IV. Vers 1970.
Cartouches : RI et CT : Révolution Industrielle et crises techniques — GG : Grande Guerre — MPEF : Mutations profondes de l'économie française.
Démographie interne : E_o : espérance de vie à la naissance (en années) — TFG : taux de fécondité globale.

Du fait de l'augmentation régulière de l'espérance de vie, la part des jeunes aurait dû augmenter constamment. Au contraire, la désagrégation de leur groupe, la baisse du taux de fécondité globale et l'inflation de l'indice de vieillesse traduisent les effets d'événements majeurs bouleversant une société rurale qui ne peut que les subir. Il est vrai que, sans émigration, la densité humaine serait devenue intolérable à brève échéance, le genre de vie restant ce qu'il était au

milieu du siècle dernier [2]. L'émigration est une réponse à un problème complexe et sans cesse posé ; elle ne soulage pas la région qu'elle concerne mais elle la dévitalise : c'est un remède efficace dans la mesure où la maladie cesse lorsque le patient meurt.

Le développement de l'extraction houillère à proximité participe au dépérissement des hautes vallées. Il se crée en quelque temps un domaine original par la provenance de la population et le caractère primitif de son mouvement naturel. L'arrivée massive de ruraux qui se soumettent facilement à la fêrle des compagnies industrielles renforce l'opposition politique et religieuse entre le bloc cévenol, huguenot et républicain, et l'appendice catholique et conservateur qui, de la Cévenne ardéchoise et du haut bassin de la Cèze, s'insinue vers le Sud, jusqu'au-delà d'Alès. Toutefois, et quelque énormes que semblent les différences, ces deux domaines sont trop voisins pour s'ignorer. En fin de compte, *il est très probable que, à l'inverse d'autres régions d'accueil (terres viticoles, villes, etc...), le bassin charbonnier a plus freiné qu'accélééré le déclin démographique en Cévenne*. C'est logique : immigrer à La Grand-Combe ou à Alès, est-il concevable de rompre définitivement toutes les attaches avec Le Pont de Montvert, Saint-Frézal-de-Ventalon ou Saint-Martin-de-Lansuscle dont on est originaire ? D'autre part, le jeu des migrations saisonnières ou temporaires a dû soutenir la polyculture à temps partiel et ralentir ainsi le dépeuplement [3].

En tout cas, l'évolution économique et humaine du bassin peut être récapitulée comme ci-dessous.

	I	II	III	IV	V	VI
Extraction (en millions de t.)	0,02		2			
Population (indices)	100	255	370	400	500	445
Migrations	↔	+		+	+	-
Démographie						
E_0	40	<30	41	57	65?	70-75?
TFG (% $_{100}$)	140-150	225	115	60-65	80-90	40-56
J (% $_{100}$)	40-45	40-45	38-41	24-37	27-36	24-31
Ind. vieil.	20-25	10	15-20	25-80	38-72	30-150

Périodes : I. Vers 1830 — II. Vers 1870-80 — III. Début XX^e siècle — IV. 1936 — V. Vers 1950 — VI. Vers 1970.

Cartouches : RI : Révolution industrielle — D : crise économique de la décennie 1890 — GG : Grande Guerre — BC : Bataille du Charbon — CC : Crise Charbonnière.

Migrations : période I : va et vient saisonniers (flèches opposées) + : immigration forte ; + : immigration modérée. — : émigration ; — : émigration forte

Démographie : E_0 : espérance de vie à la naissance (en années) — TFG : taux de fécondité globale

Le train-train démo-économique louis-philippard est secoué par la *Révolution industrielle* : en cinquante ans, la production de houille est centuplée, la population multipliée par 2,75 ; l'afflux des immigrants gonfle le taux de fécondité, mais le recul brutal de l'espérance de vie inhibe le rajeunissement démographique. Le *malaise de la fin du siècle* perturbe les mouvements migratoires : bien que l'espérance de vie ait regagné une quinzaine d'années en une génération, le malthusianisme amorce un vieillissement qui, désormais, ne fera que s'accroître. Par les pertes humaines qu'elle a provoquées, la *guerre de 1914-1918* entraîne un regain d'immigration (on s'adresse au Maghreb et aux pays surpeuplés de l'Europe méridionale et centrale) mais le phénomène est trop limité pour encourager un rajeunissement (cf. TFG et proportion de jeunes en 1936). La « bataille du charbon » et le climat excitant du dernier après-guerre freinent davantage le vieillissement qu'ils ne relancent le rajeunissement ; *au cours de la décennie soixante*, les espoirs s'effondrent : *l'exode minier s'exaspère* tandis que *le taux de fécondité diminue presque de moitié* ; la *débâcle* commence à marquer les structures démographiques lors du recensement de 1968.

Du point de vue des *rapports entre économie et démographie*, il est possible de distinguer :

a) un *milieu rural* où, une fois installé, le malaise demeure ; il est jalonné de poussées fiévreuses dues aux crises et à l'interdépendance où se trouvent le mouvement interne et l'émigration ; *l'illusoire optimum de peuplement se dérobe* continuellement ; le processus général de la dévitalisation s'écrit : *exode, dénatalité, vieillissement*.

b) un *secteur d'industrie lourde qui se développe brusquement*, provoquant une *crue de la natalité*, mais aussi une *aggravation très sensible de la mortalité*. Les mouvements s'assagissent, la *population est minée par un vieillissement irréversible* ; une *crise grave provoque la déroute*. En bordure du bassin auquel elle s'intègre cependant, la bourgeoisie Alès en a subi le style démographique : *entassement précipité des hommes* (à une époque légèrement plus précoce), *emballement puis accalmie du mouvement naturel*. Avec une situation géographique meilleure que celle des impasses d'amont, avec une structure sociale plus différenciée et plus urbanisée, elle supporte mieux la retraite du charbon ; mais, si elle ne fait que profiter momentanément des tribulations du voisinage, elle risque de déperir à son tour.

c) un *chapelet de petites villes qui profitent de leur arrière-pays mais qui ne cessent pas de maigrir depuis un siècle* ; dans l'ensemble (et ceci n'interdit pas les phases brillantes), la Révolution industrielle les a placées dans une situation critique ; le protectionnisme officiel et quelques fonctions urbaines leur ont permis de prolonger leur étiolement ; *le bilan naturel y est constamment négatif* (fécondité mesurée et mortalité de style « industriel » dans une première période, renforcement du malthusianisme ensuite). La remontée de leurs effectifs depuis vingt à vingt-cinq ans n'interdit ni le *retour à une faible fécondité*, ni le *vieillissement de la population*.

Le vieillissement démographique est un phénomène permanent, directement lié à l'émigration (la réciproque étant vraie) ; toutefois, la relation n'est pas aussi simple que le bon sens le laisserait supposer. Car le phénomène procède d'un

second facteur : le *malthusianisme* ; celui-ci n'est pas le résultat d'une simple soustraction d'adultes entraînant un déclin de la natalité, mais il traduit un comportement devant la vie. Il est le produit soit d'un refus irraisonné, soit d'une réflexion sur l'existence de l'homme dans son œkoumène ; il peut seulement refléter une situation passagère ou s'enraciner dans le temps profond ; il peut concerner l'individu mais il touche le plus souvent tel ou tel groupe, telle ou telle classe sociale, telle ou telle communauté façonnée par ses habitudes, ses croyances et la conscience de ses intérêts.

L'étude qui vient d'être menée permet de dégager *quelques aspects de ce malthusianisme*, attitude déjà ancienne en France, au XIX^{me} siècle.

a) Quelle que soit l'époque, la paysannerie est moins malthusienne que le reste de la population et un ensemble donné est d'autant plus malthusien qu'il est socialement plus différencié et qu'il comporte moins de paysans (ex. : petites villes et vallées rurales, bourgs intra-cévenols et quartiers des *valats*) ; en dépit des vicissitudes, la population paysanne demeure la plus féconde [4].

b) Cela ne signifie pas que le niveau de la fertilité rurale reste constant ; en fait, *le malthusianisme se diffuse lentement durant la seconde moitié du XIX^{me} siècle ; entre les deux guerres, sa progression est plus rapide* sans qu'il soit possible de fixer une raison précise à cette accélération (le découragement face au marasme agricole des années trente pourrait fournir le motif ; le développement de l'instruction justifierait une meilleure efficacité des moyens).

c) *Dans le bassin houiller, le niveau de la fécondité est beaucoup plus fragile.* En premier lieu, l'immigration provoque une hausse formidable de la natalité ; la structure par âges et la nature des relations sociales dans un domaine nouveau s'y prêtent bien ; d'autre part, ces allogènes sont originaires de régions à forte fécondité (ils sont nés en majorité sur les « hautes terres » du Massif Central ou bien, plus tard, en Europe orientale et méditerranéenne ou en Afrique du Nord) et ils ne se libèrent pas tout de suite des habitudes qu'ils apportent avec eux. Au cours d'une seconde phase, la fécondité s'affaiblit (taux brut de reproduction : 3,52, 1,77 et moins de 1 en 1876, 1906 et 1936). On peut toujours invoquer l'influence de crises qui affectent la grande industrie mais, pour ne prendre qu'un exemple, la chute de la fécondité légitime dans les années 1920 et 1930 ne coïncide pas avec une période de marasme économique dans le bassin lui-même. Il arrive sans doute que certaines peurs collectives, telle la crainte du chômage, favorisent le malthusianisme ; il serait intéressant aussi d'évaluer l'influence des idées politiques et sociales sur le comportement des ménages dans les cités ouvrières. En tout cas, *cette attitude restrictive se conçoit vraisemblablement alors que, détaché de son milieu contraignant, le nouvel habitant exprime le sentiment de liberté qu'il peut éprouver par le choix de limiter ou non sa progéniture* ; les progrès de l'instruction et de l'hygiène lui en fournissent par ailleurs des moyens sans doute plus sûrs que dans la société paysanne elle-même.

Une opinion bien établie veut que les familles ouvrières procréent davantage que les autres et ce, dans un but lucratif : une fois élevée, leur nombreuse progéniture est mise au travail et rapporte de l'argent. Les faits ne la démentent pas ; il convient pourtant de rappeler le très lourd tribut que paient ces familles

à la mortalité : en dépit d'une natalité galopante, des nichées « à la Maheude » sont rares (moins de 2 % des familles complètes en 1876). Malgré cela, *il est possible de mettre en évidence une fécondité plus forte chez les manœuvres, mineurs et ouvriers que chez les employés, commerçants, etc...* de Bessèges et de La Grand'Combe.

De toute manière, à mesure que se succèdent les générations, la mortalité recule et le malthusianisme s'étend : les deux phénomènes sont concomitants. Mais, étant donné la stratification des « marées » migratoires, il s'observe toujours un *décalage entre le mouvement naturel de la population en place et celui des derniers arrivés* :

— Indigènes pré-industriels et allogènes attirés en masse par l'industrialisation de la décennie 1840.

— Descendants de ces immigrants historiques (deux ou trois générations en arrière) très malthusiens et étrangers des années 1920 (observation à travers le recensement de 1936).

— Descendants de tous ces gens-là (seconde à quatrième génération) eux aussi malthusiens et Maghrebins arrivés jusque dans les années 1960.

A malthusianisme plus ou moins intense, position sociale plus ou moins avancée : c'est parce qu'ils sont les derniers arrivés que les nouveaux venus piétinent au bas de l'échelle sociale et que se justifie en partie leur plus forte fécondité.

d) Du fait de la complexité des influences, *l'intensité du malthusianisme liée à la religion est difficile à isoler*. Cette étude concerne en grande partie une communauté protestante dont l'originalité a résisté plus ou moins longtemps aux effets de la Révolution industrielle [5]. Généralement, pour des raisons qui n'ont pas à être exposées ici, les réformés restreignent davantage leur natalité que les catholiques [6]. Qu'observe-t-on en Cévenne à ce sujet ?

— Il est séduisant d'opposer le bassin houiller à majorité catholique et la Cévenne rurale : l'épreuve donnerait les résultats escomptés mais elle serait dépourvue de signification car les circonstances et des raisons proprement sociales oblitérent les influences religieuses probables, sinon certaines.

— Il est plus indiqué de comparer au début de ce siècle un échantillon protestant (en l'occurrence, les cantons de Barre et de Saint-Germain) et le reste de la Lozère, très catholique. La preuve recherchée apparaît alors clairement :

	Jeunes (0-19 ans)	Vieillards (60 ans et +)	TFL (p. 1 000)
Cantons cévenols (9.847 h.)	35,1 %	15,5 %	143
Reste Lozère (112.853 h.)	42,2 %	13,0 %	191 [7]

— De nos jours, l'évolution des mentalités a été si profonde qu'il semble illusoire d'entretenir le débat. Nous avons vu, à travers le recensement de 1968, que des fiefs où le catholicisme est encore très vivant (Margeride, Causses

Méjean et de Sauveterre) n'offrent pas les aspects d'une forte fécondité par rapport à la Cévenne languedocienne et que, par sa structure par âges, la Cévenne ardéchoise, à solide tradition catholique elle aussi, se révèle plus malthusienne que des régions voisines, de confession réformée.

* *

Dans la *Cévenne d'aujourd'hui*, deux problèmes sont nés de la dévitalisation ; ils concernent l'avenir de la population rurale et celui du bassin houiller.

Pour ce qui est des vallées cévenoles et de leur cadre montagnard, la désertification répond de causes naturelles et techniques (rareté du sol cultivable, manque de puissants moyens d'irrigation, pénurie de capitaux ou, plus exactement, timidité devant la perspective de l'emprunt et gros risques d'insolvabilité). Mais la raison majeure est d'ordre humain : toute entreprise de sauvetage, sinon de rénovation, est subordonnée à la question démographique.

C'est pourquoi, en dépit des remous qu'elle a pu susciter, la création du Parc national paraît la solution la moins mauvaise pour réanimer un secteur en voie d'abandon accélérée. En effet, à part les hautes terres (Lozère, Causses cévenols, retombée septentrionale de l'Aigoual) qui offriraient des chances de survie grâce à l'élevage des bovins à viande ou des brebis-mères [8], la rénovation de l'économie agricole en Cévenne même ne semble plus réalisable. Quelle que soit la pertinence de leurs arguments, ceux qui préconisent la relance du châtaignier sur les *bancels* en vue de la confiserie ou le retour du *magnan* sur mûrier-nain pour répondre à un accroissement éventuel des besoins en soie grège, ne rencontrent qu'une audience limitée [9]. L'exode et le vieillissement font avorter toutes les entreprises qui, autrement, seraient rentables : élevage caprin, cultures de petits fruits, voire la culture du tabac dans le bassin de Lasalle [10].

Doté d'un statut original que justifie la présence d'une poignée d'habitants, ceinturé d'une zone périphérique un peu plus sinon mieux peuplée, le Parc devrait faciliter la conversion d'une économie agricole délabrée en intensifiant le tourisme [11]. Ce Parc habité, par la population que nous connaissons désormais, n'est peut-être qu'une étape vers le Parc intégral.

Il ne faut certes pas rejeter *a priori* les effets d'une installation « sauvage » de jeunes gens plus ou moins confusément « motivés », vivant en ménages ou en communautés. Leur arrivée préfigure-t-elle un vigoureux afflux ou bien ne s'agit-il que d'un phénomène passager ? Sont-ils des pionniers qui veulent vivre (chichement) de leur travail ? Il leur faut alors beaucoup de courage pour résister ne serait-ce qu'aux revers strictement techniques de leur nouveau métier (s'improviser cultivateur est-il possible ? avoir le comportement juste et précis à tenir en cas d'épizootie ne requiert-il pas une bonne connaissance du bétail, de son écologie ?...). Ou bien ne sont-ils que des marginaux en rupture de société industrielle de consommation, cédant eux aussi à la « cévennomanie » ? Quels qu'ils soient, gens sérieux décidés à assumer tous les risques de leur choix, ou fumistes de passage à la recherche d'autre chose, la population locale a tendance à les désigner globalement sous le terme (pour elle péjoratif) de « hippies » : on voit apparaître ici, sur

une bien plus modeste échelle il est vrai que dans les villes industrielles, ce phénomène de « rejet » qui affecte toute société pénétrée par des éléments étrangers. En tout cas, dans l'hypothèse la plus optimiste, cette immigration contribue à la solution d'un problème économique et social et l'agriculture n'est pas étouffée par le tourisme puisqu'elle est une activité délibérément exercée ; mais l'aspect authentiquement cévenol de la question demeure entier.

Pour enrayer l'hémorragie (en admettant au reste qu'il ne s'agisse encore que de cela), doit-on envisager la fonctionnarisation du paysanat ? Au point de vue économique, c'est une idée qui se défend [12] : sur le plan humain, elle est plus vulnérable dans la mesure où la rémunération implique en contrepartie l'exigence d'un service et, par là, le renoncement à une partie de sa liberté. De toute manière, il serait scandaleux de vouloir réduire les habitants à un simple rôle de figurants, d'en faire des objets de curiosité. Si malheureusement on parvenait à ce résultat pour satisfaire les goûts d'un certain tourisme, on aurait figé la vie. La seule agriculture asservit l'habitant et elle le nourrit mal ; très souvent, elle est associée à d'autres ressources parmi lesquelles les retraites se taillent la part du lion. Comme activité, le tourisme apparaît bien capable d'épauler l'agriculture *parce qu'il ne réclame pas un encadrement humain imposant et parce qu'il trouve l'infrastructure nécessaire au prix d'aménagements assez vite réalisés grâce au financement de la communauté nationale*. A son crédit s'inscrivent les recettes encaissées par les particuliers et les communes : c'est un avantage appréciable car il facilite grandement la vie des autochtones [13]. Il faut cependant voir plus loin.

Signaler en premier lieu les dommages esthétiques infligés au pays. Le contrôle de la zone périphérique échappe à l'administration du *Parc* ; il s'y répand un habitat hétéroclite où, trop souvent, les maisons n'y sont plus « l'expression du milieu géographique » mais le reflet des goûts, des fantasmes et des disponibilités financières du citadin... Les poteaux en ciment de l'E.D.F., les banquettes de reboisement ne contribuent pas moins à enlaidir un paysage où toutefois il reste encore beaucoup à défigurer. Au train où vont les choses, toutes les craintes sont permises...

En mariant le tourisme à l'agriculture, il faut veiller à ce que l'un ne dévore pas l'autre ; on unit en fait la chèvre et le loup. La zone périphérique est devenue un terrain propice à la spéculation foncière et immobilière. Tout se vend, et au prix fort, depuis la ruine qui émerge à peine des ronces à la belle bâtisse « où il y aura beaucoup de réparations à faire », du morceau de pré à bâtir jusqu'au vaste tènement de plusieurs dizaines ou centaines d'hectares sur lequel, grâce aux libéralités du Fonds forestier national, on se constituera un capital en bois de pâte [14]. Pour satisfaire ses besoins en espace, le tourisme accapare les terres agricoles et surtout celles qui se prêteraient le mieux à un travail productif. Il va sans dire que, dans la jungle des prix fonciers, l'agriculture est perdante ; seule une législation autoritaire (mais n'oublions pas que notre société est libérale), maintenant des prix « agricoles » sur le marché, serait capable de sauvegarder le patrimoine cultivable. Au profit de qui ? s'étonneront les partisans d'un aménagement « rentable ».

D'un point de vue psychologique, il y a pis. L'argent que rapporte le tourisme est bien plus aisément gagné que celui procuré par une agriculture besogneuse. Pour qui sait compter, la tentation est forte d'abandonner définitivement un genre

de vie pénible. Au surplus, par ses contacts avec les gens qu'il reçoit, le paysan retient surtout le côté agréable de la vie citadine embellie par les récits de celui qui, en temps ordinaire, la maudit volontiers. Sans doute le couple atteignant la cinquantaine n'y est-il guère sensible mais les adolescents sont très perméables à l'attrait de la ville. En amenant quantité de visiteurs au moment des vacances, le tourisme fait plus durement sentir aux habitants la solitude où ils se trouvent la plupart du temps. L'isolement et l'ennui sont aussi redoutables que la crainte de mal gagner sa vie en demeurant paysan. C'est pourquoi le tourisme est un remède dangereux : il aide certes les générations vieilles qui sont demeurées en Cévenne mais il est aussi un fourrier de l'émigration des jeunes.

Il apparaît donc impossible de résoudre à la fois les aspects économique et culturel du problème rural en Cévenne. Sauvegarder son patrimoine historique, c'est la transformer en musée, qu'on le veuille ou non. En revanche, pour assurer sa rénovation économique, il faut en sacrifier l'espace aux exigences d'un tourisme de masse [15]. Moyenne montagne, la Cévenne offre des possibilités de ski mais elle est surtout une montagne favorable à la promenade ; cela implique un réseau de routes goudronnées (automobiles, cycles), de sentiers pédestres et équestres, toute une infrastructure qu'elle possède et qu'il suffit d'entretenir. Réserve d'animaux sauvages, elle devient *ipso facto* territoire cynégétique avec chasses organisées pour les besoins de l'équilibre biologique... et la rentabilisation du capital investi. L'accueil des visiteurs suppose l'implantation de gîtes ruraux et villages de vacances mais aussi la création de « complexes » destinés à des loisirs urbains dont peu de touristes au fond arrivent à se passer. En ce sens, la différence avec des stations de haute montagne n'est plus qu'une question de mots [16]. Des emplois se créent avec le développement des activités ; mais, pour la plupart des gens qui trouvent à s'employer, la mesure de la promotion sociale est vite prise : que ce soit ici ou ailleurs, ils demeurent aux échelons les plus modestes d'une société de consommation.

Dans la frange textile méridionale, l'avenir n'est pas des plus limpides. Il y a plus de quinze ans que les secteurs de Ganges et du Vigan avaient été déclarés « zones critiques » en 1956 [17]. La reprise qui a suivi cette période sombre ne peut pas faire oublier que dans ces petites villes et bourgades, les industries ne survivent que par la bonne volonté de sociétés extra-régionales qui y trouvent leur profit ; autrement, le problème de l'emploi, essentiel pour l'évolution démographique, n'est jamais résolu [18].

C'est toutefois le bassin houiller qui polarise l'attention puisque, depuis qu'il a été lui aussi déclaré « zone critique » en 1956, la conversion marque le pas. C'est en France l'une des régions en difficulté les plus malaisées à rénover. Le « drame des houillères » (M. Toromanoff, 1969) prend ici des aspects particuliers : enclavement et morcellement du bassin, moyenne d'âge assez élevée d'une main-d'œuvre dont on souligne qu'elle est habituellement peu convertible, quasi-exclusivité de l'industrie extractive. *L'aspect humain du problème ressortit au sous-peuplement* : en admettant que se résolve la question de la situation géographique, d'éventuelles industries à personnel hautement qualifié ne s'implanteront pas parce qu'elles ne trouveront pas sur place la main-d'œuvre appropriée ; elles ne viendront pas de toute façon parce qu'il est pour le moins difficile de

persuader des ouvriers parisiens ou lyonnais de vivre dans la vallée de l'Auzonnet ou à La Grand'Combe. Les industries qui s'installent sont précisément attirées par la faible qualification de la main-d'œuvre, de préférence féminine : l'inconvénient qu'offre sa mobilité est compensé par sa docilité et l'octroi de salaires relativement bas. Encore faut-il noter qu'aucune usine de ce genre n'a été à ce jour domiciliée dans le bassin proprement dit. En tout cas, d'ici la fin du siècle, le bassin houiller cévenol pourrait devenir la zone périphérique du Parc national des Cévennes [19].

La Cévenne appartient traditionnellement à l'*arrière-pays* bas-languedocien. Cette notion demeure chargée de tout son *sens physique* : c'est l'imposant gradin par lequel le *chênaie d'yeuse*, représentative de cette portion du domaine méditerranéen, grimpe jusqu'aux confins de l'*étage montagnard* que caractérise la *hêtraie* ; c'est le gigantesque talus par lequel on accède aux *hautes terres* que couvrent les *pelouses* de l'Aigoual et du Mont Lozère.

Elle est restée longtemps, grâce à une *forte fécondité relative*, un *réservoir de population* dont les hommes venaient régulièrement *offrir leurs services au bas pays et participer à sa régénération démographique* : cela aussi peut être considéré comme un *aspect caractéristique de l'arrière-pays*.

L'*action de l'habitant* a laissé des marques indélébiles dans le *paysage* : correction de la pente sur les versants par aménagement des escaliers de *faïsses*, extension de la *châtaigneraie* aux dépens de la *chênaie*, morsures agraires aux limites de l'espace habituellement utilisé, invasion des landes à bruyères et à genêts [20].

Le *départ de l'habitant* a laissé le *champ libre au forestier*, raisonnant davantage en économiste qu'en exploitant direct du sol que le souci de vivre talonne continuellement. Depuis environ un siècle, l'œuvre de reboisement *a étendu l'emprise de la futaie, résineuse ou mélangée*, en s'appuyant sur ce qui restait des peuplements primitifs (hêtraies du massif de l'Aigoual par exemple), en profitant de l'abandon des pacages appauvris par le surpâturage et, dans une bien moindre mesure jusqu'à une époque récente, du recul de la *châtaigneraie*. L'Etat est ainsi devenu le premier propriétaire foncier en Cévenne.

En contrebas, l'*industrie extractive* n'aura occupé qu'une brève séquence dans l'histoire de ce peuplement : moins d'un siècle et demi ; elle a cependant bien contribué à modifier la physionomie des paysages. Les *versants sont colonisés* aujourd'hui par une forêt de *pins maritimes* (*Pinus pinaster*) sauf vers l'Est où les vallées se creusent dans les calcaires et marno-calcaires de la couverture liasique et où la *chênaie verte* reprend alors ses droits. Elle a surtout *infligé des dommages esthétiques* au pays en abandonnant des superstructures sans caractère qui se ruinent avec le temps ou tournent au tas de ferrailles, en accumulant d'autre part d'énormes remblais de débris que déchire le ruissellement et où la végétation ne reprendra pas pied de sitôt. Lorsque fermeront les mines actuelles que deviendront des endroits comme La Grand'Combe et ses environs immédiats ?

A présent, l'*arrière-pays* est devenu le pays le moins peuplé et le plus vieillissant. C'est l'agriculture marginale, l'industrie fragile ou condamnée. C'est l'enrésinement

conduit avec passion par le Fonds forestier national. C'est le pays que le tourisme transforme en l'une des banlieues vertes de la France, voire de l'Europe urbanisée. En ce sens, l'espace tend à se polariser sur n'importe quelle ville ou secteur plus ou moins éloigné. Autrefois, les bourgs intra-cévenols formaient une armature de relais ; la Révolution économique a introduit d'autres rapports à leurs dépens et au profit du périmètre cévenol ou de centres plus importants, le plus souvent régionaux. Aujourd'hui, c'est *l'espace désorganisé* [21].

NOTES

- [1] Ils espèrent (humour ou naïveté ?) que plus tard l'exploitation des futaies occupera ceux qui seront restés à attendre que poussent les arbres... Les bûcherons du XX^e siècle seront des Italiens, Espagnols ou Portugais.
- [2] Le genre de vie étant un « ensemble de pratiques transmises et consolidées par la tradition grâce auxquelles un groupe humain entretient son existence dans un milieu déterminé » (Max. Sorre, 1961, p. 4), il n'était pas possible à la population cévenole de se maintenir dans ses *valats* sans que s'intensifie l'émigration. En effet, la mortalité recule et un gain de sept ans pour E. fait arriver 1.120 filles (au lieu de 1.000) à l'âge de quinze ans ; par ailleurs, et en dépit des crises et de l'ambiance créée par l'exode, la fécondité des ménages s'érode au total moins que la fécondité globale durant le second demi-siècle.
- [3] La remarque devrait au reste s'appliquer à tout le rebord montagneux du Plateau Central, depuis Mazamet jusqu'au Creusot.
- [4] Cf. P. Estienne, 1947 et L. Gachon, 1947.
- [5] En 1851, les frontières de ce bloc huguenot sont bien tranchées : le faite du Lozère au Nord ; les *Vallons* de Florac et Meyrueis à l'Ouest (le papisme s'y faufile) ; au Sud, le catholicisme pénètre jusqu'à Notre-Dame-de-la-Rouvière ; à l'Est, limite plus indécise le long du Gardon d'Alès et du couloir régordan.
- [6] Est-ce l'effet d'une « Réforme rentrée » ? Cf. A. Sauvy *in* La prévention des naissances dans la famille, cahier INED n° 35, 1960, p. 377-391.
- [7] En 1936, les pourcentages et taux relatifs aux mêmes ensembles (6.785 et 87.407 hab.) s'élèvent à 23,6 % (J), 20,6 % (V) et 83,3 ‰ (TFL) dans les deux cantons et à 34,5 % (J), 16,7 % (V) et 125 ‰ dans le reste du département de la Lozère.
- [8] Spéculations peu exigeantes en travail humain. Pourtant, la démographie se détériore (cf. p. 361). En ce qui concerne les ovins, une renaissance économique et humaine est-elle possible, comme sur le Larzac (Pilleboue et a. A., 1972) ou sur le Méjean (Le Coz, 1973) ? Pour ce qui est de la production de la viande de bœuf, il faudrait que le marché soit plus favorable aux éleveurs qu'il ne l'est en ce moment.
- [9] Directeur de la Station séricicole d'Alès, A. Schenk est persuadé d'un renouveau grâce à des techniques « industrielles » qui ne requerraient presque plus de travail humain ; mais, si la France se remettait à produire de la soie, ne chercherait-on pas à installer les mûreraies et magnaneries dans les plaines et couloirs bordiers plutôt que dans les vallées cévenoles (bien que, de l'avis des experts, la feuille récoltée en montagne donne une soie plus fine que celle du bas pays) ? De son côté, L. Velay (1956) imagine le verger à petits châtaigniers donnant 3.000 à 5.000 kg de fruits à l'hectare, en exploitation mécanisée et motorisée.

- [10] Cf. les difficultés créées par la démographie à la coopérative laitière de Moissac-Vallée-Française (R. Lamorisse, 1970 b). Sur le tabac (culture exigeant en main-d'œuvre s'il en est !) et la châtaigneraie et autres éléments d'une polyculture, Calas, Tanton et Nègre, 1963.
- [11] Le Parc est déjà riche d'une abondante bibliographie. Il est soutenu par une *Association* qui édite une revue : *Cévennes et Mont Lozère*. Voir C. Bieau, 1957 et G. Richez, 1971.
- [12] Ayant posé le problème du maintien d'une agriculture « même là où elle n'est plus compétitive », Ch. Darbellay, ingénieur agronome de Zürich, estime « qu'une compensation reste nécessaire (du manque à gagner dû à la situation naturelle difficile) par une rémunération convenable de la fonction de protection du milieu naturel » (*Le monde rural, gardien de la nature*, C.E.N.E.C.A., 1970).
- [13] En quête de dépaysement, le citoyen trouvera plaisant de s'enfumer un soir devant la cheminée rustique, mais il se sentira mal à l'aise sans eau courante, chaude et froide, sans réfrigérateur, sans chauffage d'appoint, sans chemin asphalté pour son automobile. Le tourisme exige ainsi des équipements collectifs coûteux qui ne peuvent se réaliser sans emprunt et qui réclament de la part des administrateurs locaux à la fois de l'audace et de la prudence (cf. l'exemple de Moissac-Vallée-Française, R. Lamorisse, 1970 b).
- [14] Parmi les plus gros acheteurs se trouvent le plus souvent des notaires, médecins, industriels. Les gens du cru parviennent à constituer de petits groupements forestiers.
- [15] J'emploie à dessein cette expression. Tout est relatif en effet : dans ce haut pays dépeuplé, l'afflux des touristes prend l'allure d'un mouvement de masse.
- [16] La similitude des situations géographiques invite à évoquer le cas des Alpes du Sud dont J.-F. Gravier (1969) a fourni un rapport comportant l'inventaire de vastes domaines skiables ; cette étude a fait l'objet d'une très pertinente critique de G. Veyret-Verner (1970).
- [17] Cf. Région Languedoc-Roussillon, économie et population. Cahier INED n° 30, 1957.
- [18] Le cas de la société *Ventex*, originaire de l'Aube, en est une illustration. En 1964 et 1965, elle crée plus de 600 emplois en s'installant à Ganges et à Pont-d'Hérault (commune de Sumène) ; en 1970, elle disparaît, mettant au chômage plus de 500 salariés.
- [19] Même lorsque les conditions paraissent bonnes (situation, programme de conversion annoncé, fermeture planifiée des puits en fonction des nouvelles installations effectives), l'implantation des entreprises n'arrive pas à compenser les effets de la crise charbonnière et cela aboutit à l'émigration et au vieillissement. C'est le lot des divers bassins ouest-européens (C. Gachelin, 1969 et 1970). Dans le Nord-Pas-de-Calais, recul notable des jeunes du bassin houiller, de 1962 à 1968 (P.-J. Thumerolle, 1972).
- [20] La genêtieraie à *G. purgans* prend au-dessus de la châtaigneraie l'allure d'un véritable étage de végétation.
- [21] Le cas cévenol appellerait la comparaison avec celui des Albères (« sauvegarde ou destruction d'une montagne-paysage ? », J. Becat, 1973).
D'autre part, cet *espace désorganisé* serait celui que J. Le Coz intitule « espace marginal et excentré » (1973, p. 161-163).
De son côté R. Dugrand (*Espace et croissance agricole*, comm. pl. 33-3 de l'Atl. rég. Lang.-Rous.) montre par une carte annexe de l'absentéisme foncier et des achats étrangers à quel point « s'urbanise » l'espace rural de l'arrière-pays, « monde de loisirs et d'agriculture marginale ».... A mon sens, il n'est pas sûr que « ce soit pour les paysans la seule façon, en retrouvant de nouvelles activités, de ne plus être condamné à l'exil ».





Bibliographie

I. APPAREIL CARTOGRAPHIQUE

A. Cartes topographiques de l'I.G.N.

1. Au 1/100.000^{me}

FLORAC	ALES
MILLAU	LE VIGAN

2. Au 1/50.000^{me}

FLORAC	GENOLHAC	BESSEGES
MEYRUEIS	St-ANDRE- DE-VALBORGNE	ALES
NANT	LE VIGAN	ANDUZE

Chaque coupure au 1/50.000^{me} comprend quatre quarts agrandis au 1/25.000^{me} (remplace l'ancien 1/20.000^{me}).

B. Carte topographique du massif de l'Aigoual

Dressée au 1/20.000^{me} par le Dr Cabouat et publiée par la Société d'étude des sciences naturelles de Nîmes.

Comprend 2 feuilles (NO et NE) sorties en 1955 et 1957.

Couvre territoire compris entre les méridiens de Valleraugue à l'Est et de Trèves à l'Ouest, et entre les parallèles de Meyrueis au Nord et de Dourbies au Sud.

C. Cartes géologiques au 1/80.000^{me} (pub. Serv. carte géol.)

SEVERAC- LE-CHATEAU	ALES
St-AFFRIQUE	LE VIGAN

D. Atlas régional du Languedoc-Roussillon

Planches didactiques couvrant à l'échelon communal tous les aspects de la géographie physique et humaine, entre le 1/750.000^{me} et le 1/1.250.000^{me}.

← La Cévenne vue du Serre de Vergeirouse (S.E. du Mont Lozère).
Pour « tutôyeurs de l'Eternel ».

II. ARCHIVES

L'essentiel de la documentation utilisée appartient à des fonds d'archives publics dont les références sont indiquées dans les notes.

Alors que la rédaction de cet ouvrage était achevée, un nouveau classement des listes nominatives a été adopté aux Archives départementales du Gard. Ces documents se trouvent toujours à la cote générale 10 M. Auparavant, les liasses rassemblaient les communes de plusieurs cantons : désormais, pour chacun des trois arrondissements, les communes se distribuent par ordre alphabétique et il en résulte des changements de numéros dans le répertoire.

En Lozère (archives départementales de Mende), tout ce qui a trait à l'économie et à la population est classé à la lettre M. Certaines liasses sont numérotées.

Dans les trois dépôts (Mende, Montpellier, Nîmes), les registres d'état civil se trouvent à la lettre E. Ils sont uniquement disposés par ordre alphabétique dans les greffes des tribunaux.

III. SOURCES IMPRIMEES, LIVRES OU ARTICLES

A. Recensements, état civil, annuaires

1. DIRECTION REGIONALE DE L'INSEE (MONTPELLIER)

- Recensements de 1962 et de 1968. Bulletins individuels, dépouillement exhaustif officiel (7 feuilles par commune en 1962, 2 seulement en 1968 où l'étude socio-professionnelle ne peut plus être entreprise aussi « finement » qu'en 1962 pour ne prendre que cet exemple...), fascicules départementaux avec renseignements globaux à l'échelon communal concernant la répartition de la population, le solde de ses mouvements entre deux recensements, le logement (vacances, degré d'occupation, principal ou secondaire), etc...
- Bulletins d'état civil de 1963 à 1971.
- Annuaires de la Statistique générale de la France, de la Statistique agricole de la France, du mouvement naturel de la population. Les séries sont souvent dépareillées.

2. DIRECTION REGIONALE DE LA STATISTIQUE AGRICOLE

Siège à Montpellier. Mais, pour chaque département, la documentation existe à la Direction départementale de l'agriculture (D.D.A.). Recensement général de l'agriculture (R.G.A. 1970-71) : tableaux croisés (mais, du point de vue géographique, ou en reste à l'échelon de la région agricole : Cévennes, Causse Noir, Aubrac, Soubergues, etc...) ; inventaires communaux permettant de constituer des échantillons plus homogènes (mais il faut renoncer aux enseignements très significatifs que donne le croisement de certaines réponses au questionnaire : structure par âges des actifs, à temps complet ou partiel, nombre de tracteurs par exploitation selon la surface agricole utilisée, etc...).

3. BIBLIOTHEQUE DES ARCHIVES DU GARD

Annuaire statistiques, enquêtes officielles, imprimés, etc.... L'ensemble est relégué sur des rayons mais n'est pas classé systématiquement. Les séries sont très incomplètes. J'y ai trouvé :

- quelques annuaires de mouvement naturel datant du début de ce siècle ;
- deux enquêtes du Ministère de l'Agriculture (enquête agricole de 1866 pour le Gard, l'Hérault et les Bouches-du-Rhône, Impr. nat., Paris, 1869, 914 p. ; enquête sur les salaires agricoles, Impr. nat., Paris, 1912, 495 p.).

4. Le **SYNDICAT DE L'UNION DES MARCHANDS DE SOIE DE LYON** a publié chaque année, depuis 1870, une **Statistique de la production de la soie en France et à l'étranger** dont au moins un jeu complet peut être consulté à la bibliothèque de la Chambre de commerce de Lyon. En Languedoc, les bulletins annuels de ce **Syndicat** se rencontrent çà et là, au hasard des recherches (la série la moins mutilée se trouve à la bibliothèque de l'Ecole d'Agriculture de Montpellier).

5. ANNUAIRES STATISTIQUES DE L'INSEE

Volume 72 (Annuaire statistique de la France, résumé rétrospectif, 1966). Volumes 75, 76 et 77 (**Idem** pour les années 1969, 1970/71 et 1972). Consultables dans toute bibliothèque universitaire ou dans les bibliothèques d'archives publiques.

B. Œuvres d'auteurs

Une bibliographie de thèse ne peut prétendre à l'exhaustivité ; de même que le problème traité, elle implique un choix. C'est pourquoi la liste suivante ne comprend que les travaux dont je me suis servi et qui sont cités dans le texte, et d'autres qui, par leur enseignement, stimulent la pensée ; on ne trouve pas forcément trace de ces derniers dans les notes accompagnant le texte.

Abréviations utilisées

A.E.N.A.M.	Annales de l'Ecole nationale d'agriculture de Montpellier.
A.G.	Annales de Géographie (Paris).
A.I.C.B.	Archives internationales Claude Bernard (Coussac-Bonneval, Hte-Vienne).
A.S.P.N.	Archives de Sciences physiques et naturelles (Genève).
B.A.F.E.S.	Bulletin de l'Association française pour l'étude du sol (Paris).
B.A.G.F.	Bulletin de l'Association des géographes français (Paris).
B.F.F.E.M.	Bulletin de la Fédération française d'économie montagnarde (Grenoble).
B.S.A.A.C.	Bulletin de la Société agricole d'Alès et des Cévennes.
B.S.B.F.	Bulletin de la Société botanique de France (Paris).

B.S.E.M.C.G.C.	Bulletin de la Société d'études météorologiques et climatologiques du Gard et des Cévennes (Alès).
B.S.E.S.N.	Bulletin de la Société d'étude des sciences naturelles (Nîmes).
B.S.H.N.T.	Bulletin de la Société d'histoire naturelle de Toulouse.
B.S.H.P.F.	Bulletin de la Société d'histoire du protestantisme français (Paris).
B.S.L.G.	Bulletin de la Société languedocienne de géographie (Montpellier).
B.T.I.I.S.A.	Bulletin technique d'information des ingénieurs des services agricoles (Paris).
C.C.	Causses et Cévennes (Paris).
C.E.N.E.C.A.	Centre national des expositions et concours agricoles (Paris).
C.E.P.E.	Centre d'études phytosociologiques et écologiques (Montpellier).
C.F.N.S.P.	Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques (Paris).
C.H.C.L.M.R.	Centre d'histoire contemporaine du Languedoc méditerranéen et du Roussillon (Montpellier).
C.I.E.R.S.R.	Centre interdisciplinaire d'études et de recherches sur les structures régionales (St-Etienne).
C.R. Ac. Sc.	Comptes rendus de l'Académie des Sciences (Paris).
C.R.P.E.E.	Centre régional de la productivité et des études économiques (Montpellier).
C.R.S.S.B.	Comptes rendus des séances de la Société de biogéographie (Paris).
Eco. mér.	Economie méridionale (Montpellier).
E.P.H.E.	Ecole pratique des hautes études (Paris).
Et. rur.	Etudes rurales (Paris).
H.T.N.	Hommes et terres du Nord (Lille).
I.E.R.	Institut d'études rhodaniennes (Lyon).
I.N.E.D.	Institut national d'études démographiques (Paris).
M.A.G.	Mémoires de l'Académie du Gard (Nîmes).
M.E.C.P.N.C.	Mission d'études pour la création du Parc national des Cévennes (Mende).
Méd.	Méditerranée (Aix-en-Provence).
M.S.A.M.	Mémoires de la Société d'agriculture de Mende.
M.S.E.S.N.	Voir B.S.E.S.N. (ici, Mémoires...).

P. et sp.	Pollens et spores (Museum national d'histoire naturelle, Paris).
Pop.	Population (Paris).
R.E.F. (1)	Revue des Eaux et Forêts (Nancy).
R.A.	Revue d'Auvergne (Clermont-Ferrand).
R.G.	Revue du Gévaudan (Mende).
R.G.A.	Revue de géographie alpine (Grenoble).
R.G.L.	Revue de géographie de Lyon (héritière des Etudes rhodaniennes).
R.G.P.S.O.	Revue de géographie des Pyrénées et du Sud-Ouest (Toulouse).
S.C.V.	Service de la carte de la végétation (Toulouse).
S.E.S.N.N.	Voir B.S.E.S.N. (Nîmes).
S.I.G.M.A.	Station internationale de géobotanique méditerranéenne et alpine (Montpellier).
S.S.L.A.	Société scientifique et littéraire d'Alès.

Autres mentions portées en abrégé

DES	Diplôme d'Etudes Supérieures.
DAES	Diplôme annexe d'Etudes Supérieures.
TD, TL, TS	Thèse de Droit, Lettres, Sciences.
T3c	Thèse de 3 ^e cycle.
MMG	Mémoire de maîtrise de géographie.
FLSH	Faculté des Lettres et Sciences humaines.
FDSE	Faculté de Droit et Sciences économiques.

*
**

- ALBERTINI J.-M., 1954. L'avenir des mineurs des Cévennes. Economie et humanisme, t. XIII, n° 88, nov.-déc., p. 18-26.
- ALLIX André, 1929. Un paysage de haute montagne : l'Oisans. TL Grenoble. A. Colin, Paris, 915 p.
- ANDRIEUX Eliane, 1968. La sériciculture et les industries de la soie en Basse Cévenne. MMG, FLSH Montpellier, 152 p. dact.
- ANGELIER Clovis, 1959. Le bassin houiller d'Alès. TL Montpellier. 294 p. dact.
- ANONYME, 1954. Une grande espérance : la rénovation des Cévennes. Economie et humanisme, t. XIII, n° 85, mai-juin, 9 p.
- ANONYME, 1963. Secteur des Cévennes, étude locale des structures foncières. D.G. Gén. rur., SAFER Lozère, Mende, 25 p. ronéo.

- ANONYME, 1963. Reconversion et aménagement de la Vallée française (Lozère). B.F.F.E.M., nouv. sér., n° 13, p. 387-399.
- ANONYME, 1968. Le 25.000^e hectare de reboisement du F.F.N. en Lozère. D.D.A. Mende, 38 p.
- ARBOS Philippe, 1951. Le Massif Central (*in* La France, géographie, tourisme, t. I), Larousse, Paris, p. 25-111.
- ARBOUSSET (Laurent de l'), 1899. Les primes séricicoles et le *Bulletin des soies et soieries de Lyon*. Rev. Midi, t. XXVII, 1^{er} sept., p. 227-237.
- ARIES Philippe, 1948. Histoire des populations françaises et de leurs attitudes devant la vie depuis le XVIII^e siècle. *Self*, Paris, 569 p.
1971. Réed. Le Seuil, coll. Points, Paris, 414 p.
- ARMENGAUD André, 1965. La population française au XX^e siècle. P.U.F., OSJ 1167, Paris, 126 p.
- ARMENGAUD André, 1971. La population française au XIX^e siècle. P.U.F., OSJ 1420, Paris, 127 p.
- AURIAC Franck et BERNARD Marie-Claire, 1970. Les retraités en milieu rural. L'exemple des montagnes lozérienne et gardoise. B.S.L.G., 3^e sér., t. IV, fasc. 2, p. 115-134.
- BADOUIN Robert, 1968. L'économie cévenole. Eco. mér., n° 63, 3^e tri., 4 p.
- BALMELLE Marius, 1966. Les mines de Villefort et de Vialas. R.G., nouv. sér., n° 12, p. 103-107.
- BARBIER Bernard, 1969. Villes et centres des Alpes du Sud. TL Aix-en-Provence. Imp. Louis-Jean, Gap, 422 p.
- BARDY Benjamin, 1958. Statistiques démographiques et agricoles en Gévaudan à la fin du XVIII^e siècle. R.G., nouv. sér., n° 4, p. 71-90.
- BARRY Jean-Paul, 1960. Le Causse de Camprieux, phytodynamisme et agronomie. B.S.L.G., 2^e sér., t. XXXI, fasc. 1-2, p. 5-48.
- BARTHELEMY-FERRIER Renée, 1969. La mortalité infantile dans le Gard et en Lozère. MMG, FLSH Montpellier, 66 p. ronéo.
- BAULIG Henri, 1928. Le Plateau Central de la France et sa bordure méditerranéenne. TL Paris. A. Colin, Paris, 592 p.
- BEAUJEU-GARNIER Jacqueline, 1969. La population française. A. Colin, coll. U 2, Paris, 253 p.
- BECAT Jean, 1973. Les Albères : crises économiques et déprise humaine dans une petite montagne méditerranéenne. B.S.L.G., 3^e sér., t. VII, n° 2, p. 263-284.
- BERGER A. et SOULIER A., 1968. Le tourisme à la conquête des Cévennes. Eco. mér., n° 63, 3^e tri., 4 p.
- BERTRAND J.-P., 1963. Réflexions sur les perspectives d'un équilibre agro-touristique dans les Cévennes. B.F.F.E.M., nouv. sér., n° 13, p. 413-421.
- BIEAU Charles, 1957. Le parc naturel des Cévennes. R.G. nou. sér., n° 3, p. 111-156.
1968. *Idem*, Eco. mér., n° 63, 3^e trim., 4 p.
- BIENFAIT Jean, 1968. La population de Lyon à travers un quart de siècle de recensements douteux (1911-36). R.G.L., vol. 43, n° 1, p. 63-94 et n° 2, p. 95-132.
- BENEZECH A., 1919. Les Causses cévenols, essai de géographie botanique et d'économie rurale. Artières, Millau, 108 p.

- BLANCHARD Raoul, 1952 et 1954. Les Alpes occidentales, t. VI : le versant piémontais. 2 vol., Arthaud, Paris-Grenoble, 755 p.
- BLANCHEMAIN Antoine, 1955. Possibilités humaines et agricoles sur le Mont Lozère : essai de monographie du Pont-de-Montvert. 121 p. ron.
- BLANCHEMAIN Antoine, 1962. Peut-on encourager et rationaliser l'élevage des chèvres dans le Sud-Est ? B.T.I.I.S.A., n° 166, jan., p. 27-40.
- BLANQUET D.-M., 1846. Des troupeaux transhumants qui sont dirigés chaque année des départements du Gard et de l'Hérault sur les montagnes de la Lozère. M.S.A.M., 29 juillet, p. 77-85.
- BLANQUET Dr., 1847. Questionnaire sur les pommes de terre. *Ibidem*, 3 juin.
- BORRELLI de SERRES, 1834. Notice sur l'éducation des vers à soie M.A.G., p. 156-157.
- BOULADOU Gérard, 1946. La vallée du Gardon de St-Germain-de-Calberte (Lozère). B.S.L.G., 2^e sér., t. XVII, p. 38-59.
- BOURGEOIS-PICHAT Jean, 1951. La mesure de la mortalité infantile. I. Principes et méthodes. Pop., n° 2, avril-juin, p. 223-248. II. Les causes de décès Pop., n° 3, juil.-sept., p. 459-480.
- BOZON Pierre, 1961. La vie rurale en Vivarais. TL Clermont-Ferrand. Impr. réunies, Valence, 641 p.
- BOZON Pierre, 1969. L'évolution de la population de l'Ardèche de 1962 à 1968 : l'amorce d'un redressement. R.G.A., t. LVII, n° 4, p. 729-746.
- BRASSEUR André, 1965. La mortalité infantile dans la Région du Nord. H.T.N., n° 1, p. 7-36.
- BRAUN Josias, 1915. Les Cévennes méridionales (massif de l'Aigoual). étude phytogéographique. A.S.P.N., t. 39-40, Genève, 207 p.
- BRAUN-BLANQUET Josias, 1923. L'origine et le développement des flores dans le Massif Central de la France. L'homme, Paris et Beer, Zürich, 282 p.
- BRAUN-BLANQUET Josias, 1933 a. Catalogue de la flore du massif de l'Aigoual et des contrées limitrophes. S.I.G.M.A., n° 20, M.S.E.S.N., Nîmes, 352 p.
- BRAUN-BLANQUET Josias, 1933 b. Analyse pollinique et « période xéothermique » dans les Cévennes méridionales. S.I.G.M.A., n° 23, B.S.H.N.T., t. LXV, n° 1, p. 327-341.
- BRAUN-BLANQUET Josias, 1936. La chênaie d'yeuse méditerranéenne (*Quercion Ilicis*). monographie phytosociologique. S.I.G.M.A., n° 45, M.S.E.S.N., Nîmes, 147 p.
- BRAUN-BLANQUET Josias, 1947. Excursion de l'Aigoual, 4 mai 1947. Congrès international de Pédologie, Montpellier-Alger, p. 82-86.
- BRAUN-BLANQUET Josias, 1953. Essai sur la végétation du Mont Lozère comparée à celle de l'Aigoual. S.I.G.M.A., n° 127, 14 p. B.S.B.F., t. 100, 80^e session extraordinaire.
- BRESOLES Pierre, 1967. Contribution à l'étude des étages de végétation du Mont Lozère. R.G., nouv. sér., n° 13, p. 72-95.
- BUSSIÈRE Pierre, 1957. Le massif du Mont Lozère et sa couverture cristallophyllienne méridionale. R.G., nouv. sér., n° 3, p. 157-163.
- CALAS E., TANTON B., NEGRE J.-P., 1963. Etudes et actions pour une novation de l'économie agricole traditionnelle d'une commune des basses Cévennes : Colognac (Gard). B.F.F.E.M., nouv. sér., n° 13, p. 423-433.

- CAMUS Aimée, 1929. Les châtaigniers, monographie des genres *Castanea* et *Castanopsis*. Encyc. éco. sylv., P. Lechevalier, Paris, 604 p.
- CARALP-LANDON Raymonde, 1959. Les chemins de fer dans le Massif Central. TL Paris. A. Colin, Paris, 469 p.
- CARON Marianne, 1973. Les grèves en Bas-Languedoc en 1936 Colloque C.H.C.L.M.R., Uni. P. Valéry, Montpellier, 9-10 juin.
- CARRERE Paul et DUGRAND Raymond, 1967. La région méditerranéenne. P.U.F., Coll. France de demain, Paris, 160 p.
- CARRIERE Pierre 1966. Mise au point : le climat pluviométrique de la Cévenne. B.S.L.G., 2^e sér., t. XXXVII, fasc. 2, p. 271-294.
- CARRIERE Pierre, 1968. Agriculture et croissance en Languedoc. B.S.L.G., 3^e sér., t. II, fasc. 4, p. 285-324.
- CARRON Marie-Antoinette, 1946. La production de la soie brute en France. Mém. et doc., n° 3, I.E.R., Lyon, 108 p.
- CAUCANAS Gérard, 1972. Alès : activité industrielle et reconversion. MMG, Uni. Paul Valéry, Montpellier, 107 p. ronéo.
- C.E.N.E.C.A., 1970. Le monde rural, gardien de la nature. Cah. du C.E.N.E.C.A., coll. intern., Paris, 4-6 mars, n° sp., 2 t., 422 et 499 p.
- C.E.N.E.C.A., 1971. Agriculteurs et ruraux dans le monde de demain. Cah. du C.E.N.E.C.A., coll. intern., Paris, 3-5 mars, n° sp., 570 p.
- CERON Pierrette et NAUDEILLO Francis, 1967. Contribution à l'étude de la fécondité des couples de La Grand'Combe, de 1934 à 1953-54. DAES, FLSH Montpellier, 27 p. dact.
- CHABROL Jean-Pierre, 1972. Le Crève-Cévenne. Plon, Paris, 234 p.
- CLEMENT Cécile, 1956. St-Ambroix, ancienne capitale de la soie. Bull. mun. de St-Ambroix, n° 1.
- CLEMENT Pierre, 1952. Le Salavès. TD Montpellier, 218 p. ronéo.
- CORNUAU Philippe, GIRARD Alain et MILHAU Jules, 1957. Les attitudes des mineurs du Centre Midi et l'évolution de l'emploi (in Région Languedoc-Roussillon, économie et population). Cahier INED, n° 30, P.U.F., Paris, p. 71-234.
- COULET Edmond, 1966. La zone sous-cévennique en pays alean : problèmes de structure. B.S.L.G., 2^e sér., t. XXXVII, fasc. 3, p. 435-478 et fasc. 4, p. 533-588.
- COURTIAL Jean-Louis, 1969. Migrations et promotion sociale dans la commune de Bessèges. DES FLSH Montpellier, 70 p. ronéo.
- COUTIN Paul, 1947. Alès, étude de géographie économique et urbaine d'un centre industriel. B.S.L.G., 2^e sér., t. XVIII, fasc. 1, p. 3-89.
- DAGET Philippe et POISSONNET Jacques, 1970. Conséquences écologiques de la régression de l'élevage dans les pâturages de la Haute Margeride. 3 p. C.E.P.E. (Montpellier), S.C.V. (Toulouse), M.E.C.P.N.C. (Mende).
- DASTARAC, 1899. La sériciculture cévenole envisagée au point de vue économique. Mém. et c.r. S.S.L.A., t. XXXI, p. 343-357.
- DAVY Lucette, 1956. Les Gardons, étude hydrologique. B.S.L.G., 2^e sér., t. XXVII, fasc. 2, p. 99-233.
- DEBAY Alain, 1968. Exploitations agricoles en Cévennes. Eco. mér., n° 63, 3^e tri., 11 p.

- DECOURT Philippe, 1972. Béchamp et la fausse légende de Pasteur (suite). A.I.C.B., n° 2, p. 27-118.
- DELLA VEDOVA-DAUDE Marie, 1969. L'émigration en Cévenne rurale. MMG, FLSH Montpellier, 125 p. ronéo.
- DEMANGEON Paul, 1958. Contribution à l'étude de la sédimentation détritique dans le Bas-Languedoc pendant l'ère tertiaire. TS Montpellier. Causse, Graille et Castelnaud, Montpellier, 384 p.
- DUGRAND Raymond, 1953. Ganges, étude d'une petite ville sub-cévenole. B.S.L.G., 2° sér., t. XXIV, fasc. 1, p. 7-142.
- DUGRAND Raymond, 1963. Villes et campagnes en Bas-Languedoc. TL Montpellier. P.U.F., Paris, 638 p.
- DUTIL Léon, 1911. L'état économique du Languedoc à la fin de l'Ancien Régime (1750-1789). Hachette, Paris, 962 p.
- DUVEAU Georges, 1946. La vie ouvrière en France sous le Second Empire. Coll. La suite des temps, n° 14, N.R.F., Gallimard, Paris, 605 p.
- ESTIENNE Pierre, 1947. L'étude de la dépopulation en montagne et ses enseignements récents. R.G.A., t. XXXV, fasc. 2, p. 367-378.
- ESTIENNE Pierre, 1955. Les populations de la Combraille. R.G.A., t. XLIII, fasc. 4, p. 757-791.
- ESTIENNE Pierre, 1956. Recherches sur le climat du Massif Central français. TL Paris. Mém. météo nat., n° 43, Paris, 242 p.
- FAUCHER Daniel, 1927. Plaines et bassins du Rhône moyen entre Bas-Dauphiné et Provence. TL Grenoble. Charpin et Reyne, Valence, 670 p.
- FAURE Marcel, 1966. Les paysans dans la société française. A. Colin, coll. U, Paris, 344 p.
- FEL André, 1962. Les hautes terres du Massif Central, tradition paysanne et économie agricole. TL Clermont-Ferrand. Publ. FLSH Clermont-Ferrand, nouv. sér., fasc. XIII, Inst. géog., n° 23. P.U.F. Paris, 340 p.
- FIRBAS F., 1932. Contribution à l'histoire post-glaciaire des forêts des Cévennes méridionales. S.I.G.M.A., n° 15, p. 9-16.
- FLAHAULT Charles, 1926. L'Aigoual. Ext. Le Chêne, 15 p.
- FLANDRIN Jean-Louis, 1970. L'Eglise et le contrôle des naissances. Questions d'histoire. Flammarion, Paris, 139 p.
- FOURASTIE Jean, 1958 et 1960. Documents pour l'histoire et la théorie des prix. Centre d'ét. éco., Et. et mém., n° 43 et 51. A. Colin, Paris, 813 et 685 p.
- FRAISSE R., 1949. Historique de la sériciculture et de la filature dans la région d'Alès. Rev. du ver à soie, Alès, t. II, vol. 1, p. 46-75.
- FRANC Renée, 1955. Les pays de la haute vallée du Gardon d'Alès. DES FLSH Montpellier, 215 p. dact.
- FRANCHOMME Georges, 1969. L'évolution démographique et économique de Roubaix dans le dernier tiers du XIX^e siècle. Revue du Nord, t. LI, n° 201, avril-juin, p. 201-247.
- GACHELIN Charles, 1969. La conversion du bassin houiller au Limbourg néerlandais H.T.N., n° 2, p. 57-69.

- GACHELIN Charles, 1970. Les nouvelles implantations industrielles dans la Région du Nord. H.T.N., n° 1, p. 69-74.
- GACHON Lucien, 1947. L'étude de la dépopulation en montagne et ses enseignements récents. R.G.A., t. XXXV, fasc. 3, p. 571-575.
- GAILLARD Jean-Michel, 1973. Un exemple d'évolution de la droite vers la gauche : la pénétration de l'anarchisme et du socialisme dans le bassin minier gardois (1880-1914). Colloque du C.H.C.L.M.R., Uni. P. Valéry, Montpellier, 9-10 juin.
- GALTIER Gaston, 1960. Le vignoble du Languedoc méditerranéen et du Roussillon. TL Paris. Causse, Graille et Castelnaud, Montpellier, 3 vol. de 317, 353 et 484 p.
- GALZIN J., 1955. Quinze ans d'observations dans le massif boisé de l'Argoual. B.S.L.G., 2° sér., t. XXVI, fasc. 4, p. 183-248.
- GANIAGE Jean, 1963. Trois villages de l'Île de France, étude démographique. Cahier INED, n° 40, P.U.F., Paris, 147 p.
- GAUTIER E. et HENRY L., 1958. La population de Crulai, paroisse normande. Cahier INED, n° 33, P.U.F., Paris, 269 p.
- GEORGE Pierre, 1935. La région du Bas-Rhône. TL Paris. Baillière, Paris, 692 p.
- GEORGE Pierre, 1968. L'action humaine. Coll. Sup., Le géographe, P.U.F., Paris, 246 p.
- GEORGE Pierre, 1969. Population et peuplement. *Ibidem*, P.U.F., Paris, 207 p.
- GEORGE Pierre et RANDET Pierre, 1964. La Région parisienne. Coll. France de demain, P.U.F., Paris, 160 p.
- GERVAIS M., SERVOLIN C. et WEIL J., 1965. Une France sans paysans. Coll. Société, n° 7, Le Seuil, Paris, 128 p.
- GEZE Bernard, 1949. Etude géologique de la Montagne Noire et des Cévennes méridionales. TS Paris. Mém. S.G.F., n° 62, Paris, 215 p.
- GIRARD Alain, HENRY Louis et NISTRI Roland, 1960. Facteurs sociaux et culturels de la mortalité infantile ; une enquête sur le comportement des familles dans le Nord et le Pas-de-Calais. Cahier INED, n° 36, P.U.F., Paris, 210 p.
- GOUBERT Pierre, 1960. Beauvais et le Beauvaisis de 1600 à 1730 : contribution à l'histoire sociale de la France au XVII^e siècle. TL Paris. E.P.H.E., VI^e section, III. S.E.V.P.E.N., Paris, 1 vol. 653 p + 1 vol. cartes et graphiques, 119 p.
1968. Rééd. cond. Cent mille provinciaux au XVII^e siècle. Coll. Science de l'histoire. Flammarion, Paris, 439 p.
- GRAVEZ Andrée, 1958. Aspects économiques de la région d'Auchel (Pas-de-Calais). Revue du Nord, t. XL, livr. géogr., n° 7, p. 15-66.
- GRAVIER Jean-François, 1969. L'avenir des Alpes du Sud. A.D.E.T.A.M., Paris, 196 p., atlas.
- GROFFIER Valérien, 1900. La production de la soie dans le monde. A.G., t. IX, 15 mars, p. 97-108.
- GROS Christian, 1968. L'économie du pays viganais. Eco. mér., n° 63, 3^e tri., 16 p.
- HEMERY Solange et PIRO Christian, 1965. La situation démographique en 1963. Et. et conj., n° 2, p. 3-72.
- HENRIPIN Jacques, 1954. La population canadienne au début du XVIII^e siècle. Cahier INED, n° 22, P.U.F., Paris, 129 p.

- HIGONNET Patrice L.-R., 1971. Pont-de-Montvert ; social structure and politics in a french village, 1700-1914. Harvard University Presse, Cambridge (Mass., USA), 217 p.
- HOMBRES-FIRMAS (Baron L.-A. d'), 1838. Recueil de mémoires et d'observations... t. III : agriculture. Ballivet et Fabre, Nîmes, 248 p.
- JERPHANION G.-J., 1803. Statistique du département de la Lozère (an X). Impr. sourds-muets, Paris, 79 p. (AD Lozère, 8° H 72).
- JOUTARD Philippe, 1972. La vie d'autrefois dans les Cévennes à travers les papiers de famille. B.S.H.P.F., t. CXVII, p. 200-205.
- JOUTARD Philippe, 1972. Un nouveau sondage dans les archives des familles cévenoles : les vallées des Gardons à travers l'histoire. B.S.H.P.F., t. CXVII, oct.-déc., p. 738-749.
- KLATZMANN Joseph, 1972. Les politiques agricoles. Coll. Sup., L'économiste, P.U.F., Paris, 224 p.
- KRETZSCHMAR M.-J. et PIALOT M.-R., 1962. En Cévennes, des femmes s'interrogent. B.F.F.E.M., nouv. sér., n° 12, p. 503-504.
- LABAUME (G. de), 1842-44. Des nouvelles méthodes séricicoles et des petites éducations de vers à soie. M.A.G., Nîmes, p. 70-99.
- LAFONT Alain, 1966. L'état de l'industrie de la bonneterie dans la région de Ganges-Le Vigan. DAES FLSH Montpellier, 31 p. dact.
- LALANNE Raymond, 1967. L'alimentation humaine. QSJ 22, P.U.F., Paris, 128 p.
- LAMORISSE René, 1964 a. Quelques aspects de l'évolution démographique du canton de St-Germain-de-Calberte (Lozère). B.S.L.G., 2° sér., t. XXXV, fasc. 1, p. 3-89.
- LAMORISSE René, 1964 b. Deux exemples de modernisation agricole dans la Cévenne. Et. rur., n° 12, p. 117-133.
- LAMORISSE René, 1968. La région du Vidourle supérieur et la Salindrenque. B.S.L.G., 3° sér., t. II, fasc. 4, p. 255-269.
- LAMORISSE René, 1970 a. Quelques traits récents de la démographie en Cévenne rurale. Méd., nouv. sér., 1^{re} ann., n° 2, p. 121-141.
- LAMORISSE René, 1970 b. Economie rurale et démographie dans la Vallée Française. (Lozère). B.S.L.G., 3° sér., t. IV, fasc. 3-4, p. 341-369.
- LAMORISSE René, 1971. Une petite ville de la bordure cévenole : St-Ambroix (Gard). In Les villes du Massif Central, actes du colloque de St-Etienne (27-28 nov. 1970). Centre d'études foréziennes et C.I.E.R.S.R., Univ. de St-Etienne, p. 308-340.
- LANDRY Adolphe et coll., 1949. Traité de démographie. Payot, Paris, 658 p.
- LAPADU-HARGUES P., 1948. Les massifs de la Margeride et du Mont Lozère et leurs bordures. TS Paris. Béranger, Paris, 153 p.
- LAUTIER G., 1930. La sériciculture et les industries de la soie dans le pays cévenol. B.S.L.G., 2° sér., t. I, fasc. 2 et 3, p. 79-86, 217-225.
- LE COZ Jean, 1973. Niveaux de structuration de l'espace rural français, les P.A.R., exemple du Languedoc-Roussillon. B.S.L.G., 3° sér., t. VII, fasc. 2, p. 135-168.
- LEGENDRE Maurice, 1927. Las Jurdes, étude de géographie humaine. TL Bordeaux. Gounouilhou, Bordeaux, 512 p.
- LEMEE Georges, 1943. L'évolution forestière post-glaciaire du Mont Lozère, d'après l'analyse pollinique des tourbières. C.R.S.S.B., n° 170, p. 30-32.

- LEMEE Georges, 1950. La genèse du sol des pelouses terminales de l'Aigoual. R.G.A., t. XXXVIII, fasc. 1, p. 177-181.
- LEMEE Georges, 1953. L'évolution forestière du Massif Central depuis la dernière glaciation. Mém. Ph. Arbos, t. I, Publ. FLSH Clermont-Ferrand, p. 189-196.
- LEROY André-M., 1958. Elevage rationnel des animaux domestiques ; t. I : alimentation. Hachette, Paris, 330 p.
- LE ROY Pierre, 1972. L'avenir de l'agriculture française. QSJ 1468, P.U.F., Paris, 128 p.
- LE ROY LADURIE Emmanuel, 1966. Les paysans de Languedoc. Bibl. gén. E.P.H.E., VI^e section, SEVPEN, Paris, 2 vol., 1.085 p.
1969. Rééd. cond. Paysans de Languedoc. Coll. Science de l'histoire, Flammarion, Paris, 383 p.
- LONGONE P., 1969. La mortalité maternelle. Population et sociétés, n° 13, p. 3-4.
- LORBLANCHET Michel, 1967. Géographie préhistorique, protohistorique et gallo-romaine des Cévennes méridionales et de leurs abords. DES FLSH Montpellier, 200 p. ronéo., pl. et cartes.
- LOSSAINT P., WAREMBOURG F. et BOTTNER P., 1969. Note sur l'existence d'un sol ocre-podzolique à horizon B2 noir alumieux dans les Cévennes méridionales siliceuses. C.R. Ac. Sc., t. 269, 29 oct., p. 1621-1624.
- LOUIS Paul, 1950. La condition ouvrière en France depuis cent ans. QSJ 433, P.U.F., Paris, 128 p.
- MAGNE Paul et CLAVE André, 1956. Les drailles de transhumance dans le Gard et la Lozère. Congrès Féd. fr. éco. alpestre, n° 6, Perpignan, juin 1956, p. 213-237.
- MAILLOT E. et LAMBERT F., 1906. Traité sur le ver à soie du mûrier et sur le mûrier. Coulet et Fils, Montpellier, 622 p.
- MARCELIN Paul, 1914-18. Cévennes et Castagniccia. B.S.E.S.N., Nîmes, t. XLI, p. 174-185.
- MARCELIN Paul, 1940. La préhistoire et la forêt dans les Cévennes, R.E.F., août, p. 77-97.
- MARCELIN Paul, 1951. Essai sur le dépérissement de la châtaigneraie. B.S.L.G., 2^e sér., t. XXI, fasc. 1, p. 125-156.
- MARCELIN Paul, 1953 a. Notes sur les sols podzoliques dans le massif de l'Aigoual. 4 p. ronéo.
- MARCELIN Paul, 1953 b. Sols en Cévennes. Journées d'études cévenoles, Alès, 27-28 avril 1953, B.S.A.A.C., p. 11-15.
- MARCELIN Paul, 1962. Grottes et *taffoni* dans les Cévennes schisteuses. B.S.L.G., 2^e sér., t. XXXIII, fasc. 3-4, p. 341-361.
- MARCELIN Paul, 1964. Terrasses cévenoles ; essai sur le travail humain, la terre et l'eau dans les Cévennes. B.S.E.S.N., Nîmes, t. L, p. 3-61.
- MARRES Paul, 1935. Les Grands Causses. TL Paris. Arrault, Tours, 2 vol., 213 et 233 p.
- MARRES Paul, 1954 a. La modernisation de l'économie du Bas-Languedoc et des Cévennes méridionales. B.S.L.G., 2^e sér., t. XXV, fasc. 2, p. 117-160.
- MARRES Paul, 1954 b. L'économie rurale d'une communauté méditerranéenne : Aniane. A.E.N.A.M., t. XXIX, fasc. 3 et 4, 30 p.
- MARRES Paul, 1973. A la découverte des richesses naturelles de l'Aigoual. C.C., n° 2, p. 339-353.
- MARRES Paul et VAQUIER Robert, 1968-69. Le massif de l'Aigoual. C.C., 19 p.

- MATHIEU Jacqueline, 1968. La main-d'œuvre minière dans le bassin d'Alès. DES FLSH Montpellier, t. I, 142 p. ronéo., t. II, fig.
- MENDRAS Henri, 1970. La fin des paysans. A. Colin, coll. U 2, Paris, 308 p.
- MERLIN Pierre, 1971. L'exode rural. Cahier INED, n° 59, P.U.F., Paris, 228 p.
- MEYNIER André, 1931. Ségalas, Levézou, Châtaigneraie. TL Paris, USHA, Aurillac, 490 p.
- MILHAU Jules et coll., 1968. Région et développement ; l'économie du Languedoc-Roussillon. Coll. Techn. écon. modernes, sér. Espace économique, Gauthier-Villars, Paris, 292 p.
- MIOSSEC J.-M. et SAUSSOL A., 1971. A propos de la transhumance languedocienne vers la Lozère. B.S.L.G., 3^e sér., t. V, fasc. 4, p. 455-468.
- MONTARLOT G. et FABRE S., 1951. Observations sur des roches et des sols en différents lieux des Cévennes et du Massif Central. B.S.L.G., 2^e sér., t. XXII, fasc. 2, p. 292-338.
- MONTEIL Claudine, 1958. La Gardonnenque, étude de géographie économique et sociale. DES FLSH Montpellier, 108 p. dact.
- NEGRE J.-P., 1961-62. La pomme « reinette du Vigan ». B.F.F.E.M., nouv. sér., n° 12, p. 497-502.
- NEGRE Max, 1931. Les reboisements de l'Aigoual. S.E.S.N.N., mém., n° 3, 135 p.
- NOEL Simone, 1962. Etude hydrologique du Vidourle. B.S.L.G., 2^e sér., t. XXXIII, fasc. 1-2, p. 63-167.
- NOIN Daniel, 1970. La population rurale du Maroc. TL. Publ. Univ. Rouen, P.U.F., Paris, 2 vol., 279 et 342 p.
- PARDE Maurice, 1961. Quelques remarques sur les crues cévenoles. Actes du 86^e congrès Soc. sav., Montpellier, p. 239-264.
- PERRIER Jacques, 1957. La haute vallée de l'Hérault. DES FLSH Montpellier, 157 p. dact.
- PILLEBOUE J. et a. aut., 1972. Le Nord du Causse du Larzac : une renaissance rurale menacée. R.G.P.S.O., t. 43, fasc. 4, p. 453-467.
- PLANCHAIS Nadine, 1973. Contribution à l'analyse pollinique des sols de l'Aigoual. Etage du hêtre et pelouse sommitale. P. et sp., vol. XV, n° 2, p. 293-309.
- PRESSAT Roland, 1961. L'analyse démographique. INED, P.U.F., Paris, 402 p.
- PRESSAT Roland, 1971. Démographie sociale. Sup. Le sociologue, P.U.F., Paris, 168 p.
- PRIEUR Raymond, 1958. Le Mont Lozère, évolution économique et humaine. DES FLSH Clermont-Ferrand, 175 p. dact.
Rés. 1958. R.G., nouv. sér., n° 4, p. 188-205 et 1959. R.A., t. 73, n° 1-2, p. 22-32.
- PRIEUR Raymond, 1962. Les problèmes de scolarisation en montagne (*in* Comment concevoir et animer une économie du Massif Central). Mai 1962, Univ. Clermont-Ferrand, C.R.P. Auvergne, p. 135-152.
- REINHARD Marcel et ARMENGAUD André, 1961. Histoire générale de la population mondiale. Montchrestien, Paris, 597 p.
- REYNIER Elie, 1921. Les industries de la soie en Vivarais. R.G.A., t. IX, fasc. 2, p. 173-227.
- RICHARD Pierre, 1963. Le drame de l'eau dans les Cévennes, problème-clef de la coopération dans les études et les actions en faveur de notre région montagneuse. B.F.F.E.M., nouv. sér., n° 13, p. 409-412.

- RICHEZ G., 1971. Le parc national : projet des Cévennes. Méd., nouv. sér., 2^e an., n° 8, p. 741-763.
- RIVOIRE Hector, 1842. Statistique du département du Gard. Balivet, Nîmes, 2 vol., 667 et 819 p.
- ROUGE Jacqueline, 1959. Hydrologie de l'Hérault, fleuve côtier méditerranéen. B.S.L.G., 2^e sér., t. XXX, fasc. 1, p. 3-193.
- ROUQUETTE Alain, 1960. Anduze, petite ville sub-cévenole. DES FLSH Montpellier, 153 p. dact.
- ROUQUETTE Alain, 1961. Anduze ; les facultés d'adaptation et la vitalité d'un bourg sub-cévenol. Actes du 86^e congrès Soc. sav., Montpellier, p. 401-417.
- ROUSSEL Jack, 1954. La Cézarenque. DES FLSH Montpellier, ex. dact.
- ROUSSY Michel, 1949. Evolution démographique et économique des populations agricoles du Gard. TD Montpellier, 119 p. ronéo.
- RUALT J.-P., 1965. Les revenus des ménages en 1962. Et. et conj., 20^e ann., n° 12, p. 4-112.
- SAUSSOL Alain, 1965. La Vallée Française ; décadence et renouveau d'une vallée cévenole. B.S.L.G., 2^e sér., t. XXXVI, fasc. 1, p. 5-64.
- SAUVY Alfred, 1949. Dépeuplement rural et peuplement rationnel. Six enquêtes locales précédées d'une enquête théorique. Cahier I.N.E.D., n° 8, P.U.F., Paris, 108 p.
- SAUVY Alfred et a. aut., 1957. Région Languedoc-Roussillon, économie et population. Cahier I.N.E.D., n° 30, P.U.F., Paris, 327 p.
- SAUVY Alfred, 1963. Théorie générale de la population. I. Economie et croissance. P.U.F., Paris, 371 p.
- SAUVY Alfred, 1965 et 1967. Histoire économique de la France entre les deux guerres. Fayard, Paris, 2 vol., 564 et 621 p.
- SAUVY Alfred et a. aut., 1972. *Idem* ; divers sujets. *Ibidem*, 467 p.
- SCHENK André, 1958. Note sur les pluies catastrophiques de ce siècle à Alès et dans notre département. B.S.E.M.C.G.C., numéro spécial, 74^e ann., oct., 18 p. ronéo.
- SCHENK André, 1961. La sécheresse des neuf premiers mois de 1961 dans le Gard et les Cévennes. R.F.F., n° 12, p. 849.
- SCHNETZLER Jacques, 1971. L'agglomération de St-Etienne après le charbon (*in* Les villes du Massif Central, actes du colloque de St-Etienne, 27-28 nov. 1970). Centre d'études foréziennes et C.I.E.R.S.R., p. 341-351.
- SCHULTZ Jozsef, 1966. Phénomènes démographiques en Languedoc-Roussillon, essai d'interprétation cartographique. T3 c Montpellier, t. I, 567 p., t. II, 180 cartes et graphiques. Ex. ronéo.
- SECRETAIN C. et SCHENK A., 1941. Recherches séricicoles. Min. Agric., Station séricicole d'Alès, t. V, 85 p.
- SIEGFRIED André, 1945. Le groupe protestant cévenol (*in* Protestantisme français, Pasteur Marc Bœgner et autres auteurs). Coll. Présences, Plon, Paris, p. 23-55.
- SIEGFRIED André, 1949. Géographie électorale de l'Ardèche. C.F.N.S.P., n° 9. A. Colin, Paris, 140 p.
- SIRVIN Jean, 1964. Alès, essai de programmation urbaine. DES FLSH Montpellier. C.R.P.E.E. (FDSE), Montpellier, 2 vol., 170 et 150 p.

- SMOTKINE Henri, 1945. Economie rurale et démographie dans la Cévenne. B.A.G.F., n° 173-174, nov.-déc., p. 121-128.
1966. *Idem*. Et. rur., n° 22-24, p. 174-187.
- SORRE Maximilien, 1954. Les fondements techniques de la géographie humaine. T. II, les fondements techniques. 2. Les techniques et la géographie de l'énergie. A. Colin, 2^e éd., Paris, p. 209-285.
- SORRE Maximilien, 1961. L'Homme sur la Terre. Hachette, Paris, 365 p.
- SULLEROT Evelynne, 1968. Histoire et sociologie du travail féminin. Gonthier, Paris, 397 p.
- TABAH L. et SUTTER J., 1948. Influence respective de l'âge maternel et du rang de naissance sur la mortalité. La notion de létalité. Pop., jan.-mars, n° 1, p. 63-92.
- TEISSIER du CROS Charles, 1903. La production de la soie dans les Cévennes. TD Paris, 176 p.
- THI NGUYEN HUU, 1967. Résultats d'une enquête permanente sur les conditions de vie des ménages. Et. et conj., n° 11, nov., p. 3-101.
- THUMERELLE P.-J., 1972. Evolution du nombre des jeunes dans la Région du Nord de 1954 à 1968. H.T.N., p. 11-26.
- TINTHOIN Robert, 1958 a. Une famille noble au XIX^e siècle : les Verdelhan des Molles. R.G., nouv. sér., n° 4, p. 167-180.
- TINTHOIN Robert, 1958 b. Commerçants des Hautes Cévennes au début du XIX^e siècle. Congrès Féd. Soc. sav. Languedoc, Rodez, juin 1958, p. 322-335.
- TINTHOIN Robert, 1965. La Gardonnenque lozérienne du XVI^e au XIX^e siècle. R.G., nouv. sér., n° 11, p. 186-210.
- TOROMANOFF Michel, 1969. Le drame des houillères. Coll. Société, n° 35, Le Seuil, Paris, 143 p.
- VAN CAMPO M. et AYMONTIN G., 1962. Le problème de l'histoire de la flore et de la végétation dans les Cévennes méridionales vu sous l'angle de l'analyse pollinique. *Flora*, 152, p. 679-688.
- VELAY L., 1956. Comment concevoir la reconversion de la châtaigneraie fruitière ? R.F.F., n° 12, p. 826-833.
- VEYRET-VERNER Germaine, 1949. Le problème de l'équilibre démographique en montagne. R.G.A., t. XXXVII, fasc. 2, p. 331-342.
- VEYRET-VERNER Germaine, 1970. L'avenir des Alpes du Sud (c.r. J.-F.-Gravier, 1969). R.G.A., t. LVIII, n° 3, p. 497-503.
- VERLAQUE Christian, 1971. L'industrie dans le Languedoc-Roussillon. B.S.L.G., 4^e sér., t. V, fasc. 2, p. 169-263.
- VIRIEU (F.-H. de), 1967. La fin d'une agriculture. Calmann-Lévy, Paris, 288 p.
- WAREMBOURG F., LOSSAINT P. et BOTTNER P., 1973. L'évolution des sols dans une séquence bioclimatique méditerranéo-montagnarde sur roche-mère siliceuse : massif du Mont Aigoual. B.A.F.E.S., n° 1, p. 49-62.
- WEYD Paul-Marie, 1911. Les forêts de la Lozère. A. Taffin-Lefort, Paris-Lille, 416 p.
- WRIGLEY E.-A., 1969. Société et population. Coll. Univers des connaissances, Hachette, Paris, 255 p.

TABLE DES FIGURES

1. Repérage géographique des communes	10
2. Répartition de la population municipale en 1962	31
3. Structures par âges en 1962 (diagramme triangulaire partiel) ..	36
4. Proportion de jeunes et indices de vieillesse en 1962	38
5. Pyramide des âges en 1962	40
6. Evolution de la population globale (1836-1906)	75
7. La fécondité féminine à Blannaves, Lamelouze, Portes et Saint-Jean-du-Gard en 1834-38	81
8. La mortalité infantile en 1824-28	86
9. Répartition mensuelle corrigée des décès infantiles et de la production laitière caprine	87
10. Courbes de survie aux XVIII ^{ème} et XIX ^{ème} siècles	89
11. Pyramide des âges de l'échantillon gardois en 1836	92
12. Concentration de la propriété non bâtie à Sainte-Cécile-d'Andorge, Saint-Etienne-Vallée-Française, Saumane et Soudorgues	115
13. La fécondité féminine dans les cinq communes de l'échantillon houiller en 1876	135
14. La mortalité infantile en 1876	138
15. Courbes de survie en 1876	140
16. Pyramides des âges de La Grand'Combe en 1851 et en 1876 ..	142
17. Pyramide des âges en 1876 dans l'échantillon houiller	144
18. Origine géographique des allogènes recensés à La Grand'Combe en 1876	148
19. Les élections législatives du 20 février 1876	154
20. Evolution démographique dans les montagnes du Lozère et du Bougès (1846-1916)	156
21. ... dans la haute Gardonnenque médiane	160
22. ... dans le bassin supérieur de l'Hérault	161
23. ... dans la Vallée Longue et celle du Galeizon	162
24. La fécondité féminine dans l'échantillon rural	166
25. Le choléra en 1854 : répartition mensuelle brute des décès . . .	171

26. Courbe des survivants dans l'échantillon rural en 1876	173
27. Pyramide des âges de l'échantillon rural en 1876	175
28. Pyramide des âges pour 3 petites villes en 1876	179
29. La fécondité féminine dans le bassin houiller en 1906	195
30. La mortalité infantile en 1904-1908	197
31. Courbes de survie au début du XX ^{ème} siècle	199
32. Pyramide des âges de l'échantillon houiller	206
33. Evolution des mouvements démographiques dans le bassin houiller (1876-1911)	203
34. Origine géographique des allogènes recensés à La Grand'Combe en 1906	208
35. Les natifs de La Grand'Combe, habitant cette ville	211
36. Pyramide des âges dans l'échantillon gardois en 1906	234
37. Pyramides des âges en 1911	235
38. Evolution de la population globale (1906-1968)	257
39. Structures par âges de la population cévenole en 1936 (diagramme triangulaire partiel)	263
40. Pyramide des âges de l'échantillon rural gardois en 1936	264
41. Pyramide des âges en Cévenne lozérienne	265
42. Evolution des prix réels de trois produits agricoles (1921-1938)	278
43. Origine de la population recensée à La Grand'Combe en 1936 ..	284
44. La mortalité infantile dans le bassin houiller (1924-1928... 1934-1938)	289
45. Pyramide des âges de l'échantillon houiller en 1936	291
46. Structures par âges de la population en 1968 (diagramme triangulaire partiel)	326
47. Pyramide des âges dans le bassin houiller en 1968	330
48. Les mariages en Cévenne rurale (1963-1967)	339
49. Pyramide des âges en Cévenne rurale, comparée à celle de la France, en 1968	340
50. Concentration de la surface agricole utilisée en Cévenne (1970-71)	352
51. Croquis de repérage des ensembles ruraux	375
52. Structures par âges des populations agricoles	379

TABLE DES PHOTOGRAPHIES

En couverture, LE CROS (commune de Saint-Andéol-de-Clerguemort)

1. La vallée de l'Hérault sous le hameau des Pausés (commune de Saint-André-de-Majencoules)	6
2. La haute vallée de la Dourbie	9
3. « Condensations inouïes » dans La Vallée Borgne	12
4. La Roque (commune de Molezon)	28
5. Brugairolle (commune de Mialet)	72
6. Le Castandel (commune de Mialet)	90
7. Châtaigneraie sous Aigladines (commune de Mialet)	106
8. Mûriers à Audibert (commune de Mialet)	109
9. Le Luech au Pont-de-Rastel	128
10. Runes : traversiers abandonnés	188
11. L'interminable liste du monument aux morts de Vialas	256
12. Bessèges et La Grand'Combe	322
13. Saint-Ambroix	325
14. Aulas	336
15. Sous le col du Rédarès (haut Vidourle)	372
16. Le puits de mine de Saint-Florent-sur-Auzonnet	396
17. Habitat ruiné au-dessus du Luech, à Belle-Poêle (commune de Génolhac)	409
18. La Cévenne vue du Serre de Vergeirouse	410

(Photographies : R. LAMORISSE)

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	7
INTRODUCTION	13
Notes de l'introduction	24
PREMIERE PARTIE : La situation démographique en 1962	27
CHAPITRE UNIQUE	29
I. — Répartition géographique	29
II. — Structures démographiques (diagramme triangulaire partiel, pyramide des âges)	35
III. — Les causes du vieillissement (immigration des retraités, célibat, émigration des jeunes)	43
IV. — Le mouvement naturel (signification des taux bruts, mortalité, natalité)	47
Conclusion	65
Notes	67
DEUXIEME PARTIE : Un siècle et demi de mutations démographiques et sociales	71
Introduction	73
Notes de l'introduction	76

CHAPITRE PREMIER : La période pré-industrielle	77
I. — Le mouvement naturel (natalité, mortalité)	77
II. — Les structures de population (structures par âges et par sexes, dimension des familles, paysans et citadins)	91
III. — Les mouvements migratoires	98
A. Nature des migrations	98
B. Causes des migrations	104
1. Le problème vital de l'utilisation des terres ..	105
2. Richesse foncière et structure sociale	113
3. Sous-emploi et surpeuplement	116
Notes	120
 CHAPITRE SECOND : Les transformations économiques et leurs conséquences démographiques (vers 1840-1876)	 129
 Le bassin houiller, région d'accueil	 130
I. — Le mouvement naturel (natalité, mortalité)	130
II. — Les structures démographiques	141
III. — L'immigration	145
 Le dépérissement des vallées rurales	 155
I. — Les variations géographiques de la dévitalisation (hautes terres, vallées de la façade méditerranéenne)	155
II. — La population rurale en 1876 (mouvement naturel, structures de population)	163
 Les petites villes bordières	178
Notes	181

CHAPITRE TROISIEME : Vers une nouvelle géographie de la population cévenole (fin XIX ^{me} , début XX ^{me} siècles)	189
L'évolution démographique du bassin industriel	190
I. — Le mouvement naturel (natalité, mortalité)	191
II. — Les structures démographiques (structures par âges et par sexes, dimension des familles)	200
III. — Les difficultés économiques et le malaise démographique	203
L'irrésistible déclin du milieu rural	214
I. — L'encroûtement de l'économie agricole (dépréciation des denrées, crises et survivance de productions et activités traditionnelles)	216
II. — Mouvement naturel et structures démographiques (affaiblissement de la fécondité, régression tardive de la mortalité, dégradation modérée des structures, vieillissement des exploitants agricoles)	228
Notes	247
CHAPITRE QUATRIEME : De la première à la seconde guerre mondiale : la période des crises majeures	257
Le désastre démographique en Cévenne rurale	259
Une vitalité diversement menacée dans le bassin houiller et les petites villes	283
Analyse des élections législatives de 1936	303
Notes	308
CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE	316
Annexe	320

TROISIEME PARTIE : Vers un étiage humain	323
CHAPITRE UNIQUE	325
I. — Les caractères de l'évolution démographique (petites villes et bourgades du pourtour, bassin houiller, Cévenne rurale)	327
II. — Economie, société, démographie	343
A. Petites villes et bourgades périphériques	343
B. Bassin houiller	344
C. Cévenne rurale (l'exode et ses causes ; comparaison avec des secteurs ruraux voisins)	346
Conclusion	382
Notes	385
CONCLUSION GENERALE	397
Notes	407
BIBLIOGRAPHIE	411
 Table des figures	 427
Table des photographies hors texte	429
Table des matières	431



